

Vincent Hugeux

Kadhafi

PERRIN
biographie

Vincent Hugeux

KADHAFI

PERRIN
www.editions-perrin.fr

DU MÊME AUTEUR

Reines d'Afrique. Le roman vrai des Premières Dames, Perrin, 2014.

Afrique : le mirage démocratique, CNRS Éditions, 2012.

Iran, l'état d'alerte, L'Express Éditions, 2010.

L'Afrique en face. Dix clichés à l'épreuve des faits, Armand Colin, 2010.

Les Sorciers blancs. Enquête sur les faux amis français de l'Afrique, Fayard, 2007.

A en outre collaboré en qualité de coauteur aux ouvrages suivants :

Le Siècle de sang 1914-2014. Les vingt guerres qui ont changé le monde, Perrin/L'Express, 2014.

Enfants de dictateurs, First, 2014.

Les Derniers Jours des dictateurs, Perrin/L'Express, 2012.

Grands Reporters : carnets intimes, L'Élocoquent, 2008.

Dix portraits pour la liberté de la presse, Le Monde/La Découverte, 1995.

Muammar Kadhfi
lors de sa visite à Rome le 12 juin 2009.

12, avenue d'Italie
75013 Paris
Tél. : 01 44 16 09 00
Fax : 01 44 16 09 01
www.editions-perrin.fr

EAN : 978-2-262-07465-4

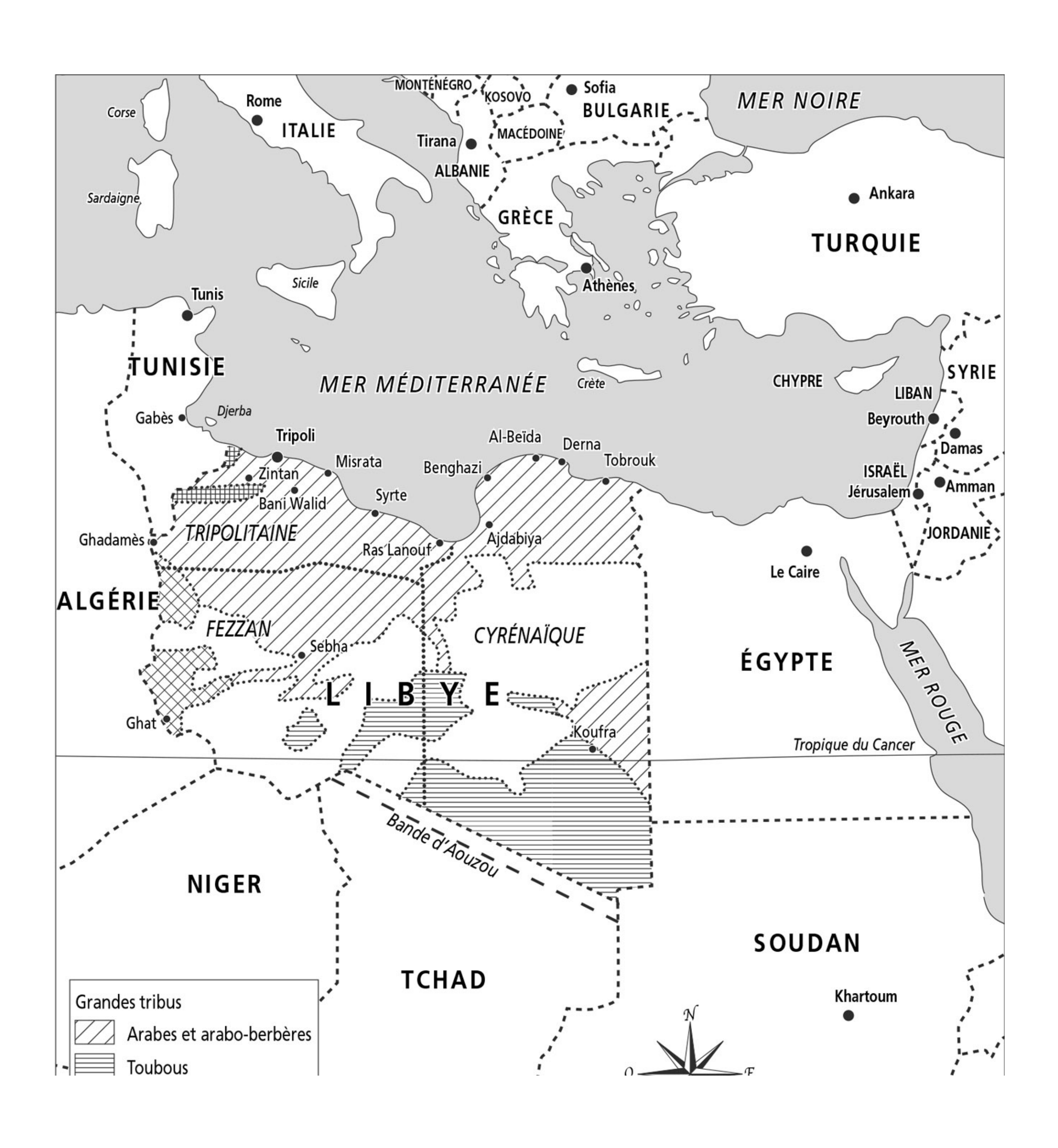
Dépôt légal : octobre 2017

Composition : Nord Compo

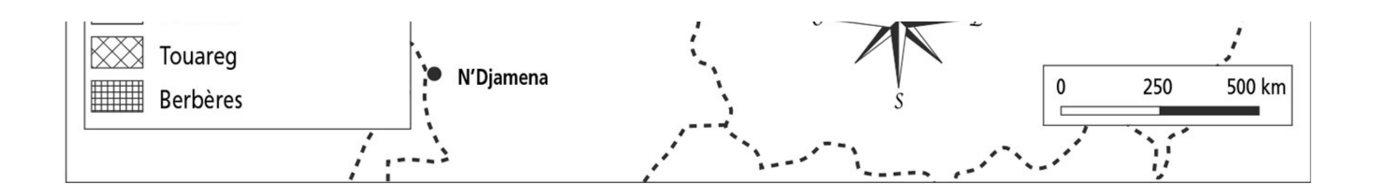
Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

À mon père, Jean, qui n'aura connu de cet
ouvrage que la genèse.
À moins que, là où il veille…

Sommaire



MONTÉNÉGRO
KOSOVO
Sofia
BULGARIE
MER NOIRE
Corse
Rome
ITALIE
MACÉDOINE
Tirana
ALBANIE
Sardaigne
Ankara
GRÈCE
TURQUIE
Athènes
Sicile
Tunis
TUNISIE
MER MÉDITERRANÉE
Crète
CHYPRE
SYRIE
LIBAN
Gabès
Djerba
Tripoli
Al-Beïda
Derna
Beyrouth
Damas
Misrata
Benghazi
Tobrouk
ISRAËL
Zintan
Amman
Jérusalem
Bani Walid
Syrte
Ghadamès
TRIPOLITAINE
Ajdabiya
JORDANIE
Ras Lanouf
Le Caire
ALGÉRIE
CYRÉNAÏQUE
FEZZAN
ÉGYPTE
Sebha
MER ROUGE
L I B Y E
Ghat
Koufra
Tropique du Cancer
Bande d'Aouzou
NIGER
SOUDAN
TCHAD
Khartoum
Grandes tribus
Arabes et arabo-berbères
Toubous
N
O
E


Touareg
Berbères
N'Djamena
S
0
250
500 km

Le *qaïd* paradoxal

Vivant, il était une énigme. Mort, il demeure un mystère. Six ans après son infamante agonie, Muammar Kadhafi persiste à défier ses vainqueurs, ses biographes et ses exégètes. Au panthéon des potentats, l'impérieux Bédouin repose dans le carré des parias, parmi les personnages les plus déroutants et les plus controversés du siècle écoulé. Martyr révéré pour les uns, clown tragique pour les autres. De sa naissance, énigmatique, à son trépas, brutal et crépusculaire, ce fils d'humble berger aura forgé sa légende aux feux de l'outrance et jonglé avec les paradoxes.

Fringant officier épris de liberté, il renverse une monarchie à bout de souffle pour instaurer une implacable tyrannie. Prophète du « pouvoir au peuple », il asservit le sien. Contempteur de la servitude des femmes, il avilit celles qu'il convoite et possède. Pieux musulman, il raille les oulémas, prétend imposer sa lecture du Coran, bouscule l'ordre patriarcal et combat âprement l'islamisme radical. Officier de carrière, il se révèle piètre guerrier, comme l'atteste le fiasco tchadien des années 1980. Avocat de la frugalité, il n'est qu'indulgence pour les frasques et les coûteux caprices de ses enfants gâtés. Bédouin rugueux, il se veut penseur, au point d'échafauder une « théorie universelle » censée frapper d'obsolescence toutes les idéologies connues. Patriote farouche, il s'imagine, lui le disciple du *raïs* égyptien Gamal Abdel Nasser, en sauveur de l'idéal panarabe, puis en « roi des rois d'Afrique ». Rendons-lui toutefois cette justice : cavalier aguerri, le *qaïd as-Thawra* – guide de la révolution – aura su parfois, par instinct de survie, changer de monture à temps. Quitte à flétrir le terrorisme, dont il fut le parrain ; ou à courtiser l'Occident qu'il vouait aux flammes de la géhenne.

« Ce type est fou ! » Combien de fois ai-je entendu, lors de mes séjours sur le « rivage des Syrtes » comme au fil de mon enquête, cet abrupt verdict ? Dément, l'*imperator* libyen ? Fantasque, oui. Irascible, certes. Mais ses tenues excentriques, ses colères théâtralisées, ses diatribes incandescentes, ses rodomontades puériles, ses ébouriffantes lubies masquent une implacable cohérence. La cohérence du rebelle de naissance, habité par quelques tenaces obsessions, gages de son aura et de sa longévité. Laver l'affront colonial, rendre

sa dignité à l'humilié, terrasser l'impérialisme, vaincre Israël, rassembler la *oumma* – communauté des croyants – arabo-musulmane, revivifier l'islam, unifier une Afrique aux frontières abolies. Voilà bien sa force et sa faiblesse : dès les premières révoltes, le jeune lycéen de Sebha se sent investi d'une mission sacrée. Son messianisme le porte puis l'égare, l'éclaire avant de l'aveugler ; le rend impérieux, impatient, tyrannique. Sait-il bien où il va ? Pas sûr, mais le timonier du Conseil de commandement de la révolution (CCR) entend qu'on lui emboîte le pas. Dès lors, tel un gourou de secte, il ne peut avoir que des disciples et des ennemis. Il est l'élu, lui qui ne le sera jamais. Quiconque doute, regimbe, conteste, grossit forcément la cohorte des traîtres. Comment, il est vrai, ne pas croire à son étoile lorsqu'on échappe au fil des ans à tant de tentatives d'assassinat, de conspirations, de complots, ourdis au pays ou dans la capitale d'une puissance hostile, quand on survit si longtemps à tout, y compris – en 1986 – aux raids punitifs de la grande Amérique ?

Ce jour de juin 2009 où le Gabonais Omar Bongo Ondimba rejoint le village des ancêtres, le tombeur du roi Idris Ier devient le doyen des chefs d'État arabes et africains, même s'il récuse ce statut présidentiel, lesté de trop de contingences, lui préférant celui de Guide. La baraka n'explique pas tout. L'efficacité, glaçante, d'un appareil répressif orwellien non plus. Tenir quatre décennies durant la barre de la galère libyenne requiert un sens inné du louvoiement, un art consommé du chaos organisé, une fine maîtrise de l'alchimie tribale. S'il privilégie les siens, Kadhafi saura, des décennies durant, répartir titres et prébendes, monnayer les allégeances, puisant dans la rente pétrolière de quoi huiler les rouages de la machinerie.

Jamais la longue méharée du Bédouin fiévreux ne sera linéaire ni sereine. Que l'on songe à toutes les ruptures qui balisent son parcours, du putsch de velours – le sang n'a pas coulé – du 1er septembre 1969 à la fuite erratique de l'été 2011. À commencer par la « révolution culturelle » de 1973, puis l'instauration, en 1977, de la Jamahiriya, ou République des masses, « libyenne arabe populaire socialiste ». Concept inédit, théorisé dans le fameux Livre vert, mince bréviaire censé asseoir les fondements d'un système parfait de « démocratie directe ». Une démocratie sans élections ni parlement, sans partis ni opposants. Au fond, l'aventure kadhafienne s'apparente à une « dystopie », une utopie qui vire à l'aigre et accouche non de la société idéale fantasmée, mais d'une tyrannie singulière. Là est le piège de la révolution perpétuelle : celui qui la conduit finit par tourner sur lui-même. Dans le bain d'acide de ses chimères, Kadhafi aura, en Lénine saharien, beaucoup dissous tout au long de son règne : l'État, le gouvernement, l'armée, voire la Libye elle-même. Maître distant mais absolu d'un théâtre d'ombres, il a orchestré son propre effacement et organisé la dilution du pouvoir afin de mieux en confisquer les commandes. Souverain sur tout, responsable de rien.

Souvent touché, jamais coulé, du moins jusqu'à l'hallali d'octobre 2011, le colonel a plus d'une corde à son *oud*, luth oriental. Lorsque, étranglé par les sanctions internationales, l'ancien mécène des poseurs de bombes choisit fin 2003, pour prix de sa rédemption, de saborder son arsenal de destruction massive, il fait vibrer à l'oreille de l'Occident celle du fléau djihadiste comme celle du péril migratoire. « Nous combattons dans la même tranchée », répète-t-il à des Européens hypnotisés par les promesses de contrats mirifiques. On le traite alors avec les égards dus à son or noir, à ses réserves de devises et à sa capacité de nuisance. On se tient prêt, à Paris comme à Rome, à accueillir dans les jardins de la République le chapiteau d'un cirque qui ne fait jamais relâche, mais intrigue ou séduit. Là où il plante sa tente bédouine climatisée, boudant palais et palaces, Kadhafi dicte son tempo, impose ses caprices, cultive son art du coup d'éclat permanent. Au sein de sa troupe, les « amazones », gardes du corps féminins, enluminent le mythe : un à-plat de modernité, un liseré de fantasme.

Le jeune « officier libre » timide et gauche a bien changé, mais pas changé en bien. Narcissique, il n'en finit plus de prendre la pose, puisant dans son extravagante garde-robe le costume de scène qui sied à l'instant T. Même si le boubou chamarré finit par reléguer en fond de penderie l'austère chemisette saharienne ou l'uniforme d'apparat. Hanté par la peur de vieillir, le « Frère Guide » confie au bistouri du chirurgien esthétique un visage qui s'empâte et se crevasse, au risque d'amplifier les outrages de l'âge. Et, jurent maints témoins, passe avec diverses drogues un pacte faustien. Comment retrouver, derrière ces bouffissures, les traits anguleux du « bouillant colonel », increvable cliché ? Et que reste-t-il, dans ces yeux mornes et mi-clos, du regard ardent des temps héroïques ? Après la chute de la maison Muammar, quand la peur s'estompe un peu et que les langues se délient doucement, apparaît cette autre faille, tellement béante qu'elle en cesse d'être intime : le besoin, compulsif, de posséder le corps de l'autre. Le séducteur s'est fait prédateur. Il s'agit moins alors de jouir que de soumettre, d'avilir, d'asservir, de marquer les êtres au fer de sa puissance.

Très vite, le père de la « troisième théorie universelle », appelée à transcender le duel stérile que se livrent capitalisme et communisme, se sent à l'étroit dans son bac à sable national. Un espace bien trop étriqué pour que s'y épanouissent ses élans visionnaires. Sans doute les « États-Unis d'Afrique », dont il tente à l'orée du millénaire de hâter l'émergence à la hussarde, ne furent-ils que l'ultime avatar de sa perpétuelle cavalcade. Là encore, le dessein paraît noble. Mais là encore, le caporalisme du Guide et son étouffante sollicitude auront tôt fait d'inquiéter, voire de hérisser, nombre de ses pairs. Ceux du moins que n'asservissent pas les largesses financières d'un mentor prompt à acheter les loyautés à coups de « pétrodinars ».

Kadhafi est aussi le héros, ou l'antihéros, d'une histoire bleu-blanc-rouge, des manifs adolescentes sous les fenêtres du consulat de France à Sebha aux deux bombes lâchées un matin d'octobre 2011 par un Rafale sur le convoi du

fuyard aux abois, à l’ouest de Syrte. Entre ces deux scènes, un compagnonnage à éclipses, tumultueux bien sûr, mais insubmersible. Le jeune Muammar vénère la révolution de 1789, matrice de toutes les autres selon lui ; il admire Napoléon, lit Montesquieu et les pionniers du socialisme utopique. Parvenu au pouvoir, il achète des Mirage, rencontre à l’Élysée, dès 1973, un Georges Pompidou plutôt bienveillant envers ce fougueux néophyte. Puis vient, sous Valéry Giscard d’Estaing, le temps du désamour. Désamour persistant et actif, Paris travaillant alors, au côté du Caire et de Washington, à divers scénarios de « neutralisation » du trublion tiers-mondiste. Lequel a en outre le culot de prétendre, notamment au Tchad, écorner le « pré carré » postcolonial tricolore. Ultimes pas du tango heurté que dansent la France et la Libye, l’éprouvant séjour du colonel sur les bords de Seine, en décembre 2007, puis le divorce fracassant de 2011. Avec, en fond sonore, l’aigre ritournelle du soupçon. En l’occurrence, celui d’un financement libyen de la campagne électorale de Nicolas Sarkozy, dont il devint tour à tour « l’ami », le cauchemar, puis la cible. Gageons que l’imprécateur libyen a semé dans son sillage quelques mines antipersonnel ; et que toutes n’ont pas encore explosé, tant s’en faut.

Pourquoi donc perd-il pied à l’instant où se lèvent, en Tunisie puis en Égypte, les bourrasques du « Printemps arabe » ? Parce qu’il est pour lui inconcevable, au sens étymologique du mot, que ses sujets le désavouent. « Le peuple libyen me connaît, m’aime et me suit là où je l’emmène, assène-t-il un jour sur la chaîne qatarie al-Jazeera. Je suis le peuple libyen et il est moi. »

Au commencement était le Verbe. Celui de Muammar Kadhafi n’aura jamais, jusqu’aux ultimes harangues, cessé d’être profus, confus, hyperbolique. Pour tenter de cerner au plus près, au plus juste, les ressorts d’une destinée si singulière, il fallait bien entendu lire ou relire ses écrits, souvent abscons, voir ou revoir ses interviews et ses discours. Mais aussi explorer les archives humaines. En privilégiant les témoins, hommes et femmes qui, à un moment de sa trajectoire, l’ont croisé, côtoyé, vu à l’œuvre. Le parti pris, tout au long de ce voyage dans un passé brûlant, fut de n’en avoir aucun. De tenter d’effacer les images, les souvenirs, les certitudes ossifiées par le temps. Est-ce à dire que nous nous serions astreint à renvoyer dos à dos les zélateurs du Guide et ses procureurs ? Non, bien sûr. Le Kadhafi que mettent en scène les pages qui suivent est le formidable acteur d’un formidable échec.

ACTE I
PROMESSES

Un berceau sous la Botte

Tout est mystère chez Muammar Kadhafi. D'abord parce que la Libye profonde sous joug mussolinien n'a laissé que bien peu d'archives ; et que, chez les Bédouins illettrés, on ne consignait par écrit ni les lourds secrets de famille, ni la chronique d'une vie âpre. Ensuite, parce que certains témoins mentent, par omission ou pas, de bonne foi ou non, tâtonnent et se contredisent ; quand d'autres se dérobent ou se rétractent, de peur de ternir la légende dorée du Guide qu'ils ont servi avec tant de zèle, d'exhumer les remords enfouis ou d'avoir à confesser leur aveuglement. Flotte aussi çà et là la crainte de payer au prix fort son audace à l'heure d'une très improbable restauration kadhafiste. Ceux qui savent souvent se taisent ou ne parlent qu'à demi-mot. Ceux qui parlent se bornent parfois à colporter ou à enluminer la rumeur.

Tout est énigme et tout est ombre chez cet homme. À commencer, faute de registre d'état civil ou d'acte en bonne et due forme, par la date de naissance de l'intéressé, qui semble s'ingénier lui-même à brouiller les pistes. En 1975, au détour d'une interview, il mentionne l'année 1941 ; laquelle apparaît dans un certificat médical délivré en 1958, de même que sur une « attestation d'identification » produite par la municipalité de Sebha et datée du 10 août 1961. Invoquant d'autres sources, l'universitaire britannique Alison Pargeter avance le millésime 1943[1]. Cela posé, la plupart des biographes privilégient le cru 1942. Le 7 juin, tranche Alexandre Najjar[2] ; le 18, hasardent maints auteurs ; le 19, rétorque un *In memoriam* éploré, paru en octobre 2015, à l'occasion du quatrième anniversaire du décès du « Frère Leader », dans le quotidien ivoirien *Fraternité matin*. Au détour d'un entretien accordé à Judith Miller, illustre plume du *New York Times*, Kadhafi affirme avoir vu le jour durant le mois musulman de *muharram* ; lequel, croit-il se souvenir, correspondrait dans le calendrier grégorien à mars[3]. Or, vérification faite, le *muharram* de l'an de grâce 1942 chevauchait janvier et février… Qui dit mieux ? L'historien libyen Mohammed Saïd Kachat penche quant à lui pour 1940, année également retenue, dans ses Mémoires, par un ancien ambassadeur d'Égypte à Tripoli. À défaut de

documents incontestables, on s'en remettra donc au verdict du cousin et quasi-clone du Guide, Ahmed Kaddaf ad-Dam, établi au Caire depuis 2011 : « Si je me fie à mes souvenirs et à ceux de mon entourage, juin 1942 me paraît l'hypothèse la plus probable[4]. »

Sur le lieu exact de la naissance, lui aussi sujet à controverses, le parent est formel : « Muammar, précise-t-il, a vu le jour à Wadi Jarif, à 30 kilomètres environ au sud de Syrte. Un campement nomade, pas même un village, près d'une oasis. » Sans doute convient-il au demeurant d'imputer la profusion des variantes glanées au fil des pages d'ouvrages de référence – dont Qasr Buhadi, Qasr Abou Hadi, Wadi Aljarif – au caractère aléatoire de la topographie locale, et non à la désinvolture des auteurs. La journaliste et chercheuse Hélène Bravin recourt quant à elle à d'autres repères pour situer le berceau de Kadhafi entre les pâturages de Wadi Tlal et les palmeraies de Shatti[5].

Si un brouillard tenace nimbe la prime enfance du chef, le contexte dans lequel Muammar vient au monde n'a rien d'impénétrable. Convoités, la côte libyenne et son rugueux arrière-pays ont ployé l'échine sous le joug ottoman puis, dès 1911, sous la botte italienne. Durant la Seconde Guerre mondiale, l'indocile colonie voit ses immensités désertiques se muer en champs de bataille de la guerre que se livrent, outre-Méditerranée, les Alliés et les puissances de l'Axe. Le fils de berger bédouin n'est âgé que de quelques mois quand éclate la seconde bataille d'El-Alamein, laquelle met aux prises, dans les sables de l'Égypte voisine, deux stratèges de légende : le *field marshal* britannique Bernard Montgomery et le *Generalfeldmarschall* allemand Erwin Rommel, commandant de l'Afrikakorps. Le fracas des chars et des canons gagne la Cyrénaïque, province orientale libyenne, sans parvenir toutefois jusqu'à la guitoune en peau de chèvre où, selon sa geste officielle, le petit Muammar pousse son premier cri. Le bambin a un an lorsque Londres et Paris se partagent le joyau colonial de Victor-Emmanuel III : Tripolitaine et Cyrénaïque passent sous le contrôle de l'administration militaire de Sa Majesté George VI, tandis que l'aride région méridionale du Fezzan échoit à la France. L'enfant en a cinq quand l'Italie renonce solennellement à toute prétention sur sa possession nord-africaine, et sept à l'heure où l'Assemblée générale des Nations unies adopte la résolution stipulant que l'État « unifié, indépendant et souverain » de Libye devra être porté sur les fonts baptismaux avant le 1er janvier 1952. Pari tenu : c'est une semaine avant l'échéance que survient, depuis le balcon d'un palais de Benghazi et sous le regard vigilant de ses nouveaux parrains occidentaux, la proclamation officielle de l'indépendance – si formelle fût-elle – du « Royaume uni de Libye ». Un signe : dès 1943, les États-Unis s'étaient octroyé la jouissance de la base aérienne de Mellaha, proche de Tripoli, bientôt rebaptisée Wheelus Field. L'accord conclu onze ans plus tard entre Washington et le roi

Idris Ier concède aux Américains l'usage, pour deux décennies et moyennant de substantielles royalties, de cinq sites militaires.

Ainsi, Muammar Kadhafi naît dans une patrie asservie et fragmentée, sous une étoile au rayonnement bien pâle. Étrangère aux nobles dynasties tribales, sa famille appartient à une *cabila* – un clan – mineure de Berbères arabisés, les Guedadfa. Cette modeste lignée compterait néanmoins parmi ses fondateurs un *wali*, ou saint, fameux, Sidi Kaddaf ad-Dam, inhumé à Gharyan, dans les faubourgs sud de Tripoli. Selon les biographies autorisées, la postérité du pieux ancêtre aurait essaimé en divers foyers sur les plateaux de la Cyrénaïque (Est), avant de se voir refoulée, sous la férule de l'occupant ottoman, vers le désert de Syrte, où elle fit souche et consolida son assise. En sa retraite cairote, le cousin Ahmed Kaddaf ad-Dam invoque des antécédents bien plus prestigieux encore. « Notre famille, assène-t-il, descend du Prophète Mohammed lui-même. Ses racines plongent jusqu'à La Mecque et à Kerbala [haut lieu du chiisme situé en territoire irakien]. Un de nos aïeux fut d'ailleurs l'un des meneurs de l'incursion musulmane dans le sud de la France, au VIIIe siècle de votre ère[6]. » Thèse pour le moins audacieuse, voire fantaisiste, notamment aux yeux de l'ex-opposant monarchiste Mansour Seif an-Nasr, héritier d'une tribu liée aux Guedadfa. « Voilà qui me laisse sceptique, avoue celui qui devint en 2011 le premier ambassadeur de la "Libye nouvelle" à Paris. En fin de règne, il est d'usage pour les dictateurs arabes de revendiquer une filiation avec le Prophète. Comme le fit Saddam Hussein en Irak, Muammar Kadhafi a ainsi sollicité la caution des *Achrâf*, les dépositaires de la généalogie sacrée, afin d'établir son statut de *chérif*, ou descendant[7]. » Aujourd'hui retiré, ce francophone juge plus crédible l'hypothèse d'une ascendance marocaine, détaillée dès 1971 dans la revue *Maghreb*[8]. Selon cet article, la tribu arabo-berbère des Guedadfa, implantée aux confins de la Tripolitaine et du Fezzan et alliée aux puissantes confréries tribales des Warfalla et des Ouled Slimane, aurait pour figure tutélaire un marabout du nom de Moussa Gueddaf el-Dem, originaire du Maroc. « Dans ma jeunesse, se souvient Seif an-Nasr, quand on évoquait les Guedadfa, il était souvent question de cet ancêtre nommé Moussa. Comme il leur manquait un chef naturel au prestige incontestable, ils se sont placés sous la tutelle militaire et politique des Ouled Slimane et, dans une moindre mesure, des Warfalla, afin d'obtenir parrainage et protection. Peut-être faut-il voir là l'une des clés, chez Kadhafi, du rejet de toute sujétion et du désir de revanche sociale. »

Dans la hutte familiale, on n'a que faire de tels arcanes anthropologiques. C'est qu'il faut batailler chaque jour que Allah fait avec un quotidien tout en rudesse et en dénuement. En lisière du désert, la nature est ingrate, les hivers sont glacés, les étés brûlants et les vents tyranniques. Chaud et sec, le *ghibli*, qui balaye aux beaux jours une steppe aride, piquée çà et là de touffes d'herbe, d'épineux ou de palmiers, atténue à peine la morsure du soleil. Décor magnifié

par Guy Georgy, légende de la diplomatie française, ambassadeur à Tripoli de 1969 à 1975, dans une hagiographie au lyrisme suranné[9] : « Un ciel immense, s'émerveille cet arabisant lettré, mangé de lumière, des lointains couleur de mauve et de lavande, des nuits scintillantes d'étoiles, des vents capricieux, torrides ou glacés, qui gémissaient une longue plainte parmi les buissons et les rocailles et faisaient chanter les dunes comme des harpes éoliennes. » Bergers semi-nomades pour la plupart, les hommes du clan se font tour à tour éleveurs, paysans et ferrailleurs. Pour arrondir de maigres revenus, beaucoup collectent et monnayent les douilles, les tôles et les carcasses que les guerriers venus d'Europe ont semées dans leur sillage. Nul doute qu'un tel décor déteint sur la psyché du garçon solitaire. Le chercheur Hervé Bleuchot lui attribue « l'unité de pensée » d'un Muammar Kadhafi affranchi de « cette déchirure si caractéristique des intellectuels arabes, cette présence obsédante de l'Autre, critique, hostile, prestigieux, devant lequel ils donnent toujours l'impression de se justifier[10] ».

L’enfance du chef

Analphabète et sans le sou, le chef de famille Mohammed Ahmed Abou Miniyar, parfois désigné sous le nom de Salam Miniar ou Abou Meniar, vit quant à lui au rythme des transhumances saisonnières, veillant sur son maigre troupeau de moutons et de cabris, dont quelques chamelles rehaussent parfois la valeur. Pour le foyer, la naissance de Muammar s’apparente à une divine surprise. C’est qu’alors âgé de près de 60 ans, le berger, père de trois filles prénommées Salma, Zadma et Atiqa, désespère de voir jamais un héritier mâle éclairer ses vieux jours. Lorsque son épouse Aïcha Ben Niran, issue d’une modeste tribu de la région de Mizda (Tripolitaine), accouche, le chevrier éprouve un intense soulagement. Soulagement teinté de crainte : le couple a déjà perdu plusieurs garçons en bas âge. Trois, selon le cousin Ahmed Kaddaf ad-Dam, tous victimes à l’en croire de l’insalubrité et des maladies endémiques qui déciment alors les parentèles les plus humbles. Parvenu aux commandes du pays, Muammar aurait d’ailleurs baptisé « Saïdi » une unité de gardes révolutionnaires, en l’honneur de l’un des trois aînés défunts. Sans doute doit-il son propre prénom aux craintes qu’inspire alors ce triple coup du sort : choisi en hommage à un marabout local dont son géniteur officiel avait sollicité l’intercession auprès du Très-Haut, Muammar peut signifier « bâtisseur » ou « promis à une longue vie ». Longue, elle le sera, mais pas autant que l’imaginait le détenteur de ce talisman originel.

Au détour d’un recueil de nouvelles intitulé *Escapade en enfer*[1], le benjamin de la fratrie livre lui-même quelques indices biographiques : « Ma mère, écrit-il, est morte, ainsi que ma sœur aînée, et l’on m’a dit que les moustiques ont tué plusieurs de mes frères et sœurs. » Dans un texte à la tonalité hyperbolique intitulé « La mort », inspiré selon lui par le chagrin que lui inflige le décès récent du vieux *paterfamilias*, le Guide dépeint en ces termes les ravages de la camarde : « Cet ennemi juré a tué mes frères en pleine vigueur, il a affamé ma famille jusqu’à la contraindre à faire le voyage vers lui. Il a leurré mes frères pour les faire jouer avec lui dans les marécages, leur faisant boire le poison et les tuant !! Quatre garçons et deux filles. Puis il a engagé des batailles terribles avec

mon père le brave. » Souvent privé de la présence de ce dernier, condamné à de longs mois d'absence par la perpétuelle quête de pâturages, le *badawi* – fils de Bédouin – grandit dans un univers féminin. « N'oublions jamais que Muammar Kadhafi a été élevé par sa mère, ses sœurs et une tante, insiste Christian Graeff, ambassadeur en Libye de 1982 à 1985. Même si son fils l'a ensuite promu au rang de héros, le papa n'a jamais vraiment compté[2]. » Si douce fût-elle, l'emprise de ce gynécée pèse sur la vision ambiguë, voire contradictoire, que le futur Guide se forge de la femme : une quasi-égale certes, entravée par le joug patriarcal, mais astreinte au strict respect de la primauté du mâle…

Les récits épiques, volontiers enjolivés, de la résistance à l'envahisseur italien bercent l'enfance du gamin. Il est question d'un grand-père tombé au champ d'honneur du Fezzan, du trépas d'un grand-oncle prénommé Khamis, abattu en 1915 tandis qu'il fonce à l'assaut de la mule à eau d'un détachement ennemi, du père blessé par balle, de bombardements allemands et de batailles de chars dans les sables. Dans un documentaire télévisé d'Éric Rouleau, tourné en 1984, on voit Kadhafi escorter le journaliste du *Monde* et futur diplomate jusqu'au large fauteuil qu'occupe Mohammed, centenaire chenu au visage strié de rides et aux yeux mi-clos sous son calot. Blouson gris, tignasse indomptée, le Guide, assis sur l'accoudoir, caresse en fils prévenant et affectueux le front du vieillard avant de retrousser son abaya, histoire de dévoiler à la caméra une cicatrice sous l'épaule gauche, stigmate supposé d'un tir de l'occupant ; et de vanter sa vaillance patriotique. Terrassé au printemps suivant par le fardeau de l'âge – « c'est la première fois que je l'ai vu se rendre sans combat », écrit le fils –, l'aïeul sera, comme l'avait été sa compagne Aïcha, disparue en 1978, inhumé au cimetière des Martyrs d'al-Hani, à Tripoli. Là où, parfois, Muammar conduira les chefs d'État étrangers de passage, le temps d'un dépôt de gerbe. Dans la nouvelle précitée, il poursuit ainsi son réquisitoire contre l'ange de la mort : « Il est arrivé avec la campagne de [Antonio] Miani [officier du corps expéditionnaire mussolinien] à al-Qardabiya [base militaire au sud de Syrte], portant la tenue des soldats italiens et érythréens, tout cela pour tuer mon père. Mon père qui s'est mis à lutter férocement avec lui, lui qui avait tué mes frères. Mon père qui avait pris la décision de se venger de la mort. C'est pourquoi il a tué un grand nombre des soldats du colonel Miani. » L'auteur décrit ensuite les neuf impacts de balle relevés sur les vêtements et le corps du justicier paternel, stigmates d'un fait d'armes survenu trois ans avant la bataille où fut touchée, près d'une mine de sel, la fameuse épaule. Une autre épreuve offre à l'héritier l'occasion d'exalter la pugnacité paternelle : par une nuit sans lune, le berger aurait survécu aux deux morsures – l'une au talon, l'autre à la main – de « serpents mouchetés » jaillis de buissons d'acacia. L'antidote salvateur : un vomitif à base de thé rouge corsé et non sucré. Peut-être en octobre 2011, à l'heure de la fugue fatale, le Guide déboussolé songera-t-il à ces épisodes, y puisant l'espoir d'un dénouement miraculeux.

Héroïsation outrancière ? Probable. « Chez nous, nuance Mansour Seif an-Nasr au risque d'écorner la légende, deux thèses ont toujours circulé. L'une accorde à Mohammed Ahmed Abou Miniyar et à son frère, l'oncle de Kadhafi, la dignité de résistants ; l'autre suggère qu'ils furent l'un et l'autre recrutés par l'occupant. Pas exclu : à l'époque, il n'était pas rare de passer d'une rive à l'autre[3]… » Une certitude : sur les deux berges, le décor sent la poudre. « Nous étions sous le feu de la mitraille de la Deuxième Guerre mondiale, confiera Kadhafi à l'universitaire languedocien Edmond Jouve, auteur en 2004 d'un recueil d'entretiens d'une complaisance divertissante[4]. Des pays se battaient sur notre terre. Nous ne savions pas pourquoi. Des avions survolaient notre pays. Nous recevions des bombes ; des mines explosaient un peu partout. » Et lui, à quoi occupait-il donc ses journées ? « Je gardais les troupeaux. Je semais. Je cultivais la terre », précise-t-il au président de l'Académie des sciences d'outre-mer, par ailleurs caudataire impénitent du régime nord-coréen. De fait, comme tous les gosses de la tribu, Muammar prend soin d'une poignée de caprins, sarcle les quelques arpents plantés d'orge et de blé et s'acquitte des corvées domestiques. Une vie rude et austère qui, soutiennent ses contemporains, lui trempe le caractère. À en croire l'entourage d'alors, le fils unique sort d'emblée du lot. On le dit serviable, tantôt enjoué, tantôt taciturne et contemplatif, attentif au verbe des anciens, qu'ils narrent les riches heures de la tribu ou exaltent la bravoure des bergers face aux séides du *Duce* Benito Mussolini. Écoutons le témoignage de son père Mohammed, tel que recueilli en 1975 par la journaliste italienne Mirella Bianco[5] : « Lui était si différent des autres. Bien sûr, il semait et récoltait comme nous tous, surveillait les chèvres et les chameaux. Mais il était si sérieux, si calme, d'humeur égale, toujours souriant. Guère joueur, se tenant à l'écart de ses cousins et enclin à la méditation. »

« Géniteur officiel », est-il écrit plus haut. Un doute, même ténu, subsisterait-il quant à l'hérédité du seul garçon d'Aïcha et Mohammed ? Une ombre en tout cas. Certains des 310 habitants du village de Vezzani, en Haute-Corse, croient ainsi dur comme fer que le véritable père du Guide libyen n'est autre qu'un enfant du pays, né en 1915 et répondant au nom d'Albert Preziosi ; un officier des Forces aériennes françaises libres et futur pilier de l'escadrille Normandie-Niémen, abattu en juillet 1943 dans le ciel de l'URSS. Formulée de la sorte, l'hypothèse ressemble à s'y méprendre à un canular, né dans l'esprit fertile d'un bonimenteur. La piètre fiabilité de la source initiale – l'hebdomadaire *Minute* – ne peut qu'alimenter le scepticisme. « Kadhafi est-il le fils d'un capitaine corse ? », titre le brûlot d'extrême droite dans son édition du 3 novembre 1976. Dans l'article, fort peu étayé, il est question de la « ressemblance frappante » entre l'aviateur et l'insaisissable colonel. Mais aussi, pour l'anecdote, de la formation récente à Tripoli d'un « gouvernement

populaire » insulaire en exil. Si invraisemblable soit-il, le scénario mérite le détour.

Contraint par une avarie mécanique d'abîmer son Hurricane dans les dunes, Preziosi, légèrement blessé, aurait été recueilli par une tribu bédouine. Convalescence féconde, puisqu'une brève idylle lie alors, paraît-il, le rescapé à une jeune femme du cru, qu'il quitte enceinte de ses œuvres… Avant même d'être relayée par *Minute*, la rumeur avait circulé dans un cercle restreint d'initiés. Pour preuve, cette anecdote, rapportée notamment par l'écrivain libanais Alexandre Najjar[6]. En janvier 1974, dans les coulisses d'une visite de Kadhafi à Zinder (Niger), son hôte le président Hamani Diori aurait glissé cette confidence à son chef du Bureau renseignement-sécurité, François Quilichini, un ancien des Renseignements généraux d'Ajaccio : « Vous venez de serrer la main d'un compatriote. » Romanesque en diable, l'intrigue achoppe sur de robustes écueils, chronologiques, géographiques et culturels. Le « crash » de Preziosi date semble-t-il du printemps ou de l'été 1942. Comment dès lors aurait-il pu concevoir un enfant né, à en croire la chronique officielle, en juin de la même année ? À moins, bien entendu, d'accorder quelque crédit à la version qui situe la véritable naissance à Misrata dans les premiers mois de 1943… Le 16 février 2008, le site bakchich.info consacre au mystère une longue enquête. Dévoilant notamment une correspondance en date du 15 mars 1999, à en-tête du Service historique de l'Armée de l'air, sur l'hypothétique filiation corse. Il s'agit de la réponse que le général Silvestre de Sacy, patron dudit service, apporte à la requête d'un colonel acquis au scénario d'une mise au monde en 1943 et s'enquérant de la crédibilité du on-dit. Si tel fut le cas, objecte le général, la conception remonterait au deuxième trimestre 1942, à l'époque où le groupe Alsace du capitaine Preziosi stationnait à Fuka (Égypte), soit à plus de 600 bornes du désert de Syrte, et à un bon millier de kilomètres de l'oasis de Sebha. « Il est exclu que Preziosi ait été dans ces différents lieux », tranche Sacy, avant d'invoquer le témoignage recueilli auprès d'un compagnon de chambrée de l'« as » corse qui « permet de penser que ces rumeurs sont totalement dénuées de tout fondement ». « Un cas d'école de propagande hostile, peste en écho le cousin Ahmed Kaddaf ad-Dam. Ce pilote s'est égaré dans l'Ouest libyen, là où la famille du Guide n'a jamais séjourné[7]. »

Le site mentionné ci-dessus exhume en outre les souvenirs d'un camarade de l'insulaire volant, Georges Masurel. Lui fait état d'un avion porté disparu à l'été 1942 ; du retour à la base, un mois plus tard, du pilote un temps donné pour mort ; et des récits du miraculé, qu'il s'agisse de sa retraite chez les Bédouins ou de sa liaison avec une fille… de la haute bourgeoisie. À en croire le même Masurel, l'enfant né de cette brève union aurait d'ailleurs été envoyé à l'étranger. Profil incompatible avec la trajectoire du petit Muammar, dont aucun familier ne mentionne la moindre escapade hors de Libye. Pas de quoi pour autant anéantir la légende. L'auteure du récit, Anne Giudicelli, cite ainsi dans la

même enquête Jean-Pierre Pagni, maire de Vezzani, village natal de l'illustre aviateur. « La commune, indique l'édile, est disposée à offrir à Muammar Kadhafi un terrain, où il pourrait planter sa tente ou bâtir une maison. » D'autres élus locaux attribuent pour leur part à cette improbable parenté l'empathie active que le tombeur du roi Idris Ier affiche envers les indépendantistes du Front de libération nationale corse (FLNC). Ils ignoraient alors que les Mirage et les Rafale de l'opération *Harmattan*, déclenchée le 19 mars 2011 contre le timonier de la Jamahiriya, décolleraient de la base aérienne 126 de Solenzara, en Corse du Sud. Le nom de ladite base ? « Capitaine Preziosi »…

S'il admet des incertitudes, voire des incohérences quant aux dates et aux lieux, et s'il se veut discret par égard pour la famille du glorieux fils de l'île de Beauté, Yves Donjon, administrateur du mémorial Normandie-Niémen, se dit néanmoins « presque convaincu » de la véracité de cette paternité. « J'ai eu accès, avance-t-il, à des éléments probants, laissés par un autre pilote qui a connu les Kadhafi. Même si je crois plutôt au scénario de la fille de l'élite locale qu'à celui de la pauvre paysanne[8]. » Et de suggérer cette variante inédite : le nouveau-né aurait pu être adopté à sa naissance. « Seule une analyse ADN, conclut-il, permettrait de lever l'hypothèque. Mais la famille Preziosi s'y est toujours opposée. » En son refuge niché au pied de la montagne Sainte-Victoire, non loin d'Aix-en-Provence, le diplomate retraité Christian Graeff confesse une intuition analogue. « Je suis certain, assène-t-il, que le Guide est né d'un père venu d'ailleurs. Je ne crois pas que le vieil homme présenté à tous – le centenaire Abou Miniyar – fut son père biologique. Qui est Muammar Kadhafi ? Sans doute le fils d'un Italien ou d'un Corse, voire d'un marchand juif. Sa mère avait fauté, c'est sûr[9]. » Admettons un instant avec lui qu'Aïcha ait pu, dans un moment d'égarement, commettre l'adultère. Avec qui ? Mansour Seif an-Nasr, l'ancien ambassadeur à Paris, écarte l'amant corse. « Au sein de l'élite urbaine, pourquoi pas ?, suggère-t-il. Mais dans un campement bédouin, c'est culturellement inconcevable[10]. » Lui hasarde une présomption bien moins exotique, inspirée par les confidences recueillies en 2014 auprès d'un ponte de la médecine légale libyenne. « Cet expert, révèle-t-il, a effectué des prélèvements sur la dépouille de Kadhafi, avant de les confronter aux patrimoines génétiques de son père et de sa mère. Il en a conclu que l'authentique géniteur était son oncle Himed, frère de Mohammed. Son verdict n'a rien d'incongru : à l'époque, ce genre d'incartade au sein d'une même tribu était assez fréquent. » Las ! Le légiste, tétanisé par la crainte de représailles, refuse de témoigner, fût-ce sous le sceau de l'anonymat. En décembre 2016, précise an-Nasr, il attendait toujours le feu vert du procureur général de Tripoli pour affiner ses investigations.

Avec la liberté du romancier, l'écrivain algérien Yasmina Khadra ébrèche lui aussi le tabou adultérin dans un essai fiévreux, truffé de notations exactes, ou à tout le moins crédibles[11]. Au détour d'un soliloque fictif et halluciné, Kadhafi y

dévoile au seuil de la mort ses tourments de « bâtard ». Il est vrai que l'auteur de *Ce que le jour doit à la nuit* l'imagine aussi orphelin d'un père tué dans un duel déclenché afin de laver l'honneur bafoué du clan ou banni de la tribu, voire écrasé par un char de Rommel…

Nul ne s'étonnera qu'Ahmed Kaddaf ad-Dam, ex-émissaire personnel du Guide, balaye d'un revers de la main ces tortueuses conjectures généalogiques. D'autant que les traits de son propre visage rappellent immanquablement, en moins ravagés, ceux du disparu. « Foutaises !, s'insurge-t-il. Non-sens total ! Atiqa, la sœur de Muammar, était d'ailleurs son sosie féminin[12]. » Allusion à l'une des trois aînées, décédée en septembre 2016 et enterrée alors à Fayoum, au sud-ouest du Caire. Le parent, lui-même établi sur les bords du Nil, récuse avec un égal mépris les « ragots » relatifs aux éventuelles racines juives de l'illustre cousin. « Une légende, insiste-t-il, diffusée dès les années 1980 par des exilés libyens inféodés aux États-Unis, désireux de le discréditer auprès de ses compatriotes, des Arabes et des musulmans du monde entier. » Serait-ce donc si simple ? « Non, objecte Mansour Seif an-Nasr. Au temps de la monarchie, sunnites et juifs vivaient ensemble. J'estime à 50 % le taux de probabilité de la judéité de Kadhafi[13]. » Vieille histoire, là encore. « Est-il Juif ? », titre ainsi le 11 janvier 1986 le quotidien français *Le Matin*, se faisant l'écho du « scoop » d'un hebdomadaire ultra-orthodoxe de Jérusalem, *Erev Chabbat*. La grand-mère de Kadhafi, de confession hébraïque selon cette publication, aurait été kidnappée par un cheikh fortuné ; à moins qu'elle n'ait fui pour ce dernier un époux coléreux. Qu'à cela ne tienne : son nouveau compagnon l'emmène dans une oasis proche de la frontière tunisienne. De cette union naissent plusieurs enfants, dont la future maman de Muammar. Lequel serait donc lui-même juif, en vertu de la loi rabbinique… En 2011, à l'heure où vacille la Jamahiriya, la chaîne de télévision israélienne Channel 2 diffuse les interviews de deux Israéliennes d'origine libyenne, dont la plus âgée se prétend cousine au deuxième degré du paria. Sa petite-fille, nommée Rachel Saada, dégaine pour sa part un récit certes moins chevaleresque que celui de l'enlèvement au sérail, mais qui aboutit à la même conclusion : Kadhafi appartient bien au peuple élu. En septembre de la même année, quand sonne le glas de la débâcle, voici qu'une famille de Netanya, cité balnéaire au nord de Tel-Aviv, apparentée à l'en croire au Guide en perdition, lui suggère de faire son *alyah* – en clair d'émigrer vers l'État hébreu – et de demander la citoyenneté israélienne.

En 2013, le journaliste libanais Ghassan Charbel, aujourd'hui directeur du quotidien saoudien *Asharq al-Awsat*, rassemble dans un ouvrage en arabe les confessions de cinq compagnons de route du défunt colonel[14]. Parmi eux, Nouri al-Mismari, à qui échoit à deux reprises – de 1982 à 1990, puis de 1997 à 2010 – la tâche ô combien ingrate de régir le protocole du Guide. « Lors d'une partie de chasse en Roumanie, confie à Charbel l'ex-chambellan empressé au teint pâle et

à la chevelure blond-blanc, il [Muammar Kadhafi] a fait tuer un des officiers libres, Saleh al-Farouah, car celui-ci détenait des preuves que sa mère était juive. » De même, deux diplomates en poste à Rome, dont un ambassadeur du nom d'Ammar Daou, désireux d'alerter le colonel de l'apparition en Italie de documents relatifs à son hypothétique ascendance hébraïque, auraient été liquidés à la même époque. Une certitude : quiconque s'astreint à lire ou relire l'épaisse collection des discours, écrits et entretiens du colonel ne peut que relever la bienveillance paradoxale que celui-ci manifeste envers le peuple de Sion. S'il voue aux gémonies l'État d'Israël, Kadhafi exalte volontiers la destinée tragique d'une communauté persécutée partout et de tout temps, maintes fois protégée à l'en croire par les Arabes. « Vers 1948 ou 1949 – j'étais un petit garçon mais je m'en souviens –, insiste-t-il en septembre 2009 dans le magazine américain *Time*, les Juifs étaient ici en Libye. Il n'y avait ni animosité ni haine entre nous. Ils étaient commerçants itinérants, très respectés. Ils faisaient leurs propres prières. Ils parlaient arabe, portaient des vêtements libyens. » « Je ne suis pas contre les Juifs, assurait-il un quart de siècle auparavant à Éric Rouleau. Je suis avec les innocents et les persécutés. Les Juifs sont victimes du sionisme. Je ne hais pas les Américains. Eux aussi sont victimes du sionisme, tout comme les Arabes. Le sionisme utilise le judaïsme comme instrument de combat. » S'il demeure réfractaire à la névrose négationniste, Kadhafi déclinera en innombrables variantes la thèse résumée ainsi en 1986 dans un quotidien libanais : « Nous sommes pour la disparition de l'État d'Israël. Nous ne sommes pas contre les Juifs, mais ne pouvons pas payer le prix des crimes d'Hitler et de la persécution dont ils furent victimes. » « Pourquoi les Juifs sont-ils venus d'Europe en Palestine ?, insiste-t-il à la même époque dans l'hebdomadaire américain *US News and World Report*. Parce que vous les persécutez en Europe. Nous ne devrions pas payer le prix de leur persécution[15]. »

Il n'empêche : la mansuétude revendiquée vis-à-vis des adeptes des religions du Livre résistera mal à l'épreuve du temps et des faits. Pour preuve, le sort des Libyens de confession hébraïque, expropriés eux aussi et expulsés par centaines à l'heure de la révolution de 1969. Par ailleurs, Muammar Kadhafi n'envisage-t-il pas, en avril 1973, de couler le paquebot *Queen Elizabeth 2*, affrété pour le compte de banquiers et hommes d'affaires juifs désireux de commémorer à Tel-Aviv la création de l'État d'Israël ? Quant aux chrétiens, ils n'échappent ni à la confiscation de leurs églises, ni au bannissement de leurs pasteurs, anglicans en tête. À Tripoli, la cathédrale du Sacré-Cœur-de-Jésus se mue en mosquée Gamal-Abdel-Nasser ; et si son clocher survit, comme le crucifix qui le coiffe, à cette « conversion », le voici orné de l'effigie de l'officier putschiste. Travaillé par une forme d'universalisme syncrétique, le pieux Muammar ménage pourtant la communauté chrétienne. Pour la fête de Noël millésime 1970, il offre ainsi aux plus choyés de ses membres des caisses de vin italien entreposées dans les

caves de Misrata, et ordonne aux navires à l’ancre en rade de Tripoli d’actionner leur sirène à minuit pile.

À l’école de la subversion

Gamin, Muammar ne caresse semble-t-il d’autre rêve que de devenir un grand berger. « J’ai vécu dans un milieu bédouin dans le plein sens du mot, parmi les nomades et sous la tente, racontera-t-il sur un mode un rien nostalgique. On vivait de l’agriculture primitive, on labourait par traction animale, on moissonnait à la main, on amenait au pâturage les chameaux, les chèvres, on montait à cheval, on chassait[1]. » Le garçon apprend à marquer le bétail de la tribu, suit les fauconniers qui chassent outardes et flamants roses, se gave les jours de chance de pâte de datte confite dans la graisse de chameau et jette des pierres au fond des puits pour s’attirer les bonnes grâces de la providence. Mais sa vivacité d’esprit et sa soif d’apprendre incitent son père à le confier, en l’absence d’école au sein du campement, à un *faqi*, professeur de religion itinérant. C’est à ce cheikh qu’il revient de lui enseigner le Coran. Dans le roman déjà cité, Yasmina Khadra met en scène parmi les élèves déguenillés d’une *madrassa* – école coranique – de fortune un garçon de 7 ans, le buste penché sur sa planchette de bois, soumis comme ses congénères aux diktats d’un précepteur atrabilaire. « Comme il comprenait vite !, s’extasie Abou Miniyar auprès de Mirella Bianco. Il ne quittait pas son maître d’une semelle[2]. » Impressionné par ses progrès rapides, un oncle venu de Sebha, fonctionnaire subalterne dans la police, recommande à la famille d’envoyer le prometteur puîné dans un établissement primaire de Syrte, tenu par la confrérie musulmane senoussi. Initiative vivement encouragée par un aïeul du clan. « Nous étions tous analphabètes, explique Abou Miniyar à la même Mirella Bianco. Il fallait qu’il étudie, lui, mon fils unique. Il en avait tellement envie. Mais ce fut un véritable sacrifice. Nous étions si pauvres… » À en croire d’autres confidences, le père aurait même vendu plusieurs chameaux pour financer la scolarité. Muammar a alors 9 ou 10 ans. Une fois par semaine, il parcourt à pied, voire à dos d’âne si la chance lui sourit, les 30 kilomètres qui séparent le hameau natal de Syrte. Sur place, le garçon dort dans la mosquée ou sous une véranda et se nourrit chichement, notamment de dattes séchées. Retour à Wadi Jarif, qui « sera toujours », à ses yeux, « le plus beau pays du monde », le week-end, soit jeudi et

vendredi. Et plus souvent encore lorsque vient le temps des moissons, quitte à « zapper » quelques cours. Là encore, Muammar ne tarde pas à se distinguer. « Il avait en lui quelque chose de bizarre, une sorte d'autorité innée qui en faisait tout naturellement un chef[3] », insiste un camarade de classe. Le *badawi* brûle les étapes, avalant en quatre ans les six années du cycle primaire. Reste que sous l'envol méritocratique affleure l'épreuve sociale : le fils de berger et ses condisciples aiguillonnent le dédain des rejetons de la bourgeoisie côtière, prompts à railler les « ploucs » bédouins, la rusticité de leurs vêtements et la rugosité de leur accent. De quoi aiguiser un peu plus la conscience de classe de celui qui, adulte, prétendra théoriser une forme inédite de socialisme islamique. Dans l'immédiat, Muammar oppose à la morgue des nantis une fierté inébranlable et son ardeur à la tâche. Tous ses condisciples le dépeignent sous les traits du bosseur obstiné, préférant l'étude au jeu, avide de dévorer livres et journaux. Tropisme intact à l'époque des années lycée. Son professeur d'histoire-géographie, cité par le diplomate dissident Mohammed al-Megaryef dans un récit paru en arabe en 2008, se souvient d'un adolescent enclin à s'isoler dans la cour quand sonne l'heure de la récréation, « un peu comme sur son îlot ».

Au mitan de la décennie 1950, la famille quitte le campement et met le cap au sud. Direction Sebha, où l'on s'installe chez l'oncle Omar. « Il a vécu chez nous avec ses parents et ses sœurs, raconte le cousin Ahmed Kaddaf ad-Dam, et fréquenté le collège local. À son arrivée, il connaissait déjà le Coran dans son intégralité. À l'école, on l'a propulsé dans la deuxième classe dès le premier jour, et dans la troisième à la fin de la semaine. Ce qui a d'ailleurs incité mon père à organiser une fête en son honneur à la maison. En clair, ce garçon était anormalement intelligent. Chez lui, au village, il n'avait ni électricité, ni téléphone, ni radio. Nous, nous avions un gros poste à galène. On écoutait donc ensemble l'antenne arabophone de la BBC et La Voix des Arabes[4]. » Allusion à la station égyptienne qui propage alors les harangues incandescentes de Gamal Abdel Nasser, icône montante du nationalisme panarabe, parvenu aux commandes du grand voisin de l'est en 1954. Lycéen, le jeune Kadhafi reste un fervent auditeur des ondes cairotes. Dans le documentaire d'Éric Rouleau mentionné plus haut, un des compagnons de l'internat de Sebha décrit, gestes à l'appui, l'effet que produit sur lui le verbe de Nasser : dès que retentit sa voix, Muammar monte le volume et brandit le récepteur, élevé à bout de bras, afin d'abreuver toute la chambrée des exhortations de l'éclaireur égyptien. Exhortations que lui-même apprend par cœur et déclame devant ses camarades de classe, juché au besoin sur un tabouret. Et ce, sous le regard parfois complice d'enseignants venus eux-mêmes du royaume des pharaons, du Soudan ou de Palestine. Bien sûr, l'apprenti rebelle fait son miel des journaux, tracts et ouvrages qui, prohibés par la monarchie, circulent au lycée sous le *barracan*, cette cape de laine brute prisée des Bédouins. Ses bréviaires ? *La Philosophie de la Révolution*, œuvre du *raïs* vénéré, et *Révolte sur le Nil*, d'un certain Anouar

al-Sadate, son futur successeur. « Nul doute que son éveil idéologique fut précoce, soutient Kaddaf ad-Dam. Quand nous étions ados, il se ruait sur les essais historiques et politiques, et m'a d'ailleurs prêté trois bouquins, consacrés respectivement aux révolutions française, russe et égyptienne. Cadeau assorti de cette injonction : "Reviens me voir quand tu les auras tous lus." » Un autre héros, disparu celui-là, décuple l'ardeur de Kadhafi et des siens : Omar al-Mokhtar, figure légendaire de la résistance au colonialisme italien. En juin 2009, lorsque le Guide débarque pour la première fois à Rome, il porte en sautoir la photo de l'arrestation, le 12 septembre 1931, du martyr révéré, djellaba claire et mains enchaînées, pendu quatre jours plus tard, au lendemain d'un procès expéditif. D'emblée, Muammar Kadhafi juge de son devoir de « venger » l'infamie passée. Dès juillet 1970, dix mois après son accession au pouvoir, il ordonne ainsi la saisie des terres et des biens des colons transalpins, auxquels il reproche leur mépris des autochtones et leur propension à vivre en vase clos. Corollaire de ces expropriations, l'expulsion de 15 000 à 20 000 enfants de la Botte.

La sujétion d'une Libye partagée en zones d'influence dès 1942 – aux Britanniques la Tripolitaine et la Cyrénaïque, aux Français le Fezzan – exacerbe le patriotisme des jeunes disciples de Nasser. Pour Guy Georgy, que plongent dans l'extase « la force morale, le caractère aimable et ferme, l'élégance, l'autorité naturelle, la rigueur religieuse et la serviabilité » de Muammar Kadhafi, ce dernier « prend alors conscience de l'aliénation de son pays et de l'injustice de l'histoire[5] ». En donnant corps à l'idéal nassérien, si embryonnaire soit-il alors, la proclamation le 1er février 1958 de la République arabe unie, ou RAU, née de l'union entre l'Égypte et la Syrie, fait vibrer la nouvelle vague. De Tunis à Bagdad, toute une génération se prend à rêver de l'émergence d'une nation commune, assez puissante pour torpiller les desseins impérialistes de l'Occident et saper l'arrogance d'Israël.

Voici venu le temps, non loin de la citadelle de Sebha, des discrets conciliabules sous un palmier, à la lueur d'un fanal bricolé. Agitateur-né, Muammar, qui se sent investi d'une mission sacrée, sermonne ses compagnons et, déjà, jette les bases d'un réseau clandestin. Puis, au risque de s'exposer, sort du bois, orchestrant des manifestations devant le consulat de France local. C'est que les griefs envers la patrie de Robespierre et de Napoléon Bonaparte – deux de ses idoles –, tutrice du Fezzan et dotée à ce titre d'une base militaire non loin de l'aéroport local, ne manquent pas. À commencer par l'asservissement colonial de l'Algérie et les essais nucléaires conduits au Sahara. Autre fait d'armes du meneur, la grève des cours qu'il anime chaque 2 décembre, jour anniversaire de la fameuse déclaration Balfour de 1917, fondement de l'établissement d'un « foyer juif » en Palestine. L'assassinat en janvier 1961 du Congolais Patrice Lumumba, incarnation pour Bruxelles et Washington de la

subversion communiste en terre d'Afrique, enrichit le martyrologe des insoumis de Sebha. Au point que leur figure de proue organise dans l'enceinte même du lycée des funérailles symboliques, avec oraison funèbre et transport jusqu'au milieu de la cour d'un cercueil ceint d'une banderole ainsi libellée : « Lumumba, martyr de l'Afrique, mort pour la liberté, contre l'impérialisme et le racisme. » Considéré à juste titre comme le cerveau de la fronde, l'inflexible Bédouin est arrêté à deux reprises. « C'est dans une cellule bondée, précise Ahmed Kaddaf ad-Dam, qu'il fait alors la connaissance d'Abdessalam Jalloud, son futur second. Tous deux y scandaient des slogans hostiles à la monarchie[6]. »

L'union est un combat… souvent perdu. À l'automne 1961, le retrait de Damas de l'union forgée trois ans plus tôt avec l'Égypte plonge le « fan-club » de Nasser dans un mélange de colère et d'amertume. Autant dire qu'une décennie plus tard, la figure de proue du Conseil de commandement de la révolution (CCR), l'organe exécutif surgi sur les cendres de la monarchie, goûtera à sa juste valeur la revanche que lui offre alors la signature – le 17 avril 1971 – du document fondateur de la Fédération tripartite syro-égypto-libyenne… Pour l'heure, l'avant-garde militante de Sebha surmonte son dépit en brandissant des portraits du *raïs* et en collectant des dons appelés à financer l'envoi au Caire de télégrammes de soutien. Mais voilà : le 5 octobre, un défilé censé dénoncer le divorce syro-égyptien dégénère et vire à l'émeute. Insurrection teintée de puritanisme religieux : le noyau dur des activistes réduit en miettes les baies vitrées d'un hôtel coupable de servir de l'alcool. C'en est trop pour les notables du cru. Imputant non sans raison à l'insolent boutefeu bédouin les saccages perpétrés, ils préconisent son exclusion de tous les établissements scolaires du royaume. Et seule l'intercession d'un membre influent de la famille Seif an-Nasr, chaperon de l'interne rebelle, permet de circonscrire à la seule province du Fezzan l'aire du châtiment. Voilà pourquoi Muammar doit se résoudre à s'installer à Misrata, cité côtière de la Tripolitaine, histoire d'y poursuivre son cursus chaotique. Là, il parvient à s'inscrire, sous la tutelle d'un magistrat local lié à son clan, en deuxième année de lycée. « J'ai commencé à préparer la révolution dès la classe de seconde, précise-t-il à Edmond Jouve dans l'ouvrage mentionné précédemment. C'est là que je me suis mis à constituer des cellules clandestines parmi les élèves[7]. » Sans doute le romancier Yasmina Khadra n'a-t-il pas tort de prêter à « son » Kadhafi imaginaire cette fanfaronnade : « À l'école de Sebha, puis à celle de Misrata, mes camarades buvaient mes paroles jusqu'à l'ébriété[8]. »

Fini le temps des murmures. Quitte à passer pour des matamores, les jeunes nassériens affichent leur ambition : détrôner le roi Idris Ier, ravalé au rang de marionnette de l'Occident colonial. Comment s'en étonner ? Ils exècrent l'indolent souverain, ce félon qui eut le front, lors du brusque accès de fièvre déclenché en octobre 1956 par la nationalisation du canal de Suez, d'autoriser

les chasseurs-bombardiers britanniques à décoller de leurs bases en territoire libyen, endossant ainsi l'infamante livrée du supplétif de l'alliance secrète scellée contre le *raïs* par Israël, la France et le Royaume-Uni. Chez le barbier, l'audacieux Muammar ne craint pas d'asséner, l'index pointé sur le portrait du monarque, cette sentence prémonitoire : « Plus tard, nous prendrons sa place[9]. » Il se permet aussi, paraît-il, de défier l'inspecteur britannique de son « bahut » misrati, un certain Johnson, coupable de lui faire grief d'avoir soufflé une réponse à un voisin de pupitre. « Vous n'êtes rien de plus qu'un agent de l'impérialisme ! », lui aurait-il lancé. Dans un vieux documentaire de propagande en noir et blanc, cocktail aussi naïf qu'édifiant d'images d'archives et de scènes de fiction, on voit le réfractaire refuser de se lever quand le fameux Johnson pénètre dans sa classe, puis lui agite sous le nez un porte-clés à l'effigie de Gamal Abdel Nasser, tombeur, dès juillet 1952, du roi Farouk, monarque corrompu et inféodé à la Couronne britannique. Message reçu, Sir ? L'Anglais le somme alors de sortir. « C'est vous qui devriez partir pour de bon, riposte la forte tête. Pas seulement de cette salle, mais de notre pays. » Intitulé *4 000 jours*, ce pensum filmé relate pieusement, deux heures durant, la longue marche vers le pouvoir de l'enfant de Wadi Jarif. Tout y est, agencé en tableaux grandiloquents : l'austère quotidien du désert, l'école, les palabres sous les palmiers, les manifs, les interrogatoires, le cachot, le tribunal, l'exil intérieur à Misrata. Dire que l'ancienne Tubartis, fondée par les Romains au IIIe siècle de notre ère, deviendra en 2011 le bastion emblématique de la résistance à la contre-offensive des forces kadhafistes ; et que c'est dans une chambre froide de son marché de gros qu'échoueront, à l'heure de l'hallali, les cadavres livides du Guide et de son fils Moatassem…

Si l'on en croit les détails distillés au fil de ses interviews et les récits de ses biographes les plus obligeants, Kadhafi le stratège de la subversion n'a pas étouffé Muammar l'élève surdoué, si avide de s'instruire. Et qui décroche en 1963 l'équivalent d'un baccalauréat philo-lettres. Mieux, le Bédouin révolté fréquente assidûment la bibliothèque du lycée, où il découvre les penseurs du socialisme utopique à la française, mais aussi les thèses d'un Karl Marx trop athée pour être honnête à ses yeux, ou les écrits de Mao Zedong et de Fidel Castro. « Mais seulement, précise-t-il à Mirella Bianco, pour y trouver des informations sur les moyens de prendre le pouvoir[10]. » L'agitateur précoce lit encore le théoricien militaire prussien Carl von Clausewitz, le « chancelier de fer » Otto von Bismarck, les nationalistes italiens, l'Anglais Charles Dickens et, bien sûr, l'historien, philosophe et diplomate arabe du XIVe siècle Ibn Khaldun, incarnation de l'érudition. Dans son panthéon cosmopolite, l'Américain Abraham Lincoln, pionnier de l'abolition de l'esclavage, côtoie le Chinois Sun Yat-sen, l'un des tombeurs de la dynastie Qing. Parmi ses auteurs favoris figure également Montesquieu, prophète du libéralisme éclairé et de la nécessaire

séparation des pouvoirs… En 2012, son ex-interprète francophone Moftah Missouri, lui-même épris de poésie ronsardienne et titulaire d'un doctorat en histoire de la Sorbonne, raconte à Pierre Prier, alors journaliste au *Figaro*, avoir sauvé au printemps 2011, dans le bureau du Guide dévasté par les raids de l'Otan, une édition ancienne de *L'Esprit des lois*, offerte en cadeau par le président Jacques Chirac lors de sa visite officielle à Tripoli, le 24 novembre 2004[11]. Pour l'anecdote, ce traducteur s'ingéniait parfois à pimenter la prose jamahiriyenne d'une référence littéraire. C'est ainsi que le communiqué proclamant le lancement solennel de l'Union africaine (UA), le 9 septembre 1999[12], s'ouvre en version française sur cet hommage subliminal à Julien Gracq : « Nous sommes réunis aujourd'hui sur les rivages des Syrtes… » Au détour de sa confession au *Figaro*, Missouri décrit un Guide « féru d'histoire militaire », admirateur de Louis XIV et d'Erwin Rommel. Inclination logique s'agissant du Roi-Soleil : l'État, c'est moi, le non-État aussi, et l'État des masses – la Jamahiriya, modèle doctrinal imposé en 1977 – tout autant. Engouement plus friable quant au Renard du désert. Lors d'un stage en Angleterre dont il sera question sous peu, le fringant cadet aurait rédigé un mémoire visant à démontrer que celui-ci ne fut au fond qu'un médiocre stratège de l'arme blindée. Mémoire que sa hiérarchie galonnée aurait désavoué et dont nous n'avons hélas pu dénicher nulle trace. « De retour au pays, avance l'ancien diplomate Mansour Seif an-Nasr, il en a soumis le manuscrit à un éditeur, imprimeur et libraire qui, le jugeant trop léger, a lui aussi refusé de le publier[13]. » Ce lecteur supposé insatiable aurait-il un ouvrage de chevet ? « Aucun livre, en dehors du Coran bien entendu, n'a eu une influence déterminante sur ma manière de penser[14] », répond-il dans un entretien avec Éric Rouleau. Avant de préciser qu'il juge *Le Contrat social*, œuvre maîtresse de Jean-Jacques Rousseau, « d'une grande actualité en Libye ». Parrainage de nouveau revendiqué en juillet 1973, lors d'une interview accordée à la chaîne de service public Antenne 2 : « Je réalise, soutient-il, la démocratie directe dont parlent les philosophes, notamment Rousseau. »

Il était une fois sa révolution

Convaincu du rôle moteur qui échoit à l'armée dans l'implacable combat contre la servitude néocoloniale, Muammar Kadhafi rallie dès 1963 l'académie militaire de Benghazi. Sebha, Misrata, Benghazi : en jetant l'ancre dans la capitale de la Cyrénaïque, futur berceau de l'insurrection civique de 2011, il boucle ainsi la boucle d'un apprentissage amorcé au Fezzan, puis enrichi en Tripolitaine. Choix tactique, moins dicté par la fascination pour l'uniforme que par l'impératif d'efficacité. « Ce n'était pas pour devenir des soldats de métier, précise-t-il à Edmond Jouve, mais pour infiltrer cette institution et préparer la révolution[1]. » « Mon cousin adopte alors une approche très méthodique, insiste Ahmed Kaddaf ad-Dam. Pour lui, il s'agit d'être prêt pour le jour J. Ceux qui le peuvent noyautent l'institution militaire. Les autres investissent la sphère civile, la rue, l'université. Tel fut mon cas, dès la dernière année du lycée[2]. » Dans son sillage, le stratège en herbe parvient à entraîner quelques camarades, dont le comparse Jalloud, déjà cité, ainsi que Abdel Moneim al-Houni, autre figure en devenir du Conseil de commandement de la révolution. Le cadet fut-il aussi, comme le prétendent certains poètes de cour, un « brillant universitaire » ? N'exagérons rien. Il aurait il est vrai entrepris à cette époque une licence d'histoire. Durant son parcours d'élève officier, avancent les uns. *Via* des cours du soir après sa sortie, en 1965, de l'académie objectent les autres. Entrepris, mais pas achevé. Épouse d'un ancien ambassadeur de France, la sociologue d'origine néerlandaise Maria Graeff-Wassink se souvient de l'aveu que lui fit un ex-professeur de l'indomptable Muammar : absent lors des épreuves de fin d'année, celui-ci n'a jamais obtenu le moindre diplôme. Version confirmée bien des années après les faits par l'intéressé lorsque, devant un auditoire d'étudiants, il explique avoir suivi trois années d'études supérieures et raté ses examens tant l'élaboration de la révolution l'absorbait. Terrasser le vieux monde, une tâche à plein-temps…

De fait, rien ni personne ne peut distraire de son cap le disciple de Nasser. Il fonde un noyau d'une soixantaine d'« officiers unionistes libres », recrutés parmi ses congénères, noyau doté d'un Comité central, embryon du futur CCR. Issus

pour la plupart de familles modestes, passés comme lui par l'arme des transmissions, les conjurés se réunissent sur la plage de Tolmeita, l'antique Ptolémaïs grecque, à 110 kilomètres à l'est de Benghazi. Gourou impérieux, Muammar Kadhafi impose à ses compagnons une discipline de secte religieuse. La révolution comme une ascèse, qui ne saurait s'accommoder des futilités d'ici-bas. Ni alcool, ni tabac. Cession de tout ou partie de la solde au profit de la cause. Boîtes de nuit et jeux d'argent strictement proscrits. Hors de question bien entendu de courir les filles. Les plus zélés font même semble-t-il vœu de chasteté. Le leader, lui, fait serment de s'astreindre au célibat tant que Idris n'aura pas chu de son trône ; serment dont, le moment venu, il priera l'Égyptien Nasser de le relever. De ces éclaireurs, triés sur le volet, le meneur charismatique exige obéissance aveugle et secret absolu. Le colonel Ted Lough, un de ses instructeurs anglais, juge « fondamentalement cruel » ce fier-à-bras qui, par principe, rechigne à apprendre la langue de Shakespeare[3]. Au dire de ce formateur, il aurait d'ailleurs été incriminé dans l'assassinat sur un champ de tir d'un cadet accusé de déviance sexuelle, achevé pieds et poings liés sous les rires d'officiers libyens. Kadhafi, insiste Lough, collectionne en outre les punitions pour insolence et refus d'obtempérer. Ce qui lui vaut de temps à autre de ramper sous le cagnard, lesté d'un sac à dos bourré de sable.

Quand s'achève le cycle de formation, la promotion se disperse comme il se doit au gré des affectations. Mais Muammar, qui atterrit quant à lui au sein de l'unité de transmissions d'un régiment de Garyounès, près de Benghazi, veille à cultiver les liens patiemment noués et à entretenir la flamme. On se retrouve donc à la faveur des permissions et des vacances, de préférence dans des retraites excentrées, quitte à dormir à la belle étoile, au creux d'un rocher ou sous une tente bédouine. En 1984, lorsque Éric Rouleau vient tourner son « docu », le Guide tient d'ailleurs à emmener l'équipe jusqu'à l'un de ces sites, une plage d'ordinaire déserte, nichée à une centaine de kilomètres de Syrte. Les choses sérieuses commencent : il s'agit désormais de constituer des stocks de munitions, enfouis sous la terre ou planqués dans des grottes. La cécité de ses supérieurs libyens et de ses instructeurs étrangers le sert : dans leur esprit, Muammar ne serait qu'un illuminé, un conspirateur phraseur et inoffensif. Erreur fatale : en cinq ans, de caserne en campus, il tisse sa toile civilo-militaire. « Certains parmi nous, admettra-t-il en janvier 2000, ne savaient ni lire ni écrire. De simples sous-offs analphabètes, voilà ce que nous étions. »

Un intermède brumeux vient freiner, sans pour autant les compromettre, les préparatifs du grand soir. Au printemps 1966, le « transmetteur » Kadhafi s'envole pour l'Angleterre, où l'attend un stage de près de cinq mois. Non pas, comme le veut la légende, dans l'enceinte de l'illustre académie de Sandhurst, mais plus modestement au centre de formation de Beaconsfield puis à la Royal School of Signals de Blandford. De cette excursion au royaume de l'impérialisme colonial, il gardera un souvenir contrasté. Un peu perdu, le

patriote intransigeant trouve les Anglais froids et distants, sinon condescendants. Il déteste la grisaille et les frimas londoniens mais se plaît à sillonner la verte campagne du Buckinghamshire, entre Beaconsfield et le village voisin de High Wycombe. « Il est impossible de réfléchir dans ces pays où l'on a toujours des nuages ou des frondaisons d'arbres au-dessus de la tête[4] », confiera-t-il à Guy Georgy. Pas question pour autant de baisser les yeux ni de courber l'échine. Au mur de sa chambre, le Libyen épingle la photo d'une austère tente bédouine. Sur un cliché d'époque médiocrement cadré, on le voit déambuler à Piccadilly Circus, coiffé d'un chèche, vêtu d'une djellaba d'un blanc virginal, port altier et maintien martial, suivi par une autochtone perplexe. Une incursion aux allures de défi : le stagiaire ne trouve aucun charme à cette « place anonyme et sans visage », et contemple avec dédain l'enfilade de bars et de restaurants qui aimantent une foule fébrile. Pis, lorsque le Bédouin en grand arroi offre son aide à deux fillettes apparemment égarées, les gamines, interloquées, menacent d'appeler la police…

Loin de diluer dans les flots de la Tamise et de tiédir à l'eau de pluie l'ardeur révolutionnaire des cadets libyens, l'excursion londonienne l'attise. « À mon retour, claironnera Kadhafi dans maintes interviews, j'avais encore plus foi dans nos coutumes et nos usages. Je me sentais plus confiant et fier de nos valeurs, de nos idéaux et de notre patrimoine. » Il n'empêche, cette longue escapade lui permet de rencontrer d'autres jeunes officiers arabes, séduits comme lui par l'ombrageux nationalisme de Nasser ; mais aussi de mesurer le fossé qui, en matière de développement, sépare le monde musulman d'un Occident confiant et dominateur. Bien sûr, les questions suspicieuses qu'inspire à ses instructeurs son radicalisme l'irritent. Bien sûr, le fils du désert prend en grippe l'un d'eux, tenu pour colonialiste et arabophobe, feignant de mal comprendre l'anglais afin d'éviter tout contact avec lui. Cité par le *New Yorker*, Barney Howell, sergent-major des British Coldstream Guards, soutient qu'un jour, cet élève indomptable, furieux d'avoir été corrigé au cours d'un exercice, crache dans sa direction. Ce qui lui vaut un rapport et une « sévère punition[5] ». De là à prétendre, comme s'y risque Ahmed Kaddaf ad-Dam, que les services secrets de Sa Majesté tentèrent à trois reprises de l'assassiner… Si tel avait été leur dessein, on voit mal comment ils auraient pu louper une proie si vulnérable.

Affaiblie – 7 000 hommes environ –, lasse de l'emprise hautaine et un rien anachronique de son encadrement *so British*, la grande muette libyenne l'est de moins en moins. D'autant que la neutralité affichée par la monarchie quand éclate la guerre des Six-Jours, le 5 juin 1967, révolte une jeune garde brûlant d'en découdre. Plutôt que de voler au secours des « frères arabes » aux prises avec Israël, Idris Ier – et dernier – campe sur son Aventin, refusant de s'associer à l'embargo pétrolier infligé aux alliés occidentaux d'Israël. Lorsqu'enfin le souverain consent à l'envoi sur le front du Sinaï d'un bataillon, au sein duquel s'engage le lieutenant Kadhafi, il est trop tard : le pharaon d'Égypte vient

d'essuyer une humiliante déroute. Terrible déconvenue pour le jeune officier subalterne, qui, en prime, reçoit l'ordre d'œuvrer à la protection de la communauté juive de Libye, cible d'émeutes punitives.

Loin de l'assagir, l'épisode aiguise sa rancœur, tout comme celle des baasistes, fantassins du nationalisme arabe, et des Frères musulmans, avocats d'une « réislamisation » par la base de sociétés rongées par l'influence occidentale. Pourtant programmé, son avancement au grade de capitaine est différé d'un trimestre. Parce qu'il a malmené un soldat de son unité, avancent les uns ; pour insubordination, corrigent les autres. La variante avancée par les biographes britanniques Blundy et Lycett semble tout aussi crédible : bel et bien promu capitaine, Kadhafi aurait été rétrogradé peu avant le putsch de 1969 pour motif disciplinaire[6].

Convoitée, la côte des Syrtes a vu défiler au fil des siècles des escouades de conquérants, de négociants, de pirates et de marchands d'esclaves. En 1951, lorsque sonne enfin l'heure de l'indépendance, la Libye fête moins l'unité retrouvée que l'affranchissement – au demeurant précaire – d'un artifice : l'« assemblage improbable[7] », à la charnière du Maghreb et du Machrek, de trois entités régionales arrimées à trois aires géographiques et culturelles distinctes. À peine un État, moins encore une nation… À l'ouest, la Tripolitaine regarde vers la Tunisie ; à l'est, la Cyrénaïque lorgne vers l'Égypte ; au sud, le Fezzan navigue dans l'orbite algérienne. Autant dire qu'il n'est pas simple de cornaquer ce triptyque immense, trois fois plus vaste que la France métropolitaine, aux neuf dixièmes désertique, peuplé d'à peine deux millions d'âmes – contre plus de six millions aujourd'hui –, profondément marqué par ses traditions tribales et l'emprise de l'islam. Bien sûr, le « dieu pétrole », exhumé dès 1955 et exploité à compter de 1959, bouleverse la donne, propulsant dans la modernité un royaume longtemps confiné aux activités agropastorales et abonné au dénuement. Bien sûr, il impose à une société fragmentée, historiquement rétive à l'autorité étatique, une manière de centralisme. Mais en Libye comme ailleurs, le jaillissement de l'or noir favorise l'émergence d'une caste de nouveaux riches, otages d'une logique rentière propice à la gabegie et au clientélisme. Et il n'adoucit en rien le quotidien des humbles. Si la mutinerie fatale à une monarchie exténuée est bien un coup de tonnerre, celui-ci n'éclate donc pas dans un ciel serein. Il s'en faut. Pour preuve, les émeutes de 1964, rançons de l'incurie du trône envers la misère, le chômage et les fléaux sanitaires.

Faut-il ranger la révolution d'al-Fateh – terme emprunté au lexique coranique renvoyant aux concepts d'ouverture et de conquête – au rayon des surprises ? Pas même. Le régime pâtit de carences rédhibitoires : déficit de légitimité, indécision chronique et incapacité foncière à réformer « un système patrimonial corrompu et anachronique[8] ». Il repose sur deux clans, une cohorte de notables et chefs tribaux du Grand Est et une coterie d'officiers supérieurs

vieillissants, et réserve aux étrangers, Britanniques en tête, les leviers du pouvoir effectif. Idris ? Un monarque par défaut, propulsé sur le trône en décembre 1951, lors de l'accession de la Libye à une indépendance au demeurant formelle. Un souverain frêle, contemplatif et irrésolu. Un mystique à la santé chancelante, bien plus à l'aise dans ses atours de chef de la très fortunée confrérie senoussi, ou sénousite, fondée à La Mecque en 1837, que dans son équipage royal ; et qui préfère lire et méditer en sa résidence d'al-Beïda (Cyrénaïque) que s'aventurer à Benghazi ou Tripoli. En revanche, le pieux Mohammed Idris al-Mahdi al-Senoussi ne renoncerait pour rien au monde à sa cure thermale annuelle, entre Brousse (Turquie), la future Bursa, et Kamena Vourla (Grèce). Tandis que lui prend les eaux, la monarchie prend l'eau. Le 12 juillet 1969, sourd aux rumeurs de cabales et de putsch imminent dont bruisse le palais, il quitte la Libye en compagnie de la reine Fatima, de 400 malles et valises et de cinq Cadillac. Bien décidé semble-t-il à abdiquer dès son retour en faveur de son neveu, le très falot Hassan Reda, à qui il a d'ailleurs déjà délégué l'essentiel de ses prérogatives. Dès le 4 août, l'ex-émir de Cyrénaïque adresse au Sénat une lettre en ce sens. Confirmé par le chef du protocole de Sa Majesté, de retour au pays, le renoncement royal fait souffler un vent de panique sur la clique des rentiers du régime. Lesquels, convaincus que le successeur désigné n'a pas l'étoffe d'un monarque, échafaudent un *pronunciamiento* indolore, conduit par une poignée de généraux modérément conservateurs et pro-occidentaux, censés déposer en douceur le roi curiste au profit d'un dénommé Omar al-Chelhi, conseiller privé de Sa Majesté, parfois présenté comme son « fils adoptif ». À la manœuvre, murmure-t-on, le frère de ce dernier, chef d'état-major de l'armée. En coulisse, les dates du 4 et du 5 septembre circulent. Aux Américains, inquiets, les stratèges galonnés opposent cette objection lénifiante : « N'ayez aucune inquiétude. Tout est prévu. » Tout ? Un rien présomptueux, comme on le verra bientôt. Reste que le message passe. Quand l'ambassadeur de Yougoslavie, alerté par une confidence glanée lors d'une réception, appelle son homologue venu de Washington, il s'attire cette réponse rassurante : « Les putschistes sont nos amis. »

Kadhafi et sa camarilla ne savent rien ou presque d'une effervescence qui, objectivement, sert leurs intérêts, procurant aux conjurés un leurre idéal. Il y aura bien un coup d'État, mais ce ne sera pas « le bon ». Si le capitaine au visage anguleux d'ascète et au regard intense hâte les préparatifs de son va-tout, c'est qu'il apprend le départ prochain pour l'Angleterre d'une quarantaine de jeunes officiers acquis à la cause. Manière, lui le sait mieux que personne, d'éloigner préventivement ces cadets à la loyauté incertaine. « C'est le moyen qu'avait trouvé l'ancien régime pour se débarrasser de nous au prétexte de parfaire notre formation », explique-t-il dès le 18 septembre à Danielle Eyquem, envoyée spéciale de l'Agence France-Presse (AFP) et par ailleurs belle-sœur du romancier Patrick Modiano. Autre atout providentiel, la myopie des services de

renseignements de la monarchie. On sait bien en haut lieu qu'une bande de francs-tireurs nassériens s'agite et que son verbe iconoclaste enfièvre quelques casernes. De là à prendre de telles rodomontades au sérieux… D'une certaine manière, l'amateurisme apparent des kadhafistes les protège. Voilà comment, en fait de révolution de palais, la Libye s'offre une révolution tout court.

Au volant de sa Coccinelle Volkswagen bleu ciel, immatriculée 23398 LB, Muammar sillonne le pays, tisonnant l'ardeur de ses frères d'armes, prêchant à la veillée au gré des campements. Dans le docu-fiction des *4 000 jours*, déjà évoqué, on le voit aussi jeter par la fenêtre des brassées de tracts subversifs, puis échapper, au prix d'une course-poursuite haletante, aux espions de Sa Majesté. Un jour, sur la route de Benghazi, le révolutionnaire itinérant s'égare dans les dunes. Crevaison, accident, contrôle de police et bouffée d'angoisse : le chauffeur et ses passagers ont à peine le temps de rouler serrés des documents compromettants puis de les substituer aux bouchons des bouteilles d'alcool planquées dans le coffre ; lesquelles contiennent en fait de l'eau distillée pour batterie. Emmenée au poste d'Ajdabiya pour interrogatoire, l'équipée joue la partition des jeunes gaillards en goguette[9]. Quelques mois plus tard, nouvel accrochage : Kadhafi, absorbé par la psalmodie de versets du Coran, percute une vache. Récitait-il alors la sourate du même nom ? Mystère.

La fameuse Coccinelle mérite de notre part un bref arrêt au stand. Car cette « voiture du peuple », fruit du diktat d'un autre Guide, le *Führer* Adof Hitler, accédera au statut d'héroïne de la révolution. Longtemps, elle fut, trônant sur une petite estrade, l'un des fleurons du musée du Château rouge – ou musée de la Jamahiriya – de Tripoli, logé dans la citadelle de la place Verte. « Propriété du lieutenant Moammar Gheddafi, le 6 avril 1967 », précise à l'époque un panonceau. Une plaquette du ministère de l'Orientation morale, récupérée en 2004 par l'auteur de ces lignes, souligne quant à elle combien la modestie de la *fakrouna* – ou tortue, son surnom en Libye – contraste avec l'arrogance des Mercedes de l'élite nantie, « qui voguent entre les night-clubs, les casinos et les cercles d'officiers, conduites par les agents des Italiens, des Américains et des Britanniques ». Austérité passagère : parvenu au pouvoir, Kadhafi collectionnera les limousines *made in Germany*. En 2009, lorsque le Guide célèbre avec un faste sidérant le quarantième anniversaire de la révolution d'al-Fateh – dont nous reparlerons –, une Coccinelle gonflable géante traverse la scène du spectacle son et lumière qui retrace son épopée sur un mode hagiographique. Si le sort avait permis que l'on enterrât Kadhafi tel un pharaon égyptien, avec ses esclaves et ses fétiches, nul doute qu'une élégante berline reposerait à ses côtés. Grand amateur de chevaux, le colonel ne dédaigne pas le cheval-vapeur. Lors de ses tournées africaines, il lui arrive de glisser dans la soute d'un Boeing de sa suite une Cadillac jaune pâle aux sièges tendus de velours rose. En matière automobile, l'éloge de l'austérité est d'ailleurs d'un maniement délicat. Un jour, à la tribune d'un meeting, le Guide enjoint à son auditoire de sacrifier les

voitures de luxe importées, ruineux joyaux de l'impérialisme. Un quart d'heure après cette envolée, il lui faut annoncer l'annulation de son oukase : un garde du corps vient de lui glisser à l'oreille que plusieurs limousines de sa propre escorte, garées tout à côté et victimes d'un excès de zèle révolutionnaire, sont en flammes[10].

Qu'importe, cette passion pour la bagnole ne le quittera plus guère. D'autant qu'il se découvre sur le tard une vocation d'ingénieur-concepteur. Le 1er septembre 1999, à la faveur des festivités du trentième anniversaire de la révolution, prélude à un sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), la Libye dévoile la *Saroukh al-Jamahiriya*, ou « fusée de la Jamahiriya », véhicule dont le design futuriste est censé réduire le risque d'accidents de la route[11]. C'est au constructeur italien Tesco TS qu'échoit l'insigne honneur de produire sur ses chaînes la merveille, à raison de 50 000 exemplaires par an. Un mirage majuscule : la « voiture la plus sûre de la Terre » ne dépassera jamais le stade du prototype. Point de décollage donc pour la « fusée libyenne ».

Dès janvier 1969, les ingrédients du cocktail explosif fatal à l'ordre ancien semblent réunis. Reste à embraser la mèche. Kadhafi sollicite et obtient une permission de quarante-cinq jours, qu'il met à profit pour inspecter le front de ses « troupes ». L'opération *al-Qods* (« Jérusalem », en arabe), nom de code de l'assaut, est fixée au 12 mars. Las ! Voici que soudainement, les nuages s'amoncellent. Le jour J, la légendaire cantatrice égyptienne Oum Kalsoum donne un récital en l'honneur du peuple palestinien. Inconcevable de parasiter ainsi la « voix d'or de l'Orient » ; et plus impensable encore de rafler sous les yeux de la diva l'élite galonnée du royaume. Va donc pour le 24 ou le 26 du même mois. Encore raté. Renforcé, le dispositif de surveillance des garnisons entrave les mouvements des volontaires. Autre indice de la méfiance, désormais manifeste, du régime : Idris Ier, enfin rentré de sa cure, a été exfiltré vers Tobrouk et placé sous la protection des forces britanniques. Retour à la case clandestinité, posture que prolonge un nouveau contretemps : les instructions ne parviennent pas à temps à certaines des cellules du réseau des mutins. Le lieutenant Kadhafi, dont l'aura et l'activisme intriguent, est interpellé, interrogé, mais laissé en liberté. Bruits et chuchotements cavalent au grand galop. Il faut donc agir, et vite. Avant qu'une fuite, une défection, une trahison, n'offre à l'ennemi l'occasion d'éventer le complot. L'instruction, maintes fois réitérée, ne souffre pas la moindre entorse : « Aucun contact avec un étranger, même d'un pays ami. Ni avec un officier d'un grade supérieur à celui de capitaine. »

L'heure fatidique approche. Ce sera pour la nuit du 31 août au 1er septembre. Le cerveau bédouin ne laisse à nul autre le soin de distribuer les ultimes consignes, glissées dans des enveloppes cachetées à la cire rouge. Il ordonne à ses camarades de vaquer à leurs tâches jusqu'à la mi-journée comme si de rien n'était, les somme de masquer leurs émotions. Lui s'allonge sur son lit de la

caserne de Garyounès. Serein, confiant, celui dont l'ascendant n'est guère contesté écoute La Voix des Arabes, sa station favorite. Au programme, le commentaire d'un verset du Coran : « Dieu ne privera pas les croyants de leur récompense. » Heureux présage, songe le dévot Muammar. À 2 h 30, les assauts coordonnés sont lancés à Tripoli et Benghazi, ne rencontrant que bien peu de résistance. Le dispositif militaro-sécuritaire tombe comme un fruit mûr, voire blet. À 4 heures, avant même le lever du soleil, la cause est entendue. Et ce, sans la moindre effusion de sang : la garde prétorienne de la monarchie n'a pas bronché. Garnisons, dépôts d'armes et véhicules changent de main. Tandis qu'un ample coup de filet expédie à l'ombre environ 2 400 cadres et supplétifs du futur ancien régime, ainsi que maints leaders tribaux de Cyrénaïque et du Fezzan. Facile, presque trop. Et parfois cocasse : les mutins cueillent dans son lit le commandant de la force de défense de Cyrénaïque, unité d'élite affectée à la protection du roi ; quant au chef d'état-major, le colonel Abdulaziz al-Chelhi, celui-là même qui jugeait Kadhafi et ses comparses inoffensifs, il se glisse en pyjama dans sa piscine, refuge illusoire. Le prince héritier Hassan Reda ? Lui plonge le palais dans le noir et se planque dans un placard, où le débusque un trio d'insurgés. Enfin, une poignée de ministres sont pincés en douceur à leur domicile, au retour d'un dîner offert en l'honneur d'un émissaire d'Hassan II, le roi du Maroc. Point de coup d'éclat toutefois sans quelques couacs. L'un des commandos erre en vain à la recherche du bâtiment qu'il lui revient d'occuper, puis essuie les tirs de soldats persuadés d'enrayer ainsi une… invasion israélienne. Bourré de munitions, de roquettes et de grenades, le char d'Abou Bakr Younès Jaber, fidèle d'entre les fidèles qui périra au côté du Guide le 20 octobre 2011, prend feu du fait d'un court-circuit ; son équipage échappe *in extremis* à une explosion dévastatrice. Moins fracassante, la mésaventure qui attend Kadhafi lui-même sur la route de Radio-Benghazi s'avère néanmoins fâcheuse : à un embranchement, sa Jeep de tête emprunte la voie de gauche tandis que le convoi qui le suit s'engage sur celle de droite… Voilà pour la version officielle, reconstituée à partir de divers récits « autorisés ». Reste qu'une variante, bien moins flatteuse pour le futur colonel, circule parmi les opposants historiques et les kadhafistes en rupture de ban. Selon cette thèse, les rebelles attendent vainement leur chef, resté planqué à Garyounès pour y rédiger le communiqué de la victoire tout en écoutant de la musique militaire. Et qui ne rallie les studios de la radio que vers 6 h 50, une fois le succès assuré. « Ce scénario a tourné à l'époque, confirme l'ancien diplomate Mansour Seif an-Nasr. Après le déclenchement de l'assaut, Kadhafi aurait regagné sa chambrée, prétextant s'être égaré en chemin[12]. » Défaillance insolite, voire improbable, pour un officier frais émoulu d'une académie militaire et qui brûle d'en découdre… « Absurde !, riposte une fois encore le cousin Kaddaf ad-Dam. C'est lui qui, en leader incontesté, a tout orchestré[13]. » Voilà comment, dans un raccourci percutant, l'hebdomadaire *Le Nouvel Observateur* résume alors le

séisme qui vient de secouer le rivage des Syrtes : « Soixante-dix gaillards de moins de 30 ans (cinquante militaires et vingt civils) établissant en cinq heures et sans coup férir un pouvoir révolutionnaire dans un véritable protectorat anglo-américain, fief de la Standard Oil et du Pentagone, c'est la réalité qui dépasse la fiction du conte des Mille et Une Nuits. C'est aussi, au-delà d'un excellent canular, l'événement le plus important survenu dans le monde arabe depuis la guerre des Six-Jours. » Plus sobrement, *Le Monde* attribue le succès du coup orchestré « de main de maître » par « Mohammed El Kadhafi » au respect d'un secret absolu et à l'effet de surprise.

Le royaume a vécu et le pays profond l'ignore. Les lève-tôt pourvus d'un récepteur radio – un luxe – l'apprennent par la magie des ondes. Ce lundi 1er septembre, vers 6 h 50, la voix inconnue d'un officier anonyme donne lecture depuis Benghazi du « communiqué no 1 ». Le ton se veut martial et solennel, mais le phrasé, parfois hésitant, reflète, au-delà de la grandiloquence de rigueur, une espèce de trouble juvénile : « Peuple de Libye, en accord avec ta libre volonté, exauçant tes vœux les plus chers, répondant à tes appels incessants en faveur du changement et de la régénération, à l'écoute de tes incitations à la révolte, tes forces armées ont renversé le régime réactionnaire et corrompu dont la puanteur nous suffoquait et dont la vue nous horrifiait. D'un seul coup, ta vaillante armée a fait tomber les idoles et en a brisé les effigies. D'un seul trait, elle a éclairé la nuit sombre dans laquelle s'étaient succédé la domination turque, la domination italienne et enfin la domination d'un régime réactionnaire et pourri. À compter de ce jour, la Libye est une République libre et gouvernée par elle-même, qui prend le nom de République arabe libyenne. […] Elle ira de l'avant sur le chemin de la liberté, de l'unité et de la justice sociale, garantissant à tous ses fils l'égalité, ouvrant largement devant eux les portes de l'emploi honnête, où l'injustice et l'exploitation seront bannies, où nul ne se considérera maître ni serviteur, où tous seront des frères libres, au sein d'une société où, avec l'aide de Dieu, la prospérité et l'égalité nous gouverneront tous. Tendez-nous vos mains, ouvrez-nous vos cœurs, oubliez les adversités et faites face, soudés en un seul bloc, à l'ennemi de la nation arabe, à l'ennemi de l'islam, à l'ennemi de l'humanité […]. Ainsi, nous allons bâtir notre gloire, […] nous allons venger notre dignité meurtrie et nos droits spoliés. Ô, vous qui avez été les témoins de la lutte sacrée de notre héros Omar al-Mokhtar pour la Libye, pour l'arabisme et pour l'islam […], vous les fils du désert, vous les fils de nos anciennes villes, les fils de nos verdoyantes campagnes, vous, les fils de nos beaux villages : l'heure du travail a sonné. Allons de l'avant. » L'heure du travail a sonné… L'expression jaillira de nouveau de la bouche d'un Guide égaré le 22 février 2011, au détour d'un discours décousu et rageur.

L'orateur mystérieux s'emploie ensuite à rasséréner les Occidentaux établis en Libye, *via* un épilogue que l'ambassadeur Guy Georgy estime « apparemment

improvisé ». « En cette occasion, poursuit-il, il m'est agréable de dire à nos amis les étrangers qu'ils n'ont pas à s'inquiéter pour leurs biens ou pour leur vie, placés sous la protection des forces armées. Je tiens en outre à les assurer que ce que nous sommes en train d'entreprendre n'est pas dirigé contre un quelconque État, ni contre les traités internationaux ou le droit international reconnu. Il s'agit d'une affaire purement intérieure qui concerne la Libye et ses problèmes endémiques. En avant donc, et que la paix soit avec vous ! » Bientôt un autre communiqué, sobre et laconique celui-là, viendra sceller l'acte de décès de la monarchie. Sous la dictée de ses geôliers, le « prince héritier » Hassan Reda renonce à ses droits au trône et annonce son ralliement.

Sans doute le roi Idris a-t-il voulu croire que le parrain britannique lui restituerait sa couronne, au besoin par la force. Erreur : le Premier ministre travailliste Harold Wilson n'a nulle intention de déroger à la doctrine du désengagement postcolonial en vigueur. Y aurait-il songé que le locataire du 10 Downing Street se serait rendu à l'évidence : ce putsch singulier suscite un indéniable engouement populaire. « Une révolte ? Non, sire, une révolution ! » La formule attribuée au duc de Liancourt, grand maître de la garde-robe de Louis XVI, et prononcée au soir du 14 juillet 1789, traverse aussi bien les siècles que la Méditerranée… Même si, à la différence du « roi des Français », monarque épris de serrurerie et d'horlogerie, le souverain sénousite ne finira pas sur l'échafaud. Condamné à mort par contumace en novembre 1971, il coulera en son exil égyptien des jours tranquilles, et ce, jusqu'à son trépas, le 25 mai 1983.

Dans l'urgence, de jeunes officiers dépêchés à Tripoli font, au volant de leur Land Rover, la tournée des ambassades : il s'agit de rassurer les chargés d'affaires interloqués. Mais pour l'heure, le Conseil de commandement de la révolution (CCR), organe surgi du néant désormais détenteur exclusif du pouvoir, n'a ni visage ni nom. Sinon, nuance Guy Georgy, celui d'un certain colonel Bouchouireb[14]. Outre-Atlantique, le « libyanologue » du Conseil de sécurité nationale (NSC) adresse à Henry Kissinger, alors secrétaire d'État de Richard Nixon, une note dans laquelle il décerne les galons de chef à un ex-officier de 34 ans, Saad al-Adin Abou Shua Wayrib, lui aussi inconnu au bataillon. On sait tout juste que l'orateur de Radio-Benghazi, qui s'est octroyé le titre de commandant en chef des forces armées, serait un lieutenant ou un capitaine des transmissions de 27 ans. Une semaine s'écoule avant que ce dernier, par ailleurs président du CCR, ne tombe le masque de l'anonymat. Et il faudra quatre mois pour que soit rendue publique la composition de ce Conseil, qui siège à ce stade dans la capitale de la Cyrénaïque. À quelques exceptions près, elle reflète fidèlement le profil sociologique, modeste mais intransigeant, des fantassins de l'épopée clandestine. Des hors-castes à peine trentenaires, étrangers aux élites de la monarchie, issus pour la plupart de tribus de second rang, idéalistes, peu au fait des rites politiques. Des ruraux, fils de nomades et de

paysans, dont une dizaine de diplômés de l'académie militaire, refuge de ceux qui, entravés par leurs boulets financiers et culturels, ne peuvent accéder à l'université. « Les officiers, souligne Muammar Kadhafi dans l'une de ses premières déclarations à la presse étrangère, ont conscience de reconnaître les revendications du peuple mieux que d'autres. Cela résulte de notre origine, marquée par l'humilité. Nous ne sommes pas des gens riches ; les parents de la plupart d'entre nous vivent dans des huttes. Mes parents vivent toujours dans une tente près de Syrte. Les intérêts que nous représentons sont authentiquement ceux du peuple libyen[15]. » À l'AFP, il justifiait ainsi peu auparavant le secret entourant le casting du CCR : « Nous avons horreur du culte de la personnalité. Nous n'aimons pas la publicité et j'ai protesté quand un journal égyptien a publié ma photo voilà huit jours. » Pas de temps à perdre avec de telles futilités ; il faut « travailler dur et accomplir notre devoir pour le seul bien du pays ». Dépouillement quant à la forme, mais ni timidité ni ambiguïté sur le fond. Le Conseil, précise l'âme de la conspiration, « dirige le pays ». Quant au gouvernement, insiste Kadhafi, il n'est qu'« un organe d'exécution ». En rangs, et je ne veux voir qu'une tête. Une décennie plus tard, on ne verra plus que la sienne ou peu s'en faut. Car la pudeur de l'humble néophyte n'aura qu'un temps. Ses maximes et son effigie, qu'il pose en Bédouin spartiate, en cavalier fougueux ou en prétorien altier cousu de médailles, hanteront bientôt villes et bourgades.

ACTE II
EMPRISE

Un prologue orageux

Très vite, il ne fait plus guère de doute que le personnage « sobre et ascétique » dépeint par l'hebdomadaire *Jeune Afrique* (*JA*) dans son édition du 24 septembre 1969 entend incarner l'élan révolutionnaire. *Le Monde* relève que c'est bien à lui que Nasser adresse son message de félicitations, et que c'est encore lui qui reçoit ès qualités l'Algérien Houari Boumediene, lequel, de retour de la capitale éthiopienne Addis-Abeba, théâtre d'un sommet de l'OUA, fait escale à Benghazi, s'octroyant ainsi le statut de premier chef d'État en visite dans le défunt royaume des Senoussi. Vaine primauté au demeurant : les deux officiers se voueront bientôt une incurable antipathie. Mais nous n'en sommes pas là : fin janvier 1970, Kadhafi signe à Alger un accord de coopération dans le domaine des hydrocarbures. Et ce, à l'insu de ses compagnons, informés par la radio. Comme pour asseoir son autorité, la ligue des outsiders s'attelle à la tâche. Il s'agit de dissiper l'impression d'incertitude et de flottement qu'alimente inévitablement une telle fracture, d'occuper l'espace, de trancher dans le vif. Quatre jours après le *Blitzkrieg* de velours du 1er septembre, le CCR se réunit, empilant les mesures à haute teneur en symboles : amputation de moitié du traitement des ministres, doublement des bas salaires, blocage des loyers et des prix des denrées de base, au demeurant subventionnées, réduction drastique des dépenses de prestige, arabisation des enseignes et inscriptions, bannissement de l'alcool, fermeture des casinos et autres foyers du vice, dont les salons de coiffure, tant « il est malsain que l'homme touche les cheveux de la femme ». Le 12 septembre dans la soirée, un gouvernement pour le moins resserré – il compte initialement, selon les sources, sept à neuf membres, technocrates, syndicalistes, officiers, leaders de partis jusqu'alors interdits – siège pour la première fois. À sa tête, un Premier ministre de souche palestinienne, Mahmoud Soleiman al-Maghrebi, ex-animateur du Syndicat des travailleurs du pétrole, embastillé en 1967, et doté d'une autorité en trompe-l'œil : toute décision de son embryon de cabinet reste soumise à l'aval du CCR, seul détenteur en outre des compétences législatives et constituantes. En janvier 1970, l'intéressé, contraint à la démission du fait, notamment, de son hostilité à la nationalisation du secteur des

hydrocarbures, cédera son fauteuil à… Muammar Kadhafi, déjà titulaire du maroquin de la Défense et patron du Conseil national éponyme. En octobre de la même année, un seul portefeuille échappe aux membres du CCR : celui du Pétrole, par manque d'expertise en la matière dans leurs rangs.

Le lieutenant bédouin, privé comme on le sait de son grade de capitaine des transmissions, prend du galon dès le 8 septembre 1969 : le voilà colonel et commandant en chef des forces armées ; ce qui lui vaut désormais d'être parfois désigné sous le nom de *Seyed al-Akid*, ou « Monsieur le colonel ». S'il prend alors ses quartiers dans la résidence du club des officiers de Garyounès, le promu au béret noir navigue volontiers d'une caserne à l'autre, partageant l'ordinaire des troufions, pâtes, légumes et viande *halal*. La concentration des pouvoirs à son profit devient au fil des mois de plus en plus patente. En 1972, sa collection compte six titres : chef de l'État, du gouvernement et des Armées, ministre de la Défense, président du Conseil national de défense et du Comité suprême du Plan. Au sein de l'équipe, le partage des tâches semble clair : à Kadhafi l'échiquier international et l'orchestration des grandes ruptures – expulsion des étrangers, évacuation des emprises militaires étrangères, mise au pas du secteur pétrolier ; à ses compagnons les devoirs ingrats de la gestion quotidienne. Pourvu du portefeuille clé de l'Intérieur, un autre personnage, apparu furtivement dans les pages qui précèdent, émerge : Abdessalam Jalloud. Issu d'une tribu du Fezzan, les Meghara, ce fils d'un chamelier devenu infirmier dans la division Leclerc a, ainsi qu'on l'a vu, côtoyé le futur Guide sur les bancs du collège de Sebha et dans la cellule où les conduisit leur activisme révolutionnaire. Il apparaît dès lors comme le bras droit, l'homme de confiance, et le restera jusqu'à sa mise à l'écart, amorcée dans les années 1980 puis formalisée à l'automne 1993. Plusieurs dossiers sensibles échoient d'emblée à ce pilier du régime, négociateur rugueux et futur Premier ministre (1972-1977) : les achats d'armes, la gestion du pactole de l'or noir et les investissements industriels. « Bon vivant et séducteur impénitent, ajoute un témoin sous le sceau de l'anonymat, il joue aussi parfois les rabatteurs de gibier féminin pour Kadhafi. » Quels furent les ressorts de sa semi-disgrâce, en partie inexpliquée ? Longtemps, les deux complices font bloc, y compris pour tuer dans l'œuf maints embryons de dissidence. Mais sans doute convient-il de relever des divergences anciennes et récurrentes quant à la stratégie internationale du chef ; à commencer par son panarabisme fusionnel et sa « fixette » tchadienne, qui seront explorés ultérieurement[1]. Les initiés évoquent aussi d'autres désaccords, qu'ils portent sur la doctrine économique ou l'appui à la nébuleuse anti-impérialiste, ainsi que les effets délétères de rivalités tribales. « De plus, avance l'ex-ambassadeur à Paris Mansour Seif an-Nasr, tout porte à croire que Kadhafi a vu d'un mauvais œil monter l'étoile de Jalloud, en qui plusieurs puissances, arabes ou non, décelaient le successeur idoine, sinon un substitut[2]. » Pour autant, il y a fort à parier que c'est bien le putsch déjoué en 1993 qui aura scellé le sort du « second », suspecté

d'avoir pactisé avec les cerveaux de la félonie, officiers Warfalla pour la plupart. Placé un temps sous surveillance, le commandant recouvre en 2000 une liberté de mouvement dont il fera bon usage, naviguant en dépit d'une santé précaire entre Rome et Paris. En 2016, on pouvait encore le croiser de temps à autre au bar du Fouquet's, illustre enseigne des Champs-Élysées.

Autour de l'astre solaire de la révolution gravitent donc deux nébuleuses. Un groupe de 70 à 80 « officiers libres », étroitement associés au complot victorieux, habite la plus éloignée. Quant aux douze compagnons du premier cercle, capitaines pas même trentenaires passés par l'académie militaire de Benghazi pour la plupart, ils siègent autour de la table du CCR. À l'été 2009, soit quarante ans après le coup d'État, ne subsistaient que trois rescapés, tous élevés au grade de général. D'abord, Moustapha al-Karroubi, autrefois chef du protocole. Ensuite Khouildi al-Hamidi, dont la fille a épousé Saadi, l'un des fils de Kadhafi. Enfin et surtout le prétorien Abou Bakr Younès Jaber. Les neuf autres ? Évincés, exilés ou liquidés. Passer brièvement en revue les apôtres du messie Muammar revient, fût-ce en creux, à dépeindre le lent délitement d'une utopie collective, sinon fraternelle. Coscénariste, en 1975, d'un putsch avorté, Abdel Moneim al-Houni s'abstient alors prudemment de rentrer d'une mission à l'étranger, endosse pour un quart de siècle le costume d'opposant en exil, puis rentre au pays où il reçoit l'absolution du colonel, dont il devient au Caire l'émissaire auprès de la Ligue arabe. D'autres conjurés n'auront pas droit à la même magnanimité. Condamné à mort par contumace par un tribunal militaire, son complice Omar al-Meheichi ne sera liquidé qu'en janvier 1984. Après l'échec de la conspiration, lui fuit en Tunisie, d'où le président Habib Bourguiba refuse de l'extrader, réside un temps en Égypte puis s'établit au Maroc. Choix funeste : le roi Hassan II le livre fin 1983. Le « félon » croit alors s'envoler pour La Mecque, mais atterrit en Libye, où Kadhafi l'aurait roué de coups avant de l'envoyer devant le peloton d'exécution. Passés par la case prison, Béchir Hawadi et Mohammed Hamza disparaissent quant à eux dans des circonstances suspectes. Tout comme Abou Bakr al-Megaryef, qui périt en 1972 dans un accident de voiture non élucidé. En revanche, s'ils firent défection la même année, Mohammed Najm et Mokhtar al-Qarawi, partisans déçus d'une rétrocession du pouvoir aux civils, ont semble-t-il succombé de mort naturelle. Dès la fin 1975, ce CCR peau-de-chagrin, décimé par les purges, se réduit donc à un quintette de « purs et durs ».

Point de temps à perdre. Tout juste aux commandes, les fossoyeurs de la monarchie décrètent la remise sur les rails de l'administration et des services publics, la réouverture de l'université islamique de Tripoli, de la banque agricole, de la société nationale d'assurances, et ordonnent aux sociétés pétrolières de sortir sans délai de leur léthargie. La rupture professée suppose de « libyaniser » sans faiblesse ni délai une économie fort peu souveraine. Tel sera

le cas des sociétés étrangères, à l'exception notable du secteur de l'or noir, objet comme nous le verrons d'un traitement particulier. Ainsi les banques voient-elles la moitié au moins de leur capital changer de main. *Idem* pour les compagnies d'assurances, à hauteur de 60 %. Sur un registre moins prosaïque, il est question de la « liquidation de tous les établissements importants de l'impérialisme » et de la création d'un tribunal révolutionnaire appelé à juger les « profiteurs » de l'ancien régime « coupables de corruption et de gains illicites ». Pour autant, gare aux dérapages : la presse reçoit pour instruction d'éviter les attaques *ad hominem*, de récuser tout fanatisme et, comme il se doit, d'exalter la justice sociale. Il urge aussi, bien entendu, de draper l'ardeur révolutionnaire d'une toge légale. Adoptée le 11 décembre 1969, une Constitution provisoire de 32 articles esquisse les contours institutionnels de la République arabe libyenne (RAL). « Le peuple libyen, proclame-t-elle en son article premier, fait partie de la Nation arabe » et s'assigne pour objectif « la réalisation de l'unité arabe totale ». Cette première mouture de la loi fondamentale confère à l'islam le statut de religion d'État et élève le CCR au rang d'autorité politique suprême, habilitée à nommer les ministres. Le texte reflète aussi les priorités de l'instant : départ des troupes étrangères, abolition des partis politiques ; et préfigure une refonte administrative, traduite par l'instauration de gouvernorats, de municipalités et de districts.

Un alliage de puritanisme et de nationalisme façonne les normes sociales. L'alcool étant *haram* – « illicite », en islam –, les douaniers brisent les bouteilles de whisky, breuvage parfois désigné sous l'éloquent nom de code « Washington », dénichées dans les bagages des voyageurs, tandis que les tripots de Tripoli baissent le rideau. Une nuance toutefois : si la traque aux boissons proscrites assèche l'espace public, elle épargne pour l'essentiel la sphère privée. Dans la même veine, on arabise à la hussarde enseignes et panneaux, quitte à gouacher de noir les inscriptions libellées en caractères latins, y compris les plaques de rue, les plans, les timbres-poste, voire les menus des restaurants. Là encore, un bémol. Les oukases du CCR souffrent d'emblée quelques entorses, que se plaît à relever au printemps 1973 Guy Sitbon, l'envoyé spécial du *Nouvel Observateur*[3] ; à commencer par cette carte en italien discrètement glissée au client étranger dans tel restaurant, ou ces verres de Coca-Cola emplis d'un liquide nullement gazeux et trop ambré pour être *halal*. En haut lieu, on comprend il est vrai les angoisses des *majors* pétrolières, qui redoutent de voir fuir leurs techniciens les plus affûtés, pour peu qu'on les prive, au soir d'une rude journée de labeur sous le cagnard, d'une bière fraîche ou d'un douze ans d'âge *on the rocks*… « En Libye, ironise Sitbon, on a l'intolérance débonnaire. » Il n'empêche. Aux toilettes du Libya Palace, hôtel huppé de la capitale, les clients tâtonnent : pas plus de *ladies* que de *gents* et, sur les portes, ni *push* ni *pull*. Banni des lieux d'aisance, l'anglais disparaît aussi des programmes de

l'école primaire. Autre indice révélateur, l'instauration du calendrier islamique. La course du temps commence désormais le jour de l'Hégire – l'exode des compagnons du Prophète vers la future Médine –, soit le 16 juillet 622. Un bond de quatorze siècles, qui sera suivi en 1979 d'un insolite saut de puce d'une décennie : l'année zéro version libyenne glisse alors de l'Hégire à la mort du Prophète, survenue en l'an 632 de l'ère chrétienne. En d'autres termes, le marqueur religieux supplante le repère politique. Réminiscence d'une Révolution française que chérit Kadhafi ? Les mois changent de nom. Janvier devient ainsi *Ayna al-Nar* (« Là où est le feu ») ; juillet s'efface devant *Nasser*, en hommage au soulèvement égyptien du 23 juillet 1952 ; et septembre se dit désormais *al-Fateh*, référence explicite à l'insurrection armée du 1er septembre 1969. Au fil des ans, diverses répliques symboliques feront écho au séisme initial du retour aux sources. Citons l'adoption de l'étendard vert comme drapeau national en 1977, l'obligation faite à l'Occidental en quête de visa de faire traduire son passeport par un interprète assermenté, ou ces spots télévisés stigmatisant la cravate, accessoire emblématique du « Croisé ». Chroniques, les accès de purisme islamo-révolutionnaire donneront aussi lieu à de navrants autodafés : en 1985, quelques brassées d'instruments de musique « décadents » s'envolent en fumée en place publique.

Qu'on ne s'y trompe pas : dès les premières heures, de sérieux couacs entachent la partition de l'ère nouvelle. Le 10 décembre 1969, le clan Kadhafi déjoue une tentative de putsch dans le putsch, ourdie par les titulaires de la Défense et de l'Intérieur. Projet éventé semble-t-il avec le concours de Fathi al-Dib, chef du département Afrique du Nord des *mukhabarat* – agents de renseignements – égyptiens, et stigmatisé en ces termes sur les ondes : « Des réactionnaires et des opportunistes agissant au service de l'impérialisme ont échoué dans leur complot. » Au total, estiment François Burgat et André Laronde[4], la junte kadhafiste survivra, grâce à la vigilance de son appareil policier et à l'efficacité d'un système d'écoutes installé et géré par des experts est-allemands, à une vingtaine de conspirations, à raison d'une par an en moyenne. Retenons à ce stade celle de juillet 1970, échafaudée par deux anciens Premiers ministres qu'épaulent des galonnés en rupture de ban, tous partisans d'une restauration monarchique ; et celle d'août 1971, financée selon toute vraisemblance par la dynastie royale déchue. Il y en aura bien d'autres, dont les plus symptomatiques méritent un développement ultérieur.

Rançon de sa genèse, la collégialité du CCR favorise l'éclosion de débats orageux, qu'il s'agisse des fiançailles chaotiques scellées avec l'Égypte, des relations avec les partenaires maghrébins ou de la stratégie énergétique. Si nul ne conteste ouvertement son statut de *primus inter pares*, il arrive à Kadhafi de se voir rudement désavoué. Dans les chancelleries tripolitaines circulent des récits, plus ou moins fiables, d'engueulades homériques, d'échanges d'invectives et de passes d'armes. Au sens propre du terme : il arrive que l'altercation soit

ponctuée par le jaillissement d'un revolver, dégainé, brandi ou posé en évidence sur la table. Ainsi ce jour où, accusé de manquer de ferveur panarabe, le futur conspirateur Omar al-Meheichi, aussitôt maîtrisé par Jalloud et al-Houni, pointe son fusil automatique sur Kadhafi. À l'orée de l'exercice 1972, soit en un peu plus de deux ans, les ambassades les mieux « tuyautées » ont relevé huit remaniements ministériels ou « réajustements révolutionnaires » d'ampleur variable, du simple échange de portefeuilles à la démission en bloc. Dans son édition du 14 juillet de cette année-là, le quotidien *L'Aurore* fait état, quitte à flirter avec l'oxymore, de « rumeurs sérieuses » d'arrestation et d'emprisonnement de Kadhafi lui-même ; rumeurs émanant, est-il écrit, de « sources marocaines bien informées ». Bien informées ? À voir. Bien intentionnées ? Certes pas, eu égard aux tensions vipérines entre Rabat et Tripoli, détaillées plus avant.

Dans son essai solidement étayé[5], l'universitaire Alison Pargeter décrit une machine qui s'enraye et patine. Muammar Kadhafi raille volontiers ses compagnons, rarement jugés à la hauteur de la tâche, les désavoue, leur impute retards et échecs. Et ceux-ci sont légion, entre une économie au ralenti, des projets d'envergure en cale sèche et la promotion de cadres aussi loyaux qu'incompétents. *Seyed al-Akid* peut fort bien improviser une réunion à 2 heures du matin et ne daigner rejoindre l'équipe qu'au lever du jour. Mais il peut aussi se montrer mesquin, tyrannique et capricieux. Ainsi refuse-t-il à deux de ses acolytes l'avance en liquide que requiert une excursion médicale au Caire. Un condisciple du Conseil, dérogeant à la règle du port de l'uniforme, ose paraître en civil ? Kadhafi prend la mouche et se retire une semaine durant dans le désert. Déjà, son volontarisme jupitérien et sa hâte à sortir la Libye d'en bas du dénuement butent sur le principe de réalité. Tel est le cas quand il ordonne l'implantation de vastes fermes ultramodernes importées clé en main d'Allemagne, de Pologne, de Yougoslavie ou d'Australie. Pour les vaches montbéliardes acheminées de France par avion et parachutées – c'est une image – dans une prairie surgie *ex nihilo* au beau milieu du désert d'Oubari, dans l'ouest du Fezzan, le dépaysement sera total. Et éprouvant. Convoqué au ministère de l'Agriculture, où l'on s'étonne de voir les bovins dépérir, l'ambassadeur Guy Georgy a droit à une… avoinée. On fait donc venir en urgence de Belfort un vétérinaire et un vacher. Lesquels découvrent, effarés, que les laitières n'ont pas été traites depuis une semaine.

Fondées ou pas, les rumeurs de mutinerie – dont on ne peut exclure que certaines furent lancées par les services maison afin d'éprouver la loyauté de l'armée et la docilité de l'opinion – dopent la paranoïa des tombeurs d'Idris, enclins à verrouiller à triple tour les armureries, à délester les blindés de leurs chenilles et à évincer les civils, un temps privilégiés par Kadhafi, qui les juge plus malléables, au profit des frères d'armes. De même, en vertu de ce principe de précaution, le colonel invite ses camarades à privilégier un recrutement

clanique, notamment au profit des Guedadfa, des Meghara et des Warfalla, le « triangle tribal » auquel il s'adosse. Dans la presse hexagonale, la machine à intox s'emballe. *Le Figaro* du 9 février 1970, citant le correspondant parisien de la radio La Voix d'Israël, suggère que Kadhafi, atteint fin janvier de trois balles dans le ventre, aurait été hospitalisé. Spéculation alimentée par l'annulation *in extremis* de l'entretien accordé à un journaliste français. Hypothèse : si le colonel séjourne bien dans une clinique tripolitaine, c'est qu'il vient d'y subir une ablation de l'appendice dont il sera bientôt question. Le 23 septembre 1970, le même quotidien relate un accident de voiture suspect survenu cinq jours plus tôt sur la route de l'aéroport de Tripoli, où Kadhafi devait accueillir le Nigérien Hamani Diori. Si l'on s'en tient à la version la moins rocambolesque de cet épisode, un camion fou aurait fauché cinq motards de l'escorte, tandis que le colonel sortait indemne de sa Cadillac. Le 1er octobre suivant, *L'Orient-Le Jour*, titre beyrouthin fameux, avance une hypothèse appelée à resurgir régulièrement : celle d'une phase aiguë de « dépression nerveuse ». Coup de blues, bouderie, chantage à la démission suivi d'effet ou pas, disparition inexpliquée, volte-face et retour tonitruant sur l'avant-scène et aux commandes… Autant de figures de style de la « gouvernance » bipolaire kadhafienne. L'émule de Nasser a peut-être différé son putsch par respect pour Oum Kalsoum, mais il n'a rien à apprendre au rayon des adieux perpétuels et réversibles de la diva. On dénombre, ne serait-ce qu'entre janvier 1971 et septembre 1973, six fausses sorties. Quelques exemples. Fin janvier 1971, au détour d'un discours prononcé à Zawiya, le colonel annonce qu'il renonce à briguer la présidence – laquelle ne sera d'ailleurs jamais pourvue – et choisit de s'effacer ; retrait démenti le surlendemain « puisque telle est la volonté du peuple, des membres du Conseil de la révolution et des officiers libres ». « Je ne suis pas un homme politique, répète-t-il. Je suis un soldat et je crois avoir rempli mes obligations à l'égard de mon pays. » « Non, non, non, implore la foule, nous voulons Kadhafi ! » Et vous l'aurez. Le 11 septembre de la même année, rebelote. Dépité par la tiédeur révolutionnaire ambiante, le timonier rend son tablier, sans pour autant s'en dévêtir tout à fait, mais s'éclipse jusqu'au 4 octobre, date à laquelle il refait surface. Même refrain trois jours après quand, à Sabratha cette fois, le virtuose de la dérobade prétend jeter l'éponge – mais s'abstient de descendre du ring – afin de « protester contre les carences de l'appareil administratif dans l'exécution des projets sociaux, économiques et industriels ». En juillet 1972, nouveau pas de clerc et retraite au désert, rançon d'une chamaillerie au sein du CCR. La même année, après une énième bisbille, le colonel file en famille en Égypte. « Je viens résider ici en citoyen ordinaire », jure-t-il. Promesse de Gascon bédouin bien sûr : sa cure de normalité sera jalonnée de conférences et de visites d'usines. À son retour, l'exilé volontaire reprend la démission que ses compagnons ont eu l'audace d'avaliser. « Vous n'êtes pas élus, leur lance-t-il. Seul le peuple peut accepter ou refuser mon départ. »

Au cœur même du réacteur de la révolution, on se lasse vite des foucades d'un chef à ce point erratique et velléitaire. Mais au-delà des sautes d'humeur et des querelles d'ego, un tiraillement idéologique sous-tend ces psychodrames. Il oppose, au gré d'interminables conciliabules nocturnes, les tenants de l'invention d'un nationalisme révolutionnaire « autocéphale », proprement libyen, aux nassériens de stricte obédience. L'universitaire René Otayek, lui, décèle une autre ligne de faille[6]. D'un côté, Kadhafi, Jalloud, al-Karroubi et al-Hamidi, tenants d'une doctrine « basiste » et populiste. De l'autre, une alliance, davantage tournée vers les classes moyennes, forgée entre l'appareil de l'Union socialiste arabe (USA), la formation créée *ex nihilo* en 1971, et une poignée d'officiers libres « canal historique ». Avec ceux-ci, une autre fêlure se dessine. Le courant qu'incarne Kadhafi – anticommunisme et islam – tranche sur les élans marxisants du premier comme sur le tropisme nationaliste du second. C'est sur ce terrain miné que survient le complot avorté de 1975, évoqué plus haut. Ses instigateurs, les ministres de la Défense, Abdel Moneim al-Houni, et de la Planification, Omar al-Meheichi, déjà cités, contestent tant les orientations budgétaires que la férocité de la « révolution culturelle » de 1973, décrite plus loin, et la tonalité islamisante du nouveau cours. Eux estiment que la manne pétrolière, d'ailleurs aléatoire, devrait financer en priorité les investissements agricoles et industriels, non les mouvances révolutionnaires ou les achats massifs d'armements[7]. Le 9 août, lors d'une séance du Conseil du Plan, une violente altercation éclate à ce propos entre al-Meheichi, encore lui, et Jalloud. Dix semaines plus tard, le premier tente de mobiliser les officiers de Misrata, son fief. Avec l'insuccès que l'on sait. À coup sûr, pour *al-Akid*, l'épreuve la plus lourde et la plus périlleuse en cinq années de pouvoir, à en juger par la rage mal contenue qui embrase son discours le 1er septembre suivant. On le voit alors, martial en diable, marteler son pupitre à coups de badine et pointer un index vengeur, comme s'il voulait lui-même envoyer *ad patres* les officiers « félons et fascistes ». Ce qu'il fera d'ailleurs, pour une vingtaine d'entre eux.

Tous les hiatus, au sein du CCR, ne sont pas à ce point dogmatiques. Certains, plus véniels en apparence, tiennent aux disparités de tempérament. Tout porte à croire que la bigoterie qu'affiche le cerveau du putsch, horrifié par les lieux de débauche au point d'enjoindre à l'Égypte voisine de fermer ses boîtes de nuit, irrite l'épicurisme proverbial de Jalloud. Lorsque ce dernier, en sa qualité de ministre de l'Intérieur, autorise la réouverture – sans alcool, mais avec danseuses – du Bowlerina, fameux night-club tripolitain, Kadhafi l'investit dès le deuxième soir à la tête d'une escouade armée et embarque la clientèle…

Dans les serres de Nasser ?

On se souvient de la dévotion qu'affichaient, au moment de porter l'estocade à la monarchie, les conjurés d'al-Fateh envers le *raïs* égyptien. « Je fais partie de la génération qui a ouvert les yeux sur la politique avec Nasser, chef du combat pour la liberté et l'unité de la nation arabe, confiera le colonel en 1983. Il exprimait fidèlement nos aspirations dans ce sens comme il exprimait notre hostilité au colonialisme, au sionisme, à la féodalité et à l'exploitation[1]. » Mais qu'en dit à l'instant T l'idole, le modèle, l'icône Gamal Abdel Nasser ? Bizarrement, il semble lui aussi pris de court. Au point de dépêcher à Benghazi son fidèle conseiller Mohammed Heykal, directeur et rédacteur en chef du quotidien gouvernemental *Al-Ahram*. Sur place, c'est dans l'enceinte du consulat d'Égypte de l'ancienne Bérénice grecque que, au surlendemain du séisme d'al-Fateh, l'émissaire rencontre une délégation du CCR. Il en sort interloqué, bluffé par ces « jeunes gens incroyablement innocents » et « scandaleusement purs ». Leur requête ? « Dites au président Nasser que nous avons fait cette révolution pour lui. Il peut prendre tout ce qui est à nous et l'ajouter aux ressources du monde arabe pour l'employer dans le combat [contre Israël et pour l'unité][2]. » À l'été 1973, le même Heykal décrypte dans un entretien captivant accordé à *L'Express*[3] la séquence du putsch. « La surprise, confie-t-il, avait été totale au Caire. Nous ne connaissions, en Égypte, aucun de ses artisans. […] Une heure après mon arrivée, j'ai vu entrer au consulat un jeune homme. C'était Kazafi [Kadhafi]. Nous avons discuté de 23 heures à 5 heures du matin. Le message qu'il m'a demandé de transmettre au président Nasser était le suivant : "Nous apportons la Libye au monde arabe. La voici. Dites-nous ce que nous devons faire." » Ce qui frappe le plus l'éditorialiste en vogue ? « Sa sincérité, sa pureté, je dirais son innocence. Lorsque nous nous sommes quittés, il m'a pris dans ses bras et m'a embrassé en pleurant. » Quelques mois avant de livrer ainsi ses souvenirs, le patron d'*Al-Ahram* avait revu le colonel au Caire. Cette fois, le dialogue s'étire durant une dizaine d'heures. « Il aime écouter, il aime parler, il aime s'informer, insiste Heykal. Il prend beaucoup de notes, des pages

entières. » Kadhafi le déroute encore par son ingénuité. Choqué par les propos d'un potentat arabe, il interpelle en ces termes le confident du *raïs* : « Est-il possible qu'il mente ? Un homme d'État peut-il mentir ? » Quatre ans à peine après la révolution, le futur Guide ne prétend nullement à la dignité de second *raïs*, mais pense partager avec celui-ci une destinée de visionnaire incompris. Pensez-vous être le Nasser de la Libye ?, lui demande un visiteur en janvier 1970. Modeste en apparence, sa réplique n'est nullement dénuée d'ambivalence : « Nasser est le leader de toute la nation arabe, insiste-t-il. Je ne suis qu'un Libyen, un soldat de la révolution. Je ne peux répondre complètement à cette question maintenant. Mon expérience politique est encore trop fraîche. » « Un idéaliste irréductible, conclut Mohammed Heykal, entièrement voué à la cause arabe. » Cause dont Kadhafi pressent déjà les failles. « Si l'union ne se fait pas, assène-t-il à son ami égyptien, je ne vois pas pourquoi je resterais à la tête de la Libye. Si je ne dois être qu'un gouvernant comme tant d'autres, je préfère retourner vivre sous ma tente, dans le désert. »

Par sa fraîcheur, par son âpreté même, la révolution d'al-Fateh aura insufflé une « nouvelle vie » à Nasser, concède le même Heykal. Nouvelle vie que la candeur de son inspirateur égaiera parfois. Tel est le cas en cette soirée où le tombeur de Farouk reçoit à dîner son émule. Au menu du dîner, un bouquet de crevettes, mets inconnu qui plonge l'invité dans la perplexité. « Comment, s'étonne-t-il auprès de son hôte, vous mangez des criquets en Égypte ? » Lui n'y touchera pas, car il doute que les crustacés aient été occis selon le rite *halal*, prescription coranique impérieuse aux yeux de tout pieux musulman. En revanche, il est une offrande que le commensal méfiant ne chipote pas : l'adoubement du grand homme. En juin 1970, de passage à Benghazi, le *raïs* bénit en ces termes l'officier mutin : « Mon frère Muammar Kadhafi est le dépositaire du nationalisme arabe, de l'unité arabe, de la révolution arabe. » Et, mieux encore, « le rénovateur de la genèse » de cette dernière, ainsi que « le porte-drapeau du nassérisme ». Un hommage qui a valeur de testament : l'homme du défi de Suez s'éteindra quatre mois plus tard, peu après avoir formulé cet aveu teinté de nostalgie : « Il me rappelle celui que j'étais à son âge. »

Consul général à Benghazi de 2002 à 2006, puis ambassadeur à Tripoli de 2008 à 2012, le diplomate égyptien Mohammed al-Nokaly analyse ainsi les ambiguïtés de la passion qu'inspire à Kadhafi la patrie de Nasser : « Lui adorait l'Égypte au point de la haïr et de vouloir lui nuire. Il l'aimait d'un grand amour contrarié. Or, dans un couple, il n'y a pas loin du grand amour à la grande haine. Pourquoi un lien si tortueux ? Égyptiens et Libyens se connaissent si bien, s'épient tellement que, une fois réunis, ils n'ont plus rien à se dire[4]. » Il en fut ainsi avec Sadate, puis avec son successeur Hosni Moubarak. Muammar Kadhafi se plaisait à affubler ledit Moubarak – « le Béni » en arabe – du sobriquet d'Hosni al-Bârik, « l'Agenouillé », ou « l'Affalé » ; quant à la capitale

égyptienne – al-Qâhira, ou « la Victorieuse » –, il la surnomma parfois par dérision al-Maqhoura, soit « la Vaincue ».

Mais n'anticipons pas. La surprise passée, Gamal Abdel Nasser s'empresse de chaperonner ses disciples libyens. Il délègue auprès d'eux son maître espion Fathi al-Dib, dont les agents noyautent l'administration nouvelle, encore embryonnaire. Et il arrive au Caire de dicter à distance promotions et disgrâces, quitte à traiter la Libye post-Idris en quasi-protectorat. D'autant que, dans le sillage des conseillers militaires, affluent en rangs serrés fonctionnaires, enseignants, médecins, ingénieurs et ouvriers du BTP. Une « invasion » qui attise les craintes de concurrence déloyale, tant en matière d'emploi que de commerce, et décuple l'hostilité de la jeunesse urbaine envers les « fayots », sobriquet argotique inspiré par l'engouement des cousins d'Égypte pour les haricots. Au rayon des surnoms, la gouaille cairote n'est pas en reste : Kadhafi passe pour « le Naïf » ou « le Boy-Scout ». Et comment taire la *nokta* – blague – qui court dans les souks de « la Victorieuse » ? Un policier arrête un Libyen flanqué d'un âne chargé de caisses de whisky. Embarrassé, il appelle le grand Muammar. « *Seyed al-Akid*, que dois-je faire ? » « Très simple. Tu mets le type en prison, tu envoies le whisky à Jalloud et tu inscris l'âne à l'USA. » Référence à l'Union socialiste arabe, parti unique fondé le 11 juin 1971 et formellement dissous moins de cinq ans plus tard.

De telles aigreurs ne sauraient occulter les similitudes qui cimentent la filiation politique entre le maître Gamal et l'élève Muammar, relégués l'un et l'autre par la vulgate occidentale au rang de « fous furieux ». Nasser avait lui aussi, pour asseoir son emprise, évincé les officiers libres partisans de l'instauration d'une démocratie parlementaire. Il a, avant son « filleul », combattu avec une implacable ténacité les Frères musulmans, heurté les zélotes de la tradition en bannissant la polygamie et échappé à plus d'une tentative d'assassinat. Mais il a aussi, mû comme le Libyen par l'impérieux besoin d'être adulé, pratiqué l'éclipse inexpliquée et le chantage au renoncement, puis glissé au fil des ans vers le césarisme, à coups de confiscations et d'épurations. « Une différence toutefois, nuance le cousin Ahmed Kaddaf ad-Dam. Nasser plaidait en faveur de l'unité arabe, mais n'avait aucun *background* islamique. Alors que Muammar, viscéralement anticommuniste, combinait les deux idéaux[5]. » « Trois facteurs les distinguent, renchérit l'ex-ambassadeur Mohammed al-Nokaly : la religiosité, le puritanisme et l'anticommunisme. Notre *raïs* s'efforçait d'ailleurs de freiner les ardeurs de son cadet mal dégrossi, qu'il jugeait trop pressé. » Autant de réserves qui font écho au constat dressé vingt ans auparavant par Burgat et Laronde : « Kadhafi est trop pieux pour être parfaitement nassérien. Trop nassérien pour ne pas s'opposer à une émergence de l'islam politique[6]. »

Sa piété, pour le coup, ne fait guère de doute. Le colonel, affirment ses proches, jeûne les lundis et jeudis, ainsi qu'au long du mois précédant la période

de ramadan, dont il respecte pour l'essentiel les interdits. Où qu'il se trouve, l'ancien élève de la *madrassa* de Syrte s'astreint alors aux cinq prières quotidiennes et vante à ses visiteurs les vertus du Coran trônant immanquablement sur son bureau. Tel est le cas ce jour où il fait don d'un exemplaire finement calligraphié à Éric Rouleau. « Tenez, lance-t-il à l'envoyé spécial du *Monde* quand s'achève leur entretien, lisez ou relisez le Livre saint. Vous y trouverez les réponses à toutes vos questions. L'unité arabe, le socialisme, l'héritage, le rôle dévolu aux femmes, la chute de l'Empire romain ou la destinée de la planète après l'invention de la bombe atomique. Tout y est. » Dès octobre 1971, une commission s'emploie à réviser les textes et usages juridiques en vue d'assurer leur conformité avec la loi islamique. L'année suivante, la *zakât*, ou aumône légale, troisième des cinq piliers de l'islam, devient obligatoire. Mais déjà affleurent les prémices du combat sans merci qu'il livrera aux cheikhs sunnites, jugés rétrogrades et conformistes.

Lui s'emploie à priver les oulémas, ou docteurs de la loi, dont il s'estime *a minima* l'égal, de tout monopole normatif en matière religieuse, de même qu'à imposer une *ijtihâd*, ou interprétation des textes sacrés, très personnelle, dictée par sa prétention à renouer avec la pureté originelle du message coranique. En novembre 1971, il ne laisse à personne le soin de diriger la prière de l'Aïd al-Fitr – la rupture du jeûne du ramadan – à la mosquée Moulay-Mohammed de Tripoli, quitte à choquer la coterie des turbans. À ses yeux, seul importe le Coran, unique source de vérité indiscutable. Et pour cause : la sunna (tradition) et la charia (loi coranique) sont à ses yeux d'essence plus humaine que divine. De même, il conteste la portée des *hadiths*, commentaires postérieurs à la révélation. Vision sacrilège pour nombre de prêcheurs sunnites. Quel est le titre du documentaire que l'émission « 24 heures sur la Une » diffuse en avril 1973 ? *Le Protestant de l'islam.* Plutôt bien vu. « Protestant, au sens d'adepte d'une "Église" réformée[7] », confirme plus de quatre décennies plus tard l'universitaire franco-néerlandaise Maria Graeff-Wassink. De fait, bien moins intégriste que réformiste, le fils de berger mystique préconise un lien direct, sans intermédiaires, avec le Créateur. Allah d'abord, le Prophète ensuite. La Mecque, premier Lieu saint de l'islam ? Un édifice parmi d'autres. Ses audaces quant au statut de la femme, être quasiment invisible en dehors de l'enceinte domestique, hérissent aussi les gardiens du dogme patriarcal. Ainsi fait-il voter, dès le 1er mai 1970, des lois censées inciter « l'autre moitié du ciel » à travailler hors du foyer, voire lui garantissant le retour à l'emploi au terme d'un congé maternité. Mais là encore, celui qui juge la répudiation anachronique et instaure, au moins en théorie, la pension alimentaire au profit des divorcées reste enferré dans ses ambiguïtés. Il impose dans les entreprises l'aménagement de crèches, vilipendées dans ses écrits ultérieurs. De même, le fameux Livre vert, que nous

tâcherons de décrypter dans un prochain chapitre, tend à sacraliser les fonctions d'épouse et de mère.

Loin du Caire et de Benghazi, l'impétueux Gueddasi – l'une des variantes de son patronyme alors en vogue dans les médias – intrigue. Si « innommable » fût-il aux yeux de ses contempteurs, le futur Guide aura été nommé de mille manières tout au long de sa geste. Sur son site officiel algaddafi.org, une rubrique intitulée « Comment épelez-vous Muammar al-Gaddafi ? » en livre trente-deux versions. Dans les journaux occidentaux, à l'orée des années 1970, chacun y va de son orthographe, plus ou moins phonétique : El Gheddafi puis El Kazafi ou Khazafi dans *L'Express*, Moamer El Khadafi au *Nouvel Observateur*, où on le rebaptise Mohamar Kedhafi en mars 1974, Khahdafi pour *L'Aurore*, M'Aammar Kaddafi dans les colonnes de *Jeune Afrique*. Chez les anglophones, on hésite entre Gadafy *(The Guardian)* et Moammar Gaddafi *(Los Angeles Times)*, l'oscar de l'exotisme revenant sans conteste au *Herald Tribune* du 23 juin 1970, pour son Moamer Kazafuy. Autres variantes relevées au hasard des lectures : Qaddafi, Qadhafi, Gazafi et Khedafi pour le nom ; Mohamed, Mohammed, Mouammar ou Mouammer côté prénom. Mal nommer les hommes, serait-ce, pour emprunter à Albert Camus une formule tant galvaudée, « ajouter au malheur du monde » ?

Un mythe oriental

Les contours de son portrait, dessiné par petites touches au fil des reportages d'époque, demeurent flous. Citées par le quotidien *Paris-Presse*, des Anglaises établies en Libye s'extasient de sa ressemblance avec l'acteur américain Gregory Peck. Admettons. Çà et là pourtant, les récits d'envoyés spéciaux lèvent un coin du voile. Témoin, cette dépêche de l'Agence France-Presse, datée du 18 septembre 1969 et jaunie par les ans, dénichée dans les précieuses archives de *L'Express*. Mentionnée plus haut, son auteure, Danielle Eyquem, fut au côté d'un confrère non identifié la première reporter européenne brièvement reçue – un quart d'heure – par Muammar Kadhafi. Celui-ci, relève la future directrice du bureau de Londres puis chef du service politique de l'AFP, « s'exprime en anglais, lentement, malaisément, cherchant ses mots pour trouver l'expression juste ». Pour le décrire, l'envoyée spéciale de l'Agence trouve les siens : « Très maigre, les pommettes saillantes, profondément creusées de rides, la mâchoire prononcée, l'œil vif comme un fennec. Il a la tête haute et le regard fier. Son visage s'illumine fréquemment de larges sourires très gais, qui lui redonnent un air d'extrême jeunesse. » Le meneur, raconte Eyquem, enchaîne les séances de travail au siège de Radio-Tripoli, où il a installé son QG la veille. Elle le trouve là, un fusil-mitrailleur à la main, devisant avec une poignée d'officiers. Il a pris soin de découdre des épaulettes de sa chemise les deux étoiles et la couronne, « insignes propres aux colonels de l'ère monarchique ». « Allez, venez ! », lui lance Kadhafi. Lequel tient d'emblée à préciser que s'il consent à accueillir le duo de journalistes, c'est que ceux-ci sont français. Or, confie-t-il, « je considère la France comme notre amie, depuis qu'elle a cessé son aide à Israël ». Allusion à la suspension de toute livraison militaire aux belligérants de la guerre des Six-Jours, annoncée le 5 juin 1967 par Paris. Le mutin en chef insiste aussi sur le caractère indolore du putsch. « Personne n'a été tué lors de notre coup d'État, souligne-t-il. […] Il n'y a eu aucune résistance. »

Un autre média hexagonal revendique alors, à tort semble-t-il, la primauté de l'intrusion dans le saint des saints de la révolution. À en croire *Le Nouvel Observateur*[1], son reporter fut « le premier journaliste de la presse mondiale à

avoir pénétré dans le sanctuaire du nouveau pouvoir libyen – le Conseil de la révolution – et à s'être entretenu avec ses dirigeants ». Lui décrit « un pouvoir à neuf têtes », toutes penchées sur les dossiers étalés sur le bureau rectangulaire en acajou d'une « salle de briefing » à la « sobriété spartiate » ; une pièce d'une blancheur virginale, chichement équipée de quelques chaises et de deux tables basses calées le long des murs. Dans la cour de la caserne, hier siège du commandement en chef de l'armée, on entasse les caisses de whisky, legs méprisable d'une hiérarchie impie. Le premier de cordée ? Un *moulhazen awal* – premier lieutenant – des transmissions nommé Moamer El Khadafi, avance la plume du *Nouvel Obs.*

Si toutes valent le détour, l'une des archives filmées accessibles sur le site web de l'Institut national de l'audiovisuel (INA), et datée du 23 octobre 1969, retient particulièrement l'attention. On y voit le jeune officier, raidi par la timidité, se prêter à l'exercice de l'entretien télévisé, peinant à répondre dans un anglais rudimentaire aux questions de son interlocuteur. Une épreuve du feu et une épreuve tout court. Assis derrière son bureau, sa casquette écussonnée posée sur une pile de dossiers, un stylo à la main, Muammar Kadhafi alterne sourires crispés et regards fuyants, cherchant parfois le salut dans le bloc-notes posé sous ses yeux. Ou dans sa science précoce de la langue de bois. Évasif, il bute sur le mot *« government »*, puis s'essaie à l'art de l'esquive. Les nationalisations annoncées ? « Ce n'est pas le moment opportun pour évoquer ce dossier. » La spécificité du socialisme libyen ? « Je n'ai pas prévu de répondre à toutes ces questions. » Pour cette fois, il s'en tire par une pirouette : la Libye adoptera « le socialisme qui est bon pour le peuple ». Débrouillez-vous donc avec ça…

Quelques semaines plus tard, c'est au tour du *Monde*[2] de compléter, sous la plume de Daniel Bartholoni, le portrait chinois du Libyen. L'entretien a cette fois pour décor un bureau doté d'une crédence, en acajou là encore, où sont alignés quatorze téléphones. À quoi celui qui situe sa « prise de conscience » révolutionnaire en 1961 attribue-t-il la facilité relative de la conquête du pouvoir ? « D'abord à l'aide de Dieu, répond Kadhafi. […] À vrai dire, je ne m'attendais pas à devenir le chef. C'est devant les événements que je me suis découvert moi-même. » Il est ensuite question de « devoir » et de « destinée ». Quels principes guideront la nouvelle équipe ? « Liberté, socialisme, unité. » Mais il s'agit bien d'un « socialisme islamique », spécifie l'officier : « Nous respecterons donc, comme le demande le Coran, la propriété privée, même héréditaire. » Respect à géométrie variable, comme on le constatera le moment venu.

À l'évidence, les pionniers du CCR n'accordent que peu d'importance au décor de leur épopée. En mai 1971, Éric Rouleau décrit, toujours dans *Le Monde*[3], un protocole succinct et des mesures de sécurité minimalistes, circonscrites à une vérification d'identité superficielle à l'entrée de la caserne.

Dans le bureau du chef, chichement meublé, le futur ambassadeur remarque quelques manuels de français, niveau école primaire. En janvier 1972, lorsque l'envoyé spécial de l'hebdomadaire dominical britannique *The Observer*, Robert Stephens, découvre le quartier général, la pièce où officie le secrétaire de Kadhafi ressemble à s'y méprendre, avec ses étagères garnies de médicaments, à une infirmerie. À ceci près que sur sa table s'empilent non des traités de médecine, mais des ouvrages en italien portant sur les soulèvements estudiantins et les mouvances radicales en Amérique. Quant aux murs du vaste bureau du chef, ils sont ornés de versets du Coran dûment encadrés. Le journaliste d'outre-Manche campe un « innocent fatigué » « austère, véhément, imprévisible », un « idéaliste légèrement excentrique qui ose dire tout haut ce que pensent les autres Arabes », et qui « combine la piété puritaine avec le radicalisme politique ». « Quand nous interdisons les jeux d'argent, l'alcool et les boîtes de nuit immorales, lui explique Kadhafi, quand nous bannissons les langues étrangères de nos rues, de nos documents et de nos enseignes pour les remplacer par de l'arabe, quand nous ravivons les valeurs islamiques, l'arabisme, nous le faisons pour défendre le caractère véritable de la nation, sa dignité, sa gloire et son patrimoine, nous armant de la sorte contre l'impérialisme. » Au terme de l'entretien, le Libyen inverse les rôles, interrogeant longuement son interlocuteur sur l'Irlande du Nord comme sur l'éventuel déclin social de la Grande-Bretagne. « Serait-il possible, s'enquiert-il, que la jeunesse trouve de l'inspiration et de nouvelles valeurs dans le Coran ? » À cette époque, le Bédouin soutient qu'une résolution de l'ONU devrait bannir les breuvages alcoolisés, maléfiques, de même que le haschich et le LSD. Le décret qui, neuf mois plus tard, expose tout Libyen majeur coupable de vol à l'amputation de la main droite, assortie de celle du pied gauche en cas de hold-up, et rend l'adultère passible de lapidation désarçonne à l'évidence un autre titre londonien. Raidissement de « visionnaire frustré[4] », tranche *The Guardian*.

Déjà mijote au gré des pages et des images un cocktail médiatique alambiqué, mélange de fascination, d'hostilité et de clichés tenaces. Voici, dans *Valeurs actuelles*[5], ce lieutenant « Mohammed el-Khaddafi », présenté à tort comme un parachutiste, « grand et svelte, portant avec élégance la stricte vareuse anglaise avec casquette chamarrée, aussi bien que le *battle-dress* et le béret rouge des troupes d'élite ». Voyez cette icône d'une révolution « xénophobe et puritaine », qui arbore le « large sourire et le regard dur » du « séducteur latin ». Rien ne manque au catalogue des stéréotypes. Ni la posture altière, voire hautaine, ni le visage émacié, ni l'œil noir. À *L'Aurore*, on n'aime guère « l'enfant terrible de l'islam, le boute-feu [*sic*] extravagant du monde arabe », qui « se sent investi d'une mission quasi messianique ». Haro sur le « personnage de western, colt toujours braqué, tête brûlée ivre de bruit et de fureur ». « Cet homme sec, que l'on dit ascétique, lit-on ensuite, brûle comme

une torche. Cette passion qui l'embrase, ce rêve fou qui l'anime, cette ambition démente qui le taraude, c'est l'islam. » Une autre facette du hors-castes séduit en revanche les envoyés spéciaux dépêchés sur place : sa simplicité, fût-elle un rien ostensible. On s'émerveille de le voir sillonner sans escorte, treillis kaki et chapeau de brousse, les rues de Tripoli au volant d'une Jeep, d'une Land Rover ou d'une Fiat hors d'âge. Envoyée spéciale de la BBC, Kate Adie se souviendra longtemps du jour où, au sortir de son hôtel, elle échappe de peu à une berline que son chauffeur – Kadhafi lui-même – gare maladroitement. À l'été 1970, Roger-Xavier Lantéri relate à son sujet dans *L'Express*[6] cette anecdote : « Un jeune homme s'approche à pas souples d'une Fiat blanche garée devant le château de Caramanli [la citadelle des Karamanli, vestige de l'ère des pachas ottomans] et porte au poste de police voisin un papillon trouvé sur le pare-brise. "J'étais en infraction, reconnaît-il. Voilà les deux livres de l'amende." » Le brigadier, qui identifie aussitôt le contrevenant, dissimule mal sa stupeur. Quinze mois plus tard, le même reporter, de retour en Libye, met en scène un nouveau morceau de bravoure[7]. « Minuit passé, écrit Lantéri. La salle d'attente d'un hôpital à Tripoli. Une lumière chiche. Enveloppé dans un vieux burnous, un homme entre : "J'ai mal, dit-il, je veux voir un médecin." Distraitement, une infirmière lui montre un banc. Il attend. Longtemps. De la salle de garde, des rires sautent jusqu'à lui. Et soudain, il se hâte vers les rieurs : "Je veux voir un médecin. – Reviens demain !" D'un geste sec, l'homme se dépouille de son burnous. Les rieurs se lèvent, livides. "Donnez-moi vos noms. Vous êtes révoqués." » Puis le patient fictif déboule dans un bureau où bavardent, assis nonchalamment, une poignée d'oisifs en blouse blanche. « Êtes-vous payés par Israël pour ne rien faire ? », leur assène-t-il, avant d'ordonner le retrait des fauteuils. Nul doute qu'en agissant ainsi, Kadhafi imite sciemment le calife Omar ibn al-Khattâb, un compagnon du Prophète enclin à se travestir en quidam afin de prendre le pouls de la rue.

L'homme simple, accessible, rétif aux honneurs, au confort et au luxe, tel est l'archétype que la chorale kadhafienne psalmodie sans relâche. « Quand il nous rend visite, confie son père à la biographe Mirella Bianco, il dort toujours sur la même natte qu'autrefois[8]. » Las ! Ce dépouillement résistera mal aux délices et aux poisons du pouvoir solitaire. D'autant que le souci de proximité expose le fils de berger. En février 1973, celui-ci assiste à Benghazi aux obsèques des victimes du crash d'un Boeing de la Libyan Arab Airlines, égaré à l'aplomb du désert du Sinaï et abattu par les F-4 Phantom II de la chasse israélienne. À l'instant où, mine grave et mâchoires serrées, il va se recueillir devant les 47 cercueils alignés, un parent endeuillé se précipite vers lui aux cris de « Vengeance ! Vengeance ! ». L'homme est fermement maîtrisé par la garde rapprochée du colonel, lui-même promptement exfiltré. Cet épisode conforte pourtant l'intuition de Kadhafi, qui décide de prolonger son séjour en Cyrénaïque : il lui faut se tenir auprès des siens, parmi les sans-grade, aller au-

devant des doutes et des blâmes, désamorcer les colères, quitte à théâtraliser son empathie par le biais de longs happenings télévisés.

Pionnier de la catharsis cathodique, il écoute, prend des notes, interpelle les puissants, glisse un papier griffonné à l'un, chuchote une instruction à l'autre, couvre le tableau noir dressé derrière la tribune de graphiques ou de chiffres clés, et riposte sèchement quand on lui reproche de ne pas avoir châtié « l'agression sioniste » fatale aux passagers du Boeing. Cinq heures durant, il tient tête aux 4 000 étudiants massés dans une salle de basket glaciale de l'université de Benghazi. Tantôt, l'ancien lycéen rebelle se fait pédagogue, décrivant patiemment les effets pervers de nationalisations hâtives. Tantôt, il sermonne, abrupt, voire cassant. Un contradicteur lui fait-il grief d'épauler trop timidement les frères de Palestine ? La réplique le foudroie : « J'ai fait ouvrir un registre pour recruter des volontaires prêts à combattre à leurs côtés. Elle a recueilli en tout et pour tout deux inscriptions. Mais pas la tienne. » Pour les « décideurs », tétanisés, l'exercice vire au cauchemar. Un gouverneur peut perdre son fauteuil en direct pour des égouts mal curés ou une collecte d'ordures défaillante ; et un ministre de l'Éducation se voir privé de son maroquin à cause d'une école naufragée. Quitte d'ailleurs à le retrouver le lendemain. Le titulaire de la Santé, interrogé sur le montant du budget alloué au traitement des infirmières, encourt un verdict cinglant : « Tu plaisantes ? C'est insuffisant ! Augmente-moi ça ! » Quant à son collègue à l'Information, interpellé par un paysan marri de ne pouvoir capter, dans son village voisin de la frontière égyptienne, que la télé… israélienne, mieux vaut pour son matricule qu'il remédie *fissa* à cette incongruité. Tel un empereur romain qui, humant les humeurs de l'arène, lève ou abaisse le pouce, le colonel gracie ou châtie le gladiateur.

Aussi riche en revendications fantaisistes qu'en démissions théâtrales et fictives, le défouloir n'épargne pas le visiteur étranger. En novembre 1978, *Jeune Afrique* rapporte ainsi la perplexité du chef du gouvernement maltais Dom Mintoff, fraîchement cuisiné par un « comité populaire » de quartier[9]. L'hôte de marque a droit à un interrogatoire télévisé en règle, qu'il s'agisse des liens tissés entre La Valette et Israël ou de l'usage que son pays compte faire de l'aide budgétaire promise par Tripoli. Et ce, avant que deux des pontes dudit comité, convoitant l'un et l'autre le micro, n'en viennent aux mains.

Hier bâillonné par sa gaucherie devant les caméras, l'officier prend goût à ces longues séances de télé-réalité participative. D'autant qu'elles s'apparentent à une déclinaison moderne de l'assemblée bédouine traditionnelle – la *djemaâ* –, où les sages tribaux discutent, voire se querellent, mais où le dernier mot revient au chef. Démagogie ? Il y a de ça. Mais lorsqu'il questionne un vieux berger sur ses chèvres, son puits, son *chadouf* – appareil à bascule servant à puiser l'eau – ou ses *guerbas*, outre en peau de bouc, l'intérêt n'est pas feint. Le délégué coupable d'avoir séché la session de la veille a intérêt à produire un billet

d'excuse jugé valable. Celui qui n'a trouvé personne pour veiller sur son troupeau de moutons est absous. Pas celui qui invoque le mariage d'un parent.

Au fil des ans, le *reality show* révolutionnaire devient, à en croire son metteur en scène, producteur et acteur principal, l'expression la plus aboutie de la démocratie authentique depuis la Grèce antique. Quand il a pour décor le Congrès général populaire, ou Congrès général du peuple (CGP), ersatz de parlement, le Libyen lambda a droit à une version musclée du numéro des « questions au gouvernement » du Palais-Bourbon, que France 3 diffuse les mercredis de session. À ceci près qu'au perchoir officie Kadhafi, tantôt attentif, tantôt terrassé par l'ennui, tour à tour patient ou abrupt, loquace ou laconique. Il console, compatit, admoneste, sermonne, ramène le calme à coups de stick sur son micro ou coupe la chique à l'orateur trop prolixe, quand il ne chuchote pas à l'oreille de Jalloud[10]. « C'est vous qui exercez le pouvoir, insiste le colonel. Je n'ai aucune autorité ici. Je ne fais qu'animer la réunion. » Pure coquetterie, il va de soi. Car ce formidable exutoire a le double mérite de désamorcer pour partie les ressentiments et de frapper du sceau de l'illégitimité toute dissidence politique. Nul besoin d'opposition, puisque le citoyen peut tout dire. Du moins en théorie.

Un rien cabot, l'homme aime autant changer de registre que de costume. Tour à tour affable et bienveillant, puis cassant et sarcastique. Il peut, raconte Guy Georgy[11], rudoyer le businessman américain au teint rouge brique – « Combien de temps pourras-tu tenir sans whisky ? » –, comme le reporter occidental de passage – « Pourquoi as-tu abandonné le Christ ? » –, ce Jésus qu'il tient pour un grand prophète de l'islam et dont la destinée le captive. « Les peuples de la Terre et sans doute les anges du ciel, écrit Kadhafi dans le message de Nouvel An adressé en janvier 1975 à l'Occident chrétien, sont épuisés par la répétition du prétendu vœu de "bonne et heureuse année", souhait hypocrite. » Or, poursuit-il, « nous sommes très éloignés des préceptes christiques et très proches des propos de Satan ». Et de se désoler « des sommes fabuleuses englouties pour l'arme nucléaire, la conquête spatiale, la guerre psychologique », alors que sévissent maladies et famine. « Nous avons besoin, conclut-il, de relire les enseignements du Christ pour y retrouver la voix nous disant : "Renoncez à la Palestine, au Sud-Est asiatique, à l'Irlande, à l'Allemagne et aux colonies africaines." »

L’ours, l’Oncle Sam et les faux frères

Dieu, pourvu qu’Il en trouve, reconnaîtra les siens. Car sur l’échiquier géopolitique, le CCR tâtonne, tiraillé entre son credo anti-impérialiste, la méfiance que suscite l’athéisme d’État à la sauce soviétique et le souci de ne pas s’aliéner d’emblée les géants occidentaux. Dans un entretien accordé en novembre 1969 à la *Pravda*, Kadhafi l’antimarxiste décerne à l’URSS la dignité de… « meilleure amie des Arabes ». Puis se lance dans un éloge de la « neutralité positive », du « non-alignement » et du « maintien de bonnes relations avec tous les pays, sans discrimination ». Bref, gardons-nous d’injurier l’avenir. Au gré des propos tenus durant les trois premières années du nouveau régime affleure pourtant une constante : la défiance envers le communisme. « Avec leur religion et leur héritage historique, décrète en avril 1970 le pieux Bédouin, les Arabes peuvent se passer du marxisme-léninisme et des autres idéologies importées. » Rebelote deux mois plus tard, dans le quotidien italien *Il Giorno* : « Nous voulons instaurer un socialisme arabe. » Lequel, confie-t-il à Éric Rouleau en mai 1971, « se situe à mi-chemin entre le capitalisme exploiteur et le communisme totalitaire ». « Nous sommes, précise-t-il alors, contre les communistes pour des raisons religieuses, sociales, économiques, politiques et morales. » Le mois suivant, nouveau zigzag : annonçant la reconnaissance par Tripoli de la République populaire de Chine, Kadhafi restitue à l’ours soviétique le titre de « grand ami des Arabes ». Accalmie trompeuse, tant l’aversion semble se durcir au fil des mois. En février 1972, le Libyen étrille dans les colonnes de l’hebdomadaire libanais *Al-Sayyad* l’URSS, « puissance impérialiste », et les communistes arabes, « agents de Moscou ». Six mois après, c’est à un autre périodique du pays du Cèdre, *Al-Hawadess,* qu’il livre cette formule : « Nous sommes contre le communisme comme le communisme est hostile à l’islam. » En vertu de ces acrobaties dialectiques permanentes, le CCR achète des chars soviétiques mais prie Moscou de s’abstenir d’envoyer ses instructeurs. C’est aux Égyptiens que sera confiée la formation des tankistes libyens. Déjà, en mai 1970, lors d’une visite à Alger, Kadhafi avait fermement démenti l’installation imminente de soldats soviétiques dans les bases fraîchement vidées de leurs

occupants britanniques et américains. Rumeurs propagées, assène-t-il alors, « par le colonialisme et ses valets ».

Dans l'entretien accordé à *L'Express*[1] à l'été 1973, le mémorialiste du nassérisme Mohammed Heykal explique ainsi la répugnance viscérale de Muammar Kadhafi : « Il n'aime pas le communisme – il me l'a dit la première fois que je l'ai vu – pour des raisons purement religieuses. Il ne peut pas concevoir qu'un peuple ignore Dieu. Il accepte toutes les religions, mais pas l'athéisme. » Pour autant, le rigorisme professé s'accommode de quelques entorses. Lorsque, en plein mois du ramadan, Heykal s'étonne de surprendre son ami libyen cigarette aux lèvres dans son bureau, il s'attire cette esquive un rien désinvolte : « Essayez. Ce sera bon pour votre santé et vous aurez les idées plus claires. » Si, à en croire le journaliste égyptien, le fumeur bédouin « mène une vie extrêmement austère », il « a un grand sens de l'humour et aime rire ». Humour parfois involontaire. Quand, peu après le *pronunciamiento* des conjurés d'al-Fateh, l'ambassadeur de Tchécoslovaquie vient lui remettre ses lettres de créance, l'ex-officier des transmissions le gratifie d'un « Comme je vous plains d'être le citoyen d'un pays asservi ! », puis lui offre un Coran en arabe.

Bien sûr, les ruades antisoviétiques du Libyen embarrassent ses partenaires de la RAU – Égypte et Syrie – et exaspèrent le Kremlin. Les analystes du KGB le jugent « psychologiquement instable ». Alexis Kossyguine, alors membre de la troïka au pouvoir en sa qualité de président du Conseil des ministres de l'URSS, s'ouvre auprès d'un haut responsable égyptien de l'antipathie que lui inspire ce Kadhafi, « fanatique religieux extrémiste, ennemi du socialisme et du progrès ». Quant à l'agence Tass, elle fustige les propos qu'il tient en septembre 1973 à Alger au détour d'un sommet des pays non alignés, l'accusant de tenter de dévier le mouvement de son cap anti-impérialiste. Si le Yougoslave Josip Broz – le maréchal Tito – lui inspire le respect, Kadhafi apostrophe alors le Cubain Fidel Castro, dont le pays, accuse-t-il, « fait partie de l'URSS ». Ce qui lui vaut une riposte du *lider maximo*, prompt à soutenir que lui, Fidel, doit aux armes fournies par le bloc socialiste d'avoir sauvé sa révolution. Il est vrai que jamais Kadhafi ne manifestera envers les vieux caciques du Kremlin la déférence que ceux-ci estiment mériter. Lors de sa visite en URSS d'avril 1981, il exige ainsi, quitte à bousculer le protocole ô combien compassé en vigueur sur les bords de la Volga, de se recueillir dans la grande mosquée de Moscou, pourtant fermée, ou suspend abruptement une audience car le moment de se prosterner devant l'Éternel est venu. Pis, le Libyen ne se plie que de mauvaise grâce au rituel du dépôt de gerbe au mausolée de Lénine. Vingt-sept ans plus tard, en revanche, il ne se fera pas prier pour assister au Kremlin, au côté du président russe Vladimir Poutine, à un récital de Mireille Mathieu. *O tempora…*

Arrêtons-nous donc un instant sur les deux chantiers qui, par leur portée symbolique, forgeront sur l'échiquier international l'image des nouveaux maîtres de la Libye, Kadhafi en tête : la reprise en main du pactole pétrolier et le sort des

bases militaires étrangères. Enjeux cruciaux qui, en creux, annoncent aussi les dissensions internes et quelques-unes des impasses à venir. Quoique désarçonnés, eux aussi, par un putsch dont le scénario leur échappe, les États-Unis affichent envers ses cerveaux une forme de bienveillante neutralité qu'atteste le câble expédié à Washington par l'ambassadeur Joseph Palmer. Muammar Kadhafi, écrit le diplomate peu après le coup, « est un homme avec qui l'on peut facilement travailler ». Œuvrer notamment, il va de soi, à la préservation des privilèges des *majors* pétrolières américaines. Washington a besoin de brut, Kadhafi de technologie : le primat des intérêts mutuels commande donc d'éviter le clash, du moins jusqu'en 1973, quand l'embrasement israélo-arabe incite la Libye à durcir le maniement du facteur pétrole. Sur le front de l'or noir, le pays dispose de réserves colossales d'un brut de qualité. Et le CCR boucle, en à peine plus d'un an, la reprise en main de Sa Majesté le naphte, la carotte dans une main, le bâton dans l'autre. On vire très vite trois compagnies américaines, histoire d'assouplir le cuir de leurs rivales. Mais on discute : pas question de sacrifier la poule aux œufs d'or noir. Jalloud, placé à la tête d'un comité *ad hoc*, engage le 29 janvier 1970 les négociations avec le Cartel, alliance des sept *majors*, ou *sisters*, opérant dans le pays. En mars naît la Libyan National Oil Corporation, ou Linoco, bientôt seule maîtresse des réseaux de distribution de produits pétroliers. « Nous ne céderons jamais aux chantages des compagnies, tonne le colonel à Tobrouk. Le peuple libyen peut, à tout moment, décider d'interrompre les flots de pétrole ; les temps ont changé et l'époque des jeux d'influence et des pressions, exercés aux dépens d'États arabes impuissants, est révolue. » Fin mars 1970, Kadhafi adresse aux géants *yankees* un message somme toute nuancé : « Nous ne pouvons accepter leur présence sur notre sol s'ils portent atteinte aux droits des travailleurs et du peuple libyen. » En clair, il s'agit de hausser le ton, sans jamais claquer la porte. La preuve : à cette époque, sur les trente-neuf compagnies opérant en Libye, vingt-trois sont américaines, trois italiennes et trois françaises. « Nous sommes prêts à serrer la main des Américains, confirme le Libyen en juin 1970. Encore faut-il que la main qu'ils nous tendent soit nettoyée du sang des peuples d'Indochine et que l'autre renonce à donner des armes à Israël pour combattre les Arabes. » Réduction des quantités extraites, hausse des prix : en mars 1971, à la stupéfaction des vétérans de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP), bientôt ralliés à la ligne dure de Tripoli, les *majors* jettent l'éponge. L'accord quinquennal signé le 2 avril suivant porte le prix du baril de brut de 2,20 à 3,45 dollars US. Deux ans plus tard, 51 % du capital des cinq premières *sisters* passe sous pavillon libyen. « La négociation la plus dure de l'histoire pétrolière », soupire le délégué du Cartel. Le long bras de fer ne s'achève qu'en février 1974, date à laquelle la Libye s'est emparée des rênes de tous les cadors du secteur, contre indemnisation le cas échéant. Ce qui ne l'empêchera pas

d’exporter en catimini son brut aux États-Unis, *via* les Bahamas et la Floride… « La Libye, répète à l’envi Kadhafi, a vécu mille ans sans pétrole ; elle pourra vivre encore mille autres années sans lui. »

Place à l’autre épreuve du feu : le devenir des bases militaires étrangères. Leur « liquidation » fournit, avec les blessures béantes laissées par la colonisation italienne et « la bataille du destin » – entendez la libération de la terre de Palestine –, l’un des mantras récurrents du verbe officiel. Dès le 29 octobre 1969, le pouvoir nouveau exige le retrait des troupes britanniques et la fermeture des enclaves militaires de la Couronne, injonction élargie en mars 1970 à la base aérienne al-Adem, dont le bail expire en décembre de la même année. Simultanément, il intensifie les pourparlers amorcés avec Washington sous la monarchie afin de sceller le sort de la gigantesque emprise de Wheelus Field, dans la banlieue de Tripoli. Un mini-État dans l’ersatz d’État : 4 600 hommes – elle a compté jusqu’à 15 000 pensionnaires à son apogée –, le plus grand hôpital militaire hors États-Unis, une académie accueillant jusqu’à 500 étudiants, une plage privée, un cinéma, un bowling. Le site dispose aussi de sa radiotélévision locale, de son centre commercial et de son *fast-food*. En clair, pour Muammar Kadhafi, qui raconte volontiers avoir été refoulé un jour à l’entrée de l’enclave *yankee*, une tumeur impérialiste en terre libyenne. « Comment, lancera-t-il, un soldat peut-il rester passif et saluer un roi qui a rempli le pays de forces étrangères ? Comment pouvez-vous accepter d’être arrêté dans la rue par un Américain ? » Parachevé dès juin 1970, le retour dans le giron national du camp Wheelus, redevenu Mellaha, s’inscrit aussitôt en lettres d’or dans le calendrier symbolique kadhafien. Friand d’anniversaires et de commémorations, le colonel prononcera désormais chaque année, le 10 ou le 11 juin, un discours retentissant.

Au fond, et au-delà des incantations, Tripoli et Washington se ménagent. L’administration du républicain Richard Nixon sait gré à la figure de proue du CCR d’avoir, avec Sadate, contribué à l’échec du coup d’État ourdi à l’été 1971 par des marxistes soudanais contre le régime de son allié Gaafar Nimeiry, autre disciple de Nasser. De fait, Kadhafi coince à Benghazi, lors d’une escale, l’avion à bord duquel voyagent deux des officiers putschistes en route pour Khartoum et livre sans autre forme de procès ces derniers au pouvoir ainsi conforté, qui s’empresse de les passer par les armes. De son côté, la Central Intelligence Agency (CIA), l’illustre agence de renseignements américaine, aide semble-t-il le Libyen à éventer plusieurs tentatives de complot. Selon des rapports déclassifiés, l’ambassadeur des États-Unis lui transmet en 1971 les noms d’officiers mutins persuadés de pouvoir miser sur la complicité de Washington. Ainsi, dans le quadrille que dansent à distance les trois « K », Kadhafi tend à renvoyer dos à dos Kossyguine et Kissinger, Henry de son prénom, conseiller à la sécurité nationale et futur secrétaire d’État de Richard Nixon. Celui-là même dont il dit un jour qu’il n’était « pas américain, mais juif ».

Avec les dirigeants arabes, les débuts s'avèrent houleux, sinon volcaniques. Et les débuts n'en finiront jamais. D'autant que les potentats en place, monarques, hauts gradés ou civils, scrutent d'un œil inquiet les embardées subversives des jeunes loups du CCR. Lesquels ne traitent guère les frères de la *oumma* avec les égards consentis aux colosses de l'impérialisme. À force de plaider sans trêve ni nuances en faveur d'une fusion des armées arabes dans le creuset de l'union sacrée contre Israël, l'ancien cadet de Benghazi finit par horripiler tous ses voisins. En juin 1970, lorsqu'à la faveur d'une cérémonie parachevant l'évacuation de la base américaine de Wheelus Field il menace ses « frères », accusés de rechigner, d'appeler au soulèvement des masses, Nasser, furieux, le somme en privé de se taire. C'est dire…

La première sortie hors les murs annonce les tempêtes à venir. Lors du sommet de la Ligue arabe de Rabat, réuni du 21 au 23 décembre 1969 à l'invitation du roi Hassan II, l'ardeur et la fraîcheur du néophyte, la ferveur de son plaidoyer en faveur de l'intensification du combat contre « l'entité sioniste », de la création d'un commandement militaire unifié ou de l'abolition du capitalisme suscitent une indulgence vite mâtinée d'inquiétude. Condescendance insupportable à ses yeux. Loin de se plier aux usages du club, le Libyen masque à peine le mépris que lui inspirent la tiédeur et les trahisons de ces dirigeants. Kadhafi confie ainsi sa rancœur à Mohammed Heykal, témoin des couacs du rite initiatique[2]. La présence, dans le sillage du souverain chérifien, de Mohammed Oufkir et d'Ahmed Dlimi, qu'il tient pour les cerveaux de l'assassinat, perpétré en France à l'automne 1965, de l'opposant tiers-mondiste Mehdi Ben Barka, le scandalise. De même, lorsqu'à la reprise de la séance, un officier vient effleurer des lèvres la main du roi, le nouveau venu explose : « Que faisons-nous ici à parler de libération, s'emporte-t-il, alors qu'on pratique encore le baisemain ? » De retour à Tripoli, le colonel s'ouvre à Guy Georgy du courroux qu'éveille chez lui cette étiquette imposant au sujet de se prosterner au pied du monarque. Pour lui, une atteinte à la dignité du musulman. Lors du banquet final, nouveau coup d'éclat. À peine installé, le néophyte libyen bondit. « Que se passe-t-il ? », s'enquiert Nasser. Il se passe que le libellé du carton officiel – « Son Excellence le Colonel Kadhafi » – indispose l'intéressé. « Je ne suis pas une Excellence, objecte-t-il, mais simplement le colonel Kadhafi, un homme du peuple. » Comme toujours, « l'homme du peuple » noie son dépit dans le défi : le 27 décembre, il accueille avec faste à Tripoli Gamal Abdel Nasser et le Soudanais Nimeiry, parvenu au pouvoir au prix d'un putsch sept mois plus tôt. S'ensuivent quatre journées de liesse, couronnées par un défilé militaire. Et dont on retiendra cette image : le pharaon d'Égypte et ses deux élèves, qu'il tient l'un et l'autre par la main, arpentant l'une des avenues de la capitale.

Au palmarès de la crispation bilatérale, le royaume d'Arabie saoudite tient d'emblée la corde, et ne la quittera plus guère. Logique : Kadhafi et les siens

n'ont que mépris pour le régime wahhabite, perçu comme mercantile et duplice. « Le pétrole saoudien, tranche Kadhafi dès janvier 1970, est hostile aux Arabes dans leur combat contre Israël. » Ce qui lui vaut une riposte instantanée de Riyad, où on l'accuse de « semer le désordre entre les États arabes qui combattent sincèrement les plans sionistes expansionnistes ». Avec le Maroc d'Hassan II, les relations sont sinon du même baril, du moins du même tonneau. Elles oscilleront longtemps, en dépit d'embellies aussi éclatantes que passagères, entre le médiocre et l'exécrable. Le 10 juillet 1971, Muammar Kadhafi adresse ses félicitations, pour le moins prématurées, aux militaires putschistes qui viennent de donner l'assaut au palais royal de Skhirat, la résidence d'été où Hassan II fête son quarante-deuxième anniversaire. Pis, Radio-Tripoli incite les mutins au régicide et le leader libyen se réjouit hâtivement de l'annonce, erronée, de l'assassinat du souverain chérifien. Un double affront que sanctionne aussitôt, le 15 juillet, la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays. Apogée d'une crise promise à la désescalade ? Certes pas. Plutôt le prologue d'une guérilla larvée. Tripoli infiltre des agitateurs au sein de l'opposition marocaine et entraîne sur son sol des phalanges rebelles. Tandis que le roi, fort de son statut d'*Amir al-Mouminin* – « Commandeur des Croyants » –, appelle les fidèles libyens au soulèvement. Après le « coup de Skhirat », raconte l'historien Jean-Pierre Bat[3], Hassan II convoque à Rabat un certain Gilbert Bourgeaud, mieux connu sous le nom de Bob Denard. Mission assignée au mercenaire emblématique de la Françafrique : déboulonner l'inquiétant pousse-au-crime libyen, de préférence au profit du neveu d'Idris, alors embastillé. Assaut naval, commando parachuté ou infiltré de Tunisie : le « chien de guerre », censé recruter des supplétifs jordaniens, échafaude divers scénarios, qu'il vient soumettre au palais en novembre 1972. Alors que, de retour en Europe, il peaufine les préparatifs, le voici de nouveau mandé à Rabat. Où il apprend, de la bouche du monarque, le « démontage » *in extremis* de l'opération – sans que lui soit livré le motif de cette volte-face.

On ne se battra donc que par la voie des ondes. Au printemps 1972, Radio-Tripoli consacre chaque semaine quatre émissions peu flatteuses au monarque marocain – dont elle dresse à l'antenne l'inventaire des propriétés. Ainsi engagée, la guerre des micros s'intensifie au lendemain de l'échec côté Maroc, le 16 août de la même année, d'une autre tentative de putsch. Ce jour-là, les conjurés des Forces aériennes royales, que commande le général Mohammed Oufkir, tentent vainement d'abattre le Boeing de Sa Majesté, de retour de France. Depuis Tripoli, « La Voix de la Libération » fustige l'exécution, décrétée par Hassan II, de onze gradés incriminés dans le « coup d'État des aviateurs ». La réplique ne tarde pas : sur Radio-Tanger, le fantaisiste Kouta accable de sarcasmes le fils de berger, brodant sur la rumeur qui lui attribue une mère de confession juive. Quant à la télévision du royaume, elle s'assigne la mission de « faire éclater au grand jour les crimes commis contre le peuple libyen frère,

victime du despotisme » d'un Kadhafi affublé au fil des émissions d'épithètes fleuris, tels que « sinistre colonel d'opérette », « Néron de pacotille » ou « apprenti sorcier ». Si le sommet d'Alger marque en 1988 le retour sur la scène arabe du colonel, après dix ans de bouderie, le provocateur ne revient pas pour rien : il porte à la main droite un gant blanc, qu'il garde à l'instant de saluer Hassan II. Pourquoi ? Pour n'être pas souillé par la main du « traître » qui a serré deux ans plus tôt celle du Premier ministre israélien Shimon Peres. En séance, l'imprécateur déplace son siège pour tourner le dos au « Commandeur des Croyants » et exhale ostensiblement la fumée de sa cigarette vers son voisin, le roi Fahd d'Arabie saoudite. Sur sa lancée, voici qu'il coiffe la capuche blanche de sa gandoura quand Hussein de Jordanie prend la parole. Si d'aventure quelque thésard en quête de sujet fumeux se penche un jour sur la sémiologie du tabac dans les usages diplomatiques, il lui faudra consacrer un chapitre au défunt Guide libyen. En mai 2004, celui-ci, abaya brune et chèche raccord, débarque *in extremis* à Tunis, théâtre du 16e sommet de la Ligue arabe. Au beau milieu de la session inaugurale, il réclame d'un signe à son chef du protocole un paquet de Dunhill. « Des américaines, elles ont bon goût », glisse-t-il à l'Égyptien Hosni Moubarak, hilare. Puis de griller sa blonde avec délectation, s'ingéniant à dessiner dans l'air des volutes de fumée. Amr Moussa, le secrétaire général de la Ligue, monte à la tribune ? Le Libyen frondeur tire une ultime bouffée, se lève, et, dédaigneux, quitte l'arène.

Le tombeur d'Idris Ier tient donc dans son viseur une autre tête couronnée : le Jordanien Hussein, porté sur le trône dix-sept ans avant la révolution d'al-Fateh. Un trône qui, au demeurant, vacille sous les coups de boutoir de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Lorsque, en septembre 1970, le « petit roi » entreprend d'écraser l'insurrection des *fedayin* du Fatah, la faction aux ordres de Yasser Arafat, lâchant sur eux les soldats bédouins de sa Légion arabe, Muammar Kadhafi appelle au renversement de ce « bourreau des Palestiniens ». Et plaide en faveur d'une intervention militaire afin de mettre un terme à l'hécatombe de « Septembre noir ». Le 21 de ce sombre mois s'ouvre donc un sommet arabe réuni en urgence par un Gamal Abdel Nasser à bout de force. Le chef de la junte libyenne déboule dans la salle de conférences du Hilton du Caire ceint d'une cartouchière, dépose ostensiblement sur son pupitre un pistolet puis, se tournant vers le souverain hachémite, lui assène cette injonction : « La meilleure chose que tu puisses faire serait d'abdiquer ! » Grommelle-t-il alors, comme le jurent certains témoins, qu'il se chargerait volontiers d'exécuter Hussein de sa main ? Pas sûr. En revanche, nul doute que Kadhafi prie un *raïs* égyptien à la santé précaire de l'exclure de la Ligue arabe, sinon de l'emprisonner. Ce qui contraint Nasser de rappeler à son ardent émule les règles de l'hospitalité orientale. Peine perdue. « Je crois que vous êtes un peu malade, lui lance le Libyen. Je vais faire venir un médecin. » Cette attention lui vaut une riposte exaspérée de l'hôte du sommet, qui passera de vie à trépas quelques jours

après : « C'est bien toi qui devrais te faire soigner le premier. » Moins d'un an plus tard, le 30 juillet 1971, le Tartarin tripolitain convoque à son tour un sommet « extraordinaire », consacré au contentieux jordano-palestinien. Extraordinaire, il le sera notamment par la modestie de son format : outre la Libye, seuls quatre pays daignent y participer : l'Égypte, la Syrie et les deux Yémen. Mais au moins ce rendez-vous offre-t-il au maître de céans l'occasion, à la faveur d'une conférence de presse à rallonge, de flétrir l'apathie de ses pairs arabes et d'enrichir son répertoire d'imprécateur. « Hussein est un larbin et le sera toujours », tonne-t-il ainsi. Quant aux chefs de clans palestiniens Georges Habache et Nayef Hawatmeh, ce sont « des aristocrates, pas des combattants », des « marxistes, ennemis de Dieu et valets de l'impérialisme ». Les palinodies des leaders du « peuple sans terre », leurs déchirements ont le don de cabrer celui qui revendique la dignité de parrain d'une cause jugée sacrée. Il les sommera maintes fois de renoncer « à leurs bavardages idéologiques futiles et aux divisions au sein des mouvements de commandos ». De même, Kadhafi sermonne sans relâche les *fedayin* hébergés sur son sol, qui, « plutôt que de cantonner en Libye, devraient se manifester en Palestine ». Des réquisitoires incandescents, des menaces à foison, mais peu d'actes. « La Libye, jure-t-il le 11 juin 1972 à Tripoli, assumera la responsabilité de déclencher la guerre de libération populaire dans les territoires occupés par Israël si aucune solution définitive n'est apportée avant la fin de l'année. » « Il est impossible de trouver une issue pacifique, martèle-t-il en août suivant dans le quotidien italien *Il Giorno*. Seule la guerre peut résoudre le conflit israélo-arabe. » Mâle certitude qui s'étiolera au fil des ans, jusqu'à la formalisation du concept fumeux d'« Isratine », entité étatique censée naître de la fusion entre Israël et la Palestine. Un singulier compromis, tant lexical que politique, qui reflète une constante de la psyché kadhafienne, ce mélange de répulsion et d'admiration pour l'État hébreu, sa société et sa puissance. « Je veux une armée aussi forte et disciplinée que celle d'en face », concède-t-il volontiers. Aveu auquel fait écho ce conseil destiné aux étudiants cairotes en mars 1973 : « Qu'ils prennent exemple sur Israël. Là-bas aussi, il y a des conflits sociaux. Mais dès qu'il est question de sécurité, tout le peuple est uni. Les Israéliens ont une conscience sociale que nous n'avons pas. » De même, de qui Kadhafi parle-t-il, sinon de lui-même, dans son discours du 1er septembre 1982 ? Faute d'avoir détruit « la machine militaire sioniste », se désole-t-il, les Arabes ont développé un « complexe d'échec » qui les paralyse, « phénomène purement psychologique, subjectif et illusoire ».

S'il héberge un temps à Tripoli les délégués de 26 mouvances palestiniennes rivales, le tuteur autoproclamé privilégie les plus radicales, financées de son propre aveu à hauteur d'un million de dollars, et dotées de camps d'entraînement en terre libyenne. Sa favorite ? Le FPLP-Commandement général, l'une des six « chapelles » du Front populaire de libération de la Palestine, dirigé par Ahmed

Jibril ; lequel lui vante un jour, démonstration à l'appui, l'efficacité de l'un des fleurons de son arsenal terroriste : la chemise doublée de Semtex, puissant explosif de facture tchécoslovaque. Autre protégé, à compter de 1985, Sabri al-Banna, *alias* Abou Nidal, gourou du Fatah-Conseil révolutionnaire[4], cerveau des attentats meurtriers perpétrés simultanément le 27 décembre 1985 dans les aéroports de Rome et Vienne contre les passagers de la compagnie israélienne El Al, et qu'Alexandre Najjar dépeint sous les traits du « tueur à gages de Kadhafi[5] ». Les pirates de l'air n'ont pas tous droit aux mêmes faveurs. En juillet 1973, le maître du CCR ordonne l'arrestation et la traduction devant une cour criminelle des deux militants du FPLP coupables du détournement sur Benghazi d'un Jumbo de la Japan Air Lines, dynamité ensuite au sol. Ce qui lui vaut d'être qualifié le mois suivant de « dictateur fasciste » par l'organe du FPLP canal historique… « Une cause sacrée suppose des moyens nobles, argue-t-il alors. On ne doit pas terroriser les civils. » Quant aux pirates, ce sont « des bandits de grand chemin » qui méritent un châtiment sévère. Bien sûr, le Kadhafi de l'acte I n'est pas encore tout à fait la providence mondiale des poseurs de bombes, mais sa fascination pour la violence extrême affleure déjà. À l'automne 1972, au lendemain du massacre des Jeux olympiques de Munich – onze athlètes et entraîneurs de la délégation israélienne pris en otages puis assassinés par un commando de la phalange terroriste Septembre noir –, il organise à Tripoli de grandioses funérailles pour cinq des tueurs. On croit voir sa main semer le trouble de Panama à l'Éthiopie, du Yémen à la Thaïlande. Déjà, l'officier fruste mais probe s'efface devant l'inquiétant Machiavel des sables. « Irrationnel mais pas incohérent, lit-on dans *Le Nouvel Observateur*, anachronique mais non passéiste, il a la terrifiante simplicité des “fous de Dieu” du Moyen Âge et brûle de la passion prophétique d'un Savonarole. […] Il y a là un mélange détonant de naïveté et de puissance, de simplicité et de mégalomanie[6]. »

Un personnage, coupable à ses yeux de frilosité, cristallise sa rancœur : Yasser Arafat, le porte-étendard de l'OLP. En retour, ce dernier ne ménage guère « le colonel fou ». En août 1982, à l'heure où, sous la protection des légionnaires français du 2e régiment étranger de parachutistes, l'homme au keffieh fuit Beyrouth, capitale libanaise assiégée par les forces israéliennes, Kadhafi lui suggère de se suicider plutôt que de tomber aux mains de Tsahal. Volontiers, lui rétorque Arafat, si tu te joins à moi pour faire de même. D'autres passes d'armes balisent le duo discordant qu'exécutent ces deux Narcisse. Pour preuve, l'amère boutade lâchée un jour par le Libyen dans un entretien à l'AFP : « Je comprends que certains Libanais aient préféré s'allier à notre ennemi israélien qu'au Fatah [la faction de l'OLP que régente « Abou Ammar »] ; je comprends que l'armée syrienne ait frappé ses membres, que le gouvernement irakien les combatte et que le roi Hussein les ait chassés de Jérusalem. » Il faudra attendre 1999 pour que soit vidée la vieille querelle : cette année-là, l'ex-bienfaiteur des ultras

annonce qu'il ne traitera plus désormais qu'avec l'Autorité palestinienne, l'embryon d'exécutif que dirige le même Yasser Arafat. Ce cas d'école dessine les contours du schéma tactique kadhafien, mis en œuvre sur les fronts du panarabisme comme de l'unité africaine : cavalier impérieux, le colonel enfourche le cheval, fougueux de préférence, dont il prétend prendre les rênes, l'éperonne, lui laboure les flancs à la cravache, le lance dans une cavalcade éperdue. Quitte, dès lors qu'il mesure la vanité de sa fantasia solitaire, à mettre au pas la monture fourbue, voire à la ramener au box, la mort dans l'âme.

Rebelle aux usages protocolaires, le vibrionnant Libyen peut débarquer à l'improviste dans la capitale de son choix, plongeant ses hôtes commis d'office dans l'embarras. Tel est le cas à Damas, en novembre 1970, au lendemain du coup de force qui permet à Hafez al-Assad de s'arroger tous les leviers du pouvoir. Kadhafi dégringole nuitamment par la voie des airs, dresse hâtivement l'état des lieux puis, satisfait, rentre au pays, non sans avoir laissé dans son sillage une dotation de 10 millions de dollars. Ses raids impromptus le conduisent aussi au Caire, à Alger et à Khartoum. Quand Gamal Abdel Nasser ou l'Algérien Houari Boumediene apprennent que le jet Lockheed du jeune « frère » approche, ils lèvent les yeux au ciel – non pour accompagner sa descente, mais en signe de lassitude. Légataire universel du nassérisme, Kadhafi tient à son héritage et au statut que celui-ci lui confère. Le 1er octobre 1970, à l'issue des funérailles du *raïs*, terrassé trois jours plus tôt par une attaque cardiaque, il se place d'autorité à l'heure des condoléances au côté du Soudanais Gaafar Nimeiry et de Yasser Arafat, la mine grave et les yeux embués. Détresse authentique ? Pas vraiment, objecte l'envoyé spécial de *Jeune Afrique*. Le jeune disciple du défunt, raconte Amir Taheri, sanglote et geint pour les caméras, puis, « le tournage terminé, il s'est levé pour nous serrer la main », sans avoir « versé la moindre larme[7] ».

Un désamour pharaonique

Privé de son mentor nilotique, le pupille de la nation arabe persiste à rêver d'épousailles. Qu'importe les rebuffades. Rien, pas même les appels à la sagesse de ses aînés, ne freine la frénésie fusionnelle du Libyen. En deux décennies, de 1969 à 1989, le fiancé perpétuel orchestre une douzaine de mariages. La plupart seront éphémères, mort-nés, voire fictifs. Tous se solderont par un échec. Dès le 26 décembre 1969, la Charte de Tripoli dessine les contours d'une fédération Libye-Égypte-Soudan-Syrie. Quinze mois plus tard, le quatuor, amputé du Soudan, devient trio : place à l'Union des Républiques arabes (URA). Suivent, dans l'ordre d'apparition en scène, l'union entre Tripoli et Le Caire, censée devenir réalité au 1er septembre 1973 – « Une question de vie et de mort pour nos deux pays et le monde arabe », martèle Kadhafi –, mais à laquelle, nous y reviendrons, Sadate se dérobe ; le traité de Djerba, signé le 12 janvier 1974, pacte fondateur d'une République islamique tuniso-libyenne que Tunis torpille deux jours plus tard ; et divers mariages blancs, conclus avec l'Algérie en décembre 1975, la Syrie en septembre 1980 et le Tchad quatre mois après. À peine moins précaire, le traité d'union arabo-africaine d'Oujda jette le 13 août 1984 les bases d'une alliance avec… le Maroc, scellée en contrepartie du retrait de tout soutien de Tripoli aux sécessionnistes proalgériens du Front Polisario, bête noire de la monarchie chérifienne. Affaire bien mal engagée. « Je veux que la responsabilité de l'accord incombe au Maroc, avait averti Kadhafi. De sorte que si une difficulté venait à surgir, *inch'Allah*, nous nous en laverions les mains. » Le couple improbable se brise d'ailleurs deux ans plus tard, au lendemain de la rencontre à Ifrane entre Sa Majesté Hassan II et – *horresco referens* – l'Israélien Shimon Peres. À l'été 1987, il soumet, comme pour solder une vieille querelle, une offre à l'Algérie. Invite formulée d'ailleurs d'une manière étrange. « Rédigez seuls les clauses de l'accord, lance-t-il aux députés locaux. Je les signerai en toute confiance. » Peine perdue, là encore : le président Chadli Bendjedid freine des quatre fers. Faute de mieux, le Guide signe, en février 1989 à Marrakech, et à l'encre verte, son ralliement à l'Union du Maghreb arabe (UMA) que forment le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la

Mauritanie. Mais celle-ci tient davantage du quintette désaccordé que du ménage à cinq épanoui.

Nasser disparu, Kadhafi renonce moins que jamais à arrimer sa Libye à l'Égypte, orpheline comme lui. « Les Égyptiens, disait-il, sont désormais un peuple sans leader, se souvient le diplomate Mohammed al-Nokaly. Moi, je suis un leader sans peuple[1]. » Très vite, son *forcing* matrimonial agace prodigieusement Anouar al-Sadate. L'outsider placé sur le trône du défunt juge le soupirant « possédé du diable » et s'évertuera à torpiller ce mariage sans amour. Mais comment endosser l'infamant costume de fossoyeur d'un élan si vivace au sein des jeunesses arabes ? Le 17 avril 1971, à Benghazi, le même Sadate et le Syrien Hafez al-Assad scellent donc avec Kadhafi le pacte fondateur de l'union tripartite évoquée ci-dessus. Soumise à référendum dans les trois pays membres, la nouvelle entité, avatar élargi de l'alliance égypto-syrienne rompue dix ans plus tôt, se voit plébiscitée le 1er septembre : elle recueille de 96 à 99,9 % de oui. L'URA a son drapeau – rouge, blanc et noir –, orné d'un faucon d'or tenant dans ses serres un ruban frappé de son ambitieux intitulé. À Damas, une dizaine de jours plus tôt, Kadhafi avait sans attendre proposé aux Égyptiens de fermer leur ambassade tripolitaine et aux Syriens de rappeler leurs diplomates. Argument invoqué : « Nous formons maintenant un seul pays. » Vraiment ?

La foule face aux princes, la base contre les faits, et moi et moi et moi… L'épisode de l'été 1973 livre les clés de la méthode Kadhafi, empreinte d'une forme d'égocentrisme populiste. En juillet, outré par la résistance passive mais tenace que Sadate oppose à son projet de « fusion totale », le colonel orchestre une vaste campagne de propagande auprès des élites cairotes puis ordonne que s'ébranle au départ du poste de Ras Jedir, à la frontière tunisienne, une « marche pour l'unité arabe ». Cap sur Le Caire. On s'entasse dans tout ce qui roule, camions, autocars, voitures. Les plus zélés signent de leur sang des manifestes unitaires. « Où allez-vous ? », leur demande-t-on. « Aux pyramides ! », claironnent-ils. Jamais ce convoi pagailleux n'atteindra Gizeh. Et jamais le *sit-in* imaginé sous les fenêtres de Sadate « jusqu'à la signature de l'accord d'unité » ne prendra tournure. Certes, un bulldozer défonce un poste de douane égypto-libyen, bientôt saccagé par des hordes de jeunes « marcheurs ». Certes, l'avant-garde franchit la frontière le 20 juillet aux premières lueurs de l'aube. Et quand Sadate lui intime par voie télégraphique de rappeler ses compatriotes au bercail, Kadhafi esquive, arguant qu'il n'en a pas le pouvoir. Mais le successeur de Nasser, qui a dépêché à Tripoli un proche conseiller, enjoint à son état-major de bloquer le cortège au port de Marsa Matruh, à mi-chemin entre la frontière et Alexandrie. Le stratagème du fait accompli a échoué. Et le patron du CCR en tire les conséquences. Le 21, Radio-Tripoli interrompt son programme pour annoncer sa démission. « Je n'aime pas la politique et la présidence ne m'intéresse pas », avance celui-ci. Puis, cet aveu insolite : « Nous sommes des

révolutionnaires déterminés à libérer le pays. Il ne nous est pas venu à l'esprit que nous devrions assumer les conséquences de cette victoire, la direction politique et diplomatique du pays. » Sur le fond, Kadhafi ne se renie en rien. « L'unité arabe, persiste-t-il, exige qu'il y ait une seule république et un seul président. Je me suis retiré pour préparer cette union. » Aussitôt, un attroupement se forme sur le seuil de la caserne où il réside en reclus. « Reviens ! Ne t'en va pas ! », s'époumone-t-on avant d'entonner le serment d'allégeance rituel : « Avec notre sang, avec notre âme, nous sommes avec toi Muammar ! » Objurgations toutefois moins tonitruantes que les clameurs qui empliront deux jours plus tard le stade bondé de Benghazi, théâtre d'un meeting monstre. Svelte, chemise saharienne et lunettes fumées, *Seyed al-Akid* dresse trois tours d'horloge durant le bilan de sa révolution. Tout y passe : la dérobade égyptienne bien sûr, mais aussi les perfidies du Maroc et de la Jordanie et la veulerie des « pays du champ de bataille » israélo-arabe. Monologue haché, tandis que la nuit tombe, par les hurlements et les slogans jaillis des gradins. « Démission impossible ! », entend-on dans le tumulte. Étonnement feint ou sincère ? À la tribune, le colonel semble désarçonné, se bouche un instant les oreilles, prie sa garde de lui ouvrir un passage dans cette marée humaine, puis renonce à la fendre. Dans un documentaire tourné alors par le grand reporter français Jean-François Chauvel, on le voit conférer en aparté avec son ministre de l'Intérieur. « Tu dois reprendre ta démission », lui chuchote celui-ci. Kadhafi y consent. « Vous m'avez de nouveau convaincu, lance l'orateur à ses supporters, que je ne suis pas libre de mes agissements. » Dopé par ce regain de ferveur, il accable de plus belle l'Égypte où règnent « la corruption, le favoritisme, la censure et la bureaucratie ». L'union, martèle-t-il encore, est « inéluctable » ; elle triomphera, fût-ce au prix d'une guerre civile. Éphémère euphorie. Fin août, le colonel ne paraît pas aux festivités du quatrième anniversaire de la révolution d'al-Fateh, snobées au demeurant par ses pairs arabes : seul le Tunisien Habib Bourguiba daigne faire le voyage. « Forte grippe » ou « troubles intestinaux », avance-t-on dans l'entourage du chef. Nouvel accès de dépression, murmure-t-on dans les salons tripolitains. Déjà, en juin, après que Sadate lui eut signifié son refus de consacrer l'union à l'échéance du 1er septembre, le Bédouin cyclothymique avait fait part à l'un de ses confidents de son intention de mettre fin à ses jours. On le dit aussi mortifié d'avoir essuyé, lors d'un débat tendu, les objections goguenardes d'un parterre d'universitaires.

1973, *annus horribilis*. L'amer dénouement de la guerre israélo-arabe d'octobre, dite du Kippour, va creuser un peu plus le fossé entre Tripoli et Le Caire. Quand, au lendemain d'un humiliant cessez-le-feu, Kadhafi rédige une lettre destinée à son alter ego, il plonge la plume dans l'encre de l'amertume. « Nous serions heureux, écrit-il, de vivre dans les montagnes, les forêts, nus, sans pétrole ni électricité, sans villes, sans lieux de plaisir, sans politique, mais

avec la dignité, la religion et le patriotisme arabe. » Nul n'échappe alors à son courroux. L'Occident ? « Nous ruinerons vos industries et votre commerce[2] », promet-il, dégainant une fois de plus l'arme de l'or noir. La France, coupable de se conformer à l'embargo sur les armes destinées aux belligérants ? « Moshe Dayan [l'ancien chef d'état-major de Tsahal] nous combat avec des Mirage que Paris lui a vendus autrefois. » L'URSS ? Elle fait tout un tapage de ses « misérables livraisons » de matériels vétustes. Mais il y a plus aigre : le colonel, qui revendique le statut de « stratège militaire », supporte mal de n'avoir été ni associé ni même informé par ses partenaires de la Fédération. « Cette guerre d'opérette n'est pas la mienne », tranche-t-il. L'ostracisme dont il accuse l'Égypte et la Syrie lui est d'autant plus insupportable qu'il se prévaut d'avoir livré en amont du conflit à ses alliés du théâtre proche-oriental « des dizaines d'avions de combat, des centaines de chars, de nombreuses pièces d'artillerie, des installations de défense aérienne, tous de fabrication soviétique » ; et d'avoir grandement contribué à l'isolement de l'État hébreu. De fait, en deux ans, dix-sept pays africains ont rompu, sur ses injonctions pour la plupart, avec Israël. Dont l'Ouganda, le Tchad, le Niger, le Mali, la Guinée-Conakry, le Gabon, le Togo, le Sénégal et la Côte d'Ivoire. Reste que son désaveu révèle une divergence de fond sur l'objectif du *Blitzkrieg* d'octobre. Pour Kadhafi, il s'agit moins de reconquérir les territoires perdus en 1967 que de libérer les Palestiniens du « joug sioniste » et de renvoyer sur le Vieux Continent les Juifs d'Europe établis en Terre sainte depuis 1948. Les autres, insiste-t-il, sont des cousins, des frères, et ont vocation à vivre en paix à nos côtés. Comment s'étonner dès lors que le colonel snobe le sommet arabe convoqué à Alger du 26 au 28 novembre ? « Le Caire et Damas, accuse-t-il, cherchent à obtenir notre caution à leur projet de capitulation[3]. »

Rien n'y fait. Au-delà des apparences, le désamour égypto-libyen perdure, au point qu'en 1976, Le Caire accuse Tripoli d'avoir financé un complot visant à détrôner Anouar al-Sadate. Il peut d'ailleurs prendre un tour un peu mesquin. Pour preuve, l'anecdote qui, à la même époque, court dans les chancelleries : lors d'un passage du successeur de Nasser, le colonel se serait abstenu à dessein de venir à sa rencontre pour l'attendre sous la tente, ce qui aurait contraint l'Égyptien de se baisser, offrant de la sorte à la propagande maison la photo d'un *raïs* à l'échine courbée[4]. Tripoli menace de publier le procès-verbal d'un entretien Sadate-Kissinger datant de janvier 1974 ? L'Égypte annonce en guise de riposte le démantèlement d'un réseau de *call-girls* dirigé par une actrice cairote, comptant parmi ses clients de « hauts dirigeants libyens ». Mais on ne s'en tient pas aux invectives. La discorde atteint son acmé lors de la guerre éclair à laquelle se livrent en juillet 1977 les deux voisins. Quatre jours durant, les frères ennemis, plus ennemis que frères, dansent au bord de l'abîme. L'étincelle ? Une nouvelle « marche sur Le Caire », refoulée elle aussi le 20 juillet par les gardes-frontières égyptiens. S'ensuit un assaut blindé de

l'armée libyenne, appuyé par les Mirage 5 de son aviation. Résolu à infliger à Kadhafi « une leçon qu'il n'oubliera jamais », Sadate lance une série de raids aériens, fatals à neuf de ses chasseurs, abattus par les batteries antiaériennes d'en face. Il faudra les bons offices conjugués de Yasser Arafat et de l'Algérien Houari Boumediene pour que soit scellé un fragile cessez-le-feu.

Un nouvel accès de tension survient, on s'en serait douté, au lendemain de la signature, en septembre 1978, des accords de paix égypto-israéliens de Camp David, assimilés par Tripoli à un « monument de défaitisme ». Dans une interview accordée à la chaîne française TF1 le 1er février suivant, le colonel éreinte Sadate : « D'un côté, il veut tromper Israël ; de l'autre, les Arabes. C'est un joueur et un opportuniste. » Trente mois plus tard, l'assassinat du successeur de Nasser par l'islamiste Khalid Islambouli, en pleine parade militaire, déclenche en Jamahiriya des scènes de liesse, et inspire à Kadhafi cette infamante oraison funèbre : « La haine a été enterrée avec Sadate ; en même temps que la trahison, la délation, la déloyauté. » En 1984, l'ancien Premier ministre libyen Abdelhamid Bakouche, passé à l'opposition, échappe sur les bords du Nil à un commando de tueurs venus de Tripoli. Donné pour mort, le miraculé surgit à la télévision égyptienne, le temps d'une conférence de presse à grand spectacle, dûment mise en scène. Au fil des ans, les services égyptiens déjoueront d'ailleurs sur leur sol bien d'autres tentatives d'assassinat ou de kidnapping de dissidents libyens.

Choc d'ego et d'orgueils, le duo tumultueux que forment Muammar Kadhafi et son aîné tunisien Habib Bourguiba, qu'il traitera un jour de « nain » pour avoir accepté une décoration américaine, vaut lui aussi qu'on s'y attarde un peu. Très vite, le premier prend le pli de débouler sans crier gare à Tunis. En 1971, il vient haranguer *in situ* la jeune garde du Parti socialiste destourien au pouvoir, lui livrant un discours cousu de fautes, tant sa maîtrise de l'arabe classique laisse à désirer[5]. L'année suivante, l'excursion vire au happening itinérant et motorisé, ébauche artisanale des interminables convois qui, dans les années 2000, serpenteront sur les routes et les pistes d'Afrique subsaharienne. Le colonel palabre avec des notables locaux, distribue des Coran puis, parvenu aux portes de la capitale, troque sa 504 contre une Mercedes. Cap sur le cinéma Palmarium, théâtre d'un meeting retransmis en direct, au cours duquel le visiteur propose au débotté de gommer la frontière commune, legs « artificiel » du colonialisme, afin de créer un État tuniso-libyen dont Bourguiba prendrait la présidence. « Ceux qui n'œuvreront pas en faveur de l'unité, menace-t-il, seront balayés comme fétus de paille ! » Jusqu'alors diverti par la fougue et le culot de son cadet, le « Combattant suprême » manque s'étrangler devant son téléviseur. Il fonce au Palmarium, s'empare d'un micro et « recadre » l'intrus, lui infligeant une grinçante leçon. Non, décidément, le statut de fer de lance de l'émancipation ne revient pas à la Libye, « ce charmant petit pays si voisin et si frère qui a été libéré de l'oppression coloniale par les troupes étrangères et ne doit son

indépendance qu'au bon vouloir de l'Angleterre et de l'ONU, qui ne vit que de son pétrole et de la technologie étrangère ». « Ne serait-il pas plus sage pour lui, poursuit-il, de se libérer de sa dépendance envers les pays surdéveloppés avant de songer à l'unité ? L'unité de deux pays sous-développés n'a jamais constitué une force. » Le cours d'histoire et de maintien du précepteur tunisien ne s'arrête pas là. « Bourguiba, continue le lion de Carthage, enclin à parler de lui-même à la troisième personne, ne doit pas sa charge à une révolution ou à un coup d'État, mais à une lutte héroïque d'un demi-siècle. Et cela pour la patrie tunisienne, et non pour devenir un fragment d'on ne sait quelle nation arabe. » Le 16 décembre de la même année, le fils de Monastir, qui enterra lui aussi une monarchie, enfonce le clou au détour d'un meeting tunisois : « Je suis sûr de son dévouement et de sa sincérité, concède-t-il, un rien condescendant, au sujet de Kadhafi. Reste qu'il manque de l'expérience requise pour juger pleinement des impératifs et des exigences d'une telle entreprise. On peut certes imaginer une unité entre nos deux pays, mais toute action improvisée se solderait par un échec. » Diagnostic prémonitoire. Le 14 janvier 1974, l'ancien et le trentenaire, venu avec femme et enfants, cosignent à Djerba l'acte de naissance de la République arabe islamique, rédigé sur un feuillet à en-tête de l'hôtel Ulysse Palace, et que doit valider en théorie un référendum convoqué quatre jours plus tard. « Au nom d'Allah […], est-il écrit, la Tunisie et la Libye n'auront désormais qu'un seul chef, une seule armée, une seule Constitution. » À la tête de la nouvelle entité, Bourguiba bien sûr, flanqué de deux vice-présidents, son Premier ministre Hédi Nouira, réfractaire à de telles épousailles, et Muammar Kadhafi. Le maître de Carthage a-t-il fini par céder par lassitude ? Qu'importe : quarante-huit heures après, il annule l'accord. Ses juristes ont déniché l'imparable martingale : la procédure référendaire ne figure nulle part dans la loi fondamentale du pays… « Il aura suffi d'un week-end, constate alors André Pautard dans *L'Express*, pour réduire le surprenant mariage tuniso-libyen à une simple promesse de fiançailles. La fusion des deux pays a été balayée par les vents aigres de l'hostilité algérienne et de la méfiance américaine[6]. » Humilié, le Libyen répudié brûle aussitôt de laver l'affront. À son retour à Tripoli, il se cloître dans son vaste bureau tapissé de livres, y rumine sa rancœur jusqu'à l'aube et n'émerge qu'en fin de matinée. Mais la « marche populaire » qu'il tente de lancer sur Tunis tourne court. Qu'à cela ne tienne : le soupirant éconduit a la rancune tenace. Au point de tremper en 1976 dans la tentative d'assassinat, précocement déjouée, de Nouira, à qui il impute le fiasco, et d'expulser la même année des milliers de travailleurs tunisiens délestés de leurs biens, procédé reproduit à l'été 1985. Mais aussi, assurent alors les services occidentaux, d'avaliser l'envoi, *via* la valise diplomatique, de lettres piégées à plusieurs journaux tunisois peu amènes à son égard. Après la rupture précoce du pacte de Djerba, la relation entre le colonel frustré et Bourguiba, devenu l'hôte bienveillant des opposants libyens en exil, ne cessera de s'envenimer, jusqu'à

atteindre un point de rupture le 26 janvier 1980, jour où un commando de la fantomatique Armée de libération de la Tunisie, rébellion choyée par Tripoli, attaque la ville minière de Gafsa (sud). À la demande du Combattant suprême, le président français Valéry Giscard d'Estaing dépêche sur place des avions de transport, deux hélicoptères Puma et une poignée de conseillers militaires, tandis que trois bâtiments de guerre et cinq sous-marins appareillent de Toulon. Mais cette flottille ne parvient en vue des côtes tuniso-libyennes qu'après la bataille : les forces tunisiennes ont repris Gafsa dès le 3 février. Ce qui ne dispense nullement Paris de payer au comptant cet engagement : une foule téléguidée met à sac et incendie son ambassade tripolitaine, tandis que des émeutiers prennent d'assaut le consulat et le Centre culturel français de Benghazi.

Une femme à son chevet

Quatre ans avant cette noce manquée, celui que l'on croyait marié à la seule révolution a scellé une autre union, plus intime celle-là. Dans la nuit du 25 au 26 décembre 1969, en présence de ses hôtes Nasser et Nimeiry, Muammar Kadhafi rompt son vœu de célibat et épouse Fatiha al-Nouri, enseignante à l'école normale de Sebha, fille du chef de la police royale d'Idris dans le Fezzan certes, mais aussi sœur d'un « officier libre ». Las ! Le couple, à l'instar de tant d'alliances forgées entre la Libye et ses partenaires du voisinage, ne dure que quelques mois et se solde par un divorce précoce. Entre le fils de berger et la bourgeoise tripolitaine issue d'une famille nantie d'origine turque, le courant ne passe guère. « Avant même cet épisode, révèle l'ex-ambassadeur Mansour Seif an-Nasr, Kadhafi, soucieux de se couvrir en cas d'échec de la mutinerie, avait vainement demandé la main de l'héritière d'un Premier ministre du roi[1]. » De cette brève union naîtra pourtant un garçon prénommé Mohammed, l'aîné d'une riche et turbulente fratrie. Avec la seconde épouse officielle, nul risque de maldonne sociale ou culturelle. L'infirmière Safiya Farkash al-Barassi a grandi au cœur d'une influente tribu bédouine de la région d'al-Beïda, en Cyrénaïque. La rencontre a pour décor l'hôpital où le patron du CCR vient d'être admis non pour y soigner les blessures dues à un accident de voiture ou à un attentat, comme le prétendent certaines sources, mais pour les besoins de l'appendicectomie évoquée plus haut. Coup de foudre assez romanesque pour se frayer un chemin jusqu'aux colonnes de *Paris Match*[2]. En septembre 1973, au détour d'un récit richement illustré et truffé de légendes lyriques, l'hebdomadaire décrit ainsi les prémices de l'idylle : Safiya aurait jeté sur le lit du convalescent une liasse de 1 000 dinars et une seringue empoisonnée, lui livrant cet aveu : « On m'a payée pour te tuer, mais je ne veux pas. Ce que je veux, c'est t'épouser. » *Se non è vero è ben trovato*… Réplique alléguée du miraculé : « D'accord. Et puisque tu m'as sauvé la vie, je te serai toujours fidèle. » Un serment vraisemblablement apocryphe et à coup sûr imprudent, tant il y aura de coups de scalpel dans le contrat… Quelques mois plus tard, c'est au tour du magazine *Jeune Afrique* de portraiturer d'une plume peu incisive, dans

sa rubrique « Femina », cette « grande et très belle » femme qui « s'intéresse à tout ». Le lecteur l'y découvre volontaire, intelligente, chaleureuse, ouverte aux idées nouvelles. Mieux, Safiya apparaît sur une photo assise dans un avion au côté de son époux. Sur ce cliché, daté de novembre 1973, Muammar lui décrit, l'index pointé sur une carte, les étapes du périple qui les mène alors en Yougoslavie, en France, puis à Malte. L'ex-infirmière, apprend-on en outre, veille personnellement sur la santé du cerveau de la révolution d'al-Fateh et, par crainte d'empoisonnement, renouvelle fréquemment ses traitements.

Moins d'une décennie après la parution de ces édifiants reportages, les gazettes parisiennes se feront l'écho d'une mémorable escapade de la discrète Mme Kadhafi, flanquée de deux enfants. Au menu, le musée du Louvre, la tour Eiffel, la sortie en Bateau-Mouche sur la Seine et la virée au « safari zoo » de Thoiry, dans les Yvelines. « Safia et ses gorilles ont visité les lions », titre sans excès de finesse *France-Soir*[3]. Allusion à l'émoi suscité par l'irruption incognito, en fin de matinée, de la limousine de Madame et de son escorte, deux voitures bourrées de gardes du corps. De quoi alarmer la direction du parc et placer en état d'alerte l'antenne locale des renseignements généraux. Beaucoup de tracas pour pas grand-chose : les visiteurs se bornent à sillonner les enclos dédiés aux antilopes, aux ours et, comme il se doit, aux rois des animaux. Au passage, le quotidien présente la *first lady* libyenne comme la « troisième épouse » du colonel. Relayant ainsi la rumeur selon laquelle celui qui, au grand dam des islamistes et des notables patriarcaux, interdira la polygamie fut un temps bigame. Thèse confirmée par une source familière du prologue de l'épopée kadhafiste, mais qui requiert l'anonymat. Selon elle, le jeune officier aurait, après s'être uni à Safiya, convolé avec l'héritière d'un ex-sénateur et ministre du Travail du roi Idris, Taher al-Ogbi. Laquelle sera, au lendemain de l'échouage de l'hyménée, expédiée en Angleterre en compagnie des deux fillettes nées de cette passade.

Bien avant que ses pulsions de prédateur sexuel ne sortent de l'ombre, les toquades de Muammar Kadhafi avaient intrigué médias et services de renseignements. En 1979, celui qui revendique alors le seul titre de Guide de la Jamahiriya s'entiche de Memia Hanayen, 22 ans, fille de la bourgeoisie libérale tunisoise et étudiante en sciences économiques à Paris. Il a croisé l'ambitieuse « Michka » – le surnom de cette gracile beauté brune – à Tripoli le 26 mars de cette année-là, au sein d'un groupe de jeunes visiteurs venus de France. Le flirt, cultivé à distance au gré de longs échanges téléphoniques, ne tarde pas à s'enliser : la jeune femme refuse de sacrifier son cursus et son mode de vie aux attraits douteux d'une vie en cage, si dorée soit celle-ci, et plus encore de troquer sa liberté contre un statut dégradant d'épouse *bis*. À l'été 1987, les chancelleries arabes bruissent d'une nouvelle rumeur : celle d'une union quasiment clandestine, contractée en plein désert avec Nabila Khashoggi, 25 ans, aînée et bras droit du milliardaire saoudien Adnan Khashoggi. Dot supposée ? La

livraison promise au beau-père putatif, à prix d'ami, de 100 000 barils de pétrole brut par jour pendant un an. Tant pis pour les amateurs de potins : rien, à notre connaissance, n'accrédite l'hypothèse de ce mariage-mirage, attribué à l'époque à la volonté de Muammar Kadhafi de rompre un isolement diplomatique pesant. En revanche, un autre fantasme conjugal du colonel aura empoisonné durablement la vie d'un chef d'État africain, le Sénégalais Abdou Diouf. En décembre 1985, le successeur de Léopold Sédar Senghor emmène le Guide, alors en visite officielle à Dakar, sur l'île de Gorée, mémorial de la traite négrière. Sortie en famille à bord de la vedette présidentielle : Kadhafi est flanqué de Safiya et d'une belle-sœur, tandis que Diouf a embarqué épouse et enfants. Au retour, le Libyen, bouleversé par la cruauté dont témoigne cette tête de pont de l'esclavage transatlantique, se lâche. « Ça me donne envie de pleurer, confie-t-il à ses hôtes. Désormais, chaque fois que je croiserai un Blanc, j'aurai envie de l'égorger. » « Intense moment de gêne, admet le Sénégalais trois décennies plus tard. Les deux femmes qui l'accompagnent baissent les yeux. Quant à nous, nous regardons ailleurs[4]. » Mais il y a plus embarrassant pour le couple. « Lors de cette traversée, poursuit celui qui dirigea l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) de 2003 à 2015, Kadhafi repère notre benjamine Yacine, alors âgée de 16 ans. Quelques semaines après son départ, il me demandera sa main par l'entremise d'une délégation que conduit une femme d'affaires libanaise mariée à un Camerounais. » Abdou Diouf croit s'en tirer en promettant à l'émissaire, éconduite poliment, de « réfléchir » à la proposition. Raté : une nouvelle ambassade revient à la charge l'année suivante. « Impossible, objecte fermement le président. Ma fille est trop jeune. » « J'apprendrai ensuite, révèle-t-il aujourd'hui, que cette Libanaise avait fait le voyage avec plusieurs hommes de main dans l'espoir de la kidnapper. Plus tard, quand Yacine s'installe aux États-Unis pour y poursuivre ses études, je prie les autorités de Washington de veiller discrètement sur sa sécurité. » Un temps de silence, puis cet aveu, reflet de la frayeur rétrospective d'un père : « Si j'avais eu la faiblesse de consentir à une telle bêtise, que serait-il advenu d'elle ? Kadhafi l'aurait choyée quelques mois avant qu'elle rejoigne le harem. » À l'évidence, les obsessions matrimoniales du Guide doivent moins aux caprices de Cupidon qu'aux vertus politiques que ce Bédouin manœuvrier, *maestro* de l'arrangement tribal, prête aux alliances familiales. Et sans doute faut-il imputer à ce tropisme le scénario incongru qu'il imagine en 1995 : marier l'un de ses fils à Chelsea Clinton, la fille du couple hors norme que forment Bill Clinton, alors président des États-Unis, et Hillary, future secrétaire d'État de Barack Obama, puis rivale malheureuse de Donald Trump.

En son exil doré de Mascate, capitale du sultanat d'Oman, la très effacée Safiya a désormais tout loisir de songer à son singulier destin. Elle aura au fil des ans fermé les yeux sur toutes les frasques de son époux, les liaisons du séducteur fringant et compulsif comme les coucheries du tyran usé, encore avide

d'éprouver sa puissance et d'avilir par le sexe fidèles, rivaux et ennemis. Mais elle seule aura, en contrepartie de sa mansuétude, endossé quarante années durant toutes les défroques de la compagne indétrônable. De celle de la jeune infirmière empressée à celle de la veuve réclamant, *urbi et orbi*, la dépouille du défunt afin de lui offrir une sépulture décente, *via* celle de la *materfamilias*. Mère à sept reprises, selon une version officielle sujette à caution. « En fait, soutient une psychologue libyenne, consumée il est vrai par sa haine du défunt colonel, Safiya n'a donné naissance qu'à deux ou trois enfants, et refusé d'assumer les autres maternités ». Au dire des adeptes de ce thriller procréatif à épisodes, Aïcha, la favorite du Guide, pourrait avoir une maman yougoslave. Quant à Hana, la fille adoptive prétendument tuée lors du raid punitif sur le fortin de Bab al-Aziziya ordonné en 1986 par Ronald Reagan, elle aurait pour génitrice Houda Ben Amer, une militante révolutionnaire libyenne promise à une carrière d'apparatchik de la Jamahiriya. À propos d'adoption, il semble acquis – tout arrive – que Muammar Kadhafi prit en outre sous son aile un neveu, prénommé Milad ; lequel lui aurait sauvé la vie lors du bombardement américain évoqué à l'instant. Peu exposé, ce protégé sera brièvement interpellé en décembre 2011 en Tunisie, où il séjourne alors illégalement. Difficile, là encore, de démêler l'écheveau touffu des ragots et des on-dit. On classera néanmoins résolument dans le tiroir des tuyaux crevés ce « scoop » dévoilé à l'été 2011 par l'hebdomadaire hongrois *Heti Vàlasz*[5] : Safiya Farkash ne serait autre que Zsofia Farkas, jeune femme de souche magyare native de Mostar (Bosnie-Herzégovine). Infirmière au sein du service médical d'un centre d'entraînement militaire local, elle y aurait rencontré un ténébreux stagiaire venu de Libye, « probablement épousé avant 1969 ». Exotique à souhait, cette légende se heurte à un écueil rédhibitoire : Muammar Kadhafi n'a, sauf erreur ou omission, jamais séjourné dans les Balkans avant son accession au pouvoir.

Discrète, la vraie Safiya n'en fut pas moins avisée, au point de faire fructifier son statut. Selon l'ancien diplomate français Patrick Haimzadeh[6], elle jouit d'une indéniable influence au sein du Comité populaire de sécurité générale, variante jamahiriyenne du ministère de l'Intérieur. Plus prosaïquement, l'épouse du Guide tient les rênes de la compagnie aérienne Buraq Air, laquelle bénéficie d'un quasi-monopole sur le marché de l'acheminement des pèlerins libyens vers La Mecque. Si elle prise les séances shopping à Paris, Londres ou Vienne, la fille de la tribu des Barassi n'a donc rien de la potiche qu'on exhibe en cas de besoin. Maria Graeff-Wassink, qui la voit fréquemment à l'époque où son mari Christian sert à Tripoli en qualité d'ambassadeur de France, garde en mémoire cette conversation au cours de laquelle Safiya s'enquiert des spécificités du « socialisme à la française[7] ».

France terre d’idylle

L’ancien officier transmetteur se pique, on l’a vu, de francophilie. On sait aussi que, sur son autel votif, Rousseau côtoie Napoléon, à qui il convient d’ajouter Robespierre et bien entendu Charles de Gaulle. Mieux, en 1980, au détour d’un entretien télévisé, il soutient que l’instauration d’une Jamahiriya a « hélas » avorté deux fois en France : d’abord après la prise de la Bastille, ensuite au lendemain de l’insurrection estudiantine de 1968… Analogie hasardeuse, maintes fois déclinée devant ses visiteurs hexagonaux. « À ses débuts, répète-t-il en 1983 à un trio de journalistes, la révolution de 1789 était populaire, jamahiriyenne[1]. » Dans « l’inconscient collectif français », poursuit le colonel, Mai 68 « a constitué une tentative visant à revenir aux origines » de cette révolution. La preuve ? La reprise de « notre mot d’ordre, “Des comités partout !” ». CQFD.

« La chair est triste hélas, et j’ai lu tous les livres. » Sans doute Kadhafi ignore-t-il l’œuvre de Stéphane Mallarmé, mais, jurent ses proches, « il a tout lu sur la Révolution française, des encyclopédistes précurseurs à Danton ». Tout, peut-être pas. « Reste qu’il ordonnait à son entourage de lui signaler les ouvrages traitant de cet épisode, de préférence en anglais, avance l’ex-ambassadeur Christian Graeff. Il s’en gavait, pour régurgiter aussitôt. Ainsi pouvait-il fort bien, au terme de la visite d’une coopérative agricole au sud de Tripoli, s’enquérir de la qualité de la soupe, puis demander aux ouvriers ce qu’ils savaient de Thermidor, histoire de fustiger les fourberies de la contre-révolution[2]. » Fascination tenace. En novembre 2004, lorsque Jacques Chirac fait escale à Tripoli, une exposition intitulée « La rencontre des pionniers » y exalte la parenté entre les deux soulèvements. Prise de la Bastille, serment du Jeu de paume : légendées en arabe et en français, des affiches hautes de 8 mètres, reproductions de gravures d’époque, ornent alors quelques façades du centre-ville. Une poignée d’auteurs français des XVIIIe et XIXe siècles, rangés d’ordinaire sur l’étagère des penseurs méconnus ou marginaux, ont pu également nourrir son imaginaire. Citons le philosophe rationaliste Antoine Destutt de Tracy ; Charles Fourier, prophète d’un socialisme utopiste, communautaire et coopératif ; son

disciple Victor Considérant, économiste et polytechnicien ; Barthélemy-Prosper Enfantin, dit le Père Enfantin, « chef suprême » d'une communauté libertaire ; ou encore Pierre-Joseph Proudhon, théoricien de l'anarchisme et père de cette fameuse maxime : « La propriété, c'est le vol. » En octobre 2001, lors d'un entretien sous la tente, le Libyen confesse à Charles Josselin, alors secrétaire d'État à la Coopération du gouvernement de Lionel Jospin, suivre de près la controverse née peu auparavant des révélations sur le passé trotskiste du Premier ministre socialiste. Et prie son visiteur de transmettre au locataire de Matignon son vœu d'en discuter avec lui, avant de confirmer l'admiration qu'il voue non seulement à Proudhon, mais aussi au théoricien russe de l'anarchisme, Mikhaïl Bakounine.

Pour qui scrute l'évolution du discours kadhafien et de ses références, tout indique que l'appétit du Guide pour les écrits d'ailleurs s'est érodé au fil du temps. Peu à peu, le lecteur éclectique et curieux s'efface devant le *geek* accro à Internet, perméable aux fantasmes complotistes dont fourmille la Toile, happant les rumeurs à la volée, de moins en moins enclin à faire le tri entre faits avérés et constructions orwelliennes. En mai 2009, quand l'envoyé spécial de l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* lui demande comment il s'informe, le colonel connecté répond ceci : « Pour l'essentiel, sur Internet. Je suis en permanence assis devant mon ordinateur. Je lis de préférence en arabe, mais comme il est possible d'obtenir une traduction instantanée de l'anglais… » Addiction confirmée l'année suivante dans les colonnes de *Paris Match* : « J'aime bien surfer sur Internet. Personne ne connaît Google comme moi[3] ! » Singulière régression pour un homme longtemps si prompt à invoquer la philosophie, la psychologie et la sociologie et à revendiquer un cousinage sacré. « Le désert décrète-t-il un jour, a toujours produit de grands prophètes : Moïse, Jésus, le Prophète Mohammed et moi. » On notera au passage que la passion du *webmaster* bédouin pour les médias électroniques ne survivra pas à l'épreuve de l'insurrection de février 2011. « N'importe quel crétin, fulmine-t-il alors, n'importe quel chien, menteur, alcoolique ou opiomane peut dire ce qu'il veut sur Internet. Vous le lisez et vous le croyez. Devons-nous devenir des victimes de Facebook, de WikiLeaks et de YouTube ? »

Revenons-en aux origines de l'alchimie franco-libyenne. En 1971, la patrie de Victor Hugo détient, aux yeux du jeune colonel, un atout plus fracassant que la richesse de sa pensée : son industrie militaire. Nommé ambassadeur en Libye avant même le *pronunciamiento* du 1er septembre, Guy Georgy sera le témoin privilégié, mais aussi l'un des acteurs, du compagnonnage entre le royaume désertique et le pays des Mirage. Ceux de la dynastie Dassault s'entend. Avant même que la brume se lève sur Benghazi et Tripoli, le président Georges Pompidou détaille au diplomate en attente d'agrément sa feuille de route. « Le monde arabe, constate l'ancien banquier épris de poésie, est en effervescence, la

croissance démographique et le pétrole, la misère et la richesse insolente s'y côtoient, la soif de dignité et de justice est la nouvelle antienne du tiers-monde. La moitié de ces peuples ont moins de 25 ans et l'avenir n'est certainement pas aux rois, aux princes ni aux potentats de tout poil. Vous verrez ces jeunes gens. Vous les écouterez pour savoir ce qu'ils veulent, vous les jugerez avec sympathie, vous leur offrirez notre coopération[4]. » Ce qu'ils veulent ? De la bienveillance et des avions de chasse. C'est le 11 octobre que Georgy présente ses lettres de créance au « berger des Syrtes ». À l'heure convenue, le commandant Abdessalam Jalloud, vêtu d'un *battle-dress*, vient le cueillir à sa résidence au volant de sa Jeep. « Visiblement mal à l'aise », raconte l'envoyé de Paris, Muammar Kadhafi se lève, s'assoit, ôte sa casquette toute neuve à la visière frangée de dorures, la recoiffe, survole les notes griffonnées par son ministre des Affaires étrangères d'alors, le francophone Salah Bouissir. Voici le portrait que brosse de lui l'ambassadeur dans l'ouvrage cité plus haut : « Taille moyenne, svelte, sec et légèrement voûté ; traits réguliers et énergiques, visage hâlé et peau grêlée ; cheveux légèrement roux et ondulés, nez droit et fin, mâchoire carrée, masséters puissants, deux plis profonds partant de la base des pommettes vers le creux des maxillaires, l'œil noir et mobile enfoncé dans l'orbite dont l'éclat est voilé par de longs cils qui battent fréquemment, sourire discret sur des dents éclatantes, front élevé, cou mince avec une pomme d'Adam très saillante : il émanait de lui une impression de force, de volonté et de concentration, mais également de gravité et de méfiance. » Lors de l'entretien suivant, le colonel prie son visiteur de transmettre ses salutations au *raïs* Pompidou et lui signifie que le Comité révolutionnaire souhaite instaurer avec Paris une coopération étroite dans les domaines civil et militaire, notamment en matière aéronautique et maritime. S'il tient, sur les conseils de Nasser, à privilégier ce partenaire ouest-européen, c'est par souci de s'affranchir de tout lien de dépendance vis-à-vis de Moscou comme de Washington. Chargé de conduire les pourparlers, le commandant Jalloud ne mégote pas : Tripoli réclame 110 chasseurs Mirage tout équipés, modèle préféré au MiG-21 soviétique, d'autant que l'URSS tient à s'arroger le monopole de la fourniture des pilotes et de l'assistance. À l'image de son ministre de la Défense Michel Debré, la France hésite un temps, atermoie, puis acquiesce. Dès lors, l'affaire sera rondement menée et le marché conclu dès décembre 1969. Serge Boidevaix, conseiller diplomatique à la Défense, et Éric Desmarets, expert en contrats d'armements à la direction économique du Quai d'Orsay, cueillent discrètement Jalloud à Orly et l'acheminent chez Debré[5]. Las ! Le protocole d'accord « secret » ne le reste pas longtemps : les services de renseignements israéliens ont levé ce lièvre de belle taille. Ce qui, entre autres griefs, vaut en février 1970 au locataire de l'Élysée les huées des Juifs de Chicago, ville étape d'un périple américain. À la même époque, Kadhafi justifie cette énorme commande au détour de sa première conférence de presse en bonne et due forme. Au regard de l'étendue de son pays,

argue-t-il, l'arme aérienne fournit « le seul moyen de défense efficace » contre « l'expansionnisme sioniste ». « Nous ne pouvons blâmer les commandos palestiniens, glisse-t-il au passage, d'attaquer des objectifs civils, car les Israéliens le font aussi. » Un an plus tard, à Tunis, le colonel enfonce le clou. « Nous sommes libres d'utiliser comme nous l'entendons les armes achetées avec notre argent », répète-t-il, avant d'adresser à Dassault, en boutiquier avisé, cette mise en garde : « Il n'y a pas que des Mirage dans le monde. Nous pourrions acheter d'autres avions de combat. À des prix peut-être plus avantageux. »

Il faudra pourtant attendre l'automne 1973 pour que le généreux commanditaire pose le pied sur le sol français. Et ce, à la faveur non d'un voyage officiel, mais d'une « visite privée ». Dans une note rédigée à la veille de son arrivée et inspirée par les télégrammes de l'ambassadeur Georgy, Jean-Bernard Raimond, conseiller à l'Élysée, dresse de sa gouvernance un panorama flatteur, sinon idyllique. « Quatre ans après le coup d'État qui a renversé la monarchie, écrit le futur chef de la diplomatie de Jacques Chirac, le colonel Kadhafi a affermi son régime et le CCR demeure soudé autour de sa personne. En dépit de ses outrances, il fait impression par sa pureté, son dynamisme, son messianisme arabe. Ses déconvenues dans sa tentative d'union avec l'Égypte ne paraissent pas avoir diminué sa popularité. » Le 23 novembre, lorsque, bravant un vent frisquet, le Premier ministre Pierre Messmer vient accueillir au pied de son avion le Bédouin trentenaire, il ne se doute guère des tourments que lui causera sous peu son hôte. Rien de commun, certes, avec l'interminable pantalonnade parisienne qui, trente-quatre ans plus tard, plongera Nicolas Sarkozy dans une rage impuissante. Reste que les caprices du Libyen préfigurent les cauchemars qu'endureront à l'avenir la plupart de ses hôtes. Logé au Plaza Athénée, où il reproduit dans sa suite l'agencement d'un foyer bédouin, flanqué d'une escorte pléthorique et de son épouse Safiya, vêtue à l'occidentale, nu-tête et longue chevelure, Kadhafi n'entend rien des slogans scandés place de l'Opéra, théâtre d'une manifestation hostile aux ventes d'armes que la France consent à un régime frénétiquement anti-israélien. Là n'est donc pas la cause de son retard. Attendu à Matignon à 16 heures pour la signature d'un nouveau contrat, le colonel ne paraît point. Il exige, apprend-on, que Messmer et son ministre des Affaires étrangères, Michel Jobert, se déplacent jusqu'à son palace de l'avenue Montaigne. « Il ne veut plus venir ?, éructe le chef du gouvernement. Ramenez-le donc au Bourget ! » Raison d'État oblige, l'ancien administrateur colonial finit par céder et se rend sinon à Canossa, du moins dans une suite du Plaza. Le lendemain en revanche, l'ombrageux visiteur ne se fait pas prier pour gravir, en sous-pull sombre à col roulé, les marches du palais de l'Élysée, où Pompidou, déjà affaibli par le mal qui l'emportera, le reçoit plus de deux heures durant.

Devant les micros, le neveu politique de Nasser éreinte Sadate et le roi Fayçal d'Arabie saoudite, ce « marchand de pétrole » que Radio-Tripoli dépeint

en « traître vendu aux Américains », et évoque les velléités indépendantistes qui agitent Djibouti ou les Comores. En tête à tête, il prie son hôte d'enrayer l'émigration juive européenne vers Israël, encense la « révolution culturelle » fraîchement amorcée en Libye et, tout en réclamant l'accélération de la livraison des équipements déjà commandés, soumet à la France une nouvelle *shopping list* couleur kaki : une trentaine de Mirage V et F1, fleurons de la gamme Dassault, des hélicoptères Alouette et Super Frelon, des blindés, des vedettes, des batteries de missiles Crotale, des fusées air-sol, sol-air et mer-mer et des systèmes radar. La souplesse de Paris en la matière serait-elle dictée par ses seuls intérêts pétroliers ? Pompidou le nie : « Ce qui a joué, argue l'enfant de Montboudif (Cantal), c'est que nous avions constaté un vide. Et il n'y a rien de plus dangereux qu'un vide. C'était beaucoup mieux, pour tout le monde, que ce soit la France qui le comble. » Elle ne sera pourtant pas la seule à s'y employer. Pris d'une frénésie d'achats militaires, le colonel dépêche quelques mois plus tard le fidèle Jalloud à Moscou. Les chiffres qui circulent alors donnent le tournis : il est question de 20 milliards de dollars de commandes sur vingt ans ; soit de quoi acquérir, *via* un troc pétrole-armements, 6 000 tanks, un millier d'avions de chasse de type MiG et 200 bateaux de guerre, assortis de missiles sol-air, de pièces de DCA et d'une cohorte de conseillers. Patron du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage, le fameux SDECE, depuis 1970, Alexandre de Marenches range aussitôt le jeune officier putschiste parmi les agents de l'expansionnisme soviétique. Il est vrai que Moscou, en quête dans la région d'une tête de pont apte à suppléer un partenaire égyptien infidèle, courtise le colonel. Et que celui-ci, quoique prodigue en anathèmes anticommunistes, semble s'ingénier à alimenter le soupçon. Pour preuve, les tournées qui le conduisent de Berlin-Est à Prague, ses emplettes, ses liens avec les services secrets des satellites du Kremlin et l'amitié qui le lie au camarade Todor Jivkov, maître de la Bulgarie.

Le feuilleton de ce séjour sur les bords de Seine, la première escapade en Occident depuis la conquête du pouvoir, ne s'achève pas là. Passons sur l'épisode, mineur, du check-up impromptu à l'hôpital Saint-Antoine. Et arrêtons-nous un instant sur celui, mémorable, du forum monté et mis en scène à la hâte par le journal *Le Monde*. L'idée en a germé lors d'un entretien avec Éric Rouleau, l'envoyé spécial du journal du soir, qui voit en Kadhafi un être « orgueilleux, entêté et sans scrupules », mû par un « insatiable besoin de reconnaissance », mais plus mégalomane que fou. Assez avisé en tout cas pour endosser le projet, stratagème idéal quand on tient à approcher le successeur de Charles de Gaulle et à consolider sa stature internationale. Quand le colonel débarque à Paris, rien n'est vraiment finalisé. Ni programme précis, ni thématique arrêtée. Chez les héritiers d'Hubert Beuve-Méry, note *Jeune Afrique*, on est « stupéfait », « bousculé par l'impatience du Colonel[6] ». Qu'importe, le « colloque culturel » aura bien lieu ; en l'occurrence, cinq heures d'échanges

improvisés et rugueux avec d'éminentes figures de l'intelligentsia, dont les orientalistes Maxime Rodinson et Jacques Berque, mais aussi des plumes du *Times*, de *La Stampa*, de *Die Welt* et bien sûr du *Monde*. André Fontaine, alors directeur de ce dernier et président de séance, en dévoilera plus tard les coulisses[7]. La veille au soir, l'entourage de Kadhafi lui a transmis les exigences du chef : pas de vin à table lors du dîner servi au terme des échanges, et, parmi les invités, aucun des ambassadeurs des pays de la Ligue arabe, qu'il faut donc décommander à la hâte. À la clé, ce samedi 24, un long dialogue de sourds. Certes, Michel Tatu, chef du service étranger du journal de la rue des Italiens prête à l'invité de « vastes connaissances nourries de lectures nocturnes », qui s'ordonnent « en une harmonie préétablie autour du roc de la foi ». Mais l'orateur tripolitain peine à emporter l'adhésion de l'auditoire quant à la pertinence de sa « troisième théorie universelle », supposée solder l'insurmontable antagonisme entre le capitalisme qui asservit et le communisme qui aliène. En retour, il récuse les réflexions de l'essayiste franco-tunisien Albert Memmi, l'un des théoriciens du concept de judéité, et réprouve l'ardent plaidoyer que l'ancien président du Conseil Pierre Mendès France prononce en faveur de la réconciliation israélo-arabe. Traité en « homme de guerre » – un comble –, « PMF » échoue par ailleurs à lui faire admettre l'existence de « ce que », Kadhafi dixit, « on appelle l'État d'Israël ». Le Libyen, qui aime se frotter aux penseurs de son siècle et se croit déjà leur égal, croise ensuite le fer avec l'historien Claude Bourdet et le philosophe Roger Garaudy. C'est que le premier ose voir dans le nationalisme et la religion des masques de l'exploitation. Tandis que le second doute à voix haute de l'apport de l'islam au socialisme.

Quelques années plus tard, le Guide, de retour à Paris, brandira lors d'une conférence de presse tenue dans un salon de l'hôtel George-V la traduction en arabe d'un essai du même Garaudy. « Ce que je sais du marxisme, proclame-t-il alors, je l'ai appris dans ce livre. » En 1978, le stalinien repenti, qui ne s'est pas encore égaré dans les marais fangeux du négationnisme, relate dans *Paris Match* une autre rencontre, en Libye cette fois[8]. Quatre heures de tête à tête, à l'air libre puis sous la tente, sur les mérites comparés des théologies chrétienne et musulmane. À cet interlocuteur, converti tour à tour au protestantisme, au catholicisme puis à l'islam, le colonel confie qu'il tient la Libye pour le pivot du futur dialogue des civilisations…

Quand, à l'heure de conclure le happening du Plaza Athénée, l'avocat Michel Habib-Deloncle, patron de la chambre de commerce franco-arabe, demande à l'invité du *Monde* si un chef d'État peut être philosophe, le colonel s'en tire en invoquant Platon et sa *République*. Bilan de l'opération ? Kadhafi, avance le quotidien vespéral dans sa recension, a quitté la tribune « pleinement satisfait ». Quant à Éric Rouleau, il fait étalage de ses dispositions pour la carrière de diplomate qu'il embrassera bientôt : « Muammar Kadhafi, écrit-il,

n’a pas toujours été convaincant, loin de là. Mais par son comportement, son calme, son ton conciliant et ses remarques faussement ingénues, il a sans doute amené nombre de ses auditeurs à nuancer l’idée qu’ils se faisaient de lui. »

Soit. Peut-être le colonel a-t-il en outre étoffé, à son insu, les rangs de ses zélateurs. Dans les couloirs du métro parisien, des adeptes de la secte californienne « Les Enfants de Dieu » distribuent à cette époque une plaquette de six pages bien tassées intitulée « Le tiers-monde de Kadhafi[9] ». Plaquette signée Moïse-David, pseudonyme adopté par l’ancien télévangéliste David Brandt Berg, gourou incestueux et pédophile. Son contenu ? Un recueil, en caractères minuscules, des 58 « sourates » de ce « prophète moderne », de cet « Aladin contemporain », pourfendeur de tous les matérialismes, qu’ils soient d’essence capitaliste ou communiste. Juste retour des choses : l’année précédente, au risque d’un hiatus culturel baroque, une délégation de hippies des *Children of God* avait été invitée à la Foire internationale de Tripoli. Faveur d’autant plus paradoxale que Kadhafi ne fait pas mystère, auprès de l’ambassadeur de France Guy Georgy, du mélange de méfiance et de dégoût que lui inspirent les hordes de touristes sans gêne aux défroques grotesques, vecteurs à ses yeux de corruption et de subversion, quand il ne les assimile pas à des espions à la solde d’Israël. Mais voilà : pour le chef bédouin, peu au fait des affaires du monde, tout insoumis occidental, tout fantassin de l’anti-impérialisme fait figure d’allié objectif. D’où la bienveillance précoce qu’il manifeste envers le boxeur américain Cassius Clay, devenu Mohammed Ali en 1965, les combattants de l’Armée républicaine irlandaise (IRA) ou les terroristes palestiniens. Bienveillance active sur laquelle, bien sûr, il nous faudra revenir.

ACTE III
RAIDISSEMENT

Vers la Jamahiriya

À quoi peut bien ressembler la « révolution culturelle » dont le colonel avait, à l'automne 1973, vanté les vertus auprès de son hôte élyséen Georges Pompidou ? L'ardent putschiste désigne ainsi le virage brutal imprimé à la faveur d'un discours prononcé le 15 avril précédent à Zouara, cité côtière de l'Ouest. Cette adresse réputée fondatrice, qui préfigure l'éclosion trois ans plus tard de la Jamahiriya, ou « République des masses », résulte au fond d'un triple dépit. Celui qu'inspirent les revers cuisants du *forcing* panarabe. Celui que suscite l'incapacité de l'USA, parti paralysé par ses travers bureaucratiques, à élargir la base populaire du régime. Celui, enfin, né des désaccords fréquents au sein du CCR. Pour ressusciter la pureté de l'élan révolutionnaire, affranchir les mentalités des démons du matérialisme et de l'appât du gain, Kadhafi s'en remet au peuple, au besoin contre l'appareil. Nul doute que ce credo doit un peu de sa tonalité maoïste au long récit que fit à l'orateur, deux jours auparavant, son ami Mohammed Heykal – l'éditorialiste d'*Al-Ahram*, fraîchement rentré d'un périple chinois.

C'est à prendre ou à laisser. Si le programme en cinq points énoncé à Zouara n'emporte pas l'adhésion, la Libye devra se passer de son prophète. Les cinq points ? Abrogation des lois en vigueur au profit d'un mélange de charia – loi coranique – et de décrets, liquidation des opposants, ces « malades dépravés et aliénés », armement des masses, épuration administrative et culturelle, arabisation totale, notamment dans l'enseignement. Honneur aux valeurs islamiques et sus à la routine, aux tièdes, aux traîtres, aux « déviationnistes » et autres « corrompus ». Les ennemis à terrasser sont légions : la bourgeoisie, les agents pro-occidentaux de l'intelligentsia, les marxistes, les baasistes et, bien sûr, les Frères musulmans. Une campagne d'affichage magnifie l'homme du peuple et flétrit le nanti, l'intello gauchisant, le fonctionnaire indolent. Au fil des mois, plusieurs milliers de « comités populaires », dûment armés, éclosent dans le pays. Dans les quartiers et les entreprises, sur les campus, il leur revient de destituer les cadres déloyaux et les enseignants indignes de confiance, mais aussi d'expurger les bibliothèques des ouvrages malsains. Il y a de l'autodafé dans

l’air. Le lendemain, de retour à Tripoli, Kadhafi incite d’ailleurs son peuple à « brûler les livres qui colportent les pensées importées de l’Occident réactionnaire capitaliste ou du communisme juif » ; à charge pour une cellule *ad hoc* d’intellectuels de dresser l’inventaire des écrits promis aux flammes. Les « masses » ainsi houspillées passent à l’action, attaquant librairies, cinémas et centres culturels. Une escouade de zélotes investira même le 2 juin le siège de Radio-Tripoli, pourtant peu suspecte de déviance subversive, substituant aux programmes habituels chants patriotiques et leçons politiques. Nul n’échappe plus à l’étouffante vigilance des épurateurs. Pas même les écoles, les hôpitaux ou les banques, promptement caporalisés. L’heure des ambassades à l’étranger sonnera plus tard. Précisément le 1er septembre 1979, date du dixième anniversaire de la révolution. Ce jour-là, Muammar Kadhafi annonce leur disparition, au profit de « Bureaux populaires », invitant les concitoyens expatriés, étudiants en tête, à marcher sur les chancelleries pour en prendre les commandes, quitte à évincer au passage les diplomates en poste jugés trop pusillanimes. Tel sera le cas à Paris, Londres, Washington, Bonn, Madrid, Rome et La Valette (Malte). Dès lors, quiconque cherche à joindre par téléphone l’ambassadeur de Libye en France a droit à la mise au point courtoise mais ferme d’un assistant : « Vous voulez dire le secrétaire du Bureau populaire de la Jamahiriya ? »

Le 13 mai 1973, moins d’un mois après la diatribe de Zouara, Muammar Kadhafi reçoit la presse. Ce jour-là, derrière l’imposante tribune installée sur la scène du théâtre des scouts de Tripoli, et sous un aigle nassérien majestueux, le colonel gratifie 200 journalistes d’un one-man-show de près de six heures. Costume sombre, cravate noire sur chemise claire, tantôt caustique, tantôt cassant, il assimile son changement de cap à une « tentative unique dans le monde, à l’exception peut-être de la révolution française de 1789 et de la révolution algérienne ». « Nous voulons, martèle-t-il, revenir à notre vraie culture, à nos traditions, dont le Coran est l’expression. Supprimer tout ce qui s’est superposé à notre identité, à notre pensée authentique. » Haro dès lors sur les beatniks, les athées et les existentialistes, Jean-Paul Sartre en tête. À cet « homme perdu », auteur d’œuvres « inutiles », Kadhafi conseille charitablement de se plonger dans les versets du recueil sacré afin d’y trouver la vérité qu’il cherche vainement.

Fuite en avant ? À l’évidence : dans l’adversité, l’*imperium* kadhafien préfère la surenchère à l’*aggiornamento*. Fait du prince ? Indéniable. Un prince passé maître dans l’art du « partir pour mieux rester ». À peine un an après le prêche de Zouara, le colonel se démet par un décret en date du 2 avril 1974 de son statut de président du CCR, au profit de celui de *qaïd as-Thawra*, ou Guide de la révolution, ce qui lui confère une forme sinon de sacralité, du moins d’« irresponsabilité » politique. Le voici enfin délesté des contingences terre à

terre de la gestion quotidienne. En revanche, pas question de céder les commandes des forces armées. Dans un communiqué d'explication lu à la radio, Kadhafi se dit « fatigué du protocole », désireux d'alléger le fardeau des obligations formelles. À l'époque, il est même question de convoquer sous peu des élections, hardiesse promptement abandonnée. Les attributions de chef d'État – accueil des présidents et souverains étrangers, réception des lettres de créance des nouveaux ambassadeurs – échoient désormais au complice Abdessalam Jalloud. Lequel séjourne à Paris quand tombe l'annonce de ce tour de bonneteau. Et pour cause : il y représente la Libye lors de la messe célébrée à la mémoire du défunt Pompidou.

Dans l'immédiat, le vigoureux tour d'écrou de Zouara, loin de faire l'unanimité, attise les foyers de l'insoumission. Frondeuses par nature, les universités regimbent contre l'ordre nouveau. Au mitan de la décennie 1970, les élites étudiantes, libérales comme islamistes, donnent de la voix. On manifeste pour la liberté d'expression, contre la conscription obligatoire ou, sur le campus de Benghazi, contre le trucage éhonté d'élections internes. Audaces réprimées sans faiblesse, le pouvoir étouffant tous les foyers de la « subversion ». Le théâtre, la musique et la peinture perdent droit de cité. Et seul le cinéma de propagande survit. Déjà, Kadhafi supporte mal qu'on lui résiste. Toute réserve est dissidence ; toute contestation, trahison. On ne prêche plus ni ne sermonne, on cogne, on coffre, on pend, on fusille. Et pas seulement les 22 officiers félons ou présumés tels du coup avorté de 1975. Au lendemain des émeutes d'avril 1976, deux étudiants benghaziotes expirent sur le gibet. Deux autres connaîtront le même sort l'année suivante. À la même époque, une douzaine d'écrivains et journalistes contestataires écopent de peines de prison à vie ; certains d'entre eux succomberont sous la torture.

Renforcé, le dispositif répressif s'adosse à un robuste pilier : la Sécurité générale intérieure. Tout à la fois police politique et appareil de renseignement, cet organe en partie formé par les services égyptiens bénéficie de l'encadrement des conseillers du ministère de la Sécurité d'État de la République démocratique allemande (RDA), mieux connu sous le nom de Stasi. « Berlin-Est a convaincu Muammar Kadhafi de muscler ses services secrets au moment où il préparait le lancement de la Jamahiriya, précise l'ex-ambassadeur de France Christian Graeff. Mais lui a choisi d'en confier les rênes à Ibrahim Bechari, réputé proche de Paris, histoire de contrebalancer l'influence est-allemande. Et de fait, Ibrahim a agi en bonne intelligence avec ses homologues tricolores[1]… » Graeff sait de quoi il parle : ancien élève d'une des écoles nomades créées par ses soins lorsque cet ex-méhariste servait en qualité d'administrateur de la France d'outre-mer dans le nord-est du Tchad, Bechari, issu d'une tribu arabe affiliée aux lignées bédouines libyennes, deviendra un ami. « À la faveur de rendez-vous calés par téléphone en langage codé, on se retrouvait discrètement sur la place du 1er-Septembre – la future place Verte. Chaque premier mercredi du mois, Bechari

quittait Tripoli vers 3 heures du matin pour atterrir sur un aéroport militaire proche de Chartres, d'où il filait à la “Piscine”, boulevard Mortier. » En clair, le siège de la Direction générale des services extérieurs (DGSE). Alors délégué auprès de la Ligue arabe, l'ancien espion francophile périra en septembre 1997 dans un accident de la circulation. « Un accident ? Plutôt un assassinat », objecte aujourd'hui Graeff. Il faut dire qu'en Libye, les périls routiers ont bon dos. À l'automne 1985, la disparition du colonel Hassan Ishkal, beau-frère du Guide au pedigree impeccable – ancien commandant de la région militaire de Syrte, ex-patron de l'armée de l'air et vétéran des services de renseignements –, avait suscité un soupçon analogue. « Kadhafi savait que nous nous connaissions bien, raconte Roland Dumas, émissaire dépêché à l'époque en Libye par François Mitterrand. Après m'avoir accueilli sous sa tente, il me prend à part et me glisse ceci, sans que je puisse juger de la sincérité de son affliction : “J'ai une mauvaise nouvelle à vous annoncer : votre ami Ishkal est décédé[2].” » « Comment ? », s'enquiert Dumas. « Un accident de voiture, dans le désert », répond son hôte. Or, tout porte à croire que ce Guedadfa a payé de sa vie soit une altercation avec son parent par alliance, soit les liens noués à Genève avec des agents occidentaux. « Il avait aussi pris contact secrètement avec notre ambassade à Tripoli, avance l'ancien locataire du Quai d'Orsay. En prison, on a posé un pistolet sur la table de sa cellule. Pas d'autre issue que le suicide. » Scénario plus glaçant encore que celui avancé en mars 2011 par le *New York Times*[3] : selon cette variante, Ishkal aurait été abattu sur le seuil de Bab al-Aziziya par la garde rapprochée du Guide pour avoir osé contester la stratégie tchadienne de son illustre parent…

Le sait-on assez ? C'est le 2 mars 1977 que survient, du moins dans l'esprit de Muammar Kadhafi, « le plus grand événement de tous les temps ». À Sebha, en présence du Cubain Fidel Castro, le colonel proclame, sous la forme d'une « déclaration » solennelle, « l'instauration de l'autorité du peuple » et annonce son corollaire : la naissance de la « grande Jamahiriya arabe libyenne populaire socialiste ». L'État libyen s'efface donc au profit d'un néologisme forgé pour l'occasion, alliage de deux concepts : la République (*joumourieh* en arabe) et les masses *(jamahir)*. Quant au Conseil de commandement de la révolution, réduit à cinq membres depuis 1975, il cède la place à un « secrétariat général du Congrès général du peuple », que le colonel présidera trois années durant. « Ce jour-là, se souvient Marc Kravetz, nous étions deux envoyés spéciaux français à couvrir l'événement, Francis Cornu pour *Le Monde* et moi-même pour *Libération*, aussi perplexes l'un que l'autre. *Via* nos interprètes, l'entourage de Kadhafi a tenté, tableau noir à l'appui, de nous expliquer ce concept intraduisible[4]… » Comment décrypter le code génétique de cet « opni », objet politique non identifié ? Selon l'universitaire franco-néerlandaise Maria Graeff-Wassink, la Jamahiriya s'inspire de l'*orf*, droit coutumier bédouin en vigueur dans la période antéislamique[5].

François Burgat et André Laronde, eux, y décèlent un ADN « anarcho-léniniste[6] ». Plus de noir ni de rouge pourtant sur le drapeau adopté quelques mois plus tard, lorsque le colonel, ulcéré par la visite de Sadate à Jérusalem le 19 novembre 1977, abandonne les couleurs de l'Union des républiques arabes, supplantées par un vert uniforme et sans motif. Le vert du Livre fameux, bien sûr, mais aussi le vert de l'islam. Le Coran, prévient Muammar Kadhafi, constituera « la Charte sociale de la Jamahiriya ».

Le colonel tient-il là, enfin, la panacée, l'antidote radical à l'essoufflement militant ? N'exagérons rien : passé l'élan initial, le réseau des « comités populaires de base », fondement du nouvel édifice, peine à s'enraciner hors des centres urbains, tout comme au sein des tribus nomades majeures. Bientôt, un autre handicap amortit l'impact de ces cénacles chaotiques propices aux règlements de comptes : l'absentéisme. Phénomène qui minera d'ailleurs tous les organes « participatifs » de la Jamahiriya. Sièges des comités, les *mathabat* – camps de base en arabe –, bâtiments coniques à l'architecture inspirée de la hutte bédouine, finiront par sonner creux. Si l'on assiste aux réunions, c'est avant tout par crainte des représailles qui sanctionnent le défaut d'assiduité. Dès les années 1990, les séances rituelles virent au théâtre d'ombres. À l'orée du nouveau millénaire, lorsqu'un reporter français émet le désir d'assister à la prochaine séance d'un de ces comités supposés populaires, on l'éconduit avec une mimique embarrassée.

Le Livre vert à livre ouvert

Voici venu le moment de s'aventurer dans le maquis touffu de la pensée kadhafienne. Inutile d'espérer comprendre la trajectoire hors norme du fondateur de la « République des masses » sans passer au scanner les pièces à conviction doctrinales qui balisent celle-ci. Qu'il s'agisse de l'illustre Livre vert, lointain cousin du Petit Livre rouge de Mao, ou de recueils d'entretiens parus ultérieurement, les écrits et les propos du Guide fournissent un indispensable GPS. Indispensable, mais certes pas suffisant. Car le pilote du char libyen, lancé sur un réseau routier mondial terriblement aléatoire, n'a que trop rarement actualisé les cartes de son ordinateur de bord intellectuel. D'où les embardées, les virages brusques, les demi-tours et les collisions qui jalonneront le quasi-quart de siècle le séparant encore d'une mise à mort barbare. Il n'empêche : ces lectures dessinent les contours d'une réflexion certes déroutante, mais parfois moins extravagante qu'il n'y paraît, adossée, au choix, à de solides invariants ou à de tenaces obsessions.

En mai 1973, un mois après le discours de rupture de Zouara, le *qaïd as-Thawra* dessine à grands traits, à la tribune d'une conférence internationale pour la Jeunesse arabe et européenne, les contours de sa « troisième théorie universelle », censée frapper d'obsolescence toutes les doctrines antérieures. Modestement mis « au service de l'humanité », ce dogme novateur aurait notamment le mérite de transcender le vain combat entre capitalisme et marxisme. Puisqu'il est question ici de l'humanité, notons que la trouvaille ne convainc pas le quotidien communiste français ainsi baptisé. En juillet 1973, son éditorialiste Jacques Coubard fustige un cocktail de « dangereux mirages » et d'« idées rétrogrades ». Loyal moscoutaire, il reproche au colonel de mésestimer gravement le rôle du bloc soviétique dans l'émancipation de son pays et de méconnaître « les données élémentaires de la lutte anti-impérialiste ». En outre, la plume de l'organe central du PCF n'oublie pas sa complicité active lors de la « liquidation » de camarades soudanais, épisode relaté plus haut.

Pas de quoi dissuader Kadhafi de formaliser sa vision. Ce sera chose faite à compter de 1976, sous la forme d'un « Livre vert », ouvrage succinct à la

ponctuation approximative, dont les trois « tomes », en version française, tiennent sur une centaine de pages petit format. Pensée du désert ou désert de la pensée ? Chercheur à l'université d'Oxford, Jason Pack préfère le décryptage du verbe à l'ironie à trois dinars. Lui a disséqué tous les discours prononcés par le prolixe colonel jusqu'à ce que chancelle la Jamahiriya. Conclusion : le Bédouin se voit en « roi philosophe » ; et ses adresses composent, à tout le moins sur les registres économique et théologique, un paradigme utopique cohérent[1]. Admettons. Reste qu'avec le recul que prodigue le temps qui passe, la lecture du *Green Book* suscite une intense perplexité.

Que ce bréviaire grandiloquent, farci de paraboles simplistes, redondant quoique elliptique, rudimentaire mais confus, ait stimulé la plume de cohortes de scoliastes laisse pantois ; qu'il ait inspiré tant de colloques, au pays comme à l'étranger, en dit long sur la complaisance, parfois monnayée, envers son inspirateur ; que cette « nouvelle Bible », ainsi que la désigne son auteur, ait été publiée dans une trentaine de langues, dont le serbe et le swahili, devrait suffire à rendre l'espoir aux traducteurs désœuvrés et aux éditeurs à la peine. Mieux, ou pis, ce mince catéchisme, lesté ultérieurement il est vrai de commentaires publiés en fascicules puis réunis en un volume de 460 pages, sera des années durant l'unique sujet de glose d'un Centre mondial d'études et de recherches, lequel produira en deux décennies pas moins de 140 travaux d'exégèse, avant de glisser dans une léthargie sans retour. Il sera aussi tout naturellement l'étoile polaire de l'Académie de la pensée jamahiriyenne, logée dans un palais tripolitain, vestige de la colonisation italienne, et dirigée un temps par Rajab Boudabbous, ministre de la Culture et de l'Information de 1987 à 1990. Singulier personnage que ce francophone gourmé à la rhétorique marxisante, lunettes fumées et barbiche finement taillée, docteur en philosophie contemporaine formé à Besançon puis Aix-en-Provence, et auteur sous la direction du professeur François Meyer – « un juif, mais un homme très bien », disait-il de lui – d'une thèse sur la « liberté sartrienne ». Il faut, comme l'auteur de ces lignes, avoir conversé à plusieurs reprises avec Boudabbous, conservateur en chef de l'utopie kadhafiste, pour mesurer l'effet corrosif du désenchantement sur l'élite intellectuelle du régime. À l'entendre, les compromis passés au fil des ans avec l'Occident comme avec le capitalisme mondialisé auront dévoyé l'idéal original de la révolution. À propos du fameux Livre vert, le propagandiste contrarié confia un jour qu'il s'apparente au « sommaire d'un livre qui n'a pas encore été écrit[2] ». Et ne le sera d'ailleurs jamais. De fait, sa construction erratique et son indigence conceptuelle étonnent.

Un traité de gouvernance puisé aux sources de la « vérité universelle » ? Un « code d'organisation politique », ainsi que le définit Guy Georgy ? L'« ouvrage instructif d'une rare utopie » que salue l'ambassadeur Christian Graeff ? Ou « un ramassis de foutaises, que les écoliers étaient contraints d'apprendre par cœur, et dont on lisait des passages avant le journal télévisé du soir[3] », comme fulmine

aujourd'hui le diplomate égyptien Mohammed al-Nokaly ? Réponse, certes entachée de lucidité rétrospective : au mieux, l'ébauche d'une apologie du socialisme islamisé, mâtinée d'un éloge du mode de vie bédouin. Le style, cocktail d'envolées lyriques, de raccourcis frappés au coin du bon sens et de slogans à la tonalité soviéto-maoïste – « Pas de démocratie sans congrès populaires », « Des comités populaires partout » –, accroît l'incrédulité amusée du lecteur. D'autant que certaines tautologies et lapalissades doivent moins à Montesquieu qu'à Pierre Dac. Citons celles-ci : « La poule pond mais le dinar ne pond pas » et « La femme a des menstruations et l'homme n'en a pas ». Sur le rôle dévolu aux épouses, sœurs et filles, le Guide ne craint pas, comme on le verra dans les pages qui suivent, de se contredire. Au fil des chapitres, il professe puis réfute, au nom des lois biologiques, l'égalité des genres. « La femme, lit-on ainsi, est avant tout une femelle. » Même confusion quant aux structures traditionnelles de la société libyenne. « Le système tribal et sectaire est politiquement rejeté et honni », découvre-t-on dans le tome 1. Avant d'apprendre, deux pages plus loin, que « la coalition de classes ou de tribus reste préférable à la coalition de partis ». Le fait minoritaire inspire une approche tout aussi nébuleuse. Il convient de se méfier des minorités, sous-produits de la destruction du nationalisme, mais les considérer « comme politiquement et économiquement minoritaires relève de la dictature et de l'injustice ». Comprenne qui pourra. Enfin, le Guide parsème sa prose de commandements qu'il piétinera méthodiquement. L'État-nation, apprend-on, est la « seule formule politique en harmonie avec la structure sociale naturelle ». Soit. Mais pourquoi avoir déployé ensuite tant d'énergie à « dissoudre » toute ossature étatique ?

Si le quotidien *Al-Fajr al-Jadid (L'Aube nouvelle)* en dévoile quelques extraits dès septembre 1975, le premier des trois opus ne sera publié *in extenso* qu'un an plus tard. Son titre : *La Solution du problème de la démocratie. Le pouvoir du peuple*. La thèse vient de loin. Dans un de ses premiers discours « fondateurs », prononcé le 28 novembre 1969, le leader du CCR avait déjà décrété l'inadéquation entre la démocratie représentative et les spécificités libyennes. Tous les traités de philosophie qui ont prétendu résoudre ce casse-tête, insiste-t-il le 18 janvier 1976, lors d'une adresse aux 970 délégués du Congrès général du peuple (CGP), ont fini au rebut. À l'inverse, le Livre vert fournit en toute simplicité la « solution définitive au problème de l'“appareil de gouvernement” ». Il « indique aux peuples le moyen de passer de l'ère de la dictature à celle de la démocratie véritable ». Kadhafi récuse d'emblée la règle de la majorité électorale, censée conduire « à un système dictatorial », mais aussi toute forme de délégation de souveraineté. Au passage, l'auteur émet des critiques pertinentes sur les travers de la présidentielle à un seul tour, et, s'agissant des législatives, sur les iniquités démographiques dues au scrutin de circonscription. Le parlement ainsi élu ? Une « représentation trompeuse du peuple », une imposture, une falsification. Quant au député, le voici relégué au

rang d'usurpateur de souveraineté. Les citoyens abusés déposent « des bulletins dans les urnes de même qu'ils jetteraient des papiers dans une poubelle ». « Les dictatures les plus tyranniques » que la Terre ait portées, poursuit l'auteur, « se sont établies à l'ombre des assemblées parlementaires ». Là encore, force est d'admettre que l'histoire européenne, pour ne citer qu'elle, n'infirme pas sa thèse. Moralité : « Pas de substitut au pouvoir du peuple. »

La même année, le colonel ordonne le transfert vers les secteurs productifs – agriculture et industrie – de 75 000 fonctionnaires subalternes, huissiers et garçons de bureau notamment, afin d'enrayer une pénurie de main-d'œuvre aggravée par le renvoi d'environ 100 000 travailleurs égyptiens, rançon de la « drôle de guerre » de juillet, évoquée précédemment. Reste, souligne *Le Monde*, que la troisième session du CGP, tenue en novembre, « illustre les limites[4] » du dogme nouveau. Conclusion de l'envoyé spécial Roland Delcour : « L'expérience de "démocratie directe" qui a suivi celle de la "révolution culturelle" se heurte, comme la première, aux abus de la bureaucratie, à l'incurie, aux contradictions d'intérêts locaux, à la multiplication des besoins nés de l'afflux de l'argent facile du pétrole. »

Aucun outil démocratique conventionnel ne trouve grâce aux yeux du théoricien des Syrtes. Le parti politique, assimilé à la « tribu des temps modernes », voire à une « secte », n'est pas mieux loti que les autres. Car il s'agit d'un instrument de la « dictature contemporaine ». Quant au multipartisme, il « exacerbe la lutte pour le pouvoir », laquelle « aboutit à l'anéantissement de tout acquis du peuple », « sabote tout plan de développement de la société » et bafoue le caractère indivisible de la souveraineté populaire. Le référendum, peut-être ? Non. Même s'il y a eu recours, notamment pour parer d'une caution citoyenne tel traité d'union avec l'Égypte, Kadhafi le range au rayon des « impostures ». « La démocratie, c'est le contrôle du peuple par le peuple. » Et réciproquement ? Seul remède aux maux ontologiques de la démocratie classique : les congrès populaires de base (CPB), dont les prototypes sont apparus dès novembre 1975. La réunion des secrétariats choisis par ceux-ci compose à l'échelon supérieur un autre congrès, tout aussi populaire. Et lesdits congrès – on en dénombre 450 environ – désignent des comités administratifs, forcément populaires eux aussi, appelés à se substituer à l'administration gouvernementale. « Tous les services publics, précise le Livre vert, se trouvent dirigés par des comités populaires. » Déjà mentionné, le CGP, émanation des CPB, des comités populaires, des syndicats et des associations professionnelles, se réunit une fois l'an et arrête un programme mis en œuvre par les comités populaires. Que dire de ce dispositif idéal ? Qu'il est par principe irrécusable, n'ayant jamais vraiment fonctionné.

Suit un chapitre sur « la loi de la société ». Ici, la logorrhée kadhafienne s'adosse au postulat de l'existence d'un ordre naturel d'essence religieuse, intangible, universel et perpétuel. « La loi véritable d'une société, lit-on, est la

tradition ou la religion. » Reste que Kadhafi a souvent flétri l'une, gage d'arriération, comme l'autre, vecteur du fanatisme. En revanche, la Constitution ne saurait à elle seule refléter cette « loi de la société ». La preuve : « Il existe différentes constitutions, alors que la liberté de l'homme est partout la même. » Dès lors, « rédiger une Constitution et la soumettre au référendum des seuls votants est une mascarade ». Suit une contre-vérité dont le Bédouin Kadhafi ne peut ignorer l'inanité : « La loi coutumière ne prévoit pas de sanctions matérielles, mais des sanctions morales, seules dignes de l'homme. » Sous le précepte « tous journalistes », le Livre vert promeut ensuite une vision basiste et catégorielle du devoir des médias. « La presse démocratique, stipule-t-il, est celle que publie un comité populaire composé de toutes les catégories sociales. » En clair, nul ne peut s'arroger le droit de s'exprimer au nom des autres. Pour le coup, difficile de dénier à l'auteur un talent visionnaire : trente ans plus tard, l'éclosion des « médias sociaux » offrira une cure de jouvence électronique au leitmotiv « tous journalistes ! », pour le meilleur parfois, pour le pire souvent. Mais sans doute le passage le plus insolite de ce premier tome se niche-t-il dans sa conclusion : « Telle est la démocratie véritable du point de vue théorique, mais dans la pratique, ce sont toujours les plus forts qui gouvernent. » Humilité paradoxale, candeur involontaire, soudain accès de lucidité ou cynisme assumé ? Quarante ans après, les paris restent ouverts.

Le deuxième tome, publié en novembre 1977, traite quant à lui de « la solution du problème économique », en clair, le socialisme. En cette matière, l'acte de foi se veut progressiste, égalitariste, autogestionnaire. Tout doit disparaître ; à commencer, précisera-t-il en 1982 dans une interview à la Télévision suisse romande, par le commerce lui-même, « instrument d'exploitation », donc entrave à l'émergence d'une « société égalitaire ». Le lexique choisi l'atteste : sur la prose du Guide flottent les fantômes de l'utopiste Charles Fourier et de Karl Marx. Un permanent de la CGT, un rescapé du défunt PSU – Parti socialiste unifié – ou un militant mélenchoniste feraient volontiers leur le cortège d'« avancées » sociales préconisées : réduction des horaires de travail, rémunération décente des heures supplémentaires, instauration d'un salaire minimum garanti, participation des travailleurs à la gestion et aux bénéfices, interdiction des licenciements arbitraires, couverture sociale et droit de grève. Mais si « celui qui produit dispose de sa production », le salarié reste un « esclave temporaire » et sa paye une « aumône » et un instrument d'asservissement. Il convient donc d'abolir le salariat et d'instaurer un « socialisme naturel ». *Exit* le salarié, bienvenue à l'« associé ». Tout individu détenant une fortune excédant ses besoins enfreint la « loi naturelle » ; principe que le Guide, on le verra, n'aura pas su inculquer à ses propres enfants, flambeurs impénitents pour la plupart. Le revenu engendré par une production donnée doit être partagé en trois parts égales, allouées aux fournisseurs de matières premières, aux moyens de production et aux travailleurs. Ces derniers

peuvent œuvrer au sein d'une « entreprise socialiste », dans un service public ou à leur compte. Mais l'activité ne saurait être orientée vers le profit ou la « thésaurisation stérile ». Plus de domestique : le ménage doit être assuré par les occupants de la maison ou de l'appartement, voire confié à des fonctionnaires dédiés. Par ailleurs, Kadhafi prédit l'élimination progressive des syndicats ouvriers que supplanteront, au terme d'un processus hélas inexpliqué, les syndicats de techniciens et d'ingénieurs. Le chapitre consacré aux « besoins » du citoyen lambda recèle un éloge inattendu de la propriété privée, tenue pour « sacrée ». Il n'empêche. Si chaque famille a droit à un toit, la location d'un logement et l'accession à la propriété sont proscrites. La terre, elle, n'appartient à personne. D'où l'abolition, officialisée en mars 1978, de la propriété foncière. Ultime étape de la métamorphose préconisée : la disparition du profit et de la monnaie. « La troisième théorie universelle, résume l'auteur, annonce la libération définitive des masses du joug de l'injustice, du despotisme, de l'exploitation. » Interrogé en février 1983 par TF1 sur les grèves qui paralysent alors la France, le Guide livre son verdict en ces termes : « Quand les comités populaires géreront les entreprises, les travailleurs recevront une part de leur production au lieu d'un salaire, et les grèves s'arrêteront. » Transmis, en cette rentrée brûlante, à Emmanuel Macron et Édouard Philippe.

Révélé le 1er juin 1979, le troisième et dernier volet, consacré aux « fondements sociaux » de la théorie kadhafienne, apparaît comme abscons, verbeux, sinon amphigourique. Mais il s'avère aussi le plus instructif quant à l'univers mental de l'autocrate. Univers bancal, tiraillé entre la prétention universaliste et le primat de la communauté enracinée. Comment marier le nationalisme – gage de la survie des nations – à l'ambition panarabe ou panafricaine ? La vision du couple résulte elle aussi d'un effort de synthèse illusoire entre – va pour le cliché – tradition et modernité. Certes, « nul ne doit épouser une autre personne contre son gré, ou divorcer sans consentement mutuel ou sans juste procès ». Mais si le libre choix du partenaire doit prévaloir, « le mariage à l'intérieur du groupe renforce évidemment son unité ». La famille ? Elle a « plus d'importance que l'État, système artificiel ». La tribu ? Tantôt socle irremplaçable de la vie sociale, tantôt facteur d'arriération. La tribu est une grande famille, la nation une grande tribu et le monde une grande nation. Reste que rien ne saurait supplanter le foyer élargi : « Le lien social, la cohésion, l'unité, l'amitié et l'amour ont plus de force à l'échelon de la famille qu'à celui de la tribu, plus de force à l'échelon de la tribu qu'à l'échelon de la nation, plus de force enfin à l'échelon de la nation qu'à celui du monde. » De même, rien ne remplace, dans l'arène éducative, la cellule tribale, lieu naturel des apprentissages pérennes, alors que « l'éducation et les sciences enseignées officiellement, instruction imposée, s'effacent peu à peu avec l'âge ». Autre mérite de la tribu, sa dimension protectrice. « En vertu de ses traditions, avance l'auteur, elle garantit collectivement à ses membres le paiement des rançons et

des amendes ainsi que la vengeance et la défense, c'est-à-dire une protection sociale. » Voire politique : lorsque se lèvent des vents contraires, le Guide active ses réseaux tribaux, dont il entretient la loyauté à grand renfort de largesses financières, de sinécures et de titres honorifiques. Mais il y a un hic : « L'allégeance tribale, nuance-t-il dans son *vade mecum*, affaiblit le loyalisme national. » « Indispensable à la nation, lit-on ensuite, le fanatisme national est en même temps une menace pour l'humanité. » Le lecteur capable de tirer une conclusion de ce qui précède gagne une édition reliée cuir pleine peau.

Gare, en cette matière, aux chausse-trapes du folklorisme. Si les alliances et les solidarités claniques fournissent à la société libyenne son ossature, elles n'épuisent pas pour autant le champ des jeux de pouvoir. D'autant que l'urbanisation tend au fil des ans à en éroder l'impact. Sur ce registre, Muammar le Bédouin donne toute la mesure de son savoir-faire clientéliste et de son art de la duplicité : il aura, au fil des ans, tout à la fois pris appui sur ce socle tout en rognant les ailes des dignitaires tribaux, dont l'aura pâtit de la mise en place précoce d'une armature administrative faite de préfectures et de municipalités. Lui-même issu comme on l'a vu d'un clan minoritaire, les Guedadfa, le fils de berger place comme il se doit les siens aux postes clés de l'appareil militaro-sécuritaire. Mais il prend soin de pactiser avec les Warfalla, tribu forte d'un million de membres, les Meghara ou les Ouled Slimane. Assurance tous risques ? Certes pas. Il arrive que la persistance des solidarités tribales entrave la mise en œuvre de « l'ordre » révolutionnaire. Pis, le Guide échappera de peu en 1993 à un putsch échafaudé par des officiers Warfalla, outrés de se voir marginalisés au sein de la haute hiérarchie militaire. Piqûre de rappel d'autant plus cuisante que les conjurés auraient pour l'occasion rallié des gradés Meghara et… Guedadfa. De même, en 2011, sa science de l'allégeance lui sera d'un piètre secours. Malgré promesses et menaces, il sera lâché par la plupart des caïds tribaux. Pour preuve, ce verdict lâché en mars sur la chaîne al-Jazeera par l'un d'eux, Akram al-Warfalli : « Muammar Kadhafi n'est plus un frère. Nous lui disons de quitter le pays. »

Égaux, *ma non troppo.* La discrimination homme-femme constitue aux yeux de l'auteur du Livre vert une « injustice flagrante et injustifiable ». Mais voilà : Madame est sujette aux menstruations, donc à un affaiblissement mensuel qui épargne Monsieur. Elle est aussi anémiée par la grossesse, l'accouchement – ou la fausse couche – et l'allaitement « naturel », dont le Livre vert fixe la durée à deux ans. Ainsi, la femme-mère doit s'en tenir au rôle de maîtresse de maison que lui assigne la nature, et il serait « cruel » de lui confier des tâches d'homme, sous peine de commettre une « injuste agression contre sa féminité ». « Dans le règne végétal et le règne animal, insiste le *qaïd as-Thawra*, le mâle possède naturellement la force et l'endurance, la femelle la beauté et la délicatesse. Ce sont là des caractéristiques innées, naturelles et éternelles. » Suit cet à-peu-près essentialiste qui ravira les militantes féministes : « La femme est affectueuse,

belle, émotive et craintive. Bref, la femme est douce et l'homme brutal. » S'agissant de ce dernier axiome, le potentat de Bab al-Aziziya aura, nous le verrons, beaucoup donné de sa personne pour en accréditer la pertinence… Dans l'immédiat, jugeant inhumain de séparer les enfants de leur mère, il s'en prend aux crèches, assimilées à des élevages de poussins. Métaphore peu flatteuse de la part d'un homme si hostile aux poulets en batterie, dont la chair « n'a aucun goût ni valeur nutritive », et qui, au nom de l'impératif d'autosuffisance alimentaire, sommera un jour tous les Libyens d'engraisser des volailles sous leur toit. En matière d'éducation, on croirait que Muammar Kadhafi rêve de planter sa tente près de Summerhill, bastion britannique, depuis près d'un siècle, de la pédagogie libertaire. Tyrannique, l'enseignement obligatoire « n'est qu'une méthode parmi d'autres pour réprimer la liberté », une « entreprise d'abrutissement des masses » et l'autre nom de « l'ignorance imposée ». Nostalgie du gamin bédouin, plus heureux auprès de son troupeau qu'entre les murs d'une triste *madrassa* ? Le colonel préconise, au prix d'une révolution culturelle mondiale, l'abolition de toutes les méthodes pédagogiques en vigueur. Mieux vaut offrir aux enfants des activités éducatives et les inviter à choisir librement les matières qu'ils souhaitent étudier. Principe permissif qui, pour l'anecdote, ne s'appliquera pas à l'apprentissage et à la récitation du Livre vert lui-même, imposés à tous… Côté culture, l'auteur s'en tient aux fondamentaux nationalistes. « Les peuples, assène-t-il, ne sont en harmonie qu'avec les arts et les patrimoines qui leur sont propres. » D'ailleurs, « les Bédouins, très sérieux et très travailleurs, ne prennent aucun intérêt au théâtre ni aux spectacles ; menant une vie très austère, ils n'ont que dérision pour les faux-semblants ». Une fois encore, il nous sera donné de mesurer, dans un chapitre ultérieur, à quel point l'auteur, grand amateur de scénographies édifiantes, peut tourner le dos à ses axiomes.

Ce troisième et dernier « tome » s'achève sur un plaidoyer en faveur des activités sportives, pourvu qu'elles échappent au piège de l'élitisme et du vedettariat. « Il est insensé, s'emporte le colonel démiurge, que des foules se précipitent dans des stades ou des arènes pour assister à des sports individuels ou d'équipe, sans y participer. […] Les milliers de gens qui s'entassent dans les stades pour regarder, applaudir et rire sont des imbéciles qui se privent de pratiquer eux-mêmes ces activités. Ils se pressent sur les gradins, comme en léthargie, applaudissant ces héros qui les privent de toute initiative […]. Lorsque les masses comprendront que le sport est une activité publique à laquelle il faut participer et non assister, elles envahiront les terrains et les stades pour les libérer et y pratiquer le sport. » Une telle diatribe appelle quelques nuances. D'abord, il arrive aussi au régime de garnir les gradins quand sonne l'heure de l'exécution publique d'officiers félons ou d'agitateurs islamistes. Ensuite, le Guide compte parmi ses fils un fan de football incurable prénommé Saadi, qui dilapidera vainement des fortunes pour accéder au titre de « meilleur attaquant africain de tous les temps », et dont nous détaillerons les hauts faits quand viendra le

moment du portrait de famille. Enfin, si Kadhafi fait grief aux clubs, « instruments d'un monopole social », d'accaparer crédits et équipements, la Jamahiriya ne se privera pas pour autant d'entrer, *via* le constructeur automobile Fiat, dans le capital de l'illustre Juventus de Turin. L'ultime anathème porte sur les sports de combat. La persistance de leur pratique, juge le Guide, tend à prouver que « l'humanité n'est pas encore dépouillée de toute sauvagerie ». D'ailleurs, boxe et lutte « disparaîtront lorsque l'homme aura gravi encore quelques échelons dans la civilisation ». Charité bien ordonnée commençant par soi-même, le *paterfamilias* aurait dû là encore prêcher l'exemple. Donc s'abstenir de cogner, dans ses accès de rage, maîtresses rétives et assistants craintifs ; mais aussi de voler au secours d'un autre de ses rejetons, Hannibal, connu pour saouler de coups son épouse Aline dans des suites de palaces européens.

Afin que le Livre vert le reste, l'appareil propagandiste libyen se met en branle dès sa sortie, histoire d'assurer au catéchisme kadhafiste une promotion planétaire, à coups de conférences, séminaires et symposiums. À la mi-novembre 1981, il réunit ainsi à Caracas, quatre jours durant, un demi-millier d'universitaires tiers-mondistes et de révolutionnaires de tout poil, acheminés par avion aux frais de la Jamahiriya et logés dans les deux Hilton de la capitale vénézuélienne. Parmi eux, Roger Garaudy, déjà cité, censé prendre la parole lors de la session inaugurale, mais qui se dérobe *in extremis*[5]. Le clou de ce barnum latino : une visioconférence sur écran géant avec le leader lui-même. Las ! La liaison satellite sur écran géant sera annulée sur instruction du président social-chrétien Luis Herrera Campins. Autre couac, la contribution étonnamment critique d'un Nigérian, traducteur de l'ouvrage en langue haoussa, qui tient son contenu pour un « non-sens ». Que disent ses compatriotes du contenu du *Green Book* ?, s'enquiert auprès de lui l'envoyé spécial de l'hebdomadaire londonien *The Observer*. « Ils ne disent rien. Ils en rient. » Parfois, l'auteur assure en personne le service après-vente En 1984, lorsqu'il découvre l'intitulé d'un colloque parisien – « La troisième théorie universelle et le marxisme » –, Kadhafi explose : « Ce n'est pas un bon titre !, s'insurge-t-il. Le marxisme et ma théorie ne se situent pas au même niveau. Le marxisme, lui, est ancien, dépassé. » En revanche, gageons qu'il n'aurait rien trouvé à redire à l'hommage un rien flagorneur rendu le 1er septembre 1999, à l'ouverture d'une conférence, par Ahmed Ibrahim, secrétaire général de l'Association internationale des partisans du Livre vert. Hommage au créateur de cette « pensée verte avant-gardiste dont les lumières rayonnent aux quatre coins de la planète ». Dix ans plus tard, lorsque la révolution d'al-Fateh souffle ses 40 bougies avec un faste sidérant, les concepteurs – français – du spectacle électro-pompier censé exalter, de tableau vivant en pesante allégorie, la geste kadhafienne n'oublient pas la « Bible du nouvel âge », statufiée dans la plupart des villes libyennes. On voit

ainsi trois gigantesques tomes tout de vert drapés traverser sur des roulettes la scène dressée sur le front de mer de Tripoli, à l'instar de la Coccinelle gonflable déjà mentionnée.

Malheur à celui – ou celle – qui ose moquer le contenu de « l'Évangile de l'ère des masses ». Lorsque l'éruptive Oriana Fallaci, journaliste italienne connue pour la tonalité incisive de ses interviews, se permet d'ironiser en sa présence sur la minceur d'un ouvrage qu'elle prétend avoir lu en un quart d'heure, son auteur prend la mouche, affirmant avoir consacré à la rédaction de son Livre vert, fruit d'une longue méditation, des années de travail. La suite de l'entretien, paru à l'époque dans le *Corriere della Serra*, donne la mesure de la vexation éprouvée. Pêle-mêle, Kadhafi vante les mérites de l'Ougandais Idi Amin Dada, dictateur sanguinaire « diffamé par la propagande sioniste », accable le Tanzanien Julius Nyerere, chrétien fervent coupable de présider un pays majoritairement musulman, puis prétend tout ignorer de l'attentat de l'aéroport de Rome-Fiumicino, pourtant perpétré en décembre 1985 par ses protégés palestiniens du Fatah-Conseil révolutionnaire. Les Brigades rouges italiennes ? Une création de l'Occident. Quant à Giovanni Agnelli, l'iconique patron de Fiat, société dont la Libye détient une fraction du capital, il jure ne pas le connaître.

Connaît-il l'Allemand Heinz Weifenbach, dit Heinzi ? En 1987, ce sulfureux cador de l'immobilier croit avoir déniché l'antidote à la faillite qui guette le club de hockey sur glace d'Iserlohn, cité industrielle voisine de Dortmund, qu'il préside : floquer les maillots de ses joueurs d'une pub à la gloire de *Das Grüne Buch*, moyennant 900 000 dollars US. L'équipe ne disputera qu'un match dans cet étrange équipage : le tollé est tel que la fédération allemande met un terme à l'expérience. Restons outre-Rhin. Au printemps suivant, la Bundespost, en quête elle aussi d'un ballon d'oxygène financier, signe un contrat avec « les Nouvelles éditions pour une vie meilleure ». L'accord stipule qu'un bandeau à la gloire de cette maison inconnue ornera les flancs des 5 000 voitures jaunes qui sillonnent villes et villages de RFA. Encore raté : dès qu'ils découvrent que le catalogue de l'éditeur compte en tout et pour tout un seul titre – l'irremplaçable Livre vert –, les dirigeants de la Poste ouest-allemande dénoncent l'arrangement. Dès lors qu'il s'agit de diffuser la bonne parole du Guide, la République des masses ne chipote pas. Fin 1981, l'hebdomadaire satirique *Le Canard enchaîné* et le quotidien *Libération* révèlent le contrat d'un montant de 4 millions de dollars passé avec le groupe Jeune Afrique, *via* sa filiale publicitaire Sixco. Il s'agit, à l'approche du sommet de l'OUA que Tripoli accueille en juin suivant, de promouvoir une « image positive et dynamique » du pays et de « créer un courant favorable à l'œuvre du colonel Kadhafi, la faire mieux comprendre à des millions d'Africains et d'hommes du monde entier ». Dans le kit négocié alors, un cahier de 72 pages intitulé « La parole à… », un dossier spécial de 48 pages à

paraître dans le magazine *Jeune Afrique-Économie* et un supplément sur le sport en Jamahiriya. Difficile d'invoquer l'innocuité d'un tel pacte sur le contenu rédactionnel. L'accord stipule que la mention « publicité » n'apparaîtra pas en marge des textes. Mieux, ou pis, *JA* publie à la même époque un papier louangeur sur le retrait – ô combien controversé – des troupes libyennes déployées au Tchad…

Un rebelle mondialisé

Aux antipodes de la ligne éditoriale très critique qu'elle adoptera ultérieurement, la nébuleuse *Jeune Afrique* œuvre à l'époque à la diffusion du message du Guide. Témoin, ce recueil d'entretiens coordonné par un ancien rédacteur en chef du magazine panafricain, Jean-Louis Gouraud, et paru chez l'éditeur suisse Favre en 1984[1]. « L'affaire, confie aujourd'hui Gouraud, a été négociée par l'entremise d'Éric Rouleau avec Ibrahim Bechari, alors directeur de la radiotélévision libyenne. Kadhafi a tout de suite adhéré au projet. Il aimait adopter la posture de l'intello, airs inspirés compris[2]. » Pour donner la réplique au colonel, un trio de journalistes, composé du Marocain Hamid Barrada, autre pilier de « *JA* », du jeune Américain Mark Whitaker, futur directeur de la rédaction de *Newsweek*, et du Français Marc Kravetz, alors plume du *Matin de Paris.* Trio flanqué d'une accorte blonde, recrutée par Gouraud sur les conseils de Bechari. « Si tu as une secrétaire jolie et sympa, lui avait-il glissé, ça ne peut que faciliter les choses. » À la clé, en janvier 1983, une quinzaine d'heures de questions-réponses étalées sur cinq séances. « Toujours le soir, et souvent jusqu'au cœur de la nuit, sous une tente luxueusement équipée », précise Kravetz. Noctambule, le Libyen dort peu et reçoit tard, s'accordant d'ordinaire une sieste en fin d'après-midi. « Lui en tenue d'aviateur sous un imper ou un manteau de cuir, assis sur un fauteuil pivotant, derrière une petite table de bois laqué blanc, poursuit le reporter. Nous un peu frigorifiés malgré le brasero. Garé tout à côté, un camion-régie lui permettait de suivre d'un œil sur un écran de contrôle la retransmission des débats du Congrès général populaire, voire d'en bloquer la diffusion. Seule exigence de son entourage : interdiction de lui couper la parole et de le relancer. Tout juste obtiendrons-nous de revenir, à la fin de chaque entretien, sur tel ou tel point méritant d'être clarifié[3]. » Le dialogue aurait pu tourner court. Heurté par un propos « tout droit sorti des *Protocoles des Sages de Sion* », ce faux grossier concocté sous la Russie tsariste, bréviaire hargneux de l'antisémitisme, Kravetz ose attirer l'attention de Kadhafi sur l'impact désastreux qu'aurait une telle saillie publiée telle quelle. Le Libyen se braque et

interrompt l’échange. Il boudera plusieurs jours. « Lors de nos séances, se souvient Marc Kravetz, le Guide nous paraît alors affûté, plutôt en forme. Mais le phrasé est lent. Et jamais il ne fixe ses interlocuteurs dans les yeux, un peu comme s’il évitait instinctivement de soutenir votre regard. Le sien erre dans le vague, se perd au-dessus, à côté, vers le fond de la pièce. Il ne nous semble pas fou, mais bizarre, comme pathologiquement intimidé. On le sent équipé pour le monologue, la succession de tirades interminables, pas pour la discussion. » Autre moment de tension à l’instant d’aborder l’épineux dossier du Sahara occidental. Hamid Barrada objecte-t-il à Kadhafi, parrain des indépendantistes du Front Polisario, que le dessein de ceux-ci se heurte à un consensus au sein de la société marocaine ? « Question de journaliste, s’énerve le colonel. Passons à autre chose ! »

Que retenir de ces heures de joutes oratoires ? À vrai dire, rien de bien saillant. Le Guide s’emploie pour l’essentiel à asseoir sa stature de gourou global. « Je me tiens aux côtés de l’opposition révolutionnaire, de l’homme de la rue, du persécuté, chrétien ou musulman, claironne-t-il. Je suis avec les citoyens, les opprimés, les exploités, ceux qui n’ont ni pouvoir, ni fortune, ni armes. Je suis un opposant à l’échelon mondial. Je ne dirige donc pas seulement l’opposition arabe, mais l’opposition à l’échelle planétaire. » Pour le reste, il se borne à réitérer des convictions maintes fois énoncées, notamment en matière religieuse. « Certaines lois dites islamiques, insiste-t-il, contiennent des stipulations qui ne figurent absolument pas dans le Coran. Ce sont des interprétations, sans plus. » Les Frères musulmans ? Un « ramassis de réactionnaires, d’hypocrites, d’hérétiques et de pervers ». Ce fut une bévue, admet-il aussi au risque de récuser l’universalité de la « vraie foi », d’« avoir voulu imposer l’islam à des non-Arabes ». En revanche, les chrétiens libanais « doivent corriger l’erreur commise par leurs ancêtres et se convertir ». L’erreur ? Chez Kadhafi, ce déterminisme confessionnel confine à l’obsession. « Il est aberrant d’être arabe et chrétien, décrète-t-il en août 1980 dans un entretien accordé au quotidien beyrouthin *As-Safir*, la religion du nationalisme arabe étant l’islam[4]. » Deux contresens pour le prix d’un : l’Orient fut, faut-il le rappeler, le berceau de la chrétienté ; et le parti Baas, matrice du nationalisme panarabe, eut pour fondateur un Syrien grec orthodoxe, Michel Aflak.

S’agissant de la coexistence des monothéismes, le maître de la Jamahiriya s’en tient à la thèse déjà évoquée : « Les Arabes sont le peuple le plus proche des Juifs. Nous sommes cousins. Il n’y a rien, absolument rien dans le Coran qui puisse susciter de l’hostilité à l’égard du judaïsme, ni d’ailleurs du christianisme, ou inciter à une quelconque guerre sainte. Il n’y a point de guerre sainte entre les “gens du Livre”, entre les croyants en un Dieu unique. » Dix ans plus tôt, devant des étudiants de Benghazi, le même Kadhafi, prince de l’équivoque, livrait un verdict moins magnanime : « Tous les fidèles des religions monothéistes sont musulmans, décrétait-il alors. Le judaïsme et le christianisme ne sont en fait que

des sectes de l'islam. » Plus loin, le colonel recycle une antienne qui lui est chère : vivre au côté des Juifs, soit ; ployer sous le joug sioniste, jamais ! « Je prétends que le sionisme est l'ennemi des Juifs comme il est notre ennemi mortel, assène-t-il. La destruction de l'État sioniste libérera les Juifs du cauchemar qu'ils vivent. […] Je prédis que les Arabes, les Juifs et les Américains finiront par s'allier contre le sionisme. » Lequel, à l'en croire, fut créé entre autres pour « entraîner l'Amérique dans un conflit nucléaire avec l'Union soviétique ». Bientôt, les fantasmes, volontiers apocalyptiques, enfièvrent le discours : « Les leaders sionistes, comme l'Antéchrist, perdront leur faculté de faire des miracles » et « seront lapidés par les Juifs eux-mêmes ». D'ailleurs, poursuit Kadhafi, les sionistes embrassent la foi de l'ennemi pour mieux saper l'islam et le christianisme de l'intérieur, et provoquer la grande sédition [référence lexicale à la fracture sunnites-chiites]. Des juifs convertis, insiste-t-il, « deviennent prêtres pour détruire l'Église catholique » ; allusion transparente à Mgr Jean-Marie Lustiger, issu d'une famille ashkénaze et alors archevêque de Paris. Pour peu qu'on parvienne à suivre sa pensée méandreuse, le pieux colonel semble tiraillé là encore entre le respect envers les grands monothéismes – il dit ainsi reconnaître la « nature prophétique du Christ » – et l'affirmation, sur un mode identitaire et conflictuel, de la supériorité de l'islam. Dès 1976, désireux d'atténuer l'impact négatif de la fermeture des églises, décrétée comme on l'a vu en pleine fièvre révolutionnaire, le patron du CCR préside une conférence consacrée au dialogue islamo-chrétien. Puis il convoque un demi-millier de notables des deux confessions sous une vaste tente plantée dans les jardins de l'hôtel al-Kabir de Tripoli. Là, après avoir infligé à tous un sermon fleuve, reprochant notamment aux adeptes du Christ de négliger les enseignements des Béatitudes, il interpelle tout à trac Mgr Giovanni Martinelli, évêque italien natif de Libye. « Martinelli, fais une prière ! » Interloqué, le franciscain hésite puis récite le Notre Père en arabe[5]. Fidèle à son tempérament, Kadhafi se plaît à ferrailler à la tribune de colloques interconfessionnels et à recevoir d'éminents non-musulmans. Tel est le cas en février 1994 de Rafaello Fellah, juif natif de Tripoli, chassé vers l'Italie par les expulsions massives décrétées en 1967 sur fond de guerre des Six-Jours. Muni d'une lettre de recommandation de l'ex-président du Conseil Giulio Andreotti, le président de l'Association mondiale des juifs libyens, dont le père Moshe périt lors d'un pogrom antisémite dans les années 1940, finit à force de ténacité par décrocher une audience. Entre les deux hommes, le courant passe. Ce qui permet au revenant Fellah de monter dès avril une visite à Jérusalem de 200 coreligionnaires établis en Jamahiriya.

Le Guide serait-il perméable aux stéréotypes antisémites ? L'accrochage sur les *Protocoles* évoqué plus haut le suggère. La suite de l'entretien le confirme. « Les bureaux de change, les banques et les universités sont truffés de sionistes », accuse Muammar Kadhafi. Lequel impute la crise des années 1930

tout comme la récession qui sévit à l'époque de cette série d'entretiens à « l'extension de l'influence sioniste sur tout ce qui a trait à l'économie ». Et au-delà, puisque ses agents « dominent les *mass media* » et instillent la confusion « entre mouvements de libération et bandes terroristes ». Résumons, sans trahir « l'esprit » du propos : après le krach boursier de 1929, l'internationale sioniste a tenté d'asservir l'Allemagne, mais Adolf Hitler – « dont nous condamnons les massacres effroyables » – ayant déjoué leurs visées, elle s'est tournée vers les États-Unis, s'y infiltrant « partout ». Un de ses fils, poursuit Kadhafi, « pourrait diriger la Maison-Blanche ou le Kremlin, gouverner à Bonn ou à Paris ». « Le monde alors sera détruit pour faire place nette au peuple élu ! » *Vae victis ?* Le 9 janvier 1981, soit deux ans plus tôt, Kadhafi avait évoqué en ces termes sur Radio-Tripoli le destin du Führer : « S'il avait été vainqueur, le nazisme n'aurait pas été considéré comme une mauvaise chose. » Plus inattendue encore, cette relecture critique de « l'échec » de Gamal Abdel Nasser : « Ce sont les appareils de répression, les *mukhabarat* [agents du renseignement intérieur] créés par Nasser pour défendre la révolution, qui ont tué et la révolution et Nasser lui-même. » À l'époque où le Guide se prête au jeu de l'interview au long cours – nous sommes donc en 1983 –, la rancœur envers les pairs arabes n'a rien perdu de son intensité. « Où sont les Arabes ?, s'interroge-t-il amèrement. Ils n'existent pas ! Il existe seulement vingt dirigeants arabes ! […] Ceux qui viennent demander à la Libye armes et argent n'ont pas l'intention de combattre, poursuit le tombeur d'Idris. Je n'avais ni armes ni argent quand j'ai fait la révolution et Nasser ne me connaissait même pas. » Quant au réquisitoire contre les régimes « vermoulus » promis à l'effondrement sous les coups de boutoir de peuples révoltés, il relève moins de la prophétie que de l'incantation rituelle. On sait le colonel enclin d'ordinaire à renvoyer dos à dos Moscou et Washington. Mais au beau milieu du premier mandat du « faucon » républicain Ronald Reagan, le fléau de la balance penche indéniablement côté soviétique : « L'URSS, issue de la révolution bolchevique, défend les principes fondamentaux du socialisme et du progrès. » À la question « Où se situe le camp de la paix ? », Kadhafi répond ainsi : « C'est très clair. On n'a point entendu l'URSS menacer militairement une région ou un pays appartenant à l'Otan. On ne l'a pas vue entretenir des bases militaires en dehors de son territoire. » Vraiment ? Et l'irruption de l'Armée rouge sur l'échiquier afghan ? « Je considère, réplique-t-il sans ciller, que la présence des troupes soviétiques en Afghanistan est du même ordre que celle des forces libyennes au Tchad en 1980. » En clair, le Kremlin, allié loyal d'un régime « progressiste », n'a fait que répondre à l'appel pressant des autorités légales de Kaboul.

On chercherait ici en vain la moindre ébauche d'autocritique quant au système de représentation instauré quelques années plus tôt, horizon indépassable de la démocratie directe. « Nous avons donné une forme moderne à l'expérience athénienne », tranche le penseur du Livre vert. Tout se joue « au

sein des congrès populaires ». La preuve ? « Le peuple discute actuellement comment il doit poursuivre ses adversaires à l'étranger et les liquider. » « La société, précise Kadhafi, est organisée comme une ruche d'abeilles. » Métaphore hardie : chez les « mouches à miel », les ouvrières n'ont d'autre vocation que de nourrir et de protéger la reine…

Bouclons ce survol avec le chapitre consacré au continent noir, étonnamment daté. Le Guide y apparaît prisonnier d'une vision essentialiste, paternaliste et condescendante de cette Afrique « pas assez réceptive » aux idéaux novateurs de la Jamahiriya, car « trop arriérée culturellement, religieusement et politiquement ». Dans un autre recueil d'entretiens paru neuf ans plus tard aux éditions ABC et supervisé lui aussi par Jean-Louis Gouraud, le Guide présente sa doctrine comme l'unique remède aux maux inoculés par la colonisation[6]. « L'Afrique, soutient-il, est une mosaïque, une somme de tribus. Il n'y a pas de vrais États africains. Il n'y a pas de frontières véritables entre les nations, mais de simples lignes de séparation des forces coloniales tracées au XIXe siècle à partir de Berlin, Londres ou Paris. » Thèse parfaitement défendable. Le reste l'est moins : Kadhafi tend en effet à réduire le berceau de l'humanité à un espace primitif rongé par le poison tribaliste.

Pour cet ouvrage confidentiel et sommairement édité, Gouraud applique, une décennie après, la même recette : une demi-douzaine d'interviews marathons, recueillies entre fin 1990 et début 1993, entre Tripoli, une plage proche de Syrte et un campement de Benghazi, et parfois interrompues par le défilé des chefs tribaux et des plaideurs venus dénoncer qui un vol de chameau, qui un adultère. Mais le casting, lui, a changé : cette fois, ce sont un Sénégalais, Ibrahima Signaté, un Français, Jean-Pierre Sereni, et un Russe, Sergueï Popov, qui s'y collent. Sans brusquerie excessive d'ailleurs. « On ne trouvera pas ici, prévient Jean-Louis Gouraud dans son avant-propos, la moindre allusion à des affaires aussi contingentes que l'instruction du juge [Jean-Louis] Bruguière, l'attentat de Lockerbie ou l'embargo de l'ONU. » Contingentes ? Nul doute que l'épithète alla droit au cœur de l'entourage des victimes des carnages du DC-10 d'UTA et du Boeing de la Pan Am, imputés l'un et l'autre aux services libyens et dont il sera question plus loin. L'intérêt de l'exercice, si policé soit-il, réside dans les bouleversements survenus depuis la « confession » précédente : le mur de Berlin a cédé, l'URSS n'est plus, les « conférences nationales » ont ébranlé en Afrique le magistère étouffant du parti unique, la première guerre du Golfe a secoué tout le Moyen-Orient. Et Kadhafi lui-même a échappé de peu aux raids américains de 1986. Or, ces séismes semblent n'avoir que très modérément bousculé sa grille de lecture. Ainsi, le lecteur retrouve des raccourcis tout droit sortis du Livre vert. « Il n'y a pas de différence de nature au plan des principes, apprend-il, entre les dictatures et les régimes pluralistes », lesquels, transitoires, sont voués à s'effondrer pour faire place nette à la Jamahiriya. Au passage, le Guide prédit l'éclatement des États-Unis, que dévasteront immanquablement les

affrontements entre Blancs et Noirs et l'insurrection des Peaux-Rouges. Au demeurant, « l'Amérique ne forme ni un peuple ni une nation ». Réceptacle d'un mélange hétéroclite de Blancs fuyant l'Europe et de Noirs arrachés à l'Afrique, elle a été bâtie par des cohortes de criminels, déserteurs, aventuriers et réprouvés. Autant de « déracinés » qui ont œuvré à l'extermination de la plupart des « nations indiennes ». Que doit l'humanité à l'Occident ? « Les expéditions coloniales, l'impérialisme, deux guerres mondiales et la bombe atomique. » Constance semblable – et somme toute logique – lorsque l'échange quitte l'arène temporelle pour la sphère religieuse. Le Prophète n'est aux yeux de Kadhafi ni un penseur ni un philosophe, puisqu'« il n'a rien écrit qui permette de dire cela ». Ce qui l'oppose aux islamistes de Libye ou d'ailleurs ? Très simple. Eux ne croient pas au socialisme, tolèrent la polygamie, utilisent le djihad contre les chrétiens, brûlent de mener une « croisade » contre l'Europe et imaginent reconquérir l'Andalousie, ce qui procède d'une « démarche colonialiste ». Plus surprenant, le jugement mitigé porté, quinze ans après son instauration, sur la Jamahiriya. Comme s'il reconnaissait les ratés d'une machinerie institutionnelle inédite, le *qaïd as-Thawra* admet que son adoption par les Libyens prendra du temps et envisage – prolongeant ainsi l'analogie historique franco-libyenne qui lui est chère – une phase de « restauration », voire une période de décadence et de régression. Même si, à terme, la victoire de la « troisième théorie universelle » s'avère « irréversible ». Pas davantage de triomphalisme quant au statut de la femme, encore écrasée, concède-t-il, sous le poids des préjugés et maintenue par la volonté des mâles dans un état de soumission. L'accès d'humilité s'arrête là. Le colonel ne doute guère de sa popularité planétaire, notamment dans les rangs d'une jeunesse qui « court pour [l']acclamer ». « Mon prestige, avance-t-il, est très grand, plus grand, bien souvent, que celui du chef d'État qui me reçoit. » Même déguisé, impossible pour moi, prétend-il, de déambuler incognito dans un quartier populaire au Caire, à Bagdad ou à Vienne. Pourquoi ? « Je suis l'homme que les Américains détestent. » En fin d'échange, le colonel lève un coin au voile sur ses goûts personnels. Il admet aimer la chasse, passion transmise par le Yougoslave Tito, et la musique, pourvu qu'elle soit instrumentale et non chantée. Le cinéma ? Décidément non. « Je lui préfère le spectacle de la nature. » Le Bédouin consent aussi à partager sa « philosophie diététique » : il se dit végétarien, mais certes pas intégriste. « Si mon corps éprouve le désir de manger de la viande, nuance-t-il, je ne le lui refuse pas. » Reste que « l'humanité accomplira un grand progrès quand tout le monde cessera d'en consommer et parlera la même langue ». Au rayon des « distractions humaines », il en est deux qu'il persiste à réprouver, la boxe et la corrida. Et une qu'il chérit, l'équitation, à l'exception des concours hippiques. « Il est cruel, souligne celui que ses admirateurs élèvent au rang de "cavalier des cavaliers libyens", d'obliger les chevaux à sauter des obstacles sur lesquels ils se blessent. » Il n'est d'ailleurs pas rare que *Seyed al-Akid* retrouve le temps d'une

cavalcade sa monture favorite, choyée au centre équestre militaire de Tripoli. De même, le vieux compagnon Khouildi al-Hamidi, l'un des piliers du défunt CCR, le convie de temps à autre à un concours de pur-sang arabes, poussant parfois le zèle jusqu'à lui faire don d'un noble étalon. Sans doute est-ce à ce tropisme équestre que Pierrette Brès, la chroniqueuse hippique d'Antenne 2 – devenue entre-temps France 2 – doit d'avoir été reçue fin 1986 sur le seuil du camping-car aménagé adopté alors par Kadhafi. Lequel lui offre un *scoop* mondial : il souffre d'un ulcère à l'estomac, soigné à l'aide d'une décoction de peaux de grenades bouillies. S'agissant de la plus noble conquête de l'homme, le Guide prône l'interdiction du commerce de la viande chevaline. « Tant que les hommes mangeront de la chair animale, confie-t-il à la madone du tiercé, ils seront barbares et sous-développés. »

L'impétueux colonel était sujet à polémiques, il devient objet d'étude. Dans son édition du 11 novembre 1985, l'hebdomadaire *Valeurs actuelles* publie quelques extraits d'une imposante thèse de sociologie politique – 520 pages – soutenue deux ans auparavant à l'université Paris-X-Nanterre, et consacrée, sous la direction de l'historienne Annie Kriegel, à l'agence de presse libyenne. Titre du pensum : « La Jamahiriya News Agency (Jana), sa représentation des affaires de la Libye et du monde en 1980. » Son auteur, gratifié d'une mention très bien ? Le capitaine Dominique Prieur, agent des services secrets français et « héroïne », sous le pseudonyme de Sophie Turenge, de la piteuse affaire du *Rainbow Warrior*, du nom du navire amiral de l'ONG écologiste Greenpeace coulé à l'explosif le 10 juillet 1985 dans la baie d'Auckland (Nouvelle-Zélande). Sabordage meurtrier, fatal à un photographe néerlandais d'origine portugaise, Fernando Pereira.

Sur un registre moins austère, le Guide aura aussi droit à son *biopic* sur grand écran. En l'occurrence, un film égyptien datant de 1998, *Le Leader du désert*. Dans le rôle-titre, la star cairote Mohi Ismaïl, reçue en audience par son modèle ; lequel fut à l'en croire frappé par une ressemblance qui, pourtant, ne saute pas aux yeux. Bizarrement, on ne trouve nulle trace de ce long-métrage dans la filmographie de l'acteur. Neuf ans plus tard, Muammar Kadhafi lui-même signe le synopsis d'un péplum intitulé *L'Injustice, les années de souffrance* – en version anglaise, *Years of Torment* –, récit épique des ravages de la colonisation italienne. L'a-t-il vraiment écrit ? Peu probable. En revanche, tout porte à croire que la Jamahiriya a apporté son écot au projet, confié au cinéaste syrien Najdat Anzour. Seule trace laissée par l'aventure, une ébauche de douze minutes, tournée sur les îles Tremiti, archipel de l'Adriatique. On y découvre le calvaire enduré par des captifs libyens, fers aux pieds, condamnés à casser pierres et cailloux sous le fouet de gardes-chiourmes hargneux et cruels. Le Guide n'apparaît pas au générique ; pas plus que Ben Kingsley, Kevin Spacey,

Anthony Hopkins et Omar Sharif, pressentis paraît-il par la production. Avec le septième art, dont on se souvient qu'il le prise assez peu, cet acteur-né aura d'ailleurs vécu une idylle contrariée. En 1976, il cofinance *Le Message*, chronique édifiante de la vie du Prophète, incarné en l'occurrence par Anthony Quinn. Film aussitôt voué aux feux de l'enfer par les islamistes, qui tiennent pour sacrilège toute représentation de Mohammed, *a fortiori* quand on lui prête le visage d'un infidèle américain. Qu'exècrent-ils le plus ? Cette infamie, la présence à l'écran de la troublante Irène Papas ou la musique de Maurice Jarre ? Mystère. Le mécène Kadhafi n'aura guère plus de chance avec *Le Lion du désert* (1981), où le même Quinn revêt la gandoura du légendaire Omar al-Mokhtar, icône de la résistance au joug mussolinien. Un (très) long-métrage de trois heures vingt-six minutes que le Guide lui-même juge « trop hollywoodien ».

Implacable avec ses ennemis, inflexible envers les traîtres réels ou fantasmés, l'impérieux caïd de la Jamahiriya sait se montrer, avec ses hôtes étrangers, prévenant et enjoué. Le couple Graeff peut en témoigner. Lui, Christian, n'aura certes droit qu'à un seul et unique tête-à-tête digne de ce nom, en 1985, peu avant de quitter son ambassade tripolitaine pour le Liban. Mais Kadhafi lui donne volontiers devant témoins du *« oudel'am »*, « mon cousin ». Elle, Maria, néerlandaise de naissance et psychosociologue de formation, verra le colonel bien avant son époux. Et bien plus souvent. Étrange ? Pas vraiment pour qui connaît l'attrait qu'exerce la gent féminine sur le Bédouin, séducteur compulsif. Et hôte très informé : lors de leur première rencontre, en janvier 1983, il la félicite pour la teneur du discours sur la femme libyenne que l'universitaire vient de prononcer lors d'un colloque chypriote. Rencontre impromptue au demeurant. « J'avais rendez-vous avec son épouse Safiya, raconte-t-elle. Et je suis tombée nez à nez avec lui dans un petit bureau. Il m'a tendu la main, a tiré une chaise et s'est assis en face de moi[7]. » Maria aura bien d'autres occasions de converser, dans un mélange d'arabe, de français et d'anglais, avec le maître de Bab al-Aziziya, notamment en sa qualité de déléguée permanente de la Fédération mondiale des villes jumelées-Cités unies (FMVJ). « Comment va Nadia ? », s'enquiert à chaque fois Kadhafi. Allusion à la fille des Graeff, dont l'ancien berger sait qu'elle élève des moutons dans le sud de la France. Combien de têtes ? Quelle race de brebis ? « Je répondais sobrement, raconte “l'ambassadrice”. Sans jamais omettre de lui demander en retour comment se portait son aînée Aïcha. » La voici promue malgré elle au rang de messagère. « Dites à votre mari que [le chancelier autrichien Bruno] Kreisky remettra un message important à [François] Mitterrand au sujet du Tchad », lui glisse-t-il un jour. Quand le Guide croise en marge d'une cérémonie le mari de Maria – ainsi s'amuse-t-il à désigner Christian –, il peut fort bien le titiller en ces termes : « Au fait, mon cousin, j'ai vu votre femme. Nous devrions nous parler. Et si vous avez un souci quelconque, dites-le-lui donc. » Des soucis, il y en aura. Notamment lorsque Paris rechigne à accorder un visa à un « scientifique »

libyen, considéré comme le cerveau de l'assassinat de plusieurs dissidents en Italie ; ou quand le régime incarcère deux expatriés de la société de BTP Spie-Batignolles, piégés par un ténébreux contentieux.

Maria Graeff-Wassink ne se berce pas d'illusions. « Bien sûr qu'il ne faisait pas tout ça pour mes beaux yeux, convient-elle. Mais à l'époque, mon profil l'intrigue. Il veut savoir pour qui je roule, si je suis une espionne. Voyons : une citoyenne des Pays-Bas, État réputé pro-israélien, qui a de plus enseigné à l'université américaine de Beyrouth… À l'évidence, il en sait alors beaucoup sur le corps diplomatique, grâce aux rapports de ses services. Qui voit qui ? Qui couche avec qui ? S'il me reçoit comme une amie, le colonel me suggère quand même deux ou trois fois de me renseigner sur la loyauté de tel ou tel membre de son entourage. Il apparaît en la matière suspicieux jusqu'à la paranoïa. Et considère la trahison comme le seul crime qui mérite la peine de mort. Pour autant, Kadhafi préfère maintenir auprès de lui ceux dont il se méfie, histoire de mieux les surveiller. » Dans son essai[8], la psychosociologue décrit ainsi ce personnage « tout en contrastes » : « Aimable et courtois, sévère et hautain, accessible et lointain, cordial et distant, chaleureux et froid, électrifiant et rassurant, sain et malsain, fort et fragile, génial et naïf, dieu et diable… » Le « non-conformisme » de cet « écologiste, plus mondialiste que nationaliste, anarchisant », avoue-t-elle, « me fascine ». D'autant qu'il « lit dans mes pensées ». Avec plus ou moins d'acuité. Recevant sous la tente une délégation de la FMVJ, le colonel, sanglé dans une redingote beige, bombarde de nouveau Maria de questions. La majorité des ministres suivront-ils Mitterrand si celui-ci déclare la guerre à la Libye ? Et *quid* du peuple français. Puis, tout à trac : « Comment va Nadia ? Quand vient-elle en Libye ? Est-elle belle ? » « On me prend pour très sérieux, confie-t-il une autre fois. Il y a pourtant des moments où moi aussi j'ai envie de rigoler. Quand j'en ai vraiment marre, je demande à Leïla de venir dans mon bureau et de me faire rire pour me changer les idées. » Leïla ? La très jeune interprète qu'il taquine en dragueur apparemment inoffensif sous les yeux de Maria.

Moins familier de Bab al-Aziziya que son épouse, Christian entretient pourtant avec le Guide un dialogue franc, voire rugueux. « Je me souviens, confie-t-il, lui avoir signifié que les costumes de son tailleur italien frisaient le ridicule. Quand j'ai pris congé pour filer à Beyrouth, je lui ai dit ses quatre vérités. Notamment sur les frustrations de sa jeunesse et sur tous ces Bédouins, enfin affranchis du patriarcat, qu'il urgeait de mettre au travail. » Mais il est aussi arrivé à l'ambassadeur de saluer les talents de *showman* du colonel. « Vous êtes un acteur-né, lui lance-t-il un jour. Comme Ronald Reagan. » Réplique du Libyen mégalo : « Peut-être. À ceci près que Reagan est un mauvais acteur. Et moi un bon. »

Muammar en ligne de mire

Se faire craindre, toujours, et ne jamais montrer sa peur. Envoyer à la mort sans pitié ni faiblesse le rival, le faux frère, le félon, réel ou fantasmé, tout en défiant les tueurs, la maigre clique de mutins issus du sérail comme la lourde armada de puissances coalisées. C'est d'une plume trempée dans le sang de l'ennemi que s'écrit la légende du chef, du *qaïd* ; c'est au fil d'or de la baraka que l'on tisse et brode la toge dont il se drape. S'il fallait juger du rayonnement des hommes d'État au nombre de tentatives d'assassinat et de complots auxquels ils ont réchappé, nul doute que Muammar Kadhafi aurait dans l'au-delà son rond de serviette au banquet des grands. L'ex-ambassadeur de France Christian Graeff place le curseur à dix-sept ou dix-huit. Entre les vrais complots, les cabales avortées, les rumeurs fantaisistes et les leurres distillés à dessein, préludes à d'impitoyables purges, il serait vain de prétendre dresser l'inventaire précis et exhaustif des attentats manqués, qu'ils fussent ourdis au pays ou loin des Syrtes. Les unes n'ont échoué que d'extrême justesse ; d'autres se soldèrent par de retentissants fiascos. Mieux vaut donc se borner à en établir un *best of* raisonné, à n'explorer que les plus abouties, les plus énigmatiques et – il n'est pas interdit de se divertir – les plus farfelues.

Rares sont les machinations purement endogènes. Dès les premiers temps, la plupart d'entre elles associent à des réfractaires libyens un ou plusieurs services secrets étrangers, dont certains stratèges ont une âme de fleuriste : l'une des opérations a pour nom de code « Rose », une autre « Tulipe ». Débarquement de commandos venus d'Égypte par la mer, incursion terrestre depuis la Tunisie, le Soudan ou le Sud algérien, parachutage sur Bab al-Aziziya au départ de Bizerte, démonté *in extremis* : faute, là encore, de pouvoir certifier la véracité de tous les scénarios glanés entre archives et témoignages, on s'en tiendra aux figures de style les plus instructives de la gamme. Une gamme qui s'étoffe très tôt, même si la ronde des barbouzes de toutes obédiences ressemble parfois à s'y méprendre au bal des Pieds nickelés. Dès juillet 1970, David Stirling, cofondateur trois décennies plus tôt du britannique Special Air Service (SAS), et reconverti dans le privé à la tête de la société de sécurité Watchguard, recrute une poignée de

mercenaires. Il ne passera jamais à l'action, les services britanniques et américains ayant tué dans l'œuf le plan échafaudé[1]. Stirling ne désarme pas pour autant : on retrouve bientôt sa trace dans un montage associant le président tchadien François Tombalbaye, un monarchiste exilé à Genève et les services du roi Hassan II du Maroc. Variante au demeurant d'une barbouzerie censée porter au pouvoir un neveu du roi Idris, surnommé « le Prince Noir », avec le concours d'une faction tribale et du Mossad israélien. Candidat suivant… Décrite par le menu dans une note d'un agent du National Security Council américain intitulée sans malice « Un complot contre le gouvernement libyen[2] », l'opération *Hilton* prévoit en mars 1971 l'accostage clandestin d'un commando suivi de la libération d'officiers incarcérés à Tripoli. Expédition rocambolesque plombée par l'amateurisme de ses « cerveaux ». Une autre combinaison, imaginée par un ex-conseiller du souverain déchu, pourrait sortir elle aussi de l'esprit fécond d'un scénariste de série Z. Au casting cette fois, des « chiens de guerre » français, emmenés par un certain « Léon », ancien d'Indochine réputé proche de l'OAS. Ajoutons-y des armes venues de Tchécoslovaquie, et un bateau, le *Conquistador XIII*, amarré à Toulon, qui sera intercepté à Trieste par la marine italienne sur un tuyau de la CIA… « Nous avons déjoué un coup d'État contre la Libye », clame le 5 mai 1971 à Tripoli le ministre des Affaires étrangères de la Botte, Aldo Moro. Prévenance paradoxale ? Pas vraiment : dans un premier temps au moins, Rome voit d'un bon œil l'éviction d'Idris, suspecté de vouloir attribuer à British Petroleum et à la Shell la concession détenue par la société pétrolière nationale ENI. Dire que sept ans plus tard, le même Aldo Moro, baron de la démocratie chrétienne, sera enlevé et assassiné par les Brigades rouges, une secte terroriste d'extrême gauche qu'épaule Kadhafi… La série continue. En mars 1978, un « accident » intrigue. En route pour Tripoli, un hélicoptère Super Frelon de l'armée libyenne s'écrase non loin de Bani Walid. Aucun survivant. Parmi les victimes, Werner Lambetz, l'un des piliers du comité central du parti communiste de la République démocratique allemande ; mais point de Kadhafi, pourtant censé emprunter le même vol. Sabotage ou avarie technique ? Jamais le mystère ne sera dissipé. En 1981, une vingtaine d'étudiants libyens établis à Londres rallient un camp d'entraînement situé au Maroc. Chacun d'entre eux a pour mission, une fois sa formation militaire achevée, de créer en Libye même un noyau opérationnel. Mais le projet échoue : s'il parvient à s'infiltrer jusqu'au sommet de l'appareil sécuritaire, le chef du réseau, Ahmed Tulti, est arrêté en 1983. Il périra lui aussi au pénitencier d'Abou Salim[3].

Passons sur la demi-douzaine de conjurations réelles ou supposées recensées au long de la décennie qui suit par la presse égyptienne, friande d'intrigues de palais, les « honorables correspondants » en poste dans la région et les chancelleries tripolitaines. Ici, ce sont les anges gardiens du président syrien Hafez al-Assad, en visite en Libye, qui sauvent le Guide ; là, ce dernier doit à ses « amazones » la neutralisation d'un islamiste qui, armé d'une épée, fonce sur

lui ; ailleurs, c'est un portrait lesté d'une charge de quatre kilos de TNT dont le dispositif de détonation défaille ; ailleurs encore – au cœur du Fezzan en l'occurrence –, c'est une grenade qui atterrit à moins de trois mètres de sa cible, mais n'explose pas. « Le Leader a shooté dedans pour l'éloigner, affirme Ahmed Kaddaf ad-Dam. Sans doute l'engin, mal stocké ou rongé par l'humidité, était-il défectueux[4]. »

Si l'on en croit la CIA – ce qui, en la matière, requiert une certaine dose de candeur –, des officiers libyens de retour du front tchadien auraient, aux alentours du 19 décembre 1981, ouvert le feu sur le colonel, atteint d'une balle à la mâchoire. Soigné paraît-il à Moscou, le « blessé » refait surface le 5 janvier suivant à la faveur d'une session du Congrès général du peuple, et s'empresse de tourner ces on-dit en dérision. « Nous en avons beaucoup ri », claironne-t-il.

Lui et les siens s'esclafferont moins au printemps 1984. Une cellule du Front national de salut de la Libye (FNSL), le mouvement cofondé à Khartoum trois ans plus tôt par le transfuge Mohammed al-Megaryef, ancien diplomate en rupture de ban, passe alors à l'action. Il s'agit pour ses membres infiltrés, munis de faux passeports soudanais, de se poster à la fenêtre d'un appartement donnant sur l'entrée de la Foire internationale de Tripoli et d'abattre le colonel lors de son passage. Mais le scénario déraille, sous l'effet d'un double coup du sort. D'abord, la liquidation du chef du groupe, peu après qu'il a franchi la frontière tuniso-libyenne. Ensuite, la volte-face de Kadhafi, qui renonce à inaugurer l'événement. Dans l'urgence, on improvise. Le 8 mai à l'aube, le maigre commando détourne une benne à ordures et parvient à pénétrer en force dans l'enceinte de Bab al-Aziziya. Contraints de battre en retraite après une brève et intense fusillade, les assaillants se retranchent dans un immeuble du centre-ville, aussitôt assiégé par les porte-flingues des « comités révolutionnaires », milices jamahiriyennnes créées en novembre 1977. Délogés au terme de quatre heures de combats, les rescapés de l'opération échouent à la prison d'Abou Salim où certains, dit-on, seront livrés à des chiens enragés. D'autres reposeront au secret, derrière le portail marron d'une discrète chambre froide de la morgue de l'hôpital central de Tripoli, gardée vingt-quatre heures sur vingt-quatre et surnommée « le frigo de la Sécurité intérieure ». Vingt-huit ans après, Pierre Prier, l'envoyé spécial du *Figaro*, y découvre, rangés dans des tiroirs, 16 cadavres décharnés et noircis[5]. « Il paraît, lui glisse un riverain, que Kadhafi venait de temps à autre les contempler. » Scène apocryphe, selon toute vraisemblance, mais qui en dit long sur l'emprise mentale que le despote exerçait sur ses sujets. 1984, année orwellienne…

Le hasard, qui n'existe pas, fait bien les choses : il veut qu'Éric Rouleau séjourne alors en Libye pour le tournage d'un documentaire intitulé « Kadhafi : le Machiavel du désert », que TF1 diffusera le 18 septembre suivant. Vers 9 h 30, le journaliste du *Monde* perçoit plusieurs détonations d'armes lourdes. Le rendez-vous programmé ce matin-là avec le Guide ? Annulé. Le voici, en

compagnie de son équipe, assigné à résidence dans un hôtel bouclé par les miliciens, tandis qu'éclôt la rumeur de la mort du *qaïd as-Thawra*. Scoop frelaté : celui-ci reçoit Rouleau le jour même, en fin d'après-midi. Le lendemain, le futur diplomate ira filmer la façade criblée d'impacts du bâtiment pris d'assaut, ainsi que les cortèges de militants kadhafistes défilant aux cris de « Non au fascisme ! Oui à la révolution ! ». Plus tard, il retrouve le colonel non loin des écuries de son cercle hippique favori. Entouré de fidèles au polo barré d'un fervent *« Al-Fateh forever »*, vêtu d'un survêtement rouge Fila, tignasse ébouriffée et lunettes fumées, Kadhafi enfourche son cheval et octroie à son visiteur, comme si de rien n'était, une interview équestre. Aussi insolite par sa forme que convenue sur le fond.

Pour un peu, on en oublierait combien l'alerte fut chaude. « Les événements de mai 1984, écrit dans un de ses télégrammes l'ambassadeur de France Christian Graeff, ont brutalement mis en lumière les lézardes de l'édifice du pouvoir. » Lequel cède, comme toujours en pareilles circonstances, à la tentation de la surenchère rhétorique. Témoin, le discours prononcé le 1er septembre suivant devant le Congrès général du peuple, simili-parlement. Nous sommes parvenus, proclame le colonel au prix d'une étrange métaphore zoologique, à « écraser les chiens errants de l'impérialisme américain comme on écrase les chats ». « J'envisageais, révèle-t-il, soit de me retirer dans le désert, soit de m'expatrier en Syrie, au Liban, en Amérique latine ou ailleurs pour poursuivre le combat. » Mais « l'action odieuse des bandes terroristes des Frères musulmans, ces mercenaires de l'impérialisme américain, m'a incité à renoncer à mon projet ». Et à forcer l'allure vers la « nouvelle société » que dessine le Livre vert. Il faut de toute urgence « anéantir la bourgeoisie parasitaire », disperser les ministères dans les régions, appelées à se muer en Jamahiriya locales et autonomes, hâter la collectivisation et la mise en place des coopératives populaires. Autre reflet de la fébrilité du régime, l'extrême férocité de la vague de répression qui s'ensuit, et dont Éric Rouleau décrira dans *Le Monde*[6] les ravages. Tout l'arsenal y passe, à commencer par les « confessions » radiotélévisées des « traîtres, formés au Soudan par des instructeurs américains », une douzaine de pendaisons publiques – bien d'autres suivront –, retransmises elles aussi, et les rafles massives. Les représailles n'épargnent pas davantage les reliefs du djebel Nefussa, à la lisière sud de la Tripolitaine, bastion berbère hostile à Kadhafi « l'impie ». Au gré des entretiens qu'il accorde alors, le maître de la Jamahiriya décline la même antienne, imputant l'assaut manqué aux Frères musulmans, que manipulent Reagan, « le pire terroriste de la Terre », l'Angleterre et le Soudan.

Pas d'indulgence. Aucune mansuétude. La règle : tuer et le faire savoir. Quoi de plus dissuasif que le châtiment au grand jour ? Quand on pend des étudiants sur la place Verte de Tripoli, les cadavres restent exposés à la vue de tous une semaine durant. Et il arrive alors que soient modifiées les règles du trafic local,

de sorte que les voitures et leurs conducteurs longent immanquablement les potences. Un cas, symptomatique, illustre la frénésie punitive du régime : celui de l'ingénieur en aéronautique à peine trentenaire Sadiq Hamed Shwehdi, fraîchement rentré d'un stage de formation aux États-Unis et cousin, pour son malheur, d'un des acteurs du raid manqué de Bab al-Aziziya. Son procès, télévisé en direct puis rediffusé en boucle, se tient dans le stade de basket-ball de Benghazi. Dans les tribunes, des milliers d'écoliers et étudiants, acheminés par autocars, tous tenus d'assister au « spectacle ». Que voient-ils ? Un barbu frisé, agenouillé, mains entravées dans le dos, implorant la clémence des juges qui s'apprêtent à le condamner à mort, lui le « terroriste islamiste », « agent de l'Amérique ». Entre deux sanglots, Sadiq reconnaît tout et le reste, avoue avoir rallié la meute des « chiens errants ». Vaine confession. La corde est là et n'attend que lui. On la lui passe autour du cou. Alors que le supplicié se débat, une milicienne en treillis vert olive surgit, empoigne ses jambes et les tire énergiquement vers le bas, abrégeant ainsi les convulsions de l'agonie. Le zèle d'Houda Ben Amer – ainsi se nomme-t-elle – sera récompensé. Téléspectateur attentif, Kadhafi veille dès lors sur sa carrière : maire de Benghazi à deux reprises, la virago deviendra en outre une femme d'affaires influente et fortunée. Serait-elle, comme le bruit en a couru, la véritable mère d'Hana, fille « adoptive » du Guide ? Seule, là encore, une analyse ADN pourrait dissiper le brouillard.

Pensée magique ? Au printemps 1993, une note de la direction du renseignement de la CIA estime la probabilité d'un renversement du *qaïd as-Thawra* « meilleure que jamais », pourvu qu'opposants et militaires consentent à joindre leurs efforts. Et ils s'y emploient. Pour preuve, la tentative de coup d'État enrayée en octobre de la même année. Cette fois, il ne s'agit pas de l'action d'éclat d'un groupuscule isolé. La tentative de putsch, longuement mûrie et méthodiquement planifiée, associe au FNSL plusieurs dizaines d'officiers en rupture de ban, issus pour la plupart de la puissante tribu des Warfalla, et réunis en une « alternative démocratique constitutionnelle[7] ». Parmi ses cerveaux, le général Khalifa Haftar, « officier libre » au temps de l'épopée de 1969 puis héros malheureux du fiasco tchadien, qui s'imposera, après un long exil aux États-Unis, comme l'un des acteurs majeurs du chaos post-Kadhafi. Le *pronunciamiento*, conçu avec le concours d'un agent de liaison américain, fait l'objet de discrètes réunions préparatoires à l'hôtel Ambassador, un palace zurichois, et doit aboutir non à l'élimination physique de Kadhafi, mais à sa traduction en justice. Trahisons ? Fuites ? Vigilance des services secrets du régime ? Quelle qu'en soit la cause, son échec sera le prélude à une implacable purge, fatale à une soixantaine de gradés, tous passés par les armes. Ivre de vengeance, le maître de la Jamahiriya avait d'ailleurs sommé des caciques Warfalla d'exécuter eux-mêmes la sentence de mort infligée aux conjurés. En vain semble-t-il. Une certitude : cet épisode révèle une nouvelle fêlure dans le

socle tribal sur lequel repose le pouvoir de Kadhafi. Lui qui, non sans raison, passait pour un virtuose hors pair dans l'art de monnayer loyautés et allégeances…

Cité par le *New York Times*, un certain David Shayler, ancien officier du MI5 britannique – l'agence de sécurité intérieure du Royaume-Uni –, dévoile les dessous d'une autre opération, élaborée au début du printemps 1996 par ses collègues du MI6, le service de renseignements extérieur, en cheville à l'en croire avec le Groupe islamique combattant en Libye (GICL), faction djihadiste affiliée à la « franchise » terroriste al-Qaïda. Le plan ? La pose, par un ancien d'Afghanistan, d'un engin explosif sous la voiture du *qaïd as-Thawra*. Mauvaise pioche : la charge pulvérise un véhicule de l'escorte, non la limousine de Kadhafi, tuant un garde du corps et plusieurs badauds. Faut-il imputer tous les échecs à la guigne ou à la maladresse ? Certes pas. Maints complots virent au fiasco du fait d'un renversement d'alliances ou d'un rapprochement tactique amorcé avec Rabat, Tunis, Le Caire ou Khartoum. Tour à tour menace, instrument de chantage, monnaie d'échange et gage de loyauté, le rebelle en exil, bichonné aujourd'hui, livré demain, ne coûte pas cher et peut rapporter gros. Kadhafi, lui, fait son miel du soutien actif – et ostensible – que Washington fournit à ceux qui ont juré sa perte. Prétexte rêvé pour resserrer, au profit du clan, son emprise sur l'appareil militaro-sécuritaire ; et dissuader les insoumis de sortir de l'ombre. Souvent confiées aux comités révolutionnaires, les séquences représailles ratissent large. Publiée en mars 1997, une « Charte d'honneur » codifie la répression. Quiconque cache, aide ou s'abstient de dénoncer un « ennemi du peuple » expose sa famille à un châtiment collectif, de la privation de soins, d'eau ou d'électricité à l'enrôlement forcé au sein des services de sécurité. Cibles prioritaires du régime : les fiefs islamistes de l'Est, dans le triangle Derna-Ajdabiya-Benghazi. Matraqués, harcelés, les *moudjahidine* libyens finissent par reconnaître leur défaite en 1997. Pour la Jamahiriya, une victoire à la Pyrrhus : l'ostracisme qui frappe la Cyrénaïque alimente un intense ressentiment, ferment de l'insurrection à venir. Faut-il y voir un signe ? Bien que passé à la rébellion, le général Abdelfattah Younès, chef d'orchestre de cette campagne sans merci, périra assassiné le 28 juillet 2011.

Au jeu de la chasse au Kadhafi, la France des années 1970 ne laisse pas son fusil au râtelier. D'autant que la lune de miel amorcée à l'époque pompidolienne n'a plus cours. L'activisme radical et brouillon du colonel, son mécénat terroriste puis ses visées sur le Tchad, chasse gardée tricolore, inquiètent Paris au plus haut point. « Pour moi, tranche Christian Graeff, ambassadeur à Tripoli de 1982 à 1985, il y a eu avant 2011 quatre tentatives françaises d'assassinat de Muammar Kadhafi. Disons que la cinquième a réussi. » Allusion aux circonstances controversées de la mort du Guide en cavale. Dans le marigot cairote, les agents hexagonaux fréquentent, au sein d'une « amicale » surnommée le « Safari

Club », leurs homologues égyptiens, marocains, saoudiens, iraniens ou… israéliens, et cultivent *in situ* les contacts établis avec les dissidents libyens. Réseau densifié par les soins du colonel Alain Gaigneron de Marolles, chef du service action du SDECE, et ce, sur les instructions d'Alexandre de Marenches, directeur général du service de contre-espionnage[8].

Dès février 1979, Anouar al-Sadate informe Valéry Giscard d'Estaing de sa ferme intention d'en finir avec le trublion des Syrtes. VGE dépêche alors au Caire René Journiac, animateur de la cellule africaine de l'Élysée[9], tandis que Marolles y rencontre Omar al-Meheichi et Abdel Moneim al-Houni, cerveaux du putsch avorté de 1975, ébauchant avec eux les grandes lignes d'un nouveau coup de force. Kadhafi échappe-t-il le 1er septembre à Benghazi, lors des cérémonies du dixième anniversaire de la révolution, à un attentat monté avec le concours des *mukhabarat* de Sadate ? Giscard le nie aujourd'hui, tout comme il dément avoir assigné personnellement à Marolles, promu entre-temps directeur du renseignement de la future DGSE, la tâche de « renverser » le tombeur d'Idris Ier. Il n'empêche : en février 1980, le magazine *Time* évoque un projet franco-américain d'élimination de l'intéressé, tandis que *Paris Match* fait état d'une « opération d'envergure » ébauchée par le SDECE. De fait, une variante prend tournure : il s'agit de déclencher, le 5 juin de la même année, sous la conduite d'un certain « Dall », agent posté à Tripoli, et de Driss al-Chehaibi, chef de la sécurité libyenne dûment « retourné », une mutinerie à Tobrouk ; prélude à la proclamation d'un gouvernement d'union en exil[10]. Las ! Le jour J, rien ne se passe. Faut-il voir dans la liquidation d'al-Chehaibi, débusqué par ses collègues libyens, le motif de la débâcle ? Là encore, VGE n'en croit rien. Une certitude : la riposte est aussi prompte que dévastatrice. Pour preuve, la mise à sac de l'ambassade de France et l'interception de « Dall », réduit au rang d'otage. Partie remise ? Il y a de ça. À en croire les Mémoires de l'ancien conseiller de Reagan William Clark, parus en 2007, Marenches vient ensuite à Washington solliciter le concours des États-Unis. *Modus operandi* retenu, cette fois : une bombe placée sous la tribune d'honneur d'une parade officielle. Si le successeur de Georges Pompidou conteste une fois de plus les modalités explosives du dispositif, il admet en ces termes le dessein dans un entretien accordé en 2010 à l'essayiste Vincent Nouzille : « Nous préparons ensemble, avec Ronald Reagan, avec le président Sadate, une intervention en Libye. Le point de départ a été la visite à la Maison-Blanche d'Alexandre de Marenches[11]. » Le 21 mai 1981, lors de la passation de pouvoir à François Mitterrand, celui qui traînera longtemps le sobriquet d'« Ex » mentionne en tête à tête une opération en gestation, programmée au mois d'août en coordination avec l'allié américain[12]. Le projet ne survivra pas à l'alternance : l'élu socialiste ordonne à Pierre Marion, nouveau patron des services, de la « démonter ». C'est

que l'homme de Jarnac, sourd aux pressions venues de Washington et de plusieurs capitales africaines, répugne à l'idée d'une éviction par la force dictée de l'extérieur. Du moins à cet instant. Le 21 mai 2015, au détour d'un colloque, l'amiral Jacques Lanxade, chef d'état-major particulier de Mitterrand entre 1989 et 1991, révèle les dessous de l'opération *Mirmillon*, échafaudée en septembre 1984, moins pour détrôner le Guide que pour le contraindre à respecter l'accord de désengagement mutuel franco-libyen supposé solder le lourd contentieux que nourrit le sort du Tchad[13]. Cibles envisagées à l'époque : les pistes de l'aéroport militaire de Misrata et les vedettes de la marine de guerre libyenne ancrées dans le port de Tripoli. Envisagées seulement : *Mirmillon* rejoint bientôt le rayonnage des plans de bataille mort-nés.

C'est dans ce contexte que survient une ténébreuse tragédie, aujourd'hui tombée dans l'oubli, qui valut à la France un procès en inexcusable bavure. Le 27 juin 1980, un DC-9 de la compagnie italienne Itavia décolle de Bologne, avec, à son bord, 81 passagers et membres d'équipage. Il ne se posera jamais à Palerme. C'est au nord de la Sicile, au large de l'île d'Ustica, qu'il s'abîme et que gisent ses vestiges. L'appareil a, selon toute vraisemblance, été abattu par erreur. Sans doute l'a-t-on confondu avec un jet libyen – celui de Muammar Kadhafi – parti le même jour de Tripoli à destination de Varsovie (Pologne). Un indice tend à étayer l'hypothèse : la découverte, trois semaines plus tard, dans les montagnes calabraises, de la carcasse d'un des MiG-23 qui escortaient l'aéronef de la Jamahiriya. Coauteur d'un ouvrage déjà cité[14], le juge antiterroriste Rosario Priore rédige, au terme de huit années d'enquête, un rapport de 5 000 pages. Sa conviction ? C'est bien un tir occidental qui a foudroyé le DC-9. Au passage, le magistrat relève une coïncidence plus que troublante : dans les années qui suivent, douze personnages – contrôleurs aériens, pilotes – liés de près ou de loin au drame disparaissent d'une manière jugée suspecte. En février 2007, l'Italien Francesco Cossiga, sénateur à vie, impute à l'aéronavale française l'origine du tir fatal. Accusation réitérée l'année suivante dans le *Corriere della Sera*[15] : « Lorsque j'étais président de la République, précise-t-il, nos services secrets m'ont informé que ce sont les Français qui ont tiré. » Selon lui, le général Giuseppe Santovito, alors directeur du Sismi, le service des renseignements et de la sécurité militaire, ayant alerté ses interlocuteurs libyens, le commandant de bord de Kadhafi avait choisi, pour échapper à un éventuel tir de missile, de se placer dans le sillage de l'appareil d'Itavia. Sollicité trente-six ans après les faits, Valéry Giscard d'Estaing affirme n'avoir gardé aucun souvenir de cette tragédie. En janvier 2009, un énième rebondissement épaissit le mystère plus qu'il ne le dissipe : Francesco Pazienza, ex-officier du Sismi, attribue à la Jamahiriya la responsabilité du carnage[16]. Aux yeux de cet ancien agent, c'est dans la volonté de préserver les échanges commerciaux italo-libyens qu'il faut chercher les ressorts d'une opacité sciemment entretenue… Peut-on

accroître encore la confusion ? Oui, notamment en recueillant deux autres versions.

D'abord celle de Christian Graeff. Selon le diplomate français, l'avion de Kadhafi, en route pour Moscou, adopte le vol furtif : aucun signal émis, aucune réponse aux demandes d'identification. À l'aplomb de la Sicile, une légère erreur de navigation le déporte de 2 miles à l'est de son rail initial. Le quartier général de l'Otan ordonne alors aux Spitfire britanniques basés à Malte et aux Mirage français stationnés à Solenzara de frapper l'appareil suspect. « Mais, poursuit Graeff, par un hasard incroyable, le vol Bologne-Palerme coupe sa route. Et les réacteurs du DC-9 étant plus puissants, ils attirent le missile thermoguidé lâché par un Mirage[17]. » Place maintenant à la thèse d'Ahmed Kaddaf ad-Dam, le cousin du colonel, alors présent à ses côtés. « L'avion d'Itavia, tranche-t-il, a été descendu par un chasseur de l'US Air Force, du fait d'une méprise. Nous séjournions à l'époque en Yougoslavie. Informés des intentions américaines grâce à nos contacts au sein des services italiens et britanniques, nous avons décidé de différer notre départ d'une journée. Ce qui a sans doute sauvé la vie du Leader. Il arrivait souvent que son jet vole à vide. Ou qu'il décolle sans lui alors que tout le monde le croyait à bord, y compris son pilote lui-même, pour revenir le cueillir ensuite. Manière de brouiller les pistes. Le procédé a notamment été employé au départ d'Harare (Zimbabwe), dans une période où nous redoutions un coup tordu du régime d'apartheid sud-africain[18]. » Coups tordus ? Si le père fondateur de la Jamahiriya en a éventé plus d'un, il en aura parrainé bien davantage…

La providence des assassins

Avant d'amorcer une normalisation dictée par l'instinct de survie, l'ancien cadet de Beaconsfield s'en tient à une perception pour le moins manichéenne du monde : l'Occident n'ayant que des obligés mais point d'amis, il ne vous laisse le choix qu'entre le statut d'esclave et celui, infiniment préférable, d'ennemi. Son aversion pour les impérialismes – américain certes, mais aussi soviétique – tend à rapprocher Kadhafi des « dissidents », des réfractaires, des cygnes noirs. Tel le tyran roumain Nicolae Ceausescu, si jaloux de son autonomie, d'ailleurs toute relative, vis-à-vis du Kremlin. Quand, en juillet 1978, le maître espion de Bucarest Ion Mihai Pacepa, patron de la Securitate, fait défection au profit des États-Unis, le colonel abonde d'un million de dollars la prime qu'offre le « génie des Carpates » à quiconque fera un sort au traître et suggère paraît-il au terroriste vénézuélien Ilich Ramirez Sanchez, dit Carlos, cerveau trois ans plus tôt de l'assaut spectaculaire lancé à Vienne sur un sommet de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), de se mettre en chasse[1].

À l'entendre, à le lire, à retracer la chronique de ses volte-face, il faut se rendre à cette évidence : dans l'esprit tourmenté de Muammar Kadhafi, le terrorisme n'est ni une religion, ni une fin en soi. Plutôt un outil, un levier parmi d'autres, que l'on actionne si besoin pour l'abandonner, voire en condamner l'usage au nom d'un impératif moral intermittent, dès lors que la violence aveugle dessert les intérêts de la Libye révolutionnaire ou fragilise l'assise de son Guide. L'arme des lâches ? Non, celle des faibles, des opprimés, de ceux qui refusent de courber l'échine sous le joug impérialiste. Voilà pourquoi il aura endossé tour à tour le treillis du parrain prodigue, avide d'héberger, d'armer et de financer tous les « combattants de la liberté » de la planète, si douteuse fût leur cause, puis la toge immaculée du contempteur le plus farouche d'al-Qaïda, de ses surgeons et de ses rivaux dans l'arène de l'islamisme fanatique. On lâche donc le protégé sans davantage d'états d'âme qu'on en eut à l'adouber ; on lui coupe les vivres après l'avoir arrosé de cash et de kalach', d'explosifs et de lance-roquettes Katioucha. Alimenté par une ponction sur les salaires des fonctionnaires, variante locale de l'impôt révolutionnaire, le Fonds al-Djihad

pour la Palestine sera ainsi liquidé sans préavis. L'extrême variété, sinon l'exotisme de la « clientèle » du colonel confirme en outre la vigueur de cinq autres tropismes : une fascination pour le purisme radical, l'attrait qu'exerce sur lui l'esthétique du chaos, l'appétit de revanche sur l'avilissement colonial, l'orgueil, et la prétention à l'universalisme. Porter le fer au cœur de Londres ou de Rome, c'est laver un peu de cette infamie, défier les vieilles puissances ennemies et inspirer la crainte. Aiguillonner les rebelles du Nicaragua, les Indiens d'Amérique, les porte-flingues de l'Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie (Asala), les insoumis néo-calédoniens ou les Aborigènes d'Australie, c'est aussi accéder au statut d'acteur global. Au passage, le fléau terroriste orne d'un sombre joyau sa couronne de prince de l'équivoque : Kadhafi proclame *urbi et orbi* son hostilité aux attentats à la bombe et aux assassinats d'innocents. « Ma position à cet égard, ose-t-il un jour au prix d'une antiphrase de collection, a toujours été claire. »

Le cas de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) apparaît comme l'un des plus symptomatiques. Dès le printemps 1973, Kadhafi justifie ainsi le soutien fourni à la milice indépendantiste : celle-ci « assène des coups très durs à une puissance qui a humilié les Arabes pendant des siècles », et œuvre en faveur de l'émancipation d'« un petit pays qui a pris les armes pour défendre ses droits et sa liberté[2] ». Pourvus d'agents de liaison établis à Tripoli, les paramilitaires nord-irlandais bénéficient de virements colossaux – plusieurs millions de dollars – et fréquentent divers camps d'entraînement. Christian Graeff se souvient notamment de celui dit du « kilomètre 17 », à l'est de la capitale, « où l'on croisait aussi des Corses et des Kanaks[3] ». En l'espèce, le colonel fait montre d'une constance rare, comme l'atteste l'entretien diffusé par TF1 le 1er février 1979, en piste pour l'oscar de l'analogie bancale : « Si les Anglais considèrent l'IRA comme un mouvement terroriste, soutient-il, nous considérons que les Libyens [en exil] qui combattent la révolution et la Jamahiriya sont eux aussi des terroristes. » Cinq ans plus tard, le parrain persiste : « L'Irlande du Nord, décrète-t-il au détour d'une nouvelle interview télévisée, a droit à son indépendance. Soutien total à cette cause juste. » Au fil des ans, toutefois, Kadhafi amende sa doctrine. Il évoque, sans la récuser, l'hypothèse d'un règlement négocié et désavoue la brutalité des méthodes employées par les deux belligérants. Glissement que traduisent les deux inflexions qui suivent. La première date de 1994 : « Nous avons armé l'IRA, explique-t-il alors, parce que la cause de l'Irlande est sacrée, et nous avons transporté la bataille au cœur de Londres. Nous avons arrêté cette opération par conviction, quand les opérations ont touché des civils. » La seconde apparaît dans le *New York Times* en janvier 2003 : « Quand j'ai vu que les Anglais et les Irlandais avaient engagé des pourparlers, qu'il existait une chance de résoudre ce conflit par des moyens pacifiques, j'ai compris que le soutien à la lutte armée n'était plus justifié. » De fait, Tripoli avait fourni dix ans plus tôt au Foreign Office britannique une liste

des armements livrés. Il est vrai que la Jamahiriya a beaucoup à se faire pardonner sur les bords de la Tamise. Que l'on songe à l'assassinat, le 17 avril 1984, de la policière Yvonne Fletcher, fauchée sur St James's Square, théâtre d'un maigre rassemblement d'opposants libyens, par une rafale venue d'une fenêtre du Bureau populaire de Londres. « Acte d'autodéfense », ose alors Radio-Tripoli. Le Guide regrette-t-il la mort de la *bobby* de 26 ans ? *« Of course »*, répond-il trois ans plus tard, en anglais dans le texte, à un envoyé spécial de *The Observer*.

Au détour d'un livre d'entretiens déjà cité[4], le Guide recourt à une figure de style alambiquée, reflet de son ambivalence : le désaveu justificatif. Enlèvements, assassinats : « On ne peut, avance-t-il, que condamner les méthodes » de la Fraction armée rouge allemande, encore appelée bande à Baader, ou celles des Brigades rouges italiennes. Cela posé, « on peut comprendre les motivations psychologiques, sociales, voire politiques de leurs membres ». Cette martingale de casuiste vaut bien entendu pour tous les groupes armés et rébellions que gâte la Libye. Citons les Basques de l'ETA en Espagne, l'Armée rouge japonaise, les guérilleros philippins du Front Moro de libération nationale, les musulmans radicaux thaïlandais, les séparatistes indonésiens, le Front Polisario au Sahara occidental ou l'Armée populaire de libération du Soudan. S'agissant de l'Afrique, les camps d'entraînement de la Jamahiriya accueillent aussi les séides du rebelle libérien Charles Taylor ou ceux de son allié Foday Sankoh, dont le Front uni révolutionnaire saignera la Sierra Leone à la machette. Autre terre de mission : l'Amérique latine, du Nicaragua à la Colombie, *via* le Salvador, le Guatemala et l'Équateur.

En 1982, lorsque le sandiniste Edén Pastora, *alias* « Commandant Zéro », rompt avec ses *compañeros* nicaraguayens, il file à Tripoli implorer l'aide du colonel. Celui-ci l'écoute, esquive, mais lui offre 5 millions de dollars pour aller diffuser le ferment insurrectionnel dans les campagnes guatémaltèques. Dès lors qu'il s'adresse à un média français, le saint patron des rébellions adapte son plaidoyer. On l'entend alors confirmer, en vertu de « la loi du talion », son appui aux autonomistes corses et aux partisans de l'indépendance de la Réunion. « Si la Corse, précise-t-il en février 1983 sur TF1, est une partie de la France, les menées séparatistes doivent être traitées comme telles. Mais si elle constitue une nation en soi, si elle a été colonisée, si son territoire a été annexé par la force, alors le mouvement indépendantiste est légitime. » Là encore, le cousin Ahmed Kaddaf ad-Dam s'échine à minimiser l'engagement de la Jamahiriya. « Bien sûr, admet-il, la Libye de Kadhafi a beaucoup soutenu les *fedayin* palestiniens. Mais nous avons surtout été actifs en Afrique, notamment en Zambie et au Zimbabwe. S'agissant de l'IRA et de l'ETA, il ne faut rien exagérer. Si nous les avions vraiment aidés, ils auraient réussi, tant leurs combattants se montraient organisés et déterminés. Pour le reste, il s'agissait d'entretenir des instruments de pression,

voire de chantage, susceptibles de donner mal au crâne aux puissances hostiles. Tel fut le cas avec les Kanaks de Nouvelle-Calédonie vis-à-vis de la France. *Idem* pour les faveurs accordées au Centrafricain [Jean-Bedel] Bokassa : il n'a jamais été un véritable ami ; plutôt une arme contre Paris[5]. » Un calcul analogue motive l'appui résolu et substantiel apporté, aux États-Unis, à plusieurs tribus indiennes indociles, aux suprémacistes afro-américains des Black Panthers et à la Nation of Islam (NOI), fer de lance de la mouvance politico-religieuse radicale des musulmans noirs. Une vieille histoire : dès février 1972, John Dean, conseiller juridique à la Maison-Blanche, alerte par écrit Alexander Haig, alors adjoint d'Henry Kissinger au Conseil national de sécurité, des liens tissés entre Muammar Kadhafi et la NOI, bénéficiaire d'emblée d'un prêt sans intérêt de plusieurs millions de dollars appelé à financer l'enseignement du Coran et de l'arabe au sein de la communauté. Parvenu aux commandes du mouvement en 1981, le tonitruant Louis Farrakhan reconnaîtra trente ans plus tard avoir « emprunté » à la Jamahiriya 8 millions de dollars, dont trois consacrés à l'acquisition de son quartier général de Chicago. Une longue complicité unit ce meneur charismatique, complotiste, antisémite et homophobe au Guide. Lequel lui offre même en 1985, quitte à le plonger dans l'embarras, de parrainer outre-Atlantique une « armée noire » vouée à la destruction de l'Amérique blanche, et appelle les 400 000 soldats de couleur servant alors sous la bannière étoilée à déserter afin de créer un État indépendant. Onze ans plus tard, le même Farrakhan figure parmi les invités d'honneur du vingt-septième anniversaire de la révolution et de la cérémonie de mise en eaux de la phase 2 de la *Great Made Man River*, gigantesque réseau d'adduction si cher – dans tous les sens du terme – au colonel. Ce jour-là, à Bani Walid, fief de la tribu des Warfalla, on voit des badauds euphoriques plonger dans les flots aux reflets opalins, mais aussi se pavaner le gourou de la NOI, lunettes design et nœud papillon, escorté par un escadron de splendeurs en boubou blanc et de gardes du corps sapés comme des vigiles de night-club[6]. Il faut le comprendre : si le boutefeu a fait le voyage, c'est aussi pour recevoir le « prix Kadhafi pour les droits de l'homme », qui lui sera remis à l'hôtel Méhari par un ancien lauréat, l'Algérien Ahmed Ben Bella. Créé en 1988, ce trophée, dont le nom a le charme des oxymores, a déjà couronné l'icône sud-africaine Nelson Mandela, les enfants de l'Intifada palestinienne, les Amérindiens. Il distinguera ensuite le Cubain Fidel Castro, le Vénézuélien Hugo Chávez, le Nicaraguayen Daniel Ortega et, pour son ultime édition, en 2010, le Premier ministre et futur président turc Recep Tayyip Erdogan. Une déconvenue toutefois pour le « frère » Farrakhan : le Trésor américain lui interdit de toucher le chèque de 250 000 dollars dont est assortie sa récompense.

Parmi les pairs réputés rebelles, il en est un qui mérite un piédestal hors norme : l'autocrate vénézuélien Hugo Chávez, maître absolu, comme son complice libyen, d'une puissance pétrolière en butte à l'hostilité *yankee*. En une

douzaine d'années, les deux parias se retrouveront à six reprises. À la clé, de multiples accords de coopération portant sur l'or noir, l'agriculture, le tourisme ou l'éducation ; mais aussi un échange intensif de titres, lauriers et breloques. Dont le prix susmentionné, millésime 2004, ainsi qu'un doctorat *honoris causa* en « sciences de l'économie humaniste » pour le *lider maximo* de Caracas Et, côté Muammar, le collier de l'ordre du Libertador, décerné en 2009 et assorti d'une réplique de l'épée de Simon Bolívar, héros vénéré de l'émancipation latino-américaine. Le 13 septembre 2011, en Conseil des ministres, Chávez, mine grave et phrasé solennel, donne lecture d'une missive du Guide traqué. Puis improvise une harangue anti-impérialiste entrecoupée de tonitruants *« Viva Libia ! »*. Suivent un salut militaire et cette fraternelle injonction : « Kadhafi, camarade, compagnon. *Salam Aleykoum.* Vis, nous vivrons. Vis ! Bataille mon frère ! » Il reste alors au camarade libyen un mois à vivre. Quant au fondateur du chavisme, il s'éteindra le 5 mars 2013, terrassé par le cancer.

Un épisode, aujourd'hui oublié, illustre éloquemment le double jeu libyen dans l'arène terroriste : la ténébreuse affaire du *Silco*. À l'été 1986, les Belges Fernand et Emmanuel Houtekins, deux frères épris d'aventure, retapent et affrètent un ancien bateau de pêche, baptisé *Le Silco*. À son bord, notamment, la Française Jacqueline Valente, compagne de Fernand, flanquée de ses deux filles Marie-Laure et Virginie, nées d'une union fraîchement rompue. Cap sur l'Australie, *via* le canal de Suez. Las ! La croisière enchantée vire au cauchemar quand la marine libyenne arraisonne le yacht de fortune. Les passagers ? Livrés au Fatah-Conseil révolutionnaire du Palestinien Abou Nidal, qui les transfère dans un sanctuaire libanais. Son but : troquer ses monnaies d'échange contre plusieurs « combattants », dont le terroriste Saïd an-Nasr, qui purge à Louvain une peine de prison à perpétuité pour un attentat à la grenade commis à Anvers et fatal à un enfant juif. Il faudra des années pour qu'aboutissent les tractations, plombées par les dissensions entre Paris et Bruxelles, mais aussi par les tortueuses manœuvres de réseaux hexagonaux rivaux. Si les deux fillettes recouvrent la liberté le 29 décembre 1988, les autres captifs ne regagnent l'Europe qu'en avril 1990 pour trois d'entre eux, puis en janvier 1991 pour les quatre derniers. Dans son message annuel « aux chefs d'État chrétiens », millésime 1987, Muammar Kadhafi cite les sœurs Valente et prône « la libération de personnes enlevées, séquestrées, retenues en otage ». Propos bien lénifiant au regard de l'anathème lâché deux semaines auparavant à Tunis : « Lorsqu'il s'agit de libérer une parcelle de leur territoire, assène alors le colonel, les Arabes doivent tous être des terroristes. » Ce n'est d'ailleurs qu'au lendemain de la tragédie de Lockerbie, détaillée dans un chapitre ultérieur, que le Guide expulse de Libye Abou Nidal, pourtant incriminé dans une folle série d'attentats meurtriers, dont l'assassinat à Beyrouth, en avril 1986, de deux enseignants britanniques. Le Liban a toujours « bénéficié » en la matière d'un

traitement privilégié. Pour preuve, ce serment que Kadhafi formule en juillet 1983 à propos des milices palestiniennes qui y combattent alors : « Nous leur fournirons des moyens illimités dans tous les domaines pour intensifier leur résistance à l'occupation israélienne[7]. »

Reste qu'un lourd contentieux empoisonne les relations entre le colonel et les chiites du pays du Cèdre et d'ailleurs : la disparition inexpliquée, à l'été 1978, de l'imam Moussa Sadr, fondateur de la milice Amal, et de ses deux compagnons de voyage. C'est à Tripoli, le 31 août 1978, jour de son rendez-vous avec le Guide, que se perd la trace de ce théoricien vénéré natif de la ville sainte iranienne de Qom. A-t-il été, comme l'affirment ses adeptes, liquidé sur ordre de son hôte ? « Faux, s'insurge Ahmed Kaddaf ad-Dam, ancien émissaire personnel de son cousin Muammar. Il avait bel et bien quitté la Libye pour Rome en parfaite santé[8]. » Scénario peu convaincant : selon les autorités italiennes, le leader religieux n'a jamais posé le pied sur le sol transalpin ; en outre, plusieurs ex-dignitaires de la Jamahiriya ont, après le naufrage de 2011, étayé la thèse de l'assassinat. Cité dans le recueil d'entretiens de Ghassan Charbel[9], l'ex-directeur du protocole Nouri al-Mismari confirme pour sa part le kidnapping : patron des renseignements et beau-frère par alliance du Guide, Abdallah Senoussi lui aurait confié trois passeports, dont celui de Moussa Sadr, le pressant d'y faire apposer des visas italiens. Excès de zèle, désaccord de fond sur la destinée de l'imbroglio confessionnel libanais, conflit aigu entre Amal et factions palestiniennes radicales… On épargnera au lecteur les innombrables conjectures qu'aura inspirées l'éclipse définitive de cet astre du chiisme contemporain. Une certitude : en août 2008, la justice libanaise lance un mandat d'arrêt international contre Muammar Kadhafi et plusieurs de ses compagnons de l'époque, pour complicité d'enlèvement et d'assassinat. Mandat qui, à la différence de celui qu'il vise, ne sera jamais exécuté. En revanche, l'un des fils du défunt *qaïd as-Thawra*, Hannibal, paiera un peu des arriérés de l'énigme. Le 10 décembre 2015, un commando de disciples de l'imam, persuadés qu'il en sait long, l'enlève dans la plaine de la Bekaa, où il a été attiré par un « appât » féminin répondant au doux prénom de Fatima. Soupçonné d'avoir orchestré le rapt de l'héritier – promptement libéré –, un député chiite sera interpellé peu après.

Sunnite indocile, le colonel tient certes le chiisme pour une hérésie. Pour autant, il ne fait pas mystère du respect que lui inspire l'ayatollah Ruhollah Khomeiny, inspirateur puis implacable timonier de la révolution islamique de 1979, fatale au très pro-occidental chah d'Iran, Muhammad Reza Pahlavi. « Une révolution populaire contre le despotisme du chah et la domination américaine », tranche-t-il le 8 février 1983 sur TF1. « Il faut la soutenir même si elle véhicule l'incroyance, précise-t-il l'année suivante dans un recueil d'entretiens déjà cité, car elle est foncièrement hostile à l'Amérique et au sionisme[10]. » Rien d'étonnant dès lors à ce que, tout en offrant sa médiation, Tripoli se range du

côté de Téhéran en 1980, lorsqu'éclate la longue boucherie Iran-Irak. D'autant que Kadhafi ne fait pas mystère du mépris précoce qu'il éprouve pour le baasiste laïc Saddam Hussein. Celui-ci n'est encore que vice-président lorsque le colonel se rend à Bagdad pour inviter sans succès le chef de l'État Ahmed Hassan al-Bakr à se débarrasser de son second. Le Libyen trempe-t-il vraiment, en 1984, dans une vaine tentative d'assassinat visant Saddam ? Les preuves, comme souvent, font défaut. Une certitude toutefois : la Jamahiriya épaule au moins l'une des factions de l'irrédentisme kurde, dans le nord de l'ancienne Mésopotamie. En 1990, lorsqu'un journaliste lui suggère que l'invasion du Koweït propulse le tyran mésopotamien dans le fauteuil d'ennemi public n° 1 de l'Occident, le Guide riposte du tac au tac : *« Saddam bad boy number one ? No ! No ! Kadhafi is number one. Kadhafi alone ! »* S'il y tient tellement…

Le miraculé de Bab al-Aziziya

D’ordinaire si friand des feux de la rampe, le colonel, sans doute échaudé par l’assaut avorté de 1984, semble bouder l’avant-scène deux années durant. Il s’en faut d’ailleurs de peu que son éclipse prenne un tour définitif : c’est à sa proverbiale baraka que Muammar Khadafi doit de survivre aux raids dévastateurs ordonnés par Ronald Reagan. Entre la Jamahiriya et l’Oncle Sam, dont les bâtiments croisent non loin des côtes libyennes, le feu couvait il est vrai depuis longtemps. Dès le printemps 1981, quatre mois après son investiture, l’ancien acteur rompt tout lien avec Tripoli et ordonne la fermeture du Bureau populaire de Washington. Le 19 août de la même année, deux F-14, pris en chasse dans le ciel du golfe de Syrte, ripostent et abattent un couple de Su-22 libyens. De nouveaux accrochages, navals cette fois, surviennent au large en mars 1985, puis en janvier 1986. L’escalade semble inéluctable. Comme il paraît loin le temps où le *qaïd as-Thawra* louait la « sagesse » et la « maturité » de la Maison-Blanche, tout en envisageant l’adhésion de son pays à l’ONG de défense des droits de l’homme Amnesty International, cauchemar des tyrans de tout poil[1]… Volontiers apocalyptiques, ses sorties attisent les braises. Témoin, la conférence de presse du 1er janvier 1986. En cas d’agression, menace-t-il alors, les forces libyennes déclencheront un conflit qui « embrasera l’espace méditerranéen, le Proche-Orient et probablement le monde entier ». Le 27 du même mois, une interview télévisée le met en scène en treillis, assis devant trois de ses enfants, dont Aïcha et Seif al-Islam. « Nous avons le droit de nous défendre, insiste le colonel. Il y a des bases et une flotte américaines en Méditerranée. Dès lors, celle-ci devient champ de bataille et toute action de guerre devient légitime. »

C’est dans la nuit berlinoise que jaillit l’éclair annonciateur de l’ouragan à venir. Le 5 avril 1986, peu avant l’aube, une bombe placée sous une table, non loin du pupitre du disc-jockey, dévaste le night-club La Belle, boîte fétiche des GI’s établis dans le secteur ouest de la ville. Bilan : trois morts, deux soldats américains et une femme turque. Attentat aussitôt imputé, à juste titre, aux services libyens. Dix jours plus tard, vers 2 heures du matin, l’armada volante de

l'opération *El Dorado Canyon* s'ébranle. Dix-huit bombardiers stratégiques F-111 F et quinze avions de chasse de l'US Air Force décollent d'une base britannique. En deux minutes, ils largueront sur Tripoli et Benghazi 60 tonnes de bombes. Leurs cibles : les pistes de l'aérodrome militaire de la capitale, ses stations radar et postes de DCA, l'Académie navale et une collection de casernes. Un objectif sera traité avec un soin tout particulier : le fortin de Bab al-Aziziya, dont l'épais mur d'enceinte abrite la résidence de Muammar Kadhafi. Dans le bureau ovale de la Maison-Blanche, Ronald Reagan a préparé deux discours. L'un en cas de liquidation de Muammar Kadhafi, l'autre dans l'hypothèse où le « chien enragé du Moyen-Orient », le « clown fou du désert », le « pyromane d'Allah » – ainsi surnomme-t-il le Libyen, tenu pour une marionnette de l'URSS et le parrain des guérillas marxisantes du Salvador et du Nicaragua – survivrait à ce déluge de fer et de feu. Il y survivra, fût-ce d'extrême justesse. Où se trouve-t-il à l'instant fatidique ? Dans son lit, comme il l'affirmera ? À l'abri d'une de ses caches bunkérisées, ainsi que le prétend son bras droit Jalloud, quand il ne soutient pas, sans ciller, que la tente bédouine a résisté au fracassant déluge ? Mystère. Étrangement, le Guide semble avoir été pris de court. Un peu comme s'il avait voulu croire que l'empoignade ne franchirait jamais le seuil de la guérilla verbale. Et ce, malgré les mises en garde, dont celle adressée *via* le Bureau populaire de la Jamahiriya à Rome par le Premier ministre italien Bettino Craxi. L'ambassadeur bulgare Filip Ichpekov, qui l'a lui aussi alerté du péril imminent, sera son premier visiteur après l'orage. Il retrouve le rescapé reclus dans une cave ultra-sécurisée, prostré, abattu, au bord des larmes, qui l'accueille par ses mots : « Ta venue réchauffe mon cœur blessé. » Le cœur seulement ? Pas sûr : le colonel semble avoir été atteint à la tête par un fragment de plafond. « Mon cousin aurait été tué à coup sûr si tous les missiles avaient atteint leur but », avance aujourd'hui Ahmed Kaddaf ad-Dam[2]. Très vite, les *scoops* avariés pleuvent dru. Kadhafi a péri ou fui la Libye, avance la chaîne américaine ABC. On le dit réfugié en Algérie ou au Nord-Yémen. Il est question d'une tentative de mutinerie, de fusillades et de tirs de mortier. Faute de mieux, la télévision rediffuse un discours prononcé à Derna… neuf ans plus tôt. Et plusieurs jours s'écoulent avant qu'on n'aperçoive sur les écrans le Guide, en djellaba blanche, au chevet de blessés hospitalisés. « Pour Kadhafi, une vraie rupture et une date charnière, analyse aujourd'hui l'ancien ministre des Affaires étrangères Dominique de Villepin. Mais aussi une initiation à la peur. Voilà que la foudre s'abat sur sa tête d'homme de certitudes et de visions. Il découvre soudain que son vaste rêve peut être réduit en poussière en un clin d'œil. Sans pour autant renier son ambition saturnienne, il prend conscience de sa vulnérabilité, de la nécessité de composer avec le réel[3]. »

Chez Kadhafi, à cette période, l'hébétude est une seconde nature. Témoin, l'interview télévisée accordée en état de sidération dans les décombres de son fortin. Assis sur un lit de camp, vêtu d'un *battle-dress*, le colonel tient entre ses

mains le gros ours en peluche d'un de ses enfants. « Nous voulons vivre en paix dans nos maisons, gémit-il. Ils [Reagan et les siens] nous considèrent comme fous. Mais qui est fou ? Celui qui est venu d'Amérique bombarder cette maison ? Ou celui qui y dormait ? » Quelques jours plus tard, son épouse Safiya reçoit à son tour la presse *in situ*. « Si j'attrapais des aviateurs américains, jure-t-elle, je n'hésiterais pas à les tuer. » De telles rodomontades ne sauraient masquer cette évidence : l'attaque américaine laisse le colonel groggy, K.-O. debout. D'autant que le soutien de ses brebis manque de ferveur : on dénombre, au lendemain du séisme, plus de manifestants à Khartoum qu'à Tripoli. Deux mois après, Kadhafi visite en compagnie de Jalloud le village d'Harawa, proche de Syrte. « Oncle Muammar, se plaint une gamine, je n'ai pas mangé une pomme depuis cinq ans. » « Si nous te disions, renchérit un vieux cheikh, que 10 ou 15 % des Libyens sont avec toi, nous te mentirions. Donc sois prudent[4]. » De fait, l'impact psychologique s'avère dévastateur. Car le raid révèle cruellement les défauts de la cuirasse : une défense antiaérienne stérile, même si l'agence officielle Jana claironne la mise au tapis de… 24 F-111, des officiers paniqués et une riposte dérisoire, dont témoigne le tir tardif, et vain, de deux missiles vers un radar de l'US Navy installé sur l'île italienne de Lampedusa. Il y a plus cuisant encore : l'atonie des capitales arabes. Les appels à l'insurrection populaire contre les « faux frères » ainsi couverts de honte, les insultes décochées à l'encontre du roi Hussein de Jordanie, ce « crétin », et de l'Égyptien Hosni Moubarak, accusé d'avoir infiltré des espions en Libye afin de guider les chasseurs-bombardiers ennemis, les aigres griefs envers les non-alignés, ne provoquent que soupirs et haussements de sourcils. Tout comme les exhortations à la « vengeance », au pilonnage des bases américaines en Méditerranée, à l'instauration d'un embargo pétrolier contre les États-Unis demeurent sans réel écho, en dépit des efforts de l'appareil de propagande. Ainsi, des haut-parleurs diffusent la longue et hargneuse harangue du 11 juin, mélange d'arabe classique et de dialecte bédouin. Tandis qu'une foule téléguidée lapide et pend deux pantins de paille à l'effigie du « petit roi » hachémite, ce « valet » de Reagan coupable d'avoir, à l'heure où les bombes pleuvaient, « bu de l'alcool » avec Margaret Thatcher, dame de fer britannique traitée au mieux de *« cow-girl »*, au pire de « putain ». « Nous n'avons pas de missiles à longue portée, mais nous avons des commandos suicides, répète le Guide. Nous sommes capables de frapper l'Amérique, de l'épuiser. »

Une semaine après l'attaque, le survivant, soucieux de balayer les doutes sur son état, reçoit une poignée de reporters étrangers. Non, il n'est ni blessé, ni malade, ni déprimé. Juste un peu fatigué en cette fin de ramadan. Fatigué et, à l'évidence, toujours sous le choc, au point d'apostropher ainsi, offusqué et implorant, une journaliste américaine : « Pourquoi ne m'avez-vous pas prévenu ? Pourquoi ne m'avez-vous pas dit que Reagan allait bombarder ma maison ? Je vous ai vue trois jours avant le raid et je vous ai demandé si vous pensiez que

Reagan bombarderait ma maison. Vous m'avez dit qu'il ne le ferait pas. » Qu'on ait pu attenter aux jours des siens le stupéfie. Alors, il ressasse. Raconte comment il a enfilé un uniforme, couru réveiller Aïcha, tenté avec un cousin d'arracher aux ruines les autres enfants pour les mettre à l'abri. Le moment « le plus hallucinant » de cet entretien de quarante-cinq minutes, selon les envoyées spéciales Marie Colvin et Judith Miller ? Lorsque leur hôte prétend détenir les preuves que Reagan est un espion au service d'Israël. « Recruté quand il était acteur, insiste Kadhafi. Il est devenu agent israélien parce qu'il appartenait à la Gestapo et voulait couvrir son passé. En fait, il travaillait au côté d'Hitler et a causé la mort de milliers de juifs. Nous avons un dossier sur lui. » Le colonel aurait-il aussi un message pour le peuple américain ? « Oui. Dites-leur que je n'ai plus de maison. »

Selon la presse de l'époque, sa fille adoptive Hana, quinze mois, a succombé quelques heures après son arrivée à l'hôpital. Quant à Khamis, 3 ans, et Seif al-Arab, 4 ans, deux de ses frères, on les dit « dans un état critique ». Diagnostic noirci pour la cause : choqués – on le serait à moins –, les deux garçons n'ont été que très légèrement touchés. Qu'en est-il d'Hana ? Le ministère de l'Information de la Jamahiriya s'empresse de distribuer des photos de famille où apparaît la fillette ainsi légendées : « Papa, tu m'as adoptée. Reagan m'a assassinée. » Comme on le verra, le mythe de la gamine immolée, amplement exploité par la propagande maison, aura lui aussi la vie dure.

Toute visite d'un hôte de marque passe dès lors par le bâtiment grisâtre et ravagé de Bab al-Azizya, mémorial de la cruauté *yankee* laissé tel quel à dessein. Ruines en l'état d'un État en ruine. Le 25 juillet 2007, lors de son escale tripolitaine, Nicolas Sarkozy n'échappe pas au rituel des vestiges : la tribune où il prend place à l'heure des hymnes a été dressée devant la façade criblée d'impacts, d'où jaillissent des fers à béton tordus et des tresses de câbles électriques à demi arrachés. À sa droite, de vastes panneaux ornés de photos poignantes délavées par le temps et le vent marin, qui relatent en quatre langues – l'arabe, l'anglais, le français et l'italien – « l'ignoble agression impérialiste ». Derrière lui, un monument allégorique, poing de métal brandi broyant un F-16 ennemi, promis à une destinée singulière : à l'été 2016, il trônait sur le seuil du musée qui, à Misrata, commémore l'héroïque résistance qu'opposa cinq ans plus tôt la cité portuaire aux assauts des blindés et des chasseurs du Guide. Pas plus qu'à la visite guidée des lieux du crime, « Sarko » n'échappera à l'épreuve du livre d'or. Traquenard éventé d'une formule passe-partout à la neutralité helvétique : « Je suis heureux d'être dans votre pays pour parler de l'avenir. » Est-il de même comblé par les cadeaux que, conformément à la tradition, lui remet son hôte ? Pas vraiment. Plutôt surpris[5]. Au long de son quinquennat, l'hyperprésident n'a pas dû souvent recevoir une oasis miniature en fil de fer et des timbales de cuivre. Quant aux montres et médailles à l'effigie du Guide, gageons qu'il ne les a pas portées souvent.

Le rafiot libyen tangue, donne de la gîte, mais ne sombre pas. Constat qui inspire à certains experts cette thèse paradoxale : en suscitant, fût-ce *a minima*, un regain de patriotisme, en dopant la rhétorique anti-impérialiste, Reagan aurait sauvé son meilleur ennemi. De fait, l'armada américaine fait don à la Jamahiriya d'un inépuisable martyrologe, et à son Guide d'une livrée de victime. Un an après le raid, le cube éventré et ses lambeaux de faux plafonds servent de décor à une « nuit de la Paix ». Sur l'estrade défilent les émissaires de minorités américaines en lutte contre la tyrannie, Indiens en grand arroi, Latinos et *Chicanos*, *Black Muslims*, le temps d'une Conférence mondiale de solidarité avec le peuple libyen. À la même époque, on montre encore à l'envoyé spécial d'un titre dominical britannique les cahiers d'écoliers, en partie déchirés, des enfants du colonel[6]. Quant au maître de céans, le reporter le retrouve sur un terrain annexe, occupé à jouer au volley-ball avec ses hommes, non loin du bus Daimler-Benz jaune qui lui tient lieu alors de maison mobile. Sérénité trompeuse. Quelques jours plus tard, l'orientaliste François Burgat a l'occasion de mesurer « l'étendue du traumatisme » subi par le Guide et « la dégradation de son état nerveux[7] ». Au terme d'une conversation animée, Kadhafi invite son interlocuteur à poursuivre l'échange sous peu. Las ! Trois jours plus tard, il ne le reconnaît pas et a tout oublié de leur controverse. Le colonel, note un Burgat interloqué, fait l'effet d'un homme sous antidépresseurs à haute dose, fréquemment saisi d'absences de plusieurs secondes. Son discours à deux vitesses déroute tout autant : il alterne les automatismes rhétoriques, récitant des tirades entières de son Livre vert, et les errances oratoires, dès lors qu'il lui faut sortir de ses rails. Mais le Guide déboussolé retrouvera son aplomb. Témoin cette scène, rapportée par un journaliste du magazine *Time*[8] : le recevant dans les décombres figés de Bab al-Aziziya, Kadhafi attire son attention sur un cadre où voisinent deux photos : l'une d'Hana, l'autre de Flora Swire, Britannique foudroyée à 23 ans par l'attentat de Lockerbie. « Nos enfants, soupire-t-il, sont tous des victimes. »

Le miraculé ne refait surface, sur l'échiquier planétaire, qu'à l'occasion des cérémonies rituelles du 1er septembre 1986, puis file *illico* à Harare, théâtre du huitième sommet des non-alignés. Apaisé ? Pas exactement. On le sent tendu, sombre, irascible, vindicatif. Dès son arrivée – inopinée comme il se doit – dans la capitale zimbabwéenne, il sacrifie à une figure de style récurrente, prônant le sabordage du mouvement et sa métamorphose en un corps de dizaines de milliers de combattants appelés à « brûler le sol sous les pas des Américains ». Mieux, celui qui doit être porté à la tête de cette Internationale « progressiste » pour trois ans récuse le concept même de non-alignement. Feu sur la troisième voie. Il n'y a que deux camps ici-bas : celui de l'impérialisme et celui de la libération des peuples. Côté impérialisme, le survivant de Bab al-Aziziya réserve bien entendu à Reagan un traitement particulier. Honte au « tueur d'enfants », à

l’« agent du sionisme », à l’« acteur de seconde zone incapable de lire le Livre vert tant il est habitué aux mauvais scénarios d’Hollywood ». Rythmée par les glapissements d’un quatuor d’« amazones » campées derrière lui, sa philippique du 4 septembre est si brouillonne, si décousue qu’elle déclenche l’hilarité, contenue à grand-peine, des délégués venus du Zaïre. Ce géant d’Afrique ne perd rien pour attendre : à la tribune, l’orateur le voue aux gémonies, à l’instar du Cameroun, de la Côte d’Ivoire et de l’Égypte. Leur crime commun ? Avoir reconnu l’État d’Israël ou renoué avec lui. Déchaîné, le Libyen gratifie certains de ses pairs d’épithètes aussi aimables que « marionnettes », « traîtres » ou « espions », infligeant à tous l’un de ses tubes favoris : le chantage au départ. « Délire juvénile d’un adolescent déséquilibré », fulmine Boutros Boutros-Ghali, ministre des Affaires étrangères égyptien et futur secrétaire général de l’ONU. Président de l’ex-Rhodésie du Sud et hôte du sommet, Robert Mugabe masque mal son courroux. En revanche, son homologue iranien Ali Khamenei, futur Guide suprême de la République islamique, tient à féliciter le procureur Kadhafi. Entre Guides…

Terreur à 30 000 pieds

En neuf mois, deux carnages survenus en plein ciel, imputés l'un et l'autre aux services de la Jamahiriya, vont revêtir le Guide d'un manteau d'infamie dont il aura bien du mal à se délester. Le 21 décembre 1988, un Boeing 747-100 de la Pan American World Airways décolle de Francfort. Le *Clipper Maid of the Sea* doit rallier New York *via* Londres. À son bord, 259 passagers et membres d'équipage, dont de nombreux militaires américains en permission, impatients de retrouver leur famille en cette veille de Noël. Aucun ne parviendra à bon port. L'appareil de la Pan Am, foudroyé par l'explosion qui ravage ses soutes, s'écrase sur la localité écossaise de Lockerbie, tuant au sol onze villageois. Dans un premier temps, les soupçons se portent sur l'une des factions du Front populaire de libération de la Palestine, le FPLP-Commandement général, que dirigent Ahmed Jibril et Georges Habache. Par leur entremise, Téhéran aurait ainsi voulu venger la tragédie de l'Airbus A300 d'Iran Air abattu « par erreur » cinq mois plus tôt dans le détroit d'Ormuz par deux missiles du croiseur américain USS *Vincennes* (290 morts). Mais les spécificités techniques de deux indices matériels – un fragment de circuit intégré du détonateur et les vestiges d'une valise Samsonite – tendent à incriminer la Libye. Soyons honnêtes : près de trente ans après les faits, le doute persiste. Ancien ministre de la Justice de la Jamahiriya et premier chef d'État *de facto* de l'ère post-Kadhafi, Mustapha Abdeljalil certifie que l'instruction vient du Guide en personne. À l'inverse, un ancien haut gradé de la police d'Écosse affirme en août 2005 que le scénario du drame « a été écrit par la CIA ». À l'entendre, la pièce à conviction provenant du système de mise à feu aurait été placée dans les décombres de l'appareil par des agents de la centrale américaine. Thèse confortée deux ans plus tard par un ingénieur électronicien suisse. Kadhafi et les siens démentent avec la dernière énergie une quelconque implication dans ce crime de masse. Soumis à d'intenses pressions, étranglé par l'arsenal de sanctions qu'adopte en riposte le Conseil de sécurité des Nations unies, le régime finit pourtant par céder ; d'autant qu'il s'échine alors à s'affranchir auprès de l'Occident de son statut de paria. L'imbroglio accouche donc en août 2003 d'une acrobatie dialectique toute kadhafienne : Tripoli

persiste à nier toute culpabilité, mais consent à assumer la responsabilité de l'hécatombe, donc à indemniser les familles des passagers du vol 103 de la Pan Am, à raison de 10 millions de dollars US par tête. Soit un total de 2,7 milliards pour solde de tout mécompte ; ou, si l'on veut, une variante postmoderne du *diya*, le prix du sang de la tradition arabe. Responsable, mais pas coupable : la formule a beaucoup servi, et resservira. Ce compromis baroque s'accompagne d'un dénouement judiciaire inédit. Au terme d'un long bras de fer, la Libye accepte d'extrader les deux agents de renseignements accusés d'avoir orchestré l'épouvantable tuerie, à commencer par Abdelbaset al-Megrahi, chef de la sécurité de la compagnie nationale Libyan Arab Airlines. Tous deux seront jugés par une cour spéciale écossaise délocalisée aux Pays-Bas. Plus précisément dans l'enceinte de l'ancienne base aérienne militaire de Zeist, près d'Utrecht. Si son comparse est acquitté faute de preuves, Megrahi écope le 31 janvier 2001 d'une peine de prison à perpétuité, qu'il est censé purger à la prison de Greenock, non loin de Glasgow. Peine ramenée à vingt-sept ans minimum par la Haute Cour d'Écosse. Atteint d'un cancer, il sera libéré « pour raison médicale » après moins de neuf ans de détention, grâce notamment aux certificats médicaux attestant qu'il lui reste tout au plus trois mois à vivre. Accueilli en patriote canonisé à son retour au pays, le 20 août 2009, il s'éteint en mai 2012.

Gardien intransigeant du temple kadhafiste, Ahmed Kaddaf ad-Dam se dit en sa retraite cairote « certain à 100 % » de l'innocence de la Libye dans l'affaire de Lockerbie. Et relate, à l'appui de son credo, l'échange qu'il eut avec Abdelbaset al-Megrahi peu après son retour au pays[1]. « Est-ce que je serre la main d'un héros ou celle d'un terroriste ? » Réponse de l'intéressé : « Je te jure sur le Coran n'être impliqué en rien. » S'il dit vrai, pourquoi diable la Jamahiriya aurait-elle expié en dollars un péché qu'elle n'avait point commis ? « C'était le prix à payer pour rompre un isolement qui accablait notre peuple depuis sept ou huit ans, argue Kaddaf ad-Dam. La formule nous a été suggérée par Nelson Mandela lors d'une de ses visites à Tripoli. Cela posé, l'essentiel de l'argent versé vient des coffres des compagnies pétrolières américaines opérant en Libye. En fait, elles ont payé plus que nous… »

Formel sur le dossier Lockerbie, l'ancien émissaire spécial du Guide se fait plus évasif dès lors qu'on évoque l'autre tuerie aérienne. Celle qui, le 19 septembre 1989, anéantit le DC-10 d'UTA à l'aplomb du désert du Ténéré. Là encore, il va de soi que pas un des 170 passagers, pilotes, hôtesses et stewards du vol UT772 Brazzaville-N'Djamena-Paris n'en réchappe. Parmi eux, Jean-Henri Denoix de Saint Marc, directeur Afrique de la compagnie pétrolière Total, dont le fils Guillaume dirige deux années durant, côté victimes, les rudes négociations engagées avec la fondation Kadhafi, que pilote Seif al-Islam, fils cadet et héritier présomptif du Guide[2]. C'est que, sur le « modèle » du crash de la Pan Am, le *qaïd as-Thawra* se résout de nouveau, fût-ce à reculons, à indemniser les intimes, sans davantage reconnaître le moindre rôle dans cet autre massacre des

innocents. S'agissait-il cette fois de neutraliser à jamais l'opposant Mohammed al-Megaryef, enregistré sur le vol mais qui aurait renoncé *in extremis* à monter à bord ? Ou d'honorer une « commande » syrienne, l'allié Hafez al-Assad brûlant de châtier cette France dont l'engagement dans le sanglant casse-tête libanais l'exaspère ? Quoi qu'il en soit, tout indique que c'est bien le fameux Abdallah Senoussi, maestro des services secrets, qui a fourni l'engin explosif. Ce qui lui vaut en 1998 d'être condamné par la cour d'assises spéciale de Paris, et par contumace, à la réclusion criminelle à perpétuité. Peine infligée également à cinq de ses subordonnés. Si, en cet automne 2017, ledit Senoussi, également visé par un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) pour « crimes contre l'humanité », dort à l'ombre, c'est dans un pénitencier tripolitain, non dans le carré VIP d'une prison hexagonale. Arrêté le 17 mars 2012 à l'aéroport de Nouakchott (Mauritanie), en provenance de Casablanca et en possession d'un faux passeport malien, il sera extradé six mois plus tard vers son pays natal. La déesse Thémis dût-elle pour ce faire fausser le fléau de sa balance au nom de la raison d'État, la justice française ménage quant à elle Muammar Kadhafi. Le 13 mars 2001, la Cour de cassation met un terme aux poursuites engagées contre lui. Certes, le juge Jean-Louis Bruguière avait, contre les réquisitions du parquet et l'avis du procureur, décidé d'instruire. Vaine audace : la juridiction suprême choisit d'invoquer la coutume internationale qui garantit une forme d'immunité aux chefs d'État étrangers en exercice – ce que le colonel prétend ne plus être depuis des lustres.

Fidèle à sa légende, il s'ingénie au fil des ans à souffler le chaud et le froid, godillant entre cynisme et bienveillance, poing fermé un jour, main tendue le lendemain. Le voici, le 19 juin 1992, hôte d'une télé française, qu'il reçoit sous la tente à Syrte, djellaba brodée, turban kaki et lunettes fumées. Extrader vers la France tel de ses agents ? « La décision appartient au peuple libyen. » Mais pourquoi diable Paris s'aligne-t-il sur Washington depuis « l'accident regrettable de la Pan Am » et néglige à ce point ses intérêts économiques ? « Les grands perdants, conclut-il, c'est vous. » Quatre ans plus tard, nouvel impromptu télévisé. Cette fois, le Guide brandit son Livre vert face caméra. « J'appelle tous les Français à lire cet ouvrage. […] J'appelle les Français à régler leur contentieux avec le peuple libyen. Comme la question du DC-10 d'UTA, qui peut se résoudre facilement. Le juge peut venir ici quand il le souhaite. Il peut auditionner les Libyens mis en cause, interroger des témoins s'il en trouve, consulter tous les dossiers et, ensuite, prononcer son jugement. »

Locataire de l'Élysée depuis mai 1995, Jacques Chirac, dont la patience n'a jamais été la vertu cardinale, s'agace des lenteurs des tractations relatives à la procédure d'indemnisation. Au point d'accorder son *nihil obstat* à la mission de bons offices qu'échafaude dans la coulisse, fin 2003, un singulier trio, discrètement cornaqué par la DGSE. Trio que composent Tamara Acyl, la « filleule » de Muammar Kadhafi, que nous retrouverons bientôt, l'homme

d'affaires Pierre Bonnard et le journaliste Stéphane Ravion[3]. « *Via* son conseiller diplomatique Maurice Gourdault-Montagne, précise aujourd'hui la première nommée, nous avions le feu vert de Chirac pour dépêcher un émissaire auprès du Guide. J'ai refusé d'endosser ce rôle, afin de ne pas nourrir les fantasmes de son entourage quant à mes prétendues accointances avec les services français[4]. » C'est donc Bonnard qui s'y colle. Lorsqu'il parvient à l'entrée de Bab al-Aziziyah, Tamara appelle de Paris Béchir Saleh, le directeur de cabinet du colonel. « Le *baba* de là où je suis, lui annonce-t-elle dans un langage sommairement codé, veut régler l'affaire de l'oiseau. » Le « dircab » renâcle, puis consent à recevoir l'envoyé. Et c'est après ce passage éclair que Muammar Kadhafi délègue à Paris le même Saleh, flanqué de son traducteur Moftah Missouri. Ce qui contribue à hâter la finalisation des pourparlers.

Si, à en croire les innombrables journalistes reçus sous la tente, le Libyen a très vite pris goût au jeu du ping-pong verbal, il ne néglige pas pour autant les autres instruments de communication. Bien avant de recourir, comme il le fit en fin de règne, aux services d'agences américaines ou britanniques, payées à prix d'or, il sollicite quelques stars de la « com' ». Tel le publicitaire franco-suisse Claude Marti, l'un des marabouts au teint pâle qui gravitèrent dans l'orbite de François Mitterrand, recruté dès 1992. À l'époque, une tâche ingrate échoit au Vaudois : persuader l'opinion et ses faiseurs de l'innocence du colonel dans l'attentat fatal au DC-10 d'UTA. Quand, à la même époque, le journaliste Pierre Péan sort chez Stock une enquête tendant imprudemment à disculper Tripoli[5], Claude Marti en achète 200 exemplaires et les expédie à une flopée de ministres et de députés. Ce rocardien raffiné, disparu en octobre 2004, traite alors directement avec Abdallah Senoussi, beau-frère du Guide et patron de ses services secrets. « Lui m'a juré sur le Coran que le Guide n'y était pour rien », nous précisa-t-il en avril 2002. Le serment lui suffira. Et l'homme assume. Dans son bureau parisien de la rue de Lisbonne trône alors, dûment encadrée, cette une du journal helvète *Le Nouveau Quotidien* : « Kadhafi engage un Suisse pour faire sa pub. » Il assume, mais en râlant : « Les Libyens, confie-t-il à l'époque, me doivent encore 30 000 dollars. »

Kleenex, lait d’oiseau et chiens errants

Les faits sont là : à la veille de l’avènement de la Jamahiriya, le Libyen lambda vit mieux que sous Sa Majesté sénousite Idris Ier. Et le magot pétrolier, quoique tributaire des aléas de la demande et des cours mondiaux, y est pour beaucoup. Même si la fiabilité des statistiques officielles reste sujette à caution, bien des indicateurs ont viré au… vert. L’espérance de vie, de l’ordre du demi-siècle sous l’ancien régime, flirte avec les 70 ans. La mortalité infantile, hier dévastatrice, aurait été divisée par dix. Le taux d’alphabétisation a bondi, notamment en zone urbaine. Quant aux salaires, ils ont quadruplé, voire quintuplé. Cette embellie initiale, reflet d’un volontarisme social conforme au message populiste de la révolution d’al-Fateh, ne suffit pourtant pas à mettre l’activité économique à l’abri de la dérive autoritaire, et moins encore des chimères collectivistes. Le régime régente l’agriculture, l’industrie, le commerce et ce qui tient lieu de services à coups de nationalisations massives et de confiscations des terres, annexions à peine adoucies par l’octroi de lopins vivriers. Autre indice de cette raideur dogmatique, le pillage de l’épargne familiale par le biais de la mise en place d’un nouveau dinar, cette monnaie s’étant substituée dès 1971 à la vieille livre libyenne. Ainsi, pour débusquer les liasses planquées sous les nattes et les matelas, on invoque onze ans après la chute de la monarchie l’urgente nécessité de remplacer les billets à l’effigie de l’ex-souverain exilé… Place à ce que l’universitaire Alison Pargeter baptise ironiquement une *« centrally unplanned economy*[1] *»*. En clair, une économie non planifiée centralisée, rejeton difforme né de l’union entre l’autogestion et la bureaucratie. Ou, si l’on préfère, le cocktail toxique mêlant le caporalisme étatique, l’incompétence, l’improvisation et le clientélisme. Instauré en mars 1982 par la Maison-Blanche, l’embargo américain sur les exportations d’or noir assèche l’afflux de devises, amputant d’un tiers les recettes budgétaires du pays. Les réserves en dollars, pourtant coquettes, fondent à vue d’œil. Au point qu’il faut se résoudre à geler, voire à réduire, les traitements des fonctionnaires.

Puis, toute vanité bue, à emprunter sur le marché de Londres et à solliciter – vainement il va de soi – la monarchie saoudienne, puis l'émirat du Koweït. Avanie plus blessante encore sur le registre symbolique, la Jamahiriya, providence de tant de régimes et de maquis « progressistes » de par le monde, se voit contrainte de fermer ses coffres à plusieurs de ses protégés. C'est ainsi que le putschiste et futur président ghanéen Jerry Rawlings apprend, de la bouche même de son parrain Muammar Kadhafi, la réduction drastique des largesses escomptées. Voici donc venu le temps d'un nouveau raidissement. « Réaction psychopathologique aux agressions américaines, plaide l'ancien ambassadeur de France Christian Graeff. De Ronald Reagan à Bill Clinton puis à George W. Bush, les locataires de la White House se sont tous ingéniés à multiplier les provocations navales, terrestres, économiques et médiatiques[2]. » Admettons. Reste que le harcèlement de l'Oncle Sam n'explique pas tout.

On connaît la cruelle boutade attribuée au dramaturge autrichien d'origine allemande Bertolt Brecht : « Puisque le peuple conteste le parti, il reste à dissoudre le peuple. » Ou à tout le moins ses habitudes et ses usages, jugés obsolètes. En 1984, une « loi n° 4 » décrète l'abolition du commerce privé, prélude à la distribution de livrets de rationnement, pudiquement baptisés « carnets d'alimentation », et à l'ouverture de supermarchés d'État. Tâchons donc de faire de nécessité vertu. Les poètes de cour du régime s'échinent à draper d'oripeaux doctrinaux le sévère contingentement des importations. « L'ère de la consommation effrénée a corrompu la société, ânonne la propagande. Il faut changer de mode de vie, renoncer aux produits de luxe. » Notamment aux shampoings venus d'ailleurs, supposément enrichis à l'œuf de poule occidentale. Le coiffeur de quartier se voit sommé d'aller couper des arbres à la campagne plutôt que des cheveux en ville. Tandis que de gigantesques coopératives agricoles avalent des centaines de fermes familiales. La coercition a supplanté la persuasion. Pour preuve, cet aveu insolite lâché deux ans plus tard par le Guide au détour d'un entretien accordé au *New York Times* : « Nous faisons parfois disparaître des articles pour forcer les gens à travailler plus dur et à les produire. » C'est donc bien le dirigisme obtus en vigueur qui, pour l'essentiel, dégarnit les rayons métalliques des magasins jamahiriyens, où ne traînent souvent que du thé *made in China*, du lait en poudre et de la margarine. C'est lui qui vide les rayons des échoppes de quartier, laissées aux – médiocres – soins de fonctionnaires nonchalants. Les seuls éventaires pourvus ? Ceux du marché noir. Le soir venu, on voit dans Tripoli des officiers en fin de service vendre des oignons à la criée.

La grogne gagne semaine après semaine, jusque dans les rangs des congrès populaires de base. Les cures d'austérité récurrentes sont d'autant plus mal vécues que, dans le même temps, les aventures guerrières hors frontières engloutissent des fortunes. À commencer par celle, aussi ruineuse financièrement que coûteuse humainement, engagée au Tchad, sujet du chapitre

suivant. Les privilèges consentis aux gradés attisent les rancœurs. Tout comme les réformes qui bousculent une société corsetée par la tradition patriarcale, telle l'instauration d'un service militaire obligatoire pour les filles. L'armée elle-même n'est plus à l'abri. En mars 1984, le niveau d'alerte vire au rouge vif dans l'est du pays : dans la nuit du 24 au 25, un arsenal souterrain explose tandis qu'un assourdissant feu d'artifice anéantit un stock de missiles. La méfiance qu'inspire une grande muette de moins en moins mutique amplifie un phénomène amorcé dès la décennie 1970 : la création d'unités spéciales adossées à des tribus réputées loyales, et pourvues d'un armement dernier cri. Bien sûr, la peur rode et règne, à mesure que s'emballe le rythme des rafles, des purges, des procès expéditifs ou des pendaisons publiques et télévisées. Pas au point toutefois d'étouffer l'écho d'émeutes spontanées et d'attaques ciblées. Un magasin d'État incendié ici, un bâtiment public ou une entreprise « coopérative » pris d'assaut là : les chancelleries arabes et européennes bruissent de rumeurs. Et toutes ne sont pas infondées.

Intenable dans la durée. En février 1987, l'enceinte du Congrès général du peuple (CGP), cet ersatz de parlement, offre son austère décor à l'une de ces volte-face dont le père fondateur de la Jamahiriya a le secret. Le fidèle commandant Jalloud ayant brossé un tableau apocalyptique des finances publiques, Kadhafi propose d'ouvrir un débat sur le retour au commerce privé et de sonner le glas de l'utopie collectiviste. Enfin presque. Certes, taxis, coiffeurs et épiciers de quartier retrouvent droit de cité tandis que l'agriculture familiale se voit réhabilitée. Mais pas question à ce stade de restaurer le salariat ou de renier le dogme autogestionnaire. Les travailleurs « partenaires » continueront de tout partager : les bénéfices dans le meilleur des cas ; les pertes sinon. Un coup à droite, un coup à gauche. Cet épisode enrichit la collection de zigzags d'un pouvoir tiraillé entre dogmatisme et pragmatisme. Pour preuve, le surgissement des « comités d'épuration » lancés en 1994 aux trousses des négociants nantis et des spéculateurs. Il s'agit tout autant, à l'époque, de raffermir une emprise menacée par de nouvelles élites affairistes que de déclencher un regain d'ascétisme révolutionnaire, censé enrayer l'essor des calamités sociales indignes de la Jamahiriya, criminalité, drogue et prostitution.

Un cas d'école suffit à illustrer cette gestion erratique. En septembre 1996, le colonel promet à chaque famille un pécule de 5 000 dollars. Recette infaillible pour doper l'inflation et les importations. La dotation sera donc convertie en mars 1997 en un don de 20 moutons. Étonnante alchimie que celle qui consiste à changer le cash en ovins… On s'épuiserait donc vainement à décrypter les avatars successifs de la doctrine économique maison. Dans ses écrits comme dans ses actes, Muammar Kadhafi semble godiller, au fil des ans et au gré des circonstances, entre collectivisme soviétique et libéralisme échevelé, égalitarisme et chacun-pour-soi. Le Libyen sexagénaire d'aujourd'hui aura tout connu ou peu s'en faut : le plan quinquennal volontariste, le magasin d'État, le

commerce privé, banni puis toléré, puis de nouveau proscrit, le marché noir, impitoyablement combattu avant de se voir admis, sinon promu pour le plus grand profit d'une classe de nouveaux riches… Si les décisions en la matière semblent souvent frappées du sceau de l'irrationalité, c'est aussi qu'elles cristallisent l'implacable guérilla que se livrent les gardiens du temple révolutionnaire et les adeptes de l'économie de marché. Avocat d'une approche moderniste, Seif al-Islam Kadhafi, tout fils cadet du Guide qu'il est, se heurtera de front dans les années 2000 au clan des archaïques.

Assise sur son tas d'or noir, dont elle ne maîtrise plus l'attrait ni la valeur, l'élite libyenne peine toujours à s'affranchir de sa culture rentière. Satané don du ciel, cadeau empoisonné, manne trompeuse que ce pétrole, dont Kadhafi, qui sait pourtant ce que lui-même et sa révolution lui doivent, déplore si souvent les charmes vénéneux. En janvier 2000, on l'entend ainsi pester à la tribune du CGP contre « cette saleté enfouie au cœur de la terre », gage d'une opulence perverse, et abreuver de sarcasmes les pseudo-députés présents, accusés d'importer du « lait d'oiseau ». En clair, de dilapider en dépenses futiles un butin dont les humbles ne voient guère la couleur. « Je dois intervenir pour arrêter cette roue qui tourne à vide et brûle le pétrole. Au lieu de fabriquer des mouchoirs en papier en Libye, vous les achetez à l'extérieur. La révolution a-t-elle triomphé pour que les revenus du pétrole partent à l'étranger en achats de Kleenex ? » En 2004, le brouillard tenace qui voile encore le chantier économique semble enfin se dissiper. Le credo paraît limpide : haro sur le secteur public, inefficace et pléthorique ; gloire à l'entreprise privée et aux capitaux étrangers. Le tabou de la privatisation semble cette fois levé pour de bon. À l'échéance 2008, annonce-t-on alors, pas moins de 360 entreprises et sociétés seront sorties du giron de l'État, qu'il soit « des masses » ou pas. Ce qui ne signifie nullement, bien entendu, qu'elles échapperont à l'emprise de la nomenklatura.

Quatre ans plus tard, nouveau coup de volant. Le Guide annonce – une habitude – le démantèlement de la plupart des ministères ; à l'exception de ceux de la Défense, de l'Intérieur et des Affaires étrangères. À charge pour les autres, explique-t-il, de négocier auprès de prestataires privés les services liés à l'enseignement, à la santé, au logement ou à la justice. Dans le même esprit, il fait part, au nom du combat contre la corruption, de son intention de distribuer les recettes pétrolières aux citoyens libyens. Directement, sans intermédiaires. Décision motivée ainsi le 1er septembre 2008, à la faveur des cérémonies du trente-neuvième anniversaire de la révolution : « Que chacun ait sa part dans sa poche et qu'il se débrouille, explique-t-il sous les yeux de l'Italien Silvio Berlusconi et du Bolivien Evo Morales. L'argent que nous mettons dans le budget de l'Éducation, laissons les Libyens le prendre. Mettez-le dans vos poches et éduquez vos enfants comme vous l'entendez. Prenez-en la responsabilité. » Est-on jamais allé si loin sur la voie de l'ultralibéralisme ? Évidemment, il n'en sera rien. D'ailleurs, la magie du verbe kadhafien opère de

moins en moins. Faut-il y voir un signe de cette usure ? Deux mois après, la télévision diffuse un débat étonnamment animé, au cours duquel le gouverneur de la Banque centrale ose, en présence du colonel, mettre en évidence l'inanité d'une telle mesure, entre flambée inflationniste assurée, risque d'effondrement du dinar et creusement inévitable du déficit de la balance des paiements. Ce à quoi le Guide se borne à répondre en reprochant à ses contradicteurs de s'agripper au *statu quo* afin de préserver leurs privilèges.

Tout régime autocratique se doit, pour galvaniser les siens, pour s'absoudre de ses insuccès, pour justifier sa fuite en avant – ou en arrière –, de se trouver des ennemis, au pays comme à l'étranger. Au besoin, il s'en invente. Il lui faut aussi élargir son champ d'action, voire exporter son « modèle » révolutionnaire. Mission assignée dès 1982 à un Centre international de résistance à l'impérialisme, au racisme et aux forces réactionnaires, que dirige l'élégant anglophone Moussa Koussa, titulaire d'un master en sciences sociales de l'université du Michigan, auteur d'un mémoire intitulé « Vie et pensée de Muammar Kadhafi » et, plus que tout, pilier des services secrets maison et cerveau de maintes basses besognes de la Jamahiriya. En août de cette année-là, la Libye tente, à la faveur d'un « forum mondial » tout à la fois anti-impérialiste, antisioniste et antifasciste, de fédérer l'aile radicale du mouvement des non-alignés. On connaît la formule : non-alignés, soit, mais sur qui ? Pas sur Tripoli semble-t-il, tant l'écho de cette offensive s'avère ténu.

Dans l'ombre, loin des tribunes et des caméras, la traque des « ennemis du peuple » – en clair, des opposants exilés, parfois inoffensifs – s'intensifie. En février 1980, à Benghazi, la troisième rencontre des comités populaires accouche d'une motion ainsi libellée : « L'élimination physique est la dernière étape dans la dialectique du combat révolutionnaire pour son établissement final. » Peu après, Muammar Kadhafi déclare l'ouverture de la chasse aux *klab dalla* – les « chiens errants » –, astreints à ce dilemme : le retour au pays ou « la liquidation, où qu'ils se trouvent ». Ce qui, selon toute vraisemblance, revient au même. L'agence de presse officielle Jana relaye l'alternative, assortie d'une date butoir, fixée en l'occurrence au 10 juin, jour anniversaire de l'évacuation de Wheelus Field. Pas de quoi surprendre les ambassadeurs de la Communauté économique européenne (CEE) : dûment convoqués, ils sont sommés de livrer, sous peine de représailles, les dissidents hébergés sur le territoire de leur pays. À l'échéance de l'ultimatum, le *qaïd* enjoint aux comités révolutionnaires de circonscrire la campagne de liquidation annoncée aux exilés coupables de haute trahison, aux collaborateurs d'Israël, de l'Égypte et des États-Unis, ainsi qu'à ceux dont des tribunaux *ad hoc* ont établi la forfaiture. Assouplissement de pure forme, qui ne freinera nullement le zèle des escadrons de tueurs en service commandé. À partir de leur base arrière maltaise, ceux-ci frappent en Angleterre, en Allemagne, en Autriche, en Grèce, en Italie ou au Liban. Dans leur ligne de mire, un avocat,

londonien d'adoption, un journaliste de l'antenne arabe de la BBC, abattu devant la mosquée de Regent's Park, d'anciens officiers et diplomates, des hommes d'affaires établis à Milan ou à Rome, à l'image de ce dissident exilé dans la Ville éternelle dont on retrouve le cadavre dans le coffre de sa voiture, ou encore un diplomate en rupture de ban, descendu à Bonn en pleine rue et au grand jour. Libéraux, islamistes, tous, répète-t-on en haut lieu, méritent d'être « traités comme on traite les mouches et les cafards ». Ni gêne, ni états d'âme. « J'ai approuvé la décision d'assassiner les provocateurs de la contre-révolution », admet Moussa Koussa, alors secrétaire du Bureau populaire de Londres – entendez ambassadeur au Royaume-Uni, et patron du Mathaba, le Bureau de la sécurité extérieure. La battue fatale ainsi légitimée, le Guide ordonne le rapatriement des étudiants expatriés, exposés, loin de la terre natale, à la propagande délétère de la dissidence ; mais il offre, en contrepartie d'un serment d'allégeance, de financer leur cursus. « Ces opérations n'ont servi à rien, concède aujourd'hui en sa retraite cairote Ahmed Kaddaf ad-Dam, le cousin du colonel. Il est vrai que certains des milliers d'étudiants libyens dispersés en Occident étaient payés pour nuire au régime. Nous ne pouvions laisser faire sans risquer la destruction de la Libye de demain. Mais cette traque stupide n'a eu d'autre effet que de dégrader l'image du pays en Europe[3]. » Pour la seule période courant du 21 mars au 10 juin 1980, le quotidien *Le Monde* dénombre *a minima* neuf exilés liquidés[4]. Quant à l'essayiste Alexandre Najjar, il recense trente-cinq meurtres commandités au sein de la diaspora entre 1976 et 1996[5]. De fait, l'hécatombe s'étire dans le temps. Témoin, le sort de l'ancien ministre des Affaires étrangères (1972-1973) puis ambassadeur à l'ONU Mansour al-Kikhia, fondateur d'un mouvement d'opposition baptisé l'Alliance libyenne. Formé en France, basé à Paris dans les années 1980, il disparaît au Caire le soir du 10 décembre 1993. Kidnappé ? Plus que probable : un témoin a vu trois hommes l'embarquer de force dans une limousine à plaques diplomatiques, non loin de l'hôtel Safir, où il réside. Quand, l'année suivante, le Guide reçoit son épouse Baha, il s'engage auprès d'elle à faire la lumière sur cette énigme. Promesse en l'air. On découvrira le cadavre d'al-Kikhia à l'automne 2012 dans une villa des faubourgs de Tripoli, connue pour avoir abrité sous Kadhafi une cellule de *mukhabarat.* Épilogue redouté. En septembre 1994, quand un journaliste ose interroger en conférence de presse l'irascible *qaïd as-Thawra* sur le sort du disparu, il s'attire cette réplique : « Ce n'est pas ton problème ! » L'interpelle-t-on sur le tableau de chasse de ses sicaires ? Il dégaine sa martingale favorite : « Où sont les preuves ? » Le Caire, nid d'espions… Que l'on songe au cas de Jaballah Matar, cadre du Front national pour le salut de la Libye (FNSL), arrêté à son domicile en 1990, remis à des agents libyens, puis acheminé en jet à Tripoli et relégué dans la prison mouroir d'Abou Salim. Une descente aux enfers relatée

par son fils Hisham dans *La terre qui les sépare*[6], récit minutieux et vibrant de sa longue quête de vérité.

En lâchant ainsi des rives du Nil aux berges de la Tamise ses gangs d'exécuteurs, le régime court un double risque. Ternir un peu plus son image en Occident et, à l'inverse, accroître l'aura des « ennemis du peuple » en exil. Lesquels en ont d'ailleurs besoin : l'opposition s'apparente à une nébuleuse hétérogène et volatile, traversée de scissions, sinon rongée par le soupçon. Outre l'Alliance d'al-Kikhia, une faction surnage : le Front national pour le salut de la Libye, déjà cité et parfois désigné sous le nom de Front de salut national libyen, fondé à Khartoum (Soudan) en 1981 et assuré du soutien du Maroc, de l'Arabie saoudite, de l'Irak et des États-Unis. À sa tête, l'économiste Mohammed Youssef al-Megaryef, ancien ambassadeur à New Delhi (Inde) et ex-président de la Cour des comptes, qui assumera *de facto* les fonctions de chef de l'État d'août 2012 à mai 2013. Celui-là même qui, à Bombay, l'actuelle Mumbai, lâcha un jour à un collègue diplomate cet aveu désabusé : « Je suis ici le représentant d'un assassin[7]. »

Un autre front, intérieur celui-là, obsède le Guide. Avec la nébuleuse islamiste, la guérilla ne connaît nulle trêve. Mais le contentieux a changé de nature. On n'en est plus aux querelles d'écoles apparues dès l'éviction du roi Idris. Aussi pieux qu'indocile, Muammar Kadhafi peut fort bien réduire au silence tel imam de la mosquée tripolitaine al-Qassar, accusé de diffuser la doctrine wahhabite pour le compte de Riyad et contraint – spécialité maison – à des aveux télévisés. Pour autant, sa cible privilégiée demeure le chapitre libyen de la confrérie des Frères musulmans. Aux yeux des *Ikhwani* – Frères – locaux, ce colonel n'est qu'un *taghout*, un impie. Contempteur de l'intégrisme, qu'il juge « plus dangereux que le cancer ou le sida », l'ancien officier putschiste flétrit volontiers, on l'a vu, les « cheikhs obtus et rétrogrades », quitte à encourir un procès en apostasie. En retour, les barbus ne lui pardonnent ni la mise au pas des oulémas, ni ses audaces doctrinales. Et comparent volontiers son fameux Livre à une pastèque : verte à l'extérieur, rouge à l'intérieur. Quant aux combattants du Hizb ut-Tahrir, ils feront même à ce *kafir*, ce mécréant, l'honneur d'une *fatwa* pour hérésie. Bientôt, en Cyrénaïque, des maquis clandestins le défient d'ailleurs les armes à la main.

À quoi bon substituer, à la télévision, les pieuses lectures du Livre vert aux causeries de muftis ? À quoi bon restaurer – tel sera le cas en 1994 – la charia, sans l'élever pour autant au rang de source exclusive du droit ? À quoi bon lancer pour la galerie de vastes campagnes d'épuration, à coups de rafles anticorruption théâtrales et de procès-spectacles ? Les échecs sociaux de la Jamahiriya, l'arrogance théologique du Guide, ses hardiesses quant au statut de la femme élargissent l'audience des meneurs intégristes. Leur discours radical infiltre lycées et universités. « Ô musulman, lance Kadhafi en septembre 1989

devant le Congrès général du peuple, si tu rencontres un athée du Takfir – faction fanatique née d'une scission de la mouvance des Frères musulmans –, du Djihad, du Parti de la libération islamique, des Frères musulmans, il est de ton devoir de l'éliminer sur-le-champ. Si tu n'en es pas capable, tu dois alors en informer ceux qui le sont. » Haro sur les « nouveaux hérétiques, entraînés par les services secrets américains, israéliens et occidentaux » qui méritent d'être « abattus sans jugement, comme des chiens ». L'effervescence rigoriste, patente chez les voisins algérien et soudanais, entretient la nervosité du régime. On fait la chasse au *hidjab*, « création du diable », et aux barbes longues. Sans parvenir à endiguer le torrent. Un épisode parmi d'autres : le 20 janvier 1989, le Guide ordonne peu avant le coup d'envoi l'annulation du match Libye-Algérie, comptant pour les éliminatoires du Mondial de football 1990. Dans les gradins, déjà copieusement garnis, le dépit vire à l'émeute. Émeute réprimée à balles réelles. Que scandent les supporters insurgés ? « Allah est grand ! Kadhafi est l'ennemi d'Allah ! »

Soucieux de reprendre la main, le régime instaure à cette époque à Benghazi une Direction de la révolution islamique mondiale et tente de durcir l'encadrement des mosquées, quitte à recruter une centaine d'imams égyptiens réputés dociles. C'est en 1995 que l'escalade devient patente. En septembre, une rixe entre chauffeurs de taxis benghaziotes dégénère en accrochages meurtriers mettant aux prises policiers et « barbus ». Le mois suivant, le Groupe islamique combattant en Libye, ou GICL, mentionné antérieurement, sort de l'ombre. Ses maquis, implantés pour l'essentiel sur les reliefs escarpés du djebel Akhdar – la Montagne verte –, en Cyrénaïque, défient ouvertement Kadhafi et les siens. Orchestré par le général Abdelfattah Younès, le ratissage de tels fiefs, parfois « nettoyés » au napalm avec le concours de pilotes serbes et cubains, sera aussi laborieux que ravageur. Tragique point d'orgue de cette empoignade sans merci, le carnage de la prison d'Abou Salim, pénitencier où s'entassent par centaines les détenus, dont un fort contingent d'islamistes radicaux. Le 29 juin 1996, l'armée noie dans le sang une amorce de mutinerie. On dénombrera ultérieurement 1 286 tués, fauchés pour la plupart à la mitrailleuse ou à la kalachnikov, et parfois achevés au pistolet. Il faudra attendre huit ans pour que les autorités reconnaissent la réalité de la tuerie, imputée à des affrontements entre forces de l'ordre et fous d'Allah. Dans sa version anglaise, le site algaddafi.org maintiendra pourtant cet effarant déni : « La prétendue fosse commune d'Abou Salim ne contient que des os de chameaux. » Nos frères seront vengés, jurent les rescapés du massacre. Il s'en faudra de peu : dans la nuit du 31 mai au 1er juin 1998, le convoi du Guide, en route pour l'Égypte, tombe dans une embuscade à Sidi Khalifa, à l'est de Tripoli. Si Kadhafi s'en tire semble-t-il avec une blessure au coude, l'attaque, aussitôt revendiquée par le GICL et le Mouvement des martyrs islamiques – faction encadrée elle aussi par des vétérans des maquis afghans –, coûte la vie à deux ou trois « amazones », ses gardes du corps féminins. Autant dire que les « kadhafologues » scrutent alors le moindre

indice d'altération physiologique. Et ils sont servis : en août de la même année, c'est du fond d'un fauteuil roulant que le *« survivor »* accorde une interview à la chaîne américaine CNN. Fracture du fémur due à un accident de sport, explique-t-il. Glissade malencontreuse dans une salle de bains, murmure-t-on dans son entourage. Blessures à la hanche et aux jambes consécutives à un attentat islamiste perpétré à al-Beïda, corrige un diplomate familier des arcanes libyens. Deux mois plus tard, le convalescent se meut encore à l'aide de béquilles, bientôt remplacées par une canne en aluminium.

Une chimère tchadienne

Avant même de retracer, le moment venu, l'épopée panafricaine ô combien sinueuse et ambiguë de Muammar Kadhafi, il convient de décrypter sans plus tarder sa marotte tchadienne. Parce qu'elle éclaire son rapport au passé et ses appétits transfrontaliers. Mais aussi parce que la patrie de Toumaï, ce primate considéré comme l'un des plus vieux ancêtres de l'espèce humaine, fut longtemps une amère pomme de discorde entre Paris et Tripoli. Aux yeux du fils de berger, le nord du Tchad, province historiquement liée au Fezzan, appartient à l'aire libyenne. Fraîchement parvenu au pouvoir, il invoque devant l'ambassadeur de France Guy Georgy le traité conclu le 7 juin 1935 par Pierre Laval, alors ministre des Affaires étrangères de Gaston Doumergue, et le *Duce* Benito Mussolini. Traité jamais ratifié au demeurant, qui cède à l'Italie – donc par ricochet à la Libye indépendante – la bande septentrionale d'Aouzou. « Les populations de cette région, insiste-t-il auprès du diplomate arabisant, sont musulmanes : je veux que vous me les laissiez au moins jusqu'au 12e parallèle. Au-delà, je vous laisse tous vos nègres ! Transmettez cette proposition à Paris[1]. » Une telle prétention territoriale revêt sans nul doute une dimension affective : un surgeon de la tribu des Guedadfa vit dans la bande et des cousins du clan al-Ghous – celui de sa famille – y virent le jour. En outre, plusieurs lignées de commerçants libyens ont fait souche à Faya-Largeau, oasis saharienne nichée au pied des monts du Tibesti, dans une région passée à la fin du XIXe siècle sous le contrôle de dynasties côtières venues de Tripolitaine ou de Cyrénaïque. À cet égard, le témoignage de Mohammed Bazoum, ministre nigérien – prenez votre souffle – de l'Intérieur, de la Sécurité publique, de la Décentralisation et des Affaires coutumières et religieuses, fournit un éclairage utile. Son premier échange avec le *qaïd as-Thawra* date de 1996, alors qu'il vient d'hériter du portefeuille des Affaires étrangères. « J'étais très intimidé, avoue-t-il, même s'il a fait preuve d'une extrême gentillesse, m'interrogeant sur mes origines, ma parenté, mon parcours, l'école de mon enfance. Lui n'avait aucune raison de recevoir un petit ministre tel que moi. Une peut-être : je viens d'une tribu arabe de souche libyenne, les Ouled Slimane. Lesquels appartiennent à la même

nébuleuse tribale que les Guedadfa, établis pour moitié au Tchad. Voilà d'où vient son tropisme tchadien : il a été bercé par les récits des Bédouins enrichis revenus de tout là-bas[2]. » La deuxième rencontre, l'année suivante, sera tout aussi instructive. « C'était l'époque héroïque du grand rêve panafricain, poursuit Bazoum. Je me souviens d'une interminable projection de diapos historiques et culturelles, orchestrée par son directeur de cabinet Béchir Saleh et l'un de ses émissaires spéciaux, par ailleurs président de la Ligue des tribus du Sahara. “Vous êtes tous clairs, nous répétait Kadhafi. Vous êtes tous des Arabes.” »

On l'aura compris : le colonel entend exercer sur son arrière-cour, indûment disjointe selon lui, un droit de regard. Voire davantage. En août 1971, Fort-Lamy – la future N'Djamena – met fin à ses relations avec la Libye, incriminée non sans raison dans une tentative de coup d'État. Il faut dire que le Dr Abba Siddick, l'un des chefs de l'insurrection du Front de libération nationale du Tchad (Frolinat), réside à Tripoli. Et que Kadhafi n'a guère d'atomes crochus avec le président François Tombalbaye, protestant sudiste accusé d'asservir les musulmans du Nord et – circonstance aggravante – protégé d'Israël. Sous la double menace des rebelles et de leur mentor, celui-ci se résout à céder, rompt avec l'État hébreu, reconnaît l'OLP et signe un traité d'amitié avec son puissant voisin. Volte-face fatale, puisqu'elle incite en avril 1975 un clan d'officiers putschistes à le détrôner, à l'assassiner et à lui substituer Félix Malloum, ancien patron des forces armées. Pour Kadhafi, tout est à refaire. À ceci près que ses troupes occupent la bande d'Aouzou depuis l'été 1973. Une annexion en bonne et due forme : administrativement rattachés à la ville de Koufra, ses habitants ont droit à une carte d'identité libyenne, à des dons de vivres et à des vaccinations gratuites. Résolu à perpétuer son *Anschluss*, le colonel choisit d'épauler le Frolinat, désormais dirigé par le Toubou Goukouni Weddeye, dans le combat engagé contre Malloum comme dans la lutte qui l'oppose à la guérilla rivale d'Hissène Habré. Le colonel, précisera bien des années plus tard son poulain au micro de RFI, étant résolu à rattacher les « territoires libérés » aux régions de Sebha et Benghazi. Qu'importe : en 1979, Goukouni conquiert N'Djamena avec le concours décisif des « volontaires » de la Légion islamique libyenne. Le 6 janvier 1981, à la faveur d'une visite du vainqueur à Tripoli, le Guide proclame la fusion entre les deux pays au sein d'une seule et même Jamahiriya ; « fusion » qui restera à l'état de fiction, du fait notamment de l'hostilité des cadres du Frolinat. L'enjeu, pour Kadhafi et les siens, est alors triple. Militaire, puisqu'il s'agit d'amplifier *in situ* l'appui au Gunt, gouvernement d'« union » transitoire dirigé par Weddeye ; stratégique, du fait de la présence probable, dans le sous-sol du Nord tchadien, de ressources inexploitées – pétrole, uranium et manganèse ; politique, dès lors qu'une telle percée ébranle le « pré carré » français. Entre-temps, le colonel avait pourtant concédé un gage tactique à l'ex-puissance coloniale : sa médiation n'est pas étrangère à la libération de l'ethnologue et archéologue Françoise Claustre, kidnappée en avril 1974 par les

rebelles d'Habré et relâchée après plus de mille jours de captivité. Mais le vent a tourné. Il va de soi qu'à Paris, où François Mitterrand s'apprête à terrasser le sortant Valéry Giscard d'Estaing, la vigilance se métamorphose en un mélange d'inquiétude et de colère. Soumis à d'intenses pressions, que relaie le Gabonais Omar Bongo, Goukouni Weddeye obtient le retrait, aussi formel que temporaire, du contingent libyen. Reculade insuffisante : désormais soutenu par le tandem franco-américain, Hissène Habré l'évince de N'Djamena le 7 juin 1982, pour instaurer d'ailleurs une abjecte dictature. Quant au mariage forcé Goukouni-Kadhafi, il finira par virer à l'aigre. Soupçonné d'envisager un pacte avec son frère ennemi toubou au pouvoir, le Tchadien atterrit en résidence surveillée à Tripoli. Le 30 octobre 1986, l'accrochage, qui met aux prises sa garde personnelle et la police libyenne, lui vaut de prendre une balle dans le ventre. L'année suivante, il s'exile en Algérie.

Revenons à nos chameaux. Le 10 août 1983, la France déclenche l'opération *Manta*, qui a vocation à enrayer une nouvelle ingérence des forces kadhafistes et à interdire toute incursion au sud du 16e parallèle, ligne rouge sacrée vu de Paris. Associé au rabibochage Habré-Weddeye, cet engagement massif infléchit le cours du conflit. Quatre ans plus tard, Muammar Kadhafi essuie le plus cinglant revers de sa carrière militaire. Un fiasco que balisent les pertes de Faya-Largeau, Fada et de la palmeraie d'Aouzou, puis deux défaites retentissantes, infligées qui plus est par ces va-nu-pieds de Tchadiens et leurs essaims de pick-up équipés de mitrailleuses. D'abord, en mars 1987, la chute de la place forte logistique de Ouadi-Doum prélude à l'éviction des troupes libyennes de toute la frange frontalière disputée. Une reconquête préparée avec l'aide des services de renseignements occidentaux et précipitée par les frappes des Mirage et des Jaguar de l'opération tricolore *Épervier*, déployée l'année précédente. Bilan : 1 300 Libyens tués et un arsenal soviétique haut de gamme détruit ou confisqué. Mortifié, Kadhafi s'entête. Raflés dans la rue, à la sortie des stades ou des cinémas, des centaines de jeunes civils, chair à canon d'une guerre ingagnable, prennent un aller simple pour le casse-pipe. Vient ensuite, six mois plus tard, le raid victorieux d'Hissène Habré sur la base aérienne de Maaten as-Sarra, en territoire libyen. Avions, hélicoptères d'attaque, stocks de missiles : là encore, les dégâts humains et matériels sont colossaux. Cette fois, la cause est entendue. Quoi qu'il lui en coûte, le colonel meurtri se voit contraint de solliciter un cessez-le-feu. « Un cadeau fait à l'Afrique », ose-t-il alors. En mai 1988, en marge d'un sommet de l'OUA réuni à Addis-Abeba, il annonce, devant le corps diplomatique dûment convoqué, l'arrêt définitif des combats, reconnaît le régime Habré et promet de libérer tous les Tchadiens détenus. Ne manque plus qu'un accord avec Paris. Le voici, signé en août 1989. Mieux, lui qui vilipende volontiers les juridictions internationales s'en remet, s'agissant du statut de la fameuse bande d'Aouzou, tombeau de sa chimère tchadienne, au verdict de la

Cour internationale de justice de La Haye. Verdict rendu six ans plus tard en faveur de N'Djamena. Tout ça pour ça…

Même si la vérité officielle, colportée par des médias aux ordres, s'efforce de le minimiser, le bilan global – 3 000 morts au bas mot et 1 500 prisonniers – plonge le pays dans l'effarement. Dans la rue, au détour des souks et derrière les murs d'enceinte des casernes, la rancœur se fait palpable et les langues se délient. D'autant que les officiers de métier ont dû parfois, au long de cette désastreuse campagne, se plier aux oukases de caïds révolutionnaires incompétents. Comment s'étonner dès lors que les défections déciment les rangs des hauts gradés ? Un exemple parmi d'autres : le général Khalifa Haftar, jadis condisciple du futur Guide à l'académie militaire de Benghazi et commandant en chef du corps expéditionnaire au Tchad, rallie le Front national pour le salut de la Libye (FNSL). Rien de bien surprenant : les forces spéciales américaines et les agents de la CIA, qui ont accès au camp de détention tchadien où se morfondent l'ex-officier libre et 700 de ses hommes, y jouent les sergents recruteurs… C'est d'ailleurs aux États-Unis que Haftar, exfiltré *in extremis* après l'échec d'un énième coup de force anti-Kadhafi, trouve refuge en décembre 1990. Rentré au pays au lendemain du naufrage de la Jamahiriya, il parviendra, à la tête de sa puissante « Armée nationale libyenne », à se tailler sur fond d'anarchie milicienne un empire dans le Grand Est, dont 1 300 kilomètres de littoral méditerranéen. À l'été 2017, cet ambitieux proconsul, promu maréchal un an plus tôt, détenait toujours les clés des principaux terminaux pétroliers, mais aussi celles d'une très hypothétique réconciliation. Bien sûr, le 25 juillet, il consent sous l'égide du président français Emmanuel Macron à dialoguer à La Celle-Saint-Cloud (Yvelines), avec Fayez al-Sarraj. En clair, le Premier ministre d'un très frêle « gouvernement d'union », reconnu par la communauté internationale, mais auquel le prétorien à la tignasse gris-blanc, que soutiennent l'Égypte, les Émirats arabes unis et, *mezza voce*, la Russie, dénie toute légitimité. Bien sûr, les deux rivaux « agréent » alors – sans la signer – une très vague déclaration en dix points, s'engageant à instaurer un cessez-le-feu et à convoquer, au printemps 2018, des élections. Pure pantomime : dans la foulée, Haftar ironise devant les caméras de France 24 sur les « fanfaronnades » de son compatriote, dépourvu à l'entendre de la moindre autorité… Il faut dire que lui peut se prévaloir d'avoir peu auparavant bouté les djihadistes hors de Benghazi, et ce au prix de trois ans d'âpres combats.

Aux yeux du *qaïd as-Thawra*, la fronde de la grande muette prend un tour préoccupant. Il faut donc sévir, quitte à renouer avec les exécutions publiques télévisées. En février 1987, on pend une demi-douzaine de civils et on fusille trois gradés. Interrogé à l'époque par l'hebdomadaire britannique *The Observer*, Kadhafi invoque la nécessité de châtier – accrochez-vous – des agents américains entraînés au Pakistan pour liquider des conseillers militaires soviétiques opérant en Libye… Autres indices inquiétants : la naissance d'une

Armée nationale libyenne rebelle, dotée d'un camp de base situé à 85 kilomètres de N'Djamena, le regain d'audace des dissidents en exil et les liens de plus en plus robustes qu'ils tissent avec leur mentor américain comme avec leurs bienfaiteurs saoudiens, irakiens ou soudanais. L'assassinat en 1987 d'Ahmed al-Warfalli, pilier du régime et tourmenteur exécré de Benghazi, secoue le premier cercle[3].

Sa baraka le lâcherait-elle ? L'ancien capitaine des transmissions reçoit le message cinq sur cinq : il doit de toute urgence lâcher du lest. Jusqu'alors d'une durée illimitée, le service militaire est ramené à deux ans. Le général Abou Bakr Younès Jaber, commandant en chef de l'armée dont l'état-major avait été transféré début 1987 dans l'oasis de Jouffra, à 350 kilomètres au sud de Syrte, retrouve ses bureaux de Bab al-Aziziya. Quant aux « secrétaires », les ministres d'antan, éparpillés en province, ils rentrent eux aussi au bercail. Reste à apaiser la grogne des civils. Impopulaire en diable – qui donc veut mourir pour Ouadi-Doum ? –, l'aventure tchadienne a en outre aggravé les pénuries et dopé l'inflation. D'où la réhabilitation, timide, du petit commerce privé, de la boucherie à l'étal de fruits et légumes, et l'assouplissement du régime de délivrance des visas de sortie. Amorcé en mars 1987, le virage de l'*infitah* – libéralisation – prend tournure à la faveur du discours du 1er septembre, figure imposée de la dramaturgie jamahiriyenne, puis d'une tournée d'explication étalée sur deux mois. Comme on l'a vu, le citoyen libyen peut dès lors devenir « partenaire » au sein d'une petite entreprise, pourvu que celle-ci s'inscrive dans un dispositif coopératif. Quant au fermier, il lui est permis de recruter un employé, à condition de partager équitablement avec lui les éventuels profits. Le monopole de la Jamahiriya sur les canaux de l'import-export ? Aboli, du moins formellement. « La révolution, tranche le Guide, n'a jamais dit que les gens devaient faire la queue pour des macaronis. » Hier voués aux gémonies, les cafés, restaurants et hôtels non étatiques retrouvent droit de cité. Tout comme les médecins et avocats « libéraux ». Plus insolite, cet éloge du marché noir, rebaptisé « marché du peuple » – puisqu'il reflète la capacité de celui-ci à agir de manière autonome en fonction de ses besoins – prononcé en 1988 devant les comités révolutionnaires. Pas de quoi pour autant plonger la rue dans l'allégresse. Dérouté par les embardées successives de son Guide, le Libyen lambda ne sort que rarement d'un attentisme teinté de suspicion. Qu'on ne s'y trompe pas : Muammar Kadhafi ne vient pas de noyer son dogmatisme dans le golfe de Syrte. À l'écouter, il voit juste et dit vrai, peut-être trop vite, sans doute trop tôt. Libre à lui, donc, de tout changer sans rien renier. Une fois encore, l'Occident dégaine hâtivement le requiem pour un Guide déchu. Le *Washington Post* l'imagine « en train de perdre le contrôle de son gouvernement et de son appareil militaire » et juge le contexte « plus mûr que jamais pour un départ forcé ». Nouvelle illusion d'optique. Kadhafi plie, mais ne rompt pas. Du moins pas encore.

The show must go on. Fidèle à son instinct, le roseau des Syrtes théâtralise sa mue. Le 3 mars 1988, devant une foule de partisans et de diplomates invités au spectacle, il tente de défoncer aux commandes d'un bulldozer le portail métallique d'un pénitencier tripolitain. La grille résiste. Le chef de travaux de la Jamahiriya s'attaque donc au mur voisin, qui a le mauvais goût de s'effondrer côté public. D'où une débâcle affolée, noyée dans un nuage de poussière, prélude à la sortie de 400 détenus. « Les peuples ne triomphent pas en bâtissant des prisons et en rehaussant les murs, rugit le colonel. Jour et nuit, un cauchemar me hante depuis dix-huit ans. Non, je ne suis pas un geôlier ! Non, je n'ai pas fait la révolution pour garnir les cachots, mais pour les vider ! » Sur son élan, *Seyed al-Akid* annonce son intention d'abolir la peine de mort, châtiment qui le « dégoûte ». Le Caterpillar serait-il en passe de devenir le nouveau véhicule de fonction en vogue ? Quelques jours plus tard, le *libertador* libyen jette son engin à l'assaut du poste frontalier tuniso-libyen de Ras al-Jadir. Ne reste plus qu'à y planter le drapeau de MSF, ou Muammar sans frontières… Entre-temps, il a, escorté par les caméras de sa télé, déboulé dans un bureau de l'Immigration, déchiqueté les « listes noires » de citoyens interdits de voyage à l'étranger et promis la suppression des visas de sortie. Qui dit mieux ? En juin de la même année, le Congrès général du peuple adopte la « Grande Charte verte des droits de l'homme de l'ère jamahiriyenne », déjà mentionnée à propos du statut de l'épouse. Laquelle Charte affirme notamment, en son article 11, le caractère « sacré et protégé » de la propriété privée. Embellie en trompe-l'œil ? Plus que probable, au regard des tautologies maison, héritées du Livre vert. Nul besoin de liberté de la presse, chacun peut s'exprimer sans contrainte au sein des congrès populaires. De même, les travailleurs libyens étant « propriétaires » de leurs usines, à quoi bon instaurer des syndicats ? Tout aussi fictive, la loi avalisée l'année suivante par le même CGP, et censée garantir l'indépendance de la magistrature. Qu'à cela ne tienne. Le régime tend aussi la main aux exilés, hier ravalés comme on l'a vu au rang de « chiens errants », assurés de la restitution des passeports confisqués. Ultime coup d'éclat de cette opération portes ouvertes, l'adresse radiotélévisée de mai 1988. Cette fois, le Guide cloue au pilori les outrances des tribunaux révolutionnaires, promis – sauf cas de trahison – à la dissolution au profit de cours populaires, les arrestations arbitraires, la brutalité policière, et exige une codification claire des crimes et délits. « Ils se sont fourvoyés, ils ont blessé, torturé, accuse-t-il. Nul ne bénéficie d'une immunité s'il emprunte le mauvais chemin. Le révolutionnaire ne pratique pas la répression. » Feu nourri sur les « nouveaux prophètes », jeunes idéologues zélés. Mais, bien sûr, pas l'ombre d'une autocritique : la « philosophie politique » qu'il incarne est « 100 % correcte ». Guidé par son instinct de survie politique, le *qaïd as-Thawra* a donc enfilé la gandoura du patriarche protecteur et thaumaturge, fustigeant avec son aplomb légendaire les malfaçons d'un édifice dont il fut et demeure l'unique architecte.

Si, dans cette période tourmentée, Paris et Tripoli échangent coups et invectives, jamais les ponts ne seront coupés. Roland Dumas, aussi friand d'ombre qu'épris des feux de la rampe, peut en témoigner. Car ce dandy jouisseur, tombé à gauche par accident, tour à tour résistant précoce, avocat mondain, député périgourdin, ministre puis président du Conseil constitutionnel, fut aussi parfois l'estafette de son ami François Mitterrand[4]. À l'automne 1981, un de ses voisins de l'île Saint-Louis, homme d'affaires natif d'Algérie, lui transmet un message « ultrasecret » venu de Muammar Kadhafi *via* le chef d'état-major de l'armée algérienne. Désireux d'établir le contact avec le tombeur de Valéry Giscard d'Estaing, le colonel souhaite que le nouveau locataire de l'Élysée désigne un émissaire de confiance. Mitterrand : « Qu'en pensez-vous, Roland ? Intéressant, non ? Bien, ce sera vous. » Puis, alors que Dumas vient de prendre congé, il le hèle du haut de l'escalier : « Au fait, Roland, n'oubliez pas que, là-bas, vous aurez affaire à un jésuite… » Cap sur Tripoli. Las ! À l'hôtel, un fils Bokassa reconnaît le *missus dominicus* et s'empresse d'alerter *Le Canard enchaîné*. Pour la discrétion, prière de repasser… « Le lendemain, raconte l'ex-Sage du Palais-Royal, une de ces superbes filles vient me chercher et m'accompagne à Bab al-Aziziya. Là, Kadhafi, qui m'observait à la dérobée, surgit de derrière un pilier. Costume de tailleur italien, très affable. “Je sais qui vous êtes, me dit-il. J'ai beaucoup d'estime et d'amitié pour vous.” Suit un long dégagement sur l'élection de Mitterrand. “Vous ne pouvez pas savoir combien je suis heureux de sa victoire, poursuit-il. Giscard n'était qu'un pion des États-Unis. Sans doute savez-vous qu'il a tenté de me faire assassiner[5]…” » Passé ce préambule, le Libyen vante les mérites de son allié tchadien Goukouni Weddeye puis en vient à l'essentiel : « Dites à votre président que la France n'a rien à faire en Afrique. Nous sommes cernés de toutes parts et les Américains veulent me tuer. Revenez donc avec sa réponse. » Dès son retour à Paris, Dumas passe cueillir François Mitterrand rue de Bièvre, puis déambule à ses côtés le long des quais. « Ne nous emballons pas, tempère l'homme de Latche. Kadhafi doit commencer par évacuer la bande d'Aouzou. Après, on verra. » Promu aux Affaires européennes puis aux Relations extérieures, l'avocat accomplit plusieurs fugues libyennes à bord d'un Mystère 20 banalisé du Groupe de liaisons aériennes ministérielles, le fameux Glam, dont une en août 1983, à l'insu de l'ambassadeur en poste à Tripoli. De fait, Christian Graeff ne découvre l'identité du VIP annoncé qu'au pied de l'échelle de coupée. Commence alors une longue attente. Bien trop longue, aux yeux de Dumas. « On ne se moque pas de la République française comme ça !, lance-t-il au comité d'accueil. Ou le colonel me reçoit, ou c'est la rupture. » Il n'y aura point de divorce, mais une discussion serrée, cartes – d'état-major – sur table, quant aux modalités d'un retrait simultané des contingents respectifs.

À l'été 1984, le jeu de bonneteau entre Paris et Tripoli s'envenime. Après deux passages éclairs en Libye de Claude Cheysson, alors locataire du Quai d'Orsay, un compromis se dessine tandis qu'émerge l'idée d'une rencontre Mitterrand-Kadhafi en terrain neutre, sous l'égide de l'Internationale socialiste. Sa mise en scène doit beaucoup au chancelier autrichien Bruno Kreisky, au Premier ministre grec Andréas Papandréou et à son homologue espagnol Felipe González. Le décor retenu ? La Crète. « Je vais y aller, confie François Mitterrand à son fils Jean-Christophe, alors conseiller adjoint aux Affaires africaines. Mais mon discours a changé. Ce n'est plus "Devenons amis", mais "Tu veux la guerre ? Tu l'auras !". » Dans un entretien accordé en avril 1989 à Pierre Favier et Michel Martin-Roland, auteurs de *La Décennie Mitterrand* (Seuil), « Tonton » précise : « Le rendez-vous était pris. Je balance. J'y vais, j'y vais pas ? J'ai pensé que le contact direct pouvait payer. J'ai donc décidé d'y aller pour lui dire ce que j'avais à lui dire et qui tient en quelques mots : "Si vous retournez au Tchad, le risque de guerre est réel entre nous." » Un autre facteur pèse alors. « Les États-Unis, poursuit le président, proposaient beaucoup et ne faisaient jamais rien. Ils voulaient liquider la Libye par nos soins. Au fond, ils souhaitent que nous soyons leur bras séculier pour en finir avec Kadhafi à leur place. » Conseiller spécial de l'homme de Jarnac à l'époque, Jacques Attali décèle quant à lui dans sa décision un ressort d'ordre psychologique, « l'envie assez romanesque de connaître le chef d'État alors le plus détesté de la planète[6] ». Rendez-vous est pris le 15 novembre à l'hôtel Astir Palace, dont la terrasse domine la baie d'Elounda. Deux heures de déjeuner, puis un tête-à-tête d'une durée comparable. Sur le fond, rien de renversant. Chacun joue sa partition. Muammar Kadhafi, calot noir et gandoura havane, esquisse sur un calepin l'arbre généalogique de la composante tchadienne de sa famille ; manière de signifier que, à ses yeux, les deux pays n'en font qu'un. Puis il prétend sans ciller qu'il n'y a plus un soldat libyen au Tchad. « Il était très double jeu, souligne Mitterrand auprès de ses confesseurs Favier et Martin-Roland. Devant la tournure prise par la conversation, j'ai fait mine de me lever pour partir. Il a compris et nous avons pu poursuivre. » On se sépare donc sur un accord verbal en quatre points. À Paris, la brève échappée présidentielle suscite une féroce polémique. « François Mitterrand revient de Crète comme Daladier revint de Munich », tonne au Palais-Bourbon Jean-Marie Le Pen, jamais avare d'analogies historiques ineptes.

Reflet de la montée des périls sur le terrain, le climat se fait moins cordial au fil des ans entre Roland et Muammar. En septembre 1985, les deux bretteurs se retrouvent sous la tente, un peu avant minuit, mais ils ont troqué le fleuret moucheté contre le sabre d'abordage. « Vous œuvrez à l'allongement de la piste d'atterrissage de Ouadi-Doum », accuse Roland Dumas. De fait, une équipe de terrassiers nord-coréens y travaille jour et nuit… « Impératif humanitaire, esquive Muammar Kadhafi, vêtu d'une gandoura à fines rayures et coiffé d'un

turban. Il s'agit d'améliorer le ravitaillement des Touareg du Nord tchadien, guettés par la famine. » « Nous détenons des photos aériennes tout à fait explicites », insiste le Français. « Si elles viennent des Américains, je ne veux pas les voir », rétorque son hôte. Dumas : « Non, elles sont françaises. » Pieux mensonge, nuance aujourd'hui un diplomate… Kadhafi, après une digression sur le scrutin législatif de mars 1986 et la nécessité de cultiver « l'amitié socialiste » : « Qu'adviendra-t-il en cas de poursuite du chantier ? » Dumas : « Si c'est ainsi, nous bombardons. » Kadhafi, au terme cette fois d'un long silence suivi d'un monologue sur le colonialisme : « Vous n'oserez jamais. Mon ami François tuerait son ami Muammar ? Impossible. » Dumas : « Eh bien, vous verrez ! » De fait, il verra. La note adressée dans la foulée par le ministre à Mitterrand lui revient annotée ainsi : « Prévenez Kadhafi qu'il ne faut pas jouer avec le feu. Urgent. » Le 16 février, Mitterrand ordonne une série de frappes, activant ainsi le dispositif *Épervier*. Dans le même temps, les autorités françaises expulsent deux diplomates du Bureau populaire libyen à Paris, suspectés par la DST de préparer un attentat contre l'ambassade américaine.

La fois suivante, au printemps 1986, le Guide accueille son visiteur avec une chaleur inattendue. « Ah mon cher ami, lui lance-t-il, savez-vous que vous m'avez sauvé la vie ? » Le colonel est convaincu qu'à l'heure d'*El Dorado Canyon*, son *« dear friend »* Roland a plaidé à l'Élysée en faveur de l'interdiction du survol du territoire français par les F-111 américains. « Un vrai comédien, concède en connaisseur l'ancien ténor du barreau. Toujours théâtral. Souvent prévenant. Capable de tout organiser – l'avion, le convoi routier, l'escorte – pour un de mes copains archéologues désireux de conduire des fouilles dans une ville proche de Benghazi. Puis, à son retour, de le retenir trois heures pour le bombarder de questions parfois candides. Du genre : "Avez-vous trouvé lors de vos recherches des traces du peuple libyen ?" » Au soir d'un tête-à-tête, l'appareil du Glam refuse obstinément de décoller. Panne de batterie. Réveillé au cœur de la nuit, Kadhafi offre un des jets de sa flotte, quitte à en modifier la cocarde. Dumas, qui redoute une attaque israélienne en plein ciel, décline.

Peut-être le boutefeu libyen se souvient-il de ce conseil de Nasser : « Il faut que tu t'entendes avec les Français. » Au temps de Georges Pompidou, nous l'avons vu, le courant passait. À l'inverse, la relation entre Kadhafi et VGE fut toujours glaciale. « La France, déclare le colonel sur TF1 en 1983, compte au nombre de nos amis traditionnels. Rien ne peut jeter le trouble sur nos relations, surtout depuis la chute de Giscard d'Estaing, qui avait adopté envers nous une politique impérialiste dépassée en Afrique comme aux frontières de la Libye. » Après l'impromptu crétois, le Guide tente, sans grand succès, de tisser avec François Mitterrand un lien privilégié. En janvier 1991, alors que se profile un assaut contre les forces de l'Irakien Saddam Hussein, qui a envahi le Koweït cinq mois plus tôt, il lui fait part lors d'un appel téléphonique de son désir

d'entrer à ses côtés dans le ballet diplomatique : « Il est grand temps, insiste le colonel, que des gens raisonnables et sensés comme vous et moi s'occupent de cette affaire. Il y a tant de fous dans le monde ces temps-ci… » La même année, alors que le ramadan touche à sa fin, Dumas est de retour sous la tente, plantée cette fois non loin de Benghazi. Assis dans un fauteuil étonnamment kitsch, Kadhafi se montre cette fois d'humeur badine. « J'ai vu passer trois chefs d'État français, trois *raïs* en Égypte, trois rois en Arabie saoudite, trois présidents d'Irak, lance-t-il à son visiteur. Et je suis toujours là ! » Toujours là, et pour deux décennies encore…

Plus tard, le Bédouin gaulliste affichera à maintes reprises son estime pour Jacques Chirac. « Vous le voyez ?, demande-t-il un jour à Roland Dumas. Dites-lui de ne changer en rien son attitude au Moyen-Orient. Il va déplaire aux chefs d'État, mais aura tout le peuple arabe avec lui. » Dès 1996, se souvient l'ancienne ambassadrice Josette Dallant, le Libyen écrit au successeur de François Mitterrand pour lui faire part de son souhait de régler le contentieux du DC-10 d'UTA. « Impatient de desserrer l'étau des sanctions internationales, il misait sur Paris pour l'aider à amorcer le processus de réintégration[7] », souligne celle qui fut en poste à Tripoli de 1996 à 2001. À l'époque, le Guide reçoit à plusieurs reprises l'émissaire de l'Élysée, Jérôme Monod, ancien PDG de la Lyonnaise des eaux, accueilli avec les égards dus à un ami personnel du président français. Lequel traite les avances du Libyen, qu'il juge « incontrôlable », avec circonspection. « Sa ligne de conduite était claire, témoigne son ancien conseiller Afrique Michel de Bonnecorse : "Maintenons le contact avec ce farfelu, nous serons moins surpris par ses foucades." Chirac portait une attention soutenue à l'activisme de Kadhafi au Tchad et au Sahel. Je me souviens de son intérêt pour le rôle néfaste que jouait le consulat de Libye à Kidal (Nord-Mali), dans une période où le colonel se voyait en parrain de l'irrédentisme touareg[8]. »

ACTE IV
OBSESSIONS

Escapade en enfer

Qui prétendra savoir quelles tempêtes soufflent sous le crâne aux boucles anthracite du *qaïd as-Thawra* à l'approche du troisième millénaire ? Que sait-il ? Que hait-il ? Que croit-il ? Que craint-il ? Quelques bribes de réponses se cachent dans les pages d'un livre méconnu. Retour à la bibliothèque. Non plus cette fois dans la section théories universelles, déjà visitée, mais au rayon des « orni ». Après l'« objet politique non identifié » baptisé Jamahiriya, place à un « objet romanesque » qui ne l'est pas davantage. Mais s'il est exact que la vérité d'un être se niche dans ses écrits intimes, la lecture de ce singulier opus signé Kadhafi s'avère indispensable. Brièvement cité dans le chapitre consacré à « L'enfance du chef », il résulte du mariage de deux ouvrages : d'une part, un recueil de douze nouvelles, publié à Syrte en 1993 par une « Maison jamahiryenne de publication, distribution et publicité », assorti d'illustrations naïves ; d'autre part, l'assemblage de quatre courts essais, à la tonalité plus idéologique, sortis deux ans plus tard des presses de la « Société générale de papier et d'imprimerie » sous une couverture barrée d'un très racoleur « Hors la loi ».

Parsemée de coquilles et commentée par l'inévitable Guy Georgy, la version française paraît en 1996 chez Favre, sous le titre *Escapade en enfer et autres nouvelles*[1]. « Kadhafi avait glissé quelques textes sous pseudonyme dans la presse locale, raconte l'éditeur Jean-Louis Gouraud. Son ami Ibrahim Bechari m'en a transmis un, que j'ai fait traduire. Avant d'obtenir la collection[2]. » « On connaissait le Kadhafi provocateur, le Kadhafi imprécateur, le Kadhafi “prophète”, écrit Gouraud dans son avant-propos. Voici un Kadhafi “poète”. » Auteur, poursuit-il, de « curieuses fables modernes » et d'« étranges contes moraux ». Des textes « très compliqués à traduire », « parfois absolument incompréhensibles », souvent « inaccessibles » au lecteur occidental. Dans sa préface, toute d'admiration, l'ex-ambassadeur Georgy chante une fois encore les louanges de ce « bouc émissaire » diffamé par « les journalistes » et « les grandes puissances ». Honneur au petit berger « avide de savoir et dévoreur de livres », qui « rêvait en gardant ses moutons de libérer son peuple », puis

« consacra son adolescence studieuse à organiser méthodiquement son accession au pouvoir, à l'image de Nasser ». On trouvera dans ces pages, poursuit le diplomate, « le Bédouin du grand désert, le croyant, le politique, le penseur, le moraliste, le réformateur et le poète ». Le style ? Celui, alerte et très personnel, d'un auteur qui « manie avec aisance l'humour, le paradoxe, la drôlerie, la réflexion et la flèche assassine ». Le fond ? Un hommage aux « humbles », aux « méprisés », aux « impuissants ». Un réquisitoire contre « la stupidité des nouveaux théologiens de l'islam », mais aussi contre « les intégristes ». Rendons cette justice à Georgy : Pierre Salinger, préfacier de l'édition américaine, se montrera tout aussi dithyrambique. L'ancien conseiller à la presse de John Kennedy juge l'auteur « fascinant ». L'auteur… Certains libyanologues doutent de la paternité littéraire de cette *Escapade*, l'attribuant au moins en partie à Nouri al-Mismari, dit « le chambellan », chef du protocole déjà évoqué. « Je ne crois pas à cette thèse, objecte Jean-Louis Gouraud. Pour moi, c'est bien de la plume de Muammar Kadhafi que sont nés ces écrits. »

Puisque nous en sommes aux éloges de papier, restons-y un instant. Cité dans ces pages à diverses reprises, l'essai de Guy Georgy fournit un précieux témoignage : celui d'un orientaliste cordial, hédoniste et cultivé, qui eut le privilège de vivre de l'intérieur, ou peu s'en faut, les six premières années d'une des aventures politiques les plus étranges du siècle écoulé. Mais il présente aussi l'intérêt de livrer quelques-unes des clés du magnétisme qu'exerçait l'officier nassérien sur ses interlocuteurs, jusqu'à abolir chez eux tout sens critique. Cette bienveillance, que Georgy lui-même attribue à l'empathie instinctive du modeste berger du Périgord envers le petit pâtre du désert, confine parfois à la cécité ou au déni. Il est ainsi question, à deux reprises, des « attentats retentissants qu'on lui a attribués sans preuves convaincantes ». En dépit de quelques éclairs de lucidité rétrospective, inspirés par les revers et les outrances de l'épopée kadhafienne, les écrits du diplomate orientaliste s'apparentent à une tentative de réhabilitation, lyrisme ampoulé compris, du « félin assagi », de la « brebis rebelle », génie injustement stigmatisé. Quitte à métamorphoser l'ambassadeur en scribe émerveillé, voire énamouré, d'un conte de fées et de djinns. Qu'on en juge, dès le prologue de l'ouvrage : « On s'étonne même, en le voyant si simple et si calme, qu'on ait pu le diaboliser au point d'en faire une tarasque [monstre légendaire du folklore provençal] universelle, un bouc émissaire du terrorisme international, un dangereux paranoïaque, un illuminé. Il n'a pourtant ni trône de Baal, ni parures de luxe, ni palais de marbre, ni titres flamboyants, il est simplement le guide d'un petit peuple de deux millions de Bédouins perdus dans un des plus vastes déserts de la planète. » Puis, plus loin : « Comment expliquer que tant d'éminentes personnalités, politiques et journalistiques, l'aient traité de bouillant colonel, de Savonarole des Syrtes, de Robespierre, de derviche tourneur ou de vieux de la montagne ? Pourquoi l'a-t-on dépeint comme un instable, un versatile capricieux et dangereux, alors qu'il se maintient au pouvoir

depuis un quart de siècle et qu'il n'a jamais changé de conviction ni de discours. […] On l'a dénoncé comme étant un islamiste révolutionnaire fanatique, un dictateur, alors qu'il a toujours prêché l'organisation démocratique au nom de la souveraineté populaire, qu'il a interdit les congrégations religieuses et contrôlé les pouvoirs des muftis. » Vient alors l'estocade : « Quelle peut être la raison de cette malignité, sinon de ne pas lui pardonner d'être sous-développé, riche et indocile, de ne vouloir s'aligner sur personne, de contester ouvertement l'ordre mondial et de troubler les bonnes consciences ? Il y a quand même peu d'exemples d'un tel ostracisme qui ait abouti à un raid aérien international pour détruire un chef d'État et sa famille. » Allusion au pilonnage ordonné en 1986 par le « cow-boy » Ronald Reagan. L'épilogue du *Berger des Syrtes*, pourtant rédigé sur le tard, est de la même encre. Hommage à la foi et à la frugalité de l'homme du désert, autoritaire et ombrageux, épris de liberté, endurant, obstiné et tenace dans l'adversité, toujours fidèle aux siens. Hommage à son « socialisme populaire instinctif ». En guise de conclusion, ce morceau de bravoure : « On l'a accusé d'obscurantisme, alors qu'il est un authentique révolutionnaire toujours motivé par l'indépendance et la prospérité de son peuple, un démocrate à sa façon convaincu de la seule souveraineté populaire, un libéral qui a interdit le port du voile pour les femmes, modernisé leurs tenues, rendu l'enseignement des filles obligatoire, enrôlé des amazones dans sa garde personnelle, réaménagé les droits juridiques de l'épouse et pratiqué la monogamie. […] Il ne désire aucun titre, aucun décor ni aucune prébende : il est simplement le guide de son peuple, comme Moïse l'était des Hébreux. »

Ainsi dûment… chapitrés, nous pouvons nous plonger dans ce recueil. La première nouvelle, sobrement intitulée « La Ville », reflète une vision orwellienne et névrotique de ce pandémonium qu'est la cité, « cauchemar et non pas joie », « tombeau des liens sociaux ». Morceaux choisis : « La vie citadine change tout en intérêts et opportunités, sa morale est hypocrisie » ; « la ville éparpille par force les membres d'une même famille. Elle sépare le père et le fils, la mère et ses enfants. Parfois, elle sépare même le mari de son épouse. […] L'homme y vit et meurt hors de tout sens, sans vision ni réflexion aucune. Il vit et meurt mais dans les deux cas, il est dans une tombe. Il n'y a ni liberté, ni repos, ni charme en ville ». En milieu urbain, poursuit le Bédouin, on est « davantage respecté par les murs que par les êtres humains ». En aurait-on fini avec ce sombre florilège ? Pas encore. La ville, « ennemie de l'agriculture », n'est que « fumées, immondices et moisissures ». « Elle attire les paysans et les tente pour qu'ils abandonnent l'agriculture et gagnent les trottoirs de la ville, paresseux, chômeurs et mendiants tout à la fois. » Elle « ne souffre, par nature, ni la patience ni le sérieux ni l'effort », « distille son venin », « détruit l'air pur et transforme l'oxygène en $CO2$ et le $CO2$ en $CO1$ », « rejette des vapeurs et des gaz, asphyxie, pollue toute chose et voile les étoiles, la lune, jusqu'au soleil ». « Elle hurle, pousse des cris, klaxonne ; assourdit, provoque des migraines et

énerve. » « Les logements en ville ne sont pas des maisons mais des repaires et des cavernes. » « L'enfant de la ville croît biologiquement mais il est sur le plan psychique un récipient de toutes les inhibitions et les réprimandes. Il est le modèle de l'être complexé et malade mental, renfermé et régressif. » « Refusez, enjoint l'auteur à ses lecteurs, de transformer vos enfants en rats qui vont de trou en trou, de repaire en repaire, de trottoir en trottoir. » Haro sur ce « royaume des fausses convenances, soirées factices et amitiés mensongères ». « Les crèches, les jardins d'enfants et l'école même ne sont qu'une ruse pour enterrer vivants les enfants. » Reste, en conclusion, à railler « ces millions qui, parfois, suivent les mouvements sans signification de vingt-deux personnes qui courent derrière un petit sac de la taille d'un melon et rempli d'air ordinaire ». Allusion au football, dont on sait le dégoût qu'il suscita parfois chez le Guide. Une aversion qui inspirera quelques slogans – « Vider les tribunes, remplir les stades » –, mais n'empêchera pas la Libye de se porter candidate à l'accueil du Mondial 2010, en partenariat avec le voisin tunisien et sous la houlette du fils Saadi. Le 10 mai 2004, une péritonite providentielle dispensa celui-ci de plaider son implaidable dossier à Monaco, face à la presse. Et ce, en prélude à un étincelant gala que le prince Albert, Nicole Kidman et Johnny Depp devaient, à en croire un bristol reçu à l'époque par l'auteur de ces lignes, prié pour l'occasion de se pourvoir d'un smoking, honorer de leur présence.

Aux miasmes urbains, Muammar Kadhafi oppose, dans les deuxième et troisième nouvelles – « Le Village » et « La Terre » –, odes rousseauistes, les vertus de la ruralité. « Fuyez la ville ! », enjoint-il de nouveau à ses lecteurs. Éloignez-vous du « CO2 asphyxiant », du « CO1 empoisonnant », de l'« humidité visqueuse ». « Fuyez la paresse, la torpeur, la déprime, l'ennui et le bâillement ! Fuyez le cauchemar de la ville ! » « Précipitez-vous au village », là où, « de vers de terre et de rats nihilistes, rebutants et avides », vous vous transformerez en « véritables êtres humains ». C'est que le village, lui, est « calme, propre et homogène ». À la campagne, chacun vaque sous le regard des tribus, « dissuasion sociale plus forte que la force de la police et la loi civile ». « La solidarité y pourvoit au besoin des démunis et leur évite la mendicité et le vol. » À la clé, une vie « paisible, heureuse, dénuée des douleurs des désirs ». La ville étant « écœurement, fumées, ténèbres, absurdité, perdition, crainte de la folie », elle n'offre d'autre thérapie contre les fléaux citadins que « l'ivresse, la démence et le suicide ». Suit un hommage à la terre nourricière, figure maternelle : « Ne la tondez pas ! Ne lui arrachez pas les doigts : ne charcutez pas sa chair ; ne blessez pas son corps… Soignez-la. » La terre et rien d'autre : le récit suivant, intitulé « Le suicide du cosmonaute », s'apparente à une fable sur la vanité de la conquête spatiale, doublée d'un traité d'astronomie pour les Nuls. Science dont nous verrons pourtant qu'elle figurait parmi les passions méconnues du Frère Guide. Haro cette fois sur les mensonges et les fadaises des

savants prétendant avoir décelé la présence de mers et d'océans à la surface de la Lune. « Les seules choses vitales, tranche l'auteur, sont le pain, les dattes, le lait, la viande et l'eau. » De retour sur le plancher des vaches, son cosmonaute s'essaie tour à tour à la menuiserie, au fraisage, à la forge, aux chantiers routiers, à la peinture puis au détrempage, travail de l'acier. Partout, il échoue misérablement. Y compris chez ce fermier déboussolé par l'avalanche de chiffres que lui assène l'aventurier de l'espace. « Ce qui l'intéressait, conclut l'auteur, c'était la distance entre un arbre et un autre, non celle qui séparait la Terre de Jupiter. » Quiconque connaît l'épilogue macabre du séjour ici-bas du despote libyen ne peut qu'être troublé par la brutalité prémonitoire d'« Escapade en enfer », la cinquième des douze nouvelles, où affleure à chaque ligne la terreur qu'inspirent la foule et ses colères. « Que les hommes sont cruels ! », s'exclame en préambule Kadhafi. Avant de livrer cet étrange aveu : « L'oppression exercée par un individu est la forme la plus bénigne… Mais l'oppression exercée par les multitudes est la plus violente, car personne ne peut résister à la force aveugle du torrent qui emporte tout… Que j'aime la liberté des foules, leur élan enthousiaste après la rupture des chaînes, lorsqu'elles lancent des cris de joie et chantent après les plaintes de la peine ! Mais comme je les crains et les redoute !!! » « Elles ont, poursuit-il, porté Hannibal et Périclès… Savonarole, Danton et Robespierre… Mussolini et Nixon… » Mais « elles ont comploté contre Hannibal et lui ont fait boire le poison, elles ont brûlé Savonarole sur le bûcher… envoyé Danton sur l'échafaud… fracturé les mâchoires de Robespierre, son bien-aimé orateur, traîné le corps de Mussolini dans les rues, craché à la figure de Nixon… ». Près de vingt ans avant sa chute, Kadhafi se voit ballotté, affolé par les grondements de la meute urbaine, lui le « pauvre Bédouin perdu, sans même un certificat de naissance ». Le fils du désert « ignorant le goût de l'alcool, et même celui du Pepsi-Cola et du soda », « cherchant une chamelle sur la place des Martyrs, une jument sur la place Verte, rassemblant des brebis ». Le plus saisissant reste à venir : « Ces foules inclémentes, même envers leurs sauveurs, je sens qu'elles me poursuivent… Elles me brûlent, et même lorsqu'elles m'applaudissent, je sens qu'elles frappent !!! Je suis un Bédouin illettré. […] Je bois l'eau de pluie et l'eau du puits dans mes mains jointes… Je filtre les têtards dans le bord de ma cape […]. Je ne connais ni le sens du mot "Amérique", ni le nom de celui qui prétend l'avoir découverte (Colomb) car c'est un prince arabe qui l'a fait. » Allusion à l'une des lubies récurrentes du Guide : le 18 novembre 1992, il avait ainsi soutenu devant le Congrès général du peuple que le premier explorateur à s'être aventuré sur le continent américain fut un certain émir Ka – qui, par contraction, léguera son nom à l'« Amrika » –, pionnier éclipsé ensuite par ces usurpateurs d'Amerigo Vespucci et Christophe Colomb… Mais revenons à nos caprins et à leur pasteur. « Pourquoi, s'affole ce dernier, me poursuivez-vous ? Vous me poursuivez comme des chiens enragés dont la salive coule dans les rues de votre

ville moderne et folle. Ses habitants me harcèlent : construis-nous une autre maison, prolonge la route, plante un jardin, pêche un requin, marie-nous, tue un chien, achète un chat ! » Selon un psychiatre, cité à l'époque par l'hebdomadaire *L'Événement du jeudi*[3], ces lignes « peuvent révéler soit une psychose maniaco-dépressive, soit un délire paranoïaque ». Question à 100 dinars : était-il vraiment besoin de solliciter un expert en santé mentale pour établir un tel diagnostic ? Le dénouement de cette « Escapade » dévoile une autre ambivalence : par ailleurs prompt à flétrir les superstitions, l'insaisissable Muammar y glorifie les pouvoirs de la bague magique offerte par un djinn, créature dotée de facultés surnaturelles : « Si tu demandes des armes, tu obtiens tout, du fusil jusqu'à la fusée qui traverse les frontières… Même le Mirage devient à ta merci, sans parler du MiG et du Sukhoï. Tu peux emprisonner ou libérer tous les Anglais que tu veux, malgré Thatcher… » Passons sur le sixième conte allégorique – « L'herbe, la frayeur et l'arbre maudit » –, évocation ironique d'une plante médicinale poussant dans les cimetières et prescrites aux « effrayés ». En revanche, le septième, éloge du stoïcisme paternel, mérite un examen attentif, d'autant qu'il s'ouvre sur cette question quasiment dadaïste : « La mort est-elle mâle ou femelle ? » L'auteur juge la camarde du genre masculin, puis féminin, avant d'invoquer le verset 78 de la sourate 4 du Coran pour mieux souligner la vanité de toute tentative de fuite à l'étranger. « Où que vous soyez, écrit-il, la mort vous atteindra, même si vous vous tenez dans des tours fortifiées. » Et même si vous vous retranchez, à l'orée de l'automne 2011, dans le secteur 2 du fief de Syrte… Faut-il voir dans ce passage le ressort de l'entêtement avec lequel le Guide aux abois déclinera toutes les offres d'exil, y compris celle venue de son *compañero* vénézuélien Hugo Chávez ? Rédigée en 1991, la neuvième nouvelle vaut elle aussi le détour. Non seulement pour son évocation des perpétuelles querelles de datation de la fin du ramadan, mais aussi du fait de l'hommage inattendu qu'y reçoit à ce sujet Norman Schwarzkopf, commandant en chef des forces américaines stationnées en Arabie saoudite lors de l'opération *Tempête du désert*, déclenchée en riposte à l'invasion de l'émirat du Koweït par les forces irakiennes : « Le problème a été résolu cette année par le général Schwarzkopf lui-même – que Dieu le récompense. » Non content de rendre grâce à l'infidèle galonné d'avoir fixé l'échéance de l'Aïd el-Fitr, terme festif du mois sacré du jeûne, le colonel justifie l'irruption de l'US Army dans les sables du Golfe. « Il était du droit du gouvernement saoudien, en tant qu'État souverain, libre, de décider ce qu'il veut, de demander une protection ; et il était de l'intérêt de l'Amérique de répondre à cette demande. » L'antépénultième récit traite lui aussi de religion. Dans « La dernière prière du vendredi », le Guide libyen use de la dérision pour vilipender l'obscurantisme et l'intégrisme. « Cette prière, ironise-t-il, dispense celui qui l'enseigne, celui qui l'apprend et celui qui la pratique, des sciences de l'ère moderne […]. Ce que nous étions idiots lorsque nous avons multiplié les écoles, les instituts, les facultés, les centres de

formation professionnelle… Dans l'erreur quand nous avons créé une industrie sidérurgique, construit des usines chimiques et pétrochimiques… » Eh non, insiste l'auteur, il ne suffit pas d'implorer Dieu pour « déjouer les complots abominables » ou « aveugler le satellite israélien ». De même, le Guide dénonce, avec un humour corrosif, la prétention des Frères musulmans à régenter le quotidien, à codifier la taille de la barbe, le rapport au tabac, les règles de l'hygiène et la manière de manger. « Comment irons-nous de l'avant, feint-il de s'interroger, alors que nous ne savons pas encore si la chamelle d'Ali [gendre du Prophète] était jaune ou auréolée, si la chemise d'Othman [le troisième calife] était en coton ou en nylon. […] Comment allons-nous entrer dans le siècle nouveau alors que nous n'avons pas encore compris qu'il est mieux de manger avec cinq doigts plutôt qu'avec trois ? Qu'il n'est pas bon de lécher le fond de l'écuelle ? Doit-on teindre la barbe avec du henné ou avec du shampoing ? Et le voile de la musulmane doit-il être cousu à la main ou à la machine ? Et s'il est fabriqué par un impie, un Indien ou un Polonais, est-il permis à la musulmane de le porter ? » Suite du texte précédent, le onzième épisode fustige amèrement les querelles de préséance qui minent l'unité arabe. « L'islam, lit-on, ne forme pas une unité politique… ni économique… ni militaire… Nous avons trouvé la Turquie, la nation musulmane qui a gouverné le monde musulman pendant six siècles, au nom de la religion, membre de l'Alliance atlantique que dirige l'Amérique et ses rapports avec les "Israéliens" sont très bons… Nous avons trouvé les États musulmans africains faisant appel à l'aide des chrétiens. […] Les Comores, État musulman, ont abandonné une île à la France. Les habitants de Mayotte ont voté l'adhésion à la France chrétienne [allusion au référendum de 1976, par lequel ce territoire a confirmé son maintien au sein de la République]. […] Il n'y a par conséquence aucun espoir dans une unité politique ou militaire jusqu'au jour du Jugement dernier. » Les exégètes de l'orthodoxie sunnite et leurs traités aux « intitulés éblouissants » ont droit eux aussi à leur coup de griffe. « Car l'important, c'est de savoir comment Khaled [Ibn al-Walid, chef militaire le plus influent du Prophète] mangeait la salaison ou le boucané, et non comment il a pu vaincre les Byzantins. » En filigrane, un credo déjà connu que l'on pourrait résumer ainsi : la religion est une affaire bien trop sérieuse pour être abandonnée aux théologiens. Chacun sa mission : au Coran la sphère spirituelle ; au Livre vert l'arène temporelle. Au-delà de son indéniable verve parodique, cette charge fait écho au débat enregistré le 3 juillet 1978 à la mosquée Moulay-Mohammed de Tripoli et diffusé sur Radio-Coran. Kadhafi ose alors douter à voix haute de l'authenticité de certains *hadiths*, commentaires rapportés par les compagnons du Prophète : « Nous ne savons pas au juste ce qu'il a dit et ce qu'il n'a pas dit. » Pugnace, armé d'un bagage théologique robuste, le colonel désarçonne ses contradicteurs. Ainsi n'hésite-t-il pas à faire l'éloge de Mustafa Kemal, le père de la Turquie moderne, qu'il dépeint en musulman pieux et patriote dont les élans novateurs se heurtèrent à l'entêtement

stérile des oulémas. Suivent de rugueux échanges sur la lapidation, l'amputation de la main droite pour les voleurs, la flagellation de la femme adultère. « Aucun verset n'en fait état », tranche le Guide. Quant à la polygamie, enchaîne-t-il, elle n'existe pas dans le Livre saint. Son leitmotiv : « Ce sont les bigots qui nuisent à la religion. […] Ce n'est pas un hasard si les premiers à croire en Mohammed furent les déshérités, les esclaves, les exploités, les persécutés. » Reste que, là encore, le colonel devra transiger avec les gardiens de la tradition patriarcale : les châtiments corporels en vigueur dans la loi coranique seront, au moins formellement, rétablis en 1998.

Quoique d'un abord ingrat, les quatre essais qui constituent la seconde partie de l'ouvrage reflètent quelques-unes des obsessions, notamment olfactives, de leur auteur. Le premier – « Vive l'État des salopards » – dépeint non sans boursouflures une société idéale, « l'État-rêve des *houkara* » (méprisés). Il y est question de l'« agréable odeur de ces guenilles en lambeaux » et des « blessures de la couche d'ozone fendue par les odeurs des puissants ». Mention spéciale toutefois à cette incantation : « Ô qu'elle est splendide l'auréole de votre palanquin nuptial, vacillant sur le dos du chameau du destin. » Rimbaud, si tu nous entends… Le deuxième texte navigue entre « compensation psychique », voyance, astrologie, prémonitions oniriques et totems. Le troisième – « Le communisme est-il vraiment mort ? » – empoigne sans ménagement Histoire et religions. « Les chrétiens s'apercevront peut-être un jour, écrit le Guide, que l'histoire du Christ crucifié pour eux, pour leur salut, est un mensonge historique. Ils renonceront au christianisme et marcheront sur les églises pour les détruire, ils briseront les croix, traîneront les prêtres et les moines. » Ensuite, mieux vaut s'accrocher. L'auteur imagine les Américains prier les Libyens de solliciter leurs frères iraniens afin que ceux-ci intercèdent auprès des Aryens allemands, lesquels pardonneraient à Washington l'erreur historique – non spécifiée – commise à leurs dépens durant la Seconde Guerre mondiale… Verrons-nous, s'interroge le colonel, la même Amérique dépêcher en Libye une délégation de Noirs et d'Amérindiens, chargée de récolter « la plus grande quantité possible de Livres verts et de Corans, en anglais si possible » ? Puis d'envisager un Quatrième Reich censé installer une commission allemande permanente aux États-Unis et en Grande-Bretagne, le transfert à Berlin de « la valise française contenant la combinaison des chiffres nucléaires », le triomphe du national-socialisme en Pologne et en France, la dispersion consentie des Israéliens, astreints au statut de sujets protégés, dans les pays arabes. L'auteur gratifie ensuite ses lecteurs d'une analyse pertinente, quoique simpliste, du naufrage du communisme, « utopisme imaginaire [*sic*] », d'autant plus imaginaire qu'il « n'est pas encore né ». Au marxisme de type soviétique, il reproche sa propension à l'élimination physique de la classe ennemie et à l'assassinat des adversaires politiques, comme son recours à la police secrète et aux tribunaux d'exception, procédés dont il aura lui-même amplement fait usage.

À le lire, de tels travers résultent de l'abolition de la religion certes, mais plus encore d'une réédition défaillante de la Révolution française, source de toute insurrection, mère de tous les soulèvements. Sa cousine russe de 1917 ? « Elle n'est qu'imitation, importation, emprunt et simulation. Elle n'est que l'éblouissement ressenti devant la Révolution française. Le marxisme-léninisme est un mensonge nationaliste dont le motif est le refus d'admettre que la Russie s'inspire de la France. Il n'y a pas et il n'y a jamais eu de marxisme-léninisme. Il n'est en effet que robespierrisme-dantonisme et rousseauisme-voltairisme. » Quant à Lénine et Staline, les voilà rangés parmi les héritiers dévoyés du jacobinisme radical et de la Terreur. Le dernier des quatre essais recycle, sur un mode imprécatoire, plusieurs leitmotivs du Livre vert. À commencer par la « trahison » que constitue l'adhésion à un parti et le mépris que méritent « les prédicateurs analphabètes des mosquées ». Suit une interprétation déroutante du concept de peuple, dont sont exclues « les servantes marocaines, éthiopiennes et philippines », supplétives superflues dès lors qu'au paradis de la Jamahiriya, « la maison est servie par les siens ».

En 2007, à la veille d'une autre « escapade » – celle, inoubliable, de Muammar Kadhafi à Paris –, les éditions Favre republient opportunément le recueil politico-littéraire décrypté ici. L'occasion pour Jean-Louis Gouraud de dégainer, dans son communiqué de presse, un argumentaire éprouvé : « Ange ou démon ? Aux yeux des Américains, il a été l'un et l'autre. » Ou plus exactement l'autre puis l'un. « Terroriste ? Il a été pourtant le premier à désigner Ben Laden comme dangereux (bien avant le 11 septembre). Islamiste ? On lui reproche au contraire, en Libye, d'utiliser à l'égard des "barbus" la manière forte… »

Le Fregoli des sables

Bédouin un jour, Bédouin toujours. Sur son rapport au désert, sur l'impérieux besoin de maintenir ce lien intime avec l'austère majesté du néant, la froidure mordante des nuits de veille, les ciels limpides festonnés d'étoiles, le silence que seuls troublent le sifflement de l'harmattan, les hurlements d'une meute ou le blatèrement d'un chameau, l'enfant de Wadi Jarif est intarissable. Lui le contempteur des miasmes urbains s'y retire pour palabrer avec anciens du clan et caciques tribaux, fuir les tracas de sa charge, lire, réfléchir, trancher, bouder. Il s'y met en scène aussi, en prière comme en famille, endossant tour à tour le rôle du fils prévenant, de l'humble neveu, du père attentionné ou du papy joueur. Quand il ne peut revenir au *sahara* – le « désert », en arabe –, le Guide l'emporte avec lui. Qu'est-ce que le campement où il reçoit ses hôtes, derrière les murailles du fortin tripolitain de Bab al-Aziziya, sinon un fragment d'enfance transplanté au cœur de la ville ? Mieux, lors de ses visites à l'étranger, de Rome à Bruxelles, *via* Belgrade et Paris, Kadhafi snobe palaces et résidences pour planter sa tente – tout confort il est vrai – dans le parc ou le jardin préempté par son entourage. Quitte à passer la nuit à l'abri des murs d'une suite toute proche, ainsi qu'il le fit en décembre 2007 au palais de Marigny, à deux pas de l'Élysée. C'est qu'au fil des ans, le besoin se fait symbole, voire défi. Que dit au fond ce nomadisme d'État ? Moi, Muammar Kadhafi, Guide de la Jamahiriya arabe, libyenne, populaire et socialiste, j'impose où que j'aille mon décor, mes valeurs et mon tempo, et n'ai que faire des conventions protocolaires de l'Occident.

Là est l'autre traquenard de toute équipée hors les murs du colonel : on sait – plus ou moins – quand elle commence ; jamais vraiment quand elle s'achève. Il peut fort bien, tout à trac, décider de prolonger d'un jour ou deux son séjour. Non content de dicter la nature de son habitat, le campeur d'élite entraîne dans son sillage une escorte pléthorique, version modernisée de l'ancestrale caravane. En amont de son arrivée, il est d'usage que des norias d'avions-cargos débarquent limousines et voitures suiveuses. Le style, dit-on, c'est l'homme. Pas faux : personnage à géométrie variable, cabot, narcissique, versatile, changeant, instable, Muammar Kadhafi garnit au fil des ans une penderie à faire pâlir

d'envie le plus inventif des costumiers de théâtre. Et dont les affiches et posters placardés au hasard des avenues de Tripoli ne dévoilent qu'un modeste aperçu. La sobriété martiale et révolutionnaire des premiers temps – chemisette saharienne cintrée, treillis, képi ou béret – ne durera guère. D'autant que l'officier attache du prix au langage des vêtements. Dès janvier 1974, il lance un concours richement doté, destiné aux couturiers italiens : à eux de créer, avant l'échéance du 20 février, les deux versions – l'une masculine, l'autre féminine – d'un « costume national arabe islamique ». Loin de s'en tenir au port de l'uniforme, fût-il civilisé, le « fringant colonel » pioche selon l'humeur du moment dans une inépuisable collection. La palette va du très *casual* survêtement Adidas rouge vif à la tenue d'apparat du maréchal d'opérette, avec épaulettes frangées, surpiqûres scintillantes, casquette géante et poitrail constellé de médailles. *Via* la djellaba, les atours du méhariste, le col roulé sombre, le boubou chamarré et froufroutant, le blouson d'aviateur, l'anorak informe à capuche, la combinaison de ski et le costard d'une blancheur virginale. Aux frères du désert, il emprunte le burnous et le *barracan*, tunique libyenne de laine brute. Aux émirs du Golfe, le *bisht* ourlé d'or, ample cape aux reflets moirés. L'armoire aux accessoires n'est pas moins richement pourvue, du châle grège au keffieh. Sur l'étagère des couvre-chefs, le calot subsaharien côtoie cette singulière chapka fourrée que le Guide coiffera en décembre 2007 à l'heure d'arpenter au pas de course les galeries du Louvre puis, au soir du 21 février 2011, le temps d'une incursion ubuesque sur la place Verte, pour cracher son mépris à l'adresse des « rats » insurgés qui osent le défier. La collection de bésicles, aux verres souvent démesurés et toujours teintés – rançon semble-t-il d'une affection bénigne à la cornée –, aurait sa place dans le catalogue d'un opticien branché quoique porté sur le kitsch. Enfin, on se gardera d'omettre le stick d'officier de l'armée des Indes, badine qu'il sied de porter bien calée sous le coude, et plus encore le gigantesque pin's couleur ébène en forme de continent africain, arboré au moment d'accueillir le Français Nicolas Sarkozy sur l'esplanade de Bab al-Aziziya. La scène, ineffaçable, date du 25 juillet 2007. Étrange apparition que celle du prince des sables au port altier et à la démarche saccadée, un rien hésitante, s'extrayant à grand-peine d'une Mercedes vert métallisé XXL. C'est une rock star sur le retour qui s'avance, un « Johnny » saharien, voire un patron de boîte de nuit afro cueilli au petit jour : veste immaculée sur chemise de soie sombre, avec au revers l'immense épinglette, un chèche sable en guise d'écharpe, le regard dissimulé sous de larges lunettes fumées sans monture – un comble pour ce cavalier émérite. Et couronnant un visage chiffonné, bouffi, strié de rides, cette longue chevelure aile de corbeau, d'un noir trop intense pour être honnête. Tout à coup, le fringant colonel fait ses 65 ans. Il les fait encore à l'instant de prendre place sous l'auvent où Sarkozy et lui écoutent stoïquement les hymnes que la fanfare militaire exécute sans sommation. Ces impromptus vestimentaires n'en finissent plus d'intriguer. Deux

ans après l'épisode narré ci-dessus, le magazine américain *Vanity Fair* consacre encore à la garde-robe du Guide un dossier éloquemment intitulé « Dictator Chic, Colonel Qaddafi, A Life in Fashion ». Fregoli[1] des dunes, le fils de berger peut fort bien parader le même jour en gandoura finement brodée, en costard *made in Italy* et en uniforme de cérémonie. Qui dit mieux ? Jusqu'à dix changements de tenue entre aube et crépuscule, assure *Jeune Afrique Magazine*. Dans sa livraison de février 1986, le mensuel panafricain relate une sortie dans le golfe de Syrte survenue trois ans plus tôt. Kadhafi, lit-on, accueille alors ses hôtes sur le pont du bateau en officier de marine, avant de reparaître dans un complet d'alpaga bleu à col Mao, puis de s'éclipser dans sa cabine d'où il émerge rasé de frais et tout de kaki vêtu. Équipage troqué, à l'heure du retour au port, contre un ensemble bédouin traditionnel…

Ambassadeur de France à Tripoli de 1975 à 1979, Jean-Pierre Cabouat n'oublie pas, quatre décennies après, le soin avec lequel l'officier « cultivait son allure ». « Physiquement, précise le diplomate retraité, il était alors à son apogée. Encore jeune, beau, avec une indéniable prestance. Mais déjà très imbu de lui-même, peu bavard, distant, soucieux à l'évidence de rester craint et respecté[2]. » Plus tard, lorsqu'il accueille la presse sur le tracé de la « grande rivière artificielle », chantier pharaonique voué à convoyer jusqu'aux cités côtières l'eau douce de nappes phréatiques profondes *via* un réseau de canaux, c'est pour s'esquiver aussitôt puis resurgir à la bride d'un cheval fougueux, à l'instant où la lumière du soleil, adoucie, flatte ceux qu'elle caresse. En 1982, quand la Suissesse Simone Mohr, réalisatrice d'un documentaire intitulé *Kadhafi ou le défi permanent*, lui suggère le décor jugé idoine pour l'enregistrement d'un entretien, le colonel récuse le dispositif en ces termes : « Non, ça va faire rire. Mon siège étant plus élevé que celui du cameraman, on va penser au dictateur de Charlie Chaplin. » À la même époque, on le voit, peu avant une interview, emmener à l'écart un cadreur britannique, aussitôt bombardé de questions sur la meilleure posture à adopter sous l'œil de la caméra. Ses caprices de diva mettent les producteurs au supplice. En avril 1984, invité en duplex de « Today », l'une des émissions phares de la chaîne américaine NBC, il exige *in extremis* de voir le visage de son interlocuteur, le présentateur vedette Bryant Gumbel, imposant à l'équipe d'infernales acrobaties techniques. Puis, plutôt que de se rendre comme convenu dans un studio de la télévision libyenne, décide de se livrer à l'exercice depuis l'un de ses repaires secrets. En décembre 1988, c'est au tour de La Cinq, chaîne privée française aujourd'hui défunte, de danser en direct sur un lit de charbons ardents : jusqu'à la prise d'antenne, le colonel se fait prier. Ce qui ne l'empêche pas de réprouver tout culte de la personnalité. « Ici, répète-t-il volontiers, je combats mon propre portrait. » Lutte un peu tiède, tant il est vrai que « les gens sont libres d'afficher [sa] photo s'ils le souhaitent ». Pourquoi se priveraient-ils d'un tel plaisir d'esthète ? Fier de sa prestance, le colonel se croit

irrésistible. Il se plaît à évoquer les nombreuses lettres que lui adresseraient des Américaines, « qui adorent [ses] cheveux et rêvent de [le] rencontrer ». Autres atouts revendiqués, sa dentition régulière et son sourire, ainsi magnifiés en 2000 par un éditorialiste du quotidien *Al-Zahf al-Akhdar (La Marche verte)* : « Ses dents blanches, naturellement immunisées contre le jaunissement, émettent un rayonnement empreint de joie douce et de félicité authentique. »

Nulle place pour la dérision, fût-elle venue de loin. Pour preuve, la tempête déclenchée par la chronique iconoclaste parue le 6 décembre 1973 dans le quotidien italien *La Stampa*. Sous le titre *« Pare che… »* – « Il paraît que… » –, un tandem de billettistes s'amuse à railler nantis et puissants. Pour le coup, le colonel en prend pour son grade. Sous leurs plumes, il paraît qu'il serait « un agent de la CIA », un « homosexuel », qu'il dort « sur un matelas de feuilles de tabac » et détient un harem en Suisse. *A contrario*, le Libyen n'aurait rien du fanatique religieux, puisqu'il a « mangé du sanglier rôti chez Tito ». Fureur instantanée de Tripoli, qui exige d'Aldo Moro, alors ministre des Affaires étrangères de l'ex-puissance coloniale, le licenciement des auteurs et la tête du directeur de *La Stampa*, Arrigo Levi. Lequel, circonstance aggravante, est de confession juive et a combattu en 1947-1948 dans les rangs des pionniers de l'État d'Israël. Faute de quoi, précise-t-on, les pays arabes boycotteront les produits de la Fiat, propriété, comme le journal honni, de Giovanni Agnelli. Lequel fonce à l'ambassade de Libye à Rome où il ne sera reçu, après une heure d'attente, que par un conseiller subalterne. L'affaire d'État finira par se tasser, mais on aura frôlé la catastrophe diplomatico-commerciale.

Obsédé par sa prestance et son apparence, l'enfant des Syrtes l'est plus encore par la terreur de vieillir, la crainte de voir s'étioler sa vigueur, donc s'affadir son aura. Au point de recourir, à plusieurs reprises, à la chirurgie esthétique. En 1994, un certain Lyacir Ribeiro, venu de São Paulo, assiste à Tripoli au premier Congrès arabe de chirurgie plastique. Il y fait la connaissance du ministre libyen de la Santé, formé lui aussi au délicat maniement du bistouri réparateur, qui le prie d'examiner en urgence « un ami ». En l'occurrence, Muammar Kadhafi, qui reçoit le Brésilien à Bab al-Aziziya. L'illustre patient se montre avenant, mais un peu trop pressé. Aussi courtoisement que possible, l'ancien président de la Société brésilienne de chirurgie plastique lui propose de revenir l'année suivante. Ce qu'il fait, muni de ses instruments et flanqué de ses assistants, ainsi que d'un virtuose de l'implant capillaire. « Je suis au pouvoir depuis longtemps, lui explique le colonel. Je ne veux pas que les jeunes voient en moi un vieil homme[3]. » Il ne veut pas non plus de lifting facial, mais une intervention plus « naturelle », de préférence indécelable à l'œil nu. Va pour une cure de jouvence à base d'injection de graisse abdominale, notamment au niveau des pommettes. Le Dr Ribeiro opère sous anesthésie locale et sédatifs, ainsi que l'exige le colonel, dans un bloc opératoire dernier cri, niché dans un bunker souterrain, entre le cabinet d'odontologie que dirige un chirurgien-dentiste

bulgare, une salle de musculation et une immense piscine. L'équipement ? Allemand. Le personnel médical ? Exclusivement étranger. Il s'agit donc d'effacer les poches sous les yeux, de rajeunir les paupières et d'escamoter une ancienne cicatrice sur le côté droit du front. Sur le coup de 2 heures du matin, l'opéré, tenaillé par la faim, suspend le processus et commande un hamburger. Sa tâche accomplie, le chirurgien sera prié de rester à Tripoli une dizaine de jours, histoire de veiller au bon déroulement de la convalescence. À l'en croire, celui qui traite aussi l'ex-président du Conseil italien Silvio Berlusconi sera libéré avec ce commentaire : « Rester ici, sans boire, sans femmes, ce doit être un sacrifice pour vous. Vous pouvez partir. » Il regagne donc sa clinique, lesté d'une épaisse enveloppe garnie de francs suisses et de dollars. Une décennie plus tard, le voilà de nouveau sollicité. En vain : cette fois, Lyacir Ribeiro se dérobe. « Quand je vois les photos de sa tête aujourd'hui, ironise-t-il dans *El País*, je me dis qu'elles n'attireraient pas grand-monde vers mon cabinet ». De fait, la métamorphose faciale du colonel, d'abord graduelle, s'accélère. Que les traits s'empâtent un peu avec l'âge, rien que de très naturel. Mais il suffit, comme l'atteste la sélection iconographique placée au centre de cet ouvrage, de juxtaposer les clichés pour mesurer l'étendue du désastre. Quoi de commun entre le visage anguleux du jeune mutin et celui, épais, tout en bouffissures, d'un Guide finissant aux yeux éteints, mi-clos, comme bridés ? Sans doute le pacte faustien passé avec les sorciers du scalpel a-t-il aggravé le mal. Jusqu'à ce qu'émerge cette effigie grotesque tout droit sortie de l'atelier de Jérôme Bosch. À se demander ce qui l'emporte, chez ce Kadhafi-là, de la gargouille médiévale, du dragon grimaçant de Nouvel An chinois ou du masque de *commedia dell'arte*. Volontiers gouailleuse, la rue ne s'y trompe pas : au rayon des sobriquets, *Abou Shafshufa* – le « Vieux frisé » – a supplanté depuis belle lurette *al-Jamil*, le « Beau gosse ». Au jeu de la férocité, la palme revient pourtant au journaliste et essayiste Jean-Pierre Perrin, lorsqu'il croque ainsi le colonel, fruit selon lui de « l'étrange combinaison d'une reine mère décatie et d'une *drag-queen* foudroyée par quelque substance ». Lui le dépeint « grimé à la façon d'un vieux clown, la paupière sautillante, comme fâchée avec la fixité, l'œil entre le vitreux et l'opaque, […] la peau comme liftée à la pierre ponce, la babine brouteuse et hautaine des vieux dromadaires[4] ». Jusqu'au bout du naufrage, cette monomanie esthétique habitera le capitaine déboussolé. Pour preuve, l'anecdote relatée par Robert Fisk dans le quotidien britannique *The Independent*[5] : en février 2011, tandis que Benghazi frémit de colère, le Guide devise quatre heures durant avec un de ses vieux amis arabes ; et consacre une vingtaine de minutes à sa quête d'un nouvel as de la chirurgie… Autre marotte permanente : sa santé, confiée comme on l'a vu à des professionnels non libyens, jugés plus compétents et plus sûrs. Muammar Kadhafi serait ainsi passé, lors d'un séjour dans l'Hexagone, par l'hôpital américain de Neuilly-sur-Seine et le cabinet de

consultation du Français Philippe Siou. Psychiatre de formation, celui-ci doit à l'éclat glamour de sa « patientèle » – Michael Jackson, Sharon Stone, Michel Polnareff – le surnom de « médecin des stars et des puissants ». Dans un roman autobiographique paru en janvier 2015[6], le praticien brosse du Libyen un portrait on ne peut plus louangeur : « Un homme d'une grande fantaisie. Très prévenant, et qui ne se prenait pas au sérieux. J'ose à peine dire le mot : c'était un clown. Il arrivait, rigolait et vous piquait vos lunettes. Tout cela le plus gentiment du monde. » En revanche, le disciple d'Hippocrate ne dit rien, secret médical oblige, de l'objet de la visite. Les câbles de l'ambassade américaine à Tripoli n'ont pas ces pudeurs ; d'autant qu'en 2009, les limiers de WikiLeaks en dévoilent le contenu. Il y est question d'un Kadhafi « diabétique, hypertendu et hypocondriaque » ou de vives douleurs dorsales causées par le déplacement d'un disque vertébral et traitées à la cortisone, d'où les boursouflures au visage et les sautes d'humeur. À l'évidence, les diplomates, à l'affût du moindre indice, tâtonnent un peu : « La nature exacte de ses maux, lit-on, n'est pas confirmée, mais il est clair qu'il ne va pas bien. » En revanche, pas de quoi étayer factuellement les rumeurs de cancer de la gorge ou de la prostate. Ni celles relatives à ses hallucinations auditives, reflets d'hypothétiques accès de schizophrénie.

À en croire un autre télégramme, le Bédouin a pris le pli de faire filmer ses examens médicaux, endoscopies comprises, puis de les soumettre pour avis à des médecins de confiance. Gare à la bourde, même vénielle… Dans les années 2000, un aréopage d'infirmières slaves, cornaquées par une Serbe prénommée Draga, entoure le colonel. Au palmarès de la longévité, l'Ukrainienne Galina Kolotnytska, que Gene A. Cretz, ambassadeur des États-Unis entre décembre 2008 et mai 2012, décrit dans un télégramme sous les traits d'une « blonde voluptueuse », peut au moins prétendre à un accessit : elle aura veillé pendant huit ans sur le maître de Bab al-Aziziya. Six de ses compatriotes, recrutées à Kiev, officient au sein de la clinique privée de la famille. À entendre l'une d'elles, Oksana Balinskaya, un fléau angoisse le chef du clan : le virus du sida. Non content de se soumettre à des contrôles réguliers, il impose à ses « conquêtes », consentantes ou forcées, un test de dépistage. Au détour d'un entretien paru en avril 2011 dans la presse russe[7], la même Oksana détaille les largesses dont « Papik » – surnom filial et affectueux – gratifie ses anges gardiennes. Chaque 1er septembre, elles ont droit à une montre en or à l'effigie du Guide. De même, au début de l'automne 2009, lorsque celui-ci traverse l'Atlantique pour assister à New York à l'Assemblée générale des Nations unies, chacune reçoit une enveloppe de cash appelée à financer la séance shopping. Même topo au Caire avec, en prime, la navette en voiture jusqu'au site des pyramides.

« *Drag-queen* foudroyée par quelque substance », écrit Jean-Pierre Perrin dans *Libération*. Le père fondateur de la Jamahiriya fréquentait-il les paradis

artificiels ? Oui, avancent la plupart des témoins consultés. « Pas l'ombre d'un doute, tranche une intime, qui requiert l'anonymat par crainte de représailles des gardiens du culte. Je l'ai vu plusieurs fois pratiquer des injections à l'aide d'une seringue et inhaler un produit bizarre, contenu dans une espèce de petite bonbonne. » L'ancien diplomate Christian Graeff, pourtant peu suspect d'acharnement envers l'intéressé, parie quant à lui sur « une addiction à la cocaïne[8] ». Hypothèse avalisée, dans un bel ensemble, par un ancien ambassadeur arabe et un ministre ouest-africain. Envoyé spécial de TF1/LCI à Tripoli et auteur de l'un des derniers entretiens télévisés du Guide, Vincent Hervouët abonde dans ce sens. « J'avais l'impression, se souvient-il, de me trouver en face d'un junkie sous came. Ravagé, défait, les mains moites[9]. » Moins péremptoire, le Gabonais Jean Ping, président de la Commission de l'Union africaine au temps où le colonel régnait en monarque caractériel sur l'instance continentale, soit entre février 2009 et janvier 2010, invoque quant à lui la suspicion légitime : « Je n'ai aucune preuve que Kadhafi se droguait, admet-il, mais j'en suis convaincu. Même si son goût pour l'introspection pouvait parfois expliquer ses absences soudaines[10]. » À rebours de ces diagnostics convergents, l'ex-ambassadeur à Paris Mansour Seif an-Nasr confesse son scepticisme : « Je n'y crois pas trop, avoue-t-il. Il tenait trop à sa santé. À moins qu'il se soit agi de produits censés stimuler ses performances sexuelles[11]. » Un seul de nos interlocuteurs exclut formellement toute conduite addictive : le cousin Ahmed Kaddaf ad-Dam. « Totalement faux, s'insurge-t-il. Muammar ne fumait pas et ne se droguait pas. Il rechignait même à ingurgiter des médicaments, sauf impérieuse nécessité. C'est vous dire[12]… » Guère convaincant : comme on l'a vu, le colonel sacrifiait volontiers, et non sans délectation, au culte de l'herbe à Nicot ; et ne souffrait pas vraiment de pharmacophobie.

Les lubies du Libyen

La santé mentale du Guide libyen n'est pas la moindre des énigmes qu'il aura semées dans son sillage. Elle pourrait à elle seule occuper à plein-temps une demi-douzaine de séminaires de psychiatrie. Dès 1972, d'éminents observateurs étrangers – chefs d'État, diplomates, universitaires – s'interrogent sur sa stabilité psychique. Dix ans plus tard, un rapport secret de la CIA, déclassifié entre-temps, le situe « à la limite de la folie », du fait des « troubles graves de la personnalité » qui l'affectent. Selon l'auteur de la note, le spécimen présente tous les symptômes du syndrome maniaco-dépressif, et suivrait clandestinement des traitements dans des cliniques suisses et égyptiennes, voire en URSS ou en France. Déjà, William Casey, directeur de la centrale de Langley (Virginie) sous Ronald Reagan, professait une thèse simpliste, farcie d'essentialisme : « Du fait des caractéristiques spéciales de son enfance, arguait-il, [Kadhafi] a intégré de façon outrancière les traits bédouins : idéalisme naïf, fanatisme religieux, fierté exacerbée, austérité, xénophobie, susceptibilité. »

Sain de corps et d'esprit ou pas ? L'ancien président Valéry Giscard d'Estaing, locataire de l'Élysée de 1974 à 1981, émet encore aujourd'hui de sérieux doutes en la matière[1]. Lorsque l'on objecte que, si fantasque qu'il fût, un Kadhafi totalement aliéné n'aurait pu régenter la Libye, VGE solde le débat laconiquement : « C'est votre jugement… » L'ancien édile de Chamalières n'a d'ailleurs jamais cédé au charme du Libyen : à l'Élysée, il bloquera les livraisons d'armements avalisées sous son prédécesseur Georges Pompidou. C'est que les visées de Tripoli sur le Tchad, chasse gardée française, l'inquiètent ; tout comme son rapprochement avec Moscou. « Un mégalomane à un stade assez avancé de la maladie », tranche son contemporain Alexandre de Marenches, patron du SDECE de 1970 à 1981. À cette époque, d'autres se dispensent de toute nuance. « 100 % dément », décrète d'emblée l'Égyptien Sadate. « J'ai passé six heures avec lui, témoigne un soir sur France 2 la journaliste Oriana Fallaci, déjà citée. Il est cliniquement fou, mentalement dérangé. » « Clairement un cas psychiatrique, abonde l'ancien ambassadeur d'Égypte à Tripoli, Mohammed al-Nokaly. Un type bourré de complexes mais

qui se prend pour le nombril du monde. Enivré par sa capacité à tenir tête à l'Occident[2]. » Constat avalisé par Loïk Le Floch-Prigent, PDG du groupe Elf-Aquitaine de juin 1989 à août 1993 : « Je l'ai vu deux fois à Tripoli à propos du contrat d'exploitation d'un champ pétrolier offshore voisin de la frontière tunisienne. Il m'est apparu cinglé, dingue à lier. Pas sûr qu'il ait compris un traître mot de mon exposé. Impossible d'établir avec lui un dialogue rationnel. Il écoute à peine, hoche la tête, regarde ailleurs. Puis se lance dans d'interminables diatribes contre les Américains, avides à l'en croire de piller son or noir[3]. » Il est vrai que le langage gestuel de l'hôte a de quoi dérouter. Témoin, ce conseiller élyséen, reçu un jour de 2004 pendant une interminable demi-heure. « Kadhafi se tenait tête levée, le regard perdu dans le lointain, se souvient-il. Il semblait groggy, à l'ouest, et n'a pas dû lâcher trois bouts de phrase. Tendu, empressé, son entourage s'efforçait d'interpréter ses silences, ses borborygmes, ses moues et ses hochements de menton. Assez pénible. » Au dire des journalistes Marie Colvin et Judith Miller, familières l'une et l'autre des arcanes de la Jamahiriya, un certain Dr Feelgood – patronyme beau comme un pseudonyme – lui aurait prescrit durant des années antidépresseurs, amphétamines et barbituriques[4]. Dans un des télégrammes divulgués par WikiLeaks, l'ambassadeur Cretz, déjà cité, mentionne les « sérieuses phobies » dont pâtirait le fils du désert, tenu pour versatile et excentrique : en l'occurrence, les étages élevés et le survol des mers et des océans. D'où vient que cette avalanche de verdicts convergents peine à solder le mystère ? Sans doute du fait que, depuis Caligula, quelques centaines d'empereurs, rois, princes et chefs d'État sont entrés dans l'Histoire, que l'on sait écrite par les vainqueurs, *via* la porte dérobée de la démence. Porte dont Muammar Kadhafi livre lui-même le passe-partout au détour d'un discours prononcé le 2 juin 1977 : « Quand le monde entier est pris de folie, le sain d'esprit passe pour un fou. »

Il est bien sûr tentant, devant une telle énigme, d'appeler à la rescousse la psychanalyse. Et les médias ne s'en privent pas. En février 1986, *Jeune Afrique Magazine* tente ainsi d'allonger le Guide sur le divan de quelques sondeurs d'âmes. L'un d'entre eux décèle chez son patient virtuel le « désir violent d'exorciser, chez les Arabes, la honte de la colonisation », moteur d'une « position constante de défi ». Quitte à ratisser large le jardin des clichés, l'analyste détecte en vrac « une forme de paranoïa », entre « orgueil démesuré, surestimation de soi, méfiance, extrême susceptibilité, rigidité du jugement et narcissisme pathologique ». D'où ce « mélange d'histrionisme et de mystère, d'exhibitionnisme et de réserve, assorti d'un extrême besoin de plaire ». Quant à l'inconstance vestimentaire du colonel, évoquée plus haut, il conviendrait de l'imputer à « une nécessité impérieuse et inconsciente de nomadiser ». À propos d'inconscient, celui de l'intéressé, apprend-on, refuse l'assignation à résidence que suppose le statut de chef d'État. Concluons la consultation par cet audacieux

raccourci : la fameuse « amazone » en treillis, figurante récurrente du théâtre kadhafien sur laquelle nous reviendrons bientôt, incarnerait, en sa qualité de succédané arabisé de la *pom-pom girl*, un mélange de fascination et d'exécration envers les États-Unis. Cité par Alexandre Najjar[5], le Belge Pascal De Sutter, professeur de psychologie à l'université catholique de Louvain, convoque lui aussi le triptyque classique : paranoïa, mégalomanie, narcissisme. Moins convenu, le verdict de Jerrold M. Post, enseignant à la George Washington University et fondateur du Centre d'analyse de la personnalité et du comportement politique de la CIA : à ses yeux, le Libyen n'est pas le jouet de la folie, au sens clinique du terme, mais s'avère incapable, dans le succès comme dans l'échec, d'adopter une conduite rationnelle ; quant à sa vanité, elle aurait pour origine la certitude de n'être pas traité avec les égards qu'il mérite.

Jusqu'à son dernier souffle, Kadhafi aura navigué entre décisions réfléchies, intuitions impénétrables et disons-le, quitte à encourir un procès en occidentalo-centrisme, bouffées délirantes. Les lubies du Libyen valent bien un florilège. On trouvera donc ci-après, par ordre alphabétique, une sélection de ses saillies les plus extravagantes, à mi-chemin de Woody Allen et des pulsions obsidionales des sites complotistes.

Bible. Livre saint caviardé, tout comme la Torah juive, afin d'escamoter les références au Prophète Mohammed. Conviction détaillée ainsi le 19 mars 2008, lorsque le Guide dirige la prière à la grande mosquée de Kampala : « Nous croyons en l'Ancien et le Nouveau Testament. Mais la Bible moderne n'a rien à voir avec celle révélée à Jésus. […] Les versions actuelles ont été falsifiées, comme l'atteste l'effacement des mentions du Prophète. Alors même que le Christ est cité vingt-cinq fois dans le Coran, Moïse cent trente-huit et Marie trente-neuf. »

Darfour. Région indocile du Soudan, théâtre d'un conflit meurtrier déclenché par Israël *via* une querelle de chameliers. Telle est du moins la thèse défendue à Cambridge le 22 octobre 2007. Bédouin friand de lait de chamelle, Kadhafi a parfois manqué de tendresse envers le « vaisseau du désert ». Notamment en 1982 lorsque, hôte d'un sommet de l'OUA, il ordonne l'abattage des camélidés croisant dans le grand Tripoli, image trop archaïque à ses yeux.

Démocratie. Concept forgé par l'alliance du *démos* grec (le peuple) et de *kursi*, qui signifie chaise ou fauteuil en arabe.

Dieu. Créateur dont « la religion a toujours été l'islam, que ce soit au temps de Jésus, de Moïse ou d'Abraham ».

Hamburger. Mélange de « cafards, de souris et de grenouilles », dont le succès planétaire a contribué à la destruction de l'URSS.

Italie. Ex-puissance coloniale dont le disciple d'Omar al-Mokhtar convoite un temps les rênes. En juillet 1991, il annonce à la chaîne RAI 3 son intention de briguer la présidence du Conseil, invoquant pour ce faire une loi promulguée sous Mussolini qui fait des Libyens les égaux des citoyens de la Botte.

Jésus-Christ. Prophète qui, à en croire une révélation récurrente réitérée à Agadez (Niger), le 30 mars 2007, « ne fut jamais crucifié » ; le supplice de la croix ayant été infligé en fait à « un homme qui lui ressemblait ». Dans l'esprit de Kadhafi, « les fils d'Israël ont renié Jésus et sacrifié un sosie, croyant l'avoir tué, alors que Dieu l'avait rappelé à lui ».

Kennedy (John Fitzgerald). Président américain assassiné sur ordre de David Ben Gourion, fondateur de l'État d'Israël, du fait de son insistance à vérifier la nature des activités du site nucléaire de Dimona, dans le désert du Néguev.

Lady Di. Princesse tuée en août 1997 à Paris dans un accident de voiture manigancé par les services britanniques afin de l'empêcher de donner naissance à des enfants musulmans nés des œuvres de son amant égyptien Dodi al-Fayed. Le père de celui-ci, Mohammed al-Fayed, propriétaire des magasins Harrods, passait pour proche du colonel.

Obama (Barack). Musulman né non à Honolulu (Hawaï), mais au Kenya, formé dans une école coranique indonésienne, et que le Guide considère alternativement comme son « frère » ou son « fils ». Quant à son prénom, il renvoie au terme arabe *barakah*, qui signifie bénédiction. Le 22 décembre 2009, Kadhafi reçoit à Tripoli la troisième épouse de son grand-père paternel, Sarah Onyango Obama, venue saluer ses efforts en faveur de l'unité du continent africain.

Reagan (Ronald). « Chien enragé d'Israël », gestapiste et intime d'Adolf Hitler, recruté par le Mossad durant sa période hollywoodienne. Le successeur de Jimmy Carter à la Maison-Blanche, qui a du répondant, surnomme en retour le Guide « Gaddafi Duck », allusion à un canard vantard et poltron, figure légendaire du dessin d'animation américain.

Shakespeare. Dramaturge arabe dont le véritable patronyme était cheikh Zubayr, ou Zubir. On se souvient que, dans le même esprit, l'Amérique fut en réalité découverte par un émir nommé Ka. Quant aux Indiens d'outre-Atlantique, ils ont pour ancêtres des explorateurs venus d'Afrique du Nord. Le colonel n'est jamais avare de fariboles historiques. En septembre 1988, lors de l'inauguration du Musée national de Tripoli, il invite le directeur général de l'Unesco Federico Mayor, qui vient de poireauter quatre heures durant, à admirer les « splendeurs de la civilisation arabe » dans la salle des… vestiges romains.

Shampoing. Article d'hygiène dont la composition reflète la vilenie occidentale. Lors du premier sommet euro-africain, qui marque en avril 2000 le retour sur l'avant-scène d'un Kadhafi fraîchement délesté du carcan de sanctions corsetant son pays depuis plus de sept ans, celui-ci dénonce la duplicité du Vieux Continent. Lequel prétend épauler l'Afrique dans son combat contre la faim, mais glisse des denrées alimentaires dans ses produits capillaires. « Les capitalistes, tonne-t-il à la tribune, changent les œufs et le miel en shampoing. Vous utilisez le beurre de cacao en crème pour vous fortifier les cheveux. C'est

faire mauvais usage des dons de Dieu. » Dire que le président égyptien Hosni Moubarak l'avait instamment invité à la retenue… Raté : l'ex-paria libyen déboule au beau milieu du discours de son hôte. L'espace d'un instant, on ne voit que les envolées froufroutantes de sa gandoura, et l'on n'entend que le cliquetis des ferrures de ses bottillons sur le sol. La perplexité que lui inspire l'étendue de la gamme des shampoings en vente sur le marché vient de loin. Elle affleure déjà dans les années 1980 puis dans le long monologue improvisé en mai 1996 lors d'une conférence consacrée à l'impact des changements de l'économie mondiale sur le monde arabe. À cette occasion, l'orateur se lance en outre dans un éloge de la frugalité bédouine, puis, brandissant ses lunettes, prend à témoin un auditoire incrédule : « Quelqu'un peut-il me dire pourquoi nous avons besoin de tailles de montures différentes ? Et de tant de couleurs distinctes pour nos stylos[6] ? »

Suisse. Place forte de la mafia et du terrorisme international, cible de plusieurs appels au djihad. Furieux de l'arrestation dans un palace de Genève de son fils Hannibal pour voies de fait sur ses domestiques, le Guide invite en 2008 l'ONU à démanteler la Confédération, la Suisse romande revenant à la France, la Suisse alémanique à l'Allemagne et le Tessin à l'Italie. Deux péripéties ultérieures alimentent le courroux du Libyen : d'une part, la « votation » qui, fin novembre 2009, proscrit l'érection de minarets ; d'autre part, la dépénalisation de l'euthanasie passive et du suicide assisté. Dans un entretien accordé en mars 2010 au quotidien allemand *Der Spiegel*, le colonel affirme que plus de 7 000 citoyens helvètes ont été éliminés afin d'être dépouillés de leur fortune. Selon un câble diplomatique dévoilé par WikiLeaks, il révèle en mai 2009 au général William Ward, alors patron de l'Africom – le commandement militaire américain pour l'Afrique – les deux sources principales de la nébuleuse terroriste mondiale : le wahhabisme saoudien et… la Suisse.

VIH/Sida. Tantôt instrument de la guerre bactériologique, concocté dans un laboratoire américain et propagé par Israël, tantôt virus à la nocivité amplement exagérée. En 2003, lors d'un sommet de l'Union africaine, le colonel assène cette mise au point : « Sida, sida, sida. Nous n'entendons rien d'autre. C'est du terrorisme. Une guerre psychologique. Le sida est un virus paisible. Si vous restez propre, aucun problème. » Même motif, même punition deux ans plus tard à Syrte : « Le sida existait depuis des centaines d'années. Dans un contexte d'accroissement démographique non maîtrisé, il n'est pas pour nous un problème. Des gens meurent tous les jours. Certains du sida, d'autres du cancer, de la vache folle ou de la grippe aviaire. »

Binaire ? Schizophrène, ainsi que le suggère le diplomate américain cité plus haut ? « Un personnage double, confirme l'ancien ministre des Affaires étrangères Dominique de Villepin, qui oscille en permanence entre deux natures : présence-absence, amabilité-froideur, volubilité-silence. Un homme

intensément soucieux de son image. Il tient à projeter celle du leader avenant, affable, ouvert, aux antipodes du rustre instinctif, du boucher cruel et fantasque dépeint par les médias. Celle aussi de l'héritier d'un lignage inscrit dans l'Histoire, d'une longue culture, d'une tradition et d'une religion[7]. » Villepin se souvient fort bien de leur première rencontre à Tripoli, dans la bibliothèque de son hôte. « Là encore, il naviguait entre deux registres. Précis lorsque nous évoquions les modalités d'indemnisation des familles des victimes du DC-10 d'UTA. Lyrique pour exalter son ambition régionale ou l'émancipation africaine. Concentré, puis emporté. »

Cette duplicité, Tamara Acyl l'a vue à l'œuvre, et subie, sur un mode bien plus personnel. En 1982, au lendemain de l'assassinat de son père Ahmat, chef rebelle tchadien et allié zélé de Muammar Kadhafi, celui-ci décide de la prendre sous son aile. Fille adoptive ? « Pas formellement, nuance-t-elle, même s'il m'a présentée ainsi au président [gabonais] Omar Bongo et m'appelait “ma petite”, comme pour perpétuer le lien tissé avec papa, qu'il considérait un peu comme le frère qu'il aurait tant aimé avoir[8]. » Destinée chaotique que celle de cette femme, mariée à 13 ans, deux fois mère à 16, tour à tour envoûtée, effrayée puis meurtrie par ce pygmalion, dont elle se demande parfois, terrible doute, s'il n'a pas lui-même ordonné le meurtre de son géniteur, suspecté d'œuvrer dans l'ombre à un renversement d'alliances. En ce samedi de novembre 2016, elle la raconte d'une voix douce, qu'altère de temps à autre une ébauche de sanglot, dans un café de la porte de Champerret, en lisière du XVIIe arrondissement de Paris. Parfois, quand affleure à la surface un souvenir douloureux, les yeux s'embuent sous le foulard fuchsia. « Après le décès de papa, raconte-t-elle, Kadhafi a voulu verser une pension à ses trois épouses, deux musulmanes et une chrétienne. En août 1991, il a invité toute la famille, alors établie dans la région niçoise, à l'inauguration du premier tronçon de la grande rivière artificielle. J'étais réticente, mais comment refuser ? » Quand le Guide s'étonne que sa « filleule », employée dans une maison de retraite, vive en France, puis la presse de s'établir en Libye, Tamara esquive : « Je me vois mal vivre ici ou au Tchad. Ce sont des pays fermés, étouffants. Si je traverse la rue en jean et T-shirt, j'ai droit à une volée de cailloux. Je tiens à ma liberté de me vêtir comme je l'entends, sans être jugée. » Le tuteur insiste en vain, puis s'enquiert du versement de son allocation, alors suspendu. « Pas normal, s'agace-t-il. Je vais donner des instructions pour le rétablir. » La fille de son défunt compagnon ayant émis des doutes sur l'impact d'une telle consigne, il s'emporte : « Comment oses-tu dire ça ? Personne ne discute mes ordres. Tout le monde ici m'obéit. » Une tragédie intime va arrimer la jeune femme à ce pays qu'elle ne sent pas sien : le kidnapping de ses enfants par leur père, avec qui elle entretient des relations conflictuelles. « Je t'aiderai à les retrouver », lui jure le colonel. De retour de ce côté de la Méditerranée, Tamara lance avec le concours de l'Institut de France une fondation caritative grâce à l'épargne que lui a léguée son père. Kadhafi l'apprend et se propose là

encore de l'épauler. À Tripoli, les retrouvailles manquent de chaleur. « Pourquoi m'as-tu menti ? », lui lance le Guide. « Je ne t'ai pas menti, réplique-t-elle. J'ai promis de revenir, mais je n'ai pas dit quand. » Qu'à cela ne tienne, le « parrain » tient à annexer un projet humanitaire qui éveille la suspicion de son entourage, à commencer par celle de Moussa Koussa, pilier de l'appareil de renseignement de la Jamahiriya. « Il m'a bombardée de questions, s'amuse l'héritière Acyl. Qui est derrière ? Les services français t'ont-ils aidée ? À l'évidence, Koussa me soupçonnait d'être en cheville avec la DGSE ou la DST. Le Leader, me précise-t-il ensuite, veut bien te soutenir à hauteur d'un million de dollars, à condition que ton financement soit à 100 % libyen. » Qu'advient-il alors des enfants enlevés ? Toujours portés disparus. Du moins jusqu'à ce jour de 1998 où Kadhafi convoque Tamara à Koufra. « On part pour le Tchad et tu viens avec moi, lui intime-t-il. Mes hommes ont localisé tes gosses là-bas. On va les récupérer. Allez, en route, ma fille ! » « J'étais folle de joie », se souvient-elle. Allégresse fugace. Ce n'est que trois ans plus tard que la mère retrouvera sa progéniture, avec le concours de Béchir Saleh, le directeur de cabinet du Guide. Entre-temps, ce dernier la prie de rejoindre la *task force* mobilisée au service de sa monomanie du moment : la conquête de l'Union africaine. « J'ai accepté pour m'occuper l'esprit, avoue aujourd'hui Tamara. Jusqu'en 2005, je supervise l'interprétariat, l'accueil et l'accompagnement des délégations francophones ; et je transmets des courriers aux chefs d'État subsahariens. Le Malien Alpha Oumar Konaré, le Centrafricain Ange-Félix Patassé, le Burkinabé Blaise Compaoré, le Gabonais Omar Bongo Ondimba. C'est alors que je me lie d'amitié avec l'épouse de celui-ci, Édith-Lucie. Elle est devenue une sœur. Pour le reste, je bosse comme une brute sans recevoir le moindre salaire, ne vivant que des enveloppes laissées par les Premières Dames. » Le lien ainsi restauré ne tarde pas à se déliter. Informé d'une offensive imminente sur N'Djamena du chef rebelle tchadien Mahamat Nour, le colonel sait aussi les liens que Tamara entretient avec les cerveaux de l'opération. Hostile – une fois n'est pas coutume – à toute déstabilisation du Tchad, il la somme de se renseigner sur les dessous de l'attaque. Et veut tout savoir : le calendrier, les effectifs, les sources de financement, l'emplacement des bases arrière. « En clair, s'insurge sa “protégée”, tu exiges leur tête sur un plateau d'argent, tu me demandes de te livrer mes oncles. Je ne te reconnais plus. Si j'obtempère, ça signifie que je peux trahir n'importe qui, toi compris. Or, je suis sourde, muette et aveugle quand je sors de ton bureau. C'est fini, je veux rentrer chez moi. » « C'est où, chez toi ? », hurle le Guide, furibond. Tamara Acyl parviendra à s'éclipser, avec l'aide discrète, une fois encore, de Béchir Saleh. « À partir de là, les ponts sont coupés, conclut la filleule en rupture de ban. Je ne verrai plus jamais Kadhafi. Ah si ! Une fois, en décembre 2007, le jour où il donne une conférence au siège parisien de l'Unesco. Quand il évoque à cette occasion les mariages forcés en Afrique,

c'est mon histoire qu'il raconte. À cet instant-là, il m'adresse d'ailleurs un petit signe, auquel je ne réponds pas. »

Tamara dépeint elle aussi une personnalité duale, dotée, insiste-t-elle, d'une mémoire prodigieuse : « Il y avait l'oncle et le chef d'État. Voyez ses vidéos. En famille, il se montre simple, spontané, gentil, en adoration devant son aînée Aïcha. Rien à voir avec l'autre Kadhafi, celui que je n'avais aucune envie de côtoyer. Il pouvait passer de l'un à l'autre brutalement, sans préavis. À partir de 2005, le second a supplanté le premier, l'a étouffé. Bien que protégée par ma filiation Acyl, j'étais le témoin, parfois la cible, de clashes incompréhensibles et de plus en plus fréquents. Le Guide devenait alors colérique, dangereux. Dans ces moments-là, je l'évitais. » Au sein du sérail, on redoute son courroux. D'autant que les anecdotes fleurissent. Le Guide aurait, dans un accès de fureur, ordonné à son directeur de cabinet de s'allonger sur le sol avant de lui piétiner l'abdomen. En octobre 2010, à Syrte, il gifle et injurie son chef du protocole Nouri al-Mismari dans la coulisse d'un sommet arabo-africain. Ce Mismari dont, assure un ancien ambassadeur européen, un fils fut liquidé après une bagarre avec un rejeton Kadhafi. « La plupart du temps, avance Ali Triki, ministre des Affaires étrangères de 1976 à 1982, puis de 1984 à 1986, dans le recueil de témoignages de Ghassan Charbel, il était juste dans un autre monde[9]. » Un monde que lui, personnalité hors pair, aurait reçu pour mandat de changer de fond en comble. « Diplomate sous Kadhafi, poursuit l'ex-Monsieur Afrique de la Jamahiriya, disparu en octobre 2015 au Caire, c'était un métier de chien. Il fallait constamment réparer le tort qu'il faisait par ses déclarations, ses sautes d'humeur, ses manies. » Et d'évoquer la mission impossible accomplie sur ordre auprès d'Hassan II : remettre au roi du Maroc un message tout en lui signifiant que le colonel le tient pour un « collabo » réactionnaire…

Le prévenant, l'odieux. Le doucereux, le pervers. L'enjôleur, le cruel. Dialectique du maître et de l'esclave ? Entre les deux extrêmes du spectre, chacun des témoins consultés place le curseur où bon lui semble, en fonction de ses peurs, de ses regrets, de ses remords, de ses fidélités ou de ses fiertés. Le Français Christian Graeff garde ainsi en mémoire la confidence livrée sur le tard par Hamed al-Houdeiri, ambassadeur – pardon, secrétaire du Bureau populaire – à Paris entre 1985 et 1995 : « Personne au monde n'aurait pu empêcher le Frère Guide de dériver. On a tout essayé. Mais il y avait en lui quelque chose de diabolique. Il n'est pas des nôtres. Il est génétiquement d'ailleurs[10]. » Diagnostic corroboré à sa façon, un peu moins abrupte, par Graeff lui-même : « Nul ne pouvait lui dicter sa conduite hormis Dieu, avec qui il conversait longuement lors de ses retraites au désert. »

À l'inverse, le traducteur francophone Moftah Missouri persiste à enluminer le portait du disparu, dépeint en « homme très noble, qui ne m'a jamais violenté, ni élevé la voix à mon adresse, à tel point qu'il me donne même parfois de la nourriture de son assiette avec sa propre fourchette[11] ». Touchant tableau… Dans

la même veine, et quitte à nier l'évidence, le cousin Ahmed Kaddaf ad-Dam persiste à sculpter *post mortem* la statue du génie magnanime et incompris. « Ne croyez pas ce qu'on vous raconte, insiste-t-il. Le Guide acceptait la contradiction. Qu'elle émane de moi-même, de Jalloud ou de [Abdel Rahman] Chalgham [ministre des Affaires étrangères de 2000 à 2009, puis ambassadeur à l'ONU]. Jamais il n'a envoyé quiconque en prison pour divergence d'opinion. Bien sûr, il se mettait parfois en colère lorsqu'on ne comprenait pas, ou pas assez vite, ce qu'il disait, où il voulait aller[12]. » L'ex-confident lui reconnaît-il au moins une faiblesse ? Oui, mais du bout des lèvres : « Ce qu'il écrit dans le Livre vert est vrai. Mais le lieu de sa mise en œuvre – la Libye des années 1970 – n'était pas le bon. Le bon endroit, c'est demain. Sa doctrine aurait réussi en Suisse, en Europe. Au fond, lui était en avance sur son peuple. » Martingale infaillible du berger désavoué : mes brebis ne me méritent pas… « Si vous installiez les Libyens au paradis, avait osé le Bédouin en 2004 dans les colonnes de *Newsweek*, ils se plaindraient encore. Ils sont déjà au paradis. » Le plaidoyer *pro domo* du cousin Ahmed laisse perplexe. Et fait naître un sourire sur les lèvres de Tamara Acyl, la filleule adoptive méconnue. « Des tas de gens prétendent lui avoir parlé vrai. N'en croyez rien. Tout son entourage était tétanisé. Tous rivalisaient pour chanter ses louanges. À mon sens, c'est ça qui l'a perdu. Moi, je pouvais lui tenir tête et lui répéter ceci : “Je ne suis ni ta fille, ni ta sœur, ni ta femme. Tu n'es pas Dieu. Tu es l'esclave de Dieu[13].” »

Une cécité bien de chez nous

S'il goûte peu les objections des siens, le Guide tolère, voire suscite, les joutes de haut vol avec les sommités venues d'ailleurs, notamment de Paris. Il s'y essaie, on l'a vu, avec Garaudy. Mais aussi, sur un registre historique et culturel, avec l'éminent archéologue André Laronde, directeur des fouilles françaises dès 1976 et fondateur de l'Association France-Libye, disparu en février 2011, tandis que vacillait la Jamahiriya. D'autres universitaires tricolores, conquis, préfèrent la flatterie à la controverse. Chef de file de cette coterie, Edmond Jouve, professeur émérite de science politique à la faculté de droit de l'université Paris-Descartes et ancien président de l'Association des écrivains de langue française. Entre Tripoli et Syrte, on sait gré à ce mandarin de plaider *urbi et orbi* la cause libyenne – il agira de même en faveur de la dynastie nord-coréenne des Kim – et d'avoir dirigé en Sorbonne la thèse d'Aïcha, la fille chérie du chef[1]. Qu'importe si l'ancienne héroïne des femmes arabes affranchies, convertie sur le tard à la piété musulmane au point de voiler sa chevelure fauve, n'a jamais soutenu son pensum. Motif invoqué : l'ostracisme dont souffrent sa patrie et les siens. « Je ne crois plus au droit international », confie-t-elle un jour à son chaperon. En fait, persiflent les esprits chagrins, aucun jury, si bien disposé soit-il, ne peut donner quitus à une candidate au français à ce point rudimentaire. Une certitude : malgré cette thèse « insoutenable », Jouve doit à sa protégée « la plus belle émotion de [sa] vie ». La visite, en format VIP, du site de la bataille de Bir Hakeim, cette oasis de Cyrénaïque où, en 1942, les Français libres de Kœnig damèrent le pion aux colonnes de Rommel. Instant de grâce d'autant plus ineffaçable que l'invitation valait aussi pour l'épouse du professeur, l'un de ses fils et trois de leurs petits-enfants. « Détermination, foi, force de conviction, courage, énergie » : dès l'avant-propos de l'ébouriffante hagiographie que le constitutionnaliste consacre au Guide en 2004, récit émerveillé d'un « long compagnonnage », la cause est entendue[2]. « À chaque rencontre, lit-on plus loin, le magnétisme du colonel m'impressionne, comme son calme. » La suite relève d'une école philosophique insolite – le rousseauisme bédouin – et d'un artisanat centenaire, l'enfilage de perles. Salut à ce « visionnaire », parrain des peuples

d'Afrique. Pour lesquels, au demeurant, il dispose de « trésors d'indulgence ». Muammar le bienveillant sait recevoir ses hôtes de marque. Page 77, le lecteur a droit à la description détaillée des charmes de la suite de l'hôtel al-Kabir attribuée à la tribu Jouve. Les somptueux bouquets de roses, l'immense corbeille de fruits, les pâtisseries, chocolats et fruits secs, le vaste bureau, la double salle de bains, les deux téléviseurs, les fauteuils profonds. Et, à l'heure de retrouver le Guide, la « Mercedes de luxe ». Dans son élan, le caudataire frôle le blasphème. « Chez Kadhafi, ose-t-il, il y a du prophète. » Et pour cause : le colonel « comprend mieux que personne le monde d'aujourd'hui ». Qui peut encore ignorer que sa Grande Charte verte des droits de l'homme de l'ère jamahiriyenne « va plus loin que la Déclaration universelle » de 1948 ? Halte au feu. Par quel sortilège un universitaire bardé de diplômes, couvert de lauriers et de titres, peut-il s'égarer ainsi ? Il faut, pour dénicher la réponse, tenir jusqu'à la page 113, où s'achève la relation d'un entretien sous la tente, à la date du 2 novembre 2002. « On me dit que le président égyptien, Hosni Moubarak, attend, depuis un long moment, d'être reçu à son tour par le Guide. » Tout est dans ce très humble « à son tour »… Nullement égoïste, l'enfant de Nadaillac-de-Rouge (Lot) cornaque à deux reprises au moins une trentaine de ses étudiants jusqu'à l'oasis de Ghadamès, « perle du désert » aux confins de la Tunisie et de l'Algérie, et entraîne dans son sillage libyen des collègues capés, tels les juristes Charles Zorgbibe et Jean-Claude Colliard, ou l'historien Georges Duby. Plus assidu encore, le sociologue suisse Jean Ziegler, altermondialiste avant l'heure et vieux routier des tribunes. Tant celles, d'ordinaire élogieuses, qu'il publie dans les journaux européens pour y louer « l'extraordinaire mobilité intellectuelle » de Kadhafi que celles où il siège au gré de colloques tripolitains. Il est vrai que le raout tiers-mondiste, volontiers soporifique, passe pour l'un des outils favoris de la stratégie d'influence de la Jamahiriya. Les classiques du genre ? La « conférence méditerranéenne » qui, à Athènes ou sur l'île de Malte, convie les envoyés du FLN algérien, de la Ligue des communistes yougoslaves, du PSU français et leurs cousins du Pasok grec à phosphorer sur l'impérieuse nécessité d'affranchir la *Mare Nostrum* de l'impérialisme *yankee*. Ou le symposium féministe réuni à Versailles.

On sait l'intelligentsia française sujette à de coupables aveuglements. Qu'on impute ses emballements au dandysme, à la cécité, à un exotisme salonnard, à la trouble fascination qu'exercent la radicalité révolutionnaire, le culte de la pureté ou celui de l'homme fort, un bataillon d'essayistes, de romanciers, de philosophes et d'artistes aura chanté les louanges de tyrans supposés lettrés, qu'ils revinssent de l'URSS de Staline, du Cambodge de Pol Pot, du Cuba de Fidel Castro, de l'Albanie d'Enver Hoxha. Ou de la Libye de Kadhafi, fils du désert et icône de l'anti-impérialisme. Dès février 1980, Gabriel Matzneff, qui n'en est certes pas à un égarement près, dépeint celui-ci dans *Les Nouvelles littéraires* en héros de Maurice Barrès surgi dans un paysage de Julien Gracq.

« Le seul homme d'État arabe digne de ce nom », décrète l'écrivain, le seul doté d'une « vision créatrice », un « nationaliste romantique, un homme de la prière et du désert ». « Il n'y a qu'un vrai terroriste, assène enfin celui qui fut l'intime d'Henry de Montherlant, l'impérialisme américano-soviétique[3]. »

On se souvient que, si les câbles de l'ambassadeur américain Gene Cretz disent vrai, le Guide jeûne le lundi et le jeudi. Une certitude : adepte d'un régime alimentaire frugal, il ne semble pas vouer une folle passion aux plaisirs de la table, fuyant comme la peste les banquets officiels. Alors conseiller Afrique auprès de Jacques Chirac, le diplomate André Parant n'oubliera pas de sitôt ce « dîner d'État hallucinant, le plus tragique de ma carrière[4] ». « C'était en 2004, précise-t-il. Kadhafi est arrivé trente minutes après tout le monde pour repartir brusquement le premier. Entre les deux, il a affiché un ennui ostensible. Jamais de ma vie je n'ai si mal mangé. » Les mets favoris du Bédouin ? « Il adore le couscous de mouton et de chameau, précise l'infirmière ukrainienne Oksana Balinskaya. Mais goûte de tout. » Tant pis pour la profession de foi végétarienne glissée dans le Livre vert… Au petit déjeuner, dattes et lait de chamelle ; menu agrémenté parfois de quelques gousses d'ail, de jus de pastèque, voire de biscuits trempés dans le thé. Kadhafi tient tant à son breuvage lacté fétiche que, lors des voyages à l'étranger, le protocole peut flanquer l'escorte de deux ou trois camélidés femelles.

Kadhafi, nous l'avons vu, a la simplicité et l'effacement ostentatoires. Il s'emploie d'ailleurs, en présence des médias, à mettre en scène son dépouillement, voire sa rusticité. En janvier 1986, invité vedette de « Meet the Press », prestigieuse émission de la chaîne américaine NBC, il se dérobe *in extremis* – une manie – et improvise une interview campagnarde, juché sur un tracteur d'un vert parfaitement jamahiriyen, vêtu d'une parka grise et coiffé d'un turban beige. Rusticité à géométrie variable : il arrive que « le plus extraordinaire des hommes ordinaires » accueille à Bab al-Aziziya, le temps d'une soirée-détente, un aréopage d'artistes, du cinéaste égyptien à la chanteuse libanaise, *via* la danseuse en vogue et la starlette de la télé. Au fil des ans, le fossoyeur de la monarchie senoussi laisse se fendiller le masque de l'ascète dévoué corps et âme à la révolution. Dans les chancelleries tripolitaines, on ergote sur son goût pour le flamenco et les spiritualités alternatives. Certaines des rescapées du sinistre « harem » dont il sera bientôt question décrivent son penchant pour la magie noire, les formules ésotériques et les onguents mystérieux. Dans une vidéo insolite, on le découvre ainsi en plein désert, vêtu d'une chemisette hawaïenne et d'un bas de survêtement rouge, coiffé d'un chapeau de broussard et armé d'un petit parasol blanc, assis en tailleur au côté d'une femme mûre à la longue chevelure grise. Elle lui caresse le nez puis l'enlace, avant que le « couple » ne regagne bras dessus bras dessous une tente bédouine. Qui est donc cette intime ? Mariam Nour, prophétesse de la

macrobiotique et de la culture zen à la télévision libanaise. « Je suis comme sa mère », confiera-t-elle d'ailleurs à une chaîne beyrouthine.

Parmi les hobbies du colonel, il en est un que bien peu connaissent : l'astronomie. Les lecteurs de la revue française *Ciel & Espace*, eux, sont au parfum. Dans sa livraison du 1er janvier 2005, le magazine révèle que le Guide envisage de commander à la société tricolore Sagem, *via* sa filiale REOSC, un télescope de 2 mètres d'une valeur d'environ 15 millions d'euros. Ses interlocuteurs : l'astrophysicien François-René Querci, de l'Observatoire Midi-Pyrénées, consultant du gouvernement de Tripoli, et Christian Bourdeille, cadre de la branche défense de la Sagem. Le premier, ancien expert des Nations unies pour la science de l'espace au Moyen-Orient, n'ignore rien des racines de cet engouement. « Pour Kadhafi, précise-t-il, tout part de la vieille histoire du calcul du début du ramadan, dicté par le calendrier lunaire. Lui veut en finir avec les querelles stupides, l'islam étant à ses yeux la religion de la science. S'il s'intéresse au ciel, c'est avant tout pour améliorer le culte musulman. Équipé d'un Zeiss de 20 centimètres fourni par ses partenaires est-allemands, il a pour habitude de scruter la nouvelle lune de son bureau, du bord de mer, du fin fond du désert. Mais voilà : ses propres astronomes pédalent dans la semoule. Alors, il me consulte et envoie quelques collègues libyens à l'Observatoire de Paris[5]. » À l'automne 2003, le colonel réunit les sommités locales de la science des astres afin d'observer en leur compagnie « le passage de Mars à l'opposition », en clair, l'instant où la planète rouge et la Terre se rapprochent le plus l'une de l'autre. L'« opposition martienne » serait-elle la seule qu'il tolère ?

Peu de temps après, l'entourage du chef rappelle l'expert tricolore. « Les fondamentalistes l'emmerdaient, raconte Querci. Il avait besoin d'un Européen pour calmer un imam contestataire. Ce que je fais à l'occasion d'une conférence sur les mouvements astraux. À l'époque, une société américaine cherche même à lui vendre à prix d'or un télescope spatial lunaire, capable d'embarquer à son bord un dignitaire sunnite, ce qui aurait permis de dissiper tous les doutes. » « Un soir, poursuit ce témoin privilégié, Kadhafi décide d'aller observer les étoiles de nuit. Je pars donc galoper dans le désert avec lui. Dans la remorque du 4x4, une coupole et un télescope mobile américain. Nous avons bivouaqué en petit cercle au milieu de nulle part, entourés par sa sécurité militaire. » Quand vient le moment d'acquérir un fleuron technologique d'un autre calibre, François-René Querci reçoit carte blanche. Tant pour le choix du fournisseur que pour celui du site où installer le nouveau joyau. L'astrophysicien préconise un pic culminant à 2 200 mètres d'altitude, non loin de la frontière tchadienne ; *spot* idéal, mais hélas situé en lisière de la bande d'Aouzou, secteur conflictuel et lourdement miné. Il faut donc en dénicher un autre, moins exposé. L'aventure capote. « Jamais le fameux télescope de 2 mètres n'a été acheté. Du fait de sa tonalité offensante pour la personne du Guide, le papier de *Ciel & Espace* a jeté

de l’huile sur le feu. En clair, ses auteurs se sont foutus de sa gueule. Je suis parvenu à sortir le dossier de l’ornière, mais la guerre de 2011 a tout anéanti. » Sous l’accent chantant et rocailleux du Sud-Ouest perce une intense amertume. Quelle image l’astrophysicien désormais émérite garde-t-il du colonel ? Celle d’un amateur éclairé ? « Si l’on veut, même si je rechigne à user de cette terminologie très européenne. En tout cas un bonhomme particulier, avec quelques idées lumineuses. Pour lui, le ciel était un chemin, un compagnon. Au fait, saviez-vous qu’il est mort sous des balles françaises ? » Assertion hasardeuse, que nous explorerons, fût-ce sans le concours d’un télescope, le moment venu.

Ton corps m'appartient

S'il est un domaine où bouillonnent, en un magma brûlant, les ambiguïtés de Muammar Kadhafi, tout à la fois écran radar de sa dérive et compteur Geiger de ses tourments intimes, c'est bien son rapport à l'univers féminin et à la sexualité. Cette facette ô combien révélatrice de la psyché kadhafienne a suscité des récits poignants, des fantasmes à foison et des tombereaux de ragots et de rumeurs, parfois distillés par les officines de renseignements de puissances hostiles. Mais elle mérite à coup sûr un chapitre entier. Ne serait-ce que du fait de sa valeur symbolique, de sa portée politique et de la prégnance obsédante de ce paradoxe : comment peut-on prétendre sans relâche émanciper les femmes et avilir à ce point celles que l'on convoite et possède ? Il y a là une béance vertigineuse que nous tâcherons d'explorer sans cynisme ni pathos, sans tabous ni voyeurisme.

Nous avons mesuré, dans les pages qui précèdent, les vertus et les limites de toute tentative de lecture exclusivement psychanalytique de la quête du pouvoir, de son exercice et du comportement de celui qui l'exerce sans bornes ni partage. Pour autant, dans le pot-au-noir des déviances sexuelles, la boussole d'un(e) analyste averti(e), qu'il ou elle se réclame de Sigmund Freud, de Carl Gustav Jung, de Jacques Lacan ou de Françoise Dolto, s'avérerait précieuse. On épargnera au lecteur comme à la lectrice les constructions hasardeuses relatives aux traumatismes de la petite enfance. Il n'empêche. L'hypothèse émise par une universitaire libyenne, militante féministe familière de plusieurs des jeunes victimes du « prédateur », vaut d'être mentionnée. Selon Khadija – prénom fictif, l'intéressée souhaitant préserver son anonymat –, la famille du futur Guide était tellement indigente que sa mère et ses sœurs, ou au moins l'une d'entre elles, auraient été contraintes de se livrer à la prostitution à l'époque du séjour à Sebha. Scénario corroboré, soutient l'ex-opposant et diplomate Mansour Seif an-Nasr, par Abdel Rahman Chalgham, ancien ministre des Affaires étrangères de la Jamahiriya. « D'après ce qu'il m'a dit récemment, précise le premier ambassadeur de la Libye post-Kadhafi à Paris, le petit Muammar a vu ses aînées coucher avec tel ou tel et aurait lui-même, lorsqu'il fréquentait l'école coranique,

subi un viol. Ces deux blessures, précoces et humiliantes, pourraient expliquer son attitude, tant envers les femmes qu'envers les hommes[1]. » En clair, le fils de berger n'aurait eu de cesse de venger, par l'asservissement des corps et des âmes, l'indicible honte initiale. « Il s'agit de posséder, de dominer, d'abaisser, martèle le Dr Khadija. Une véritable addiction. Il avait ça en lui. Bien sûr, certaines cédaient de leur plein gré, pour l'argent. Mais tant d'autres n'ont jamais eu le choix… À son tableau de chasse, des Premières Dames, des épouses de hauts gradés et de ministres, des Slaves, des Maghrébines. Mais aussi des hommes. » Manière de soumettre et de mortifier le conjoint de la proie. « Après sa mise à mort, précise Seif an-Nasr, un des soldats de sa garde rapprochée, qui remâchait sa rancœur depuis des années, a tiré sur son cadavre. À Tripoli ou Benghazi, tout le monde connaissait cette manie de se taper les femmes des autres. Mais le coureur de jupons des débuts a fini par céder la place à l'obsédé compulsif[2]. »

Des femmes mûres, des mineures, des garçons : tout fait bas-ventre. Chalgham l'a confié à un ami : ministre, il interdisait à sa fille de décrocher le « téléphone rouge », la ligne directe que seul utilisait Kadhafi, par crainte de l'effet qu'aurait pu produire sur lui sa voix juvénile. Et même le très fidèle Mansour Dhaw avouera en 2012 qu'il faisait en sorte que le colonel n'entre pas dans son domicile, afin de tenir son épouse hors de sa portée. « Un prédateur compulsif, pathologique, constate en écho Jean Ping, l'ex-président de la Commission de l'UA. Il voulait les avoir toutes, y compris les compagnes de ses collaborateurs. Et je l'ai vu draguer plus d'une femme de chef d'État, à commencer par la défunte Édith-Lucie Bongo[3]. » Dans l'ouvrage mentionné précédemment[4], le Libanais Ghassan Charbel cite ainsi l'ex-chambellan Nouri al-Mismari : « Béchir Saleh [directeur de cabinet et homme de confiance du Guide] m'a raconté que le président Omar Bongo Ondimba lui avait fait écouter l'enregistrement de conversations téléphoniques entre son épouse [ladite Édith-Lucie] et Kadhafi. C'était des conversations galantes. Et Bongo était très en colère. » « Quand [Kadhafi] était en conflit avec sa femme Safiya, poursuit l'initié, il se retirait dans son bunker de Bab al-Aziziya. Il y avait son harem, avec éphèbes et concubines. Il y restait un mois ou deux, et on savait alors qu'il plongeait dans le stupre et la fête. […] Il prenait des anabolisants, que lui fournissait [son beau-frère et chef des services secrets Abdallah] Senoussi. » Le même, un peu plus loin : « Il était sadique avec les femmes. J'ai été témoin de deux cas d'agression, contre une universitaire nigériane et contre l'épouse d'un homme d'affaires suisse. » À chaque fois, précise l'ancienne ordonnance protocolaire du Guide, il y a eu dédommagement : 100 000 dollars US dans le premier cas, un investissement substantiel dans la société du mari de la victime dans le second. Le témoignage, pour le coup, semble plus crédible que le témoin : à en croire Mansour Dhaw, l'un des rescapés du dernier carré des fidèles restés auprès du Guide à l'heure de l'hallali d'octobre 2011, le même

Mismari, surnommé « le général des affaires spéciales », joua un temps les rabatteurs au côté de Mabrouka Cherif, la sinistre mère maquerelle de Bab al-Aziziya, dont l'épaisse silhouette ressurgira bientôt dans ces pages…

Si l'on ne prête qu'aux riches, Kadhafi le « tombeur » a péri plein aux as. Pour preuve, la liste de ses conquêtes VIP supposées, platoniques ou non, consentantes ou pas. Dans l'ordre d'apparition en scène, voici, dès 1974, la très frivole Philippine Imelda Marcos, dépêchée à Tripoli par son dictateur d'époux Ferdinand. Sa mission : solliciter les bons offices du colonel dans le conflit qui oppose le régime au Front Moro de libération nationale, guérilla séparatiste active dans le sud de l'archipel. Tout indique que le magnétisme de la princesse aux pieds richement chaussés – sa luxueuse collection de hauts talons et d'escarpins passera à la postérité – opère sur le Bédouin. Lequel lui adressera ensuite par télécopie des billets moins doux qu'enflammés, truffés de citations coraniques. À sa mort, Imelda livre d'ailleurs à la presse de Manille cette tendre oraison : « Les bontés de Kadhafi me manqueront. […] Il m'envoyait des fax. Les plus beaux que j'aie jamais reçus. » Bien moins glamour, le cas de Souha Arafat. En quête de fonds pour ses œuvres, l'épouse de l'illustre leader de l'OLP obtient une audience à Bab al-Aziziya, au terme de laquelle son hôte, invoquant un dossier confidentiel, lui propose un tête-à-tête. À en croire l'intermédiaire tunisien qui a orchestré le voyage, Souha en sortira vers 2 heures du matin, furieuse, couverte d'ecchymoses, chevelure en bataille et maquillage en vrac. La Palestinienne menace aussitôt de convoquer la presse et de tout révéler, à moins que… Le prix de son silence, selon l'entremetteur ? 300 000 dollars. En novembre 2010, la flamboyante Camerounaise Chantal Biya, métisse connue pour sa candeur, le clinquant de ses tenues et l'extravagance de ses coiffures, aurait connu une mésaventure analogue à l'heure où, à Tripoli, le troisième sommet Afrique-Union européenne touche à sa fin[5]. Le couple Biya s'apprête à rentrer au pays quand la fameuse Mabrouka signifie à Chantal qu'elle est attendue à Bab al-Aziziya. Sans citer nommément l'intéressée, la journaliste Annick Cojean raconte la suite dans un essai dont il sera question sous peu[6] : « À 10 heures, le mari attendait son épouse dans un salon de l'aéroport. A 11 heures, elle n'était toujours pas là. Ni à midi. La gêne des employés du protocole et de la délégation était patente. L'épouse est arrivée à 13 h 30, désinvolte et souriante, la fermeture éclair de son ensemble moulant déchirée sur le côté. » Sur la liste des « décoiffées » célèbres, la rumeur a aussi couché une Tunisienne, une Égyptienne, une Koweïtienne et une star planétaire de la chanson. Cueillie à son arrivée à l'aéroport, l'idole est conduite chez le boss puis ramenée à l'hôtel. Le lendemain matin, un pilier du protocole l'accompagne à la banque, muni d'un bout de papier signé par qui-vous-savez. Là, le directeur, dûment informé de sa visite, lui offre le café puis un million de dollars en liquide, somme identique à celle reçue la veille. Reste une variante cocasse : la fausse princesse saoudienne. En l'occurrence, une accorte Marocaine, qu'une

intrigante libanaise, sans doute aiguillonnée par l'appât du gain, avait persuadée de se faire passer pour la fille du souverain wahhabite, accent compris. Imposture astucieuse, dans une période où le couple infernal Riyad-Tripoli s'efforçait de pacifier une relation notoirement exécrable.

Héritier d'un patronyme illustre, un dandy français aurait pu, à l'en croire, enrichir la collection. Jamais avare de confidences aussi intimes qu'invérifiables, l'écrivain et cinéaste Frédéric Mitterrand raconte au détour d'un essai autobiographique[7] sa liaison virtuelle avec le colonel. Récit réédité le 5 novembre 2016 au micro d'Europe 1. Au terme d'une interview vaguement datée – à l'orée des années 1980 –, l'énigmatique Bédouin « à géométrie variable » lui propose de passer la nuit sous la tente. « J'ai failli devenir sa princesse du désert », minaude le futur ministre de la Culture. « J'étais très mignon en ce temps-là, poursuit-il. J'étais complètement en son pouvoir, c'était compliqué de s'échapper. Mais il faut dire qu'il était dans un processus de dégradation physique très important. Le jeune Kadhafi, tel Rudolph Valentino à ses débuts, j'aurais peut-être réfléchi un peu plus. » Ou un peu moins. Évoquée allusivement ci-dessus, et confirmée par une de ses intimes, la bisexualité du Guide ne fait donc guère de doute.

Au rayon des toquades platoniques du colonel – il y en eut –, une femme d'un abord un rien rugueux mérite une place de choix, Condoleezza Rice. À l'évidence, la raideur de la secrétaire d'État de George W. Bush le séduit. « J'apprécie cette femme à la peau noire d'Afrique, insiste Kadhafi en 2007 sur al-Jazeera. Je l'admire et j'en suis fier. Elle est à sa place, se tient bien droite et donne des ordres aux leaders arabes. Oui, Leezza, Leezza, je l'aime beaucoup[8]. » Lorsqu'elle fait le voyage de Tripoli, en septembre 2008, le Guide couvre de cadeaux celle qu'il surnomme « ma princesse africaine » ou « ma petite femme noire africaine » : un pendentif à sa propre effigie, une bague sertie de diamants et un *oud* – luth oriental – bédouin. Tout membre de la haute administration américaine étant tenu de déclarer et de faire estimer les présents reçus, on connaît la valeur totale de ces largesses : 212 225 dollars, soit plus de 150 000 euros au cours de l'époque. Au terme d'un entretien décousu, Kadhafi convie la très chère « Leezza » à dîner dans sa salle à manger privée. Là, il lui fait don d'un album de photos le mettant en scène au côté des grands de ce monde. La musique d'ambiance ? Une chanson intitulée *Une fleur noire à la Maison-Blanche*, bluette commandée pour l'occasion à un compositeur local. « C'était bizarre, mais, au moins, ça n'avait rien de torride », confesse dans ses Mémoires, parus en novembre 2011, l'austère « Condi » Rice, intriguée par « l'étrange fascination » qu'elle exerçait sur le Libyen. S'il fallait établir un palmarès des emballements les plus baroques du Guide, nul doute que l'ancienne patronne du *State Department* serait devancée par une jeune compatriote noire de peau elle aussi, Tecca Zendik. En octobre 2002, cette nymphe gracile d'à

peine 20 ans se rend à Tripoli pour y briguer le titre de « Miss World Net », un concours de beauté dont le classement repose sur le vote des internautes. Devancée par une Britannique, Tecca s'attire néanmoins les faveurs du colonel. Et pour cause : lorsque celui-ci décrit les ravages infligés par les raids de 1986, elle fond en larmes. Ce qui lui vaut ni le diadème de Miss ni les 50 000 dollars alloués à la lauréate, mais un passeport de la Jamahiriya puis, en janvier 2003, le titre – purement fictif – de consul honoraire de Libye à Washington.

La proche famille échapperait-elle à la voracité du *qaïd as-Thawra* ? Non, à en croire le *Libya al-Jadida (La Nouvelle Libye)*. Le 28 février 2012, le quotidien tripolitain publie un réquisitoire attribué au général déchu Sayed Kaddaf ad-Dam, cousin d'un Guide dont il commanda la garde prétorienne. Interviewé, soutient le journal, dans la prison où il est détenu, l'ex-pilier du clan Kadhafi dénonce le viol brutal de son épouse, perpétré durant l'une de ses longues absences, rançons de missions militaires lointaines. Révélation fragile : l'ancien officier étoilé, qui sera acquitté en septembre 2015 par le tribunal militaire de Misrata, nie avoir jamais accordé cet entretien et accuse le titre de diffamation… En la matière, le témoignage de Tamara Acyl fournit un éclairage inédit et précieux. Lorsque la jeune femme demande à son « oncle » pourquoi c'est elle, et non l'un de ses frères et sœurs, qu'il a choisi de prendre sous son aile à la mort de son allié tchadien Ahmat Acyl, elle a droit à une réponse convenue : « Parce que tu es celle qui, par son tempérament, me rappelle le plus ton père. » Pas si simple. Pour preuve, la façon dont le colonel veille sur sa protégée. « Quel âge a-t-elle ?, s'enquiert-il auprès de son entourage. Ce doit être une belle fille maintenant. Amenez-la-moi… » « La première fois, c'est bien pour ça qu'il m'a fait venir, raconte Tamara. Il a essayé de m'enlacer, de m'embrasser. J'étais sidérée, car il incarnait pour moi une figure paternelle. Alors, je lui ai raconté ma vie. "Tu as le pouvoir de faire de moi ce que tu veux, ai-je dit. De toute façon, j'ai déjà subi un mariage forcé…" Ça l'a refroidi, mais pas dissuadé de me considérer comme son bien, sa chose. Même s'il ne me possédait pas physiquement, je lui appartenais. Il se montrait incroyablement possessif, d'une jalousie maladive[9]. » Un rien alimente le soupçon. Lors d'un sommet de l'Union africaine à Syrte, il suffit que le cousin Ahmed Kaddaf ad-Dam s'inquiète de la santé de Tamara, exténuée par sa tâche de traductrice non-stop, pour que le Guide suspecte une liaison. « Je t'interdis de le fréquenter », lui intime-t-il.

Les appétits de chair fraîche du maître requièrent un dispositif logistique performant. Son équipe de rabattage sillonne l'Europe et l'Afrique à bord de jets privés, armée de bijoux et de mallettes de cash. Et active au besoin ses supplétifs, tel ce chauffeur du « Bureau populaire arabe libyen en France » invité à harponner en douceur de jolies Orientales dans les boîtes de nuit huppées de Paris. Aux commandes du réseau, Ahmed Ibrahim, secrétaire personnel, et

Mabrouka Cherif, déjà citée. « Son âme damnée, accuse Tamara Acyl. Elle n'apparaît dans le premier cercle, *via* le ministère des Affaires étrangères, qu'en 1999, à l'époque de l'OPA que Kadhafi lance sur l'Union africaine à coups de sommets. Sa mission initiale : recruter des interprètes familières des langues du continent et accompagner les Premières Dames. C'est un être plutôt fruste, une petite main du système, logée dans une famille d'accueil. Mais Mabrouka a une obsession : approcher le Guide. Et elle y parvient, jusqu'à exercer sur lui une influence néfaste. D'autant que, adepte de la sorcellerie, elle vante les talents d'un célèbre marabout nigérien. Le basculement de Kadhafi correspond à son irruption. Parfois, j'avais l'impression que c'était elle, et non pas lui, qui dirigeait le pays. Au fond, cette femme l'aura complètement détruit[10]. » À l'époque où l'intruse joue des coudes pour se glisser dans le sérail, Tamara fait part à son « oncle Muammar » d'un de ses rêves prémonitoires : « Une fille du démon va arriver auprès de toi. Méfie-t'en ! » L'allusion, transparente, déclenche une riposte courroucée. « Qu'est-ce que tu racontes ?, s'emporte Kadhafi. Je ne veux rien entendre sur elle. » Un jour, la pourvoyeuse du harem déboule dans la chambre où le colonel assouvit ses instincts. « Bon, ça suffit !, lui lance-t-elle. Tu as autre chose à faire. » Puis, avisant la fille : « Toi, la salope, dégage ! » Un temps signalée en Algérie, Mabrouka Cherif coulerait des jours tranquilles en son fief de Ghat, une oasis saharienne du Fezzan. « Avec sa mère et beaucoup d'argent, avance un diplomate libyen. De même, il lui arrive de se balader dans l'est du pays en toute impunité. »

En novembre 2011, Annick Cojean raconte dans *Le Monde*[11] le calvaire de « Soraya » – prénom d'emprunt –, l'une des jeunes esclaves. Le témoignage déchirant de celle-ci lui fournit la matière d'un essai, « écrit sous la dictée » à la première personne, publié l'année suivante et éloquemment intitulé *Les Proies*[12]. À la lecture de cette confession détaillée, corroborée pour l'essentiel par les souvenirs d'une proche du Guide, on oscille entre dégoût et incrédulité. L'histoire commence comme un conte de fées et s'achève tel un *snuff movie*, film d'horreur hyperréaliste. Un jour d'avril 2004, Soraya, 15 ans, est choisie pour remettre fleurs et cadeaux au Guide, de passage dans son école de Syrte. Insigne honneur pour l'adolescente, fille de la patronne d'un salon de coiffure que fréquentent les bourgeoises de la nomenklatura tribale. C'est donc à elle que revient le privilège d'approcher « Papa Muammar », ce demi-dieu vivant dont les élèves chantent les louanges chaque matin avant d'entrer en classe. « Ça s'est passé très vite, raconte Soraya sous la plume d'Annick Cojean. J'ai tendu le bouquet, puis j'ai pris sa main libre dans les miennes et l'ai embrassée en me courbant. J'ai senti alors qu'il comprimait étrangement ma paume. Puis il m'a jaugée, de haut en bas, d'un regard froid. Il a pressé mon épaule, posé une main sur ma tête en me caressant les cheveux. Et ce fut la fin de ma vie. » Au royaume de l'infamie codée, ce geste signifie : « Celle-là, je la veux ! » Et il l'aura. Enlevée, la collégienne rejoint, terrorisée, le « cheptel » du Guide. Lequel tente

de l’amadouer, puis la brutalise, la couvre d’insultes et la viole. Il la forcera ensuite à fumer, à boire du whisky Black Label et, comme lui, à sniffer de la coke. « Il est constamment sous substances et ne dort jamais », précise Soraya à sa confidente française. Installée dans un sous-sol sordide de Bab al-Aziziya, la « recrue » doit se tenir à la disposition du maître. Prête à tout instant à rallier, sur un aboiement de Mabrouka, la chambre, le lit à baldaquin aux voilages de tulle rouge que jouxte une salle de bains pourvue d’un jacuzzi. Prête à y retrouver « Papa Muammar » en jogging rouge, ses fioles de parfum, ses plaquettes de Viagra, ses assauts sadiques et les complaintes bédouines de son magnétocassette. Contrainte, parfois, de visionner un DVD porno, « pour apprendre » ; ou d’assister aux assauts brutaux du chef. Ballet infâme mis en scène par Mabrouka et ses assistantes, prénommées Salma et Zeina, et dont « profitent » de temps à autre les hôtes de Kadhafi, au risque de lui procurer, leurs ébats étant filmés à leur insu, un formidable instrument de chantage. Ses seuls instants de réconfort, Soraya les doit à une infirmière ukrainienne qui, en catimini, aide les filles à simuler des règles, phénomène rédhibitoire pour la libido du chef. Simuler ? Il faut s’y astreindre souvent, jouer les domestiques quand Safiya, l’épouse légitime, croise dans les parages ; ou revêtir l’uniforme des « amazones », treillis bleu pour les authentiques cerbères, kaki pour les figurantes. Tel est le cas en 2007, lors d’un long périple subsaharien. « Mettez-vous dans la peau de vraies gardes du corps, insiste alors l’orchestrateur du protocole. Ayez l’air sérieux, préoccupé, soyez attentives à tout ce qui se passe autour de vous. » À Paris, en décembre de la même année, le harem itinérant vogue sur la Seine en Bateau-Mouche dans le sillage du colonel puis arpente les Champs-Élysées. Comment deviner alors la détresse que masquent les fous rires et les photos souvenirs ? Deux ans plus tard, Soraya parvient à se procurer un visa et fuit en France. Tout sauf un exil salutaire. Brisée, perdue, fourvoyée par de faux bienfaiteurs, elle rentre au pays en mai 2010. Et revient s’échouer dans la cave aux esclaves de Bab al-Aziziya. « Muammar Kadhafi, confie-t-elle au scribe du *Monde*, a saccagé ma vie. » Lorsqu’elles surgissent, les images du cadavre de son bourreau, étendu sur un méchant matelas dans une chambre froide de Misrata, ne lui procurent qu’un bref accès de joie. Joie amère et éphémère, car « lui ne sera jamais jugé ». De cela, le Dr Khadija se moque. Elle qui a épaulé Soraya et tant d’autres femmes broyées l’avoue sans honte : « Le voir à son tour humilié, avili, ce fut le plus beau jour de ma vie[13]. » Six ans après, elle en veut encore à mort au mort, à ce « malade mental », trop innommable à ses yeux pour être désigné autrement que comme « le gars d’en face », d’avoir souillé le pays et ses âmes. « Sous son empire, martèle Khadija, les filles et les femmes s’enlaidissaient, se retiraient de la vie, de peur d’attirer l’attention. La beauté était danger. Voyez son parcours : chaque fois qu’il étend son pouvoir, il gravit un échelon dans la prédation. Le repérage dans les écoles, la voiture qu’on envoie et qui ramène la proie. Des filles jeunes, très jeunes,

vierges, forcées à 14 ans et jetées à 20, obligées d'épouser un membre de l'entourage ou d'endosser l'uniforme, pour rester ses choses après usage. Dans un cas au moins, il a convoqué une "ancienne" le jour de son mariage. Le moteur n'était pas le désir physique, mais la jouissance que procure le statut de maître de cérémonie du sexe, le maître de toutes et de tous, qui dégrade les unes par le maquillage outrancier, l'alcool, la cigarette, et ordonne aux autres, les garçons, de danser lascivement. »

Qui s'en étonnera ? Chez les zélateurs du colonel disparu, dans son entourage, voire parmi les vétérans du marigot libyen, l'ouvrage d'Annick Cojean suscite un mélange de scepticisme et d'indignation. Il ne peut résulter, vous dit-on, que d'une manipulation visant à salir la mémoire de Kadhafi. « Invraisemblable, tranchent les époux Graeff. L'auteure ne connaît rien à la Libye. Elle est tombée dans le piège de la source unique[14]. » « Une facette parmi d'autres de la propagande hostile, renchérit le cousin Ahmed Kaddaf ad-Dam. Avant le Guide, on traitait les femmes comme des chaussures dans le monde arabo-musulman. C'est sa révolution qui a montré la voie. C'est grâce à lui qu'elles ont pu exercer des professions jusqu'alors inaccessibles, pilotes de ligne, avocates, ministres. Et puis franchement, si toutes ces horreurs étaient véridiques, croyez-vous vraiment que Muammar Kadhafi aurait agi ainsi, sous le regard de tant de témoins ? Pensez-vous qu'il aurait été assez stupide, comme l'affirme l'auteure, pour faire aménager une *special room* – salle spéciale – au cœur d'un campus fréquenté par 30 000 étudiants ? Non, il aurait emmené ces filles en avion, ou aurait choisi une ferme isolée[15]. » Kaddaf ad-Dam fait ici allusion à l'« appartement secret » aménagé, au dire de plusieurs témoins à charge, sous l'« auditorium vert » de l'université de Tripoli, équipé à les en croire d'un salon de réception, d'une chambre à coucher et d'une salle d'examen gynécologique.

Le tropisme maniaque et possessif de Muammar Kadhafi n'épargne pas les journalistes du beau sexe (on me pardonnera ce cliché, je préfère le dire beau que faible). En 2007, écœurée par l'accueil fastueux dont la France gratifie le tyran, Mémona Hintermann, figure de la chaîne publique France 3, révèle avoir échappé jadis à une tentative de viol. L'affaire date de 1984. Envoyée spéciale à Tripoli, la Réunionnaise, fraîchement promue grand reporter, croit obtenir un entretien exclusif au terme d'une séance collective de questions-réponses. En fait, un traquenard. D'emblée, son hôte se fait pressant, l'empoigne et la plaque sur sa couche. Après une brève lutte au corps à corps, elle parvient à se dégager, invoquant elle aussi l'état « impur » que lui vaut son cycle menstruel, ainsi que sa qualité d'épouse et mère. « Je le dirai ! », lance-t-elle au colonel. « Je te tuerai ! », rétorque celui-ci. Comme souvent en pareil cas, hélas, les « avocats » du Guide tendent à imputer l'incident, quand ils n'en nient pas la réalité, à l'attitude prétendument provocatrice de la cible. Ambassadeur de France à l'époque des faits, Christian Graeff invoque la tenue « aguicheuse » de la future

membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Quant à l'écrivaine franco-camerounaise Calixthe Beyala, « kadhafolâtre » impénitente, elle incarne en la matière une forme de cécité largement répandue au sein de l'intelligentsia subsaharienne[16]. Avec le recul, le visionnage d'une de ses sorties télévisées éclaire son déni compulsif. Le 16 décembre 2007, Paul Amar reçoit entre autres sur le plateau de « Revu et corrigé » (France 5) la groupie jamahiriyenne et Mémona Hintermann. Laquelle relate sobrement l'épisode évoqué ci-dessus. Réplique goguenarde de Beyala : « Je ne suis pas là pour juger de la sexualité du Guide. Je l'ai rencontré des dizaines de fois, y compris en tête à tête, et rien de tel ne m'est arrivé. » Allez savoir ce que le téléspectateur ou la téléspectatrice lambda est supposé(e) en conclure… Une certitude : tout homme assez vil pour afficher la moue ironique et glacée que lui inspire alors le récit de la journaliste brutalisée aurait encouru, à juste titre, un procès en machisme néandertalien.

Un autre épisode, survenu en janvier 1986, confirme combien le Libyen croit en son magnétisme. Il reçoit alors sous la tente *high-tech* une demi-douzaine de femmes journalistes américaines et britanniques. D'emblée, le maître des lieux s'étonne de l'absence d'une de leurs consœurs, « celle avec les longs cheveux noirs », repérée là encore lors de la conférence de presse qui a précédé cette rencontre en petit comité. « Comment as-tu pu l'oublier ? », lance-t-il, irrité, à l'un de ses sbires. Qu'importe : promptement rattrapée sur la route de son hôtel, la « manquante » rejoint fissa ses collègues. « C'est bien celle-là que je veux », chuchote Kadhafi en arabe. Puis, avisant une autre brunette : « Elle ressemble à une Bédouine, je ne sais laquelle des deux je préfère. » Tout commence pourtant au mieux. Flanqué de son épouse Safiya et de quatre de leurs enfants, le Guide endosse le rôle du *paterfamilias* modèle et altruiste. À l'entendre, il rêve de voir ses fils devenir médecins en Afrique, afin d'y combattre les ravages de la malaria, fatale autrefois à plusieurs de ses propres frères et sœurs. Quant à Aïcha, âgée de 8 ans à l'époque, il lui ébouriffe tendrement la chevelure tout en vantant ses talents oratoires : « Elle adore faire des discours, comme moi… » Le papa poule imagine-t-il alors l'imbroglio diplomatique anglo-libyen que déclenchera un jour ce goût pour la harangue de sa préférée ? En juillet 2000, au fameux Speaker's Corner de Hyde Park, paradis londonien de la libre expression, celle-ci couvre d'éloges les « combattants de la liberté » de l'Armée républicaine irlandaise (IRA). Colère de la foule et retour anticipé au pays de la pasionaria, exfiltrée par sa protection rapprochée. Tant pis pour la suite du Dorchester Hotel, son palace préféré sur les bords de la Tamise ; et tant pis pour les séances de shopping dans les boutiques de luxe des alentours. Retour sous la tente. « Je voudrais un monde où hommes et femmes seraient égaux », confie ensuite l'hôte, citant au passage les féministes américaines Gloria Steinem et Betty Friedan. Enjoué, presque badin, il promet à ces dames de leur trouver des maris libyens, se désole que l'Occident ignore tout de son sens de l'humour, affiche son profond respect pour le peuple américain et la perplexité que lui

inspire la bienveillance dudit peuple envers Ronald Reagan, ce jouet du sionisme. Un rien cabotin, Kadhafi dévoile aussi son penchant pour l'équitation, les films de guerre, les ouvrages historiques, les échecs, la fauconnerie, la musique de Beethoven et les classiques de la littérature antiesclavagiste, tels *La Case de l'oncle Tom*, d'Harriet Beecher Stowe, ou *Racines*, d'Alex Haley. Une bouffée de vanité pimente le numéro de charme. « Regardez, lance le colonel en pointant l'index sur l'écran de télévision où défilent les images d'une séance de congrès populaire. Ils ont tous revêtu une veste semblable à celle que je portais hier. Chaque fois que je m'habille d'une certaine manière, tout le pays s'empresse de m'imiter. »

C'est ensuite que le one-man-show dérape. Les cinq journalistes sont conviées à prendre le thé dans un local voisin. « Je suis sûr que vous avez toutes des questions à me poser en privé », argue le Guide, avant d'inviter tour à tour trois de ces « privilégiées » à le retrouver dans un minuscule salon adjacent pourvu, pour tout mobilier, d'un lit et d'un téléviseur. Lui a revêtu une tenue d'intérieur bleu ciel. Il n'y a plus guère de doute sur ses intentions. D'autant qu'il s'enquiert – étrange requête – de l'intimité et des usages de ses visiteuses. Ont-elles un mari, un petit ami ? Doivent-elles rendre compte de tout ce qui advient durant l'entretien ? « Quand je suis entrée dans la pièce, relate l'une d'elles, tout s'est passé très vite. Kadhafi s'est levé et m'a saisie par la taille en se serrant contre moi. Je l'ai repoussé, et ça s'est terminé là. Il n'a pas insisté, n'a rien dit, et son visage est resté impassible. » Nouvelle tentative avec Kate Dourian, la jolie brune qui avait un temps échappé au « casting ». Là encore, il s'enquiert de sa virginité : « Es-tu une fille ou une femme ? » Et là encore, il se heurte à un refus dénué d'ambiguïté. Beau joueur pour cette fois, Kadhafi embrasse la rebelle sur le front puis, faisant référence à ses origines, rend ironiquement hommage à la force de la « résistance arménienne ». Récit d'autant plus crédible que l'Américaine Marie Colvin fut peu avant, et bien malgré elle, l'actrice d'un impromptu analogue lors d'un rendez-vous tardif. Le Guide l'attend étendu sur un lit, vêtu de son costume de scène : chemise de soie rouge sous une cape dorée, pantalon de pyjama de soie claire, babouches grises en peau de lézard. Posée à ses côtés, la tenue destinée à l'évidence à son interlocutrice, robe libyenne blanche et mules vertes. « Vous avez de beaux yeux, lui susurre-t-il. Pouvez-vous m'aider à oublier mes soucis pendant une nuit ? Enfin une heure… » Ni une nuit ni une heure, lui signifie la baroudeuse familière du monde arabe, qui périra le 22 février 2012 à Homs (Syrie), sous les bombes de l'aviation de Bachar al-Assad. Il est donc possible, du moins pour une étrangère, de repousser les avances comminatoires du Guide. Star de la chaîne qatarie al-Jazeera, la Franco-Algérienne Khadija Benguenna l'a prouvé elle aussi, quitte à hurler et à se débattre jusqu'à ce que cesse l'agression. L'émoi est alors tel que l'émir du Qatar envoie un de ses jets pour rapatrier celle qui figurera en 2007, selon le classement de la revue *Forbes*, parmi les dix femmes

les plus influentes du monde arabe. Comment voit-elle, avec le recul, son assaillant ? « Un grand peureux, répond-elle laconiquement dans un magazine suisse. Plaisant, mais difficile à suivre[17]. »

Difficile à suivre ? On ne saurait mieux dire. Hostile à la polygamie comme à l'obligation du port du voile, le chef d'orchestre du CCR milite d'emblée en faveur de l'émancipation des Libyennes et s'échine à dépoussiérer leur statut, au risque de bousculer l'ordre patriarcal. « Notre société, plaide-t-il sans relâche, ne marche que sur une jambe. L'autre, celle des femmes, souffre de paralysie. » À ses yeux, l'équité entre épouses, condition coranique imposée à tout croyant résolu à contracter plusieurs mariages, relève de la chimère. Quant au verset 33 du livre sacré, invoqué par les adeptes de cet usage, il ne vaut selon lui que pour le Prophète et ses compagnes. Quitte là encore à épouvanter les intégristes, le colonel assimile le *hidjab* à une création satanique. « Ève ne portait aucun vêtement, assène-t-il en décembre 1988 devant le Parlement tunisien. Vous comprenez mieux que Dieu ? Notre Dieu l'a créée ainsi dès l'origine. C'est la nature. Sans le diable, il n'y aurait aucune feuille de vigne. » La soumission des « sœurs » le navre autant que l'archaïsme des mâles. « Vous décrochez des diplômes, lance un jour à une assemblée de femmes celui que le petit peuple honore parfois du surnom viril d'*al-Rajel* – « le mec » –, pour épouser des minables qui vous traitent en domestiques. »

Pressé de bousculer les normes, le Guide retarde à 20 ans l'âge légal du mariage et promeut dès 1981 une loi sur le divorce d'une audacieuse équité. Texte retoqué à trois reprises par le Congrès général du peuple. Qu'à cela ne tienne : en avril 1984, il opte pour le passage en force, impose le principe du consentement mutuel et octroie à la conjointe des droits inédits. Ceux de poursuivre le mari adultère devant un tribunal, d'obtenir une pension, la garde des enfants, voire la jouissance du logis. Soumise dans un premier temps à l'accord d'un juge, l'union multiple le sera ensuite à l'accord écrit de la première épouse. Un arsenal formalisé par la « Charte verte des droits de l'homme », adoptée par les élus du CGP en 1988.

Si ces avancées hérissent les vieilles barbes, la conscription féminine les révulse. Tout comme l'ouverture, en 1979, d'une académie militaire féminine à Tripoli, suivie de celle, à Benghazi, d'un lycée de même nature. « Un treillis de combat porté par une femme, tonne le colonel, vaut plus qu'une tenue de soie portée par une bourgeoise ignorante, niaise, superficielle et inconsciente des défis qui s'imposent à elle et à ses enfants. » Le discours du 1er septembre 1981, date retenue pour la présentation de la première promotion de diplômées, reflète à merveille, grandiloquence et redondances comprises, la logomachie kadhafienne. Qu'on en juge, de préférence au garde-à-vous : « Nous, dans la Jamahiriya et la grande révolution, affirmons notre respect des femmes et levons leur drapeau. Nous avons décidé de libérer totalement les femmes en Libye pour les arracher à un mode d'oppression et d'assujettissement, de sorte qu'elles

soient maîtresses de leur destinée dans un milieu démocratique où elles auront les mêmes chances que les autres membres de la société. […] À l'intérieur de la nation arabe, les femmes ont été en réalité dominées par les forces de l'oppression, le féodalisme et le profit. Nous appelons à une révolution pour la libération des femmes de la nation arabe et ceci est une bombe qui secouera toute la région et poussera les prisonnières des palais et des marchés à se révolter contre leurs geôliers, leurs exploiteurs et leurs oppresseurs. […] Aujourd'hui n'est pas un jour ordinaire mais le commencement de la fin de l'ère du harem et des esclaves et le commencement de la libération des femmes dans la nation arabe. » Rompez.

Aux yeux des exégètes les mieux disposés du kadhafisme, cette académie et ses « gardes jamahiriyennes » reflètent avec éclat le féminisme du Guide. De même, l'amazone issue de ses rangs incarnerait l'audace égalitaire d'un chef enclin à défier les usages patriarcaux. Est-ce si simple ? On attend de ces pionnières une loyauté de type sectaire. Célibataires, elles se dévouent corps et âme au chef ; certaines payant de leur vie, comme on l'a vu, ce zèle sacrificiel.

Plus insolite encore, la création, entre 1980 et 1981, d'un corps de « religieuses révolutionnaires », unité d'élite, plus virtuelle que réelle, composée d'« anges de pureté », censées elles aussi renoncer au mariage et au péché de chair pour se consacrer à la seule défense de la Jamahiriya. « Pourquoi les chrétiennes se font-elles nonnes alors que vous restez assises, spectatrices ?, feint de s'interroger le Guide dans un discours prononcé le 13 février 1981. Seraient-elles plus grandes que la nation arabe ? […] C'est dans l'abnégation que la religieuse révolutionnaire devient sacrée, pure, qu'elle se place au-dessus des individus ordinaires pour approcher les anges. » Faut-il voir dans le vœu de chasteté que prône le colonel, dans son exaltation de la virginité, l'ombre portée de ses obsessions sexuelles ? Pas exclu. Les vraies combattantes ne se donnent qu'à leur patrie ou à leur démiurge. « Comment, ironise celui-ci, pourraient-elles regretter de ne pas épouser des ratés qui sont la risée du monde ? Qui vous a dit que le mariage est obligatoire en islam ? »

Si de telles hardiesses séduisent les cénacles « progressistes », elles heurtent donc de plein fouet la tradition maison. Dans maints foyers, les casernes passent pour des lieux de débauche où seules les traînées viennent s'échouer. Il va sans dire que ces réticences exaspèrent Muammar le pionnier. En avril 1982, il fustige ainsi devant un parterre de lycéennes et d'étudiantes tripolitaines les « parents arriérés ». « Les filles, s'emporte-t-il, ne doivent pas avoir peur et peuvent s'asseoir à côté des garçons, qui ne sont tout de même pas des loups ! De deux choses l'une : ou elles seront faibles et susciteront des convoitises ; ou elles seront fortes, imposeront le respect et découvriront que ceux qui sont assis à côté d'elles sont des Libyens et des êtres humains. […] Certains disent : "Surveillez-les !" Mais pourquoi les surveiller ? Ce ne sont pas des poules ! Qu'elles se surveillent toutes seules ! » Pas sûr que l'injonction suffise. Les rumeurs que

suscitent les « amazones », figurantes mythiques du théâtre aux armées libyen, confortent les préventions des chefs de famille. Il se chuchote que ces anges gardiennes sculpturales sanglées dans des treillis trop chics, qui émoustillent tant les Excellences de passage, tels le Français Roland Dumas ou l'Italien Silvio Berlusconi, ne seraient pas toutes des soldates surentraînées ; et que les pourvoyeurs du « harem » de Bab al-Aziziya puisent dans les rangs de cette garde rapprochée… En Occident, l'archétype de la guerrière farouche toute à la dévotion du chef intrigue et fascine. Même si, convenons-en, il renvoie moins au culte des héroïnes antiques qu'aux fantasmes de romans de gare un peu lestes. Les archives des journaux regorgent de reportages à la gloire de ces pionnières, toujours prodigues en éloges à l'égard du colonel. « Sans le Guide, flagorne ainsi une certaine Fatia, citée par le quotidien britannique *The Guardian*, les femmes en Libye ne seraient rien. Il nous a donné la vie. Je suis prête à mourir pour lui. C'est un père, un frère, un ami à qui tu peux te confier[18]. »

« Le féminisme kadhafien, soutient l'ex-ambassadeur Christian Graeff, est une invention *sui generis*. Il s'agit de travailler la société, d'en faire bouger les lignes, par le biais des femmes. Y compris politiquement. Une stratégie unique dans le monde arabe[19]. » Féministe, Kadhafi ? Telle est la thèse que défend Maria Graeff-Wassink, l'épouse du diplomate, dans un essai étonnamment indulgent[20]. N'exagérons rien. L'examen du Livre vert l'a amplement attesté : en ce domaine comme dans tant d'autres, la doctrine de l'intéressé s'avère équivoque et fluctuante. Tiraillé entre élans modernistes et pesanteurs ancestrales, il peut dans un même souffle condamner les usages discriminatoires et invoquer les « défauts biologiques » des femmes. « Vous voulez couler de l'acier comme les femmes bulgares ?, leur lance-t-il en mars 1973 à Benghazi. Pouvez-vous sauter en parachute quand vous attendez un bébé ? » Quatre mois plus tard, le retour du refoulé machiste le rattrape au Caire, devant une assemblée de 800 Égyptiennes : les « appels aveugles de gens ignorants » en faveur de l'égalité risquent de précipiter « la fin de la famille ». « Si les sœurs d'Égypte veulent être changées en hommes, poursuit-il, qu'elles revêtent un bleu de travail et bitument les routes. À elles de voir. » À la tribune, sur un tableau noir, le conférencier inscrit les mots virginité, menstruation et grossesse sous la rubrique « Particularités physiologiques », et place dans la colonne « Particularités psychologiques » la beauté, la séduction et l'émotivité. Avant de lâcher son verdict : « Comment des femmes affectées de telles anomalies peuvent-elles exiger l'égalité ? » Stupeur et cris de colère dans les travées. D'autres formules, tout aussi abruptes, méritent de figurer dans le florilège des raccourcis sexistes du colonel. « Les femmes ont le droit de s'exprimer, mais pas dans le domaine de la chimie, du ciment et du goudron », décrète-t-il un jour. Quant à la « prétendue libération de la femme » dans certains pays arabes, elle aura eu pour seul effet de « les livrer au vice et à la débauche ». Le sort de sa cousine occidentale demeure toutefois moins enviable encore. Dans le recueil

d'entretiens à quatre voix déjà cité[21], il la voit en victime d'une « grande duperie », sacrifiée par la société industrielle, astreinte à de nouvelles formes d'esclavage, contrainte de renoncer à sa féminité, à la maternité et à la famille. Voilà pourquoi le *qaïd as-Thawra*, que l'on sait friand d'auditoires féminins, tient tant à affranchir les infortunées européennes.

Il s'y emploie, avec des fortunes diverses. En juin 2009, le voilà face à un millier d'Italiennes, pour une conférence introduite par la ministre de l'Égalité des chances Mara Carfagna, ancien mannequin *topless*. Cette ex-Miss Italie voit dans la venue du Guide un « message fort et clair contre la discrimination envers les femmes ». Fort et clair ? Au début, oui. « Le monde, déclare l'orateur, a besoin d'une révolution féminine basée sur une révolution culturelle. » C'est ensuite que l'affaire se corse. Les à-peu-près de Kadhafi, traduits par un interprète qui peine à garder son sérieux, suscitent un brouhaha croissant. Lorsqu'il tente de reprendre la main, le Libyen aggrave son cas. « Pourquoi faudrait-il que les femmes sollicitent du chef de l'État le droit de conduire ?, hasarde-t-il. Ce sont leurs maris et leurs frères qui devraient en décider. » Nouvelles huées garanties… Qu'importe. En août 2010, Muammar Kadhafi et sa suite – une foule d'invités et des dizaines de chevaux – débarquent de nouveau à Rome. En marge d'un sommet de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le colonel donne une double conférence sur l'islam, rééditant ainsi le *show* offert l'année précédente. Son public : plusieurs centaines de femmes, recrutées pour l'essentiel par l'agence d'hôtesses et de mannequins Hostessweb, agence dont le patron, Alessandro Londero, fréquente le gratin libyen en partenaire et en ami. Ainsi le verra-t-on l'été suivant rentrer de Tripoli, capitale menacée par les rebelles, porteur d'une lettre d'appel au secours datée du 5 août 2011, que le Guide adresse au *cavaliere* Silvio Berlusconi. Les critères de sélection des élues, gratifiées chacune de 80 à 150 euros et d'un Coran, n'ont rien de très jamahiriyen. Elles doivent être jeunes, jolies, mesurer *a minima* 1,70 mètre, et se conformer au code vestimentaire en vigueur : chaussures à talons, mais pas de décolleté. Il leur faut aussi faire preuve de patience et endurer le long monologue du satrape bédouin. Lequel, improbable conseiller matrimonial, recommande aux figurantes transalpines de convoler avec des Libyens, ce qui leur garantirait de se voir « mieux respectées qu'en Occident ». Extrapolant l'évolution démographique des communautés turques, il leur annonce aussi que l'islam régnera sous peu sur l'Europe. Les invite-t-il à se convertir ? Lui le niera, quitte à contredire le témoignage de plusieurs participantes[22]. « Un cirque humiliant », tonne aussitôt l'éditorialiste du quotidien *La Repubblica*. « L'Italie est devenue le Disneyland de Kadhafi », renchérit la revue de la fondation Fare Futuro. Le Guide n'a cure d'un tel tollé : il s'offre une échappée piétonne dans la Ville éternelle, avec pause

cappuccino et escale *gelati*. Quoi de plus naturel pour un homme enclin à souffler le chaud et le froid ?

Son attrait pour les *top models* vient de loin et ne connaît nulle frontière. Neuf ans avant le « cirque » romain narré ci-dessus, ce tropisme avait d'ailleurs déclenché une tempête diplomatique dans le ciel sénégalo-libyen. Le 28 août 2001, les gendarmes de l'aéroport international Léopold-Sédar-Senghor, intrigués, bloquent l'embarquement d'une centaine de beautés locales, en partance pour Tripoli à bord d'un Boeing 727 sous pavillon maltais. Les jeunes femmes, leur dit-on, doivent participer le 1er septembre à un défilé de mannequins censé agrémenter les festivités du trente-deuxième anniversaire de la révolution d'al-Fateh. À ceci près que l'affaire, casting compris, a été montée à l'insu des autorités et avec la complicité d'un trio de figures de la mode dakaroise, qui seront d'ailleurs inculpées pour proxénétisme et complicité. Filière de prostitution masquée ? Le soupçon flotte, d'autant que l'une des entremetteuses, mariée à un Libyen, avait orchestré quelques mois plus tôt le séjour tripolitain de 50 modèles, bientôt privées de passeport, séquestrées dans leur hôtel et, apprendra-t-on, promises à un test de dépistage du sida… Fureur immédiate du président Abdoulaye Wade et de son ministre des Affaires étrangères, Cheikh Tidiane Gadio. « Alertée, j'ai foncé en pleine nuit chez le colonel, raconte une de ses collaboratrices d'alors. Avant d'appeler le bras droit de Wade pour tenter d'éteindre l'incendie. » Qu'est-il advenu du fameux défilé ? « Disons, poursuit cette initiée, que l'entourage de Kadhafi s'y est pris autrement… » « Schéma classique, soupire en écho un ministre togolais. Des filles de chez nous se sont fait piéger de la même manière. On leur fait miroiter un défilé de mode et une enveloppe de plusieurs milliers de dollars. En fait de podium, elles se retrouvent entre les pattes d'un proxénète. »

Enfants gâtés, enfants perdus

Repérée dans l'un des innombrables portraits télévisés du Guide libyen, la scène mérite d'être brièvement décrite. On y voit, sous la tente bédouine comme il se doit, Muammar Kadhafi en grand-père attentionné, taquinant une brunette à queue-de-cheval. « Est-ce que tu m'aimes ? », demande-t-il à sa petite-fille. *« La ! »* – non, en arabe –, réplique-t-elle. « Alors comme ça, tu me détestes… Ne suis-je pas un homme bon ? » *« La ! »*, persiste la gamine. La vérité, dit-on, sort de la bouche des enfants. Maintes archives antérieures levaient déjà un tout petit coin du voile sur l'intimité familiale. Voici le colonel version 1984, vêtu d'un survêtement rouge vif, jouant au football avec Hannibal, l'un de ses fils, et Aïcha, la fille unique. Dans un documentaire déjà mentionné, Éric Rouleau l'interroge sur « le moment le plus important » de son existence. Réponse du patriarche : « Quand mon épouse a donné naissance à Aïcha. » Celle-ci serait-elle la préférée ? « Oh oui ! » On retrouve le Guide cinq ans plus tard face à Patrick Poivre d'Arvor. Toujours sous la tente, mais en anorak, et bien plus laconique. Pourquoi ne voit-on plus votre épouse Safiya ? « L'occasion ne s'est pas présentée… », esquive-t-il. Et quand PPDA s'enquiert du nombre d'enfants du couple, le Guide ne s'étend pas. « Sept, depuis le décès d'Hana. » Un décès que l'on sait plus qu'incertain, voire hautement improbable.

Sept, le compte y est, sauf erreur ou omission. Six garçons et une fille. Une fratrie turbulente, parfois déchirée, dont Kadhafi tend, malgré quelques accès d'autorité, à absoudre les frasques[1]. Né d'une première union, l'aîné Mohammed ne défraie guère la chronique, sinon lors d'âpres différends avec son tonitruant cadet Saadi. Pour le reste, cet ingénieur en informatique, réputé compétent, conduit sans tapage une carrière de fils de la nomenklatura. Patron de l'Autorité générale des postes et télécommunications – ce qui lui donne la haute main sur le lucratif marché de la téléphonie mobile –, cet amateur d'échecs préside par ailleurs l'Automobile Club de Libye, le Comité national olympique et un club de football tripolitain. Sans jamais afficher d'ambition politique, à la différence du n° 2, l'illustre Seif al-Islam.

Dauphin présumé, le « Glaive de l'islam » – telle est la signification de son prénom – aura endossé tour à tour les oripeaux du jet-setter mondialisé familier de Saint-Tropez, le veston chic du réformateur policé, chantre de l'ouverture à l'Occident, de la liberté d'expression et des droits de l'homme, puis le treillis de combat du boutefeu haranguant, kalachnikov à la main, une escouade de fantassins fidèles à la Jamahiriya agonisante, sommés de noyer les rebelles de Benghazi et d'ailleurs sous des « rivières de sang ». Avant de se draper dans la défroque du Touareg en cavale et, enfin, dans l'humble livrée gris-bleu du taulard. Car la chevauchée de cet architecte de formation, médiocre artiste peintre, intime du bellâtre populiste autrichien Jörg Haider comme de tel baron du blairisme, thésard choyé et bienfaiteur de la prestigieuse London School of Economics (LES), prend fin brutalement le 18 novembre 2011. Ce jour-là, une poignée de miliciens berbères du djebel Nefussa intercepte le jeune quadra, qui tente vainement de se faire passer auprès d'eux pour un chamelier. Statut imaginaire, invoqué néanmoins en vertu d'une implacable logique : sa traversée du désert commence. Et elle durera près de six années. C'est en effet le 10 juin 2017 que la brigade de Zintan (Nord-Ouest) qui détenait l'héritier déchu, gratifié au demeurant d'un régime carcéral étonnamment clément, annonce l'avoir libéré en vertu d'une loi d'amnistie promulguée par le pouvoir parallèle établi en Cyrénaïque. Et ce au grand dam du cabinet al-Sarraj, des autorités judiciaires tripolitaines et de la Cour pénale internationale[2]. Où se terre depuis lors le cadet, condamné à mort par contumace le 28 juillet 2015 ? À la fin de l'été, l'incertitude planait encore. Qu'elle paraît loin l'époque où « Seif » entraînait dans son sillage un duo de tigres blancs du Bengale, Barney et Fredo, placés un temps en pension au zoo viennois de Schönbrunn. Et que dire des vernissages de ses croûtes vaguement inspirées de Salvador Dalí, accrochées aux cimaises de quelques musées par des galeristes complaisants ou vénaux ? Que dire de l'escale parisienne de l'exposition itinérante – Londres, Berlin, Tokyo, Madrid, São Paolo, Moscou –, hébergée en février 2002 par l'Institut du monde arabe, sinon qu'elle fut généreusement sponsorisée par une dizaine d'acteurs de la filière pétrolière ? Et que le tableau intitulé *Le Défi* constitue avant tout un défi à la critique d'art ? Il met en scène l'effigie haut perchée d'un Muammar Kadhafi enturbanné à corps d'aigle, surplombant trois pénitents en robe de bure, dont deux lestés d'une lourde croix. Allégorie du triomphe de la justice sur les Croisés, paraît-il. « Il a de l'avenir, de l'influence et les faveurs de son père », avance à l'époque un orientaliste du Quai d'Orsay. Deux ans plus tard, le jeune quadra au crâne rasé reçoit en gandoura crème dans une bonbonnière mauresque proche de Tripoli. Il règne dans la résidence fétiche du cadet, plantée au beau milieu d'un *no man's land* ocre balayé par l'harmattan, une quiétude cossue. Mosaïques, vitraux colorés, plafonds de bois alvéolés, lustres en verre de Gallé, canapés grenat noyés sous les coussins à pompons ornés d'étoiles et de croissants… Avec, en fond sonore, le doux clapotis d'une fontaine et le babil que

diffuse, *via* un téléviseur XXL *made in Japan*, la chaîne qatarie al-Jazeera. Que dit-il alors de l'après-Muammar ? « Je me tiens à l'écart, dans mon coin. Et je joue mon rôle de journaliste, d'écrivain, de professeur. Je ne suis ni prince héritier, ni président. » En titre, certes. Mais « l'ingénieur Seif » en a parfois les attributs. Au nom de sa « Fondation mondiale Kadhafi pour la bienfaisance », il négocie en 2000 aux Philippines la libération des otages de Jolo, kidnappés par les miliciens de l'islamiste Abou Sayyaf, mais aussi les modalités d'indemnisation des familles endeuillées par les tragédies de Lockerbie et du Ténéré ou le retour au pays de l'agent Abdelbaset al-Megrahi, détenu en Écosse. On le retrouvera encore en juillet 2007, à l'heure de boucler le montage financier nécessaire à la libération des infirmières bulgares recluses depuis huit ans dans les geôles du régime. De même, « le Glaive », fine lame de la planète business, supervise les investissements à l'étranger de la Lafico et d'Oilinvest, deux holdings aux performances piteuses que ce libéral, honni par la vieille garde, rêve de remanier en profondeur. Conscient de cette aversion, Muammar se garde bien d'adouber son héritier putatif. Tantôt, il semble lui laisser la bride sur le cou, comme pour tester par procuration un hypothétique changement de cap institutionnel, économique ou doctrinal. Tantôt, il muselle ses audaces, au point d'avaliser la fermeture de médias acquis à ses thèses. Rivalité frontale ? Non, plutôt un partage des tâches. Le père, qui tient comme toujours à garder deux fers au feu, rassure les vétérans, tandis que le fils s'efforce de canaliser les impatiences de la jeunesse et de vaincre la méfiance des investisseurs étrangers. En janvier 2004, dans un éditorial iconoclaste, le quotidien *Al-Zahf al-Akhdar,* organe des comités révolutionnaires, hasarde que le moment est peut-être venu de désigner un président de la République, étant entendu que nul ne peut prétendre assumer la fonction de Guide après Muammar Kadhafi. Il y aurait donc un « après » ? Blasphème payé cash : éviction du rédacteur en chef et suspension du titre, confié au très dogmatique Rajab Boudabbous, radicalement hostile à cette audace. « Ce débat n'a pas lieu d'être, nous confie-t-il à l'époque. Un président ? C'est bien la dernière chose dont nous avons besoin. » Preuve est faite qu'il n'y a pas dans ce pays de presse libre, s'insurge aussitôt Seif al-Islam. Trente mois plus tard, le cadet rue de nouveau dans les brancards. « En Libye, ose-t-il à rebours de la logomachie en vigueur depuis des lustres, le pouvoir n'a jamais appartenu au peuple. » Au passage, il flétrit le clan des « fonctionnaires corrompus » et des apparatchiks hostiles à toute réforme, dénonce l'indigence de la presse, « limitée à quatre titres médiocres et sans relief ». Plus subversif, Seif suggère de sortir enfin de l'ère révolutionnaire et d'adopter une Constitution, code jugé superflu dans le Livre vert. Pour mûrir son projet, il prend la tête d'un comité appelé à ébaucher une loi fondamentale digne de ce nom, et fait appel à une brochette de sommités universitaires américaines – le politologue Benjamin Barber, l'historien Francis Fukuyama et le théoricien du *soft power* Joseph Nye –, ainsi qu'au sociologue britannique Anthony Giddens. L'ébauche de

« Charte nationale de l'État libyen » qui fuite à l'été 2008 suffit à ébranler les colonnes du temple. Certes, elle claironne en préambule que « Muammar Kadhafi est le Leader historique de la grande Révolution du 1er septembre et le fondateur du système de la Jamahiriya » et que « les Libyens sont fiers de lui, de son rôle historique sans équivalent et de son engagement à préserver le pouvoir du peuple ». Mais le texte préconise la désignation pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois d'un président et d'un vice-président. Au suffrage universel ? Pas si vite : la mission échoirait au Congrès général du peuple et au Conseil de commandement social, seconde chambre créée à ses côtés. Qu'importe, c'est encore trop pour les zélotes du statu quo, qui s'empressent de torpiller l'esquisse, fruit à leurs yeux d'un complot ourdi à l'étranger afin de déclencher la guerre civile et de liquider la révolution. Qu'il s'agisse d'un authentique *Blitzkrieg* politique, d'un ballon d'essai ou d'un leurre, Seif al-Islam vient de perdre la partie. Le Glaive rentre au fourreau. Il en resurgira, pour le pire, à l'heure du naufrage.

À l'époque, les libyanologues ne lui connaissent pourtant au sein de la tribu familiale qu'un rival virtuel, Moatassem, le jusqu'au-boutiste dont on verra à l'automne 2011 le cadavre gésir un temps sur un matelas de mousse crasseux au côté de celui de son père, dans une chambre froide de Misrata. Il est vrai que ce colonel formé à la médecine se voit propulsé en 2007 à la tête du Conseil de sécurité nationale, avant d'en être évincé. Et pour cause : mû par une pulsion inexpliquée, voire sous l'empire de l'alcool, il lance un jour les chars de son unité d'élite à l'assaut de Bab al-Aziziya. Forfaiture que notre irascible Brutus paiera d'un exil égypto-russe, abrégé par un retour en grâce aussi énigmatique que son coup de sang. En avril 2009, le voici reçu à Washington par la secrétaire d'État Hillary Clinton. Mieux, Moatassem, très actif sur le juteux marché des contrats d'armements, a l'insigne honneur d'accompagner papa de Moscou à Rome, puis au siège de l'ONU. Dans la sourde guérilla de succession qui l'oppose alors à Seif al-Islam, ce prétorien, par ailleurs aux commandes de la Compagnie nationale de transport maritime, peut se prévaloir d'un atout maître, mais pâtit d'un handicap. Son atout : la bienveillance des dignitaires tribaux, de l'appareil sécuritaire et des caciques conservateurs. Son handicap : ses outrances ruineuses de bringueur invétéré. Ainsi, Moatassem enterre – et noie dans le whisky et le champagne – l'année 2009 dans un club huppé de Saint-Barthélemy, île française des Antilles. Au menu, un concert privé de Beyoncé, idole du RnB, dotée pour l'occasion d'un cachet d'un million de dollars. Cachet que, prise de remords, la chanteuse texane reversera à un fonds créé pour porter secours aux victimes du séisme qui, en janvier 2010, a dévasté Haïti.

Le goût de l'esbroufe et la cupidité : voilà sans doute les plus éclatants dénominateurs communs des stars de la galaxie familiale, enfants gâtés avides d'empocher les dividendes de la kleptocratie maison. En février 2006, la conquête de la franchise Coca-Cola et la mainmise sur une usine

d'embouteillage déclenchent d'ailleurs une bagarre homérique, les séides de Moatassem allant jusqu'à kidnapper un cousin et beau-frère du premier-né Mohammed. On sait qu'il y a du Néron et du Borgia chez les Kadhafi. Moins qu'on trouve aussi en eux du Picsou. « Vous connaissez le film *Le Parrain* ?, écrit alors un diplomate américain dans un télégramme. C'est ce que nous vivons ces derniers mois »…

En public, le Guide oscille entre déni et indulgence, quitte à imputer les incartades de ses rejetons à une forme d'impétuosité juvénile. Il faut bien que jeunesse se passe… En privé, il en va tout autrement. Car lui mesure l'impact désastreux de leurs fredaines de gosses de riches dans l'opinion certes, mais aussi chez les apparatchiks de la Jamahiriya. Selon un diplomate européen, il réunit ainsi sa progéniture à Syrte au début de l'année 2007, lui tenant à peu près ce langage : « Vous n'avez d'autre couverture que mon burnous. C'est lui qui empêche la vieille garde, les comités révolutionnaires et même une frange de l'armée de réprouver vos écarts. Si vous tenez à préserver vos privilèges, tâchez de rester soudés. »

Extradé de sa retraite nigérienne en mars 2014, Saadi, troisième fils du patriarche, a depuis lors tout loisir de méditer en sa cellule de la prison tripolitaine d'al-Habda sur les vanités d'ici-bas. Pour ce qui le concerne, la matière ne manque pas. Son péché mignon ? Le ballon rond, passion dévorante. Nul doute qu'au temps de sa splendeur, l'intéressé doit moins à ses talents qu'à son pedigree et à la fortune de la dynastie le brassard de capitaine du onze national, son fauteuil de président de la Fédération libyenne de football et ses fugaces apparitions sur les pelouses de la Série A italienne, notamment dans les rangs du club de Pérouse. Temps de jeu cumulé de ce joker de luxe abonné au banc des remplaçants : un quart d'heure, dont une poignée de minutes face à la Juventus de Turin, détenue à hauteur de 7,5 % par le clan paternel *via* le fonds d'investissement d'État Lafico. Qu'importe : l'officier barbu tient mordicus à entrer dans l'histoire sous le maillot de meilleur attaquant d'Afrique. Il recrute ainsi à prix d'or les Argentins Carlos Bilardo, entraîneur sacré lors du *Mundial* 1986, et Diego Maradona, dribbleur au talent fou et cocaïnomane récidiviste. Mais aussi, dans le rôle du préparateur physique, le sprinteur canadien Ben Johnson, champion olympique 1988 promptement déchu de son titre pour dopage. Fâcheux tutorat : c'est pour avoir forcé sur la Nandrolone, substance prohibée, que Saadi lui-même, élu « plus mauvais joueur de la saison » par les téléspectateurs de la RAI, se voit contraint dès 1993 d'abréger son aventure transalpine. Il n'empêche : rien n'est trop beau pour notre intermittent du spectacle, enclin en outre à investir à Hollywood une partie de la fortune que lui procurent ses prébendes dans les BTP et le tourisme. Quand programme-t-on Libye-Ghana, match de clôture d'un tournoi de prestige ? Le 31 décembre 1999 à 23 heures locales. Ce qui permet au colonel de réserve de l'arme du génie d'inscrire – qui l'eût cru ? – le dernier but du millénaire.

Peccadille au regard de ce qui advient en août 2000, alors que son équipe est menée à Benghazi 1-0. Deux penaltys imaginaires, un but hors jeu et trois expulsions plus tard, l'offense est effacée. En rage, les fans du club local ainsi floué saccagent le centre-ville en hurlant des slogans hostiles au fiston et lâchent dans les rues un âne affublé du maillot de celui que l'on surnomme au choix « Khadafoot » ou « le Hooligan ». Lui, en représailles, décrète la relégation de Benghazi à l'échelon inférieur et lance des bulldozers à l'assaut de son stade. L'émoi est tel qu'il finit par présenter sa démission, bientôt reprise sous l'avalanche de suppliques « spontanées » adressées au Guide en personne. Quatre ans plus tôt, déjà, un derby tripolitain avait viré à la mêlée ouverte. Celui-là mettait aux prises, en une joute fratricide, son club et celui de l'aîné Mohammed. Bataille rangée, échanges de tirs entre gardes du corps : on aurait ramassé dans les gradins et alentour une vingtaine de cadavres.

En cet automne 2017, d'autres dépouilles obscurcissent l'horizon du volcanique Saadi, jugé non seulement pour son implication présumée dans l'écrasement de l'insurrection de 2011, mais aussi pour le meurtre d'un ancien entraîneur de football.

Dans la famille Kadhafi, la fille… Fille unique à plus d'un titre. Surnommée abusivement la « Claudia Schiffer des sables », au prétexte qu'elle affecte une modernité factice et teint en blond sa chevelure, tardivement dérobée aux regards sous un voile plus ou moins vaporeux, cette avocate plaide peu, mais avec une fougue inaltérable. Peut-être se souvient-on de son amer passage à la Sorbonne, déjà évoqué, ou de cet éloge incongru de l'IRA qui, prononcé en juillet 2000 au cœur de Hyde Park, la contraint d'abréger une virée londonienne. La favorite de papa Muammar, qui tient dit-on sa seule fille biologique pour « le plus politique » des enfants nés de ses œuvres et la juge digne du prix Nobel de la paix, rejoint ainsi en 2004 le collectif des défenseurs du tyran irakien Saddam Hussein. Et l'auteur de ces lignes l'apercevra encore, en mars 2011, armée d'un mégaphone et juchée à l'arrière d'un pick-up, sillonnant les pelouses du complexe de Bab al-Aziziya, histoire de doper la ferveur du dernier carré des fidèles. Dans l'épreuve, la princesse Aïcha manifeste au demeurant une indéniable fermeté d'âme. Le 29 août suivant, voici qu'elle franchit clandestinement, enceinte jusqu'aux yeux, la frontière algérienne en compagnie de sa mère Safiya, de son demi-frère Mohammed et de son frangin Hannibal, dont il sera question sous peu. Et c'est dans un hôpital de Djanet qu'elle accouche, le lendemain même, d'une fillette. Du moins s'en tient-on ici au scénario le plus plausible. Car la rumeur distille *via* la Toile une collection de variantes. Selon l'une d'elles, la gamine serait tout bien considéré un garçon. À en croire une autre, la pasionaria ayant enfanté six mois auparavant n'a pu en aucun cas donner si tôt naissance à un autre bébé, de quelque genre qu'il fût. À l'invitation du président Abdelaziz Bouteflika, la colonie s'installe ensuite dans

une résidence d'État de Staoueli, station balnéaire de la banlieue ouest d'Alger. Fraîchement déchue de son titre d'« ambassadrice de bonne volonté » de l'ONU, « Doctora Aïcha » entonne dès septembre sur la chaîne syrienne Arraï, chambre d'écho du régime finissant, un réquisitoire incandescent. Honneur au Frère Guide, sus aux traîtres, vengeance pour les martyrs et honte sur l'Otan. L'Otan ? Une instance qu'elle vomit, tout comme elle exècre les dirigeants français, Nicolas Sarkozy en tête, cible d'une plainte pour « crimes contre l'humanité » promptement classée sans suite par le parquet de Paris. Il faut dire que son époux – un cousin, officier de profession – et, selon les versions, un ou deux de ses enfants auraient péri sous les bombes de l'Alliance atlantique. Embarrassantes pour ses hôtes algériens, les foucades de l'éruptive héritière deviennent intolérables lorsque, non contente d'incendier le mobilier du logis gracieusement prêté, elle lacère paraît-il un portrait de « Boutef' ». Crime de lèse-majesté. Désormais indésirables, les Kadhafi mettent le cap sur le Golfe, où le sultan omanais Qabous ibn Saïd les accueille en VIP en octobre 2012, sans qu'ils y perdent au change. Les voici installés dans une villa cossue de Qurum, quartier huppé de Mascate. Seules exigences du souverain : ici, point de vagues et pas de politique. Cinq ans après, le marché tenait toujours. Adieu au droit pour la juriste militante. Adieu aux affaires pour la *businesswoman* férue d'immobilier. Et adieu aux plaidoyers humanitaires pour la figure de proue de la fondation caritative Waatassimou, engagée notamment dans la lutte contre les violences conjugales.

Une cause des plus nobles, à laquelle Aïcha n'a jamais hélas converti Hannibal, cogneur invétéré. Car le ci-devant chef de l'autorité portuaire et maritime libyenne, enclin au temps de l'insouciance à dévaler les Champs-Élysées à 140 km/h, à contresens et en état d'ébriété au volant d'une Porsche, comme à arroser des policiers italiens à la neige carbonique à la sortie d'un night-club, traîne en l'espèce un lourd passé. En mai 2005, la justice française condamne le frérot au prénom carthaginois à quatre mois de prison avec sursis et 500 euros d'amende : il est vrai qu'il a molesté son épouse, le mannequin libanais Aline Skaf, enceinte de huit mois, dans leur chambre d'un hôtel de luxe du quartier de l'Opéra. Trois ans plus tard, la police suisse a l'outrecuidance d'interpeller dans un palace genevois le couple, coupable d'avoir roué de coups et tailladé deux de ses domestiques, un Marocain et une Tunisienne. Aussitôt, Kadhafi père ordonne l'incarcération à Tripoli d'un tandem d'ingénieurs helvétiques, gèle les livraisons d'or noir à ce « pays mafieux », suspend les vols de la Swissair et menace de retirer les 5 milliards d'euros d'avoirs libyens à l'abri dans les banques de la place. Représailles efficaces, puisque Berne se résout à une piteuse reddition. Pour Hans-Rudolf Merz, alors président de la Confédération, Tripoli devient l'autre nom de Canossa. Il s'y rend le 20 août 2009 afin de présenter des « excuses officielles » pour cette « arrestation injuste et inutile ». La même année, c'est au tour des *bobbies* londoniens de faire

irruption dans une suite du Claridge : Monsieur vient à nouveau de boxer Madame. Mais notre gentleman sait se faire pardonner : il offre peu après à la cover-girl au minois tuméfié une soirée new-yorkaise avec, en *guest star* là encore, la peu regardante Beyoncé. Au rayon cruauté, la délicieuse Aline n'est d'ailleurs pas en reste. À l'été 2011, quand sonne pour la Jamahiriya le glas de la déroute, on découvre dans un misérable appentis de la luxueuse villa tripolitaine du couple infernal une nounou éthiopienne au visage ravagé par d'atroces brûlures : sa patronne avait pris le pli d'ébouillanter l'infortunée Shweyga Mullah lorsque celle-ci ne parvenait pas à calmer les brailleries des enfants. À l'évidence, l'ex-mannequin a moins d'égards pour le petit personnel que pour la gent canine : il lui est arrivé, soutient un diplomate libanais, d'expédier un avion à Beyrouth afin d'en rapatrier son chien de compagnie favori. En explorant la résidence d'Hannibal, l'envoyé spécial du quotidien britannique *The Independent* déniche aussi dans un ordinateur abandonné les traces de trois virements bancaires pour un montant total proche de 20 millions d'euros, ainsi que les plans du *Phoenicia*, un yacht pharaonique pourvu d'un aquarium assez vaste pour qu'y batifolent six requins.

Inconnus l'un et l'autre des magazines et des sites *people*, deux autres fils ont selon toute vraisemblance succombé durant les combats du premier semestre 2011. Diplômé d'une université munichoise et officier de son état, Seif al-Arab a semble-t-il été tué lors d'un raid de l'Otan, dans la nuit du 30 avril au 1er mai. Plus équivoque, le cas du benjamin Khamis, patron jusqu'à la chute finale de la très redoutée 32e brigade, considérée par les experts comme l'unité la plus fiable et la mieux équipée de l'armée. L'ex-cancre de l'« Espoir vert », école d'élite tripolitaine, a-t-il péri dans l'attaque-suicide d'un pilote de chasse sur son QG aux premières heures de l'insurrection ? Le jeune officier formé au métier des armes en Russie puis à la gestion d'entreprise à Madrid aurait-il succombé fin août à Tarhuna, au sud-est de Tripoli ? Celui qui, à partir de Sebha, a orchestré le recrutement de mercenaires tchadiens, maliens ou nigériens, n'est-il pas plutôt passé de vie à trépas en octobre 2012 à Bani Walid, ultime bastion loyaliste ? Un scénario plus romanesque l'imagine même se glissant en catimini à bord du Boeing 747 du sultan d'Oman, dépêché à Alger pour y cueillir sa mère et trois de ses aînés…

Selon la geste kadhafienne, ledit Khamis, alors âgé de 3 ans, fut blessé lors du raid américain d'avril 1986. Raid supposé fatal, on l'a vu, à un bébé prénommé Hana. Si elle a très probablement survécu au déluge de feu lâché par les F-111, la gamine se voit néanmoins élevée au rang de victime emblématique de la barbarie *yankee*. Des années durant, tout hôte de marque se verra invité à recueillir, à Bab al-Aziziya, entre le berceau-cage et les meubles d'enfant. En 2006, pour célébrer le vingtième anniversaire de l'« agression impérialiste », Tripoli accueille un « festival Hana pour la paix et la liberté ». On y entend le

ténor espagnol José Carreras et le demi-dieu de la soul Lionel Richie donner de la voix devant l'édifice dévasté. Sept ans plus tôt, pourtant, en juin 1999, la petite martyre officielle, devenue adolescente, était apparue au côté du Guide au Cap, à la faveur d'un lunch présidé par l'icône sud-africaine Nelson Mandela. Un tabou d'État ? En quelque sorte. Reste que l'imposture ne dupe nullement les Libyens les moins crédules. Le soupçon devient certitude à l'été 2011, grâce au témoignage recueilli alors auprès d'un jeune généraliste. Pour son malheur, celui-ci a côtoyé la miraculée sur les bancs de la fac de médecine, puis au *mustashfar merkezi* – l'hôpital central – de Tripoli. « Tout s'est gâté, nous confie-t-il alors, le jour où, à la cafétéria, je sermonne une collègue qui arbore le badge fétiche des partisans du régime. Dès le lendemain, l'un des gardes du corps d'Hana me somme de ne plus remettre les pieds à l'hosto. Hélas, je commets l'erreur de braver la consigne, le temps de retirer un courrier. Sur le parking, les nervis de la "Brigade antiterroriste" me passent à tabac, me bandent les yeux et m'embarquent. En prison, j'ai cru mourir dix fois sous la torture[3]. » Récit étayé par un chirurgien attaché au même établissement. « Hana arrivait le matin au volant de sa BMW, flanquée de deux voitures d'escorte, raconte Issam. Au dernier étage de ce bâtiment, Kadhafi avait fait aménager une chambre tout confort accessible à sa seule fille, avec marbre, lustres et parquet de prix[4]. » Quelques jours plus tard, un milicien futé tente de vendre au reporter de passage une liasse de photos souvenirs raflées peu après l'assaut victorieux des insurgés sur Bab al-Aziziya. Zoom sur notre rescapée, plutôt replète, en treillis de camouflage, ou posant entre Muammar et Safiya à l'occasion d'un somptueux dîner d'anniversaire, voire lovée sur un sofa kitch au côté de papa et d'Aïcha. Mais hélas, aucun cliché en compagnie du fameux orthodontiste londonien venu soigner à prix d'or la dentition de la fille adoptive et plus ou moins cachée du colonel. Puisque nous en sommes aux reliques, un mot sur celles dénichées par une poignée de journalistes dans le pied-à-terre d'Hana, au cœur du palais-caserne cher au Frère Guide : un sac Agatha, un flacon de parfum de marque, une plaquette de Valium, deux soutiens-gorge Chantal Thomass 95 B et un livret de chansons de Dalida. Une copie du serment d'Hippocrate peut-être ? Non. Certes, une infirmière de l'hôpital central décrit une praticienne « polie et appliquée ». Mais au détour d'une enquête fouillée, *Libération*[5] cite le verdict glaçant prêté à la doctoresse tandis qu'affluent dans son service de chirurgie, qu'elle fuira le 20 août, les premiers blessés du soulèvement : « Pas de poches de sang pour ces rats de rebelles ! »

ACTE V
MAGIE NOIRE

Rêves d'Afrique

Une thèse convenue, colportée par d'innombrables écrits, veut que Muammar Kadhafi n'ait porté le regard vers le sud – l'Afrique subsaharienne – qu'après l'avoir détourné de son Orient, la sphère arabo-musulmane. Illusion d'optique. « Il n'y a pas eu volte-face, soutient l'ex-ambassadrice Josette Dallant. Kadhafi a toujours été arabe ET africain. Faisant prévaloir selon les circonstances l'une ou l'autre de ses stratégies[1]. » Nul doute que les échecs essuyés sur le front de l'unité arabe lui inspirent un dépit tantôt navré, tantôt rageur. Et qu'ils incitent le futur « roi des rois traditionnels d'Afrique » à intensifier une offensive protéiforme, politique, diplomatique, militaire, religieuse et culturelle. Ne supprime-t-il pas en 2000 le ministère de l'Unité arabe au profit d'un portefeuille de l'Unité africaine ? Cela posé, un dense faisceau d'indices atteste la précocité de son ambition continentale. D'autant qu'historiquement, la Libye a toujours été tiraillée entre Maghreb, Machrek et aire subsaharienne. Après tout, les routes caravanières d'antan couraient du golfe de Syrte à celui de Guinée. Quant à la Jamahiriya, voilà des lustres que, armée de ses « pétrodinars », elle laboure méthodiquement le continent noir sous la houlette de centaines d'imams, laissant dans le sillage argenté de la « Société de l'Appel islamique », instrument prosélyte créé dès 1972, des mosquées, écoles coraniques, centres culturels ou dispensaires. De fait, l'influence libyenne se lit dans la pierre. De Niamey à Kampala, les fidèles prient à la grande mosquée Kadhafi. Lequel inaugure en juillet 2009 celle de Ségou (Mali), d'une capacité de 4 000 places. Et où donc le Franco-Béninois Lionel Zinsou, Premier ministre et candidat à la présidence de l'ex-Dahomey, reçoit-il ses visiteurs en février 2016 ? Dans sa résidence de la « maison Kadhafi », le luxueux complexe résidentiel aux 69 villas de la Communauté des États sahélo-sahariens, ou Cen-Sad, organe fondé en 1998 à Tripoli. Il faut dire que le Libya Africa Portfolio (LAP), fonds d'investissement dédié à l'essor du continent noir, détient un trésor de guerre d'environ 50 milliards de dollars. De quoi étoffer au fil des ans le catalogue des offrandes dispensées du Nigeria à Madagascar et du Cap-Vert à l'Ouganda. Citons la tour Kadhafi à Dakar, une ferme de 100 000 hectares au

Mali, des forêts, une usine de caoutchouc au Liberia, un oléoduc Rwanda-Burundi, un centre commercial à Ouagadougou, des hôtels à foison et des banques en pagaille. Ainsi, à la fin des années 1990, le cavalier émérite n'enfourche pas un nouveau dada, mais un cheval de retour.

Un facteur conforte Kadhafi dans sa volonté d'infléchir le cap vers le sud : en juin 1998, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) récuse l'embargo aérien décrété par le Conseil de sécurité des Nations unies à l'encontre de la Libye ; embargo que bravent plusieurs chefs d'État en ralliant Tripoli ou Syrte par la voie des airs, alors même que la Ligue arabe s'en tient à un silence précautionneux. « Si les Arabes n'éprouvent plus aucun intérêt pour la réunification de leur nation, lâche le 1er septembre de la même année un Guide amer, nous autres Libyens, Égyptiens, Soudanais et Maghrébins devrions mettre un bémol à nos sentiments et nous réclamer de l'Afrique. » À l'entendre, Burkinabés, Maliens, Nigériens, Nigérians, Tchadiens, Tanzaniens et Comoriens appartiennent d'ailleurs tous à la nation arabe.

On se souvient du culte que le jeune lycéen de Sebha vouait au Congolais Patrice Lumumba, martyr tombé au champ d'honneur de la résistance à l'impérialisme colonial. Le *primus inter pares* du CCR ne tardera pas à passer de la théorie aux travaux pratiques. Le 7 octobre 1971 à Sabratha, théâtre des cérémonies du « Jour de l'Évacuation », il annonce avoir expédié par avion quelques caisses d'armement en Guinée-Conakry, pays qu'il juge « exposé à une agression ». L'année suivante, la Libye vole au secours de l'Ougandais Idi Amin Dada, dictateur dément et adulateur de Hitler converti à l'islam, aux prises avec une rébellion basée en Tanzanie puis en conflit ouvert avec son voisin Julius Nyerere. Soutien amplifié six ans plus tard, avec l'envoi d'un contingent de plus de 2 000 soldats. Un désastre, déjà : plusieurs centaines d'entre eux succombent aux traquenards de la forêt tropicale. Plus au nord, le colonel revendique la paternité du Front Polisario, officiellement fondé en avril 1973 à Zouerate (Mauritanie) afin de combattre l'occupation espagnole du Sahara occidental. Dans le voisinage immédiat, cet activisme tracasse. Ainsi, le Nigérien Hamani Diori se plaint auprès de Jacques Foccart, le marabout africain de la famille gaulliste, du harcèlement d'un Kadhafi soupçonné de convoiter l'uranium du massif de l'Aïr. « La Foque » – sobriquet du fondateur du Service d'action civique (SAC) – n'a nul besoin d'une telle confidence pour s'alarmer des visées du colonel, patentes du Sahel au bassin du Congo.

Très vite, les insurgés de toutes obédiences sollicitent le mécène de Tripoli, qu'ils savent prodigue en armes et en financement envers quiconque brandit l'étendard des « combattants de la liberté ». Parmi ses protégés, les rebelles bissau-guinéens, le Congrès national africain (ANC) de Nelson Mandela, l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain, ou SWAPO, en Namibie, le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), le Front de libération du Mozambique (Frelimo), le Gouvernement militaire provisoire de

l'Éthiopie socialiste (Derg), futur tombeur de l'empereur Hailé Sélassié, ce négus que Kadhafi exècre. Ou encore, à front renversé, l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA) du chrétien John Garang. Pourquoi épauler ainsi l'ennemi juré de la junte musulmane de Khartoum ? Parce que le chef de celle-ci, l'ex-allié Gaafar Nimeiry, a commis la faute de s'aligner sur Sadate à l'heure de l'accord de Camp David. « Je ne renverserai pas Nimeiry, confie à l'époque le colonel à son complice Jalloud, mais je le saignerai, jusqu'à ce que ses opposants le déposent[2]. » Entre 1976 et 1983, la main de la Libye laisse ses empreintes, plus ou moins lisibles, sur une dizaine d'aventures putschistes. Citons, outre le Soudan, celles qui secouent le Niger, le Tchad, le Mali, la Gambie, le Cap-Vert, la Guinée-Bissau, la Somalie et l'immense Zaïre.

Déjà, le pouvoir de nuisance du boutefeu nassérien et ses recettes pétrolières lui valent les égards, fussent-ils de façade, des potentats en place. Lesquels défilent en rangs serrés à Tripoli pour y signer des liasses de traités d'amitié et de coopération. Certains, on le sait, poussent le zèle jusqu'à embrasser l'islam sur les instances de leur hôte. C'est ainsi qu'en 1973, le Gabonais Bongo troque son prénom chrétien – Albert-Bernard – contre celui, certifié *halal*, d'Omar. Imité en cela sept ans plus tard par le Béninois Mathieu Kérékou, brièvement rebaptisé Ahmed. Conversions monnayées si besoin : en guise de contrepartie, le Centrafricain Jean-Bedel Bokassa obtient en septembre 1976 l'ouverture à Bangui d'une antenne de la Banque de Libye, dotée d'un copieux pactole, ainsi qu'un virement d'un million de dollars sur son compte personnel. Ruiné, avide de cash, l'ancien sergent-chef de l'Armée française et futur empereur, venu assister aux cérémonies du septième anniversaire du putsch victorieux, transforme *in petto* son cabinet en Conseil de la révolution, échange son patronyme contre celui de Salah Eddine Ahmed et somme tous ses ministres d'adopter la vraie foi. Foi que lui-même abjure trois mois plus tard, tant la rigueur de ses préceptes heurte un viveur de son espèce. « Bokassa, écrit dix ans plus tard le pilier de *Jeune Afrique* Sennen Andriamirado, m'a raconté avec force détails et éclats de rire comment, pour le convaincre de devenir musulman et de transformer son empire en République islamique de Centrafrique, Kadhafi leur avait lavé les pieds, à lui, à son fils et à tout le gouvernement[3]. » Reste que « Bok » paye son apostasie au prix fort. En septembre 1979, le Guide le fait lanterner une trentaine d'heures avant de consentir à le recevoir à Benghazi. Ce sera l'ultime rencontre au sommet de Sa Majesté impériale Bokassa Ier. De retour à Tripoli, il est réveillé au cœur de la nuit par un appel d'Ali Triki. Et c'est de la bouche du ministre libyen des Affaires étrangères qu'il apprend sa destitution, orchestrée par la France du « cher cousin » Valéry Giscard d'Estaing.

Un chèque ou une mallette et un banquet – *chorba* et ragoût de mouton – à l'hôtel Waddan pour Son Excellence le président, une razzia au souk des bijoutiers pour Madame… La prodigalité de l'hôte libyen n'est nullement

désintéressée : le colonel attend de ses obligés qu'ils rompent tout lien diplomatique avec Israël. À l'automne 1973, tandis que roulent les tambours de la guerre du Kippour, quatorze ont obtempéré. Rupture temporaire, pour la plupart. En mai 2008, le soixantième anniversaire de la création de l'État hébreu donnera la mesure du déclin de l'emprise du Guide. Celui-ci a beau dépêcher un émissaire personnel auprès de ses partenaires subsahariens pour les dissuader de participer aux cérémonies à Jérusalem, seul le Béninois Thomas Boni Yayi rentre dans le rang. À l'inverse, Blaise Compaoré (Burkina Faso) et Paul Kagamé (Rwanda) bravent l'oukase. Quant à l'absence du Togolais Faure Gnassingbé, elle doit moins aux objurgations de Kadhafi qu'à la défaillance du DC-8 présidentiel, cloué au sol à Francfort (Allemagne) par une avarie mécanique. Autre obsession, la diffusion de son purisme insurrectionnel. En mars 1974, devant le conseil municipal de N'Djamena, le colonel décrète l'abolition des frontières héritées de l'ère coloniale et exalte une révolution « qui rejette toutes les coutumes occidentales pourries que le colonialisme a voulu implanter chez nous, telles les boissons alcooliques, les jeux de carte, la danse, le commerce du sexe et les boîtes de nuit ». Quelques jours plus tard, à la tribune de la 4e conférence panafricaine de la Jeunesse, convoquée à Benghazi, voici qu'il somme la nouvelle vague de se purifier des influences impérialistes et sionistes. Pour lui, point de salut en dehors du modèle tripolitain : « Nous souhaitons voir une Afrique libérée, maîtresse de ses richesses, affranchie de l'aliénation, proclame-t-il en août 1983. C'est un rêve lointain, car le continent restera longtemps encore arriéré et sous-développé. […] Tant que l'Afrique n'aura pas adopté la méthode libyenne, elle végétera dans le sous-développement. »

Prosélyte, provocateur, le timonier du CCR se plaît à heurter ses pairs et ses aînés. Le Sénégalais Abdou Diouf, alors Premier ministre de Léopold Sédar Senghor, garde un souvenir cuisant de sa première visite en Libye, au milieu de la décennie 1970. « Kadhafi avait invité Senghor, raconte-t-il quarante ans après. Craignant qu'il cherche à l'humilier, je suggère au chef de l'État de m'y envoyer à sa place[4]. » Sage précaution. Le soir de son arrivée, Diouf a droit à l'audience sous la tente. Et le colonel l'accueille en ces termes : « Alors comme ça, vous venez du Sénégal, ce pays où une minorité chrétienne opprime la majorité musulmane ! » Réplique du visiteur : « Excellence, vous ne devez pas être parfaitement informé. Les deux ministres qui m'accompagnent, notre ambassadeur à Tripoli ici présent et moi-même sommes tous disciples de l'islam. Quant au président Senghor, il est davantage soutenu par les dignitaires religieux musulmans que par leurs homologues chrétiens. » Surpris, son hôte bat en retraite. « Désolé, esquive-t-il. Je me suis trompé. On m'aura mal renseigné. » Contrition sincère ? Pas sûr. Dakar rompra d'ailleurs avec Tripoli en juillet 1980. « À cette époque, poursuit l'ancien secrétaire général de la Francophonie, la Jamahiriya a envoyé à Dakar une petite équipe chargée de déstabiliser le pays.

Nous avons repéré, arrêté et renvoyé ses membres. Kadhafi m'a alors appelé pour me jurer qu'il n'y était pour rien et me promettre de châtier les intéressés… » Comme on l'a vu dans un chapitre précédent, Abdou Diouf n'en a pas fini pour autant avec le Guide. Président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine de juillet 1985 à juillet 1986, il lui faut endiguer le *forcing* de celui qui, déjà, guigne en vain les commandes de l'instance panafricaine. Père de famille, il doit contenir ses pulsions matrimoniales.

Devine qui vient camper… En Afrique plus qu'ailleurs, toute visite de la caravane Kadhafi place ses hôtes sur les charbons ardents. On sait à peine quand elle déboule, moins encore pour combien de temps. Et l'on ignore parfois qui fait quoi. Le 8 mai 1985, trois avions-cargos militaires non identifiés amorcent, tous feux éteints, leur descente sur l'aéroport de Bujumbura, capitale du Burundi. À leur bord, le contingent précurseur chargé de sécuriser la visite prévue programmée deux jours plus tard. Or, la tour de contrôle leur interdit l'atterrissage. Cap donc sur Kigali (Rwanda), le temps de dissiper le malentendu. Là, nouveau contretemps d'une semaine, du fait du décès du père du *qaïd as-Thawra*. Sans doute le Burundais Jean-Baptiste Bagaza aurait-il préféré que ce périple dans les Grands Lacs n'eût jamais lieu. Au beau milieu du dîner de gala, Kadhafi appelle en effet de ses vœux le meurtre du maréchal Mobutu, maître de l'immense voisin zaïrois, reçu quelques jours plus tôt en Israël, donc coupable de « haute trahison[5] ». Appel réitéré le vendredi suivant, au détour du sermon prononcé à la grande mosquée du Centre culturel islamique de Kigali. À cette occasion, le prêcheur du jour promet une coquette récompense, voire le paradis, à quiconque s'acquittera de cette tâche, devoir impérieux pour tout musulman africain digne de ce nom. Pourquoi s'en tenir là ? Dans son élan, le Guide prône également la guerre sainte contre les « Croisés ». Une rengaine connue : « L'islam est la religion de l'Afrique, tonne-t-il. Le christianisme celle des agents du colonialisme, des ennemis français, belges, allemands et américains, celle des Juifs aussi. » Dans le même esprit, il invite son auditoire à apprendre l'arabe et à convertir les enfants chrétiens. Offensive poursuivie au fil des ans, non sans succès d'ailleurs. Les prêcheurs de la Jamahiriya sillonnent le continent, du Bénin à Madagascar et de la Guinée au Mozambique, revendiquant ainsi en 2008 la conversion d'environ 3 000 villageois togolais[6].

Seule certitude, dès lors que se profile l'armada kadhafienne : l'invasion sera longue, et toujours massive. Dans le sillage du Guide, ou en amont de son arrivée, un ballet de gros-porteurs aux soutes garnies de limousines blindées et une escorte pléthorique et martiale, dont la quincaillerie peut susciter d'âpres frictions avec policiers et militaires locaux. En décembre 1985, sur la piste de l'aéroport de Ouagadougou (Burkina Faso), ultime étape d'une tournée commencée au Sénégal et poursuivie au Mali puis au Ghana, deux Boeing 707 et un Antonov libyens débarquent 450 gardes du corps, hommes et femmes, qui annexent aussitôt le terminal, s'arrogeant la conduite des fouilles et le contrôle

des pièces d'identité. D'où une bousculade virile avec les soldats du capitaine Thomas Sankara, le maître de l'ancienne Haute-Volta[7]. C'est ainsi : pour avoir si souvent, comme on l'a vu, échappé à la mort, le colonel ne sous-traite à aucun prix sa sécurité. Quitte, en juin 2008, à faire creuser une large tranchée sur la plage de Lomé (Togo) qui jouxte le palace où il campe ; tranchée assortie de miradors équipés de projecteurs. La hantise de sa garde rapprochée ? Une intrusion hostile par la mer.

Seuls les colosses du continent osent, en la matière, imposer leur loi. Tel est le cas de l'Afrique du Sud. En juillet 2002, la police de Durban, théâtre du premier sommet de la toute nouvelle Union africaine, consigne dans un hangar de l'enceinte aéroportuaire la flotte automobile de la délégation libyenne, ainsi que l'essentiel de son arsenal ; en l'occurrence 27 mitrailleuses, 48 kalachnikovs et une brassée de lance-roquettes. Représailles ? Durant les travaux, le colonel s'emploie à torpiller le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad), programme qui présente le travers rédhibitoire de n'être pas né dans son esprit fertile, et couvre d'éloges la désastreuse réforme agraire du Zimbabwéen Robert Mugabe, *alias* « *Comrade Bob* ». Le Nigeria, lui aussi, tient à contenir les déploiements d'artillerie libyens sur son sol. D'où le psychodrame survenu en novembre 2006 à Abuja (Nigeria), théâtre du premier Sommet Afrique-Amérique du Sud. Outré que l'on prétende désarmer la plupart de ses 200 cerbères, Kadhafi menace de parcourir à pied les 30 kilomètres qui séparent l'aéroport du cœur de la capitale fédérale. Il faudra quatre heures de palabres et l'intercession du chef de l'État nigérian d'alors, Olusegun Obasanjo, pour qu'il consente à s'en tenir à l'accord négocié quelques jours auparavant : huit anges gardiens équipés, pas un de plus.

Revenons à « Ouaga », où le propos se veut tout aussi musclé que le dispositif de protection. Dans ce laboratoire afro-marxiste qu'est « le pays des hommes intègres », Muammar Kadhafi préconise la formation de comités révolutionnaires et populaires voués à purger le continent des influences occidentales, et l'instauration de l'État des masses. « La Libye, promet-il, vous donnera tout ce dont vous avez besoin, du carburant à prix d'ami et le ciment dont vous manquez. » Rien de nouveau sous le soleil sahélien : voilà plus de deux ans qu'il martèle ce serment sans que l'intendance suive. Puis le Guide s'engage à « fusiller les contre-révolutionnaires » du cru et dénonce « la honte » que charrient les sommets franco-africains, assimilés à des outils d'aliénation et de subordination. Plus embarrassantes, cette offre implicite de fusion des deux nations, et cette manie de revendiquer un rôle décisif dans la réussite du putsch des officiers qui, le 4 août 1983, propulsa au palais Thomas Sankara et son bras droit Blaise Compaoré. Très jaloux de la souveraineté nationale, le « Che du Faso » avait, dès le lendemain du coup d'État, tenu à préciser qu'il n'était en rien un « pion du colonel ». Reste à prouver que Kadhafi, faiseur et tueur de rois, peut s'accommoder de telles velléités d'autonomie. Lorsque la discorde

s'installe entre les compagnons d'armes Sankara et Compaoré, il prend, selon Jacques Foccart, le parti du premier. « Maintenant, lui aurait-il signifié par téléphone, tu ne dois plus attendre. Il faut que tu te débarrasses de Blaise. » Il n'en sera rien, au contraire : le 15 octobre 1987, Sankara tombe sous les balles des mutins emmenés par son rival. Lequel enjambe le cadavre de l'icône déchue pour s'emparer du pouvoir ; puis se place sous l'aile de l'ex-parrain du défunt, dont il se fera dès lors l'un des avocats les plus ardents.

Dans les années 2000, les expéditions subsahariennes vireront à la méharée motorisée, d'interminables convois sillonnant pistes et routes, du Mali à la Côte d'Ivoire, du Niger au Togo. S'il rallie Lomé par le nord, le Guide s'offre en chemin une escale dans le parc de la Kéran, histoire d'y chasser le buffle et l'éléphant, puis fait halte à Sokodé, le temps de prêcher à la mosquée. Un passage à Ouagadougou ? Il réclame la présence d'une quinzaine de gazelles dans le parc où il campe, et les fait toutes embarquer à l'heure du départ.

À marche forcée

Muammar Kadhafi croit à la magie des chiffres et à la force des symboles. C'est donc le 9 septembre 1999, soit le 9/9/99, que Syrte accueille le « sommet extraordinaire » où s'amorce la mue de la vieille Organisation de l'unité africaine (OUA), fondée en 1963, en une Union africaine (UA) conquérante. Dans l'esprit du Guide, elle doit, en perdant son « O », gagner beaucoup. Cap sur les « États-Unis d'Afrique », censés se doter à la hussarde d'une armée commune, d'une monnaie et d'un marché uniques, d'une seule Banque centrale, d'une Cour de justice, d'un Parlement, voire d'un exécutif continental. Une ambition de haut vol : quand, deux ans plus tard, la Libye lance la compagnie aérienne panafricaine Afriqiyah Airways, elle lui choisit un logo on ne peut plus explicite – 9.9.99. Lors de son discours d'ouverture, le maître des lieux résume ainsi la feuille de route confiée aux 44 chefs d'État et de gouvernement réunis dans ce centre de conférences dernier cri : « Bismarck a unifié l'Allemagne. Lincoln a fait de même en Amérique, Mao en Chine, Garibaldi en Italie et Gandhi en Inde. Notre mission consiste aujourd'hui à réaliser l'unité africaine. Mais contrairement à Napoléon et à Hitler, qui ont tenté d'unir l'Europe par la force, nous réaliserons l'unité de notre continent par la paix et le dialogue. » « Peu avant l'ouverture des travaux, se souvient Abdou Diouf, alors président du Sénégal, chacun d'entre nous reçoit, glissé sous la porte de sa chambre d'hôtel, un document indigeste, truffé de charabia juridique incompréhensible. Mais au moins Kadhafi fait-il assaut de prévenance. Il s'enquiert de la santé de mon épouse et, sachant que je viens de fêter mes 64 ans, m'offre un gâteau d'anniversaire[1]. » D'emblée, une ligne de faille se dessine. D'un côté, les adeptes d'un processus graduel, Afrique du Sud en tête, qu'ils invoquent le principe de réalité ou leur attachement à une souveraineté fraîchement conquise ; eux freinent des quatre fers l'élan supranational. De l'autre, les partisans d'une intégration volontariste, emmenés par la Jamahiriya. Ce clan minoritaire prétend, quitte à brûler les étapes, ressusciter l'utopie fusionnelle du Ghanéen Kwame Nkrumah, l'une des idoles du lycéen Muammar. Tripoli, il est vrai, n'a guère de mal à entraîner dans son sillage des nations fragiles, gratifiées parfois de

dotations budgétaires vitales. Que peut-on refuser à un mentor si généreux, qui acquitte tout ou partie des arriérés de cotisations dus à l'OUA par une douzaine de « pays frères » démunis ? Pour le reste, le club des réticents fait le dos rond, feint d'acquiescer et joue la montre.

La fracture apparaît au grand jour lors de « Syrte 2 », les 1er et 2 mars 2001. Tel un boxeur empâté et vieillissant, qui ne retrouve sa fougue qu'à l'instant d'enfiler les gants et de monter sur le ring inondé de lumière, le Guide fait une fois encore le *show*. Djellaba bleu nuit, calot ourlé d'or, l'orateur à la voix éraillée brandit le poing. Tour à tour prêcheur las et tribun véhément, il vient d'assener une longue harangue tiers-mondiste aux Excellences, vieux despotes et roitelets novices, de nouveau rassemblés dans le fastueux hall Ouagadougou, immense arène ceinte de rideaux bouillonnants aux reflets moirés. Certains l'admirent. Les uns misent sur ses largesses pour tenir la misère en respect ; les autres, fatigués de ses foucades, noient leur mépris dans le silence ou les molles ovations. Mais tous craignent encore ses anathèmes et ses diktats. Or, le colonel n'en a cure. Il savoure son triomphe, le front ceint des lauriers que lui tressent le Sud-Africain Nelson Mandela ou l'Algérien Ahmed Ben Bella. Caution précieuse que celle de « Madiba ». Sans faire à celui-ci l'injure d'imputer au poids des ans et à sa longue réclusion carcérale son égarement, force est d'admettre que l'inoxydable fidélité envers ceux qui épaulèrent l'ANC au long du combat contre le racisme d'État sud-africain a parfois altéré le jugement de l'ex-bagnard de Robben Island. Le site officiel algathafi.org ne manque d'ailleurs pas de mettre en évidence quelques-unes de ses louanges, dont celle-ci : « L'effondrement final du système d'apartheid doit beaucoup à la contribution de Muammar Kadhafi et du peuple libyen. » « Dans les moments les plus sombres de notre lutte, lisait-on encore en 2011, quand nous étions le dos au mur, MK se tenait toujours à nos côtés. »

Mezza voce, l'Ivoirien Amara Essy, secrétaire général sortant de l'OUA, avoue son inquiétude. « Il ne suffit pas, murmure-t-il, de décréter l'union d'un continent déchiré, ravagé par les guerres et la mauvaise gouvernance, pour soigner tous ses maux. » Les posters et les leitmotivs – en anglais – placardés dans les coulisses de ce festival dessinent l'avenir, forcément radieux, du berceau de l'humanité, avec des mots d'hier. Au choix : « Pas de démocratie sans congrès populaires ! », « Des comités partout ! », « Le slogan "L'Afrique aux Africains" est véritablement concrétisé aujourd'hui dans le sillage de la grande révolution d'al-Fateh », « La grande Jamahiriya est la porte historique du continent africain depuis des temps immémoriaux ». L'humilité n'est pas de mise : dans l'iconographie officielle, la Libye brille tel un diamant vert dans l'écrin noir du continent.

Le lendemain, seuls changent le décor – une arène voisine au dôme tout en dorures et aux lustres colossaux – et la monture des lunettes du maître de cérémonie, dorée elle aussi. Mais au gré des suspensions de séance et des

conciliabules à huis clos de la séance, les tensions affleurent. Ainsi l'Algérien Abdelaziz Bouteflika déplore-t-il l'absence d'ordre du jour digne de ce nom. Peccadilles pour Kadhafi, à l'instar du retard que prend la ratification de l'acte constitutif de l'Union, adopté à Lomé en juillet 2000. Lui, plus à l'aise dans l'incantation que dans l'intendance, s'assigne la mission d'élever le débat, loin de ces contingences procédurales et au nom de Dieu. *« Bismillah… »* Sourde et lasse, la voix de prédicateur offre à ses pairs une session de rattrapage, genre « Le Livre vert pour les Nuls ». Puis elle enfle et gagne en aigus quand il exalte pêle-mêle la liberté, la dignité, la fierté des esclaves d'hier, les ponts que forment les cadavres des héros et des martyrs, Omar al-Mokhtar et les enfants du *township* de Soweto. « L'Afrique, claironne-t-il, ne possède pas de missiles surpuissants ni d'arme nucléaire. Mais elle est plus forte que ceux qui en détiennent. Car le métal rouille, tandis que la volonté des peuples est inaltérable. » Que retenir encore de ce discours ? D'abord, le message ambivalent adressé à la France, louée pour sa « politique amicale » envers la Jamahiriya, mais qui doit à l'Afrique des excuses officielles et des indemnités pour son siècle de méfaits coloniaux. « Nous devons nous assurer, insiste le Guide, martelant du poing son pupitre, que le temps du mépris massif, de la condescendance et de l'arrogance, de l'ingérence, des sombres manœuvres des services secrets, est révolu. » Ensuite, le plaidoyer en faveur de la renaissance d'une « nation » africaine précoloniale, purement imaginaire, mais dont au moins les frontières ne devraient rien aux charcutages de la conférence de Berlin (1885), et tout aux fleuves, aux rivières, aux déserts, aux ethnies et aux filiations tribales. Enfin, l'hommage solennel aux figures fondatrices, Kwame Nkrumah, Gamal Abdel Nasser et Patrice Lumumba bien sûr, mais aussi le père de la nation kényane Jomo Kenyatta, l'intransigeant Guinéen Ahmed Sékou Touré ou le tiers-mondiste malien Modibo Keïta. « Nous allons prouver au monde, conclut-il, que l'homme noir n'est pas un esclave. Nous allons venger les décennies de servitude, d'esclavage, d'oppression. Vive l'Afrique libre et unie, la grande Union africaine, les États-Unis d'Afrique ! »

Pour parvenir à ses fins, si brouillonnes soient-elles, le prophète de l'Afrique mise au moins autant sur sa fortune que sur le pouvoir envoûtant de son verbe. Qu'il s'agisse de sauver de la banqueroute un allié aux abois, de garnir les caisses d'un opposant ou de s'assurer la gratitude d'un leader d'opinion. Lorsque l'actuel chef d'État du Niger, Mahamadou Issoufou, entreprend de déloger par les urnes Mamadou Tandja, il sait pouvoir compter sur la contribution du grand voisin du Nord. « Du cash, mais aussi un avion mis à sa disposition pour sillonner le pays, confirme un de ses confidents. Soyons clairs : il n'y avait pas dans la région une élection dont il ne se mêlait pas, d'une manière ou d'une autre. » Munificence tous azimuts, dont bénéficie aussi Albert Tevoédjrè, ancien médiateur de la République du Bénin, lorsqu'il jette les bases d'un centre de réflexion interconfessionnel. « Projet entravé par des soucis financiers, raconte

aujourd'hui cet esprit fécond et mystique. Je le lui ai soumis. Il l'a jugé digne d'intérêt et m'a fait don d'une enveloppe de 25 000 dollars. À l'époque, je le voyais comme un personnage très généreux, très déroutant et très musulman, même s'il était sans doute son propre Dieu. Un jour, il m'a fait part de sa dévotion pour Simon de Cyrène[2]. » Dévotion moins baroque qu'il y paraît. Cyrène, qui a légué son nom à la Cyrénaïque, fut dans l'Antiquité une puissante colonie grecque de l'actuelle Libye. Quant à Simon, n'est-il pas, dans la tradition chrétienne, ce juif que les Romains réquisitionnent pour porter la croix du Christ quand sonne l'heure de gravir le Golgotha ?

Prodigue envers ses obligés, le colonel se montre cassant dès lors qu'on lui résiste. Surtout dans son jardin. En février 2004, à Syrte, son boubou à l'effigie des icônes du panafricanisme ne le prémunit nullement contre les désaveux de ses pairs. Qu'il s'agisse du partage des eaux du Nil ou de la mise sur les rails d'une armée commune, renvoyée contre son gré à un comité d'experts, donc aux calendes subsahariennes, ses plaidoyers irritent plus qu'ils ne convainquent. De même que sa prétention au statut de seul médiateur des conflits internes au continent comme à celui d'« Africain global », interlocuteur unique du reste du monde. « Kadhafi a tout fait pour que nos relations s'enveniment, soupire le Mauritanien Ely Ould Mohammed Vall, président d'un Conseil militaire et chef d'État *de facto* d'août 2005 à avril 2007. Notre processus de transition constituait pour lui un exemple exécrable. Je ne pouvais entrer en conflit ouvert avec lui, et je le lui ai dit. Pour se combattre, ai-je souligné, il faut être deux. Le colonel a alors ironisé sur notre "démocratie de Bédouins[3]". » Sur l'échiquier continental, deux réfractaires cristallisent sa rancœur : le Sud-Africain Thabo Mbeki et l'Ougandais Yoweri Museveni. Il se vantera d'ailleurs auprès du second d'avoir précipité la chute du premier, lâché par l'ANC et contraint le 21 septembre 2008 de renoncer à la magistrature suprême de la nation arc-en-ciel. « J'ai eu la tête de Mbeki, lui lance-t-il. Je peux bien avoir la tienne. » Voilà pourquoi Museveni lui impute la rébellion tribale qui ensanglante Kampala en septembre 2009, le soupçonnant de financer le roi Ronald Muwenda Mutebi II, souverain traditionnel de l'ethnie baganda. « Muammar Kadhafi, explique-t-il alors, veut se venger de moi car j'ai désapprouvé sa tentative d'exercer à titre perpétuel la présidence de l'UA. » Épilogue fracassant d'un duo amorcé sous les meilleurs auspices. Dans ses Mémoires, le même Museveni révèle qu'en 1981, lors de leur première rencontre, le colonel avait offert à son Armée de résistance nationale, guérilla en lutte contre le président Milton Obote – ex-allié puis ennemi d'Amin Dada –, du cash, des centaines de fusils, des lance-roquettes et des mines antichars…

Le calvaire de « Ya Bing »

Simon de Cyrène a peut-être charrié la sainte croix de Jésus, mais il est un pilier de la scène panafricaine, déjà mentionné, qui a longtemps porté la sienne : le Gabonais Jean Ping, souffre-douleur du Libyen au temps où il présidait la commission de l'Union africaine, en clair, l'exécutif permanent de l'UA. L'affaire, il est vrai, s'engage mal. En 2008, quand le chef de la diplomatie – et ex-gendre – d'Omar Bongo brigue la fonction, le Guide lui promet son soutien, puis tente d'imposer, hors délai au demeurant, la candidature de son poulain Ali Triki. Il fait alors feu de tout bois, prie Bongo de retirer son ministre de la course, puis suggère un ticket qui concéderait à Ping une vice-présidence. « Ne t'inquiète pas, glisse à ce dernier un diplomate algérien. Tu seras aisément élu : ton meilleur directeur de campagne, c'est paradoxalement Kadhafi lui-même. » Lequel a la rancune tenace : lorsque Ali Bongo convoite en août 2009 la succession de son père Omar, décédé peu avant, il lui propose *via* un émissaire de financer sa campagne contre le rappel à Libreville de son compatriote, quitte à remplacer celui-ci par un autre Gabonais. « Muammar Kadhafi, avance Jean Ping, me détestait. C'était un homme très ambigu, un manipulateur, qui alterne flatteries et humiliations. À chacun des présidents successifs de la Commission, il offrait l'usage d'un luxueux jet privé de sa flotte personnelle, accortes hôtesses roumaines comprises. Je ne l'empruntais que lorsqu'il me convoquait. Ce qui, entre Tripoli et Syrte, pouvait advenir quatorze fois sur une seule année[1]. » Ping ose-t-il manifester un désaccord ? « Je te briserai ! », éructe le Guide. Réplique du métis sino-gabonais : « Excellence, vous n'allez quand même pas perdre votre temps à broyer un cadavre… » Un éclat de rire et l'on en reste là, jusqu'au prochain accrochage. Qui ne tarde jamais bien longtemps. Un jour, le colonel accuse celui qu'il appelle « mon fils Ya Bing » de comploter contre lui avec Yoweri Museveni et le Premier ministre éthiopien Meles Zenawi. « Une autre fois, poursuit le *punching-ball* gabonais, il me fait venir en urgence à Bab al-Aziziya, au milieu des chameaux, m'engueule, réduit en charpie un document de travail, m'enjoint de démissionner, brandit la menace de m'envoyer à Pékin comme ambassadeur. "Toi Ping, qui es-tu ?" hurle-t-il. "Un rien du tout que je

peux écraser comme une mouche.” » Comment résumer, avec le recul, cette année de cohabitation au sommet de l’UA, entre février 2009 et janvier 2010 ? « Un véritable calvaire, avoue Ping. Je n’étais pour lui qu’un secrétaire, un exécutant qu’on admoneste et rudoie à loisir. Le Sancho Pança du grand Don Quichotte. D’emblée, il m’a harcelé *via* Triki. Pourquoi avoir condamné le coup d’État en Mauritanie, alors que la plupart des chefs d’État d’Afrique sont parvenus au pouvoir ainsi ? Pourquoi avoir désigné un émissaire pour la crise malgache, alors que cette prérogative me revient ? Qui a autorisé notre participation à telle réunion de Doha (Qatar) ? Pourquoi [l’Algérien] Ramtane Lamamra [le patron du Conseil paix et sécurité de l’UA, en charge de la prévention et de la résolution des conflits armés] planche-t-il à l’ONU sans mon aval préalable ? » Tyrannique et frénétique, l’activisme du Guide finit même par exaspérer le Sénégalais Abdoulaye Wade, pourtant acquis à son volontarisme unitaire. Peut-être ses caprices protocolaires expliquent-ils en partie cette lassitude : venu assister à Dakar, où l’on célèbre l’anniversaire de l’indépendance, à un défilé militaire, Kadhafi exige de s’installer à la tribune officielle après son hôte…

Six ans avant ces confidences, Jean Ping, de passage à Paris, confessait déjà son désarroi à la terrasse du Fouquet’s. « Il n’écoute pas, se désole-t-il alors sous le sceau de l’anonymat. Ses collaborateurs tremblent de peur et ne disent rien. Le plus gênant, c’est qu’il est fou. Il fait de l’UA sa chose. On s’oppose à l’une de ses lubies ? Il dégaine le précédent Mbeki ou menace d’annuler les investissements libyens dans le pays du rebelle. Beaucoup de chefs d’État se taisent pour avoir la paix, quitte à râler dans les couloirs. Trois obsessions l’habitent : ses pouvoirs, le transfert du siège de l’UA d’Addis-Abeba à Syrte, où il me presse de m’établir, et la métamorphose de la Commission en gouvernement unique des États-Unis d’Afrique. États-Unis que lui présiderait, bien entendu. »

Autant dire que le facteur Kadhafi pèse d’un poids écrasant sur la saga de l’Union africaine. Depuis son OPA de Syrte, ses foucades et ses harangues suscitent, on l’a vu, un mélange d’exaspération et de crainte, corollaire de la capacité de nuisance et de la propension à la rancune qu’on lui prête à bon droit. Cocktail relevé, chez les bénéficiaires de ses largesses, d’une bonne mesure de gratitude, donc de loyauté. « Tant qu’il finance chez nous des hôpitaux, des écoles, des mosquées et des ponts, soupire alors le confident d’un président subsaharien vassalisé, comment lui résister ? » « Il nous tient par le fric et par la trouille, s’agace en écho un ministre en marge d’un sommet de l’UA. Mon patron prend soin de ne jamais l’affronter, au nom du principe de réalité : soit tu deales avec lui, soit il arrose tes opposants… »

Parmi les pays de l’« étranger proche » libyen, le Mali, par son indéfectible loyauté, occupe une place singulière. Il faut dire que le Guide a fait bâtir à Tombouctou, sa cité sahélienne de prédilection, une villa-palais, surnommée « la

maison Kadhafi ». Entourée d'un jardin planté de pins, de palmiers et de pylônes, cette résidence aux fenêtres oblongues et au style vaguement mauresque, faite de banco et de calcaire, se dresse près de la « dune Chirac », ainsi baptisée en mémoire du méchoui offert en octobre 2003, sous une tente bédouine, au président français de l'époque. Se dresse, ou plutôt se dressait. Le 7 juillet 2014, lorsque l'auteur de ces lignes franchit le grillage piqué de rouille et, au prix d'un bref trekking entre épineux et crottes de chameau, arpente le site sous un soleil de plomb, il ne reste de l'opulente bâtisse qu'un amas de gravats d'où émergent quelques pans de mur, des montants de porte en bois gravé, une cuvette de toilette carrelée de faïence et quelques vestiges ménagers, telle cette carcasse calcinée de lave-linge. Et pour cause : annexée par la rébellion touarègue puis par les djihadistes d'al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) lors de la conquête du Nord-Mali, en avril 2012, le refuge tombouctien du Guide a été réduit à l'état de ruines par les raids des Mirage de l'opération française *Serval*. On aperçoit néanmoins la paroi bleutée d'une piscine intérieure, un petit château d'eau, un dépôt d'armes et de munitions vidé de sa substance et, courant sur le sol sableux, un entrelacs de tuyaux d'irrigation hors d'usage. Ahmed Litani fut l'un des six jardiniers recrutés dès le lancement des travaux, en 2005. « Pour un salaire mensuel de 40 000 francs CFA [soit une soixantaine d'euros], je faisais du gardiennage et un peu de maraîchage, raconte-t-il. J'arrosais le gazon et je prenais soin des eucalyptus et des arbres fruitiers importés de Libye par avion-cargo, palmiers-dattiers, manguiers, goyaviers, orangers, citronniers, bananiers. On nous avait aussi annoncé l'envoi de chamelles et de chèvres, mais elles ne sont jamais arrivées[2]. » S'il n'a guère eu l'occasion de s'aventurer au cœur de la résidence, Ahmed a néanmoins entrevu un intérieur confortable et climatisé, trois salons pourvus de canapés et de fauteuils en cuir et équipés de téléviseurs grand écran. Le « Frère Guide » séjournait-il fréquemment en ces lieux ? Non. Ahmed se souvient d'un passage de trois jours, précédé de l'irruption d'une cinquantaine de Libyens, agents de sécurité et cuisiniers. Cette escapade – la dernière connue – date d'avril 2006, à l'occasion du *mouloud*, commémoration de la naissance du Prophète. Le colonel convie alors une cohorte de dignitaires locaux et nombre de ses pairs, dont le Mauritanien Vall et le Nigérien Tandja, mais aussi le sulfureux *Black Muslim* Louis Farrakhan, déjà mentionné, et le vice-Premier ministre de… Tchétchénie. Plutôt que de monter comme convenu de Bamako en compagnie du président malien Amadou Toumani Touré, *alias* ATT, l'hôte libyen préfère devancer le régional de l'étape pour débarquer dans une ville pavoisée de portraits géants à sa propre gloire. Mieux – ou pis –, Kadhafi cède à la tentation, au grand dam des imams du cru, de diriger la prière à la grande mosquée de Tombouctou, la « Cité des 333 saints ». Ahmed Litani garde aussi en mémoire la venue de Seif al-Islam, au terme du mois de ramadan 2010 ; le cadet de la fratrie avait alors présidé un banquet de rupture du jeûne, offert à 2 000 invités environ. « Il faut que vous

sachiez, précise le factotum à l'instant de prendre congé, que Muammar Kadhafi était très populaire ici. Il aidait les commerçants locaux, payait les salaires des profs d'arabe, finançait les *madrassa*. Lorsqu'il a été assassiné, il y a eu chez nous de la tristesse et de la colère. »

De fait, l'ancien Soudan français fut sans doute, sous ATT comme sous son prédécesseur Alpha Oumar Konaré, le pays d'Afrique le plus gâté par la Jamahiriya. Entre 2002 et 2011, celle-ci y aurait investi, sous diverses formes, l'équivalent de 380 millions d'euros. Son engagement couvre un large spectre, de la riziculture au BTP. On lui doit notamment la construction de la Cité administrative de Bamako, celle de trois hôtels haut de gamme et le désensablement du canal de Tombouctou. Quant à Amadou Toumani Touré lui-même, il se voit offrir en 2010, pour le cinquantième anniversaire de l'indépendance, une triplette de Cadillac et deux limousines blindées[3]. Jamais cet ancien officier parachutiste n'a répudié son bienfaiteur. À preuve, l'entretien paru dans *L'Express* le 19 octobre 2011, soit la veille de la mise à mort du Guide. « Le printemps arabe, y souligne ATT, a ébranlé une zone déjà fragile. Vu d'ici, il ressemble à un hiver des plus rigoureux. […] Très tôt, nous avons alerté l'Otan et d'autres sur les effets collatéraux de la crise libyenne. Sans être entendus. Un schéma avait été arrêté, qui devait prévaloir à tout prix[4]. » « En quarante-deux ans, poursuit le natif de Mopti, on a connu plusieurs Kadhafi. Le dernier s'était fortement impliqué dans la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes. La coopération de la sous-région avec ses services passait à juste titre pour l'une des plus efficaces en la matière. Or, cette digue stabilisatrice a sauté. Je comprends l'aspiration légitime du peuple libyen à la démocratie et à la liberté. Reste que, s'agissant des rébellions arabo-touarègues locales, Kadhafi s'est engagé dans les médiations, le désarmement et la réinsertion. Sa chute laisse un vide. » Le Malien craint-il de payer les arriérés du pacte faustien passé avec son mentor ? « Je n'ai aucun regret, réplique-t-il. La Libye a consenti chez nous des investissements substantiels dans l'hôtellerie, le tourisme, l'agriculture et la banque, contribuant à notre développement. Je ne vais pas aujourd'hui, comme d'autres, cracher sur la Jamahiriya et son Guide. » Comment s'étonner dès lors qu'ATT apparaisse, à l'automne 2011, comme l'un des chefs d'État du continent les plus fragilisés par l'effondrement de la forteresse kadhafienne ? Cinq mois après cette interview, il chutait à son tour de son fragile piédestal, chassé par les bérets verts du consternant capitaine Amadou Haya Sanogo[5]. « À ma connaissance, avance le chef de la diplomatie d'un petit pays subsaharien, seuls trois présidents ont vraiment regretté la chute de Kadhafi : Amadou Toumani Touré bien sûr, le Burkinabé Compaoré et le Nigérien Issoufou. Chez les autres, il y a eu moins de pleurs que de soulagement. »

Ses plaidoyers tonitruants en faveur de l'émancipation de peuples asservis, ses réquisitoires rageurs contre l'infamie coloniale et ses largesses valent à Muammar Kadhafi, au sein d'élites africaines en mal d'icônes – qui, hormis

Mandela, depuis Nkrumah et Lumumba ? –, une aura ambiguë. Pourquoi ambiguë ? D'abord parce que sa vision de l'être subsaharien procède d'un essentialisme archaïque. Dans le troisième tome du Livre vert, le Guide lui consacre un bref chapitre, intitulé « Les Noirs ». « Leurs traditions sociales, écrit-il, n'imposent chez eux aucune limite aux mariages et aux naissances. » Plus loin, il est question de l'essor démographique planétaire, entravé par « une activité économique incessante, inconnue des Noirs en raison de la chaleur et du climat ». De même, son élévation à la dignité de *« malik moulouk Afriqiyah »* – roi des rois d'Afrique –, décrétée en août 2008 à Benghazi par un « forum » de têtes couronnées réuni à son initiative, relève d'un folklorisme régressif. Pour preuve l'embarras que suscite, en février suivant à Addis-Abeba, théâtre du 14e sommet ordinaire de l'UA, la mise en scène de son intronisation à la présidence de l'instance panafricaine. Kadhafi, candidat unique tout juste élu, parade alors flanqué de sept chefs coutumiers d'opérette en costume de scène, bardés d'amulettes, de parures imposantes et de colifichets scintillants. « Mascarade, soupire un chef de la diplomatie ouest-africain. Ces types sont au mieux d'illustres inconnus, au pire de vulgaires escrocs. » En privé, le *« malik »* se dispense en outre de masquer le mépris que lui inspirent certains de ses visiteurs au teint d'ébène. Témoin, cette confidence de son ancien directeur du protocole Nouri al-Mismari : « Parfois, il se réveillait et me disait : "Ramène-moi le nègre." Puis, après l'entretien : "Le nègre est parti, donne-lui quelque chose[6]." » Quand le « roi des rois » a le mépris… souverain.

Rien ne vaut, pour mesurer l'ampleur du malaise, le témoignage d'un haut fonctionnaire togolais, témoin privilégié du baptême du feu du jeune Faure Gnassingbé, qui, au printemps 2005, succède à son défunt père au prix d'un scrutin-mascarade souillé par la fraude en treillis de combat. « D'emblée, raconte notre initié, Kadhafi l'appelle et lui promet de le traiter comme son fils. Il convainc plusieurs homologues du continent de reconnaître la légitimité de l'héritier et offre au pays, en prime, un concours financier substantiel. Mais Faure découvre bientôt que cette sollicitude a un prix. Le prix de l'humiliation. Entre 2006 et 2009, il sacrifie à trois reprises au rite du pèlerinage à Tripoli ou Syrte. À chaque fois, le même cirque. Deux ou trois jours d'attente. Pas de programme ni d'ordre du jour. Puis, enfin, l'audience sous la tente avec un Guide au propos inaudible, chuchotant dans son chèche sans jamais porter le regard sur son visiteur. Aucun échange véritable, mais une succession de longues diatribes, entrecoupées de pesants silences. Éprouvant. »

Il y a en l'espèce plus gênant encore : le hiatus permanent entre les professions de foi de la Jamahiriya et ses pratiques. « Les Noirs, prophétise le Livre vert, sont appelés à régner sur le monde. » Sur le monde, peut-être, mais certes pas sur la Libye. D'autant que l'épopée continentale coûte cher – l'équivalent de 3 à 4 milliards d'euros par an – et hérisse, ainsi qu'a pu le mesurer à plusieurs reprises l'auteur de cet ouvrage, une opinion volontiers

xénophobe. « L'argent du pétrole, on ferait mieux de le donner aux Libyens », pestait ainsi au printemps 2004 un commerçant tripolitain. Et surtout pas à ces subsahariens « voleurs, fainéants, sidéens, trafiquants de drogue et d'alcool, qui ne savent que tendre la main et vont nous ruiner ». « Si Kadhafi tient à nous hisser au niveau du Tchad ou du Niger, ironise en écho un étudiant désœuvré, libre à lui. Mais ça ne rime à rien : nous vivons les yeux tournés vers l'Europe. » Rançon de l'ambition panafricaine, la suppression des visas crée un appel d'air phénoménal. Dans un pays d'à peine 5 millions d'âmes où déjà vivent et travaillent 700 000 Égyptiens, l'afflux anarchique et soudain d'un million de Soudanais, Maliens, Nigériens, Tchadiens ou Sénégalais suscite de vives tensions. Dès septembre 1994, le quotidien français *Libération* dénonce le sort des « frères » immigrés noirs de peau, harcelés, pourchassés sans relâche et entassés, pour les moins chanceux, dans la prison de Janzour, à l'ouest de Tripoli. Parfois, l'hostilité latente vire à l'hallali, comme l'attestent les pogroms racistes survenus en 1995 et 1996, puis les lynchages perpétrés à la fin de l'été 2000 à Zawiya, à l'ouest de Tripoli. Dans la capitale même, il arrive que des commerçants en vue mènent la chasse à l'homme, sous le regard passif, sinon complice, des forces de l'ordre. Dérive aussitôt minimisée par le ministre de l'Unité africaine Ali Triki, rencontré à l'époque. « Ces incidents, nous certifie-t-il alors, n'ont en rien altéré notre image. Beaucoup de ces étrangers veulent en fait transiter par la Libye pour gagner l'Europe. Pour payer leur passage, ils ont besoin d'argent et se croient donc obligés de voler, de violer, de commettre des larcins. » Terrorisé, un boutiquier soudanais reclus dans son échoppe du souk al-Turk de Tripoli supplie le reporter de passage de l'aider à rejoindre la France. « Ici, c'est l'esclavage », chuchote-t-il. Même désarroi chez Zéphyrin, quincaillier camerounais croisé en mai 2004 à Tripoli. « Quelle déception !, avoue-t-il. Quel fossé entre ce qu'ils disent et ce qu'ils font ! On m'avait promis 800 dollars par mois ; j'en gagne à peine la moitié. Et si tu subis une agression, mieux vaut éviter d'aller porter plainte à la police : par principe, tu as toujours tort. De toute façon, je suis coincé. J'ai perdu mon passeport et je n'ai pas l'argent du voyage. Notre ambassade ici ? Bien trop peureuse pour bouger. » Logique, hélas : quel formidable instrument de chantage que ce troupeau humain, que l'on peut à tout instant menacer de renvoyer au pays ou de pousser vers l'Europe… « Ils font décoller les avions remplis d'immigrés sans même que je sois prévenu[7] », confie en 2008 un chargé d'affaires subsaharien. Ultime complainte, celle de Tiébilé, maçon malien venu de Sikasso, l'un de ces journaliers plantés dès l'aube sous un échangeur routier, truelle ou marteau à la main, prêts à trimer douze heures d'affilée pour une misère. Lui dort la nuit venue sur un matelas de mousse, dans un gourbi insalubre et bondé, ou dans un conteneur échoué en bord de route. Aimanté comme tant de Négro-Africains par la prétendue prospérité libyenne, il a trouvé sur place moins de boulot que de racisme. « Les gens d'ici sont trop méprisants, trop fermés dans leur tête, se

désole-t-il. Impossible d’avoir des amis arabes. Le discours de Kadhafi sur l’Afrique ? Du cinéma. Je ne l’écoute même pas. »

Des orphelins inconsolables

Loin des galetas de la banlieue tripolitaine, les élites subsahariennes persistent à chanter les louanges du « roi des rois ». « J'ai toujours été fan, surtout à ses débuts, confesse ainsi Yasmina Ouégnin, benjamine de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire. Toute petite, j'en étais folle amoureuse ! J'ai même eu un autographe de lui. Une vraie groupie[1] ! » Le maestro jupitérien de la Jamahiriya fascinait ; le martyr émeut. Le 20 octobre 2015, date du quatrième anniversaire de son brutal trépas, le quotidien ivoirien *Fraternité-Matin* publie sur une demi-page un *In memoriam* bilingue. Citons le dernier quatrain de l'ode en version française : « Oui papa, tu n'es jamais parti/ Tu as vécu, tu vis et tu vivras/ Tu as été, tu es et tu resteras/ Mouammar Kadhafi. » Dans la langue de Shakespeare – ou de cheikh Zubayr – l'hommage donne ceci : « Tu nous manques vraiment, père/ Nous n'étions pas prêts à te dire adieu/ Tu nous regardes probablement de là-haut/ D'où tu nous envoies des sourires et des déluges d'amour/ Papa tu étais un père incroyable, merveilleux, inoubliable/ Nous te gardons dans nos cœurs pour toujours. »

La romancière franco-camerounaise Calixthe Beyala, déjà épinglée pour sa propension au déni, incarne jusqu'à la caricature cette forme de névrose, fondée sur un axiome messianique doublé d'une imposture : Muammar Kadhafi est et sera le sauveur du continent noir. En d'autres termes, la chimère panafricaine excuse tout, absout tout, efface tout. Si bancal soit-il, le postulat affleure en mars 2011, au détour d'une « Semaine critique », magazine animé sur France 2 par Franz-Olivier Giesbert. L'exquise Calixthe y livre en direct la version orale d'une tribune parue dans *Le Figaro* du 12 décembre 2007, au lendemain du mémorable séjour du Bédouin volant sur les bords de Seine. Déjà, elle y louangeait « ce Frère Guide hautement respecté dans son pays et en Afrique », qui fut « de tous les combats de libération des peuples opprimés ». À l'exception notable du sien, serait-on tenté de nuancer. Suit un morceau de bravoure digne de figurer dans une anthologie des « idiots utiles » si chers à Lénine. Notre adulatrice, qui a « visité à maintes reprises la Libye », à l'invitation du Guide d'ailleurs, n'aura vu dans ce pays de cocagne que « des hôpitaux gratuits,

ultramodernes, où chaque citoyen avait accès aux soins ». Mieux, ou pis, l'hagiographe frappée par le syndrome Potemkine « n'a pas vu de Libyens faisant la queue devant les ambassades étrangères pour y quémander un visa afin de fuir leur terre ». Comme si une telle démarche ne constituait pas en soi, à l'époque, un acte de dissidence suicidaire… Quand périt Kadhafi, « homme exceptionnel sans doute choisi par les dieux », Beyala, lauréate 1996 du Grand prix du roman de l'Académie française, pour… *Les Honneurs perdus* (Albin Michel), publie une oraison funèbre dont le prologue mérite d'être cité *in extenso* : « Kadhafi est mort, assassiné par Sarkozy-BHL [Bernard-Henri Lévy] et leur coalition de fascistes ! Oui, il est parti… L'Afrique est orpheline. L'Afrique a perdu son père. Et l'Afrique pleure cette mère Libye. Et l'Afrique pleure… Et ses tonnes de larmes déversées formeront peut-être une rivière qui reviendra peut-être reverdir les tombes, les tombes encore, des milliers de morts, des martyrs, ceux-là qui pensaient qu'il valait mieux mourir que vivre assujettis. » « Les larmes salées de l'Afrique, lit-on plus loin, tournoient autour [*sic*] des joues des femmes africaines devenues folles de douleur. » On l'a vu : quiconque a conversé à mi-voix dans les arrière-boutiques de la médina de Tripoli avec les naufragés noirs de peau rescapés de ratonnades meurtrières, couvertes, voire inspirées par le régime, sait la vanité d'une telle incantation.

Calixthe jusqu'à l'hallali… Condamnée jadis pour plagiat, la poétesse de cour n'a besoin cinq ans plus tard de nul emprunt pour raviver sa flamme : elle ne renie rien. Quoique pimenté d'une touche de mégalomanie, le récit de sa longue idylle – « purement intellectuelle » – avec le *qaïd as-Thawra* dévoile les ressorts d'un envoûtement tenace. Le lien a été noué à la fin de la décennie 1990. « C'est lui qui était demandeur, raconte-t-elle. Il connaissait tous mes écrits et, curieux de ma vision de l'Afrique, m'a beaucoup téléphoné[2]. » À la clé, « plusieurs dizaines d'échanges informels », conduits en anglais ou en français, langue que le colonel, prétend Beyala contre l'évidence, « maîtrise très bien », mais « qu'il refuse de pratiquer par principe ». « Quand il souhaite converser avec moi, poursuit l'écrivaine, il m'envoie un jet privé au Bourget. » À l'en croire, le Guide, d'un naturel « farceur », se comporte en parfait gentleman. « On le dit homme à femmes, mais jamais il ne m'a draguée, tient-elle à préciser. À la différence de son entourage, lui vivait frugalement. Son seul luxe, son seul caprice, c'est sa garde-robe. Nous comparions parfois nos boubous, c'était à qui portait le plus beau pagne, et il l'emportait à tout coup. » Sur un registre moins futile, la muse autoproclamée se voit confier la « facette culturelle » du vaste chantier panafricain engagé. Mieux, le colonel l'élève paraît-il à Syrte au rang de « marraine » de la cérémonie de lancement de l'UA nouvelle ; honneur qui hélas n'a laissé nulle trace dans les archives. « Je participais à tout, insiste-t-elle. J'ai assisté à plusieurs huis clos avec des chefs d'État. Kadhafi voulait bien sûr un passeport unique, un gouvernement commun, la libre circulation des hommes et

des biens, mais aussi un enseignement de notre véritable histoire identique dans toutes les écoles du continent. La frilosité de ses pairs vis-à-vis de l'intégration, de la marche vers les États-Unis d'Afrique l'irritait. » Ses cibles favorites ? L'Ougandais Yoweri Museveni, confirme la romancière, mais aussi le Sénégalais Abdoulaye Wade et le Zimbabwéen Robert Mugabe, « qu'il traitait de vieux singe sautant de branche en branche ». Un jour, le Frère Guide bédouin propose à sa visiteuse de la mandater pour négocier des marchés d'armements avec une France en mal de contrats. « Ces gens sont tellement racistes, s'amuse-t-il, qu'ils ne croiront jamais que c'est moi qui t'envoie… » Les contacts entre la plume native de Douala et le colonel se distendent après l'excursion parisienne de ce dernier, en décembre 2007. « Je n'ai pas compris ce qu'il est venu faire, concède l'amazone Beyala. C'est là qu'il a signé son arrêt de mort. » L'ultime rencontre ? Un tête-à-tête « sous les bombardements », assure la fondatrice du Mouvement des Africains-Français sans plus de précision.

Hier dépité par les palinodies arabes, le « roi des rois » s'agace tout autant de la tiédeur de ses vassaux africains. Au point qu'en février 2008, à Addis-Abeba, il menace de « tourner le dos » au continent pour affecter ailleurs les 3,3 milliards d'euros d'investissements annuels si la course à l'unité s'enlise. C'est que le « gouvernement fédéral africain », esquissé à Accra (Ghana) l'année précédente, demeure une abstraction. Dans l'adversité, on le sait, le Guide tend à se raidir. Président en exercice de l'UA depuis février 2009, il en fournit une preuve éclatante en juin à Syrte, théâtre du 13e sommet de son nouveau jouet. Certes, la venue du président iranien Mahmoud Ahmadinejad, boutefeu illuminé et populiste, a été annulée d'extrême justesse. Il n'empêche : tout droit sorti des pages les plus anachroniques du Livre vert, le discours inaugural du Guide atterre ceux qui, de Tunis au cap de Bonne-Espérance, s'évertuent à promouvoir le pluralisme et la transparence. Résumons. Mieux vaut des comités populaires à la libyenne que le recours aux élections. Et qu'on en finisse avec cette prétention de limiter le nombre de mandats présidentiels consécutifs. Il faut que le peuple choisisse celui qui doit le gouverner, même pour l'éternité, tranche le père de la « troisième théorie universelle ». Quant au coup d'État militaire perpétré en Mauritanie le 6 août 2008, il convient d'en prendre acte et de lever les sanctions imposées à la junte de Nouakchott. De tels couacs ne peuvent dérouter que les amnésiques. Cinq ans plus tôt, à Dakar, le Guide avait estomaqué les participants à la première conférence des Intellectuels africains et de la Diaspora. « Il faut arrêter de parler de multipartisme, avait-il asséné. Un seul parti, ça suffit. » Puis, déjà : « Je ne comprends pas ces histoires de limitation des mandats présidentiels. Un chef, si son peuple le veut, peut faire deux, trois, quatre mandats ou plus. » Parole d'expert : lui n'en aura accompli qu'un seul, long de quarante-deux ans et jamais soumis au vote de quiconque.

Certes, les Excellences africaines ont appris, comme leurs pairs arabes hier, à encaisser les incartades du Libyen. Mais celui-ci parvient encore à les

déconcerter. En juillet 2007, lors du sommet d'Accra mentionné plus haut, il snobe la cérémonie d'ouverture et le déjeuner des chefs d'État, puis rengaine son discours. Quel terrible affront peut bien motiver de telles représailles ? Le Ghanéen John Kufuor, maître de céans, a eu l'outrecuidance de saluer en public le « président » Kadhafi, titre récusé comme on le sait depuis des lustres. L'éclipse de l'astre Muammar ne durera pas. Mais quand le Frère outragé reparaît à la tribune, c'est pour vilipender le Sud-Africain Thabo Mbeki, autre prétendant au leadership continental, avant que l'un et l'autre n'aillent bouder, chacun dans son coin. Preuve, s'il en était besoin, que l'on peut planer de sommet en sommet sans jamais voler très haut. L'anicroche reflète une obsession récurrente. Lorsque le traducteur francophone Moftah Missouri accompagne à Bab al-Aziziya l'envoyé spécial du *Figaro* Pierre Prier, il implore ce dernier de ne donner à aucun prix du « Monsieur le président » à son hôte. « Sinon, soupire-t-il, nous voilà partis pour une demi-heure d'exégèse sur la différence entre Guide et chef d'État. » Distinguo spécieux bien entendu. Car le *qaïd as-Thawra* n'aura jamais cessé de régenter tout et le reste. Tels que révélés par WikiLeaks, les câbles de l'ambassade américaine attestent ainsi qu'il peut aller jusqu'à dicter en personne la réponse à la demande d'autorisation de déplacement – *travel request* – d'un diplomate ou s'impliquer dans la tentative de résurrection d'un vieux projet d'acquisition d'avions de transport de troupes *made in USA*. Si le *« malik moulouk Afriqiyah »* attache tant de prix à ces broutilles protocolaires, c'est que son statut hors norme assoit à ses yeux ses prétentions continentales. « Quand je suis battu au second tour de la présidentielle de l'an 2000, se remémore le Sénégalais Abdou Diouf, le premier appel téléphonique vient de lui. Maintenant que toi et moi ne sommes plus chefs d'État, me dit-il, nous serons en mesure d'œuvrer plus efficacement pour l'Afrique, main dans la main[3]. » Jean Ping aura droit à la même coquetterie lexicale : « En ma qualité de simple Guide, lui répète-t-il, je peux me consacrer à la gouvernance de l'Union. »

À l'instant de boucler notre périple africain, un ultime crochet – ougandais, cette fois – s'impose. Bienvenue au royaume de Toro, l'une des cinq monarchies traditionnelles abolies sous le premier mandat de Milton Obote (1966-1971), puis rétablies en 1993 par Yoweri Museveni. C'est à Kampala en mai 2001, à la faveur de l'investiture de ce dernier, fraîchement réélu, que le colonel croise pour la première fois Best Kemigisa Kaboyo, jeune veuve et reine mère de cette enclave aux deux millions de sujets – des éleveurs pour la plupart – lovée aux pieds des montagnes de la Lune. Alors âgé de 9 ans, son fils Rukirabasaija Oyo Nyimba Kabamba Iguru Rukidi IV a accédé au trône quand il en avait trois et demi. Mais c'est à elle qu'il revient, depuis le décès de son royal époux, d'assurer l'intérim. D'emblée, Muammar Kadhafi s'entiche de Toro, au point de se rendre à Fort Portal, la capitale, deux mois plus tard. S'éprend-il aussi de sa

régente ? La rumeur ne tarde pas à éclore. Toujours est-il que le Guide ne ménage ni sa peine ni ses fonds. Il finance la rénovation du palais, passablement décati, surnommé depuis lors « palais Kadhafi » ; mais aussi les études des princes et princesses de la dynastie. Le dauphin suit ainsi un temps l'enseignement de la prestigieuse académie militaire britannique de Sandhurst. Tandis que sa sœur Ruth rallie une école internationale de Tripoli, où Best Kemigisa elle-même séjourne fréquemment, du moins quand elle délaisse son pied-à-terre de Kampala, cadeau là encore du leader de la Jamahiriya[4]. En gage de gratitude, la reine confère à celui qu'elle appelle « mon meilleur ami » le titre suprême de « défenseur de la Couronne ». À lui les atours protocolaires : la tenue d'apparat, la hache, le javelot et le bouclier royaux. Le fils de berger bédouin sacrifie aussi au rite de la traite des vaches de la Cour. On ne s'étonnera pas que la petite monarchie ougandaise voue depuis lors à Muammar Kadhafi une gratitude éternelle. Aux dernières nouvelles, son portrait ornait toujours le salon de réception du palais de Fort Portal.

ACTE VI
VA-TOUT

Le prix de la rédemption

On se souvient combien le jeune cicérone du CCR s'est senti d'emblée à l'étroit dans son bac à sable libyen. De la *oumma* arabe au continent africain, Muammar Kadhafi n'aura de cesse d'élargir son espace, de se tailler une aire à la mesure, ou à la démesure, de ses ambitions et des talents qu'il se prête. Autre reflet de cette présomption universaliste, la prétention au statut de médiateur transcontinental, si souvent revendiqué. À le lire, à l'entendre, il n'est pas une crise, pas un conflit auquel le Guide ne puisse apporter son remède. Remède souvent original, parfois incongru, sinon délirant. Soyons équitable : il arrive que son intercession porte ses fruits. Tel est le cas à la fin de la décennie 2000, quand il actionne ses réseaux et puise dans son trésor afin que cessent les hostilités entre les autorités de Niamey et les combattants du Mouvement des Nigériens pour la justice (MNJ). Familier des navettes entre Tripoli et les contreforts de l'Aïr, berceau de l'insurrection, le chef de cette mouvance, Aghali Alambo, ne peut rien refuser à son mentor. Déjà, dans les années 1990, le parrain libyen avait convaincu les communautés rebelles de la région de Gao (Nord-Mali) de déposer les armes. Sans grande difficulté : la plupart des insurgés se sont aguerris au sein des unités touarègues de son armée. Quant à l'argumentaire, parfaitement rodé, il tient en peu de mots. « L'islam, répète Muammar le médiateur, nous interdit la guerre. Nos armes, nous devons les utiliser contre le colonialisme, les occupants, l'impérialisme et le sionisme. Le Sahara étant aujourd'hui parcouru par les trafiquants, les salafistes et les animistes, n'offrons pas aux Occidentaux le prétexte d'y prendre pied pour piller nos ressources. »

À l'aise dans son jardin sahélien, le colonel l'est un peu moins dans d'autres arènes. Ouvrons le bal avec le conflit israélo-palestinien. Longtemps, le colonel s'en tient à ce dogme, tel qu'énoncé dans un entretien accordé en février 1979 à TF1 : retour des « immigrés » juifs dans leur pays d'origine et des Palestiniens sur leur terre ; cohabitation entre ces derniers et les Juifs orientaux. Quid de ceux nés en Israël après 1948, date de la création de l'État hébreu ? Tant pis pour eux : « Dans ce cas, l'Espagne serait un pays arabe, puisque des Arabes y ont vécu durant huit siècles, l'Algérie serait française, la Libye italienne et le Zimbabwe

anglais. » Dix ans plus tard, Kadhafi préconise, pour « régler le problème palestinien », de transférer les Juifs en Alsace-Lorraine, territoire promu au passage au rang de « zone tampon préventive » entre deux ex-belligérants de la vieille Europe. À défaut, suggère-t-il, pourquoi pas l'Alaska ou les pays Baltes ? La formule de l'« Isratine », déjà mentionnée, fait l'objet en 2003 d'une Livre blanc. Elle consiste à réunir en un seul et même État Israéliens de confession juive et Palestiniens, mais sa mise en œuvre demeure soumise à deux conditions : le *come-back* de tous les réfugiés et le démantèlement du complexe nucléaire israélien de Dimona, aménagé dans le désert du Néguev. Scénario exhumé de nouveau six ans plus tard, dans une tribune que publie le *New York Times* sous le titre « The One-State Solution[1] ». Bizarrement, la veille de cette parution, le colonel semble faire machine arrière : lors d'une téléconférence par satellite, organisée par l'université jésuite de Georgetown (Washington), il omet de vanter l'Isratine et plaide en faveur d'une formule bien moins novatrice, avec expulsion des Juifs russes, est-européens et éthiopiens, appelés à peupler un nouvel État, situé en Alaska – on y revient – ou à Hawaï. En avril 2010, nouveau tête-à-queue : lors d'une vidéoconférence montée par le *National Press Club* de Washington, Kadhafi ressort de son calot le concept d'Isratine, présenté comme la « solution finale » [*sic*]. Frémissements réprobateurs dans la salle.

Tout au long de la décennie 2000, le site officiel algathafi.org accorde une place de choix aux thérapies planétaires du colonel thaumaturge. Ainsi, en 2004, y figurent les « solutions définitives » aux conflits qui endeuillent alors la péninsule coréenne, la Sierra Leone, le Sud-Soudan, le Congo-Kinshasa, l'Érythrée, la Casamance, province sénégalaise, et le Cachemire, objet d'un lourd contentieux entre l'Inde et le Pakistan. Querelle soldée en l'occurrence d'une lapalissade : « Le Cachemire est le Cachemire, l'Inde est l'Inde et le Pakistan est le Pakistan. » Comment n'y avait-on pas songé plus tôt ?

Vecteur de cette ambition médiatrice, l'arsenal de propagande numérique survivra au colonel. En décembre 2016, soit plus de cinq ans après l'assassinat de ce dernier, plusieurs sites en demi-sommeil – algathafi.org, algaddafi.org, alqathafi.org – renvoyaient *grosso modo* aux mêmes contenus, accessibles en une vingtaine de langues, dont le chinois, le japonais et l'ukrainien. « Le Terrorisme, ressasse en boucle un bandeau en page d'accueil, concerne le monde entier. La coopération ainsi que l'action internationale dans ce domaine sont nécessaires en tant que légitime défense pour tous. » Quoique présentée comme « détruite par l'ennemi », une autre déclinaison de la panoplie web, baptisée « Al Gathafi speaks », se veut tout aussi polyglotte. Car Al Gathafi *speaks* notamment en hébreu, en hindi, en haoussa, en swahili et en grec. Cette fois, c'est une lucarne animée en pied d'écran qui attire l'attention. On y lit, sous un Ronald Reagan se martelant le front du poing droit, cette légende : « L'acteur raté et président raté Reagan lors d'une conférence de presse en novembre 1985.

Interrogé sur ce qu'il pense de Muammar Kadhafi, il a répondu, dans un rare moment de lucidité : "Cet homme est un zélote. Il poursuit un dessein révolutionnaire qui pourrait affecter de nombreux pays." »

Quiconque explore plus avant les ultimes articles postés sur le site découvre non la logorrhée d'un tyran dont le trône vacille, mais les laïus d'un leader sûr de son assise, avide de partager ses certitudes. Témoin, la transcription de ses échanges avec les professeurs et les étudiants de la London School of Economics, le 2 décembre 2010, soit dix semaines à peine avant que ne résonnent les premiers slogans des insurgés de Benghazi. Au gré des questions, Kadhafi fait l'éloge de la diffusion par WikiLeaks de millions de documents confidentiels, initiative « d'une grande utilité quand il s'agit de dévoiler les conspirations et l'hypocrisie américaines » et confirme l'estime qu'il porte à l'ex-Premier ministre britannique Tony Blair, qu'il « rencontre en ami de temps à autre ». Tout aussi décalé, ce manifeste écologiste intitulé « Laissez le pôle Nord tranquille ! », daté du 18 novembre de la même année. Quelques mois auparavant, le colonel, qui a toujours rêvé d'une Méditerranée affranchie de toute présence militaire américaine comme soviétique, suggérait encore d'interdire l'accès des « mers fermées » aux navires de guerre étrangers ou commentait en analyste inquiet l'imbroglio russo-ukrainien et le bras de fer sino-américain. Autre morceau de bravoure, le « cours magistral » de diplomatie dispensé en décembre 2009 à l'université Meiji de Tokyo, lors d'un voyage au Japon.

La vulgate officielle et les incantations révolutionnaires ne changent rien à l'affaire : étouffée par l'embargo aérien et militaire instauré dès avril 1992 par l'ONU comme par les sanctions euro-américaines, la Jamahiriya doit infléchir son cap sous peine de se fracasser sur les récifs de l'isolement. Sur l'échiquier mondial, il lui faut se délester au plus vite de son statut de paria, abréger sa quarantaine. La distension des liens tissés avec la nébuleuse terroriste, patente dès la fin des années 1980, répond à cet impératif. Tout comme la prudente neutralité affichée lors de la première guerre du Golfe ou les accords d'indemnisation conclus afin de solder les arriérés des tragédies du Boeing de la Pan Am et du DC-10 d'UTA. Pour l'Occident, une réparation morale ; pour Kadhafi, le ticket d'entrée qu'il faut acquitter afin d'effacer le sceau d'infamie, moins coûteux au fond que les sanctions endurées. Un autre facteur, plus psychologique, aura pesé : l'effondrement en avril 2003 du régime baasiste irakien, prélude à la pendaison du *raïs* Saddam Hussein, le 30 décembre 2006. Lequel, confie Muammar Kadhafi à *Newsweek*, ne méritait pas un tel sort en dépit de son « comportement irrationnel » vis-à-vis de l'Iran, des Kurdes ou du Koweït[2]. Signal inquiétant, voici que fleurit sur quelques palissades tripolitaines ce graffiti : « Aujourd'hui Saddam, demain Kadhafi. »

Salué çà et là, l'effort ne suffit pas. Il faut faire davantage pour accoster sur l'autre rive de « l'axe du Mal ». Le Guide y parviendra en actionnant deux

leviers : la lutte contre le djihadisme global et le démantèlement de son arsenal d'armes de destruction massive (ADM). Les attentats qui, le 11 septembre 2001, meurtrissent l'Amérique et sidèrent la planète lui fournissent l'occasion de hâter la mue. Parmi les leaders arabes, le colonel sera le plus prompt à offrir ses condoléances. Il se dit « horrifié » par le carnage et suggère la tenue d'une conférence internationale contre le terrorisme, répétant inlassablement qu'il fut, dès 1995, le premier à dénoncer les agissements d'Oussama Ben Laden, après l'assassinat à Syrte d'un couple d'agents des services de renseignements allemands, Vera et Silva Becker, revendiqué par un groupe affilié à al-Qaïda ; puis le plus prompt à lancer, *via* Interpol, un mandat d'arrêt international contre le fondateur de la matrice djihadiste. De même, le repenti ne manque pas de se prévaloir de l'écrasement sur ses terres, déjà évoqué, des maquis islamistes du djebel Akhdar. L'ex-« chien enragé » – *dixit* Reagan – ne mégote pas pour rentrer, assagi, au chenil. Il ordonne des collectes de sang amplement médiatisées, avalise l'invasion punitive de l'Afghanistan par l'US Army, et dépêche à Londres son maître espion Moussa Koussa, muni des dossiers constitués sur les fous d'Allah libyens. Choix symptomatique : Muammar Kadhafi confie les rênes de l'intense coopération antiterroriste instaurée avec l'Occident à celui-là même qui orchestrait la liquidation des « traîtres » et des dissidents en Europe… Le 31 août 2002 à Sebha, au détour d'un discours fleuve, le colonel s'emploie à solder son passé-passif. « Nous acceptons désormais la légalité internationale, fût-elle travestie ou imposée par les États-Unis, déclare-t-il. Les conflits dans le monde ne se règlent plus avec des fusils et des armes. Ils se règlent selon le droit, même si nous considérons celui-ci comme injuste. » Si ambivalente soit-elle, la conversion porte ses fruits. Suspendu pour l'essentiel depuis 1999, l'embargo onusien sera levé en 2003.

Dès 1980, dans leur fameux roman intitulé *Le Cinquième Cavalier*, Larry Collins et Dominique Lapierre campent Muammar Kadhafi en Docteur Folamour, cerveau d'un chantage à l'apocalypse atomique : si Israël ne restitue pas dans les trente-six heures aux Palestiniens les territoires occupés, la bombe planquée dans un endroit tenu secret rayera New York de la carte… C'est dire combien le Libyen incarne alors le spectre de l'anéantissement. Le 19 décembre 2003, au terme de neuf mois de palabres secrètes avec Washington et Londres – mais sans Paris, tenu à l'écart du processus –, la Jamahiriya consent pourtant à saborder un arsenal nucléaire, bactériologique et chimique dont elle niait jusqu'alors l'existence. Mieux, elle « balance » ses fournisseurs, pakistanais et nord-coréens notamment. « Kadhafi a joué la carte du renoncement d'une manière magnifique[3] », admet aujourd'hui Dominique de Villepin, alors ministre français des Affaires étrangères. Longue de près de six heures, la séance de travail finale s'était jouée trois jours plus tôt dans les salons cossus du Traveller's Club de Londres. Soit le surlendemain de l'humiliante arrestation de Saddam Hussein. Un autre événement précipite sans nul doute le dénouement :

l'arraisonnement dans les eaux italiennes, le 3 octobre 2003, du cargo allemand *BBC China*. À son bord, des pièces de centrifugeuses – équipements indispensables à l'enrichissement de l'uranium – *made in Malaysia* et en route pour la Libye. Laquelle, prise en flagrant délit de duplicité, n'a d'autre option que la reddition. Certes, Tripoli n'a pas atteint le stade de la *weaponization*, en clair, de la confection d'une bombe opérationnelle à brève échéance. Il n'empêche, lorsque, dès l'automne, les experts de la CIA et du MI6 inspectent la dizaine de sites clandestins que leur ouvrent les Libyens, ils mesurent l'étendue insoupçonnée d'un programme patiemment conduit à l'insu de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Son essor doit beaucoup au Pakistanais Abdul Sadiq Khan, gourou mondial de la prolifération occulte, mais repose aussi sur des prestataires malaisiens, turcs, sud-coréens et suisses. « Faillite totale des contrôles », admet l'Égyptien Mohammed al-Baradei, directeur de l'AIEA. L'armurerie de la Jamahiriya aurait-elle néanmoins été surestimée, voire sciemment « survendue » par le clan Kadhafi afin d'accroître le prix de son abandon ? Sans doute, s'agissant du degré de maturité de son volet nucléaire. Reste que les stocks de gaz toxiques, de type « moutarde », et la maîtrise des vecteurs – des missiles à moyenne et longue portée – n'ont rien de virtuel. Pas plus que les travaux menés dans l'enceinte du « complexe pharmaceutique » de Rabta ; en réalité, une unité de production d'armes chimiques, bâtie et équipée par des sociétés allemandes dès les années 1980.

« À cette époque, souligne l'ancien ambassadeur de France Jean-Luc Sibiude, Kadhafi attend un retour sur investissement dans le domaine du nucléaire civil, son dada du moment. C'est un homme du passé, un homme dépassé, engagé dans des révisions déchirantes. Pas fou ou extravagant, plutôt cyclothymique, dans sa bulle. Ce qui l'intéresse vraiment ? Les enjeux sécuritaires, les équilibres tribaux et l'Afrique, la grande affaire[4]. »

Bien sûr, jugeant décevantes les retombées de son « sacrifice », le Guide se plaindra amèrement d'avoir été floué par ses partenaires. « Qu'a gagné la Libye en démantelant son programme d'armement nucléaire ?, feint-il de s'interroger en 2010 dans *Paris Match*. Rien[5]. » Rien, vraiment ? C'est faire bien peu de cas des tapis rouges que l'on déroule sous ses pas comme du cortège d'Excellences qui, bientôt, défilent à Tripoli, moins attirées, il est vrai, par le magnétisme du colonel que par l'espoir d'y signer contrats et marchés.

Tour à tour, l'Espagnol José Maria Aznar, le Britannique Tony Blair, l'Allemand Gerhard Schröder, le secrétaire d'État adjoint américain William Burns, l'Italien Silvio Berlusconi et le Français Jacques Chirac passent sous la tente. Dès le 25 mars 2004, le locataire travailliste du 10 Downing Street, « frappé par la volonté du Colonel de poursuivre dans la voie de la coopération et d'instaurer une nouvelle relation avec le monde extérieur », conclut un « *deal* dans le désert » salutaire pour British Petroleum comme pour les appétits gaziers

de l'Anglo-Néerlandaise Shell. En contrepartie, Londres passe l'éponge sur le meurtre, vingt ans plus tôt, de la policière Yvonne Fletcher comme sur le crash de Lockerbie. Considéré par le fils cadet Seif al-Islam comme un « ami personnel de la famille », Blair récidive trois ans plus tard. À la clé, cette fois, un partenariat militaire et policier, avec fourniture de fusils et d'équipements antiémeutes et programmes de formation au profit des forces spéciales libyennes. En Italie, partenaire commercial et fournisseur d'armements n° 1, *Il Cavaliere*, fidèle en cela à l'héritage de son rival centriste Romano Prodi, abreuve d'égards le *fratello* Muammar. Le 31 août 2008, il enterre au prix fort le contentieux postcolonial : Rome s'acquittera sur vingt-cinq ans d'environ 3,5 milliards d'euros de dédommagements, sous forme d'investissements. Il faut dire que, présent *via* ses fonds souverains dans le capital de maints fleurons de l'économie transalpine – Fiat, la compagnie pétrolière ENI, la banque UniCredit –, Kadhafi a su en outre attiser la hantise de l'invasion de migrants clandestins. Washington se dote également d'un nouveau logiciel. L'administration républicaine de George W. Bush accélère une normalisation amorcée sous le démocrate Bill Clinton, retranche en mai 2006 la Libye de la liste noire des « États soutenant le terrorisme » et lève les sanctions infligées depuis 1982.

Le 27 avril 2004, deux avions libyens atterrissent à Bruxelles. L'un convoie le tricard absous et sa suite ; l'autre sa nouvelle Mercedes géante d'un blanc immaculé, coiffée d'une antenne satellitaire. Voilà près de quinze ans – depuis un sommet des non-alignés à Belgrade – que Muammar Kadhafi n'a plus planté sa tente bédouine en Europe. Invité par l'Italien Romano Prodi, désormais président de la Commission européenne, il déballe cette fois son kit de camping sur les pelouses du château de Val Duchesse, résidence des hôtes de prestige du royaume de Belgique. « Pour lui, une consécration, constate alors un diplomate en poste à Tripoli. Dommage que Prodi en fasse des tonnes. Sa déférence irrite plus d'une capitale européenne. » Les envolées oratoires du revenant n'arrangent rien. Qu'il presse toutes les puissances du monde, États-Unis et Chine en tête, à se dépouiller de leurs stocks de *weapons of mass destruction*, suivant en cela son « exemple », soit. Mais on l'entend aussi se livrer à un tortueux plaidoyer tendant à dédouaner le terrorisme, légitime dès lors qu'il apparaît comme l'unique instrument laissé à l'opprimé ; et laisser planer le spectre d'un retour aux années de braises, dans l'hypothèse où l'Occident rechignerait à lui ouvrir les bras. J'espère, lâche-t-il, que « nous ne serons pas contraints un jour de revenir au temps où nous devions piéger nos voitures ou placer des ceintures explosives autour de nos lits et de nos femmes ». Formulation absconse mais assez belliqueuse pour réveiller les vieux démons à peine assoupis. Ceux-ci l'escortent d'ailleurs dans chacune de ses sorties européennes. Témoin, la visite « historique » accomplie en Italie en juin 2009. De nouveau, Kadhafi, qui

bivouaque à Rome dans les jardins d'un palais du XVIIe siècle, affiche une trouble indulgence envers le recours à la violence, justifiant au passage les raids des pirates somaliens, « contraints » d'assaillir les navires coupables de violer leur domaine maritime, voire considérés comme les pionniers d'un mode de développement original. Chez l'ex-tuteur colonial, le *forcing* de Berlusconi ne suffit décidément pas à dissiper l'odeur de soufre qui flotte dans le sillage de son hôte. Disciples et contempteurs du Guide s'empoignent sur les campus et le Sénat lui refuse l'accès à son hémicycle, tandis que des élus de gauche arborent au revers de leur veste une photo du Boeing de la Pan Am foudroyé dans le ciel de Lockerbie. D'autres anicroches balisent ce séjour. Lorsque les Juifs italiens chassés de Libye en 1967 sollicitent une audience, le colonel leur donne rendez-vous un samedi, jour du shabbat. L'un d'eux tentera d'ailleurs vainement de lui remettre en mains propres un doctorat *« horroris causa »*. Le périple s'achève sur un ultime accroc diplomatique. Annoncé à la Chambre des députés, le Libyen tarde tant que son président, Gianfranco Fini, outré par tant de désinvolture, annule la rencontre après deux heures d'attente stérile. Amende honorable ? De retour dans la Botte le mois suivant à l'occasion d'un sommet du G 8, le Guide découvre à la faveur d'une escale fortuite sur la route de L'Aquila, théâtre de la réunion, le village d'Antrodoco, au pied des Apennins. Enchanté par l'accueil, il promet aussitôt d'y implanter une usine d'embouteillage et un hôtel pourvu d'une piscine avec espace d'hydrothérapie.

Enjambons à ce stade l'homérique raid parisien de décembre 2007, objet d'un prochain chapitre, pour détailler l'extravagante campagne de communication qui accompagne l'effort de réhabilitation d'un homme jugé naguère infréquentable. À la manœuvre, Sir Mark Allen, ancien chef du service *Middle East* du MI6, ainsi que le cabinet américain de relations publiques Monitor Group, recruté en 2006 à prix d'or – 3 millions d'euros – afin de « rehausser l'image de la Libye et de Muammar Kadhafi », et ce, avec le concours d'une poignée de consultants de luxe. Il faut dire que ce cabinet basé à Boston (Massachusetts) connaît la chanson : il avait orchestré les préparatifs de la thèse, amplement plagiée, livrée par « Seif » à l'époque où il fréquentait en dilettante la London School of Economics. Les stratèges de l'offensive s'assignent deux objectifs : inspirer la parution, dans les grands titres de la presse européenne, d'articles dépeignant la sincère conversion de leur illustre client, penseur mésestimé ; et instaurer un dialogue entre celui-ci et une cohorte d'intellectuels de renom. Autre prestataire enrôlé par Tripoli : l'agence de com' Racepoint, à qui échoit, en 2007, l'honneur de mettre en scène un débat télévisé réunissant autour du Guide, à l'occasion du trentième anniversaire de la Jamahiriya, le Britannique Anthony Giddens, théoricien – comme on se retrouve… – de la « troisième voie » chère aux blairistes, et l'Américain Benjamin Barber, pionnier de la réflexion sur la mondialisation. C'est que la propension de Kadhafi à se frotter aux esprits de son temps perdure. Il n'est

d'ailleurs pas peu fier d'évoquer ses échanges avec l'historien Francis Fukuyama. « Nous avons discuté ensemble du Livre vert, se rengorge-t-il en septembre 2006. Cet ouvrage lui semble indispensable au Tiers-Monde. » À en croire un câble WikiLeaks, le « Bédouin philosophe » réclame à l'époque à son entourage des résumés en arabe d'essais américains à succès. Dont *The Post-American World*, de l'éditorialiste Fareed Zakaria, ou *The Audacity of Hope*, le credo de Barack Obama.

Aurions-nous fait le tour des redresseurs d'image américains accourus au chevet du convalescent ? Non, loin s'en faut. Citons les cabinets de lobbying Fahmy Hudome International et Brown Lloyd James, chargés de faire publier des tribunes signées Kadhafi, qu'il s'agisse de dénoncer les ingérences occidentales dans les affaires russes[6] ou de promouvoir, sur le front israélo-palestinien, la formule à un seul État. Ou encore, sur un registre plus institutionnel, The Livingston Group, mandaté en 2009 pour « représenter la Libye auprès du Congrès et de l'exécutif américains, et promouvoir son image ». Montant du contrat : 2,4 millions de dollars, dont près d'un tiers englouti par la rédaction d'un rapport censé décrypter l'évolution du pays entre septembre 2008 et mars 2009[7]. Jusqu'à son dernier souffle, la Jamahiriya recevra les offres de service d'agences de conseil. En avril 2011, alors que le trône de Muammar Kadhafi tremble sur ses bases, le lobbyiste belge Dirk Borgers lui adresse, au nom de l'American Action Group, une proposition de contrat portant sur la mise en œuvre d'un plan de sortie de crise négociée. Courrier cosigné notamment par un « expert en terrorisme » et un ancien spécialiste d'al-Qaïda au sein de la CIA[8]. Coût de l'opération, qui bien entendu tourne court : 10 millions de dollars, sous la forme d'un acompte non remboursable. « Nous n'étions pas mus par l'appât du gain », précisera Borgers. Dans ce cas…

Autre facette du marathon promotionnel, la prise de contrôle de médias en souffrance. À commencer par l'agence panafricaine de presse Panapress, guettée par la faillite, et dont le siège déménage de Dakar à Tripoli à la fin de la décennie 1990 ; ou la radio Africa nº 1, cible en mai 2007 d'une prise de participation majoritaire, à hauteur de 52 %. De même, le Guide n'a pas à se plaindre du traitement que lui réserve le magazine francophone *Continental*, dont le directeur de la publication Arnauld Houndété œuvre pour la Jamahiriya *via* son agence Voodoo. Pour preuve, la couverture du numéro d'octobre 2010, consacrée à l'occasion d'un sommet arabo-africain à « la touche Kadhafi ». Flagorneur en diable, le dossier magnifie les prouesses de la Libye, « modèle en matière d'investissements massifs et diversifiés en direction de toutes les régions du continent africain ».

Dans la vaste bataille engagée pour le retour en grâce de l'ex-damné, aucun front ne saurait être négligé. Pas même celui de la culture. Le 7 septembre 2006, sur les planches du prestigieux Coliseum de Londres, l'English National Opera

présente en ouverture de la saison un spectacle coproduit par la chaîne de télévision Channel 4 et sobrement intitulé « Kadhafi, un mythe vivant ». Après l'« opni », objet politique non identifié que constitue la Jamahiriya, puis l'« orni », objet romanesque non identifié né de la plume du Guide, place à cet « olni », objet lyrique tout aussi inédit, qui plonge la critique britannique dans une perplexité teintée d'ironie. Le spectacle marie en un assommant matraquage électroacoustique rap, reggae, sonorités asiatiques et envolées orientales. Cocktail relevé d'images d'archives et de longs récitatifs farcis de slogans jamahiriyens. On doit la musique de ce morceau de bravoure à un certain Steve Chandra Savale et son livret au dramaturge et scénariste Shan Khan. Lequel s'est, de son propre aveu, inspiré du Livre vert et des discours du Guide, mais aussi… des rapports de la CIA et des propos de Ronald Reagan. Quant au rôle-titre, il revient à Ramon Tikaram, connu outre-Manche pour son rôle de facteur gay dans la série *Ferdy*, diffusée sur BBC2. Un acteur consciencieux qui, apprend-on à la lecture de la presse britannique, travaille la prestance et la démarche de son modèle, ainsi que son « regard de chameau » errant au loin, vers l'infini. Le « mythe vivant » a-t-il vu un jour ce chef-d'œuvre à sa gloire ? Si tel est le cas, nul doute qu'il aura goûté, en VO, la richesse des rimes de ces deux vers du couplet final : *« We never know who you are/ Gaddafi superstar. »* Beaucoup moins chantant dans la langue de Montesquieu : « Nous ne savons jamais qui tu es/ Kadhafi superstar. » Qu'on se rassure. Comme on le verra sous peu, le talent scénographique français ne tardera pas à prendre sa revanche.

Superstar ? Sur une scène londonienne, peut-être. Mais sur l'échiquier arabe… Tandis qu'il courtise, en tombeur impatient et despotique, l'Afrique subsaharienne, le Guide libyen garde un œil, suspicieux et hautain, sur cette arène-là. Deux fers au feu, là aussi, mais sans retour de flamme. « Le panarabisme, assène-t-il en 1999 à un auditoire d'étudiants cairotes, est une chimère. Un mythe qui n'existe pas. » Constat de carence formulé de façon plus acide encore à Sebha, le 5 octobre 2003 : « Il n'y avait aucune raison, ressasse-t-il alors, de douter de la viabilité d'une nation arabe si bien pourvue en ressources naturelles : du pétrole, du gaz, des minerais. […] Mais malgré ces atouts, rien n'a été fait à ce jour. Ce ne sont pas les peuples qu'il faut blâmer mais les militaires qui ont pris le pouvoir en leur nom. Toute l'erreur est là : les révolutions, à commencer par celle de Nasser en Égypte, étaient militaires, même si elles affichaient des slogans populaires et unionistes. Les peuples ont fait confiance à leurs officiers libres et à leurs armées. Résultat, zéro ! Les armées arabes ont bâillonné les peuples pour les empêcher de se révolter, de s'unir. » Quant à l'UMA, cette Union du Maghreb arabe à laquelle il s'était rallié en 1989, il l'enterre sans fleurs ni couronnes : « Les Arabes sont incapables de réaliser le moindre projet commun. Ils sont finis. Leurs régimes sont finis. Je demande au peuple libyen de quitter la Ligue arabe sans délai. »

Avis de recherche. Qu'est-il donc advenu de l'ostensible humilité du fougueux capitaine ? Son purisme faisait vibrer. Ses diatribes faisaient frémir. Elles prêtent désormais à rire ou à sourire. Kadhafi n'enfièvre plus, il sermonne, marmonne et ratiocine. En sa présence, les sommets de la Ligue virent au vaudeville perpétuel, entre claquements de porte, anathèmes, bouderies et fracassantes sorties de scène. Lui se fait de plus en plus vindicatif. Tandis qu'au fil des ans, ses homologues se donnent de moins en moins la peine de feindre l'intérêt. « Rien ne nous réunit, à part cette salle !, tonne le Guide en mars 2008. Les Arabes ne sont pas sérieux, ne servent à rien et sont devenus la risée du monde. » On ne saurait mieux dire. Nous avons déjà, en début d'ouvrage, relaté quelques accrochages à grand spectacle. Les épisodes qui suivent, choisis dans un stock inépuisable, balisent l'inexorable déclin de l'aura du Libyen.

Amman, mars 2001. Le cygne noir de la couvée panarabe exige le huis clos, le temps d'un laïus ébouriffant. « Jérusalem n'est qu'une mosquée, lance l'imprécateur au risque d'écorner un consensus sacro-saint. Que nous priions là ou ailleurs, quelle importance ? » On comprend que le roi de Jordanie Abdallah II, hôte des travaux, ait décoré à cette occasion Nouri al-Mismari, chef du protocole libyen. Car la mission de cet onctueux majordome – amortir *urbi et orbi* l'impact des foucades du maître – relève du sacerdoce. Fidèle à sa légende, Kadhafi s'offre une tournée des cafés de la vieille ville, se mêle aux spectateurs d'un match de foot et boude la suite réservée au Méridien, lui préférant la tente dressée dans le jardin d'une résidence du défunt roi Hussein, dont on se souvient qu'il le traita un jour de « crétin ». Quand, le 29 mars 2005, il quitte Alger muni d'un diplôme *honoris causa* pour – ne mégotons pas – « son apport à l'humanité », après avoir fait la leçon aux députés de l'Assemblée nationale populaire, un soupir de soulagement l'escorte jusqu'à son avion.

Le Guide égaré se paie de mots et se repaît de titres. « Je suis un leader planétaire, le doyen des dirigeants arabes, le roi des rois d'Afrique et l'imam des musulmans, martèle-t-il à Doha (Qatar) un an plus tard. Ma stature internationale m'interdit de m'abaisser en deçà de ce niveau. » Faut-il y voir une prémonition ? Lorsqu'il flétrit l'apathie de ses pairs face à l'infamante mise à mort de l'Irakien Saddam Hussein, c'est en vain. « Une puissance étrangère occupe un pays arabe et pend son leader tandis que nous tous regardons et en rions, s'indigne-t-il. Votre tour viendra bientôt ! » Hilarité dans les travées. On aperçoit même le Syrien Bachar al-Assad, cet échalas guindé, glousser sans retenue. L'imprécateur fourbu insiste : « Même vous, les amis de l'Amérique. Non, je dirais plutôt nous, nous les amis de l'Amérique. Car l'Amérique pourrait avaliser un jour notre pendaison. » Les rires redoublent. Votre tour viendra… Le leur, peut-être. Le sien, à coup sûr. Dès la cérémonie d'ouverture, les cimeterres étaient de sortie. Quand l'émir qatari adresse au roi Abdallah ben Abdelaziz al-Saoud, le souverain saoudien, un message de bienvenue, le colonel s'empare d'autorité de la parole : « Je tiens à dire quelques mots à mon frère Abdallah. Voilà six ans

que tu m'évites, me fuis, que tu crains la confrontation. » Référence à la passe d'armes de Charm el-Cheikh (Égypte), lorsque le procureur Kadhafi et le prince héritier d'alors, accusé de s'être « allié avec le diable » pour avoir accueilli sur son sol les troupes américaines, s'étaient mutuellement traités de « menteur » : il avait alors fallu les efforts conjugués de l'Égyptien Moubarak, du Syrien al-Assad et du Libanais Antoine Lahoud pour dissuader la délégation saoudienne de quitter les lieux. « Je veux te rassurer et t'inviter à ne pas avoir peur, poursuit le Libyen. Tu as le mensonge derrière et le tombeau devant toi. Toi qui as été fabriqué par l'empire britannique puis protégé par les États-Unis. » L'émir al-Thani coupe le micro ? Peine perdue. Khadafi continue, mais sur un mode plus conciliant. « Par respect pour la *oumma*, je considère que le problème entre toi et moi est clos. Je suis prêt à te rendre visite et à t'inviter en Libye. » Pas sûr qu'une telle offre suffise à solder le contentieux : à Riyad, nul ne doute qu'au lendemain de l'escarmouche de Charm el-Cheikh, le colonel a commandité une tentative d'assassinat d'Abdallah. Projet révélé par le *New York Times*, qui cite en juin 2004 les aveux d'un islamiste américain, reçu à deux reprises sous la tente et gratifié d'une avance en cash de 340 000 dollars. *Modus operandi* envisagé : un tir de missile antichar sur le convoi de l'héritier wahhabite, ou un assaut à l'arme lourde sur sa résidence de La Mecque. Deux ans après, le royaume saoudien annonce la mise en échec d'un autre complot. Accusés d'avoir tenté de recruter sur place des dissidents saoudiens, quatre Libyens, dont l'homme de confiance de Seif al-Islam, sont arrêtés. Ils seront rapatriés discrètement à Tripoli après dix mois de détention.

La mascarade de Benghazi

Parmi les contentieux qui entravent le retour de la Libye dans le très cacophonique « concert des nations », il en est un qui révèle la persistance des tares ontologiques de la Jamahiriya : l'affaire dite des « infirmières bulgares ». Arbitraire, cruauté, mensonge, cynisme, vénalité, démagogie, tout y est. Le 9 février 1999, la police arrête et incarcère cinq infirmières venues de Sofia ainsi qu'un généraliste palestinien, Ashraf al-Ajouj, tous employés à l'hôpital pédiatrique al-Fateh de Benghazi. Leur calvaire durera plus de huit ans. De quel crime les accuse-t-on ? D'avoir inoculé « sciemment » le sida à plus de 400 enfants. Pure fadaise. L'étude conduite par deux éminents professeurs de médecine, le Français Luc Montagnier, codécouvreur du VIH, et l'Italien Vittorio Colizzi, établit dès 2003 de manière indubitable la nature nosocomiale de l'infection. Mieux, l'examen du génotype du virus prouve que l'épidémie fatale a gagné l'établissement, où règne au demeurant une hygiène déplorable, entre 1994 et 1997, donc avant l'arrivée des étrangers incriminés. Condamnés à trois reprises à la peine capitale sur la base d'aveux extorqués, les six boucs émissaires subissent à l'abri des murs de la prison d'al-Judaida d'atroces sévices, viols, chocs électriques, morsures de chiens rendus fous par la faim. Lorsqu'on l'interpelle, Muammar Kadhafi se retranche derrière la « décision de justice » dévoilée en mai 2004. En l'occurrence, une condamnation à mort qui sera annulée en décembre 2005, puis rétablie un an plus tard par un haut magistrat du nom de Mustapha Abdeljalil, future coqueluche de l'Occident en sa qualité de figure de proue de la transition post-Kadhafi. Là encore, l'argument ne fourvoie que les naïfs. En réalité, le pouvoir tente de détourner, dans une cité que l'on sait rebelle, la colère contagieuse des parents. Il verse ainsi à chaque père de famille un salaire, assorti pour la plupart d'entre eux d'une voiture ou d'un logement. De plus, en accablant le sextuor venu d'ailleurs, le clan Kadhafi offre aux boutefeux nationalistes, exaspérés par les concessions qu'impose l'*aggiornamento* en cours, un os à ronger. Tout en gardant sous le coude un atout maître pour les marchandages à venir. « Un crime abominable, répète le colonel. Nous détenons les preuves que ces médecins ont reçu l'ordre de pratiquer des expériences sur le

virus du sida sur nos enfants. » « Je persiste à croire, assène-t-il en mai 2010, qu'il s'agissait d'une conspiration visant à tuer des petits Libyens[1]. » Admettons, mais ourdie par qui ? La découverte du mystérieux carnet de l'ex-Premier ministre Choukri Ghanem, dont il sera de nouveau question bientôt, inspirera en la matière une hypothèse d'une effarante cruauté. Selon un article publié le 4 novembre 2016 par le site Mediapart, figurent dans ces pages les confidences d'un haut magistrat libyen familier du dossier, accusant Moussa Koussa et Abdallah Senoussi, deux des caïds de l'appareil de renseignement, d'avoir eux-mêmes manigancé la propagation du virus…

Dans la coulisse, deux personnages inconnus du grand public s'échinent à abréger le cauchemar des captifs. L'Autrichienne Benita Ferrero-Waldner, commissaire aux Relations extérieures de l'Union européenne (UE) depuis novembre 2004, et le Français Marc Pierini. Même si, comme on le verra, le couple Sarkozy rafle les lauriers à l'heure du dénouement de cet imbroglio, c'est bien ce dernier, chef de la délégation de l'UE à Tripoli, qui négocie pied à pied les termes d'un accord financier, prélude à la libération des six otages. Montant de la « rançon » : 450 millions de dollars, soit un million par gamin décédé. Somme analogue à celle déboursée par la Jamahiriya pour chacune des victimes de Lockerbie. La preuve s'il en était besoin que Kadhafi et les siens tiennent là leur revanche… L'argent, soutiennent diverses sources, dont *Le Canard enchaîné*[2], a été avancé par l'émir du Qatar, personnage que Sarkozy prend soin de remercier à l'heure de la délivrance. Version contestée par Marc Pierini. « Le paiement, précise celui-ci, a été opéré par mes soins depuis le Fonds international de Benghazi (FIB), que je présidais[3]. » Fonds alimenté par un emprunt contracté auprès d'une entité libyenne. « Au moment de la libération, insiste-t-il, le FIB n'avait reçu aucune contribution qatarie. » Quel souvenir ce diplomate chevronné garde-t-il du Guide ? « Un personnage hiératique, parlant peu, volontairement mystérieux dans ses propos et son attitude, mais enclin aux digressions géopolitiques. » L'Europe, insiste le colonel, a tout intérêt à s'allier avec la Libye, partenaire principal de l'Afrique ; d'autant que les Moyen-Orientaux sont « fous ». Dès lors qu'elle politise l'affaire, l'irruption dans l'arène de Cécilia Sarkozy « a indubitablement fait monter les enchères[4] », note le même Pierini dans un ouvrage paru en 2008. Mais elle permet aussi « de lever les derniers obstacles » dans l'ultime ligne droite. « En juillet 2007, au moment où la France intervient, poursuit-il, la totalité de la négociation avec les familles – compensation financière et décharge juridique – et avec l'État libyen – extradition des prisonniers – est déjà bouclée. De même, le programme médical en faveur des enfants est sur les rails. C'est alors que la position libyenne change et que surgissent les exigences relatives aux livraisons d'armements, à la coopération nucléaire civile et à une visite de haut niveau du colonel en Europe. »

Le 24 juillet, à 6 h 20, un Airbus 319 de l'armée de l'air française décolle de l'aéroport de Tripoli-Mitiga. À son bord, les cinq survivantes et leur compagnon, naturalisé bulgare entre-temps, Benita Ferrero-Waldner, Marc Pierini, Claude Guéant et, bien sûr, la future Cécilia Attias. Dans un essai autobiographique intitulé *Une envie de liberté*, publié en octobre 2013 chez Flammarion, celle-ci s'octroie le beau rôle. Celui de la battante intrépide, prête à se jeter dans l'antre du fauve pour arracher à ses griffes une poignée d'innocentes. « Le plus étrange, écrit-elle à propos d'une de ses rencontres avec le Guide, est que, dopée par l'action entreprise, je n'éprouve aucune peur en pénétrant dans cet endroit. » Celle qui est encore l'épouse du locataire de l'Élysée atterrit dans une pièce pourvue de fausses fenêtres, verrouillée aussitôt derrière elle, tandis qu'y pénètre, par une autre porte, Muammar Kadhafi. Se montre-t-il trop cavalier ? Cécilia, à l'en croire, le renvoie dans les cordes en ces termes : « Avez-vous conscience de la manière dont vous vous permettez de me traiter ? Je vous prie de ne pas vous approcher de moi. » Le Guide, comme vaincu par la fermeté de cette maîtresse femme, salue paraît-il son « énergie extraordinaire ». Mieux, il l'aurait alors priée de dispenser ses conseils à sa fille Aïcha, dont il dit vouloir faire son héritière… Invitée sur la chaîne d'information continue LCI le 11 octobre 2013, l'éphémère Première Dame décrit de nouveau un Kadhafi « très étonné par [sa] démarche ». Sans doute l'a-t-il été. « Les Bulgares n'en font pas autant que vous ! », lance-t-il à cette époque à un diplomate français. Retour sur LCI. Pourquoi donc le colonel cède-t-il ?, s'enquiert Guillaume Durand. « Je lui ai apporté la possibilité de se réhabiliter sur la scène internationale, répond-elle. C'est l'ego. » Si c'est elle qui le dit…

Trêve d'ironie facile. Les proches de Cécilia n'en démordent pas : son intransigeance aura été décisive. Notamment lors de l'ultime tête-à-tête du 23 juillet, tel que relaté par Catherine Graciet[5]. L'arrière-petite-fille du compositeur catalan Isaac Albéniz exige alors de repartir avec les infirmières, sermonne le Libyen, lui martèle qu'il tient là sa dernière chance de corriger une image de tyran cruel. Lui, interloqué, bredouille de geignards *« my love »* et *« my darling »*. Puis rend les armes. « Emmenez-les… », aurait-il marmonné… « Je viens de commettre le casse du siècle », glisse Cécilia, euphorique, à une amie. Ambassadeur à Tripoli de 2004 à 2007, Jean-Luc Sibiude tend à accréditer ce scénario. « Elle a mis les points sur les i à deux reprises. D'abord en juin, puis en juillet. Là, Cécilia tape du poing sur la table, car ça coince. Personne ne veut prendre le risque d'ordonner au directeur de la prison de Benghazi de libérer les détenus. Du fait notamment de l'hostilité de la vieille garde et des comités révolutionnaires à ce dénouement. À mon sens, la théâtralisation des dernières heures aura été utile[6]. » Allusion au dernier acte du psychodrame. C'est qu'en dépit du feu vert lâché par le colonel, rien ne bouge. « On me ment, c'est intolérable, je pars ! », s'emporte alors Cécilia, avant de foncer en pleine nuit vers l'aéroport, où l'on fait chauffer les réacteurs de l'Airbus. Quand, enfin, le

précieux butin humain déboule sur le tarmac. Cette fois, c'est gagné. Aux antipodes de cette version, Ahmed Kaddaf ad-Dam dénie tout rôle à la future épouse du publicitaire, lobbyiste et « influenceur » Richard Attias. « Que croit-elle ?, peste le cousin du défunt Guide. Dans la culture arabe, une femme, ce n'est rien. Nous voulions solder ce dossier afin de préserver notre relation avec Paris. Donc donner les infirmières à la France, pas à Cécilia. D'autant que cette femme n'est pas un ange : elle a quand même quitté son mari pour un autre homme[7]. » On ne fait pas plus élégant… Reste que cette aigreur misogyne reflète l'amertume de Tripoli, où l'on estime que les Européens ont bafoué le *« deal »* conclu. « Il était convenu, argue le même Kaddaf ad-Dam, que ces filles seraient incarcérées en France ou en Bulgarie. Or, dès le lendemain, nous les découvrons héroïnes d'un grand carnaval à Sofia. » L'ancien émissaire personnel du colonel l'admet : il ne faut pas chercher ailleurs le pourquoi de l'accueil triomphal réservé le 20 août 2009, jour de son retour au pays, à Abdelbaset al-Megrahi, le seul condamné du drame de Lockerbie, reçu dès le lendemain par le Guide en personne. Dire que la Jamahiriya avait promis un rapatriement « profil bas »… La réponse, une fois encore, du berger des Syrtes à la bergère européenne.

Dans le sillage de Cécilia et de Claude Guéant vogue en cette période tempétueuse un jeune zélote aux dents longues. Conseiller diplomatique de Nicolas Sarkozy Place Beauvau pour le Maghreb et le Moyen-Orient, l'arabisant Boris Boillon a suivi l'ancien maire de Neuilly-sur-Seine à l'Élysée. Où il œuvre sans états d'âme à la normalisation Paris-Tripoli, travaillant d'arrache-pied aux préparatifs d'une visite ubuesque, sujet du prochain chapitre. « Les instructions de notre ministre [des Affaires étrangères] Bernard Kouchner étaient limpides, se souvient un ex-ambassadeur : Nous, on ne bouge pas un cil ; Guéant et Boillon s'occupent de tout. » Exalté et narcissique, le trentenaire connaît assez le Guide pour que celui-ci, attendri par sa fougue, lui donne du « mon fils ». Et c'est avec un respect filial que le rejeton adoptif plaide encore, le 25 novembre 2010, la cause du satrape libyen. « Kadhafi a été un terroriste, il ne l'est plus, argue sur Canal + celui qui règne alors sur l'ambassade de France à Bagdad. Il a fait son autocritique. Qui peut se prétendre parangon de vertu et de démocratie ? Il ne faut pas laisser libre cours aux clichés. Dans sa vie, on fait tous des erreurs et on a droit au rachat. » Boillon parle d'or. Le 31 juillet 2013, il est interpellé gare du Nord, sur le quai d'un Thalys en partance pour Bruxelles. Sans papiers mais avec, dans son sac de voyage, 350 000 euros et 40 000 dollars en liquide. Pactole correspondant, explique-t-il, au règlement des prestations de son cabinet de conseil, très actif en Irak. Argument jugé bancal par la justice de son pays. Le 7 juillet 2017, le tribunal correctionnel de Paris condamne le flamboyant « Sarko *boy* » à un an de prison avec sursis pour « blanchiment de fraude fiscale » et « manquement à l'obligation déclarative de transfert de capitaux ».

Donnant-donnant. Pas de visite en Libye sans libération des infirmières, martelait-on à l'Élysée. Point de libération sans visite, claironnait-on en écho chez Kadhafi. Toujours est-il que, élu dix semaines plus tôt, Nicolas Sarkozy ajoute le 25 juillet 2007 un prologue tripolitain à son voyage initiatique en terre d'Afrique. Lequel le conduit au Gabon et au Sénégal. Il s'agit bien d'honorer la dette contractée la veille. « Le prix à payer[8] », concède-t-il face à l'écrivain Tahar Ben Jelloun. L'ancien maire de Neuilly-sur-Seine a déjà goûté au rite de la tente comme à celui de l'attente. Il y eut droit, notamment en octobre 2005, au temps où il détenait le portefeuille de l'Intérieur. Souvenir mitigé d'un entretien erratique sous une chaleur torride, en présence de traducteurs baignés de sueur, s'épuisant à capter les oracles marmonnés par un Kadhafi armé de son chasse-mouches. L'essentiel n'est pas là. Mais dans le flirt entre la Sarkozie et les cadors du renseignement de la Jamahiriya, amorcé au nom du combat commun contre l'hydre djihadiste, et qui doit beaucoup au « fructueux dialogue » instauré, *via* l'entremetteur franco-libanais Ziad Takieddine, par le « dircab » du premier flic de France Claude Guéant et Moussa Koussa.

Avec le recul, les amabilités téléphoniques échangées par le Libyen et le Français le 28 mai 2007 valent leur pesant de dattes séchées :

« Saïd Sarkozy, je vous félicite pour votre élection. Vous méritez la confiance du peuple français.

— Monsieur Kadhafi, je suis enchanté de vous parler. […] Je n'ai pas oublié notre rencontre et je garde un excellent souvenir de la qualité de vos analyses. Vous méritez amplement votre titre de Guide.

— Je suis rassuré d'avoir avec vous un ami en Europe. Je vous sais ambitieux et volontaire.

— J'espère vous recevoir en France ou me rendre en Libye, *inch'Allah*. Je compte sur votre prière, Monsieur le Guide. Je ne prie pas de la même manière que vous, mais je prie le même Dieu que vous.

— *Chokrane, chokrane* ["Merci" en arabe].

— Je vous exprime mes respects et mon amitié, Monsieur le Guide[9]. »

L'escale estivale de Bab al-Aziziya, dont nous avons esquissé la dramaturgie dans un chapitre antérieur, fut on s'en souvient aussi brève que convenue. Même si y fut esquissé le « partenariat stratégique » tant vanté par l'Élysée. On ne saurait en dire autant du « match retour », disputé à la fin de la même année sur les bords de Seine.

Le long cauchemar de Sarkozy

Le 10 décembre 2007, c'est à une femme d'Intérieur, Michèle Alliot-Marie, alors locataire de la Place Beauvau, que revient l'honneur d'accueillir Muammar Kadhafi à Orly. Vêtu d'une gandoura marron et coiffé d'une toque noire, le Guide débarque sous une pluie fine et glacée, avant de s'engouffrer dans la limousine blanche qui entraîne dans son sillage une centaine de véhicules. Cap, dans la lueur bleutée des gyrophares, sur les jardins de l'hôtel de Marigny, résidence officielle des hôtes de l'État. Car c'est là, à deux pas du palais de l'Élysée, que se dresse le bivouac du globe-trotteur bédouin. Ainsi commence ce qu'en privé le successeur de Jacques Chirac, qui ne risque pas d'oublier le Guide, décrira comme « une semaine épouvantable ». « Ce type est siphonné, confiera-t-il au printemps suivant à l'Égyptien Hosni Moubarak. Avec lui, j'ai eu droit à un scandale par jour. Il nous a tout fait, c'était insupportable[1]. » Rien, au stade du prologue, ne laissait pourtant entrevoir l'ampleur du fiasco. Au dire d'un témoin privilégié, le *qaïd as-Thawra* se fend dans le Salon… vert de l'Élysée, théâtre du tête-à-tête introductif, d'un *mea culpa* prometteur. « Mon frère Sarkozy, assure-t-il alors, j'ai bien changé. J'ai commis beaucoup d'erreurs dans ma vie. J'ai été nationaliste, socialiste, terroriste, et je me rends compte que ces idéologies m'ont éloigné des intérêts de mon peuple. J'ai décidé d'en finir avec tout cela et de me tourner vers l'avenir. »

Sincère ou pas, cet acte de contrition n'empêche pas « Sarko » de se prendre les pieds dans le tapis rouge déroulé sous les babouches de son encombrant visiteur, flanqué comme il se doit d'une suite pléthorique, estimée au bas mot à 400 têtes. Son arrivée, fâcheuse collision calendaire, coïncide avec la Journée internationale des droits de l'homme. Les droits de l'homme… Titulaire du demi-maroquin qui leur est dédié, Rama Yade se lâche. « Notre pays, grince-t-elle dans *Le Parisien*, n'est pas un paillasson sur lequel un dirigeant, terroriste ou non, peut venir s'essuyer les pieds du sang de ses forfaits. La France ne doit pas recevoir ce baiser de la mort[2]. » Pour un peu, on en oublierait qu'à Bab al-Aziziya, moins de cinq mois plus tôt, l'icône franco-sénégalaise de la diversité avait, en lui serrant la main, décoché au maître des lieux un sourire enjôleur. Sa

sortie met la République sens dessus dessous. La voilà tancée par Patrick Ollier[3], ancien président de l'Assemblée nationale, dont il préside le groupe d'amitié France-Libye, et kadhafolâtre impénitent, prompt à louer les « capacités d'analyse et de décision stupéfiantes » de l'invité, « sa grande culture, son attachement à l'Histoire, notamment française » et sa passion pour Montesquieu ; puis convoquée au « Château », le temps d'une avoinée qu'elle raconte ainsi le 10 mars 2017 au micro d'Europe 1. « Pourquoi ? », lui lance un Sarkozy furibond avant de l'expédier chez Jean-David Levitte, son conseiller diplomatique, et Claude Guéant, le secrétaire général de la présidence. « Vous vous rendez compte ?, s'offusque le tandem. Kadhafi est dans son avion dans le ciel français et il ne veut plus atterrir ! » Titillé sur le sujet lors d'une conférence de presse, Sarkozy laisse poindre son exaspération. « C'est bien beau, les leçons de droits de l'homme et les postures entre le café de Flore et le Zénith. […] La France reçoit un chef d'État qui a choisi de renoncer définitivement au terrorisme. »

Suivront cinq longues journées de cauchemar protocolaire, jalonnées de caprices et de toquades. C'est que le vieux campeur fait durer le déplaisir, bien au-delà des soixante-douze heures de visite officielle. Pour lui, la préfecture de police boucle l'accès à tous les ponts qui enjambent la Seine, le temps d'une mini-croisière en Bateau-Mouche. On improvise aussi une virée privatisée au Louvre, en vareuse et au pas de charge : trois secondes pour *La Joconde* ; guère plus pour *Le Radeau de la Méduse*, la *Vénus* de Milo, la *Victoire de Samothrace* et *Les Noces de Cana*. *Idem* à Versailles, où Kadhafi, blouson de cuir fourré, écharpe et chapka russe, arpente la galerie des Glaces, pose devant la réplique du trône de Louis XIV, puis dans la salle du sacre de son idole Napoléon. Et que dire de la chasse aux faisans d'élevage lâchés pour l'occasion en forêt de Rambouillet, et rabattus vers l'invité d'honneur dûment botté ? Sinon que, selon une source élyséenne, l'ancien officier putschiste, moins fine gâchette qu'on le suppose, en aura tué trois ou quatre après en avoir loupé bien davantage. « Il faisait un froid de gueux, raconte le diplomate Jean-Luc Sibiude. Au début, ça ressemblait plus à un ball-trap qu'à une battue. Visiblement déçu, Kadhafi s'est donc enfoncé dans les sous-bois, flanqué d'un de ses gardes du corps. Le repas qui a suivi fut des plus mornes. Assis près de lui, j'ai bien tenté d'animer la conversation. Mais sans grand succès. Il avait adopté sa posture de Bédouin taiseux. Là sans être là[4]. »

À son grand dépit, le colonel n'ira pas fleurir la tombe de Charles de Gaulle à Colombey-les-Deux-Églises. Pas davantage de rencontre avec les ouvriers de chez Renault, d'excursion à la Bastille ni de réception au Palais-Bourbon. À défaut de harangue dans l'hémicycle, Kadhafi devra se contenter le 11 décembre des parquets et des moulures de l'hôtel de Lassay, résidence du titulaire du Perchoir. Là, le Libyen inflige un monologue à sa façon à une troupe de députés et de sénateurs presque aussi clairsemée que la barbiche de l'orateur.

L'interview accordée le soir même à France 2 ne dissipe pas le malaise. Visage bouffi, chevelure en pétard, Muammar Kadhafi traite par le mépris et le déni les controverses qui l'escortent. À commencer par le tollé que suscite le propos tenu quatre jours auparavant à Lisbonne et tendant une fois encore à légitimer l'usage de l'arme terroriste par les « pays faibles » en butte aux violations du droit international. « Je n'ai jamais dit cela, objecte le colonel. C'est une très grande déformation de mes paroles. » David Pujadas évoque-t-il les condamnations d'agents de la Jamahiriya ? « Il ne s'agit pas de l'État libyen, mais d'individus. Faut-il imputer à un pays les crimes commis par ses citoyens ? La Libye n'a jamais commis d'acte terroriste. » Les droits humains ? « Le président Sarkozy et moi n'avons pas évoqué ces sujets. […] La question ne se pose pas. La Libye est arrivée à bon port en la matière en instaurant la démocratie directe. Les Libyens n'élisent pas leurs dirigeants ; ils se dirigent eux-mêmes. Il n'y a pas de prisonniers politiques en Libye. Pas un seul. » A-t-on néanmoins le droit de critiquer le Guide ? « Pourquoi voulez-vous que l'on me critique ? Je ne dirige rien. C'est le peuple… »

Piégé, soucieux d'atténuer l'impact désastreux d'un tel barnum, Sarkozy invoque la signature de contrats mirobolants, pour un montant total de 10 milliards d'euros. Son entourage prédit la vente de 14 Rafale, le joyau jusqu'alors inexportable de chez Dassault, d'une vingtaine d'Airbus, de 35 hélicoptères Tigre, de patrouilleurs, de radars, de systèmes de défense aérienne et de communication militaire, d'un ou plusieurs réacteurs nucléaires de dessalement d'eau de mer… Autant de marchés de dupes. En fait de Rafale, ce sont des mirages – et pas des F1 cette fois – qu'écoule la France. Devant une commission d'enquête parlementaire, ou dans les médias, les acteurs de cette mascarade enfileront les à-peu-près, la palme revenant à Hervé Morin, alors ministre de la Défense, pour cette esquive d'anthologie : « Les contrats militaires n'ont pas été signés en tant que tels. » Certains, hélas, ont été honorés et continuent de l'être[5]. Filiale de Bull, la société Amesys a ainsi fourni à Tripoli le logiciel Eagle, dispositif sophistiqué de surveillance électronique, dont une douzaine d'officiers de la Direction du renseignement militaire (DRM) supervisent l'installation et le fonctionnement entre juillet 2008 et… février 2011[6]. Un instrument capable d'intercepter toutes les communications transitant par Internet, aussi précieux dans la traque des dissidents démocrates que dans celle des islamistes radicaux. Initialement révélé par le *Wall Street Journal*, ce ténébreux marché fait l'objet d'une enquête pour « complicité de tortures », confiée en 2012 aux magistrats spécialisés du pôle « crimes contre l'humanité et crimes de guerre » du tribunal de grande instance de Paris.

Point d'équipée kadhafienne, on l'a vu, sans son raout VIP et son adresse aux femmes. Suivie d'une séance de dédicace, la « rencontre culturelle en présence du Guide » a pour décor un salon du Ritz, palace de la place Vendôme. Dans le rôle du maître de cérémonie, Roland Dumas, sollicité *via* l'ambassade de

la Jamahiriya à Paris. « Vous n'avez ici que des amis », lance d'emblée l'ancien ministre au conférencier, assis derrière une tribune piquée de bouquets d'orchidées mauves et de renoncules blanches. Il sera question du déclin de la gauche « qui ne représente plus grand-chose », du rôle de l'Europe et de l'Afrique dans le nouvel équilibre mondial et des mines antipersonnel, dont Kadhafi réprouve le bannissement. « C'est une arme défensive, argue-t-il. Si on l'interdit, que nous reste-t-il ? Les couteaux, les haches, les marteaux ? » Pour le reste, que du classique. L'islam « est la religion de Jésus, de Moïse et de Mohammed, le dernier des prophètes ». Quant au Christ, il n'a jamais été crucifié, de sorte que « la croix que vous portez n'a aucun sens, pas plus que vos prières ». Refoulé de Marigny, l'ancien ambassadeur Christian Graeff figure en revanche parmi la cinquantaine de *happy few* rassemblés cette fois au Crillon, place de la Concorde. « On nous place, mon épouse et moi, au milieu du premier rang, car Kadhafi ne connaît guère l'auditoire et souhaite accrocher son regard à des visages familiers et bienveillants. Il nous adresse d'ailleurs un signe de complicité, mais je remarque d'emblée qu'il n'est guère fringant. “Ton chéri, dis-je alors à Maria, c'est pas la grande forme[7].” »

Les « sœurs », elles, ont rendez-vous en lisière des Champs-Élysées au pavillon Gabriel, pavoisé de drapeaux verts. Elles sont environ 600, Africaines en boubou et Maghrébines plus ou moins voilées, réunies dans une ambiance festive, avec youyous, mélopées et roulements de tam-tams. Pas vraiment le style de l'hôtesse mandatée pour accueillir le Frère Guide Muammar, une jeune Vendéenne costumée en reine de France. « Le colonel adore Louis XIV », explique la très sarkozyste Khadidja Khali, présidente de l'Union française des femmes musulmanes et pilier de la grande mosquée de Paris. L'orateur ravit son auditoire chamarré quand il dénonce l'injustice que subit en Afrique la mère abandonnée par son mari polygame ; moins lorsqu'il déplore le sort « tragique » de sa cousine européenne, contrainte d'accomplir un travail dont elle ne veut pas, et qu'il convient d'éloigner de la mécanique et de la boucherie. En guise d'épilogue, un opulent buffet, avec canapés au foie gras et noix de Saint-Jacques sur lit de betterave.

Reste à riposter à la ruade inaugurale de Rama Yade. Ce sera chose faite au détour d'un colloque à l'Unesco, où Mohammed Bechari, secrétaire de la Conférence islamique européenne, rassemble un millier de musulmans africains, acheminés par une noria d'autocars. « Avant de parler de droits de l'homme dans les autres pays, ironise le Guide, vérifiez que les immigrés chez vous en bénéficient. » Allusion transparente aux tensions qui, à l'époque, enfièvrent les banlieues. Propos « assez pitoyables », cingle le lendemain le locataire du Quai d'Orsay Bernard Kouchner, harcelé à l'Assemblée par des députés sarcastiques. Peu à son aise, l'ancien *French doctor* avait d'emblée pris soin de zapper le dîner officiel du 10 décembre, invoquant le rendez-vous qui, « par un heureux

hasard », l'appelle ce soir-là à Bruxelles auprès de son homologue allemand. Tant pis pour le couscous aux légumes servi sous les ors de l'Élysée.

À en croire son cousin et confident Ahmed Kaddaf ad-Dam, qui l'accompagnait alors, le colonel tient sa visite dans la Ville Lumière pour un succès. « S'il avait été déçu, assure-t-il neuf ans après, il ne serait pas resté une heure de plus. Or, il a prolongé son séjour très au-delà de l'échéance initiale. En revanche, ce qui lui déplaît, ce sont ces gens qui se précipitent à Tripoli pour lui serrer la main, plaisantent avec lui puis lui tournent le dos brutalement[8]. » Relecture un rien idyllique. Kadhafi voit bien que le temps est à l'orage. « Je sais que la presse critique ma visite, glisse-t-il à Nicolas Sarkozy lors de leur second entretien. Désolé pour vous. » Désolé et amer. En réalité, il se sent trahi, au point de s'en ouvrir à son ami Patrick Ollier. « Pourquoi me traitez-vous ainsi ?, lui aurait-il demandé. Chez nous, quand on reçoit, on reçoit bien. Ou alors, il ne fallait pas me faire venir. » Comment lui donner tort ?

Il n'empêche. Quand, le 15 décembre, son Airbus A340 aux couleurs d'Afriqiyah Airways décolle pour Séville, un formidable soupir de soulagement l'accompagne. Destinée singulière que celle de cet appareil équipé d'un lit *king size*, d'une salle de bains, d'un salon, d'un bureau et d'une salle à manger. Le 24 août 2012, il se pose à Perpignan, après un vol à petite vitesse et à basse altitude, train d'atterrissage sorti. C'est que le quadriréacteur a entre-temps perdu de sa superbe. Pour preuve, sa cabine dépressurisée et son fuselage constellé d'impacts de balles, vestiges de l'effervescence révolutionnaire. On le reverra ensuite à plusieurs reprises sur l'aéroport de la cité catalane, maintenance oblige. À l'été 2016, l'Airbus s'y trouvait encore, cloué en bout de piste par une guérilla judiciaire puis par le poids des factures d'entretien impayées… Troublant raccourci aéronautique : au terme du pénible festival de Muammar Kadhafi, la France de Sarkozy n'en a donc pas fini avec ce long courrier, et moins encore avec son embarrassant passager. La preuve ? Dès le 10 juin 2008, lors d'un mini-sommet arabe convoqué à Tripoli, le Guide torpille en ces termes le projet d'Union pour la Méditerranée si cher à l'Élysée, et censé associer l'UE aux pays de la rive sud de la *Mare Nostrum* : « Nous ne sommes ni des chiens ni des affamés pour qu'ils nous jettent un os. »

Les derniers feux du *showman*

On n’a pas tous les jours deux fois 20 ans. En 2009, la révolution d’al-Fateh souffle ses quarante bougies. Et Tripoli tient à donner à cet anniversaire un éclat et un rayonnement ineffaçables. D’autant que l’Union africaine *new look* fête au même instant sa première décennie. « Muammar Kadhafi, souligne l’ancien ambassadeur Sibiude, a toujours été ébloui par les feux d’artifice, les sons et lumières, les vastes fresques épiques et historiques[1]. » Diagnostic amplement accrédité par la stupéfiante débauche de moyens déployés à l’occasion de ces festivités. Du 1er au 6 septembre 2009, une sarabande pharaonique enfièvre la Jamahiriya, à Tripoli certes, mais aussi à Benghazi et Ghadamès. Sarabande orchestrée par la société Le Public Système (LPS), alors nº 1 de l’événementiel en France, en partenariat avec Grey Mena, la filiale libanaise de Grey Group, l’une des plus puissantes agences de communication de la planète[2]. Thème choisi : « Libye, porte de l’Afrique. » La cérémonie d’ouverture donne le ton de ce péplum *high tech*. Trois heures durant, sous un gigantesque chapiteau aux lignes bédouines, se succèdent sur une scène large de 120 mètres tableaux vivants, fantasias, farandoles et ballets chatoyants, dans un déluge de décibels, de poursuites lumineuses, d’arabesques laser et de fumigènes. « Le plus grand *show* jamais produit en terre d’Afrique », claironnent ses concepteurs. De fait, l’exploit n’est pas mince. Au début de l’exercice 2009, les autorités libyennes approchent plusieurs agences italiennes et françaises. Toutes déclinent, effrayées soit par la brièveté des délais, soit par la réputation méphitique du client. Le temps presse. En mai, Philippe Skaf, directeur de Grey Mena, sollicite donc Frédéric Bedin, le patron de LPS, avec qui il lui est arrivé de travailler dans le passé. C’est parti, à marche forcée et, lit-on dans un document du prestataire tricolore, « sans (presque) se soucier du coût ». Mieux vaut qu’il en soit ainsi, car le cahier des charges a de quoi donner le tournis : outre la soirée d’ouverture, il s’agit d’assurer des projections vidéo sur les plus beaux monuments du pays, trois banquets de prestige concoctés par la maison Lenôtre, un lâcher de montgolfières en plein désert et une démonstration de « cirque aérien » à

Benghazi. « Il y en a au minimum pour 50 millions d'euros », estime à l'époque un expert du secteur. À propos de cirque aérien, deux avions-cargos Antonov acheminent en une vingtaine de rotations, au départ de l'aéroport de Vatry (Marne), 4 500 tonnes de fret. Car toute la logistique – machinerie, décors, nourriture – est importée de l'Hexagone. De même que les acteurs, chorégraphes, danseurs, acrobates, techniciens et… chevaux. À la mi-août, 1 500 Français s'affairent frénétiquement sur les sites retenus, dans une atmosphère survoltée et teintée d'espionnite. « À peine arrivés, confie un machiniste, nous avons été briefés par les cadres de LPS. Interdiction de prononcer le nom de Kadhafi. Il fallait dire "le Leader", mais entre nous, on le surnommait Bernard. » Une semaine avant le jour J, vers 23 heures, la panique s'empare des coulisses de la scène tripolitaine. « Bernard » et son escorte, toutes sirènes hurlantes, débarquent en 4x4. En clair, le colonel tient à voir en avant-première un extrait du spectacle et à tester le confort visuel et acoustique réservé aux hôtes de la tribune d'honneur.

Que la fête commence. Le 1er septembre, une quarantaine d'Excellences africaines, convoyées par une flotte de voiturettes, prennent place dans ladite tribune. Dont le Tunisien Zine el-Abidine Ben Ali, qui sera chassé du pouvoir seize mois plus tard, le Tchadien Idriss Déby Itno et le Soudanais Omar el-Béchir, épinglé par la CPI pour crimes contre l'humanité. L'ami vénézuélien Hugo Chávez a lui aussi fait le déplacement. La France ? Représentée à plus d'un titre. Modestement dans le carré des officiels, par le secrétaire d'État à la Coopération et à la Francophonie, Alain Joyandet ; de manière plus tonitruante dans le ciel des Syrtes, puisque l'illustre patrouille bleu-blanc-rouge, flanquée d'un duo de Rafale, colore de son panache la parade militaire, tandis que la musique de la Légion étrangère fait donner les cuivres ; et massivement sur la scène, livrée le soir venu à l'édifiant récit de la geste kadhafienne.

Premier tableau. Un noble vieillard – l'icône de la résistance au joug italien Omar al-Mokhtar – raconte à un garçonnet prénommé Muammar trois mille ans d'histoire libyenne, avant de lui transmettre l'étendard de la révolte. « Je serai digne de toi, mon père », glapit le gamin. « Je serai fier de toi, Muammar », répond l'aïeul. Deuxième tableau : alors que des écrans géants diffusent les harangues les plus fameuses du tombeur d'Idris, filmé dans tous ses atours, des figurants miment le ralliement des foules subjuguées à un Bédouin au galop altier. « Le peuple, lit-on en sous-titre, est comme un pur-sang arabe qui mérite le meilleur des cavaliers. » Et la plus révolutionnaire des voitures : voici que passe, en version baudruche, la fameuse Coccinelle des temps héroïques. Kadhafi lisant le communiqué n° 1 du CCR. Kadhafi tout de blanc vêtu sur un cheval cabré comme il sied. Kadhafi proclamant la naissance de la Jamahiriya. Place aux répliques géantes des trois tomes du Livre vert, qui, montées sur roulettes, traversent le plateau. D'ailleurs, tout ici est grandeur. Honneur à la grande marche verte, à la grande rivière artificielle, à la Grande Charte verte des

droits de l'homme, fondement d'une Libye « citadelle de la liberté ». Rien ne manque. Ni la prison éventrée au bulldozer, ni le poste-frontière tunisien défoncé de la même manière, ni « l'agression manquée » de Reagan, en 1986… Expédié en vingt-cinq minutes, l'acte trois consiste pour l'essentiel en un ballet exaltant l'unité africaine. Mais il annonce le bouquet final, une orgie pyrotechnique jaillissant de barges amarrées dans le port voisin. Un peu comme si la Jamahiriya devait jeter ici ses derniers feux. Doit-on y voir le signe avant-coureur de la levée des vents contraires ? Le surlendemain, 3 septembre, le dîner présidentiel préparé en plein désert sombre corps et biens : l'équipe dépêchée sur place, déjà ébranlée par les ravages d'une tempête inattendue, découvre que la plupart des convives VIP, informés trop tardivement, ont regagné leurs pénates. Autant dire que l'envol au coucher du soleil de 40 ballons dirigeables, clou du happening saharien, se joue à huis clos. À l'inverse du show new-yorkais programmé moins de trois semaines plus tard…

Pour Muammar Kadhafi, la longue marche vers le rachat passe naturellement par New York, siège de l'ONU. En quarante ans de règne, le colonel n'y a jamais mis les pieds. Encore faut-il, à la veille de la 64e Assemblée générale des Nations unies, dénicher l'endroit où planter la tente. Son entourage guigne d'abord, en vain, Central Park, puis se rabat sur une villa d'Englewood (New Jersey), propriété depuis 1982 de la mission libyenne à l'ONU. Nouvel échec. Il faut dire que l'accueil triomphal réservé à Tripoli le mois précédent au condamné de Lockerbie Abdelbaset al-Megrahi a ravivé la fureur des familles endeuillées ; et qu'un voisin de la résidence choisie, le rabbin Shmuley Boteach, auteur d'un best-seller sur le Kasher Sutra – version orthodoxe du Kama Sutra –, combat opiniâtrement la venue de l'indésirable. On met alors le cap sur le parc d'un somptueux manoir de la banlieue chic de Bedford, fleuron de l'immense patrimoine immobilier d'un certain Donald Trump. Las ! Le futur président des États-Unis annule *in extremis* la location, justifiant *a posteriori* sa volte-face et le mauvais tour ainsi joué à Kadhafi avec sa finesse proverbiale : « Je lui ai loué une partie du terrain. Il m'a payé plus pour une nuit que ce que ça valait pour deux ans. Et puis je ne l'ai pas laissé occuper ce terrain. Je ne veux pas utiliser le mot niquer, mais je l'ai niqué[3]. » Faute de mieux, c'est donc dans les locaux de la mission new-yorkaise de la Jamahiriya que le Guide passera la nuit. Autre déception, les autorités américaines n'accèdent pas à son souhait de visiter Ground Zero, le site du carnage du 11 septembre 2001. Qu'à cela ne tienne, le colonel aura sa revanche.

Elle s'étirera sur une heure et trente-cinq minutes, soit la durée du discours confus, redondant, rageur et grandiloquent prononcé le 23 septembre 2009. Dire que le protocole onusien avait insisté sur le respect du temps de parole accordé à l'orateur, soit une dizaine de minutes tout au plus… Chacun, dans le vaisseau de verre que longe l'East River, redoute que l'ancien paria n'enfile son boubou

bariolé d'imprécateur. Lorsque « le Guide de la révolution, président de l'Union africaine et roi des rois d'Afrique », calot noir, cape marron, écharpe ton sur ton posée sur l'épaule droite, s'installe à la tribune, on craint donc le pire. Et l'on n'a pas tout à fait tort. Devant un mur de marbre aux dalles veinées de gris, le colonel commence pourtant *mezza voce*. Il adresse ses félicitations à « notre fils le président Obama », puis égrène en une longue litanie les défis et fléaux du temps. Dans l'ordre d'apparition en scène, le changement climatique, le déclin de l'économie capitaliste, la pénurie d'eau, les crises alimentaires, la désertification, le terrorisme, l'immigration, la piraterie, les épidémies, les virus cultivés en laboratoire et répandus accidentellement, la prolifération nucléaire, l'hypocrisie, la pauvreté, la peur, le matérialisme et l'immoralité. Suit un réquisitoire, argumenté pour le coup, contre le dévoiement de la Charte des Nations unies, dont le Libyen écorne ostensiblement les pages, et le Conseil de sécurité, symbole du féodalisme. Sus aux privilèges iniques concédés à ses cinq membres permanents, à commencer par le droit de veto, instrument de la tyrannie des grands. « On ne devrait pas l'appeler Conseil de sécurité, résume-t-il, mais Conseil de la terreur. » À l'évidence, le Frère Guide improvise sur un canevas sommaire. Il brasse ses notes, jongle avec les feuillets d'une liasse indocile, rajuste son écharpe, plaque son écouteur à l'oreille pour vérifier la traduction en anglais d'une expression idiomatique arabe, alterne phrases inachevées et longs silences. Dans l'immédiat, reprend-il, les ex-puissances coloniales doivent accorder à l'Afrique « 777 trillions » – milliers de milliards – de dollars d'indemnités pour l'avoir réduite en esclavage avant de piller ses ressources. À la 43e minute, retour sur la fierté qu'inspire au continent noir l'accès à la Maison-Blanche d'un de ses enfants. Prémonition ? « Pour moi, nuance Kadhafi, Obama n'est qu'un soulagement temporaire, pour les quatre ou huit prochaines années. Personne ne peut garantir comment l'Amérique sera gouvernée après lui. Nous serions heureux qu'Obama puisse rester éternellement à la tête des États-Unis. » Vient alors le moment d'aborder un « point sensible » : la localisation du siège de l'ONU. « Vous avez traversé des océans et des continents pour venir ici, lance-t-il aux délégués. Vous êtes éreintés, endormis, vous souffrez du décalage horaire. Vous êtes tous assoupis, fatigués d'avoir malmené votre horloge biologique. […] Pour votre bien-être, et pour délester les États-Unis du fardeau de la sécurité des délégations, ce bâtiment risquant de devenir la prochaine cible d'al-Qaïda, il faudrait le transférer soit au centre du globe, à Vienne ou à Syrte, soit en Orient, à New Delhi ou Pékin. »

Place maintenant à la séquence *flashback*, avec une longue évocation des guerres d'hier : la Corée, Suez, le Vietnam, le Panama, la Grenade, la Somalie, l'ex-Yougoslavie. L'orateur exige la traduction devant la Cour pénale internationale des commanditaires des massacres commis en 1982 dans les camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila (Liban), ainsi que des cerveaux de l'invasion de l'Irak et défend le droit des taliban à instaurer un

émirat islamique en Afghanistan. « Ils souhaitent établir un État religieux ? Où est le problème ? Voyez le Vatican. Constitue-t-il une menace pour nous ? Non ! » Autre tâche assignée à l'Assemblée générale : rouvrir les enquêtes sur divers assassinats. Notamment ceux de Patrice Lumumba, de John Fitzgerald Kennedy et de Martin Luther King. À partir de là, le colonel perd le fil, si fil il y eut jamais. Il faut sans tarder mettre au point un vaccin contre la grippe porcine, voire contre celle à venir du poisson, puisque les sociétés pharmaceutiques capitalistes liées aux services de renseignements propagent les virus afin de grossir leurs profits. Le monologue dure depuis plus d'un tour d'horloge quand Muammar Kadhafi amorce un nouveau virage sur l'aile. Cap sur le Proche-Orient, le temps d'enterrer pour la énième fois la formule à deux États. « Renoncez-y, enjoint le Guide à ceux qui l'écoutent encore. La solution, c'est un seul État démocratique où cohabiteraient juifs, musulmans, palestiniens et chrétiens. Les Arabes n'ont pas d'animosité envers les Israéliens. Ils sont cousins et vivent ensemble en paix. […] C'est vous qui les avez brûlés, vous les responsables de l'Holocauste, vous qui avez construit les chambres à gaz en Europe. C'est vous qui haïssez les juifs, pas nous. Nous leur avons donné refuge sous l'ère romaine, quand ils ont été expulsés d'Andalousie, ou encore à l'époque d'Hitler, des fours crématoires et des chambres à gaz. Nous les avons protégés. » À l'instant de livrer cet ultime assaut, le marathonien de la harangue balance derrière lui son « Livre blanc », remède supposé miraculeux à l'imbroglio israélo-palestinien. Le livret atterrit sur le perchoir où trônent le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, et l'impavide Ali Triki, qui préside au nom de la Libye cette 64e session. Impavide, mais atterré. « J'avais honte, au point de me couvrir le visage de la main[4] », confiera-t-il au journaliste libanais Ghassan Charbel. Le Sud-Coréen Ban, précise Triki à son confesseur, voulait abréger le calvaire. « Je l'ai invité à prendre son mal en patience, tant je craignais l'esclandre. »

ACTE VII
DÉBÂCLE

Avis de tempête

Sans doute est-ce le propre du vieil autocrate. Il voit ses pairs chavirer puis sombrer. Il les devine happés par le néant, acculés à l'exil, à la prison ou à la potence. Il entend, fussent-elles couvertes par les odes que lui ânonne sa cour de flagorneurs craintifs, les clameurs rageuses de la foule de Tunis ou du Caire. Parfois, bien sûr, une sourde angoisse l'étreint, aussitôt balayée. Et si… Mais non ! Jamais ici, jamais sur mes terres. Ces *raïs* déchus ont été trop faibles, trop indécis ou trop aveugles pour déjouer le complot. Mais moi, je ne suis pas fait de ce bois-là. J'y vois clair. Moi, j'ai survécu à tout. Aux cabales des factieux, aux embuscades et aux bombes de Reagan. Ma main ne tremble pas. Et puis mon peuple m'aime. Il se lèvera, se dressera pour écraser les traîtres, les minables agents de l'Occident comme les sicaires du djihad global. Pour quiconque visionne les archives du premier semestre 2011, lit ou relit les discours et les interviews de Muammar Kadhafi, voilà ce qui frappe le plus : ce mélange de pensée magique, de déni compulsif et d'incrédulité.

« Que sont mes amis devenus. Que j'avais de si près tenus. » S'il ignore tout de Rutebeuf, nul doute que le Guide connaît sa complainte. Le temps a fait son œuvre, la mort la sienne. Les défections et les disgrâces ont dégarni les rangs des compagnons des heures héroïques. Abdessalam Jalloud lui-même, le bras droit, le fidèle, l'*alter ego* ou peu s'en faut, a disparu du premier cercle. Mais en ce millénaire finissant, un noyau dur, soudé par les épreuves, les communes turpitudes et tant de noirs secrets, entoure encore le chef. On appelle ses membres les *rejal al-kheima*, les « hommes de la tente ». Tous unis, d'une manière ou d'une autre, par les liens du sang. Celui qui coule dans leurs veines, celui qu'ils ont répandu. Il y a là le beau-frère Abdallah Senoussi, le stratège de l'appareil de renseignements, cible d'un mandat d'arrêt international, condamné par contumace en France à la réclusion criminelle à perpétuité pour son rôle dans l'attentat du DC-10 d'UTA ; Moussa Koussa, patron des services secrets depuis 1994, devenu le *missus dominicus* du régime en Occident ; le cousin Ahmed Ibrahim, pilier du Centre d'études internationales du Livre vert et des comités révolutionnaires ; le neveu Abdessalam al-Hadi, chef de la sécurité de Tripoli ; le

général Sayed Kaddaf ad-Dam, qui fut chef militaire en Cyrénaïque, commandant des bérets rouges de la Garde républicaine, et demeure l'une des clés de voûte du réseau d'allégeance tribal ; son frère cadet Ahmed Kaddaf ad-Dam, général lui aussi, émissaire tout-terrain et coordonnateur des relations avec Le Caire, où il s'éclipsera d'ailleurs dès février 2011 au risque d'encourir un procès en défection. « On m'a souvent confondu avec mon aîné Sayed, avance aujourd'hui ce dernier. Je n'ai jamais été en charge de la sécurité personnelle de notre cousin Muammar. En revanche, celui-ci m'a envoyé en mission dans une centaine de pays. Notamment là où ça coinçait. Je comprenais instantanément ses attentes et ses souhaits, sans qu'il ait besoin de les formuler. Il m'est aussi arrivé d'agir sans son aval préalable[1]. » Ainsi lorsque fleurit, au début de la décennie 1980, la rumeur d'un « complot » parrainé par Washington, visant à étrangler une Libye fragilisée par l'engagement de ses troupes sur le front tchadien. « Selon ce plan, soutient Kaddaf ad-Dam junior, l'Égypte devait prendre le contrôle du pays par l'est, jusqu'à Benghazi ; et la Tunisie par l'ouest, jusqu'à Tripoli. J'ai donc pris l'initiative d'aller voir Anouar al-Sadate, persuadé quant à lui que nous nous apprêtions à attaquer Alexandrie et à bombarder le barrage d'Assouan… Autant dire qu'il fallait d'urgence calmer le jeu. À mon retour, je rends compte au Guide de ma démarche. Il paraît surpris, mais pas en colère. “Tiens !, plaisante-t-il, nos amis ne t'ont pas mis en prison ? Mais pourquoi as-tu omis de m'avertir ?” “Parce que tu m'aurais interdit de partir”, lui réponds-je. Il a ri, avant de rédiger un courrier d'apaisement à l'attention de Sadate. »

Un autre personnage, déjà croisé dans ces pages, gravitera dans l'orbite du Guide jusqu'à l'heure de la débâcle : Béchir Saleh. Le parcours de ce fils d'infirmier, « sudiste » d'ethnie toubou, épouse les méandres de la Jamahiriya. Il sera tour à tour ambassadeur en Centrafrique, en Tanzanie, puis en Algérie, gouverneur du Fezzan, « secrétaire aux Relations extérieures » – en clair, ministre des Affaires étrangères –, puis patron du protocole d'État (1994). En 1998, le Guide fait de lui son directeur de cabinet et son émissaire personnel auprès des chefs d'État d'Afrique. C'est ainsi que celui que l'on surnomme « le Noir de Kadhafi » devient la cheville ouvrière de l'OPA de Tripoli sur l'Union africaine. De même, Saleh se voit confier un temps les rênes du Libya Africa Investment Portfolio, ou LAP, fonds d'investissement doté de 8 milliards de dollars et vecteur de la puissance libyenne au sud du Sahara. Une mission que le « dircab » tente de décliner. En vain. « Ce n'est pas ta décision, lui rétorque le colonel. C'est la mienne. » En mai 2007, lorsque Muammar Kadhafi appelle Nicolas Sarkozy, fraîchement élu à l'Élysée, pour le féliciter, le successeur de Jacques Chirac lui soumet cette question : « Qui sera, dans votre entourage, notre interlocuteur pour les dossiers délicats ? » Réponse du Libyen : « Béchir. » Lequel a, en la matière, de la bouteille. Un ancien conseiller Afrique de l'Élysée se souvient ainsi l'avoir reçu à propos des tapageuses frasques parisiennes

d'Hannibal, l'un des fils du chef. Sur un registre bien moins anodin, le confident jouera, côté libyen, un rôle clé dans deux affaires ô combien délicates : l'indemnisation des familles des victimes du DC-10 et la libération des infirmières bulgares. Francophone et francophile, l'ancien prof de maths et de biologie doit d'ailleurs aux liens tissés avec le « clan Sarko » une double exfiltration salvatrice. D'abord de Tripoli vers la France en août 2011, à l'heure où l'étau rebelle se resserre sur la capitale. Puis, en mai 2012, de Paris vers Niamey, en dépit du mandat d'arrêt international qui le vise. Aujourd'hui installé en Afrique du Sud, l'ex-apparatchik de la Jamahiriya préfère camper dans l'ombre. Contacté par divers canaux pour cet ouvrage, il n'a pas souhaité en recevoir l'auteur. Dommage…

Ceux qui franchissent fin 2010 le seuil de Bab al-Aziziya trouvent le maître des lieux irritable ou éteint. Alors ambassadeur d'Égypte à Tripoli, Mohammed al-Nokaly y accompagne le 23 décembre son ministre de tutelle, porteur d'un message sur les inquiétudes que suscite au Caire le régime soudanais. « Laissez donc le Soudan !, s'emporte Kadhafi. Vous l'avez perdu. Occupez-vous de vous-mêmes[2]. » Trois jours plus tard vient le tour de Jean Ping. Cette fois, ni anathème ni brimade : « Le Guide m'a paru hagard, anxieux, absent, se souvient l'ex-président de la Commission de l'Union africaine. L'audience a d'ailleurs été écourtée. Et lui a séché le mois suivant le sommet d'Addis-Abeba[3]. »

S'il avait écouté non ses courtisans, mais les rumeurs de la rue, s'il avait renoncé à s'enivrer de slogans éculés, le *qaïd as-Thawra* aurait compris que l'harmattan démocratique soufflant alors de la Tunisie à l'Égypte ne pouvait contourner la frange littorale libyenne. Il aurait aussi mesuré le déclin de son magnétisme, l'usure de l'utopie jamahiriyenne et l'affaissement de ses relais militants. L'idéal socialiste n'a pas survécu aux va-et-vient erratiques entre l'*imperium* étatique et les demi-audaces libérales. La rente pétrolière ne suffit plus à combler le fossé entre les élites du régime et les laissés-pour-compte. L'appareil répressif, s'il effraie encore, n'étouffe plus les voix dissidentes. Quoique sous surveillance, la jeunesse urbaine, mondialisée par la grâce de la panoplie numérique, voit sur ses écrans vibrer le monde arabe. Tandis que se propagent les anathèmes que les boutefeux islamistes lancent contre Kadhafi le *kafir*, l'infidèle. Du despote éclairé, sinon illuminé, ne reste que le despote, mais sans la lumière.

C'est à Benghazi l'insoumise que jaillit l'étincelle. Depuis l'éclosion, chez le petit voisin tunisien, de la « révolution de jasmin », les gardes-chiourmes du régime traquent le moindre symptôme de contagion. Le 15 février 2011, sept voitures de la Direction de la sécurité intérieure convergent sur le domicile de Fathi Terbil, au cœur de la capitale de la Cyrénaïque. Sur place, une vingtaine de gros bras interpellent le jeune avocat, connu pour ses engagements sur le front des droits de l'homme, saccagent son logement et malmènent sa mère. Aussitôt, les familles des prisonniers tombés en 1996 lors du massacre d'Abou Salim, que

défend maître Terbil, se rassemblent devant le quartier général de la police et aux abords du tribunal. Soucieuses de désamorcer la colère, les autorités relâchent l'avocat dans la nuit. Vaine reculade. Les insoumis benghaziotes s'enhardissent, d'autant que la rumeur, propagée *via* Facebook, annonce la tenue de rassemblements contestataires le 17, ce « jour de la Colère » institué en souvenir des émeutes meurtrières survenues cinq ans plus tôt devant le consulat d'Italie. Émeutes déclenchées alors par l'inepte provocation d'un député néofasciste italien venu parader sur le plateau de la RAI, vêtu d'un T-shirt à la gloire des « caricatures de Mahomet », ces dessins satiriques dont la publication dans un journal danois avait embrasé le monde musulman. À l'époque, la foule avait sur sa lancée mis à sac plusieurs bâtiments officiels, dont quelques *mathabat*, sièges des comités révolutionnaires locaux. Tandis que les cris hostiles à la Jamahariya couvraient les slogans italophobes.

Le sang coule de nouveau. À Tripoli, l'armée et ses snipers parviennent à mater les insoumis. Mais pas à Benghazi. En militarisant sa riposte, le clan Kadhafi transforme en guérilla une révolte civique. Cette fois encore, il s'en remet, face à l'insurrection qui vient, aux vieilles recettes : une répression féroce, confiée à des unités spéciales ; un ample remaniement ministériel, fatal au Premier ministre Choukri Ghanem, artisan précautionneux mais obstiné d'une mue vers l'économie de marché, recasé au ministère du Pétrole puis à la tête de la NOC, la société nationale en charge de l'or noir ; et une avalanche de promesses. Comme à son habitude, le Guide virevolte, alterne les postures, tantôt patriarche magnanime, tantôt garde-chiourme fulminant. Il cajole les leaders tribaux, annonce des coups de pouce salariaux, décore les proches des « martyrs » d'Abou Salim. Et, bizarrement, dépêche sur place « le Hooligan », Saadi, personnage tellement honni qu'il faudra l'exfiltrer promptement de sa suite de l'hôtel Ozo. Prisonnier d'un logiciel usé, Kadhafi croit enrayer le soulèvement à coups de meetings à sa dévotion et de parades motorisées dans les artères de Tripoli. « Le peuple, martèle-t-il, ne peut pas se révolter contre lui-même » ; tandis que ses disciples rodent le mantra qu'ils scanderont *ad nauseam* jusqu'à la débâcle : *« Allah, Muammar, ou Libya ou bès ! »* Allah, Muammar, la Libye et rien d'autre.

Un peu court, d'autant que la machine propagandiste a des ratés. Témoin, cet impromptu télévisé fugace et fantomatique, improvisé au soir du 21 février pour tuer dans l'œuf la rumeur d'une fuite en exil. Le Guide y apparaît à la portière d'un 4x4, sous un parapluie blanc, bougon, mal rasé, coiffé d'une chapka fourrée. « Vous voyez, insiste-t-il, je suis bien à Tripoli et non au Venezuela. Ne croyez pas ce que disent les médias des chiens errants. Je voulais me rendre sur cette place Verte au milieu des jeunes. Mais il s'est mis à pleuvoir. Dieu en soit loué, car c'est une bonne chose. » Le lendemain, devant les bataillons de fidèles réunis à Bab al-Aziziya, il retrouve sa verve rageuse et heurtée, pour plus d'une heure d'un monologue incantatoire, mêlant les hauts faits du passé aux

tourments du moment. « Rendez vos armes immédiatement, sinon il y aura une boucherie », vocifère-t-il, enturbanné dans son chèche, le Livre vert à la main. Feu sur les jeunes drogués qui sèment le chaos, feu sur les islamistes et hommage aux tribus. Le colonel fait don aux Libyens d'un pouvoir qu'ils sont censés exercer depuis plus de trente ans et d'une manne pétrolière qu'on leur a déjà, du moins en théorie, cédée dix fois. « Nous marcherons sur eux par millions, tonne le colonel, pour purger la Libye *bit bit, dar dar, zenga zenga*. » Pouce par pouce, maison par maison, ruelle par ruelle. Matraquée sous forme de clips vidéo, scandée, chantée, slammée, rappée, la formule devient bientôt le cri de ralliement des phalanges kadhafistes ; et offre au trentenaire israélien Noy Alooshe, auteur d'une version hip-hop à l'audience virale, son quart d'heure warholien. Puis vient ce serment, si souvent ressassé par la suite : le *qaïd as-Thawra* est prêt à « mourir en martyr » et luttera « jusqu'à la mort », « jusqu'à la dernière goutte de [son] sang ». Qu'on se le dise : « Muammar est le leader de la révolution jusqu'à la fin des temps. »

Sur le front de l'Est souffle pour les siens un vent mauvais. Maîtres de Benghazi, les *thuwar* – rebelles – progressent au pas de charge, raflant au passage plusieurs bastions pétroliers. L'armée supposée régulière ? Ses effectifs officiels – environ 80 000 hommes, dont 50 000 « terriens » – ne sauraient faire illusion. La troupe bat d'ailleurs en retraite, parfois sans combattre. Logique : la hantise du putsch a conduit l'ex-officier des transmissions à lui rogner les ailes au profit d'unités d'élite réputées loyales, telle la 32e brigade blindée du fiston Khamis. Autre indice inquiétant, les défections, rares certes, mais symboliquement ravageuses, de hauts gradés et vétérans de l'appareil. Citons celles, dès le 22 février, du général Abdelfattah Younès, ministre de l'Intérieur et chef des forces spéciales, et de Mustapha Abdeljalil, titulaire du portefeuille de la Justice. Imités cinq semaines plus tard par le champion du renseignement Moussa Koussa, qui s'éclipse à Londres. Il faut de toute urgence resserrer les rangs. Kadhafi envoie donc à Paris ses héritiers Moatassem et Saadi, chargés d'arracher à sa retraite dorée Abdessalam Jalloud, le compagnon des heures épiques. Peine perdue.

« Son ego l'a rendu autiste, constate l'ancien ambassadeur français Christian Graeff. Au point de le précipiter dans une galopade mégalomane[4]. » Quiconque doute de la justesse de ce constat doit revoir l'entretien accordé le 28 février, en anglais, à CNN et à la BBC. Il faut en écouter les paroles, mais aussi l'étrange musique. « Allez-vous quitter le pays ? », s'enquiert Christiane Amanpour. « Comment peut-on quitter son pays ?, riposte le Frère Guide après avoir lâché un rire forcé et rajusté ses lunettes fumées. Pourquoi devrais-je quitter mon pays ? […] *My people loves me*. Ils m'aiment tous. Ils sont prêts à mourir pour me protéger, moi et mon Livre vert. » L'insurrection de Benghazi ? « C'est al-Qaïda, c'est al-Qaïda ! Ce n'est pas mon peuple. » La journaliste s'obstine-t-

elle ? « Il n’y a pas de manifestations dans les rues. Personne n’est contre moi. Pourquoi le serait-on ? Je ne suis pas président. » Galéjade resservie quelques jours plus tard dans *Le Figaro* : « Si on utilisait la force, il nous suffirait d’une seule journée. […] Ici, il n’y a pas d’opposition. Toutes les manifestations que vous voyez actuellement sont organisées par les masses qui me soutiennent. » *With friends like these, you don’t need ennemies*, dit un célèbre adage anglais. « Avec de tels amis, nul besoin d’ennemis »…

Le 2 mars, le trente-quatrième anniversaire de l’instauration de la Jamahiriya fournit au colonel l’occasion d’une nouvelle philippique. Celle-là durera trois heures. L’orateur arrive seul au volant d’une voiturette de golf beige, que suivent une dizaine de 4x4 bourrés d’anges gardiens rogues à souhait. Sous les cris d’amour et les serments d’allégeance, il promet cette fois à ses adeptes des crédits immobiliers à 0 %, et aux Américains la géhenne, pour peu qu’ils osent s’aventurer en terre libyenne. « Ils doivent savoir qu’ils se jetteraient alors dans un enfer et une mer de sang pire que l’Irak ou l’Afghanistan […]. Nous distribuerons les armes par millions et ce sera un nouveau Vietnam. »

Kadhafi a choisi son champ de bataille : le verbe et l’arène médiatique. À l’évidence, il consacre plus de temps aux journalistes – occidentaux de préférence – qu’à l’examen des cartes d’état-major, enchaînant inlassablement les mêmes rengaines, tel un vieux crooner. Son tube favori : ne sacrifiez pas le meilleur rempart qui soit contre le terrorisme djihadiste et le déferlement de migrants. Refrain entonné, par exemple, lorsqu’il reçoit en anorak de ski et près d’un brasero à roulettes Laurent Valdiguié, l’envoyé spécial du *Journal du dimanche* : « Si on menace, si on déstabilise, on ira à la confusion, à Ben Laden, à des groupes armés. Voilà ce qui va arriver. Vous aurez l’immigration, des milliers de gens qui iront envahir l’Europe depuis la Libye. Et il n’y aura plus personne pour les arrêter. […] Il y aura un djihad islamique en face de vous, en Méditerranée. […] Cette catastrophe va s’étendre du Pakistan et de l’Afghanistan jusqu’en Afrique du Nord. Vous aurez Ben Laden à vos portes. On reviendra au temps de Barberousse, des pirates[5]. » Prophétie alarmiste, certes, mais dont nul ne peut plus aujourd’hui nier la pertinence. À l’inverse, toute analogie avec les turbulences qui secouent les voisins, Égypte et Tunisie, provoque une mise au point aussi anachronique que le Livre vert qui l’inspire. « Notre situation ici est vraiment très différente, objecte son auteur. Chez nous, le pouvoir est au peuple. Nous n’avons pas de président qui démissionne, pas de Parlement à dissoudre, pas d’élection qu’on falsifie, pas de Constitution qu’on peut amender. Nous n’avons pas de réclamations de justice sociale, parce qu’ici, c’est le peuple qui décide. Moi, je n’ai pas de pouvoir comme en avaient Ben Ali ou Hosni Moubarak. Moi, je ne suis qu’un référent, une référence pour le peuple libyen. »

Dans le même entretien, et sur un tout autre registre, l’imprécateur bédouin se dit favorable à la venue en Libye d’une commission d’enquête mandatée par

l'ONU et l'Union africaine, placée le cas échéant sous la conduite de la France. Pas anodin : épinglée par la résolution 1970 du Conseil de sécurité, qui condamne la férocité de la répression, instaure un embargo sur les armes et gèle les avoirs du régime à l'étranger, la Jamahiriya voit poindre à nouveau le spectre de l'isolement. Elle s'efforce donc de labourer le champ diplomatique, dépêche ses émissaires de Bruxelles à Lisbonne et de Londres au Caire, siège de la Ligue arabe. Le verbatim de l'échange téléphonique, daté du 9 mars, entre Muammar Kadhafi et le chef d'État sénégalais Abdoulaye Wade, alors président de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), donne une idée assez édifiante de l'univers mental dans lequel erre le Guide. D'emblée, il demande à son interlocuteur une « prise de position africaine très forte » lors de la réunion du Conseil paix et sécurité de l'Union africaine, programmée le lendemain à Addis-Abeba, afin de mettre un terme aux « convoitises coloniales ». Puis il livre sa vérité : « Il y a des cellules dormantes d'al-Qaïda, infiltrées en Libye. » Elles ont « pris d'assaut les casernes et les commissariats de police, raflé des armes ». Kadhafi confesse ensuite avoir été « vraiment surpris » car « le pays était en paix et le peuple exerçait le pouvoir ». « Et soudain, poursuit-il, on s'est aperçu que le monde entier, intoxiqué par le truchement des téléphones portables, était contre nous, même certains ambassadeurs libyens. » Allusion à la défection du représentant de la Jamahiriya aux Nations unies, « recruté par les services secrets américains ». Retour aux méfaits de « ces bandes qui ont envahi la région de Benghazi, attaqué les prisons, libéré les détenus de droit commun, les criminels, les voleurs, armé ces gens-là, ont choisi des jeunes gens et leur ont distribué des cachets hallucinogènes ». De même, les ennemis ont « pris en otages des avocats, des officiers, qu'ils liquideront plus tard, et leur ont demandé de mettre en place un conseil à Benghazi ». Référence cette fois au Conseil national de transition (CNT), créé dix jours plus tôt. Leur dessein ultime ? « Transformer la région en une sorte d'émirat islamique. » Le long préambule du Guide ne s'arrête pas là. Il dénonce ensuite les appétits pétroliers de Washington, Paris et Londres, puis la résolution 1970, « vraiment pas raisonnable », car « basée sur des récits médiatiques, des reportages, une campagne de mensonges ». Alors même que « le peuple libyen tout entier est avec la révolution ». Silencieux jusque-là, Wade intervient enfin pour fustiger les « procédés inacceptables » d'une armée qui « tire sur les civils, y compris des femmes et des enfants », puis hausse la voix quand Kadhafi objecte qu'il ne s'agit là que « de résistance contre les bandes armées uniquement ». « Tu sais que je suis un homme de vérité, un homme libre vis-à-vis de tout le monde, lance l'ancien avocat au crâne poli. En plus, je suis musulman, et à mon âge, un musulman ne ment pas. […] Nous avons souvent travaillé ensemble pour faire avancer les États-Unis d'Afrique, mais tu n'as jamais rien fait pour le Sénégal. Pas une seule école, pas une université, pas une maternité. Des promesses, mais après, rien. […] Les revendications, il faut les écouter. La Libye a les moyens de les satisfaire grâce

aux milliards de dollars que vous gardez à l'extérieur. […] Ce que je ne peux pas comprendre, c'est qu'avec tous ces moyens-là, tu ne contribues pas à la construction de l'Afrique ; et pendant ce temps, les Africains mendient de l'aide partout dans le monde. » « C'est la Libye qui a bâti l'Afrique, réplique le colonel. Il y a beaucoup d'investissements libyens dans tous les pays africains. » Mais le *« Gorgui »* – le « Vieux », en langue wolof – tient son cap. « Les chefs d'État à qui tu donnes de l'argent ne te diront jamais la vérité. » La conversation, d'une durée d'une demi-heure environ, touche à sa fin. Et Abdoulaye Wade revient à la charge : « Il s'agit à présent de faire cesser les tueries. Il faut qu'on arrête ça. […] Il faut un cessez-le-feu. Au moment où je te parle, il faudrait que tu proclames un cessez-le-feu unilatéral. […] Il faut que tu parles aux populations, que tu rassures tout le monde. » Jamais « les groupuscules de Ben Laden » ne respecteraient la trêve, esquive le colonel, à court d'arguments. Avant d'appeler à la rescousse la lutte engagée par le Nigeria contre les séparatistes du delta pétrolier du Niger ou le précédent de la Russie qui, elle, « a bien détruit la Tchétchénie ». Alors que s'achève l'échange, Kadhafi tient à préciser, quitte à nier l'évidence, qu'il n'a « pas d'argent à l'extérieur du pays ». « Mais l'État libyen en a ! », riposte le successeur d'Abdou Diouf. « C'est vrai… », concède Muammar.

Le jour même de ce dialogue de sourds, LCI diffuse un entretien crépusculaire, obtenu par l'entremise du ministre du Pétrole, Choukri Ghanem, et enregistré dans un salon cossu, au sous-sol de l'hôtel Rixos. « Ambiance sépulcrale et climat hystérique au sein du dernier carré des fidèles, se souvient le journaliste Vincent Hervouët, transféré depuis lors à Europe 1. Trois caméras de la télé libyenne filment l'entrée en scène du colonel. Lui a le visage fripé, flapi, figé, et refuse le maquillage. J'ai parfois l'impression de me trouver en présence d'un homme piégé, aux abois, écrasé par le *fatum*, qui fait le job sans trop y croire. Comme un joueur de poker qui ferait tapis avec une paire de deux en main. Les gardes du corps sont sur les dents. Le traducteur semble terrorisé. Quant à Kadhafi, il comprend mal les questions, s'emporte, tape du poing sur la table. Puis soudain s'absente, le regard errant au loin[6]. » Sus cette fois au « complot colonialiste », même si le colonel envisage, « après tout ça », de replanter un jour sa tente en France ou en Amérique. Les officiels qui le lâchent pour rallier le CNT ? « Ils sont cernés par les bandes de Ben Laden, prisonniers. Soit ils obéissent, soit ils sont égorgés. Eux-mêmes m'ont contacté avant la création de leur prétendu Conseil. Je leur ai conseillé d'obéir jusqu'à ce que le peuple les libère. » L'épilogue de l'interview sera aussi surréaliste que son contenu. « Quand j'y mets un terme, raconte Hervouët, il semble scandalisé que l'affaire se termine d'une façon si abrupte, sans qu'il en décide ainsi et donne le clap de fin. Il contemple, incrédule, les techniciens occupés à remballer le matériel. Et glisse à un de ces gardes du corps : "Plus jamais ! C'est la dernière fois." » Pas tout à fait. Six jours plus tard vient le tour de l'envoyée spéciale du

Figaro. Retour sous la tente cette fois, mais diagnostic similaire quant au comportement du colonel et à la psychose ambiante. « Ambiance parano, témoigne aujourd'hui Delphine Minoui. Avec un dispositif sécuritaire hallucinant. Plusieurs barrages, passage sous un portique d'aéroport et dévissage des stylos. Puis, en face de moi, un personnage paumé, sorte de Michael Jackson ravagé par la chirurgie esthétique, tiré de partout, planqué derrière ses grosses lunettes de soleil et armé d'une tapette à mouches, qu'il brandit durant tout l'entretien. Kadhafi semble nerveux, stressé, agite sans cesse les jambes, lâche des réponses courtes, stéréotypées, que traduit un interprète rongé par la trouille. À la fin, je le vois partir dans sa mini-voiture de golfeur, entre brebis et chameaux[7]. »

Le déni et le défi

Le « bouillant colonel » bout-il encore ? De rage, sans doute. De cette fureur qui tétanise les tyrans frappés d'impuissance ou avides de vengeance. Un temps, ses apparitions furtives et ses imprécations radiotélévisées, assénées d'une voix éraillée et bégayante, ont semblé baliser une inéluctable déchéance. Mais le Bédouin pugnace puise dans sa capacité à nier la réalité une énergie dévastatrice. Le roi est nu certes, mais armé jusqu'aux dents. Voilà d'ailleurs que le vent tourne. La rébellion s'essouffle. Sa ferveur la portait. Son amateurisme l'entrave. Et la contre-offensive lancée en mars attise les fantasmes de reconquête. La propagande annonce la reprise de Misrata, Tobrouk, Zawiyah, Ras Lanouf, Ben Jawad et prédit celle, à très brève échéance, de Benghazi. Le 10 mars, James Clapper, qui, en sa qualité de directeur national du renseignement, coordonne l'action des seize agences américaines, souligne que les forces régulières, mieux équipées, ont « repris l'initiative » ; et estime qu'avec le temps, Kadhafi « l'emportera ». Lequel Kadhafi semble ne pas en douter. Témoin, ce message radio diffusé peu après que la rébellion a cédé le verrou pétrolier d'Ajdabiyah : « C'est bon. L'affaire est réglée. Nous arrivons. […] Attaquez ces salauds d'athées et ces traîtres. Pas de pitié ni de clémence pour eux. Demain, nous les humilierons devant la Terre entière. » Dans le quotidien italien *Il Giornale*, le colonel octroie aux insurgés cette alternative : la reddition ou la fuite. Et, magnanime, s'engage à laisser la vie sauve à ceux qui se rendront.

À 8 000 kilomètres de là, la France livre sur le front onusien une autre bataille. Et arrache le 17 mars, avec l'aval de la Ligue arabe, l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 1973. Au nom du devoir de protection des civils libyens, le texte instaure une *« no fly zone »* – zone d'exclusion aérienne – et autorise le recours aux bombardements et à « toute mesure nécessaire ». Seule option bannie, le déploiement terrestre. Il était temps. L'armée kadhafiste approche des faubourgs de Benghazi, précédée du serment de ses chefs : « Il n'y aura ni pardon ni pitié. » Aurait-elle vraiment anéanti la cité rebelle sous un déluge de feu ? Jamais on ne le saura. Qu'importe, les jeux sont faits. Le 19 mars, une patrouille française, composée notamment de huit Rafale et de

quatre Mirage, déclenche les premières frappes, vitrifiant une colonne blindée des forces « loyalistes ». L'aviation britannique suit de près, tout comme l'US Air Force, qui impose bientôt dans le ciel libyen sa suprématie. Ce raid initial n'est donc que le prologue d'une intense campagne.

Un homme aura intensément œuvré, dans la coulisse comme devant micros et caméras, pour que la France montre la voie, fût-elle sans issue : l'ex-« nouveau philosophe » Bernard-Henri Lévy. Bien sûr, BHL excelle à mettre en scène, quitte à l'enluminer quelque peu, sa geste héroïque. Bien sûr, en quête depuis des lustres de sa guerre d'Espagne, ce corsaire germanopratin n'en finit plus de courir après le fantôme d'André Malraux, de Sarajevo à l'Afghanistan. Il n'empêche. Qu'il s'agisse de la reconnaissance hâtive du Conseil national de transition, vitrine politique de l'insurrection, comme « seul représentant légitime du peuple libyen » ou de l'engagement tricolore, son influence sur Nicolas Sarkozy s'avère décisive. Bien davantage que celle d'Alain Juppé, alors ministre des Affaires étrangères en titre. Le 28 février 2011, c'est avec la bénédiction de « Sarko » qu'il s'envole *via* Le Caire pour Tobrouk et Benghazi, où il offre aux pontes du CNT de plaider leur cause à Paris[1]. Le 7 mars, à son retour, il « briefe » à l'Élysée le maître de céans et son conseiller diplomatique, Jean-David Levitte. Trois jours plus tard, c'est en sa présence que le chef de l'État reçoit deux émissaires du Conseil rebelle, ainsi adoubé, et leur fait part de sa volonté d'intervenir militairement, avec ou sans mandat international. Le 15 septembre de la même année, qui apparaît dans le sillage du Premier ministre britannique David Cameron et de l'ex-époux de Cécilia lorsque ceux-ci s'offrent un trekking triomphal dans les rues de Benghazi ? L'infatigable penseur-essayiste-reporter-dramaturge-cinéaste. « Sarkozy, avait-il claironné le mois précédent, a réalisé en Libye ce que Mitterrand n'avait pas fait en Bosnie. » Entendez : BHL, aiguillon des princes, réussit aujourd'hui là où il échoua hier. Un autre facteur peut éclairer l'emballement de « l'hyperprésident » : la parution dans *Le Monde* daté du 22 février d'une tribune signée « Marly », pseudonyme d'un collectif de diplomates atterrés par l'indulgence de Paris envers les potentats arabes. Que cette corporation, que « Sarko » tient en si piètre estime, ose lui faire ainsi la leçon l'irrite au plus haut point. Un motif de plus de changer de posture et de costume. Kadhafi, Fregoli des dunes, a trouvé son maître : le *raïs* français tombe la robe d'avocat pour enfiler, avec le zèle des convertis, le treillis de combat. Sur place, des officiers de la DGSE promettent aux meneurs du soulèvement l'aide de la France. Promesse tenue, comme l'attesteront l'envoi de « conseillers » militaires et les livraisons d'armes. Outre-Atlantique, on impute *mezza voce* l'empressement tricolore à une volonté très gauloise d'asseoir un *leadership* contesté ainsi qu'à des appétits plus prosaïques, notamment pétroliers. Les courriels d'Hillary Clinton déclassifiés en janvier 2016 témoignent du degré de suspicion de « l'allié » américain[2]. Dans un

mémorandum adressé à la secrétaire d'État de l'époque, un certain Sidney Blumenthal avance un scénario des plus romanesques. Selon cet ami et conseiller du couple Clinton, des agents des services français auraient découvert l'existence d'un stock de 143 tonnes d'or et de quasiment autant d'argent, transféré de Tripoli à Sebha deux semaines après les premiers raids occidentaux ; un pactole initialement amassé en vue du lancement d'une monnaie panafricaine appelée à supplanter le vieux franc CFA, survivance coloniale, et adossée au dinar libyen. Voilà pourquoi votre fille est muette ; et vos canons si loquaces…

Revenons sur terre. Entre Élysée et Quai d'Orsay, on mise sur une déroute rapide des assaillants. « Une affaire de jours ou de semaines, mais pas de mois », hasarde Alain Juppé. Erreur. L'opération internationale *Aube de l'Odyssée*, qui, en passant très vite sous pavillon de l'Otan, se fond dans le dispositif baptisé « Protecteur Unifié », durera plus d'un semestre. Pourquoi ? Trois facteurs éclairent l'étirement de l'échéancier. D'abord, les Occidentaux sous-estiment la pugnacité de la garde prétorienne de la Jamahiriya, alliage de régiments d'élite commandés par des fils ou de zélés féaux de Kadhafi. Ensuite, et symétriquement, ils tendent à idéaliser la performance au combat de la nébuleuse insurgée, assemblage hétéroclite de volontaires à l'indéniable vaillance, mais dépourvus pour la plupart de savoir-faire militaire. Si maints officiers, sous-officiers et hommes du rang ont embrassé la cause, on croise surtout au gré des lignes de front étudiants, enseignants, ouvriers, ingénieurs, magistrats ou infirmiers ; et, plus rarement, de discrets djihadistes avides de venger les « martyrs » liquidés par le régime. « Pathétiques », se désole l'amiral Édouard Guillaud, alors chef d'état-major des armées. Dernier écueil, très vite palpable : l'hétérogénéité d'un Conseil national de transition où se coudoient monarchistes, libéraux, islamistes, résistants de l'intérieur et « revenants » de la diaspora ; mais aussi la persistance, au sein de cette galaxie, de vieilles lignes de faille régionalistes. Historiquement perméables à la tentation séparatiste, les pionniers de Benghazi n'ont souvent que mépris pour la tiédeur révolutionnaire des Tripolitains. Quant aux assiégés de Misrata, acteurs d'une résistance homérique soudés par une conscience identitaire aiguë, ils revendiqueront un statut privilégié à la hauteur de leurs mérites. À la fin du printemps, la hantise de l'enlisement affleure. Sur le terrain, l'insurrection collectionne les revers. Et le canardage à distance ne suffit plus. Voilà pourquoi, dépité d'avoir dû céder les commandes à l'Otan, donc au Pentagone, Paris engage des hélicoptères d'attaque, parachute dans les sanctuaires rebelles de l'armement dernier cri et infiltre, à l'instar de l'allié britannique, les as de ses forces spéciales dans l'Est, au cœur de l'enclave de Misrata et dans le djebel Nefussa.

Une fois encore, Muammar Kadhafi tombe de haut. Malgré les signes avant-coureurs et les mises en garde, il refusait de croire que son « ami Sarkozy » le trahirait ainsi. Pour autant, si le déluge de missiles venus d'en haut l'ébranle, sa

rhétorique, d'une vigueur intacte, n'en laisse rien paraître. « Nous ne nous rendrons pas », jure-t-il le 23 mars. Hors de question de courber l'échine devant « une bande de fascistes qui finiront dans les poubelles de l'Histoire ». Dans les jours qui suivent, le Guide persiste à abreuver d'anathèmes les « jeunes débiles » bourrés de drogues venues d'ailleurs, sommant leurs parents de les empêcher d'avaler ces « pilules ». On l'entend même, le 27, affirmer sur la télé serbe RTV Pink que « le calme règne en Libye », et que seuls subsistent quelques « groupes rebelles qui sèment le chaos », promis à une déroute prochaine.

Tout indique que le Guide aux abois n'écoute plus. Tout suggère qu'il s'enferre et s'enferme. Sourd à toutes les objurgations, même quand elles émanent de son fils cadet Seif al-Islam, exaspéré dit-on par l'intransigeance paternelle. Les vieux compagnons, eux, broient du noir. Au reporter français de passage, l'idéologue Rajab Boudabbous, directeur de « l'Amphithéâtre vert », institut voué à l'édification de l'élite étudiante, réserve un accueil frisquet. « C'est à cause de vous tout ça, peste-t-il. Votre Sarkozy veut à tout prix effacer les traces du financement libyen de sa campagne électorale, se délester de sa dette et de son sentiment d'infériorité. » Suit un amer réquisitoire contre le « libéralisme débridé » de Seif al-Islam et de son clan, teinté de nostalgie. « Quand Kadhafi exerçait vraiment le pouvoir, tout allait mieux, soupire le vieux philosophe sartrien. Nos plus grands acquis datent de l'époque du CCR. Mais aujourd'hui, ni le Guide ni le peuple ne gouvernent… »

Dans les chancelleries, il se murmure fin mars que Seif a envoyé son fidèle second Mohammed Ismaïl tester à Londres ce schéma de « sortie de crise » : une phase de transition – que le cadet se dit prêt à conduire –, prélude à des élections libres, en échange de l'immunité garantie au Guide et aux siens… Il y aura bien d'autres plans, tous voués à l'échec. Ainsi, le 10 avril, Kadhafi reçoit une délégation africaine, emmenée par le président sud-africain Jacob Zuma, et entérine une « feuille de route » aux contours flous. Il y est question d'une cessation des combats et de l'ouverture d'un dialogue, prélude à une transition démocratique censée aboutir à « la mise en œuvre d'une politique apte à répondre aux aspirations du peuple libyen de façon pacifique et démocratique »… Vu de Paris, où l'on a un temps envisagé la relégation de Kadhafi dans une fonction honorifique, l'affaire est désormais entendue. « La question n'est pas de savoir s'il doit partir, tranche en juillet Juppé, patron du Quai d'Orsay, mais quand et comment. » Comment ? Le cousin Ahmed Kaddaf ad-Dam croit le savoir. « Le Guide m'a alors mandaté pour discuter de l'issue au plus haut niveau, y compris à l'ONU, soutient son émissaire de l'époque. Il est à cet instant prêt à partir. Mais seulement après l'arrêt des bombardements. C'est là-dessus que ça coince. Lui veut le cessez-le-feu d'abord ; les Occidentaux exigent sa reddition préalable. En fait, ils veulent sa mort, surtout cette Hillary Clinton, et ferment toutes les portes. Quant à l'hypothèse de l'exfiltration vers Caracas, chez son ami Chávez, elle n'a jamais été sérieusement envisagée.

Kadhafi préférait mourir que de finir sa vie en exil[3]. » Le colonel disposé à s'effacer, vraiment ? Un autre intime y aura cru l'espace d'un malentendu : Béchir Saleh. Dans l'édition française de *Vanity Fair*, l'ancien directeur de cabinet affirme avoir reçu l'aval du chef pour échafauder un scénario de retrait. Avant que ne tombe le contrordre : « Attends un peu. Seif prépare des réformes. Tout va s'arranger[4]. »

Les tractations engagées dans l'ombre achoppent d'ordinaire sur le sort réservé au père de la « troisième théorie universelle ». S'il consent à s'effacer, peut-il rester sur la terre natale ou doit-il finir ses jours dans la peau d'un exilé ? Et s'il part, quel pays d'accueil ? La rumeur évoque l'Algérie, le Niger, le Burkina Faso, l'Égypte, le Maroc. Ceux qui, chez ses partisans, imaginent à reculons une telle issue privilégient bien entendu les pays qui, ayant refusé de ratifier le traité de Rome, fondement juridique de la Cour pénale internationale (CPI), ne l'extraderaient à aucun prix vers La Haye. À l'image du Zimbabwe, de l'Érythrée ou du Venezuela, déjà évoqué… Selon le fidèle cousin Mansour Dhaw, chef de la Garde populaire, qui se tiendra à ses côtés jusqu'à la mort, le Frère Guide a bien envisagé en mars de jeter l'éponge. Mais les imprécations martiales de son cadet Seif al-Islam, qui a brutalement basculé du côté des boutefeux, ont couvert les sages conseils de quelques proches. Proches que les mandats d'arrêt délivrés par la CPI le 27 juin réduisent bientôt au silence. « Plutôt mourir en Libye qu'être jugé par [le procureur en chef Luis Moreno] Ocampo[5] », aurait-il alors tranché. Ironie du sort : le même Ocampo admettra en décembre 2011 que la liquidation de Kadhafi peut s'apparenter à un crime de guerre. Ironie du sort, *bis* : alors réfugiée en Algérie, Aïcha, la fille du *qaïd*, loue au même moment les services de l'avocat israélien Nick Kaufman, ancien procureur au sein de la Cour de La Haye.

Quel Kadhafi faut-il croire ? De tous les costumes qu'il endosse, lequel lui sied le mieux ? On l'a vu tour à tour dans le rôle de l'imprécateur éructant puis dans celui du puncheur groggy. Le voici, début mai, en chef bravache, défiant l'Otan à la tête d'un convoi de 4x4, chapeau de broussard, sous-pull à col roulé, veste noire et poing brandi. Puis, le 7 juin, jour d'intense pilonnage aérien, en gourou de secte millénariste. « Peu nous importe la vie, prêche-t-il alors à la radio. Peu nous importe même la victoire, et peu nous importe la mort. Ce qui nous importe à cet instant, c'est le devoir. Que nous mourrions, que nous devenions des martyrs, que nous nous suicidions ou que nous vainquions. […] Nous saluons la mort. Le martyre est un million de fois préférable à la capitulation. » Le 1er juillet, au 100e jour de la campagne de bombardements, place au cavalier de l'Apocalypse à la voix rauque, menaçant et sarcastique : « À toi, mon pauvre ami Berlusconi, à toi mon pauvre ami Sarkozy, à toi mon fils Obama, à toi l'Anglais dont j'ai oublié le nom – Camera ? ah oui, Cameron. À vous tous je dis ceci : regardez la télévision libyenne et regardez-moi, mais

n'oubliez pas auparavant d'avaler une dose de tranquillisants, car vous allez être traumatisés. Vos maisons, vos bureaux, vos familles sont désormais nos cibles légitimes. […] Dent pour dent, œil pour œil, enfant pour enfant. Rentrez chez vous ou nous irons chez vous, nous nous abattrons sur l'Europe comme des criquets, comme des abeilles. » Puisque « nos morts vont au paradis et les leurs en enfer », il ne reste plus, pour les agresseurs « croisés », que la voie du repentir. Et pour les patriotes, celle de l'héroïsme. « Vous devez, leur enjoint le Guide, ramper jusqu'aux montagnes de l'ouest, puis vous irez libérer Misrata. Marchez sans armes, désarmez les milices et libérez Misrata, puis Benghazi. Puis vous irez par millions jusqu'aux terminaux pétroliers. […] Ne trahissez pas vos ancêtres, votre passé, votre avenir. Au front ! Au front ! » Quand l'incantation tient lieu de plan de bataille… Il y a, enfin, ce Kadhafi ivre d'orgueil et d'arrogance, l'unique, l'irremplaçable, perché sur son Olympe. « Je suis, tonne-t-il en plein tumulte, une gloire à laquelle ne peut renoncer ni la Libye, ni le peuple libyen, ni la nation arabe, ni la nation islamique, ni l'Afrique, ni l'Amérique latine, ni aucune des nations qui désirent la liberté, la dignité humaine, et résistent à la tyrannie. Mouammar Kadhafi est histoire, résistance, liberté, gloire, révolution. »

À quoi joue-t-il ? Aux échecs, au moins pour la galerie. On le voit ainsi le 12 juin, penché sur le damier aux 64 cases en face de son ami Kirsan Ilioumjinov, président de la Kalmoukie – république nichée au sud-ouest de la Russie – de 1993 à 2010, et par ailleurs patron de la Fédération internationale d'échecs depuis 1995. Étrange personnage que ce bouddhiste dont les journées, étirées selon ses dires par la méditation, comptent vingt-cinq heures et qui prétend avoir été enlevé à bord d'un vaisseau spatial extraterrestre le 18 septembre 1997 ; mais assez attaché aux richesses d'ici-bas pour se voir placé sur liste noire par les États-Unis du fait de ses liens financiers avec le régime baasiste syrien. « Avec Kadhafi, confiera-t-il à l'AFP en janvier 2016, nous avions signé un accord sur des programmes d'enseignement des échecs dans les écoles. Où est le problème ? Cet homme m'a impressionné. Saviez-vous qu'il écrivait des poèmes ? » Filmé dans le lobby d'un hôtel tripolitain, ce tête-à-tête surréaliste, ultime apparition publique d'un Guide tout de noir vêtu, lunettes et calot compris, aura un prolongement. Peu avant la fuite vers Syrte, Mohammed, le fils aîné, appelle ce cher Kirsan. « Mon père, lui confie-t-il, veut vous parler. » Échange bref, tant le Libyen craint l'acuité des satellites ennemis. Son message, tel que résumé par Ilioumjinov : « Je veux vous dire que je n'abandonnerai pas mon pays. Je me battrai jusqu'à la dernière goutte de mon sang. » Échec et mat ? Pas encore. Pour l'heure, on en est encore à la diagonale du fou.

Tout vacille, tout se fissure, mais le Néron des sables s'accroche. Il peut encore rassembler des foules, orchestrer des marches sur lesquelles flotte, dans la houle des banderoles vertes, son effigie. Même si sa télé recycle, plus souvent qu'à son tour, de trompeuses archives. En août, le colonel rappelle son interprète

francophone Moftah Missouri et le prie de traduire une lettre cousue de griefs adressée à Nicolas Sarkozy. « Elle n'est jamais partie, confiera plus tard Missouri. Lui ne comprenait pas que tout était fini. » Le colonel se fend aussi d'une missive au Congrès américain. Il y accable la France, prétend détenir moins de pouvoirs que la reine d'Angleterre et signifie son attachement à l'établissement d'une « relation spéciale » avec les États-Unis. Mieux, avec le concours de son Premier ministre Baghdadi al-Mahmoudi et d'un cabinet de lobbying, il tente de persuader l'élu démocrate de l'Ohio Dennis Kucinich, réputé hostile à l'intervention de l'Alliance atlantique, d'entreprendre à Tripoli une « mission de paix » tous frais payés. L'ancien maire de Cleveland hésite puis, invoquant l'insécurité qui règne en Libye, décline l'offre.

L’aigle et la buse

L’heure est aux manœuvres de la dernière chance. Celle que relate, sous la plume d’Hervé Gattegno, la version française de *Vanity Fair*[1] mérite à coup sûr l’oscar de la mise en scène. Selon le mensuel, Dominique de Villepin, médiateur mandaté par l’Élysée en juin 2011, aurait ainsi retrouvé au cœur de l’été Muammar Kadhafi dans son bunker tripolitain. « Le dictateur, lit-on, n’est plus que l’ombre de lui-même, tantôt extatique, tantôt abattu. Son visage semble tuméfié. Il porte un gilet pare-balles sous sa toge et sa coiffe dissimule un casque en kevlar. » « Scénario romancé, nuance aujourd’hui l’ancien locataire du Quai d’Orsay puis de Matignon. Je n’ai jamais rencontré à cette époque Kadhafi en territoire libyen ni traité directement avec lui. Tout s’est joué à Djerba (Tunisie), avec les deux émissaires qu’il avait désignés : son directeur de cabinet Béchir Saleh et un diplomate de haut rang[2]. » S’il conteste aussi le rôle prêté à son sulfureux complice Alexandre Djouhri, « DDV » confirme en revanche la réalité de la mission conduite alors ainsi que le contenu du compromis ébauché avec les envoyés du Libyen. « Nicolas Sarkozy et Claude Guéant m’avaient effectivement demandé d’explorer les pistes menant à la mise à l’écart négociée du Guide et à un schéma de sortie de crise », précise-t-il. Le texte, rédigé en trois langues – arabe, français, anglais –, prévoit l’éloignement physique du *qaïd* en perdition, assuré en contrepartie d’un régime d’immunité, et l’instauration d’un exécutif transitoire, prélude à la tenue d’élections libres ; processus supervisé par les dignitaires des principales mouvances tribales. Kadhafi ayant catégoriquement récusé l’hypothèse d’un exil à l’étranger, envisagé dans une première mouture, le document l’autorise à se retirer en son fief de Syrte. « À un moment, nous avons été très proches de la conclusion d’un accord, confie l’ex-Premier ministre de Jacques Chirac. D’autant qu’une ferme volonté d’aboutir anime alors Saleh et son associé ; et que le Guide lui-même fait un temps mine d’accepter. On avance, me font savoir mes interlocuteurs. Puis il y a revirement, et tout vacille. » Quels grains de sable enrayent donc le fragile mécanisme ? « Peut-être aurait-il fallu, au regard des usages du monde arabe, un tête-à-tête avec Muammar Kadhafi, avance Villepin. Matériellement très délicat à

organiser, la route entre Djerba et Tripoli étant fréquemment coupée par les combats. » Pour autant, l'ex-patron du Quai impute aussi et surtout l'échec de l'entreprise à la psyché de l'intéressé : « Son isolement, son enfermement, sa paranoïa ont pesé à coup sûr. L'idée même de s'effacer, de renoncer au statut de seul référent et unique incarnation du peuple libyen, de voir l'Histoire s'écrire sans lui était insupportable à ses yeux. Une forme de déchéance. » Une autre ombre plane sur ce montage aléatoire : si elle tenait à manifester son désir d'œuvrer à une issue pacifique, la France de « Sarko » souhaitait-elle vraiment sauver la mise à l'irascible Bédouin ? « On est en droit d'en douter, admet un initié attaché à son anonymat. La mise en œuvre d'un tel pacte aurait sans doute été plus complexe à gérer que le dénouement militaire. Surtout avec un Guide présent en terre libyenne, spectre flottant sur un "après" incertain. »

Tel que décrit par *Vanity Fair*, l'épilogue de la vaine équipée s'avère aussi houleux que rocambolesque. « La signature de l'accord, écrit Gattegno, est maintenant prévue entre le 21 et le 23 août à Paris. Le 16 août, Béchir Saleh part rejoindre Dominique de Villepin à Djerba, d'où ils comptent s'envoler pour Doha afin de régler les derniers détails. À mi-chemin, Kadhafi l'appelle dans sa voiture et lui ordonne de faire demi-tour. » « Tu as donné ton accord », tente d'objecter le « dircab ». « Si tu vas au Qatar, aboie en réponse le reclus de Tripoli, on te coupera en mille morceaux. » « J'ignore les modalités précises de la volte-face, admet l'ex-spadassin de la Chiraquie. Une certitude : nous tenions les puissances du Golfe informées. Car il devait s'agir non d'un arrangement franco-libyen, mais d'un accord avalisé par les pays arabes. » C'est ainsi : même si la Jamahariya glisse droit vers le récif, son orchestre continue de jouer. Faux, certes, mais il joue. Dans un salon du Rixos, l'un des palaces où les reporters étrangers sont assignés à résidence, le ministre des Finances et de la Planification détaille une flopée de projets d'infrastructures, qu'il s'agisse de routes, d'assainissement ou d'électricité. Tandis que Dieudonné, humoriste dévoyé accouru au secours du kadhafisme, éreinte aigrement les médias impérialistes et leur indigne acharnement…

La pression sur la capitale, prise en tenaille entre les rebelles venus de l'est et les assaillants berbères descendus du djebel Nefussa sur le flanc sud-ouest, devient intenable. Au point que le clan Kadhafi déserte Bab al-Aziziya quelques jours avant le 22 août, date de la chute de Tripoli, fruit de cette offensive coordonnée *in situ* par la crème des services secrets occidentaux. « Repli tactique », prélude à un « nettoyage » définitif de la capitale, prétend Muammar dans un message radio qui, bien sûr, ne trompe personne. Pas plus que les rodomontades ultérieures, relayées par la chaîne syrienne Arraï. C'est par ce même canal que, le 8 septembre, le *qaïd* en cavale jure de ne jamais quitter la terre de ses ancêtres et d'intensifier le harcèlement des « rats » et des « mercenaires ». Quatre semaines plus tard, Muammar Kadhafi livrera, *via* un

enregistrement à peine audible, une manière de testament crachoté. « N'ayez peur de personne. Vous êtes le peuple. »

Les *thuwar*, pendant ce temps, n'en finissent plus d'explorer les entrailles du fortin abandonné et les villas au luxe obscène de la nomenklatura, exhibant leurs trophées avec un mélange de rage et d'allégresse. Ici, un pistolet plaqué or ; là, une des fameuses chapkas doublées de fourrure ; ailleurs, des albums de photos ou un coffret de DVD de la série *Sex and the City*. Sidérés, ils découvrent aussi un réseau de tunnels ventilés à l'épreuve des bombes et, derrière les portails blindés dont des lecteurs d'empreintes digitales commandent l'ouverture, des bunkers tout confort. Gymnase, piscine intérieure chauffée, salon de coiffure, lit à baldaquin, four à pizza importé d'Italie : la légende du Bédouin austère et frugal y laisse des plumes[3]. L'abri souterrain déniché derrière l'une des villas du fils Moatassem recèle quant à lui deux bars, un bloc opératoire, une penderie 100 % Versace et quelques tableaux abstraits[4]. Il faut se rendre à l'évidence : dans la course au tape-à-l'œil, les enfants Kadhafi, friands de jacuzzis géants, de zoos familiaux et de night-clubs privés, devancent très largement le patriarche.

D'un palmarès l'autre… Parmi les ennemis que le Guide déboussolé a, au long du semestre écoulé, abreuvé d'invectives, Nicolas Sarkozy, que l'on sait fondu de cyclisme, décroche le maillot jaune. Pour preuve, la volée de flèches décochées le 16 mars à Tripoli, devant un parterre de fidèles : « La France se prend pour qui ? Elle veut nous attaquer ? Tu penses qu'attaquer la Libye, c'est facile, espèce de crétin ? Nous, on va t'attaquer. Tu veux attaquer ? Essaye donc pour voir[5] ! » Résumons d'une formule le procès qu'instruisent sans désemparer Kadhafi et son entourage : cet ingrat, ce félon, dont nous avons garni les coffres au temps de sa marche triomphale sur l'Élysée, a pris les commandes de la conspiration. « C'est mon ami, mais je crois qu'il est devenu fou, accuse le Guide au détour d'un entretien diffusé la veille de cette sortie hargneuse sur la chaîne allemande RTL. Il souffre d'une maladie psychique ; c'est ce que dit son entourage. » Dans l'interview recueillie le même jour par Delphine Minoui *(Le Figaro)*, il se fait plus explicite. « Moi je pense que mon cher ami Sarkozy souffre d'un désordre mental. C'est moi qui l'ai fait arriver au pouvoir. » Comment ?, relance la journaliste. « Nous lui avons donné le financement nécessaire pour qu'il puisse gagner les élections chez lui. […] Il est venu ici sous cette tente et m'a demandé un soutien financier. Nous l'avons aidé financièrement. Et il a gagné les élections. » Pourquoi un tel coup de pouce ? « Pour nous, en tant que Libyens, si le président de la République française gagne les élections grâce à nos fonds, c'est vraiment un atout (*rires*). » Combien ? « Je ne sais pas. Je ne suis pas concerné par ces choses. Il nous a demandé un montant et nous lui avons donné ce montant. J'ai transmis les instructions au comptable. » En liquide, par chèque, par virement ? « Je l'ignore. » À en croire Moftah Missouri, le traducteur francophone, le colonel lui

aurait précisé ultérieurement le montant de la contribution : une vingtaine de millions de dollars. D'autres chiffres circulent. À commencer par celui qu'avance le 28 avril 2012 le site Mediapart – 50 millions d'euros –, sur la base d'une note d'instruction à en-tête de la Jamahiriya, adressée en décembre 2006 à Béchir Saleh, le directeur de cabinet de Kadhafi, et signée par le très influent Moussa Koussa. « Faux grossier », assure Saleh. Document authentique, affirme à l'inverse Koussa aux enquêteurs venus l'entendre en son refuge qatari, à ceci près que la signature qui y apparaît ne serait pas la sienne. Ce que contestent pourtant un quatuor d'experts graphologues, dûment mandatés. Mais quel crédit accorder *in fine* à un homme frappé, si l'on s'en tient au courrier envoyé en avril 2016 par un magistrat de l'émirat à ses homologues français, d'« incapacité physique et mentale permanente » ?

Saisie fortuitement par la justice française, au détour d'une enquête sans rapport aucun avec les turpitudes franco-libyennes, une autre pièce figure dans le dossier : l'agenda personnel de l'ex-Premier ministre Choukri Ghanem. Au 29 avril 2007 y figure la mention détaillée de trois versements au profit du candidat de l'UMP, pour une somme totale de 6,5 millions d'euros. Si le carnet parle, Ghanem, lui, n'en dira pas plus. Le 29 avril 2012, soit cinq ans jour pour jour après la date de cette inscription et le lendemain même de la sortie du *scoop* de Mediapart, on retrouve son cadavre flottant dans les eaux du Danube, à Vienne. Sur l'étagère des éléments dignes d'intérêt, on rangera aussi le témoignage de l'ancien député européen radical de gauche Michel Scarbonchi[6]. Au premier semestre 2012, celui-ci a vent, *via* un contact libyen, de l'existence d'environ 70 cartons de cassettes audio retrouvés dans une villa ayant appartenu à Abdallah Senoussi, maître espion et beau-frère par alliance du colonel. Il y aurait là la totalité des enregistrements des audiences du Guide entre 1991 et 2011, réalisés d'ailleurs à l'insu de ses visiteurs. Et l'on y trouverait trace des versements allégués. À l'en croire, l'ancien élu, devenu consultant, confie un échantillon de ce trésor sonore à son cousin Bernard Squarcini, ancien patron de la Direction centrale de la sécurité intérieure (DCRI), lequel l'aurait transmis pour expertise à un collègue de la DGSE. Et c'est là que se perdrait la trace des fameuses bandes…

Autre témoin à charge, Senoussi, cité ci-dessus. Interrogé en juin 2012 dans sa prison tripolitaine par des enquêteurs de la Cour pénale internationale, l'ex-pilier du renseignement de la Jamahiriya leur aurait affirmé avoir « personnellement supervisé » un transfert de 5 millions d'euros fin 2006-début 2007. Sans doute manquait-il à ce casting foisonnant un intermédiaire levantin familier de la Libye comme de la Sarkozie. Le voici donc : le 17 novembre 2016, devant les limiers de l'OCLCIFF, l'Office anticorruption de la police judiciaire, Ziad Takieddine confirme les confidences filmées cinq jours plus tôt par Mediapart et l'agence Premières Lignes. Le Franco-Libanais, qui se prévaut d'avoir introduit le futur président auprès de Kadhafi, affirme précisément avoir

convoyé entre novembre 2006 et les premières semaines de 2007, à la demande de Senoussi, trois mallettes de cash. Une remise au futur tombeur de Ségolène Royal, deux à son « dircab » Claude Guéant[7]. Montant cumulé : 5 millions d'euros… Qu'en dit, en son asile du Caire, le cousin Ahmed Kaddaf ad-Dam ? Ceci : le document révélé par le site d'Edwy Plenel est un faux, mais la Jamahiriya a bien mis la main à la poche. « C'était à l'époque où Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur, préparait sa candidature à l'Élysée, avance l'ex-émissaire spécial. Le Guide le reçoit sous la tente et, au sortir du tête-à-tête, m'emmène faire quelques pas. "C'est un type bien, me dit-il, et nous avons besoin d'un ami à l'Élysée. Notamment pour construire l'Union africaine sans que la France interfère. Il faut donc soutenir ce Sarkozy par tous les moyens." Muammar donne alors des instructions et un comité spécial se charge du reste. Je crois que des preuves subsistent. Certaines ont été détruites dans les bombardements. D'autres sortiront un jour. »

Soyons honnête : s'il existe un dense faisceau de présomptions qu'étayent des archives et des aveux troublants, si l'enquête opiniâtre de Mediapart accrédite la thèse libyenne, il manque toujours *a minima* une preuve absolument irréfutable. À l'été 2017, les juges français Serge Tournaire et Roger Grouman enquêtaient toujours sur des flux financiers suspects, sans pour autant être en mesure d'établir que ceux-ci avaient alimenté le trésor de guerre du candidat « Sarko ». On se permettra, à ce stade, de livrer un souvenir personnel. Le 16 mars 2011, Seif al-Islam Kadhafi accorde à la chaîne Euronews un entretien fracassant. « Il faut que Sarkozy rende l'argent qu'il a accepté de la Libye pour financer sa campagne, tempête-t-il. C'est nous qui avons financé sa campagne et nous en avons la preuve. La première chose que l'on demande à ce clown, c'est de rendre l'argent au peuple libyen. […] Nous avons tous les détails, les comptes bancaires, les documents et les opérations de transfert. Nous révélerons tout prochainement. » Or, à cette période, l'auteur de ces lignes couvre pour *L'Express* les convulsions tripolitaines, et fait part à Mohammed Ismaïl, l'homme de confiance de Seif, de son souhait de publier, sous bénéfice d'inventaire, les pièces promises. Ismaïl semble intéressé, au point de s'enquérir du jour de parution de l'hebdomadaire, de ses délais de bouclage et de l'audience du site web du titre. Mieux, il s'engage à soumettre sans délai la requête au cadet du Guide et à se manifester dans les quarante-huit heures. Or, rien ne vient. Et toutes nos relances téléphoniques se heurtent à une boîte vocale saturée. D'où ma perplexité. Si le clan Kadhafi détenait, à un instant crucial de l'empoignade, de quoi discréditer sa bête noire, pourquoi a-t-il omis de le faire ?

Aurait-il dégainé alors une preuve dorée sur tranche que celle-ci n'aurait pas suffi à enrayer la débâcle. « Le Frisé » – surnom peu flatteur inspiré par sa tignasse indomptée – a bel et bien fui son antre. Dès lors, le moulin à rumeurs s'emballe. Où se cache-t-il ? On le dit planqué à Bani Walid, bastion des Warfalla, à Ghat, chez les Touareg, ou à Syrte, son fief familial. Voire en route

pour le Niger ou l'Algérie, sinon en quête d'un asile plus lointain. Le Nicaragua le lui offre, l'Afrique du Sud dément et Malte exclut de se prêter au jeu. Ni vraiment présent, ni tout à fait ailleurs. Dans cet entre-deux s'engouffrent la rage et les angoisses de ses « sujets ». Et partout flotte son fantôme : quarante-deux ans de règne sans partage, c'est bien plus qu'il n'en faut pour squatter les esprits. Persistance rétinienne. Voici Ramadan, 24 ans, croisé à Zawiya. « Il faut qu'il soit jugé et pendu ici, assène ce salarié d'une entreprise gazière. Ici, sur le lieu de ses crimes. Je veux voir de mes yeux son cadavre étendu sur le sol. Le sien et celui de ses fils. » « Ni la potence, ni le peloton, nuance Hosni Bey Hosni, patron d'une société de transport. Mais la prison à perpétuité. Il la mérite six millions de fois, une par citoyen de ce pays. » Un long silence, puis : « D'une façon ou d'une autre, nous avons aimé celui qui a été notre geôlier, notre bourreau et notre assassin. On ne peut faire grief aux Libyens d'avoir été couards. Car ce type, dont aucun mot du dictionnaire ne saurait refléter la malignité, a très méthodiquement asservi ses compatriotes. Pour asseoir son emprise, il a cogné tour à tour sur les politiciens, les banquiers, les ministres, les fonctionnaires, les dignitaires locaux, la hiérarchie tribale, les sociétés d'État, l'entreprise privée, l'armée… Un Machiavel bédouin. Je crois qu'il lisait *Le Prince* toutes les nuits. »

C'est bien à Syrte qu'échoue fin août, *via* Bani Walid, le Prince détrôné. Acheminé là secrètement par son fils Moatassem, gouverneur militaire de la région. Et entouré d'un contingent de 400 à 500 Guedadfa, milice tribale dont les effectifs fondront au fil des semaines. D'abord l'hôtel, puis des logis de passage, maison ou appartement abandonnés, dont on change tous les quatre ou cinq jours. Une aire peau-de-chagrin bientôt circonscrite au seul secteur 2, quartier encastré au cœur de la cité côtière, sous la menace des missiles Grad de la rébellion et des raids de l'Otan, qu'on craint bien davantage. Flanqué de son ultime phalange de fidèles, le fils du désert, qui exècre tant les villes et leurs murs, erre et se terre d'une planque à l'autre dans cette enclave, sanctuaire devenu traquenard. Croit-il encore au miracle ? Rêve-t-il toujours de reconquête ? Lui seul le sait. Bien sûr, au début de septembre, il a dépêché deux de ses lieutenants à Sebha pour tenter d'y ranimer la flamme, vacillante, des loyautés tribales. Mais là, coincé dans ce réduit… Le colonel en cavale, prostré, mutique, s'abîme dans la lecture du Coran, couvre de notes son carnet, somnole souvent, arpente les pièces exiguës, s'échine à rompre un isolement qui lui pèse à l'aide de son téléphone satellitaire. Il y a les appels qu'il passe, notamment à la radio locale, pour grappiller quelques informations ; et ceux qu'il reçoit de Syrie ou du Liban, le temps d'une interview hâtive, saturée de parasites. Appels brefs : il s'agit de ménager une batterie anémique, mais plus encore de déjouer la traque électronique des avions ennemis qui, là-haut, captent le moindre signal émis. Quasiment coupé du monde, le reclus s'agace du manque d'eau, des coupures

d'électricité, de plus en plus fréquentes, de l'épuisement des vivres. Il faut se contenter de riz et de pâtes, glanés au hasard des logements d'emprunt, et que l'on doit bientôt préparer soi-même : un tir de roquette a blessé le cuisinier de la troupe[8]. Au moins peut-il, faute de mieux, remâcher son amertume, maudire les faux amis d'hier, tous ceux qui l'ont trahi. Sarkozy, Berlusconi, Blair, le Turc Erdogan, et une poignée d'obligés africains. Le « roi des rois » sent-il que la fin approche ? À la mi-octobre, il compose le numéro d'un chef d'État d'Afrique centrale. « Je viens de terminer ma prière, lui dit-il. Je me sens serein et je vous demande de reprendre le flambeau. » L'ancien « officier libre » nassérien ne tire pas un coup de feu. Il confie les galons de stratège à son fils Moatassem, va-t-en-guerre exalté. Pauvre plan de bataille : tenir, durer, dans l'attente d'un prodige divin. Le 19 octobre au soir, tandis que les bombes pleuvent dru, les naufragés décident de quitter leur îlot du moment, une école désaffectée. Et, n'ayant plus d'autre atout que l'effet de surprise, programment le départ avant l'aube, vers 3 h 30. Mais le jour point sur une promesse de déroute. Car le temps file tandis que l'on peine à entasser les caisses de munitions, les jerricans d'essence et les blessés dans la cinquantaine de 4x4 du convoi. Pis, il n'est aucun cap sûr pour cette flottille fantomatique. Un premier raid de l'Otan enraye une percée plein sud, brisant net le cortège, dont le plus gros file maintenant côté ouest. Donc vers le village natal et les tombes des aînés. S'agit-il, consciemment, de boucler la boucle, de clore un cycle ? Pas si simple. Car ce faisant, la colonne fonce sur le QG des *Assad al-Wadi* – les Lions de la Vallée –, milice venue de Misrata, ville portuaire meurtrie des mois durant par un siège implacable, et dont les fils brûlent de venger le calvaire. Le missile lâché par un drone Predator américain anéantit la tête de la méharée motorisée, soudain figée à découvert et en rase campagne, dans une banlieue connue sous le nom de Mazrat Zafaran. Les rescapés subissent dès lors les assauts furieux de deux *katibat* – brigades – rebelles, fortes au total de plusieurs centaines d'hommes. En fin de matinée, les deux bombes GBU-12 à guidage laser que largue un Mirage 2000-D français scellent le sort de la bataille. Un carnage, dont ne subsistent que des carcasses de pick-up dévorés par les flammes et des cadavres calcinés. Touché par des éclats à la tête et aux jambes, Muammar Kadhafi s'extirpe de son Land Cruiser Toyota blindé, dont les vitres ont explosé. Était-il visé ? Oui, affirme *Le Canard enchaîné* : selon des sources militaires, citées par l'hebdomadaire satirique, un officier du Pentagone a suggéré d'en finir avec le fuyard, « véritable charge atomique » ; de même, avance le Volatile paraissant le mercredi, des commandos des forces spéciales américaines et françaises auraient pris part à la traque, supervisée à Paris par le général Benoît Puga, chef d'état-major particulier de Nicolas Sarkozy. Pour l'heure, le péril nucléaire supposé a mauvaise mine. Entouré par le très dévoué Mansour Dhaw, son ministre de la Défense Abou Bakr Younès Jaber, Moatassem et une demi-douzaine de gardes du corps, le colonel, à demi groggy, boitille jusqu'à une villa en chantier déserte pour s'y

mettre à couvert. Mais l'abri, pris d'assaut, se fait piège. Reste à claudiquer vers le prochain mirage : un ruban d'asphalte posé sur un talus que transpercent deux canalisations. Le Guide se glisse dans celle de gauche et s'y enfonce en rampant. Répit éphémère : une demi-douzaine de combattants de la *katibat* al-Khirane ont remarqué le manège. D'autant qu'un des anges gardiens de l'illustre fugitif vend la mèche. « Mon maître est ici, dans ce trou !, hurle-t-il en agitant un bout de tissu blanc. Blessé ! » Qu'il ait voulu le sauver ou le livrer, le troufion affolé abrège la chasse à l'homme. Espérant encore desserrer l'étau, la garde rapprochée balance trois grenades. L'une d'elles ricoche et explose, fauchant le général Jaber. C'est alors qu'un étudiant en électricité misrati, Omran Chaban, s'engouffre dans la conduite bétonnée. À l'en croire, il arrache le pistolet Smith & Wesson de la main du Guide et hale celui-ci vers la sortie, par le col de sa veste. Omran ne jouira pas longtemps de sa notoriété toute neuve : kidnappé en juillet 2012 à Bani Walid par des miliciens pro-Kadhafi, il meurt deux mois plus tard dans un hôpital parisien des suites des tortures endurées en captivité. « Que se passe-t-il ? Ne tirez pas ! », radote Muammar en clignant des yeux au sortir de la buse, le visage poissé de sang et de poussière. Lors d'une fouille brutale et fébrile, on découvrira aussi sur le captif une amulette et un Browning GP35 Parabellum 9 mm *made in Belgium*, rangé dans son étui. Sur ce bijou plaqué or à la crosse de bois précieux, orné de motifs végétaux finement ciselés, cette inscription en arabe : « La clé pour la vie. » Elle n'ouvrira plus aucune porte. L'Histoire vient de changer les serrures.

La suite ? Un long et lent hallali que détaillent les séquences vidéo chaotiques et saccadées captées par des dizaines de téléphones portables. L'heure de la curée a sonné. Mohammed, le patron de la brigade, tente bien de protéger le prisonnier, traîné vers une Jeep par une mêlée haineuse. Peine perdue. Les coups pleuvent dru. « Ça va, ça va. Que me voulez-vous ? », implore Kadhafi, adossé à l'avant d'un pick-up, tentant de parer du bras les coups de poing et de crosse. Ensanglanté, le « Vieux frisé » perd dans la cohue des touffes de cheveux qu'arrachent des mains voraces. Quand elles ne lui assènent pas une volée de gifles. « Tiens, ça, c'est pour Misrata ! » Pis, voilà le *qaïd* brièvement sodomisé au moyen d'une baïonnette. « Mes fils ! Mes fils !, couine le supplicié. Qui êtes-vous ? Ne faites-vous pas la différence entre le Bien et le Mal ? » Si, ils la font. À leur façon : eux sont les justes, lui incarne le péché. « Ferme-la, chien ! » Nouvelle raclée à coups de rangers. Une voix : « Laissez-le en vie ! » Une autre : *« Allah akbar ! »* Lui, la main droite levée pour une ultime et vaine supplique : *« Haram alaykoum. »* « C'est interdit par la religion. » À genoux, le despote déchu vomit des caillots rouge sang. À cet instant, on entrevoit un revolver braqué sur le visage tuméfié. Puis plus rien. Sur le plan suivant de ce film *gore* à ellipses, un corps étendu à même le bitume, inerte, des épaules dénudées et une tête aux yeux mi-clos sur un regard éteint, qui semble dodeliner. Encore vivant ? Déjà mort ? Le quasi-cadavre sera jeté sur le plancher métallique d'un minibus.

Ainsi, l'Aigle a fini dans une buse. Le vol erratique du rapace hautain s'est achevé un jeudi d'automne au débouché d'une conduite de drainage en béton, à quelques battements d'ailes de son aire natale de Syrte, cette cité côtière qu'il avait tant choyée avant qu'elle ne devînt le terminus de sa cavale. Lui qui raillait les rebelles et leurs chefs, ravalés au rang de « rats », aura donc abdiqué dans un égout asséché. Épilogue piteux. L'acharnement de ses bourreaux, leur allégresse barbare renvoient aux rites codés des séances d'exorcisme. Avilir ainsi le tyran honni et redouté, c'est se laver à vil prix d'une longue peur et d'une vieille honte. À plus de six décennies d'intervalle, Kadhafi rejoint ainsi dans la nécropole des satrapes profanés celui qu'il avait appris à haïr dans l'enfance : Benito Mussolini, fusillé puis pendu par les pieds à l'auvent d'une station-service milanaise…

Le lendemain, une odeur nauséeuse, mélange de chair carbonisée et de caoutchouc brûlé, flotte encore sur le champ de bataille, où gisent corps inertes et squelettes de 4x4. Dans un rapport publié un an plus tard, l'ONG Human Rights Watch affirme que les insurgés ont sommairement exécuté, au minimum, 66 membres de l'escorte kadhafiste, dont certains abattus les mains menottées dans le dos. Sur le décès du Guide, le document reste évasif. « Il n'y a pas de preuve claire qu'on lui a tiré dessus, écrit son auteur Peter Bouckaert, et aucune autopsie n'a été pratiquée ; aussi les causes de la mort demeurent-elles incertaines. » Prudence aussi louable que rarissime. Car la plupart des protagonistes, libyens comme étrangers, professent en la matière des certitudes définitives et contradictoires. Sinon saugrenues. Les pontes du Conseil national de transition (CNT) l'imputent à un échange de tirs entre *thuwar* et loyalistes, voire à une balle perdue. Tandis que d'autres croient dur comme fer à une liquidation perpétrée par un agent français infiltré parmi les insurgés et chargé de faire taire à jamais « l'homme qui en savait trop ». Telle est la conviction de Roland Dumas ou de l'ex-ambassadeur de France Christian Graeff, mais aussi celle de Mahmoud Jibril, premier chef de gouvernement *de facto* de l'ère post-Kadhafi. « Les services secrets de la France, avance-t-il dans un entretien diffusé le 28 septembre 2012 par la chaîne égyptienne Dream-TV, ont joué un rôle direct dans sa mort. » Quant à Rami al-Obeidi, un temps chargé des relations avec les agences de renseignements étrangères au sein du CNT, il se veut plus précis encore : le Guide en cavale, affirme-t-il dans une interview accordée au même média cairote, a été localisé grâce à un appel émis depuis son téléphone satellitaire, dont Damas avait fourni les coordonnées à la DGSE. « Pure foutaise », réplique-t-on alors à la « Piscine ». Certes, rien n'est exclu ici-bas. D'autant que d'éminents galonnés tricolores alimentent *mezza voce* la suspicion. Invité le 3 avril 2017 du « Talk stratégique » du *Figaro*, l'ancien chef d'état-major Henri Bentégeat suggère qu'en Libye, « on en a profité pour faire disparaître Kadhafi[9] ». Reste qu'à notre connaissance, aucun indice probant ne vient étayer cette théorie aussi attrayante que rocambolesque.

Le parcours du corps de Muammar Kadhafi laisse en revanche peu de place au doute. Qu'il soit ambulance ou corbillard, le véhicule qui l'arrache à la fureur rebelle file, après une brève escale dans la villa d'un notable, jusqu'aux faubourgs de Misrata. Là, le médecin légiste commis d'office rend son verdict : le trépas est dû à deux balles, dont les impacts n'apparaissaient nullement au moment de la capture. Une dans la tempe gauche, une autre entre la poitrine et l'abdomen. D'ailleurs, plus d'un *thuwar* se vantera d'avoir infligé au « Frisé » le coup de grâce. Çà et là surgissent des régicides impatients de relater par le menu l'estocade, sans doute imaginaire, exhibant qui une bague, qui un pan de chemise, un chèche ou un bottillon noir.

À compter du vendredi 21, la dépouille repose dans la chambre froide d'un entrepôt à viande de Souk al-Arab, le marché de gros de Misrata. Drapée dans une couverture grise, posée sur un matelas souillé de sang, entre le cadavre du général Abou Bakr Younès Jaber et celui de Moatassem, exécuté d'une balle dans la nuque, lui qui avait été vu assis sur un lit, fumant une cigarette, buvant un verre d'eau, et défiant, bravache, ses geôliers. On vient en famille contempler sous la lueur bleutée d'un néon le défunt torse nu au visage sommairement nettoyé. Malgré les heures d'attente, malgré la puanteur qu'atténuent à peine les masques chirurgicaux distribués et une climatisation à bout de souffle. Le défilé durera trois jours, avant que les gisants ne soient escamotés et enterrés en catimini. Où ? En plein désert, dans un lieu tenu secret à dessein, dit-on. Près du village natal, suggèrent d'autres sources[10]. À moins que… En juin 2016, on trouvait encore des Misrati persuadés que le corps avait été incinéré nuitamment dans l'un des hauts-fourneaux de l'aciérie de la ville, exfiltré clandestinement vers le Qatar ou largué en mer. « Fadaises, s'insurge Mohammed Kaddaf ad-Dam. En réalité, le Guide a bien été inhumé dans un secteur désertique au côté de Moatassem et du général Jaber, en présence des deux fils de ce dernier et d'un cheikh fidèle à notre régime, qui a prononcé la prière rituelle[11]. » Selon l'hebdomadaire *Jeune Afrique*[12], plusieurs membres incarcérés des deux familles auraient même été extraits de leur cellule pour procéder à la toilette mortuaire. Reste une énigme : si les intimes connaissent le site de la sépulture, pourquoi Safiya, la veuve du défunt *qaïd*, écrit-elle en octobre 2013 à l'ONU et à l'Union européenne pour les prier de « dévoiler le lieu où se trouvent les dépouilles et les remettre à leurs familles » ?

D'où que vînt le tireur, la balle fatale au Guide déchu a aussi foudroyé, le 20 octobre 2011, le témoin clé des compromissions de l'Occident envers un autocrate d'autant plus honni qu'il fut assidûment courtisé. Avec lui, Paris, Londres, Rome et Washington auront enseveli en catimini la mauvaise conscience du « monde libre » sous les pelletées d'une terre où se mêlent remords, cynisme et mercantilisme. Nul doute que Nicolas Sarkozy espérait cueillir, à la faveur de sa campagne libyenne millésime 2011, son bâton de maréchal, voire un précieux viatique en vue de l'échéance présidentielle de

l’année suivante. Sans doute croyait-il aussi solder ainsi à bon compte les égarements et les palinodies de Paris envers le prologue d’un tumultueux Printemps arabe. Et escamoter le souvenir du traitement princier réservé à l’ex-paria. Quant à la « Libye nouvelle », État failli de naissance et livré d’emblée à l’arbitraire de phalanges rivales, puis aux convoitises des djihadistes de l’État islamique, elle ne s’est affranchie de son tyran que pour plonger dans une sanglante pagaille. Là est le legs mortel de Kadhafi, sa vengeance posthume.

Notes

ACTE I

PROMESSES

Un berceau sous la Botte

1. Alison Pargeter, *Libya, The Rise and Fall of Qaddafi*, Yale University Press, 2012.

2. Alexandre Najjar, *Anatomie d'un tyran*, *Mouammar Kadhafi*, Actes Sud, 2011.

3. *The New York Times*, 11 janvier 1986.

4. Entretien avec l'auteur, 10 novembre 2016.

5. Hélène Bravin, *Kadhafi. Vie et mort d'un dictateur*, François Bourin, 2012.

6. Entretien avec l'auteur, 10 novembre 2016.

7. Entretien avec l'auteur, 27 décembre 2016.

8. *Maghreb*, novembre-décembre 1971.

9. Guy Georgy, *Kadhafi, le berger des Syrtes*, Flammarion, 1996.

10. Hervé Bleuchot, « Les fondements de l'idéologie du colonel Mouammar el-Kadhafi », in *Maghreb-Machrek*, mars-avril 1974.

L'enfance du chef

1. Mouamar Kadhafi, *Escapade en enfer et autres nouvelles*, présenté par Guy Georgy, Favre, 1996.

2. Entretien avec l'auteur, 29 septembre 2016.

3. Entretien avec l'auteur, 27 décembre 2016.

4. Edmond Jouve, *Dans le concert des nations*, L'Archipel, 2004.

5. Mirella Bianco, *Gadafi. Voice from the Desert*, Longman, 1975.

6. Alexandre Najjar, *Anatomie d'un tyran, Mouammar Kadhafi*, *op. cit*.

7. Entretien avec l'auteur, 10 novembre 2016.

8. Entretien avec l'auteur, 24 février 2017.

9. Entretien avec l'auteur, 29 septembre 2016.

10. Entretien avec l'auteur, 27 décembre 2016.

11. Yasmina Khadra, *La Dernière Nuit du Raïs*, Julliard, 2015.

12. Entretien avec l'auteur, 10 novembre 2016.

13. Entretien avec l'auteur, 27 décembre 2016.

14. Ghassan Charbel, *Sous la tente de Kadhafi. Les compagnons du Colonel révèlent les secrets de son règne* (texte en arabe, non traduit), éditions Riad al-Rayyes, Beyrouth, 2013.

15. *US News and World Report*, 10 novembre 1986.

À l'école de la subversion

1. Hamid Barrada, Marc Kravetz et Mark Whitaker, *Kadhafi : je suis un opposant à l'échelon mondial*, Favre/ABC, 1984.

2. Mirella Bianco, *Gadafi. Voice from the Desert*, *op. cit.*

3. *Ibid.*

4. Entretien avec l'auteur, 10 novembre 2016.

5. Guy Georgy, *Kadhafi, le berger des Syrtes*, *op. cit.*

6. Entretien avec l'auteur, 10 novembre 2016.

7. Edmond Jouve, *Dans le concert des nations*, *op. cit.*

8. Yasmina Khadra, *La Dernière Nuit du Raïs*, *op. cit.*

9. Roumania Ougartchinska et Rosario Priore, *Pour la peau de Kadhafi. Guerres, secrets, mensonges, l'autre histoire 1969-2011*, Fayard, 2013.

10. Mirella Bianco, *Gadafi. Voice from the Desert*, *op. cit.*

11. *Le Figaro*, 20 avril 2012.

12. Il faudra pourtant attendre le 9 juillet 2002 et le sommet de Durban (Afrique du Sud) pour que l'UA se substitue formellement à l'OUA.

13. Entretien avec l'auteur, 27 décembre 2016.

14. *Le Monde*, 6 mai 1971.

Il était une fois sa révolution

1. Edmond Jouve, *Dans le concert des nations*, *op. cit.*

2. Entretien avec l'auteur, 10 novembre 2016.

3. Cité par David Blundy et Andrew Lycett dans *Qaddafi and the Libyan Revolution*, Little Brown & Co., 1987.

4. Guy Georgy, *Kadhafi, le berger des Syrtes*, *op. cit.*

5. *The New Yorker*, 11 novembre 2011.

6. David Blundy et Andrew Lycett, *Qaddafi and the Libyan Revolution*, *op. cit.*

7. Formule empruntée au chercheur Jean-Yves Moisseron, auteur dans *Libération* du 24 février 2011 d'une analyse éclairante sur « la fin du pacte tribal ».

8. Dirk Vandewalle, *A History of Modern Libya*, Cambridge University Press, 2006.

9. Anecdote rapportée par Alison Pargeter, *Libya. The Rise and Fall of Qaddafi*, *op. cit.*

10. *The Guardian*, 2 février 2011.

11. *Le Monde*, 1er septembre 2009.

12. Entretien avec l'auteur, 27 décembre 2016.

13. Entretien avec l'auteur, 10 novembre 2016.

14. Guy Georgy, *Kadhafi, le berger des Syrtes*, *op. cit.*

15. *Le Figaro*, 30 septembre 1969.

ACTE II

EMPRISE

Un prologue orageux

1. Sur le panarabisme contrarié, voir ici ; sur la « chimère tchadienne », voir ici. Muammar Kadhafi a toujours considéré que la frange nord du Tchad relevait historiquement et culturellement de la souveraineté libyenne.

2. Entretien avec l'auteur, 27 décembre 2016.

3. *Le Nouvel Observateur*, 9 avril 1973.

4. François Burgat et André Laronde, *La Libye*, PUF, coll. « Que sais-je ? », 1996.

5. Alison Pargeter, *Libya. The Rise and Fall of Qaddafi*, *op. cit.*

6. René Otayek, *La Politique africaine de la Libye, 1969-1985*, Karthala, 1996.

7. Roumania Ougartchinska et Rosario Priore, *Pour la peau de Kadhafi. Guerres, secrets, mensonges, l'autre histoire 1969-2011*, *op. cit.*

Dans les serres de Nasser ?

1. Hamid Barrada, Marc Kravetz et Mark Whitaker, *Kadhafi : je suis un opposant à l'échelon mondial*, *op. cit.*

2. David Blundy et Andrew Lycett, *Qaddafi and the Libyan Revolution*, *op. cit.*

3. *L'Express*, 6 août 1973.

4. Entretien avec l'auteur, 27 février 2016.

5. Entretien avec l'auteur, 11 novembre 2016.

6. François Burgat et André Laronde, *La Libye*, *op. cit*.

7. Entretien avec l'auteur, 29 septembre 2016.

Un mythe oriental

1. *Le Nouvel Observateur*, 29 septembre 1969.

2. *Le Monde*, 13 décembre 1969.

3. *Le Monde*, 6 mai 1971.

4. *The Guardian*, 13 octobre 1972.

5. *Valeurs actuelles*, 2 mars 1970.

6. *L'Express*, 24 août 1970.

7. *L'Express*, 8 novembre 1971.

8. Mirella Bianco, *Gadafi. Voice from the Desert*, *op. cit*.

9. *Jeune Afrique*, 22 novembre 1978.

10. *Herald Tribune*, 25 novembre 1976.

11. Guy Georgy, *Kadhafi, le berger des Syrtes*, *op. cit*.

L’ours, l’Oncle Sam et les faux frères

1. *L’Express*, 6 août 1973.

2. *Ibid*.

3. Jean-Pierre Bat, *Le Syndrome Foccart. La politique française en Afrique de 1959 à nos jours*, Gallimard, coll. « Folio Histoire », 2012.

4. Secte dissidente et radicale du Fatah, la mouvance dominante de l’Organisation de libération de la Palestine (OLP), fondée en 1974.

5. Alexandre Najjar, *Anatomie d’un tyran, Mouammar Kadhafi*, *op. cit.*

6. *Le Nouvel Observateur*, 14 janvier 1974.

7. *Jeune Afrique*, 30 avril 1986.

Un désamour pharaonique

1. Entretien avec l’auteur, 27 février 2016.

2. *Le Monde*, 23 octobre 1973.

3. *Le Monde*, 19 novembre 1973.

4. Alexandre Najjar, *Anatomie d’un tyran*, *Mouammar Kadhafi*, *op. cit*.

5. Hélène Bravin, *Kadhafi. Vie et mort d’un dictateur*, *op. cit.*

6. *L’Express*, 21 janvier 1974.

Une femme à son chevet

1. Entretien avec l’auteur, 27 décembre 2016.

2. *Paris Match*, 15 septembre 1973.

3. *France-Soir*, 29 août 1983.

4. Entretien avec l’auteur, 15 septembre 2015.

5. Cité dans *Courrier international* du 7 juillet 2011.

6. Patrick Haimzadeh, *Au cœur de la Libye de Kadhafi*, JC Lattès, 2011.

7. Entretien avec l’auteur, 29 septembre 2016.

France terre d’idylle

1. Hamid Barrada, Marc Kravetz et Mark Whitaker, *Kadhafi : je suis un opposant à l'échelon mondial*, *op. cit.*

2. Entretien avec l'auteur, 29 septembre 2016.

3. *Paris Match*, 7 octobre 2010.

4. Guy Georgy, *Kadhafi, le berger des Syrtes*, *op. cit.*

5. Catherine Graciet, *Sarkozy-Kadhafi. Histoire secrète d'une trahison*, Seuil, 2013.

6. *Jeune Afrique*, 8 décembre 1973.

7. *Le Monde*, 13 décembre 2007.

8. *Paris Match*, 12 mai 1978.

9. *Le Monde*, 5 novembre 1973.

ACTE III

RAIDISSEMENT

Vers la Jamahiriya

1. Entretien avec l'auteur, 29 septembre 2016.

2. Entretien avec l'auteur, 2 juin 2015.

3. *The New York Times*, 14 mars 2011.

4. Entretien avec l'auteur, 18 octobre 2016.

5. Maria Graeff-Wassink, *La Libye de Kadhafi revisitée, 1982-1985*, Karthala, 2015.

6. François Burgat et André Laronde, *La Libye*, *op. cit*.

Le Livre vert à livre ouvert

1. *Wall Street Journal*, 2 mars 2011.

2. Alison Pargeter, *Libya. The Rise and Fall of Qaddafi*, *op. cit.*

3. Entretien avec l'auteur, 27 février 2016.

4. *Le Monde*, 15 novembre 1977.

5. *The Observer*, 6 décembre 1981.

Un rebelle mondialisé

1. Hamid Barrada, Marc Kravetz et Mark Whitaker, *Kadhafi : je suis un opposant à l'échelon mondial*, *op. cit.*

2. Entretien avec l'auteur, 20 octobre 2016.

3. Entretien avec l'auteur, 18 octobre 2016.

4. Alexandre Najjar, *Anatomie d'un tyran*, *Mouammar Kadhafi*, *op. cit.*

5. Giovanni Martinelli, avec Samuel Lieven, *Évêque chez Kadhafi*, Bayard, 2011.

6. Ibrahima Signaté, Jean-Pierre Sereni et Sergueï Popov, *Kadhafi parle*, ABC, 1993.

7. Entretien avec l'auteur, 29 septembre 2016.

8. Maria Graeff-Wassink, *La Libye de Kadhafi revisitée, 1982-1985*, *op. cit.*

Muammar en ligne de mire

1. Alexandre Najjar, *Anatomie d'un tyran*, *Mouammar Kadhafi*, *op. cit.*

2. Roumania Ougartchinska et Rosario Priore, *Pour la peau de Kadhafi. Guerres, secrets, mensonges, l'autre histoire 1969-2011*, *op. cit.*

3. *Ibid.*

4. Entretien avec l'auteur, 10 novembre 2016.

5. *Le Figaro*, 11 février 2012.

6. *Le Monde*, 17 septembre 1984.

7. Roumania Ougartchinska et Rosario Priore, *Pour la peau de Kadhafi. Guerres, secrets, mensonges, l'autre histoire 1969-2011*, *op. cit.*

8. Pascal Airault et Jean-Pierre Bat, *Françafrique. Opérations secrètes et affaires d'État*, Tallandier, 2016.

9. Informations confirmées par l'intéressé à l'auteur, à la faveur d'un échange de courriels, 14 septembre 2016.

10. Pascal Airault et Jean-Pierre Bat, *Françafrique. Opérations secrètes et affaires d'État*, *op. cit.*

11. Vincent Nouzille, *Dans le secret des présidents*, Fayard, 2010.

12. Franz-Olivier Giesbert, *Mitterrand, une vie*, Seuil, 1996.

13. *Jeune Afrique*, 28 juin 2015.

14. Roumania Ougartchinska et Rosario Priore, *Pour la peau de Kadhafi. Guerres, secrets, mensonges, l'autre histoire 1969-2011*, *op. cit*.

15. *Corriere della Sera*, 22 juin 2008.

16. *La Repubblica*, 30 janvier 2009.

17. Entretien avec l'auteur, 29 septembre 2016.

18. Entretien avec l'auteur, 10 novembre 2016.

La providence des assassins

1. *The Sunday Times*, 29 mars 2009.

2. *Le Figaro*, 20 avril 1973.

3. Entretien avec l'auteur, 29 septembre 2016.

4. Hamid Barrada, Marc Kravetz et Mark Whitaker, *Kadhafi : je suis un opposant à l'échelon mondial*, *op. cit.*

5. Entretien avec l'auteur, 10 novembre 2016.

6. *Le Figaro*, 2 septembre 1991.

7. *Le Monde*, 21 juillet 1983.

8. Entretien avec l'auteur, 10 novembre 2016.

9. Ghassan Charbel, *Sous la tente de Kadhafi. Les compagnons du Colonel révèlent les secrets de son règne*, *op. cit.*

10. Hamid Barrada, Marc Kravetz et Mark Whitaker, *Kadhafi : je suis un opposant à l'échelon mondial*, *op. cit.*

Le miraculé de Bab al-Aziziya

1. *Jeune Afrique*, 12 septembre 1984.

2. Entretien avec l'auteur, 10 novembre 2016.

3. Entretien avec l'auteur, 24 janvier 2017.

4. *Al-Hayat*, 31 octobre 2011.

5. *Le Point*, 7 avril 2011.

6. *The Observer*, 1er mars 1987.

7. *Le Nouvel Observateur*, 2 août 2007.

8. *Time*, 25 septembre 2009.

Terreur à 30 000 pieds

1. Entretien avec l'auteur, 10 novembre 2016.

2. Guillaume Denoix de Saint Marc, *Mon père était dans le DC10*, éditions Privé, 2006. L'auteur de ce témoignage a fondé et préside l'association Les Familles de l'attentat du DC10 d'UTA.

3. Catherine Graciet, *Sarkozy-Kadhafi. Histoire secrète d'une trahison*, *op. cit*.

4. Entretien avec l'auteur, 5 novembre 2016.

5. Pierre Péan, *Vol UT772 : contre-enquête sur un attentat attribué à Kadhafi*, Stock, 1992.

Kleenex, lait d'oiseau et chiens errants

1. Alison Pargeter, *Libya. The Rise and Fall of Qaddafi*, *op. cit.*

2. Entretien avec l'auteur, 29 septembre 2016.

3. Entretien avec l'auteur, 10 novembre 2016.

4. *Le Monde*, 13 juin 1980.

5. Alexandre Najjar, *Anatomie d'un tyran*, *Mouammar Kadhafi*, *op. cit.*

6. Hisham Matar, *La terre qui les sépare*, Gallimard, 2017. Cet ouvrage a été couronné par le prix Pulitzer de la biographie 2017.

7. Roumania Ougartchinska et Rosario Priore, *Pour la peau de Kadhafi. Guerres, secrets, mensonges, l'autre histoire 1969-2011*, *op. cit.*

Une chimère tchadienne

1. Guy Georgy, *Kadhafi, le berger des Syrtes*, *op. cit.*

2. Entretien avec l'auteur, 22 novembre 2016.

3. Alison Pargeter, *Libya. The Rise and Fall of Qaddafi*, *op. cit.*

4. Roland Dumas, *Politiquement incorrect. Secrets d'État et autres confidences*, Cherche-Midi, 2015.

5. Entretien avec l'auteur, 2 juin 2015.

6. Jacques Attali, *C'était François Mitterrand*, Fayard, 2006.

7. Entretien avec l'auteur, 20 janvier 2015.

8. Entretien avec l'auteur, 16 septembre 2015.

ACTE IV

OBSESSIONS

Escapade en enfer

1. Mouamar Kadhafi, *Escapade en enfer et autres nouvelles*, Favre, 1996.

2. Entretien avec l'auteur, 20 octobre 2016.

3. *L'Événement du jeudi* du 22 mars 1995.

Le Fregoli des sables

1. Leopoldo Fregoli (1867-1936) fut un illustre acteur et transformiste italien, capable de jouer une centaine de rôles costumés dans le même spectacle.

2. Entretien avec l'auteur, 19 septembre 2014.

3. *El País*, 11 mars 2015.

4. *Libération*, 21 octobre 2011.

5. *The Independent*, 22 février 2011.

6. Dr Philippe Siou, *Propofol*, éditions Léo Scheer, 2015.

7. *Komsomolskaïa Pravda*, 5 avril 2011.

8. Entretien avec l'auteur, 29 septembre 2016.

9. Entretien avec l'auteur, 17 novembre 2016.

10. Entretien avec l'auteur, 3 juillet 2015.

11. Entretien avec l'auteur, 27 décembre 2016.

12. Entretien avec l'auteur, 10 novembre 2016.

Les lubies du Libyen

1. Entretien avec l'auteur *via* échange de courriels, 14 septembre 2016.

2. Entretien avec l'auteur, 27 février 2016.

3. Entretien avec l'auteur, 18 janvier 2017.

4. *Le Point*, 25 août 1986.

5. Alexandre Najjar, *Anatomie d'un tyran*, *Mouammar Kadhafi*, *op. cit.*

6. *The Financial Times*, 23 mai 1996.

7. Entretien avec l'auteur, 24 janvier 2017.

8. Entretien avec l'auteur, 5 novembre 2016.

9. Ghassan Charbel, *Sous la tente de Kadhafi. Les compagnons du Colonel révèlent les secrets de son règne*, *op. cit.*

10. Entretien avec l'auteur, 29 septembre 2016.

11. *Le Figaro*, 20 avril 2012.

12. Entretien avec l'auteur, 10 novembre 2016.

13. Entretien avec l'auteur, 5 novembre 2016.

Une cécité bien de chez nous

1. Vincent Hugeux, *Les Sorciers blancs. Enquête sur les faux amis français de l'Afrique*, Fayard, 2007.

2. Muammar Kadhafi, *Dans le concert des nations. Libres propos et entretiens avec Edmond Jouve*, *op. cit.*

3. *Les Nouvelles littéraires*, 14 février 1980.

4. Entretien avec l'auteur, 11 novembre 2016.

5. Entretien avec l'auteur, 24 janvier 2017.

Ton corps m'appartient

1. Entretien avec l'auteur, 17 avril 2017.

2. *Ibid*.

3. Entretien avec l'auteur, 3 juillet 2015.

4. Ghassan Charbel, *Sous la tente de Kadhafi. Les compagnons du Colonel révèlent les secrets de son règne*, *op. cit.*

5. Vincent Hugeux, *Reines d'Afrique. Le roman vrai des Premières Dames*, Perrin, 2014. Une version enrichie et actualisée de cet essai est parue en 2016 en poche, dans la collection « Tempus ».

6. Annick Cojean, *Les Proies. Dans le harem de Kadhafi*, Grasset, 2012.

7. Frédéric Mitterrand, *Mes regrets sont des remords*, Robert Laffont, 2016.

8. *The New York Times*, 11 octobre 2011.

9. Entretien avec l'auteur, 5 novembre 2016.

10. *Ibid*.

11. *Le Monde*, 16 novembre 2011.

12. Annick Cojean, *Les Proies. Dans le harem de Kadhafi*, *op. cit*.

13. Entretien avec l'auteur, 5 février 2017.

14. Entretien avec l'auteur, 29 septembre 2016.

15. Entretien avec l'auteur, 10 novembre 2016.

16. Vincent Hugeux, *Afrique : le mirage démocratique*, CNRS Éditions, 2012.

17. *L'Hebdo*, 9 mars 2011.

18. *The Guardian*, 18 avril 1995.

19. Entretien avec l'auteur, 29 septembre 2016.

20. Maria Graeff-Wassink, *La Femme en armes. Kadhafi féministe ?*, Armand Colin, 1991.

21. Hamid Barrada, Marc Kravetz et Mark Whitaker, *Kadhafi : je suis un opposant à l'échelon mondial*, *op. cit.*

22. *Ibid.*

Enfants gâtés, enfants perdus

1. *L'Express*, 23 avril 2014.

2. La procureure de la CPI, Fatou Bensouda, a aussitôt réclamé l'arrestation du « Glaive », soulignant que le mandat d'arrêt délivré à son encontre en 2011 « est toujours en vigueur ». Elle a par la même occasion demandé l'arrestation et le transfert à La Haye de Khaled al-Touhami, ancien chef de l'« Organe de sécurité intérieure » du régime Kadhafi, cible d'un mandat lancé dès 2013 mais maintenu secret jusqu'alors.

3. Entretien avec l'auteur, 27 juillet 2011.

4. Entretien avec l'auteur, 28 juillet 2011.

5. *Libération*, 22 octobre 2011.

ACTE V

MAGIE NOIRE

Rêves d'Afrique

1. Entretien avec l'auteur, 20 janvier 2015.

2. Alison Pargeter, *Libya. The Rise and Fall of Qaddafi*, *op. cit.*

3. *Jeune Afrique*, 30 avril 1986.

4. Entretien avec l'auteur, 15 septembre 2015.

5. Sur Mobutu Sese Seko, lire l'excellente biographie de Jean-Pierre Langellier (Perrin, 2017).

6. Alexandre Najjar, *Anatomie d'un tyran*, *Mouammar Kadhafi*, *op. cit.*

7. *Le Monde*, 13 décembre 1985.

À marche forcée

1. Entretien avec l'auteur, 15 septembre 2015.

2. Entretien avec l'auteur, 17 février 2016.

3. Entretien avec l'auteur, 18 novembre 2014. L'ex-chef d'État mauritanien est décédé en mai 2017.

Le calvaire de « Ya Bing »

1. Entretien avec l'auteur, 3 juillet 2015. Candidat à la présidentielle gabonaise du 27 août 2016, Jean Ping a été devancé d'un souffle, fraude grossière à l'appui, par le sortant Ali Bongo Ondimba.

2. Entretien avec l'auteur, 7 juillet 2014.

3. *Le Monde*, 24 septembre 2010.

4. *L'Express*, 19 octobre 2011.

5. « Cerveau » d'un putsch déclenché à quelques semaines du terme de l'ultime mandat d'ATT, cet officier formé pour l'essentiel aux États-Unis a précipité la faillite d'un pays fragile, facilitant *de facto* la percée des hordes djihadistes au Nord-Mali.

6. Ghassan Charbel, *Sous la tente de Kadhafi. Les compagnons du Colonel révèlent les secrets de son règne*, *op. cit.*

7. *Le Monde*, 26 février 2011.

Des orphelins inconsolables

1. *Jeune Afrique*, 15 avril 2015.

2. Entretien avec l'auteur, 8 septembre 2016.

3. Entretien avec l'auteur, 15 septembre 2015.

4. *The Sunday Times*, 26 janvier 2003.

ACTE VI
VA-TOUT

Le prix de la rédemption

1. *The New York Times*, 22 janvier 2009.

2. *Newsweek*, 20 janvier 2003.

3. Entretien avec l'auteur, 24 janvier 2017.

4. Entretien avec l'auteur, 27 octobre 2014.

5. *Paris Match*, 7 octobre 2010.

6. *International Herald Tribune*, 29 décembre 2008.

7. *Jeune Afrique*, 10 mai 2009.

8. *The New York Times*, 17 novembre 2011.

La mascarade de Benghazi

1. *Der Spiegel*, 3 mai 2010.

2. *Le Canard enchaîné*, 1er août 2008.

3. Échange de courriels avec l'auteur, 30 janvier 2017.

4. Marc Pierini, *Le Prix de la liberté. Libye, les coulisses d'une négociation*, Actes Sud, 2008.

5. Catherine Graciet, *Sarkozy-Kadhafi. Histoire secrète d'une trahison*, *op. cit.*

6. Entretien avec l'auteur, 27 octobre 2014.

7. Entretien avec l'auteur, 10 novembre 2016.

8. *Le Monde*, 16 avril 2011.

9. La teneur de cette conversation a été dévoilée par Antoine Vitkine, auteur d'un remarquable documentaire intitulé *Le Président et le Dictateur.*

Le long cauchemar de Sarkozy

1. *Le Point*, 7 avril 2011.

2. *Le Parisien*, 10 décembre 2007.

3. Maire de Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine) et, depuis janvier 2016, président de la Métropole du Grand Paris, Patrick Ollier est par ailleurs le compagnon à la ville de Michèle Alliot-Marie.

4. Entretien avec l'auteur, 27 octobre 2014.

5. *L'Express*, 26 octobre 2011.

6. *Le Canard enchaîné*, 7 septembre 2011.

7. Entretien avec l'auteur, 29 septembre 2016.

8. Entretien avec l'auteur, 10 novembre 2016.

Les derniers feux du showman

1. Entretien avec l'auteur, 27 octobre 2014.

2. *L'Express*, 2 février 2011.

3. *Le Canard enchaîné*, 16 novembre 2016.

4. Ghassan Charbel, *Sous la tente de Kadhafi. Les compagnons du Colonel révèlent les secrets de son règne*, *op. cit*.

ACTE VII

DÉBÂCLE

Avis de tempête

1. Entretien avec l'auteur, 10 novembre 2016.

2. Entretien avec l'auteur, 27 février 2016.

3. Entretien avec l'auteur, 3 juillet 2015.

4. Entretien avec l'auteur, 29 septembre 2016.

5. *Le Journal du dimanche*, 6 mars 2011.

6. Entretien avec l'auteur, 17 novembre 2016.

7. Entretien avec l'auteur, 5 octobre 2016.

Le déni et le défi

1. lepoint.fr, 22 mars 2011.

2. Voir l'analyse de Pierre Haski sur le site tempsreel.nouvelobs.com, 9 janvier 2016.

3. Entretien avec l'auteur, 10 novembre 2016.

4. *Vanity Fair*, décembre 2013.

5. *Le Monde*, 3 novembre 2011 et 25 octobre 2012.

L'aigle et la buse

1. *Vanity Fair*, décembre 2013.

2. Entretien avec l'auteur, 7 août 2017.

3. *The New Yorker*, 7 novembre 2011.

4. *The Washington Post*, 26 août 2011.

5. La scène figure dans le documentaire d'Antoine Vitkine, déjà cité.

6. *Le Monde*, 5 juin 2013 et *Le Journal du dimanche*, 5 avril 2014. Cette facette de l'affaire a fait l'objet d'un épisode de l'émission « Secrets d'info » (France Inter), diffusé le 21 janvier 2017.

7. Le 20 juin 2017, le quotidien *Le Parisien* révélait que les juges d'instruction Serge Tournaire et Roger Grouman, chargés de l'enquête sur les soupçons de financement libyen, avaient pris cinq jours plus tôt une ordonnance de saisie visant les biens immobiliers détenus par Claude Guéant, à savoir son appartement du XVI[e] arrondissement de Paris et une résidence secondaire située dans le Maine-et-Loire.

8. *Le Monde*, 3 novembre 2011 et 25 octobre 2012 ; *The New York Times*, 22 octobre 2011.

9. *Le Canard enchaîné*, 7 juin 2017.

10. Hélène Bravin, *Kadhafi. Vie et mort d'un dictateur*, *op. cit.*

11. Entretien avec l'auteur, 10 novembre 2016.

12. *Jeune Afrique*, 16 octobre 2016.

Les dates clés de la Libye de Kadhafi

De l'Antiquité à l'indépendance

Entre le VIIe siècle avant Jésus-Christ et l'an 643 de notre ère, date de la conquête arabe, l'actuelle Libye a été tout ou partie soumise à la tutelle des Phéniciens puis des Carthaginois (Tripolitaine), des Grecs (Cyrénaïque) et des Romains. Carrefour commercial prisé, la région de Tripoli aura également suscité les convoitises des Normands au XIIe siècle, des Génois au XIVe et des Espagnols au début du XVIe, mais aussi entretenu un flux d'échanges soutenu avec le port de Marseille, et ce, jusqu'à la Révolution française…

1835 L'Empire ottoman, déjà maître du territoire depuis le XVIe siècle, restaure son emprise sur les trois pôles régionaux, Tripolitaine, Cyrénaïque et Fezzan.

25 février 1912 L'Italie annexe la Tripolitaine et la Cyrénaïque, conformément à un décret royal émis le 5 novembre précédent.

16 septembre 1931 Figure mythique de la résistance en Cyrénaïque, Omar al-Mokhtar est exécuté par pendaison quatre jours après son arrestation par l'occupant mussolinien.

Juin 1942 Naissance de Muammar Kadhafi au foyer d'un berger des environs de Syrte.

1943 Après avoir bouté les forces italo-allemandes hors d'Afrique du Nord, les Alliés placent la Libye sous administration militaire : aux Britanniques la Tripolitaine et la Cyrénaïque ; aux Français le Fezzan.

21 novembre 1949 L'Assemblée générale des Nations unies adopte la résolution 289, qui prescrit la création avant l'échéance du 1er janvier 1952 de

l'« État indépendant et souverain » de Libye.

24 décembre 1951 À Benghazi, le « Royaume uni de Libye » proclame son indépendance sous l'autorité du monarque Idris al-Senoussi. Une indépendance dans l'indigence : à cette date, le taux de mortalité infantile est de 40 % et le pays compte dix-huit diplômés de l'enseignement supérieur, aucun docteur en médecine et 94 % d'analphabètes.

26 juillet 1953 La Libye signe un accord de coopération militaire avec la Grande-Bretagne ; elle fera de même le 9 septembre 1954 avec les États-Unis.

25 octobre 1961 La première cargaison de pétrole libyen quitte le port de Brega. L'irruption de l'or noir, survenue au milieu des années 1950, procure au royaume un afflux de recettes inespéré.

De la Révolution à la Jamahiriya

1er septembre 1969 Un putsch orchestré par le lieutenant Muammar Kadhafi, chef de file d'un groupe d'« officiers libres », dépose le roi Idris et met fin à la monarchie. Le pouvoir échoit à un Conseil de commandement de la révolution (CCR).

16 juin 1970 Imitant en cela leurs homologues britanniques, évincés de la base aérienne de Tobrouk, les derniers soldats américains évacuent celle de Wheelus Field, immense emprise située à l'est de Tripoli.

5 juillet 1970 La Libye nouvelle amorce la nationalisation de l'industrie pétrolière, bouclée en février 1974. Le processus touchera les banques en décembre puis les compagnies d'assurances en octobre 1971.

28 septembre 1970 Mort du président égyptien Gamal Abdel Nasser, idole de Kadhafi et de ses compagnons.

12 juin 1971 Création de l'Union socialiste arabe (USA), formation à la dévotion du nouveau régime. Un an plus tard, toute activité politique en dehors du parti unique devient passible de la peine de mort.

28 octobre 1971 Le CCR crée une commission appelée à mettre les normes juridiques en vigueur en conformité avec la loi coranique.

1er janvier 1972 Naissance officielle de l'Union des Républiques arabes (URA), alliance formée par la Libye, l'Égypte et la Syrie.

15 avril 1973 À la faveur d'un discours prononcé à Zouara, le colonel Kadhafi énonce sa « troisième théorie universelle » et lance une « révolution culturelle », aussitôt mise en œuvre avec un zèle dévastateur par les « comités populaires », qui prendront le contrôle des médias, du système éducatif, de la culture, des administrations, mais aussi des activités agricoles, industrielles et commerciales.

23 novembre 1973 Premier séjour en France du colonel Kadhafi, reçu à l'Élysée par Georges Pompidou.

14 janvier 1974 Signature à Djerba du traité instituant la République arabe islamique, née de la fusion entre la Libye et la Tunisie. Traité dénoncé quarante-huit heures plus tard par Tunis. Il s'agit de la plus brève des nombreuses unions mort-nées forgées par la Libye avec ses voisins arabes, Égypte en tête.

7 avril 1974 Muammar Kadhafi troque les commandes de l'exécutif contre le titre de *qaïd as-Thawra* (Guide de la révolution) ; il cède l'essentiel de ses prérogatives à son bras droit Abdessalam Jalloud mais garde les rênes de l'armée.

2 mars 1975 Manifestations hostiles au pouvoir à l'université de Benghazi, étouffées au prix d'une féroce répression. D'autres soulèvements étudiants subiront le même sort en avril 1976.

13 août 1975 Tentative avortée de coup d'État ourdie par deux membres du CCR.

26 août 1975 Création des tribunaux révolutionnaires, instruments implacables du raidissement dogmatique du régime.

Novembre 1975 Lancement des premiers « congrès populaires de base », censés constituer le socle de la « démocratie directe » prônée par Kadhafi.

5 janvier 1976 Ouverture de la session inaugurale du Congrès général du peuple (CGP), instance à mi-chemin entre le gouvernement et le parlement, dont Kadhafi occupe le secrétariat général jusqu'à sa démission trois ans plus tard.

17 septembre 1976 Publication officielle du premier des trois tomes du Livre vert, consacré à la démocratie et paru un an plus tôt dans le quotidien *L'Aube*

nouvelle. Le deuxième, qui porte sur « la solution du problème économique », sortira en novembre 1977. Quant au troisième, dédié aux « fondements sociaux de la troisième théorie universelle », il paraît le 1er juin 1979.

28 février 1977 Réuni à Sebha, le Congrès général du peuple ratifie la « Déclaration sur l'avènement du pouvoir du peuple », ouvrant ainsi la voie à la création, deux jours plus tard, de la Grande Jamahiriya – ou République des masses – « arabe libyenne populaire socialiste ».

Le temps des turbulences

20 juillet 1977 Refoulée à la frontière, une « marche sur Le Caire » ordonnée par Muammar Kadhafi dégénère en une guerre éclair de quatre jours avec l'Égypte. La signature en septembre 1978, par le *raïs* Anouar al-Sadate et le Premier ministre israélien Menahem Begin, des accords de Camp David, prélude au premier traité de paix entre l'État hébreu et un pays arabe, empoisonnera un peu plus la relation bilatérale.

Mars 1978 Proclamation de l'abolition de la propriété privée.

2 mars 1979 Le dernier carré du CCR « canal historique » se voit démis de ses fonctions. Le Congrès général du peuple entérine la séparation entre « les instruments de la Révolution » et « les instruments de gouvernement ».

Juillet 1985 Invoquant des contraintes budgétaires consécutives à la chute des revenus pétroliers, Tripoli entreprend une expulsion massive de travailleurs étrangers.

1er septembre 1979 Les ambassades libyennes deviennent des « Bureaux populaires ».

3 février 1980 Le colonel Kadhafi appelle à la liquidation des dissidents établis à l'étranger, relégués au rang de « chiens errants ». Besogne confiée à des escouades de tueurs qui sillonnent l'Europe.

7 octobre 1981 Création à Khartoum (Soudan) du Front national pour le salut de la Libye, ou FNSL, le plus structuré des mouvements d'opposition armée au régime Kadhafi.

10 mars 1982 Après avoir inscrit la Libye sur la liste des « États soutenant le terrorisme » puis fermé le Bureau populaire de Washington, la Maison-Blanche

décrète un sévère train de sanctions : interdiction des exportations vers Tripoli, hormis les vivres et les médicaments, mais aussi de toute importation de pétrole extrait en Jamahiriya.

Juin 1983 L'armée libyenne s'empare de la bande d'Aouzou, à la lisière nord du Tchad, déjà investie en 1973. Contrecarrée par les puissances occidentales, France en tête, cette tentative d'annexion virera au fiasco militaire et politique.

17 avril 1984 Lors d'un rassemblement d'opposants, le tir d'un agent du Bureau populaire de Londres cause la mort de la policière britannique Yvonne Fletcher. Le Royaume-Uni rompt ses relations diplomatiques avec la Libye.

8 mai 1984 Vain assaut d'un commando du FNSL sur la caserne de Bab al-Aziziya, centre névralgique du pouvoir et lieu de résidence du colonel Kadhafi.

Août 1985 Expulsion de 30 000 travailleurs tunisiens. Rupture des relations diplomatiques entre Tripoli et Tunis.

15 avril 1986 Dix jours après un attentat meurtrier fatal à deux GI's dans une discothèque berlinoise, Washington lance sur Tripoli et Benghazi une campagne de raids aériens brève mais intense. Kadhafi échappe de peu à la mort.

26 mars 1987 Le régime engage un processus de libéralisation économique, baptisé *infitah*.

22 novembre 1987 Le CGP dénonce les outrances des « comités révolutionnaires », instaurés dix ans plus tôt. Tout comme les tribunaux du même métal, ces cellules militantes, reflets de la dérive autoritaire et milicienne du régime, seront mises au pas l'année suivante.

12 juin 1988 Adoption de la Grande Charte verte des droits de l'homme.

21 décembre 1988 Un attentat terroriste, imputé à la Libye, provoque le crash d'un Boeing de la Pan Am sur le village écossais de Lockerbie (270 morts).

19 septembre 1989 Un DC-10 d'UTA, foudroyé lui aussi par l'explosion d'une bombe en plein vol, s'écrase au Niger, dans le désert du Ténéré (170 tués).

1993 Outrés par leur marginalisation au sein de la haute hiérarchie militaire, des officiers de la tribu des Warfalla échafaudent un putsch, avec le concours de gradés d'autres obédiences tribales. Le coup de force, éventé *in extremis*, est écrasé dans le sang et donne lieu à de féroces représailles.

Octobre 1994 Une mutinerie d'envergure éclate près de Misrata ; elle sera étouffée par des unités loyales au régime.

2 septembre 1995 Muammar Kadhafi ordonne l'expulsion de 30 000 Palestiniens en signe de désaveu vis-à-vis des accords d'Oslo, conclus entre Israël et l'OLP. La même année, la Libye bannit plus de 300 000 étrangers « en situation irrégulière ».

29 juin 1996 La répression d'une émeute survenue dans le pénitencier d'Abou Salim vire au massacre. Elle sera fatale à près de 1 300 détenus.

Un paria si fréquentable

5 avril 1999 Soumise depuis le 31 mars 1992 à un régime draconien de sanctions onusiennes, la Jamahiriya s'engage à livrer les deux Libyens suspectés d'avoir orchestré l'attentat de Lockerbie, afin qu'ils soient jugés par un tribunal spécial siégeant aux Pays-Bas. L'un sera condamné à la perpétuité, l'autre acquitté. Tout en clamant son innocence, la Jamahiriya consent à indemniser les familles des victimes. Elle fera de même cinq ans plus tard en faveur des ayants droit endeuillés par la tragédie du DC-10 d'UTA.

Septembre 2000 Des émeutes racistes aux allures de pogroms causent la mort de dizaines d'immigrants africains dans le nord-ouest du pays.

19 décembre 2003 La Libye annonce l'abandon de son programme d'armes de destruction massive et le démantèlement de son arsenal nucléaire – embryonnaire –, biologique et chimique. Ce renoncement, négocié secrètement avec Londres et Washington, hâte la « normalisation » des relations avec l'Occident, que consacre bientôt le défilé à Tripoli de leaders européens, dont le Britannique Tony Blair, l'Italien Silvio Berlusconi, l'Allemand Gerhard Schröder et le Français Jacques Chirac.

27 avril 2004 Pour la première fois depuis quinze ans, le *qaïd as-Thawra* foule le sol du Vieux Continent. Invité par la Commission européenne, il plante sa tente bédouine à Bruxelles.

25 juillet 2007 Sur le chemin de sa première tournée africaine, Nicolas Sarkozy, fraîchement élu à la présidence, improvise une escale à Tripoli. Cette visite figure parmi les contreparties exigées par Kadhafi, qui a ordonné la veille la libération de cinq infirmières bulgares et d'un médecin palestinien, injustement

accusés d'avoir sciemment inoculé le virus du sida à plusieurs centaines d'enfants hospitalisés à Benghazi, et condamnés à plusieurs reprises à la peine capitale.

10 décembre 2007 Le Guide libyen débarque à Paris pour une visite de cinq jours ô combien controversée. « Un cauchemar », confessera Sarkozy.

5 septembre 2008 Deux ans après le rétablissement des relations diplomatiques entre les États-Unis et la Libye, la secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice se rend à Tripoli, où elle a droit à une audience sous la tente.

2 février 2009 Muammar Kadhafi, qui revendique le statut de « roi des rois traditionnels d'Afrique », accède pour un an à la présidence de l'Union africaine.

10 juin 2009 Première visite d'État du Guide libyen en Italie, ancienne puissance coloniale.

20 août 2009 Libéré pour raisons médicales, Abdelbaset al-Megrahi, l'agent libyen condamné dans l'affaire de Lockerbie, rentre au pays, où l'attend un accueil triomphal.

23 septembre 2009 À New York, Muammar Kadhafi assène à l'Assemblée générale des Nations unies une harangue de plus d'une heure trente.

4 octobre 2010 Signature d'un accord sur la maîtrise des flux migratoires entre Tripoli et l'Union européenne.

De l'étincelle de Benghazi à la mise à mort

17 février 2011 La brève arrestation de Fathi Terbil, avocat et militant des droits humains, déclenche à Benghazi une insurrection que l'appareil répressif ne parvient pas à endiguer.

26 février 2011 Bientôt imité par l'Union européenne, le Conseil de sécurité de l'ONU impose de nouvelles sanctions au clan Kadhafi et à la Libye.

10 mars 2011 La France reconnaît le Conseil national de transition (CNT), créé le 27 février précédent à Benghazi, berceau de la rébellion, comme « seul représentant légitime du peuple libyen ».

17 mars 2011 La résolution 1973 du Conseil de sécurité autorise l'instauration d'une « zone d'exclusion aérienne » dans le ciel de Libye, mais aussi la mise en

œuvre de « toutes mesures nécessaires » à la protection des civils menacés. Deux jours plus tard, Français, Britanniques et Américains procèdent aux premiers raids, enrayant ainsi la progression vers Benghazi d'une colonne blindée de l'armée loyaliste.

30 avril 2011 Le procureur de la Cour pénale internationale (CPI) de La Haye, Luis Moreno Ocampo, inculpe Muammar Kadhafi, son fils Seif al-Islam et son beau-frère Abdallah Senoussi, pilier des services de renseignements, pour crimes contre l'humanité. Les mandats d'arrêt seront délivrés deux mois plus tard.

30 mai 2011 En visite à Tripoli, le président sud-africain Jacob Zuma tente vainement de réactiver une « feuille de route » censée baliser un règlement négocié. Entre déni et défi, Muammar Kadhafi refuse de transiger, affirmant en outre à plusieurs reprises avoir financé en amont du scrutin présidentiel de 2007 la campagne victorieuse de Nicolas Sarkozy.

20 et 21 août 2011 Les forces rebelles pénètrent dans Tripoli puis, le 23 dans l'après-midi, investissent le fortin de Bab al-Aziziya, déserté quelques jours auparavant par Muammar Kadhafi et une phalange de fidèles.

20 octobre 2011 Après deux mois de clandestinité, le Guide aux abois tente de fuir son fief de Syrte. Son convoi ayant été décimé par des frappes aériennes de l'Otan, il essaie vainement d'échapper à pied aux brigades rebelles et périt assassiné au terme d'un lynchage chaotique. Exposée durant plusieurs jours dans une chambre froide du marché de Misrata, sa dépouille sera inhumée dans un lieu tenu secret.

Bibliographie

Pascal Airault et Jean-Pierre Bat, *Françafrique. Opérations secrètes et affaires d'État*, Tallandier, 2016.

Hamid Barrada, Marc Kravetz, Mark Whitaker, *Kadhafi : Je suis un opposant à l'échelon mondial*, Favre/ABC, 1984.

Jean-Pierre Bat, *Le Syndrome Foccart. La politique française en Afrique de 1959 à nos jours*, Folio Histoire, 2012.

Mirella Bianco, *Kadhafi, messager du désert, biographie et entretiens*, Stock, 1974.

Danielle Bisson, Jean Bisson, Jacques Fontaine, *La Libye. À la découverte d'un pays*, Guide L'Harmattan, 1999.

Hélène Bravin, *Kadhafi. Vie et mort d'un dictateur*, François Bourin, 2012.

François Burgat et André Laronde, *La Libye*, PUF, coll. « Que sais-je ? », 1996.

Annick Cojean, *Les Proies. Dans le harem de Kadhafi*, Grasset, 2012.

Roland Dumas, *Politiquement incorrect. Secrets d'État et autres confidences*, Cherche-Midi, 2015.

Jacques Foccart, *Foccart parle. Entretiens avec Philippe Gaillard*, tome 2, Fayard/Jeune Afrique, 1997.

Guy Georgy, *Kadhafi. Le berger des Syrtes*, Flammarion, 1996.

Catherine Graciet, *Sarkozy-Kadhafi. Histoire secrète d'une trahison*, Seuil, 2013.

Maria Graeff-Wassink, *La Libye de Kadhafi revisitée, 1982-1985*, Karthala, 2015.

Maria Graeff-Wassink, *La Femme en armes, Kadhafi féministe ?*, Armand Colin, 1991.

Patrick Haimzadeh, *Au cœur de la Libye de Kadhafi*, JC Lattès, 2011.

Vincent Hervouët, *Ainsi va le monde… 100 chefs d'État à la question*, Albin Michel, 2014.

Edmond Jouve, *Dans le concert des nations*, L'Archipel, 2004.

Moammar el-Kadhafi, *Le Livre vert*, Centre mondial d'études et de recherches sur le Livre vert, 1984.

Mouamar Kadhafi, *Escapade en enfer et autres nouvelles*, *présentées par Guy Georgy*, Favre, 1996.

Yasmina Khadra, *La Dernière Nuit du Raïs*, Julliard, 2015.

Bernard-Henri Lévy, *La Guerre sans l'aimer. Journal d'un écrivain au cœur du printemps libyen*, Grasset, 2011.

Mgr Giovanni Martinelli, avec Samuel Lieven, *Évêque chez Kadhafi*, Bayard, 2011.

Hisham Matar, *La terre qui les sépare*, Gallimard, 2017.

Hisham Matar, *Au pays des hommes*, Denoël, 2007.

Delphine Minoui, *Tripoliwood*, Grasset, 2011.

Alexandre Najjar, *Anatomie d'un tyran, Mouammar Kadhafi*, Actes Sud, 2011.

Vincent Nouzille, *Dans le secret des présidents*, Fayard, 2010.

René Otayek, *La Politique africaine de la Libye*, Karthala, 1986.

Roumania Ougartchinska et Rosario Priore, *Pour la peau de Kadhafi. Guerres, secrets, mensonges, l'autre histoire 1969-2011*, Fayard, 2013.

Alison Pargeter, *Libya. The Rise and Fall of Qaddafi*, Yale University Press, 2012.

Marc Pierini, *Le Prix de la liberté. Libye, les coulisses d'une négociation*, Actes Sud, 2008.

Jean Ping, *Éclipse sur l'Afrique. Fallait-il tuer Kadhafi ?*, Michalon, 2014.

Ibrahima Signaté, Jean-Pierre Sereni, Sergueï Popov, *Kadhafi parle*, ABC, 1993.

Jean-Marc Simon, *Secrets d'Afrique. Le témoignage d'un ambassadeur*, Cherche-Midi, 2016.

Dirk Vandewalle, *A History of Modern Libya*, Cambridge University Press, 2006.

Charles Zorgbibe, *Paix et guerres en Afrique*, François Bourin, 2010.

Remerciements

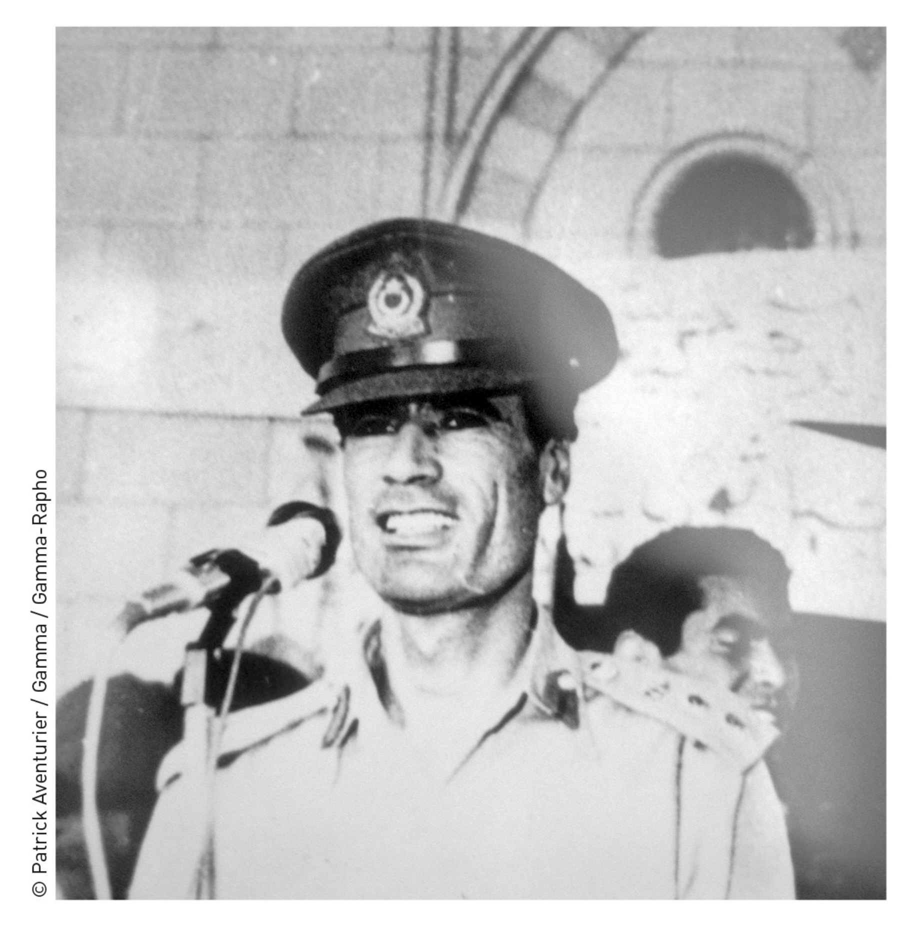
Quand on décide de passer près de trois ans de sa vie, fût-ce en pointillé, avec un personnage aussi tortueux que Muammar Kadhafi, mieux vaut être bien entouré. Je n'aurais pas pu l'être mieux.

Ma gratitude va d'abord à mon épouse Claire et à nos enfants, qui ont supporté les irruptions récurrentes de cet intrus pour le moins envahissant.

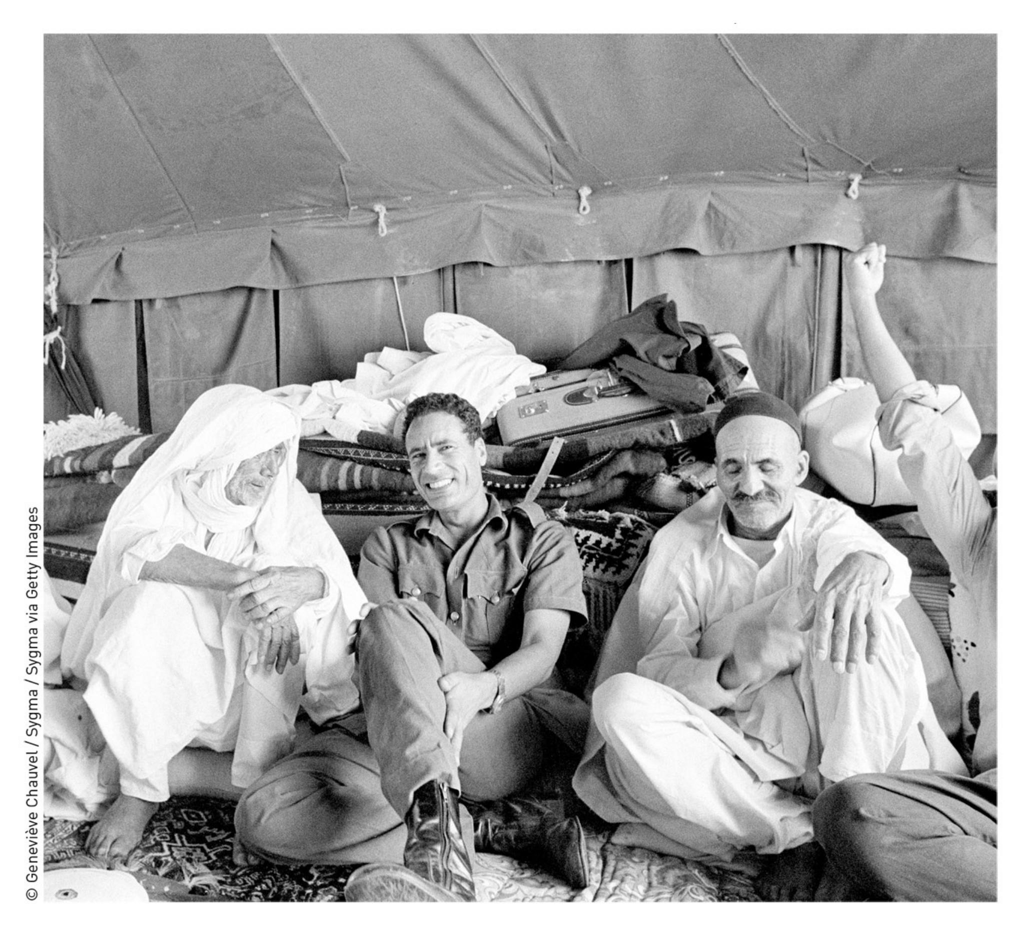
Hommage, aussi, à mes confrères et amis de *L'Express* pour leur indulgence, avec une mention spéciale à Pedro Uribe, dont le concours fut si précieux à l'heure d'explorer nos riches archives.

Je tiens à remercier la brigade d'élite de la maison Perrin, animée par Benoît Yvert. Il faut souhaiter à tous les auteurs d'ici et d'ailleurs le privilège de travailler un jour au côté d'un éditeur alliant comme lui acuité, exigence et bienveillance. Qualités qu'incarnent toutes les actrices de sa troupe, Céline Delautre, Marguerite de Marcillac, Camille Couture, Marie de Lattre, Bénédicte Avel, Sylvie Montgermont et Caroline de Maublanc.

Enfin, que celles et ceux qui, anonymement comme à visage découvert, m'ont guidé sur les sentiers escarpés et piégeux de la planète kadhafienne soient assurés de mon inaltérable reconnaissance.



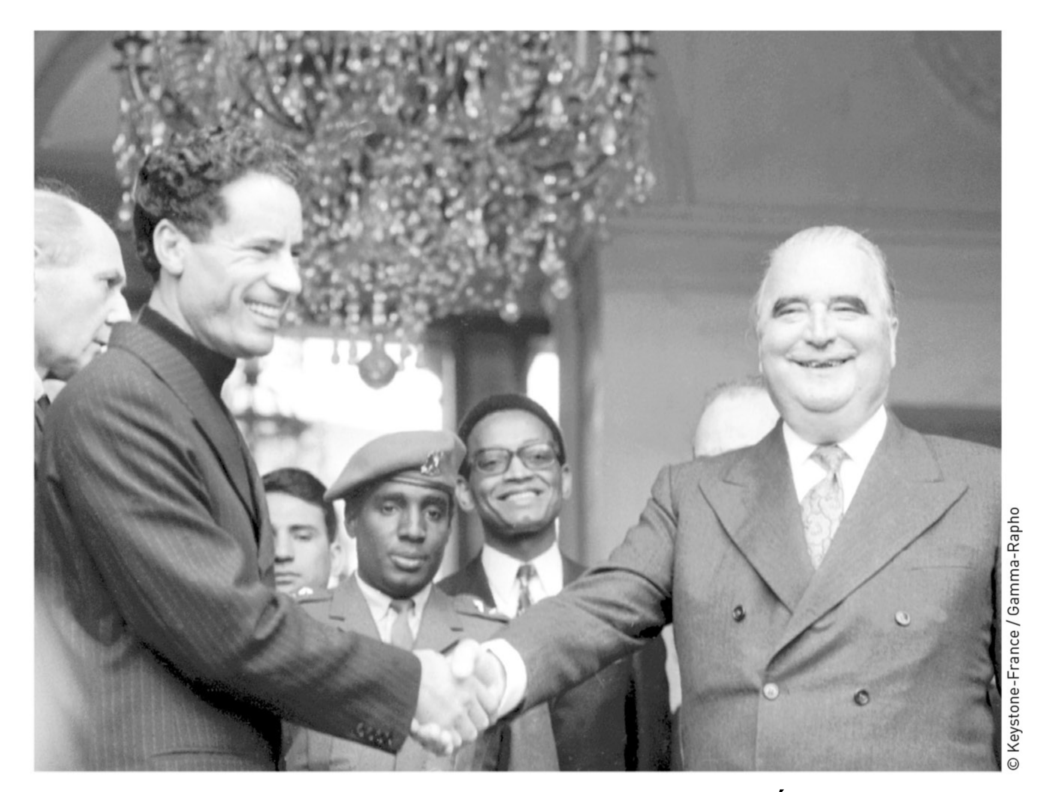
Promesses. Maintien ferme, tenue sobre, port altier, regard intense. Le putschiste Muammar Kadhafi au micro, en septembre 1969, peu après le coup d'État fatal au roi Idris Ier. Il a alors 27 ans et s'est d'emblée octroyé le grade de colonel.



Bédouinité. Fidèle à ses racines, le Guide libyen préférera jusqu'à son dernier souffle le mode de vie des Guedadfa, tribu semi-nomade, aux « murs qui enserrent l'âme ». Ici sous la tente paternelle, au sud de Syrte, parmi les anciens de son clan.



Disciple. Muammar Kadhafi , en version martiale, et Gamal Abdel Nasser, l’idole de ses jeunes années, arrivent ensemble au sommet de la Ligue arabe de Rabat (Maroc), en décembre 1969. Dans le regard du raïs égyptien affl eure ce mélange de bienveillance et de perplexité que lui inspire le purisme panarabe de son émule libyen.



Adoubement. Le 24 novembre 1973, sur le perron de l’Élysée, poignée de main entre le colonel Kadhafi , invité vedette d’un colloque organisé par le journal Le Monde, et le président français Georges Pompidou, déjà marqué par la maladie qui l’emportera bientôt. À l’époque, le patron du Conseil de commandement de la révolution passe encore, à Paris et ailleurs, pour « l’espoir du monde arabe ».



Miraculé. Muammar Kadhafi , en tenue d’aviateur, dans les ruines de Bab al-Aziziya. Dans sa main gauche, l’ours en peluche de sa fille adoptive Hana, prétendument tuée lors du bombardement ordonné en avril 1986 par Ronald Reagan ; dans la droite, les cahiers d’écolier de ses enfants. Lui-même doit à sa baraka d’avoir alors échappé à la mort.



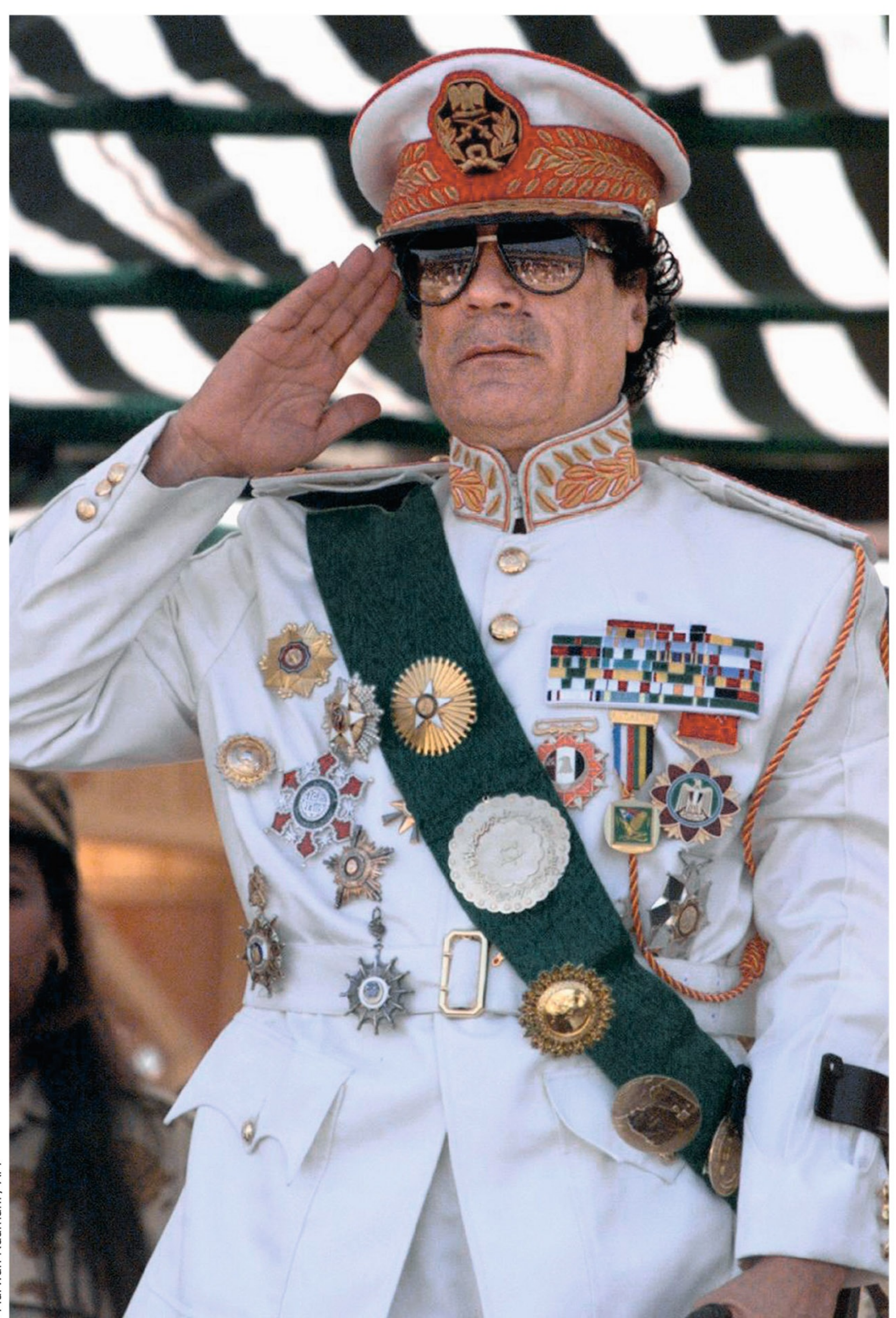
Paterfamilias. Le *qaïd as-Thawra* – Guide de la révolution – au côté de son épouse Safi ya, de sa fille Aïcha (à droite) et de deux de ses garçons, en novembre 1986, devant son palais-fortin tripolitain de Bab al-Aziziya, en partie détruit sept mois plus tôt par le raid aérien américain.



Faux-semblants. Le 1er septembre 1984, à l’heure où la Jamahiriya – la « République des masses » – célèbre le quinzième anniversaire de la révolution d’al-Fateh, Kadhafi en compagnie du roi du Maroc Hassan II. Sourires trompeurs : si le Guide et le souverain chérifi en opèrent à l’époque un rapprochement tactique, ils se vouent depuis des lustres un mépris aussi profond que réciproque.



Icône. Le Sud-Africain Nelson Mandela et le maître de la Jamahiriya main dans la main dans l’enceinte de Bab al-Aziziya, en octobre 1997. Kadhafi doit au soutien actif fourni à l’African National Congress (ANC) au temps de la lutte antiapartheid l’insolite mansuétude qu’affichait à son égard le héros de la « nation arc-en-ciel ».



Breloques. Un colonel peut-il revêtir les atours et arborer les attributs d'un maréchal d'opérette ? Oui, la preuve. Aux antipodes de la sobriété vestimentaire des premiers temps, Muammar Kadhafi en grand arroi, en septembre 1999, lors du défilé militaire des cérémonies du trentième anniversaire de la révolution.



© Daniel Acker / Bloomberg via Getty Images

Logorrhée. Le 23 septembre 2009, date de son premier – et dernier – discours devant l'Assemblée générale des Nations unies, le Guide libyen inflige à un auditoire estomaqué une harangue d'une heure trente, confuse, hargneuse et grandiloquente.



Showman. Kadhafi dans trois de ses rôles favoris.
D’abord, celui de l’ex-paria assidûment courtisé par l’Occident, saluant ici la secrétaire d’État aux Droits de l’homme Rama Yade lors de la visite éclair de Nicolas Sarkozy à Tripoli, le 25 juillet 2007.



© Mahmud Turkia / AFP

Ensuite, celui du « roi des rois traditionnels d'Afrique », entouré de chefs coutumiers du continent au rayonnement aléatoire, en août 2008 à Benghazi.



Enfin, celui de l'hôte rigolard, à l'ouverture du sommet arabo-africain de Syrte, le 10 octobre 2010.



Désarroi. Le 22 février 2011, un Guide déboussolé apparaît à la télévision pour démentir, à la faveur d’une allocution d’une déroutante brièveté, les rumeurs de sa fuite en exil. Son insolite parapluie de golf ne le protégera guère de l’orage qui gronde.



Déchéance. La chapka fourrée et les lunettes fumées XXL, accessoires fétiches du costume de scène des ultimes interviews. Ici le 5 mars 2011, à Bab al-Aziziya. Comment retrouver, sous ce masque boursouflé, les traits anguleux du fringant officier révolutionnaire ?

Index